Les Tempérants

Livre IV

Réflexions Géométriques pour la Paix

Faire comprendre à la raison ce que le cœur sait déjà.

Bernard GARDE

Autoédition en téléchargement gratuit sur le site
https://www.bernardgarde-lestemperants.com

© 2024 by Bernard GARDE
All rights reserved - Tous droits réservés
Dépôt Légal deuxième trimestre 2024
ISBN 978-2-913283-83-1 – EAN 9782913283831
Version complétée en novembre 2024 sur les pages
483, 484, 572, 578, 589 et 671 de l'édition de février
Autoédition en téléchargement gratuit sur le site
https://www.bernardgarde-lestemperants.com

Á vous-même
et pour nous tous.

...et en remerciant ma douce Claude pour son soutien quotidien et son infinie patience, ainsi que Roseline, André, Cédric et Michel, pour l'efficacité de leur aide technique ou scientifique.

L'Univers évolue par binarité-dualité
s'équilibrant paritairement.

Amarrage

Les trois tomes de réflexions progressivement plus tempérantes qui ont précédé ce Livre IV ont permis à l'auteur -et, faut-il l'espérer, au lecteur de ces pages- d'analyser et de transcender l'émotion et la colère respectivement suscitées par la « jacquerie » des *vrais* Gilets Jaunes et sa violente répression, afin d'en déceler les causes les plus profondes, au point de pouvoir expliquer toutes les formes de violence observables, individuelles ou collectives, qui ont jusqu'à présent empoisonné la vie de chacun et l'Histoire de tous, et retardé d'autant la conscientisation, l'émancipation et pour tout dire, l'humanisation de notre unique espèce terrestre. En réalité, l'accident historique révélateur de cette crise ne fut qu'un déclic, une sorte de « catalyseur mental » mobilisant toute une vie active d'observations empiriques autour de quelques intuitions au final assez évidentes, et les sentiments exprimés contre la violence et pour la Paix, contre l'injustice et pour l'équité, se sont peu à peu transformés en certitudes confirmées par le décryptage *tempérant* de notre Histoire et la visualisation anticipée des conséquences quadrifaciales du délodisme biéconomique sur les sociétés humaines et leur mode d'évolution. Les outils conceptuels correspondants sont dès lors parés pour leur affûtage

final et constructif, afin de faire face aux enjeux individuels, sociétaux et planétaires d'une Humanité en quête de sens, condamnée à s'apaiser urgemment pour survivre à ses contradictions socio-écologiques.

Certes, les nombreuses observations tempérantes précédemment formulées, comme les « découvertes », inventions et autres concepts ou conclusions qui en ont jusqu'à présent résulté, ne sauraient prétendre à la perfection éternelle de l'absolu, puisque le propre de la connaissance est d'évoluer périodiquement par quelque doute ou remise en cause. Il n'en reste pas moins certain qu'en l'état actuel de ce XXI° siècle, et aussi « prétentieux » que cela puisse paraître, ces *Réflexions* constituent la meilleure démonstration possible susceptible d'expliquer le *cœur* de toute réalité sociétale, l'origine même de la violence et les conditions de la Paix civile via la Justice vitale sur laquelle celle-ci doit s'adosser, et l'on peut ici parier que le délodisme biéconomique et tempérant, en tant que seule solution quadrifaciale et objectivement équilibrée, sera tôt ou tard le passage obligé des progrès collectifs les plus déterminants dont dépendent le bonheur de l'Humanité et le bien-*être* de chaque citoyen, tandis que le respect des conditions sociétales ainsi établies changera profondément le cours de l'Histoire grâce à l'endiguement de tous les excès comportementaux liés au mono-systémisme pseudo-démocratique ou dictatorial qui a précédé cette laborieuse recherche. Autrement dit, sur le papier, et dès lors très prochainement dans la mentalité collective suscitant tôt ou tard une (r)évolution historique déterminante, l'équation fondamentale reliant individu et société se trouvera bel et bien résolue, ne pouvant qu'inspirer à tous les humains le meilleur *sens* possible dans son indispensable mise en pratique.

Pour s'offrir le temps d'une image appropriée, on peut reprendre celle des parenthèses existentielles et de leur boîte de longueur variable, traversée par le « rayon laser » précédant et suivant toute vie, dont les errements empiriquement vécus et souvent régressifs ont pour effet d'en raccourcir d'autant la durée et d'en appauvrir la qualité temporelle et les insoupçonnables potentialités, non sans se cogner douloureusement sur les hauts et bas d'une sorte d'accordéon ratatiné sur lui-même et comme

vainement essoufflé, réduisant la mélodie vitale à la plainte d'un soupir d'inutile souffrance, en lieu et place du « souffle maximal » et puissant qu'aspire l'étirement rectiligne du même instrument selon l'axe spirituel temporalisé par la Justice, et pour la Paix qui en découle. Il en est de même à l'échelon de la société et de l'Humanité toute entière, dont seuls les progrès matériels, sociaux et culturels de valeur universelle peuvent oxygéner la vie commune en épanouissant les potentialités de chaque citoyen, prolongeant et respectant ainsi au mieux le Souffle Mystérieux ou Divin qui précède et suit toute existence. Au demeurant, tout se passe comme si ledit accordéon ne pouvait moduler de belles mélodies qu'en s'étirant indéfiniment via l'*inspiration*, jusqu'aux limites imparties par l'entropie existentielle, afin de fuir autant que possible les disharmonies amoindrissantes de son égoïste rétrécissement, et leur criarde *expiration* de fausses notes.

Ce qui est stupide et qui fausse lesdites notes n'est rien d'autre que la violence, en particulier systémique sous ses multiples formes, et dont la définition se résume pour l'essentiel à la division, la domination, l'exploitation ou l'exclusion, sachant ici que ces travers historiques ont pour origine universelle le dépassement du point unique de l'équilibre minimoptimaximal en ce qui concerne les relations socio-économiques, et le non-respect de la démocratie citoyenne, s'agissant du point de vue politique et culturel. La cacophonie sociétale résultant de ces erreurs et fautes, par défaut de compréhension et excès comportemental, se trouve enfin clairement décrite, expliquée, et surtout comprise grâce au progrès proposé par les observations tempérantes qui précèdent, car le propre de toute connaissance, de tout raisonnement un tant soit peu intelligent, est bien de relier, ou comprendre par inclusion cognitive opérationnelle, les si nombreux éléments constitutifs de toute réalité, en tant que condition *sine qua non* du dépassement d'une pesanteur historique dont le propre des humains est de ne jamais se satisfaire, tant s'agissant d'eux-mêmes que des êtres ou des choses qui les entourent.

Dans cette optique, les *Réflexions* tempérantes font *sens*, dans la mesure où ces innovations, de par leur caractère universaliste, rendront

chacun conscient des tenants et aboutissants de tous les enjeux sociétaux et des conséquences écologiques qui en découlent pour la planète, tant il est déjà avéré que seule une évolution systémique radicale fondée sur de nouveaux paradigmes sociaux sera à même de *tempériser* la croissance sous forme de progrès humanisé, tout en respectant enfin les ressources et autres énergies dont elle implique l'usage aussi modéré que possible.

Comme très souvent en matière d'avancée culturelle majeure, les plus grandes « découvertes » se résument à la formulation rationnelle de réalités d'apparence complexe ainsi utilement décryptées par le verbe et sa pensée, en distinguant des éléments pour mieux les réunifier en *un tout* plus cohérent, que seule une expérimentation peut avérer pertinent. Ce peut être aussi la simple prise de conscience d'évidences naturelles tellement aveuglantes qu'elles finissent par friser une « lapalissade », à l'exemple de l'invention anonyme de la roue, sans doute suggérée par un tronc d'arbre ou galet sphérique dévalant accidentellement une pente quelconque, quand il ne s'agit pas d'une pomme interrompant une sieste ombragée. Et plus le fait observé semble a priori anodin, plus les idées qu'il peut suggérer sont fondamentales, dès lors qu'elles court-circuitent la complexité trompeuse des conséquences pour ne s'attacher qu'à la racine première d'une cause précise qui a les meilleures chances d'être universelle. Il en résulte aussitôt un nouveau regard, une toute nouvelle optique propre à inspirer des progrès et innovations en chaîne, bien au-delà des frontières de la discipline ou spécialité considérée, ce qui ne manquera pas d'être le cas si les concepts tempérants formulés jusqu'à présent touchent à l'essentiel et répondent aux attentes du moment.

Qu'il s'agisse en l'occurrence de philosophie, d'idéologie ou de science plus ou moins dure, la pierre de taille ajoutée à l'édifice humain par la recherche de la tempérance ne peut que promouvoir la justice et la paix, et il est à prévoir que la nature pluridisciplinaire de cette évolution sera à même de satisfaire tout autant la quête de bien être sociétal qui motive l'évolution psychique et spirituelle de notre humanisation, que le besoin d'équilibrer les conditions socio-économiques et matérielles de la production, de la distribution et de la consommation, via les garanties

vitales d'un confort décent et suffisant. Cette prochaine étape historique favorisera en effet un progrès intellectuel et moral propre à faire évoluer chaque être humain dans le sens d'un épanouissement *choisi*, tandis que par ailleurs, elle induira des progrès scientifiques et techniques majeurs grâce à la gestion sociétale optimale des contraintes matérielles et socio-économiques qu'autoriseront l'usage du calcul minutaire et le respect de l'équilibre biéconomique et minimoptimaximal via l'innovation cruciale de la partition-répartition.

En complément indispensable aux observations analytiques et aux conclusions de principe des *Réflexions Tempérantes* déjà écrites, et une fois la caisse à outils dûment ouverte et l'état des lieux du chantier suffisamment établi via une indispensable critique constitutionnelle, le lecteur se verra invité à réfléchir aux *implications* de ces innovations conceptuelles sur l'avenir des sociétés humaines et de leurs constitutions en quelque sorte « délodisées », sur la base obligée (et par défaut) du cas français habituel, dans le but de repérer ce qui s'avèrera universellement incontournable quelle que soit la société humaine considérée, son lieu et son stade de développement, en tant que condition même du respect de l'équilibre minimoptimaximal du point de vue socio-économique, et de la justice démocratique s'agissant des faces culturelle et politique.

Parallèlement, un deuxième niveau de réflexion prospective se fera jour via les *propositions* ou *suggestions* concernant les modalités pratiques possibles pour mettre en place la tempérance sociétale propre à équilibrer distinctement la liberté d'un libéralisme privé assaini avec l'égalité minimale d'un interventionnisme enfin communalisé, ainsi que pour établir les structures démocratiques correspondantes, sachant que les solutions qui pourront être envisagées dans ces pages ne seront que partielles et partiales, au titre de moyens techniques éventuels appelés à être selon le cas acceptés ou refusés, complétés, remplacés ou améliorés par les futurs Citoyens Tempérants, en raison des compétences limitées de l'auteur de ces *Réflexions* sur maints aspects requérant l'expertise de spécialistes, et plus encore pour tenir compte des préférences citoyennes et majoritaires qui se feront jour avant longtemps.

De même sera-t-il indispensable d'anticiper autant que possible les changements sociologiques concrets impliqués par l'avènement de l'ère délodiste, biéconomique et tempérante, concernant les principales catégories de citoyens statistiquement observables, afin de visualiser les tenants et aboutissants de l'équilibrage des droits et devoirs de chacun, via les nouvelles responsabilités individuelles et collectives qui iront de pair avec l'émancipation citoyenne, sur chacune des faces pyramidales, dès lors qu'une authentique refondation structurelle dûment équilibrée et respectueuse de notre double nature procurera à chacun une liberté de choix positivée par l'égalité minimale, une individualisation de parcours apaisée par le partage objectif d'un seul et même socle citoyen vital.

Enfin, les conditions historiques de l'évolution tempérante seront à prendre en compte, s'agissant de la façon de promouvoir ces progrès sociétaux devenus si urgents pour la double cause de la Justice et de la Paix, compte tenu de l'impasse quadrifaciale et planétaire à laquelle ont abouti les mono-systèmes dictatoriaux ou pseudo-démocratiques. Dans la mesure où ce cap historique inévitable devra tôt ou tard être franchi, certaines résistances ou inerties minoritaires seront à prévoir, tandis que d'utiles précautions ou recommandations devraient permettre d'éviter toute tension inutile, tout esprit de revanche ou velléité d'inversion des rôles, en essayant de définir les conditions d'une mutation sociétale en tout point *pacifique*, sachant que, s'agissant de la France, la Septième République ne pourra se prétendre totalement délodiste, biéconomique et tempérante que lorsque la Sixième aura peu à peu gommé les excès et comblé les manquements de la Cinquième, ce qui suppose de réfléchir à l'éventuelle chronologie des étapes du chantier de refondation à venir, non sans laisser au peuple français l'entière liberté de forger son destin, comme de suivre ou non lesdites suggestions. Alors seulement pourra se conclure la saga réflexive des Tempérants, en transmettant le relais, via le cas français, à tous les humains partageant la même soif de Justice et de Paix.

Il ne reste plus, pour commencer, qu'à désarmer et décharger le voilier désormais à quai, afin de procéder au rapide mais indispensable inventaire des richesses, outils et matériaux nécessaires à l'édification possible d'une pyramide enfin tempérante, non sans tenir le plus grand compte des spécificités du cas français, suivant en cela le droit fil des Lumières et de la Révolution, dans l'espoir d'émanciper définitivement, et surtout pacifiquement, leur commune descendance républicaine.

Réflexions Géométriques 1

Les Outils, le Terrain
et l'État des Lieux (I)

1 - Un Héritage Délabré.

La déplorable situation de la société française en cette première moitié du XXI° siècle n'est plus à démontrer, et les précédents livres des *Réflexions* ont suffisamment exploré les déséquilibres quadrifaciaux de cette nation pour ne pas en rajouter inutilement. La désintégration et l'ensauvagement visibles au travers des médias et de la vie quotidienne de chaque citoyen mesurent tout autant l'impuissance totale de pouvoirs politiques, socio-économiques et culturels aux abus décadents de plus en plus ouvertement illégitimes, que l'attente généralisée d'un nouveau départ répondant à un urgent besoin d'apaisement par la Justice. Car la raison d'être de toute société organisée n'est autre que d'assurer la Paix par l'intermédiaire de la constitution correspondante et de ses lois, et les violentes remises en causes observables aujourd'hui signent la fin de l'ère pseudo-démocratique et l'impatience d'un peuple particulièrement politisé et idéaliste, visiblement fin prêt à comprendre et s'approprier le contenu des *Réflexions Tempérantes* déjà formulées. Cela est d'autant

plus vrai que la double solution délodiste *et* biéconomique n'est que la suite logique des progrès induits par les Lumières et la Révolution, dont les nobles principes n'ont jusqu'à présent jamais pu trouver les *moyens* de s'appliquer, se laissant systématiquement détourner et privatiser par des minorités dominantes trop peu conscientes de leurs devoirs pour ne pas accumuler de nouveaux privilèges, causant des ruptures périodiques mécaniquement explicables par les déséquilibres élucidés tout au long des trois livres qui précèdent, en tant que conséquences d'une pesanteur socio-historique incomprise. En ce sens, l'aggravation généralisée de la violence depuis des années n'exprime que la clameur pathétique d'un peuple en manque de compréhension et de solution face aux injustices systémiquement autorisées, faute de pouvoir exprimer autrement, et en particulier politiquement, un ressenti devenu insupportable (bien que de toute façon, en l'absence de solution délodiste et biéconomique, aucune solution durable et tempérante ne pouvait jusqu'à présent voir le jour).

La société française est donc comparable à un édifice en ruine, ranci d'injustice et de corruption systémique, ce qui en fait un immense chantier de reconstruction indispensable impliquant la refondation de sa constitution, puisque « l'évolution » dramatiquement régressive de la V° république et sa réalité présente démontrent que la démocratie n'était que factice ou de principe, et que les idéaux de Liberté, d'Égalité et de Fraternité n'ont jamais été respectés. Or, si de telles dérives politiques ont pu dévoyer les principes gaulliens au fil d'une pratique de plus en plus injuste et inégalitaire, dans l'intérêt croissant d'un marché ultra-libéral devenu monopolistique à travers le mondialisme financier, avec la complicité passive ou active de politiciens naïfs et autres vils filous, c'est preuve que ladite constitution, dès sa conception, ne possédait pas les garde-fous indispensables à son bon fonctionnement, ni toutes les dimensions sociétales nécessaires et suffisantes pour pouvoir assurer la moindre stabilité démocratique. D'où l'envergure historique du chantier de reconstruction à entreprendre dans les chapitres qui suivront, dont le but sera de fournir un gros-œuvre digne d'une architecture pyramidale, en assurant l'équilibre constant des proportions optimales sur la base d'une fondation parfaitement horizontale, solidement ancrée sur toute la

surface territoriale que représentent les énergies communales et leur insoupçonnable potentiel de créativité positive, enfin émancipés de la tutelle des pouvoirs descendants et centralisés qui les maintiennent sous cloche en toute illégitimité *objective*.

2 - Les Outils disponibles.

Suite à la profitable traversée exploratrice de l'équation sociétale universelle accomplie jusqu'à ce Livre IV, les matériaux conceptuels et outils concrets nécessaires à la reconstruction, ou plus précisément à la construction enfin cohérente d'une France aussi Tempérante et apaisée que rendue positivement dynamique face à son avenir, révèlent d'abord l'utilité de l'*approche pyramidale*, laquelle associe les faces politique, sociale, économique, et culturelle de toute communauté terrestre un tant soit peu autonome, en tant que « plan », schéma ou patron à suivre pour bien respecter verticalement, et de façon cette fois-ci ascendante au fil de l'édification, la proportionnalité horizontale et égalitaire des quatre éléments impliqués par cette architecture. Á ce propos, on observera ici que la double face socio-économique ayant entraîné la composition d'un seul et même Livre II témoigne de l'indissociabilité factuelle du social et de l'économique, s'agissant du propos vital de ces pages (ce qui laisse ici de côté tous les aspects purement sociaux, si tant est qu'il en existe, d'ordre « psychologique » en particulier, sachant que d'un point de vue Tempérant, il ne s'agit-là que de conséquences « systémiques » induites dès la moindre situation d'interdépendance d'une microsociété résumée à deux individus).

Grâce aux réflexions des volumes précédents, le « modèle » de la pyramide apparaît d'autant plus pertinent que les côtés qui s'opposent se complètent idéalement, rejoignant en cela la comparaison faite avec les sciences physiques et leurs lois quantiques, via les notions d'onde et de particule et leur ressemblance avec celles de société et d'individu. En effet, la nature physique ou concrète -et dès lors corpusculaire- de toute société concerne les réalités socio-économiques et leur caractère à la

fois *libertaire*, prioritairement individuel et quantitatif, puisqu'il s'agit toujours d'échanges ou contacts entre personnes physiques (ou morales par simple regroupement de personnes physiques) et de conditions aussi matérielles que palpables, sur la base commune d'un territoire ou espace géographique donné. Les faces sociale et économique s'avèrent donc de nature principalement corpusculaire, même si les regroupements, tant concernant les classes sociales que les entreprises ou autres associations, peuvent les rendre secondairement ondulatoires, à l'instar de ce qui a été observé par les physiciens de leur côté, lesquels ont démontré que toute matière émet aussi des ondes de façon « subsidiaire ». Inversement, les faces culturelle et politique, logiquement tout aussi indissociables à leur propre manière, sont d'ordre abstrait, éminemment moral et collectif, faisant appel à l'esprit via les idées ou idéologies, mais s'avèrent aussi secondairement concrètes dans leurs effets historiques, à chaque période considérée, ne serait-ce que via l'accumulation individuelle de certains pouvoirs politiques ou culturels. Leur nature ondulatoire n'est donc pas sans conséquence corpusculaire perceptible à travers les subdivisions citoyennes concrètes qu'elles entraînent via les personnels politiques et administratifs, tout comme la moindre « réalité » physique d'apparence ondulatoire est également secondairement corpusculaire, à l'instar de la lumière, de ses photons et autres électrons. Plus curieux encore, il est à remarquer ici que par sa nature matérielle (et biologique s'agissant des individus), la double face socio-économique paraît relever avant tout de la notion d'*espace* (même si cette réalité évolue accessoirement et très lentement avec le temps), alors qu'inversement, tout ce qui concerne la culture et l'organisation politique, ainsi que les mentalités collectives, se trouve principalement déterminé par le *temps* via l'Histoire, n'évoluant de fait que très secondairement, et dans la plupart des cas avec beaucoup d'inertie, sur l'horizontale géographique. Par le contraste entre ces deux couples de faces opposées, la pyramide sociétale cumule donc, à l'instar de n'importe quel être vivant (ou de toute *individualité* biologique), les deux natures existentielles d'une matérialité d'ordre « spatial » et d'une spiritualité de nature historique. En quelque sorte, le temps est à l'esprit de l'être ce que l'espace est à la matière des choses.

Tout cela semble décidément démontrer à quel point le modèle pyramidal, bien que manquant esthétiquement de la douceur visuelle de quelque courbure, correspond au « processus fondamental », à la recette universelle qui façonne l'existence du point de vue matériel, selon une géométrie d'ordre surtout rectiligne que semble corroborer par exemple l'agencement naturel des matières minérales sous forme de cristaux (à la différence remarquable de la spirale de l'A.D.N. et de la rondeur micro-cellulaire du biologique) tandis que l'utilité pratique de cette référence architecturale pour toutes les observations tempérantes qui ont précédé le présent livre a déjà très largement pu faire ses preuves en soulignant les liaisons quadrifaciales des déséquilibres empiriques de l'Histoire. Le premier outil indispensable au chantier qui s'annonce est donc cette trop fameuse pyramide, telle un compas fiable, une boussole orientée sur le seul bon sens possible, en direction fixe de l'axe vital et constructif de l'Existence, au diapason total de la Cause et de la Finalité Suprêmes et Mystérieuses qui émerveillent toute conscience libérée de la négativité existentielle des fausses routes et autres impasses. Car tout progrès n'est qu'une élévation aussi verticale que possible, de la pesanteur terrestre à l'apesanteur céleste.

Après ce « plan-modèle » aussi indispensable que le sextant d'un marin ne voulant jamais perdre le Nord, ou le niveau et fil à plomb d'un maçon méthodique, mais concernant cette fois-ci la façon d'élever et de proportionner chacune des faces à partir d'une fondation unique rendue carrée grâce à l'égalité bifaciale absolue rappelée ci-dessus, le deuxième outil n'est autre que le principe de « libertégalité », tel que défini en fin de volume III, autrement dit le respect de l'égalité ou de l'*identité de proportion* appliquée à *ce* couple conceptuel fondamental, en tant que condition d'équilibre en tout point optimal. L'affûtage de cette équation agira comme une lame aiguisée apte à tailler les éléments constitutifs de chaque face pyramidale de façon *juste*, tant sur le plan moral de l'équité culturelle démocratique que du point de vue de la *justesse* scientifique et matérielle de la meilleure gestion socio-économique possible, avec pour résultat non seulement le bien-être sociétal de la Paix, mais en prime, le

respect optimal de l'ensemble des ressources planétaires, la préservation d'une vie en osmose avec l'environnement et ses fragiles équilibres.

De même que le principe pyramidal fonde déjà l'égalité parfaite entre les deux couples bifaciaux complémentaires sur le plan horizontal de chacune des strates qui forgent toute verticalité, (socio-économique *versus* politico-culturel), exprimant déjà une idéale complémentarité et proportionnalité entre les deux versants libertaires et égalitaires de toute société, le respect de l'égalité, appliqué tout d'abord au couple liberté-égalité, forge le seul outil garantissant chaque équilibre facial, lissant sa surface et orientant l'angle de sa pente de telle manière qu'aucun dévers ne soit possible vis-à-vis des trois autre faces, seule solution pour créer une architecture enfin stable et durable, quels que soient l'envergure et les matériaux historiquement et géographiquement concernés, et surtout quelles que soient les caractéristiques culturelles neutres rendues ainsi compatibles avec l'universalité du « principe vital constructif », du sens *positif* car émancipateur de toute pesanteur indue, que seul peut révéler l'équilibrage scrupuleux entre la liberté et l'égalité. C'est là et nulle part ailleurs que réside le cœur précis de toute équation sociétale, la soudure fusionnelle réunissant pacifiquement l'individu et la société, en parfaite osmose et complémentarité, ainsi que l'enjeu historique fondamental de la quête inconsciente des humains depuis l'avènement lointain de leur espèce terrestre : le bien-*être* de la Paix.

La *libertégalité* pyramidale est donc un outil de proportionnalité, dont l'intérêt majeur est de garantir l'équilibrage indispensable au bon fonctionnement des quatre éléments sociétaux ainsi que de leurs sous-ensembles faciaux, ce qui ne s'avère jamais être *naturellement* le cas, en raison des débordements spontanés de la liberté sur l'égalité minimale ou vitale, bien au-delà du respect de l'égalité objective *pré*-historique, laquelle ne peut se mesurer temporellement qu'en minutées de vie de valeur universelle et invariable, quels que soient le lieu et l'époque. Or ladite *libertégalité* ne peut se concrétiser qu'en solidarisant la société par l'universalisation individuelle de la double existence en jeu, via le mode de calcul de la partition-répartition bi-domaniale, rendu possible

grâce au dénominateur commun de la valeur minutaire, car faute de cela les citoyens se trouvent isolés, livrés à eux-mêmes sans aucune garantie vitale partagée avec tous, donc sans aucune identité commune effective, ni sécurité, ni sérénité, ce qui constitue la source de toutes les destinées extrêmes causées par l'injustice systémique et ses violences induites. La partition-répartition biéconomique est donc la seule façon d'atteindre et de fixer l'équilibre *libertégalitaire*, de garantir la complémentarité entre individu et société, et par ce biais, de faire coexister pacifiquement *tous* les citoyens d'une même communauté de destin historique.

C'est par ailleurs de là que découle la fameuse loi tendancielle d'équilibre bisphérique historiquement observable en proportion directe de toute société d'envergure digne du nom de civilisation, conduisant l'observateur averti à la solution technique de la *partition-répartition* et de la double vie citoyenne, en tant que seule issue pour mettre au point un aéronef sociétal apte à voler et transcender la pesanteur en respectant son implacable loi, temporelle autant que physique, définissant ainsi le troisième outil du chantier sociétal en question, pour enfin concrétiser la *libertégalité*, depuis l'échelon élémentaire de chaque citoyen jusqu'au macrocosme sociétal, seule façon de respecter historiquement la double nature qui définit tout être vivant en société, sachant qu'à la différence des plantes ou des animaux, les êtres humains ne peuvent se satisfaire totalement que d'un équilibre aussi absolu que possible entre ces deux composantes fondamentales. La partition-répartition biéconomique et ses domaines Public et Privé ont l'avantage unique de permettre une subdivision équilibrée et objectivée grâce à l'analyse minutaire, laquelle fournit pour la première fois une base d'évaluation universelle propre à quantifier l'équilibre minimoptimaximal, et ce, quelle que soit la société concernée, de façon enfin aussi juste moralement que scientifiquement, répondant ainsi, via une proportion devenue constante, aux impossibles réajustements si tristement typiques des politiques socio-économiques prétempérantes, aux éternels débats subjectifs sur l'impôt-contribution, aux notions si empiriques d'abus et autres dépassements de palier, ainsi qu'aux gaspillages contreproductifs de tant de colmatages palliatifs.

Puisque la minutée constitue bel et bien l'instrument de mesure ou d'évaluation permettant de peser les proportions et de les actualiser vis-à-vis de toute société humaine présente ou future, voire passée, dans la limite des données disponibles aux historiens, le minimoptimaximum minutarisé concernera particulièrement les faces économique et sociale pour quantifier l'équilibrage « libertégalitaire », lequel sera évolutif en termes de traduction historique, tout en restant immuable du point de vue de la proportionnalité. De la même façon, mais d'une manière non quantifiable s'agissant des faces culturelle et politique, le couple crucial associant la liberté à l'égalité pourra se concrétiser sous la forme d'une liberté d'expression individuelle ou collective pleinement assumée par la transparence et la responsabilisation, tout comme s'agissant du droit de s'associer ou de se regrouper, mais sur la base d'une égalité politique absolue via le délodisme, et d'un identique accès à toutes les ressources culturelles, en particulier via l'Éducation Commune, le même droit aux formations différenciées à tout âge de la vie, ainsi que l'usage actif ou passif de médias désormais apaisés par un équilibre sociétal durable, et plus encore responsabilisés par une transparence mutuelle, s'agissant en particulier des utilisateurs du réseau Internet. Rappelons à cet effet que dans ces domaines politique et culturel, la « tempérisation » sociétale se traduira par une représentativité proportionnée des diverses tendances animant la société future, sans déformation du « portrait national » autre que via sa libre évolution, ni domination de quelque minorité extrême que ce soit, à la différence des situations prétempérantes. C'est en effet par la fiabilité du portrait culturo-politique de chaque société humaine que peut s'apprécier la qualité finale de l'équilibrage *libertégalitaire*.

Tels sont donc tous les outils disponibles pour faire face au défi d'une (re)construction constitutionnelle devant éviter, dès ses fondations premières, les habituelles tares historiques et autres vices de formes qui font systémiquement le lit de l'injustice via l'*abus* de liberté, et dont la constitution française de 1958 n'était apparemment pas indemne, aussi nécessaire et « temporairement stabilisatrice » qu'elle ait pu paraître, en particulier au temps de son intègre fondateur. Ainsi, assez logiquement, les instrument suggérés par les observations des trois premiers tomes de

cette recherche pour enfin comprendre les causes de la violence et de l'injustice interdisant une paix authentique vont devenir autant d'outils précieux pour bâtir à nouveau, mais avec l'avantage d'avoir été conçus et rodés par la logique d'un raisonnement universaliste, au lieu de céder à la tentation subjective de démolir prématurément une constitution très particulière, ce qui aurait pu faire échouer les présentes *Réflexions* sur le même écueil que celui du marxisme ou du communisme, en tant que vains reflets réactifs et inversés du capitalisme ou du libéralisme.

Pour autant, le moment est venu d'araser l'espace du chantier, de dégager les débris de l'effondrement sociétal et institutionnel, et surtout de prendre conscience de ce qui a cruellement manqué -et fait encore plus que jamais défaut- à l'équilibre pacifique de la société française, en s'autorisant une (re)lecture tempérante des textes qui ont fondé la V° République, du moins concernant les chapitres et alinéas nécessaires au présent propos, sachant que cela devrait permettre de contraster les creux et les bosses de cette « règle du jeu » spécifique (censée être encore en vigueur), sous l'éclairage nouveau résultant de toutes les observations et réflexions précédant ce dernier livre. Étant donné l'état de délabrement de la société française, cela revient à pratiquer une quasi autopsie sous les bistouris mis au point par les trois premiers livres des *Tempérants,* outils dont le rappel ci-dessus a permis d'aiguiser encore la précision. Á la différence de ce que chacun peut ressentir face aux multiples actions de déconstruction culturelle en vogue au travers d'un wokisme hélas sans proposition constructive, ni surtout universaliste, il est à espérer que l'intériorisation des propos tempérants fera apprécier sous un angle totalement inédit la visite de ces textes monumentaux en attente urgente d'être dépoussiérés, remis à jour, ou réécrits de fond en comble.

Enfin, en préalable supplémentaire au décryptage tempérant de la constitution française, il vaut la peine de remarquer que l'usage (voire l'*abusage* !) politique qui a été fait de ce texte au fil des présidences de la République a très profondément modifié la pertinence historique de sa fondation, ce qui démontre la fragilité ou l'incomplétude de certains de ses principes, ainsi que des rouages techniques correspondants, dans

la mesure où l'intégrité d'interprétation de la pratique gaullienne s'est hélas très vite diluée et pervertie au gré des intérêts politiciens sectaires qui ont fini par se confondre avec la dominance économique. Une telle privatisation du Bien Commun et des pouvoirs publics n'a pu résulter que d'un vice de forme originel, d'une imperfection congénitale dont on peut déjà subodorer qu'elle dérive inévitablement de l'improvisation historique prétempérante, faute de verrouillage politique délodiste d'une part, et de concrétisation sociale biéconomique, d'autre part. Il faut donc en déduire qu'une constitution digne de ce nom doit être assez succincte pour laisser évoluer son utilisation au gré des options *majoritaires* que suppose toute démocratie authentique, tout en étant fixe sur l'essentiel, tel un phare indestructible bâti sur le roc d'une réalité socio-économique et culturelle de valeur universelle, enfin propre à dépasser les lois de la pesanteur historique sociétale, et interdisant dès lors techniquement les risques de déviance ou d'appropriation minoritaire si caractéristiques de toutes les ères prétempérantes.

Sans prétendre aucunement procéder à une énième exploration littérale ou juridique des déclarations historiques fondant la République Française, les analyses tempérantes qui suivent, nouvellement outillées d'un microscope délodiste et biéconomique suffisamment opérationnel, devraient pouvoir enfin dérouler leur commentaire, à la façon d'un tapis tricolore orienté sur le meilleur axe possible, en tant que conséquence logique des trois livres qui précèdent, en espérant établir, à travers le cas particulier de cette nation, les conditions constitutionnelles universelles et minimales de la Justice et de la Paix.

3 - La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

Citée en tant que « référence légale » toujours en vigueur dans le préambule de l'actuelle Constitution du 4 octobre 1958, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 (dont le titre peut de nos jours choquer le néo-féminisme promouvant l'écriture inclusive), débute très justement par le besoin d'affirmer des droits citoyens et universels

face au constat des abus de pouvoir subis jusqu'alors, droits qualifiés de « *naturels, inaliénables et sacrés* », établissant ainsi un contrat social volontaire en lieu et place de l'ordre monarchique absolu, incluant la double notion de droits *et* de devoirs s'appliquant à « *tous les membres du corps social* », pour un juste équilibre entre les pouvoirs législatif et exécutif d'une part, et le peuple, d'autre part, le but suprême étant déjà « *le bonheur de tous* », autrement dit, la paix civile. Par cette entrée en matière, les déclarants semblent avoir avant tout cherché à rééquilibrer ou répartir les pouvoirs nécessaires entre une royauté absolue devenue insupportable à maints égards, et le peuple, principalement à travers ses représentants et les élites d'une bourgeoisie prenant conscience de son poids social. Puis, « *sous les auspices de l'Être Suprême* », équivalant peu ou prou au Mystère Suprême et Divin des observations du Livre III, s'énonce en premier lieu le célèbre article selon lequel « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.* »

Dans le contexte de 1789, cette affirmation révolutionnaire est à comprendre comme une libération et égalisation de droits face aux abus d'un système totalitaire, d'une toute-puissance royale et aristocratique dont la justification économique était déjà grandement fragilisée, sans même parler du caractère de droit divin de la personne royale, ce qui a bel et bien constitué un cap historique à long terme irréversible, inspiré par l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 au 5 août 1789. Ce côté réactif et défensif, dicté par les circonstances, semble certes avoir induit des notions de liberté et d'égalité de tous, mais principalement vis-à-vis de l'institution politique royale, de l'aristocratie et du clergé, plutôt que concernant les rapports et autres droits et devoirs entre les citoyens. Les droits, mentionnés pourtant au pluriel, semblent dès lors être réduits à la dimension « politico-juridique » de la pyramide sociétale, sans précision suffisamment explicite concernant en particulier la source concrète de toute différenciation, constituée par le face à face pyramidal de la réalité socio-économique, si ce n'est au travers de la troublante notion d'*utilité commune*, s'agissant de préserver des « *distinctions sociales* » garantes d'une liberté matériellement vécue. Les citoyens acquièrent dès lors des

droits égaux face à un pouvoir politique auquel ils pourront participer via leurs représentants, mais rien ne précise, à ce stade, les conditions de liberté et d'égalité *entre* lesdits citoyens. Dès le départ, cela équivaut à ne construire ladite pyramide que sur un seul de ses quatre côtés, sans garantie d'appui sur les trois autres, réduisant le monument à un simple pan de mur triangulaire et vertical, ce qui donne l'illusion d'une pseudo-société dès lors dépourvue de cohérence constitutionnelle quadrifaciale, sauf à tenter d'incliner cet unique côté au point de le voir s'effondrer sur l'absence ou l'inconsistance des trois autres, dont surtout le couple des faces sociale et économique adjacentes à la face politique.

L'abolition des privilèges se trouve sous-entendue, du moins en tant que mise au pas des ordres nobiliaires et cléricaux et suppression de leurs anciens avantages, mais, du seul point de vue tempérant, l'absence de précision des droits ainsi proclamés semble traduire l'embarras d'une définition encore impossible de la notion de *privilège* ou de prérogative exclusive, induisant aussitôt la réduction sémantique proportionnelle des concepts de liberté et d'égalité, lesquels se trouvent limités à une simple relation directe de chacun au pouvoir central ou à son représentant local. Les *Réflexions Tempérantes* permettent ici de comprendre la véritable teneur universelle, le fondement objectif de l'injustice que définit tout privilège, non plus de façon contingente et matérielle selon telle ou telle époque, mais bien en tant que disproportion d'équilibre et absence de répartition *libertégalitaire*, dans la mesure ou tout abus de droit ou de pouvoir correspond socio-économiquement au dépassement chronique du « point d'équilibre minimoptimaximal », et politico-culturellement à l'irrespect de la proportionnalité démocratique. Or, jusqu'à l'écriture des *Tempérants*, force est de constater qu'aucune définition du terme de privilège n'a permis d'en cerner la réalité objective intemporelle, ni d'en mesurer la valeur ou le poids historique fort variable s'agissant de socio-économie, ce qui deviendra désormais aisément calculable grâce à la partition-répartition biéconomique et l'analyse minutaire dudit équilibre minimoptimaximal, sachant qu'à l'instar de ce que l'Histoire démontre, la réalité par définition vitale des relations socio-économiques précède et dicte les évolutions culturelles et politiques de la moindre société.

En lien direct avec ces observations, l'affirmation selon laquelle *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* nécessite quelque éclaircissement tempérant. Comme chacun peut l'observer, les humains ne naissent ni libres ni égaux, à bien des égards, car tout au contraires totalement dépendants de la société et visiblement inégaux en termes d'héritage génétique, de potentialités physico-mentales et plus encore de conditions matérielles d'existence via leur milieu. Il faut donc comprendre cette affirmation « de principe » comme l'anticipation, sans doute inconsciente à l'époque, de la valeur objective identique qui fonde l'analyse minutaire, la reconnaissance d'une même et unique condition existentielle *potentielle*, précisément relativisée dans le même article par la prise en compte des différences sociales via une « *utilité commune* » dont la définition reste dans un flou intégral, laissant aussitôt apparaître une contradiction entre liberté et égalité. Or, si ces deux termes sont de la sorte proclamés simultanément tout en étant contradictoires au travers de leur réalité historique, cela implique et anticipe déjà l'équilibrage de la *libertégalité* tempérante, laquelle ne saurait exister qu'en ajustant à égalité de proportion le partage de ces deux besoins sociétaux, *et* leur diffusion ou individualisation citoyenne universelle, ce que seule peut garantir la fameuse partition-répartition minimoptimaximale.

Le hiatus ou la contradiction observée entre liberté et égalité ne peut se résoudre qu'en comprenant l'égalité comme le bien commun de ce qui est indispensable à *tous* les citoyens, au sens de la satisfaction des besoins « vitaux », lesquels ne peuvent se définir que politiquement en fonction de l'évolution culturelle et matérielle de chaque société, ce qui fonde le Domaine Public délodiste et biéconomique, avec ses multiples services publics et autres infrastructures communes, et surtout la priorité nouvelle des droits et devoirs de la Garantie Citoyenne et de son revenu ou salaire universel et minimal. Tous les citoyens d'une même société sont égaux en termes de besoins vitaux -ou devenus socialement vitaux s'agissant de biens et services peu à peu ressentis comme nécessaires- et le rôle historiquement légitime et objectif du Domaine Public consiste à assurer la satisfaction commune et optimisée de ces besoins, tandis qu'à

égalité de proportion, la liberté tempérante s'émancipe aussitôt de toute injustice via des parcours individuels ou associés pouvant dépasser sans limite la valeur historique du Revenu Universel, mais seulement au-delà des 50% brut du minimoptimaximum minutaire.

Tous les humains naissent et se développent d'abord dans l'onde sociale, vitalement dépendants à 100%, non seulement de leur entourage immédiat, mais aussi de l'ensemble de la société qui les accueille et leur donne en héritage les avantages matériels et culturels issus de sa longue Histoire, via le confort et la sécurité plus ou moins socialisés d'un bien commun minimal hélas relativisé par le passé prétempérant, sachant que l'éducation et l'instruction ont précisément pour but de transmettre ce qui doit s'acquérir faute d'être inné, et surtout de permettre à chacun de s'émanciper, c'est-à-dire de se responsabiliser en adulte *équilibré*, apte à assumer son devenir via la liberté. Or, faute de définition tempérante de la proportionnalité biéconomique à respecter, enfin quantifiable grâce à l'analyse minutaire, la liberté abusive oppresse l'égalité par ignorance de la limite à ne pas dépasser, sur la base de parcours individuels qui ne partagent aucune « identité commune » de minimum socio-économique vital, avec pour résultat l'exploitation et l'exclusion toujours induites par une violence en réalité systémique. Cela déséquilibre la règle du jeu sociétal comme l'on sait, alors que, même enfin devenu adulte, chaque citoyen reste objectivement dépendant de la communauté qui lui permet de vivre et de s'enrichir, à hauteur de 50% brut de tout ce qu'il fait et gagne, le rendant redevable comme tous ses concitoyens envers l'onde sociale qui sécurise la paix civile et procure le sens commun de chaque société, en tant que sous-ensemble d'une même Humanité.

L'utilité commune, dont la sous-évaluation ou *mésévaluation* est devenue si patente depuis la crise du Covid 19, reflète les inégalités qui contredisent la première phrase de l'article 1 mentionné plus haut, alors que l'on doit désormais comprendre ce terme comme définissant ni plus ni moins la citoyenneté socio-économique, le socle commun exprimé et rendu quantifiable par le minimoptimaximum égalitaire, vu en tant que mutualisation prioritaire des moyens de satisfaire aux besoins vitaux de

tous les citoyens d'une même société, moyennant les mêmes devoirs de participation minutarisée. Ici encore, le célèbre article ne pouvait que proclamer un vœu pieux en l'absence des innovations tempérantes que propose le délodisme biéconomique, seule façon stable de donner enfin corps aux principes républicains dérivés des Lumières, tandis que les distinctions sociales insuffisamment définies à la fin du même article se trouvent bel et bien justifiées en tant que libertés légitimes, à la seule condition d'être objectivement validées par la participation de chacun à son propre Domaine Public, en proportion des 50% brut définissant la citoyenneté ou appartenance solidaire à une même onde sociétale, dans le sens minutarisé de cette proportion.

Ainsi peut-on observer à quel point ce premier article est aussi essentiel qu'évasif, si ce n'est en termes restreints de libertés politiques ou juridiques, alors que les concepts effleurés sont les conditions mêmes de toute société apaisée, et que la fondation essentielle de la paix civile concerne les dimensions socio-économiques afférentes, sans la précision desquelles les deux phrases du même article 1 s'avèrent contradictoires. La solution tempérante permettra enfin de résoudre ce malentendu, de donner un sens universel *et* applicable, idéal *et* pour autant réaliste, à la proclamation de 1789, en rendant objectivement compatibles les besoins parallèles de liberté individuelle et d'égalité collective vitale, sur la base d'une immuable proportion de 50/50 transposable à n'importe quel lieu ou société via la partition-répartition biéconomique et minutarisée. C'est de cette façon que ce premier principe *pré*-constitutionnel pourra enfin se fonder sur la réalité socio-économique de toute période, en dépassant les seules louables intentions politiques ou philosophiques subjectives, pour stabiliser définitivement les proportions pyramidales sur la base objective d'une double nature individuelle et sociétale mesurable, ce qui établira simultanément la justice ou l'équité en tant que morale humaine et la justesse ou l'exactitude en matière de calcul socio-économique, en lieu et place des habituels conflits idéologiques et politiques dérivant de la confusion mono-systémique et de ses violences croissantes, sur fond d'incohérence pratique et de gaspillage (anti)écologique.

L'article 2 précise que toute association politique, autrement dit, société politiquement organisée, a pour fonction de maintenir les droits naturels et imprescriptibles que sont « *la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression* », définissant par-là les conditions de la paix vues sous l'angle de la tranquillité des citoyens, mais le passage à la trappe de l'égalité et son remplacement par les autres concepts montre déjà l'acceptation habituelle de la confusion mono-systémique, en ce sens que les distinctions sociales sont censées être l'expression naturelle de la liberté, en toute indistinction de la double nature humaine et des besoins sociaux universels susceptibles de définir le Bien Commun et de garantir une existence sociale minimale, ce qui laisse carte blanche aux initiatives individuelles d'un Tiers-*État* déjà bourgeois, sans le moindre lien ou dénominateur commun concret permettant de garantir à chacun « *la portion des fruits de la terre nécessaires à son existence* », pour reprendre la formulation napoléonienne. Les termes explicitant la liberté de 1789 décrivent certes les conditions légitimes d'exercice de ce droit, mais l'absence de toute référence à une citoyenneté élémentaire d'ordre socio-économique induit déjà que les droits politiques ont pour but de protéger et mettre en sûreté les acquis matériels de la propriété, ce qui laisse hélas entrevoir en pointillé l'assujettissement à venir du politique à l'économique, comme en témoigneront les votes censitaires. Le ver est ainsi dans le fruit et les dés du « jeu de société » s'en trouvent aussitôt pipés, en dépit des belles formules du reste de la Déclaration, induisant « *l'abus de propriété* » qui « *doit être réprimé toutes les fois qu'il nuit à la société* » aux dires du même Empereur. Or, une fois encore, tout est une question de palier, de proportionnalité objectivement respectueuse de notre double nature sociétale, seule façon de définir ledit abus et les conditions durables de la « sûreté » ou sécurité à laquelle chacun aspire, ce qui fait comprendre à quel point la liberté ici proclamée est d'essence mono-systémique, au risque d'être abusive jusqu'à l'extrême sans aucun plancher universellement ni objectivement fondé, contredisant d'autant la tranquillité recherchée par la violence qu'elle induit. Cela ne peut que promettre la permanence historique de luttes vitales et autres injustices, via la privatisation minoritaire de pouvoirs de plus en plus absolus, en condamnant les gouvernements à osciller puis vaciller sans cesse au sein

des contradictions de leur dépendance socio-économique, sur le fond improvisé d'impossibles politiques de redistribution et autres rattrapages palliatifs, sans jamais pouvoir stabiliser les déséquilibres systémiques. Cela révèle enfin une naïve et aveugle confiance envers la liberté en tant que moteur *unique* pour promouvoir l'égalité, à la façon d'un illusoire ruissellement librement octroyé par des leaders improvisés, sans tenir le moindre compte de la dette minimoptimaximale que suppose toute vie entre citoyens dignes de ce nom, alors que seul un plancher strictement égalitaire de proportionnalité suffit à tout équilibrer et tout simplifier, libérant le débat politique et démocratique des conflits politiciens et des ambitions minoritaires pour le recentrer aussitôt sur son seul rôle positif et essentiel de priorisation des choix majoritaires, en tant que contenus.

L'article 3 de la même Déclaration ancre la souveraineté dans la « Nation », en précisant que « *nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément* », ce qui semble sous-entendre *de facto* l'assentiment du peuple pour choisir son gouvernement, en fondant ici l'autorité sur une « légitimité populaire » hélas encore trop vaguement définie par le verbe *émaner*. L'immense progrès de cet article 3, en tant que nouveauté organisationnelle politique, restait à préciser quant à ses rouages ô combien complexes, mais ce paragraphe confirme la nature moralement constitutionnelle de la prise en main populaire et affirmée d'une destinée commune, libérée de l'absolutisme monarchique de droit divin.

Á la suite de quoi l'article 4 revient sur la liberté, en la décrivant comme un droit naturel qui « *n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits* » et « *consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui* », sachant que seule la loi peut en déterminer les bornes. Cela ne peut que confirmer -à l'avance- le principe biéconomique, dans la mesure où la seule façon de garantir l'équilibre ainsi supposé implique en filigrane la définition d'un *plancher* commun de citoyenneté, socio-économique avant tout, alors même que spontanément, les bornes de la liberté sont ressenties comme une *frontière* spatiale de propriété ou un *plafond* chiffré en matière de

richesse. Ce ressenti de bornage est le résultat de la pesanteur historique étudiée dans les livres précédents, dont l'effet paradoxal est de tromper l'entendement à la façon d'un mauvais réflexe d'ordre plutôt limitatif ou répressif, alors que la notion de plancher de proportionnalité remplace toute borne arbitraire (et empiriquement impossible à fixer) par la co-définition positive et authentiquement libératrice de la double existence citoyenne, via une identique participation minutaire et universelle à la partition-répartition biéconomique définissant le minimoptimaximum, et dont l'effet est précisément de *prévenir* tout abus de liberté illégitime aux dépens de l'égalité sociale minimale et vitale. Enfin, puisque « *ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi* », il suffit que la Loi constitutionnelle établisse cette unique *proportion de répartition*, dont la légitimité objectivée respectera la double nature existentielle des êtres humains *et* de leur société, pour que tous les aléas historiques propres aux mono-systèmes, à leurs détournements politiques minoritaires et à leurs impossibles réglages contradictoires de gouvernance se trouvent résolus, s'agissant ici de la cause primordiale de la Justice et de la Paix.

Les articles 5 à 9 inclus traitent quant à eux de la force de la Loi, de son rôle d'interdiction ou d'obligation, de son application identique vis-à-vis de tous les citoyens pour protéger ou punir selon le cas, avec une insistance particulière sur les droits de la défense (face au risque hélas encore présent de l'arbitraire), mais également sur la présomption d'innocence, en précisant clairement dès le cinquième article que « *la loi n'a le droit de défendre* (au sens d'interdire) *que les actions nuisibles à la société* », tandis que l'article 6 instaure la loi comme « *l'expression de la volonté générale* » autorisant dès lors lesdits citoyen à « *concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation* ». Enfin, toutes les fonctions sont accessibles aux citoyens sans aucune condition autre que « *leurs vertus* » et « *leurs talents* » ce qui permet de fonder les responsabilités sur la compétence, via la méritocratie.

L'essence surtout politique et juridique de la loi est une fois de plus soulignée, ce qui correspond à un formidable bond en avant compte tenu du passé monarchique et absolu, mais force est de remarquer que,

sans fondation constitutionnelle de nature socio-économique, aucune définition des « *actions nuisibles à la société* », supposément à interdire, ne peut empêcher les dérives mono-systémiques observées par l'analyse tempérante, corroborant l'absence totale d'égalité minimale et citoyenne dans cette dimension pourtant vitale et prioritaire par rapport à quelque existence politico-juridique. Or pour s'impliquer dans l'élaboration soi-disant commune de la Loi, et s'éduquer à cette fin, cela suppose bel et bien un minimum de confort vital, de sécurité matérielle et sociale, et plus encore d'égalité minimale, sans lesquels l'écrasante majorité des citoyens dépend systématiquement (et en l'occurrence systémiquement) d'une minorité de *sur*dominants. Ceux-ci acquièrent *de facto* le temps et les moyens de faire *leur* loi, via une classe de représentants peu à peu coupés de leurs électeurs, passivement puis activement corrompus aux dépens de l'opinion ou de la préférence majoritaire. Le contenu des lois ainsi votées à terme ne peut que favoriser -même inconsciemment- des intérêts de plus en plus minoritaires et inégalitaires au fil du temps, faute de « plancher de proportionnalité », laissant les libertés individuelles et claniques s'étendre sans limite sociétale minimale, donc bien au-delà du minimoptimaximum, déséquilibrant d'autant la barque sociétale, ce qui suscite, entretient et exacerbe maintes sortes de tensions déguisées sous les apparences discriminatoires les plus variées, et explique la fatidique périodicité des crises. La société n'est dès lors jamais en paix, et laisse libre cours à une lutte *vitale* de chaque instant. C'est ainsi que, en dépit de l'affirmation des plus beaux principes humanistes, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen s'avère dramatiquement incomplète sur l'essentiel, instillant par défaut une inévitable « violence légale » et ses vaines contre-violences, doublées d'un incommensurable gaspillage d'énergies et de ressources.

De leur côté, les articles 10 et 11 de ce texte se préoccupent de la liberté d'opinion et d'expression, « *même religieuse* », afin d'insister sur la tolérance que suppose la paix civile, ce qui introduit dans l'histoire française la notion embryonnaire de laïcité entre autres choses, ainsi que le respect des différences pacifiquement assumées, autrement dit, qui « *ne troublent pas l'ordre public* ». Il s'agit là encore d'une avancée

certaine après la pratique des fameuses *lettres de cachet* qui pouvaient promptement envoyer à la Bastille l'auteur du moindre pamphlet, cette principale qualité culturelle de l'idéal démocratique (que représente les libertés de culte et d'expression) différenciant assurément les « vraies républiques » de toute espèce de dictature ou autre totalitarisme. Pour autant, cette mesure spectaculaire, dont l'avantage est de faire exister le débat citoyen sous ses angles culturel et cultuel, ne coûte pas très cher et ne peut hélas garantir ni la proportionnalité de représentativité, ni le juste développement de toute pensée ou innovation intellectuelle sur la face pyramidale qui lui correspond, en raison de l'absence de garanties minimales démocratiques et socio-économiques, comme cela a pu être clairement observé au cours du Livre III des *Tempérants*.

De fait, en raison même des excès de liberté minoritaire sur les faces socio-économique et politique de l'édifice sociétal, le paysage culturel éclate de part et d'autre d'un vaste fossé « majoritaire » sous-représenté, au profit des opinions, comportements et créations extrêmes d'un élitisme et d'un populisme symétriques, à tendances dégénératives et commerciales dès lors peu propices à l'élévation du niveau sociétal global. Le progrès potentiel ainsi présupposé par ces deux articles s'en trouve plombé et tristement relativisé, en tant que traduction culturelle des déséquilibres dérivant de l'absence de partition-répartition socio-économique, telle que rappelée plus haut. Cette édulcoration historique est par exemple corroborée par la concentration des médias sous forme d'oligopole privé, tandis que la majorité du peuple se sent la plupart du temps ignorée, voire incomprise en temps de crise ou de révolte. C'est ainsi que toute pseudo-démocratie peut se laisser critiquer sans crainte, avec la bonne conscience de laisser évoluer le *marché* culturel, selon un progrès hélas tout relatif face au violent musellement qu'impose chaque dictature ou hyperconcentration monopolistique, comme si la culture ne pouvait choisir qu'entre cacophonie inaudible ou silence absolu, en tant que liberté effective d'expression universelle, minoritaire *et majoritaire*.

Afin de garantir autant que se peut l'ordre républicain, l'article 12 établit la force publique, autrement dit principalement la police, dans

toute son officialité de violence légitime « *pour l'avantage de tous* », ce qui est hélas très loin d'être le cas au vu de l'Histoire, et pour les mêmes raisons que précédemment, puisque la délinquance, comme les délits et autres crimes qui dérivent très souvent de la pauvreté, de l'injustice ou de l'exclusion, ne sont en grande partie que la réponse « obligée » des classes infériorisées face à la violence légale des pouvoirs minoritaires spontanément autorisés par les manquements constitutionnels. Car dès lors, la notion d'ordre devient toujours plus répressive et policière, dans des disproportions vainement croissantes, voire contreproductives faute de justice sociétale minimale d'*ordre* socio-économique, tant il est vrai que la meilleure prévention de tout désordre est sociale, au point même de pouvoir rendre inutiles maints besoins de dissuasion policière par la disparition des causes principales de la délinquance, qu'il s'agisse, pour le cas hexagonal, de la corruption des plus hautes élites de la « France des sous », ou des plus bas réseaux mafieux de la « sous-France ».

Les articles 13 et 14 sont consacrés au principe de l'impôt, rendu nécessaire « *pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses de l'administration* » définissant une « *contribution commune* » qui doit se voir « *répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés* » sachant que ces derniers, par l'intermédiaire de leurs représentants, sont censés « *la consentir librement* » la contrôler, et plus encore « *en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée* », toutes choses qui ici correspondent au secteur public, si ce n'est même au Domaine Public proprement dit, au sens tempérant du terme. Or il a pu être constaté que les mono-systèmes, pseudo-démocratiques ou dictatoriaux selon le cas, se caractérisent par un mélange ingérable d'improvisation et d'injustice fiscale, un inextricable patchwork d'impôts, taxes et autres contributions « relativisés » par une complexité ubuesque de niches, dégrèvements, et exonérations en tout genre, laissant les classes moyennes supporter tous les déséquilibres de la répartition des richesses, en exonérant un nombre croissant de bas revenus et de citoyens assistés, sans jamais pouvoir -ni vouloir ?- faire participer les plus grosses fortunes en proportion réelle de leurs moyens, ces dernières sachant profiter du brouillard légal pour

pratiquer l'optimisation ou l'évasion fiscale, en s'attirant en surprime la bienveillance troublante d'un pouvoir politique « intéressé ».

Même si les prélèvements fiscaux sont devenus un instrument de rééquilibrage partiel des inégalités les plus criantes, via la charité d'une redistribution par certains côtés insultante, la fiscalité française et son corollaire de politique sociale palliative traduisent le manque d'équité et l'incohérence globale typiques des mono-systèmes, faute de démocratie socio-économique assurant une égalité minimale propre à inclure *tous* les citoyens sur la base d'une identique et invariable proportion de droits et de devoirs minutarisés, seule façon d'universaliser la justice objective d'un impôt-participation définissant une même citoyenneté, une même valeur objective de temporalité vécue, partagée à égalité avec une liberté individuelle devenue dès lors authentique, car respectueuse du plancher minimoptimaximal, pour ne plus jamais restreindre indûment la liberté de quiconque, ni le droit vital à une existence minimale décente. Sans la garantie constitutionnelle dudit plancher de proportionnalité définissant la contribution citoyenne égalitaire et universelle de 50% *brut* de toutes les richesses produites, incluant l'ensemble des revenus, il n'est aucune démocratie socio-économique juste et légitime, et les complications qui découlent de tout déséquilibre en cette matière, aggravées par l'absence d'inclusion universelle des citoyens face aux mêmes droits et devoirs, obligent les gouvernements à pratiquer de fait l'injustice systémique en exploitant certains contribuables pour en favoriser d'autres, ce qui a le défaut de transformer la fiscalité en un instrument de ponction forcée en lieu et place d'une mutualisation universelle et volontaire justifiée par le partage d'un bien commun proportionné incluant enfin la garantie d'un Revenu citoyen égalitaire propre à assurer le socle démocratique vital auquel tout citoyen a droit, moyennant le même devoir minutarisé. Car en contexte tempérant, effectivement, chacun participe en fonction de ses moyens en termes de traduction en valeur historique d'une même valeur objective ou *pré*-historique, d'une identique dignité humaine et vitale, à défaut de quoi l'injustice et l'exclusion socio-économiques se retrouvent dans une action politique fiscale et sociale transformée en un

impossible sauvetage ou colmatage sociétal, tel le hideux chantier d'un étayage branlant et improvisé, jusqu'au prochain effondrement.

En tant que contribution *commune*, devant donc inclure *tous* les citoyens adultes, la fiscalité simplifiée et unifiée sur la base de 50% brut (au sens minutairement calculé de cette proportion) est le seul moyen de créer d'abord socio-économiquement, et de façon enfin démocratique, la « communauté d'intérêt » que l'on appelle *société*, afin d'en pacifier les relations vitales via la satisfaction égalitaire des besoins fondamentaux et « universels » du moment, sans quoi le morcellement individualiste de ces intérêts de survie infecte les rapports politiques en faussant la mission même de la gestion élémentaire du bien commun, ce qui revient à dire qu'aucune démocratie politique minimale ne saurait exister sur le socle morcelé ou indûment approprié des rapports socio-économiques. D'où la transposition des concurrences sociales les plus vitales en luttes politiques stériles, les mensonges délibérés ou involontaires de tant de promesses électorales, l'incapacité des gouvernements à centrer la roue sociétale sur son axe d'essieu, et la complexification exponentielle des colmatages de l'état-providence, dont les déficits grandissants ne sont que la mesure des coûts sociétaux de l'individualisme économique, du débordement objectivement illégitime de la Liberté sur l'Égalité, ou de l'individu sur son propre intérêt grégaire. D'où l'impérieuse nécessité d'une solution à la fois délodiste, biéconomique et tempérante adaptable à chaque société en fonction de son contexte, seule et unique façon de pacifier les rapports humains et de rendre les politiques fiscales et leurs finalités enfin justes, positives et émancipatrices, puisque c'est bien par la mise en commun des énergies individuelles que naît la synergie de tout *progrès* authentique, sachant que ce dernier ne saurait désormais se pacifier qu'à condition d'assurer en même temps, et à chacun, la plus grande sécurité matérielle et sociale qu'il se peut, doublée d'une liberté de choix dès lors constamment assumée entre le temps et l'argent.

Après ces deux articles si cruciaux pour concrétiser l'existence d'une puissance publique censée être au service des citoyens, les articles 15 et 16 mentionnent, dans l'ordre chronologique, le droit citoyen « *de*

demander des comptes » au pouvoir central et à son administration, puis la nécessité de la séparation des pouvoirs en tant que raison d'être d'une constitution républicaine.

Le contrôle citoyen des pouvoirs publics et de l'administration, ainsi que la séparation desdits pouvoirs, proclamés en tant que principes logiquement dérivés de tous les articles précédents, ont pour but d'éviter tout détournement clanique ou abus d'autorité des représentants et de leurs serviteurs nationaux ou locaux, suggérant un contrôle généralisé du bon fonctionnement des institutions, autrement dit de leur utilisation dans le seul intérêt commun des citoyens, sans hélas préciser le moindre rouage afférent, ce qui favorisera maintes occasions de concrétisations historiques fort variables au gré des leaders et partis politiques dominant chaque période suivante de l'Histoire des Français. Il s'agit donc avant tout d'un vœu, d'un cadre philosophique censé guider l'établissement technique des pouvoirs, précisément pour que les articles précédents se trouvent respectés dans la mesure du possible. Or, il apparaît, du point de vue tempérant, que toutes les constitutions « prédélodistes » ont pour traits communs le dévoiement historique de ces principes, comme de leurs idéaux démocratiques, ainsi qu'à terme, le caractère toujours vain ou inopérant des précautions institutionnelles correspondantes, ce qui a pour effet pervers d'aboutir à une complexité croissante des rouages mis en place, noyant ici le « poison » pseudo-démocratique sous une fausse apparence de contrôle citoyen toujours plus alambiqué, alourdissant les administrations dans des proportions aussi ingérables que coûteuses, et pour un résultat qui aboutit à la « privatisation » du Bien Commun, à la captation minoritaire du véritable pouvoir de décision, créant ainsi, de crise en crise, les conditions d'un effondrement périodique sous l'effet de la corruption systémique et du surpoids des institutions centralisées.

Les détournements du pouvoir démocratique théorique dérivent du principe électoral, à peine effleuré dans cette Déclaration via le terme de « représentant », dans la mesure où, en élisant qui que ce soit, chaque citoyen *donne* son pouvoir de décision sous forme de carte blanche, sans aucune façon de contrôler quoi que ce soit, si ce n'est en sanctionnant

au mieux trop tard, lors de l'élection suivante, outre le fait que la caste politicienne ainsi créée, formatée en partis de combat pour le pouvoir, se solidarise objectivement en tant que profession à part entière, ainsi que vis-à-vis des intérêts socio-économiques les plus influents. Pour tenter de remédier à ce risque inhérent au principe électoral, les constitutions prédélodistes et leurs ajustements successifs ont dès lors eu recours, bon gré, mal gré, à la solution de la séparation des pouvoirs, doublée de la constante multiplication de pseudo-garde-fous structurels, multipliant à chaque occasion (sous la pression de circonstances parfois scandaleuses, et comme pour repeindre une démocratie de pure façade) les contrôles et procédures réciproques entre des comités ou hautes autorités aux titres ronflants, créant à chaque fois des niches de privilèges pour des élus ou hauts fonctionnaires allant jusqu'à frôler la situation d'employés fictifs, avec pour conséquence la dilution et la réduction de l'efficacité et de la légitimité d'une puissance de moins en moins publique, de plus en plus centralisée et monopolisée, dont les apparences inutilement complexes confortent l'illusion-prétexte selon laquelle la politique serait un métier.

En contraste avec ces dérives rendues prévisibles par l'absence de démocratie citoyenne directe, tant socio-économique que politique, la solution délodiste approchée au cours du premier tome des *Tempérants*, et dont les principaux rouages doivent se préciser dans ce Livre IV, ne peut que favoriser l'apaisement politique sur la face sociétale afférente, dans la mesure où les citoyens tempérants pourront suggérer, discuter et voter ou valider *eux-mêmes* toutes les décisions d'intérêt public, sachant ici que les assemblées utiles à la finalisation législative et à l'application gouvernementale des futures lois et autres décisions seront constituées de délégués proportionnellement représentatifs, soumis à des validations citoyennes constamment semi-référendaires ou référendaires, les seules élections éventuelles -en l'occurrence totalement ouvertes- ne pouvant conséquemment concerner que des fonctions et personnalités purement symboliques, et en cela parfaitement représentatives.

Le pouvoir politique restant entre les mains des citoyens, en tant que *voteurs* et non plus électeurs, et la gestion de l'application des lois

se trouvant décentralisée pour l'essentiel sur le niveau communal, voire départemental (via le respect des préférences majoritaires, la collégialité décisionnelle et la rotation systématique des « élus » du tirage au sort, selon les compétences requises à chaque niveau pyramidal), il va de soi que la transparence des procédures et la publication systématique des comptabilités réduiront drastiquement les risques de déviance politique, de corruption ou d'appropriation minoritaire de la puissance publique, ce qui simplifiera les protocoles et les rouages institutionnels dans des proportions spectaculaires, au point de rendre intrinsèquement inutile la pseudo-séparation actuelle des pouvoirs. En effet sachant que la volonté majoritaire sera constamment respectée puisque provenant désormais directement des citoyens, sans filtre ni écran intermédiaire déformant, les structures institutionnelles s'en trouveront réduites à leur plus simple expression, ainsi qu'à leur plus légère « tenue budgétaire » s'agissant ici d'économie de fonctionnement, d'absence de privilèges, et de modestie d'apparence. Nul besoin de faste et de luxe pour épater la galerie et faire dilater l'*ego* de tant de politiciens en mal de représentation théâtrale, ni des gaspillages d'un apparat devenu si indécent, ni même d'utilisation décalée de palais et monuments à l'entretien ruineux, squattés par une aristocratie républicaine, sur fond de frais de fonctionnement et autres luxes protocolaires dignes d'une époque révolue, en contraste honteux avec la sobriété exemplaire et efficace des gouvernements voisins, nord-européens en particulier.

On comprend dès lors qu'en contexte délodiste, donc *réellement* démocratique, le pouvoir et le respect qu'il devrait inspirer émaneront directement de la souveraineté et de la légitimité populaire, rendant dès lors superflue la multiplication de nombreuses instances et procédures le plus souvent redondantes, puisque la volonté majoritaire s'imposera en direct, ne nécessitant aucune complication éventuelle de recours auprès de telle ou telle juridiction supposée supérieure. Car toutes les lourdeurs institutionnelles improvisées au fil des errements et scandales du passé ou du présent traduisent -souvent hypocritement- le besoin de sans cesse rectifier ou limiter les dérives de l'accaparement minoritaire du pouvoir politique, tant législatif, qu'exécutif ou judiciaire, hélas sans pour autant

y parvenir, à la façon d'une course-poursuite impossible. Or à l'image de l'étayage de plus en plus bancal des contradictions sociétales, cette vaste usine à gaz du labyrinthe constitutionnel ne produit que plus de brouillards fort propices aux pires manœuvres des réseaux d'influence minoritaires, en raison précise du caractère indirect et déformant de tout principe électoral et du filtrage caricatural des partis en tant qu'*acteurs* institutionnels majeurs, au point que même en cas de proportionnelle, les alliances d'intérêt ne sauraient valoir ni remplacer le vote des seuls citoyens, que ce dernier s'avère référendaire ou semi-référendaire. C'est pourquoi la démocratie directe, par sa transparence en ligne droite, sera l'unique solution pour assurer à la fois la simplification des procédures législatives, exécutives et judiciaires, et l'optimisation de leur efficacité comme de leur rapidité, en économisant nombre de structures vainement ruineuses et dangereusement opaques, aux effets diluants et dilatoires si souvent avérés.

Enfin, (accessoirement ?), le dix-septième et dernier article de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen s'autorise une réserve concernant le droit pourtant « *inviolable et sacré* » de la propriété face à l'autorité, non sans préciser que c'est uniquement « *lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment* » et moyennant *« la condition d'une juste et préalable indemnité* ».

Cet ajout final soumet l'intégrité légale de la propriété privée à la priorité de l'intérêt public en cas de nécessité avérée, ce qui fait assez clairement référence à la situation typique d'un terrain réquisitionné ou frappé d'alignement, voire à la priorité de cession d'un bien immobilier à la collectivité sur la demande de cette dernière, en cas de vente, et plus récemment dans l'Histoire, aux nationalisations ou collectivisations de certaines activités jugées stratégiques pour la nation, voire vitales pour l'ensemble des citoyens. Cet ultime article a pour intérêt de révéler que, sous certaines conditions qui devraient être *majoritairement* définies, la frontière entre secteur ou Domaine public et secteur ou Domaine privé peut évoluer en fonction des besoins ou des circonstances, en particulier s'agissant de l'État-entrepreneur, et concernant tel ou tel service public

ou activité jugée d'intérêt universel. Par ailleurs, cet interventionnisme économique ou industriel peut fort utilement accompagner et adoucir les grandes mutations technologiques, et orienter certaines priorités de long terme, à la façon des plans quinquennaux de la période gaullienne, pour le cas français.

Ici encore, force est de constater que la double faille historique, mono-systémique et pseudo-démocratique (ou électorale) a pour effet d'entamer gravement la légitimité des pratiques ou décisions dérivant de cet article, puisque des clans socio-économiques, politiques et culturels en réalité très minoritaires imposent leurs choix « égoïstes » à l'encontre des préférences et des besoins majoritaires, ce qui est particulièrement patent dans le cas des privatisations d'entreprises ou de régies publiques pourtant exemplaires, des concessions de réseaux autoroutiers ou autres infrastructures énergétiques ou logistiques en tout point essentielles à la vie commune des citoyens, voire à la souveraineté socio-économique du pays lorsque les capitaux s'avèrent étrangers, sachant que, sous le diktat de Bruxelles et d'une Union Européenne ultralibérale sans légitimité démocratique, des pans entiers d'activités et d'actifs se trouvent bradés ou mis en concurrence déloyale, à l'instar de la S.N.C.F. ou d'E.D.F, au point que cette dernière se voit obligée de vendre sa production à perte au profit de concurrents non producteurs, quitte à se faire renflouer via l'impôt des Français. Á chaque occasion, la décision se forge au sein de contacts opaques, sur fond de relations entre public et privé aux relents de magouille ou de copinage de réseau, pour se finaliser au plus haut niveau selon le bon vouloir d'une volonté présidentielle solitaire et aussi arbitraire qu'au temps des monarchies absolues, dans l'irrespect de tout processus démocratique et transparent. Ces déviances, assimilables à de la délinquance en col blanc, finissent par être assumées au grand jour du fait que de telles pratiques sont systémiquement légales, alors même que leur légitimité est totalement infondée, tant du point de vue objectif de l'équilibre libertégalitaire, que sur le plan des principes démocratiques soi-disant proclamés au travers de discours républicains en l'occurrence hypocritement moralisateurs.

On imagine sans peine qu'en contexte un tant soit peu délodiste, l'expression continue de la préférence majoritaire et la transparence qui va de pair permettront d'éviter ce hold-up quasi permanent, et surtout de définir de façon collectivement cohérente le concept de propriété privée ou publique, en fonction des circonstances historiques et géographiques de chaque « nation ». Cela rejoint certaines réflexions déjà formulées au sujet de la propriété et de l'héritage, au point que cet article, en mettant en valeur l'évidence historique et réflexe de l'appropriation, contient les germes opposés du capitalisme et du socialo-communisme, sachant que toutes les configurations intermédiaires sont techniquement possibles. Or, quel que soit le choix final, et à condition qu'il soit démocratique en laissant s'exprimer la majorité des citoyens via une constitution de type délodiste, le « calcul » biéconomique et minimoptimaximal pourra être pratiqué avec une constante efficacité et légitimité en termes de Justice, de Paix et d'équilibrage objectif, tandis que l'ajustement historiquement variable du « curseur » entre propriété publique et privée dépendra des circonstances culturelles et des contraintes matérielles du moment. C'est ainsi que les activités et les structures d'une société peuvent se trouver plus ou moins socialisées ou privatisées, d'abord selon les ressources naturelles dont elle dispose, ainsi qu'en fonction directe de son degré de développement scientifique ou technologique, ce qui ne change rien de fondamental à la pertinence universelle du principe biéconomique en tant que condition première de l'équilibre sociétal optimal.

Les critères de choix permettent donc toutes les interprétations historiques en matière de propriété et de répartition d'activités entre les secteurs public et privé, l'essentiel du « partage équitable » tenant à la péréquation du calcul biéconomique, mais il n'est pas exclu que le futur équilibrage ainsi constitué aboutisse à long terme à une redéfinition des propriétés publiques et privées et des activités correspondantes, selon les choix majoritaires des futurs citoyens tempérants, sachant qu'il sera indispensable -et plus facile que jamais- de clarifier aussi objectivement que possible les avantages et inconvénients de chaque option, que cette dernière soit publique, privée, mixte, ou même duale lorsqu'un degré de

concurrence s'avère préférable afin d'éviter toute dérive monopolistique ou tarifaire indue dans tel ou tel secteur crucial.

Pour compléter ce point de vue sociétal par la teneur individuelle du concept de propriété, il est bon de noter que l'instinct correspondant, *de facto* assimilé à la sûreté (ou sécurité) dès le deuxième article de la Déclaration ici commentée, semble impliquer le droit, pour tout citoyen, de s'approprier un espace minimum vital psychologiquement sécurisant, dont l'étendue pourra être démocratiquement définie selon le niveau de développement quadrifacial de toute société délodiste, bien qu'il faille remarquer que, paradoxalement, le besoin de sécurisation vitale se verra grandement relativisé par l'universalisation de la Garantie Citoyenne via le Revenu Universel, et « l'utilité commune » correspondante assurée à chaque adulte.

Enfin, dans un contexte sociétal devenu tempérant, les notions de patrimoine, de fortune et d'héritage pourront peu à peu s'équilibrer dans l'intérêt de toute la population, via l'apaisement et l'émancipation des rapports socio-économiques, sans pour autant remettre en cause la part qui relèvera de la nouvelle liberté et des fortunes ou propriétés qui en découleront, si ce n'est sous forme de contraintes éventuelles liées à quelque intérêt public prioritaire, comme le prévoit déjà cet article 17. Á l'instar de certaines obligations légales concernant par exemple les rares propriétaires de biens immobiliers classés, voire tout propriétaire devant déclarer préalablement tel ou tel usage ou modification de son bien afin d'en obtenir l'autorisation communale, il sera toujours possible, le cas échéant, d'inclure certaines contraintes ou responsabilités d'ordre social exceptionnel, via une forme ou une autre de « sous-traitance sociétale » imposée, ne concernant que l'usage patrimonial, mais seulement lorsque les circonstances collectives l'exigeront, en cas de dépassement dès lors avéré des limites foncières de la libertégalité, s'agissant particulièrement d'espace et de ressources territoriales.

Pour conclure cette observation tempérante des dix-sept articles qui ont promu la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen à

travers le monde, en tant qu'idéal républicain et humaniste d'envergure universelle, il est heureux de constater que l'évolution tempérante, via une constitution enfin devenue délodiste, s'inscrira historiquement dans une parfaite continuité avec les principes républicains et démocratiques, mais en leur donnant enfin l'occasion de se réaliser concrètement grâce à la partition-répartition biéconomique et son calcul minimoptimaximal, rendu objectivement universel par l'analyse minutaire. Ce complément indispensable conditionne en effet la véracité desdits principes énoncés, leur honnêteté ou absence de contradiction, à tel point qu'il en forme le préalable technique incontournable, sans quoi il ne peut s'agir, comme c'est le cas jusqu'à présent, que de vains espoirs et autres vœux pieux. Enfin, les réflexions suscitées par cette lecture tempérante ne font que confirmer la simultanéité historique nécessaire entre les progrès ou les réformes délodistes visant à faire aboutir -pacifiquement faut-il espérer- la démocratisation relative jadis entamée par la Révolution de 1789, et les avancées techniques ou scientifiques du biéconomisme, en tant que seule fondation et traduction possible d'une démocratie minimale socio-économique, sachant que la pensée tempérante en formera le préalable intellectuel comparable aux découvertes des Lumières, avant de devenir le résultat culturel généralisé d'un degré supérieur d'humanisation.

4 - Le Préambule de la Constitution du 27 Octobre 1946.

Les développements réflexifs qui précèdent étaient justifiés dans leur longueur par le caractère fondamental des principes qui fondent les ajouts des deux textes suivants, à commencer ici par celui de 1946, dont la valeur constitutionnelle est -théoriquement- toujours d'actualité. Ce Préambule, faisant suite à la Seconde Guerre Mondiale, réaffirme ainsi l'égalité des « *droits inaliénables et sacrés* » de tous les êtres humains, sans distinction « *de race, de religion, ni de croyance* », confirmant de surcroît l'intégralité de la Déclaration précédente.

Après cette « introduction » en guise d'article 1, les paragraphes suivants se succèdent très brièvement en soulignant, en 2, le triptyque de

principes « *politiques, économiques et sociaux* », en 3, la garantie légale des mêmes droits entre la femme et l'homme, et en 4, le droit d'asile au profit de « *tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté* », sachant qu'à l'instar de ce qui a déjà été observé, les rapports entre les trois dimensions sociétales citées restent dans un flou pour le moins embarrassant, tandis que les droits des femmes à l'égalité vis-à-vis des hommes ne sont toujours pas concrétisés, et qu'à l'inverse, le droit d'asile se trouve débordé par l'élasticité de son interprétation face aux pressions migratoires, ces premiers articles effleurant ici nombre de considérations déjà largement développées dans les précédents livres de ces *Réflexions*.

Plus intéressant pour le présent propos, le cinquième article ose proclamer pour la toute première fois « *le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi* » sans être lésé pour cause d'origine, d'opinion ou de croyance (oubliant au passage la discrimination généralisée du sexe). La phrase en italique confirme -hélas encore prématurément- le besoin d'une existence citoyenne fondée sur l'intégration socio-économique de tous et de chacun via le travail, ce qui du point de vue tempérant, devrait s'appliquer de la même manière, et surtout dans les mêmes conditions minimales à chaque personne adulte de plus de seize ans physiquement présente sur le territoire français. Le droit-devoir de travailler, d'avoir une fonction ou un emploi offrant la dignité d'une « utilité commune », est donc, depuis 1946, l'une des exigences de l'existence en qualité de citoyen, ce qui anticipe l'innovation tempérante du biéconomisme, en tant que seul moyen de concrétiser ce principe d'égalité minimale, faute de quoi le mono-systémisme s'est jusqu'à présent imposé avec son lot d'injustice croissante, de précarité généralisée et d'inquiétude vitale sur fond de loterie totalitaire, d'exploitation ou d'exclusion, et de permanent déséquilibre libertégalitaire. Ici encore, l'évolution tempérante se trouve officiellement fondée dans ce Préambule, en apportant les innovations socio-économiques qui ont jusqu'à présent si cruellement manqué à la paix civile, ce que confirment par défaut les luttes sociales et les crises, tant économiques que politiques, qui ont émaillé l'Histoire des Français depuis cette époque.

Le caractère éminemment social de ce texte d'après-guerre est encore plus patent dans les brefs articles 6, 7 et 8, en proclamant le droit syndical, le droit de grève « *dans le cadre des lois qui le réglementent* », en précisant même que « *tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail » ainsi qu'à la gestion des entreprises* ». Ces évolutions notoires, sans nul doute favorisées par le contexte historique d'alors, ont participé à l'essor des Trente Glorieuses, via à l'obtention de droits et de protections socio-professionnelles concernant le travail, l'éducation, la formation, la santé et la retraite, comme autant d'avancées sociales qui se sont avérées tout-à-fait compatibles avec la croissance et la reconstruction d'une société devenue exemplaire à maints égards pour son époque. Mais hélas, toutes les contradictions typiques du mono-systémisme pseudo-démocratique ont fini par imposer, sous la pression collatérale du libéralisme anglo-saxon, le marché mondial dérégulé et sans frontière déjà décrit, avec les conséquences intérieures et internationales que l'on sait, et sur les quatre faces de chaque pyramide sociétale. D'où la remise en cause de tous les progrès sociaux et la relativisation croissante des droits et des pratiques syndicales y compris en France, en dépit de la lettre constitutionnelle, au travers d'une mise en concurrence planétaire en tout point contraire à la teneur de ces articles.

Sur ces points précis, l'approche tempérante permet de souligner par comparaison la fragilité et le caractère systématiquement temporaire de tout rééquilibrage social insuffisamment fondé et défini, faisant ainsi apparaître cette époque comme la remise à l'heure d'une horloge dont le mécanisme est encore intrinsèquement faussé, ce qui fut aussi le cas en 1968 concernant des hausses salariales depuis lors proportionnellement remises en cause face à l'augmentation spectaculaire de la productivité. Ces à-coups ou soubresauts récurrents ne sont que le résultat violent des tensions vitales constantes et autres contradictions caractéristiques d'une double nature sociétale encore ignorée, d'une implacable pesanteur que seule la partition-répartition biéconomique est en mesure de dominer au profit de tous, en tant qu'unique solution instaurant la Justice et la Paix.

Cette certitude se trouve même corroborée par la complexité croissante des relations socio-économiques dans le cadre des entreprises, comme entre les entreprises ou secteurs d'activités, avec l'ingérable fonction de médiateur improvisé impartie aux gouvernements, sur fond de « régimes spéciaux », de différences aléatoires au gré des accords de branches, des actions syndicales ou des traditions patronales, ce qui finit par dessiner, du côté économique, le même labyrinthe réglementaire, le même puzzle d'inégalité et de complexité que ce qui a pu être observé concernant les institutions et pratiques politiques. Or cette complexification déroutante ne pourra se simplifier, et plus encore s'assainir, qu'en assurant bientôt l'uniformisation d'un seule et même Revenu Universel par le biais de la Garantie Citoyenne, en tant que priorité absolue d'un Domaine Public représentant les 50% objectivement légitimes de toute forme de richesse produite. Car, s'agissant ici des relations entre salariés et employeurs ou de vie syndicale le cas échéant, la péréquation biéconomique aura pour effet d'apaiser définitivement les comportements et d'équilibrer enfin, avec justice sociale *et* justesse économique à la clé, le cadre contractuel de tout emploi, y compris s'agissant du secteur public. Mieux encore, la stabilisation de la balance libertégalitaire du travail et de l'emploi s'en trouvera définitivement pérennisée, dès lors que l'on considère *tous* les aspects en jeu, selon l'approche *socio*-économique exhaustive propre à la pensée tempérante, à son architecture quadrifaciale et à sa traduction minutaire.

C'est en particulier le cas concernant le hiatus opposant le profit au salaire, comme la production à la consommation, ce que traduisent si *bancalement* et injustement les improvisations de politique d'offre ou de demande, puisque la partition-répartition minimoptimaximale, à travers sa composante fondamentale de Garantie Citoyenne, permettra d'éviter simultanément les risques habituels de réduction excessive des marchés pour cause de compression salariale indue, ou de surconsommation plus ou moins inflationniste décourageant l'épargne et l'investissement, dans le cas contraire. Enfin, l'équilibrage sociétal décrit plus haut n'aura plus aucune raison d'être perturbé, ni de voir l'axe de sa roue se désolidariser de l'essieu, pour la bonne raison que les violences vitales passées auront

laissé leur place à un respect mutuel entre partenaires complémentaires, objectivement fondé et constamment chiffrable ou actualisable, tout en respectant la seule proportion d'équilibre, justifiant une dignité devenue concrètement inaliénable de chaque côté du contrat. La décrispation ou dédramatisation, ainsi obtenue et pérennisée par une sécurisation vitale universelle, équilibrera les exigences bilatérales en faisant apparaître en toute clarté les intérêts *communs* de tous ceux qui sont embarqués sur un même bateau professionnel, tandis que la véritable « valeur-travail », en termes de proportion optimale, se verra reconnue à sa juste hauteur face aux mérites et aux risques respectifs du patronat et des actionnaires, le cas échéant, favorisant en cela l'avènement d'une démocratie minimale « de fait » dans le cadre professionnel, tout en justifiant plus que jamais la légitimité d'une hiérarchie de leadership enfin *proportionnée*.

Aux dires de l'article suivant, neuvième dans l'énumération, il est précisé que « *Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.* », ce qui suppose que le secteur public devrait assurer toutes les activités d'utilité universelle, et dès lors, s'il faut en croire la loi de l'équilibre bisphérique tendanciel, couvrir exactement la moitié des activités créatrices de richesse, qu'il s'agisse de production de biens ou de prestation de services. Cela paraît a priori assez logique, en renvoyant la réflexion au débat crucial sur les services publics et leur complémentarité -ou concurrence- vis-à-vis des activités à but lucratif qui caractérisent le secteur privé. Dans la réalité historique, les choses sont plus complexes, la répartition entre les deux secteurs s'avérant très variable d'un pays à l'autre, et selon les périodes, en fonction de critères qui peuvent être plus ou moins justifiés par les circonstances, et surtout, hélas trop souvent, par les intérêts dominants et minoritaires du moment.

Les services publics, en tant qu'activités et productions d'intérêt citoyen universel, ont été principalement développés à partir de l'impôt, comme si la seule véritable source de valeur était la société marchande et ses produits, matériels pour l'essentiel, à travers le travail et son utile

exploitation via l'emploi de type « privé ». Cette évolution historique et « naturelle », en tout point improvisée, est en réalité trompeuse, dans la mesure où n'importe quel service ressenti comme nécessaire, à l'instar d'autres prestations ou productions de biens jugées « profitables » par le secteur privé, revêt exactement la même valeur créative, la même utilité commune que ces dernières, et peut dès lors justifier de la même façon une création monétaire objectivement légitime, sous réserve de pratiquer une tarification publique équilibrant les comptes, sans profit nécessaire ou comparable à la finalité du secteur privé, le cas échéant. Dès lors, la dépendance du secteur public vis-à-vis de son pendant privé n'est pas une fatalité absolue, ce qui devrait permettre à l'État de « créer » autant d'argent que nécessaire pour des activités tarifées, par le seul privilège régalien du droit souverain de frapper monnaie, ne serait-ce que pour compléter ou compenser des rentrées fiscales insuffisantes, ou autres lacunes d'investissement privé face à tel ou tel besoin de la population, sachant que ces deux situations peuvent être révélatrices d'un profond déséquilibre sociétal, sauf lorsque l'État s'endette indûment, c'est-à-dire sans raison d'utilité commune avérée.

De fait, les services et activités peu à peu assumés par l'État afin de satisfaire des besoins devenus universels ont une valeur créatrice et une productivité certaine, permettant de développer des infrastructures et des réseaux d'une envergure et d'une efficacité enviables, et ce, non pas seulement par la grâce de l'impôt, mais essentiellement via le travail fourni par les employés correspondants. L'utilité et la rentabilité sociale de la plupart de ces emplois sont d'ailleurs corroborées par la politique néolibérale et minoritairement imposée de la privatisation à outrance des services publics, en tant qu'élément majeur du hold-up de l'économique sur le politique et du privé sur le public, affectant aussitôt la qualité des services correspondants, la stabilité des tarifs, les conditions de travail des salariés, la finalité de leur activité vis-à-vis des usagers ou clients, ainsi que la proportion optimale et la disponibilité des personnels, pour transformer en machine à cash un bien commun indispensable, puisque répondant le plus souvent à un besoin peu ou prou « vital ». Depuis les années 80, et en relation directe avec la mondialisation, ledit hold-up ne

fait donc qu'attester la valeur inestimable des services et biens publics via le dévoiement ultralibéral que représente la déconstruction de ces derniers par la privatisation, sans compter la *managérisation* hyper-comptable et néolibérale des services restés publics.

Cela dit, les deux sphères qui semblent s'opposer ne font que se compléter d'une façon ou d'une autre, au gré de préférences et de modes d'emploi idéologiques hélas encore minoritaires, sur un fond plus ou moins objectif d'avantages et d'inconvénients étrangement réciproques, longtemps résumés par le contraste assez caricatural d'une productivité publique soi-disant insuffisante, face au surtravail constamment accéléré du côté privé, et supposé plus « brillant », de la médaille sociétale. En réalité, et a fortiori depuis que l'État exploite ses employés comme un manager féru de compression des coûts et des personnels, il n'y a plus de différence, tant le tempo imposé, dont l'idéal à la mode est de flirter avec le *burn out*, ne vise plus que l'économie d'un sacro-saint équilibre comptable associé à l'exacerbation du *lean-management*, au prix du « suicide » qualitatif et humain du Bien Commun des citoyens, comme peuvent en témoigner les détresses si aigues du monde hospitalier ou de l'éducation nationale, entre autres police et justice.

En contexte mono-systémique, l'ajustement idéal entre secteurs public et privé s'avère totalement impossible, instable et arbitraire, car forcément désaxé par les pilotages à vue des deux moitiés de la société, sur la base de raisons tantôt objectives et techniques, tantôt subjectives et idéologiques, tandis que les contradictions sociétales et la jungle du tout ou rien, de la surexploitation ou de l'exclusion, affectent la nature même des services publics, lesquels deviennent les pompiers de service colmatant sans résultat une voie d'eau qui s'élargit et s'intensifie sous le poids de l'injustice systémique et de ses inégalités vitales croissantes, ce qui disproportionne et « négativise » peu à peu tous les services publics, tant s'agissant de leur finalité que de leurs conditions de prestation. Or, après tout, peu importe l'imperfection des répartitions de tâches entre les secteurs public et privé dès lors qu'un calcul biéconomique se trouve pratiqué, puisque la péréquation bisphérique deviendra inter-domaniale

à égalité de proportion via l'équilibre minimoptimaximal et sa partition-répartition universelle, incluant enfin l'ensemble des citoyens adultes et satisfaisant ainsi égalitairement tous leurs besoins vitaux.

Il pourrait paraître souhaitable qu'à terme, les activités avérées universellement nécessaires aux citoyens soient fournies par le secteur public du même Domaine, cela afin de permettre à chaque communauté nationale de s'approprier collectivement tous les éléments par définition indispensables à sa souveraineté, mais, de manière plus ouverte et sans doute plus réaliste en termes de souplesse d'évolution, de liberté et de créativité, les garanties correspondantes peuvent aussi s'obtenir par la Loi, sous forme de contrôle citoyen majoritaire de toutes les conditions de production, de tarification et de distribution des biens et services qui matérialisent la Garantie Citoyenne, à la façon d'une sous-traitance du secteur privé par la puissance publique, voire via la mise en concurrence des deux secteurs sociétaux concernant ces besoins vitaux. En tout état de cause, le calcul biéconomique minutarisé et sa partition-répartition ne pourront que simplifier les choses, et ce, quelle que soit la configuration « opposant » en apparence les deux secteurs, car en devenant Domaines, ceux-ci se verront aussitôt rendus complémentaires et universalisés dans leur utilité vitale.

Cela aura pour effet on ne peut plus positif de rééquilibrer les rôles sur de nouvelles bases d'évaluation et d'efficacité plus objectives que jamais, en répartissant ainsi les champs d'action respectifs sur des critères de plus en plus techniques et de moins en moins idéologiques, tandis que parallèlement, l'émancipation et l'apaisement procurés par la Garantie Citoyenne et le Revenu Universel pourront assainir d'autant la *nature* de chaque secteur, la priorisation de ses multiples activités, ainsi que les conditions de vie au travail et les rapports socio-professionnels afférents. Cela se traduira aussi, et plus tôt qu'on ne saurait l'imaginer, par la synergie sans précédent d'un partenariat de qualité entre syndicats et patronat, comme entre employés et employeurs, via l'optimisation du rythme de travail pour qu'enfin (ou à nouveau ?) chacun se sente *vivre* au cœur de son activité, tandis que le temps libérable tout au long de la

vie ne fera même plus rêver d'une retraite aussi totalitaire qu'absolue, en favorisant ainsi un panachage progressivement et librement allégé en fonction de l'âge, de la santé et des préférences de chaque adulte.

Les configurations inter-domaniales et intersectorielles entre les sphères publique et privée pourront donc toujours évoluer sans que cela ne remette en cause l'efficacité de la partition-répartition biéconomique et de son équilibre pacificateur, mais avec l'avantage supplémentaire de *positiver* les relations macro et microéconomiques, de les émanciper des tares et violences induites par tous les mono-systèmes prétempérants, ce qui démontre déjà, avant même toute expérience historique, à quel point ces innovations tempérantes respectent la loi de la pesanteur sociétale et son caractère universel, tout en donnant enfin les moyens de l'assujettir au mieux-être de l'Humanité. En effet, l'essentiel est ici d'en conclure que pour qu'une société existe universellement dans sa dimension socio-économique, il est indispensable que les deux secteurs, public *et* privé, soient en capacité de procurer, d'*assurer* à tout citoyen adulte la dignité -et le devoir- d'une utilité commune apte à satisfaire solidairement tous les besoins vitaux ou universels de ladite société.

Or, si l'exploitation du travail est nécessaire au secteur privé, il n'est certes pas dans l'ADN de ce dernier d'*assurer* un emploi à *tous*, et ce d'autant moins qu'en l'absence de biéconomie, chacun est censé se débrouiller seul au coeur d'une jungle à peine améliorée, tandis qu'une fois les découvertes tempérantes dûment comprises et la légitimité de l'équilibre libertégalitaire objectivement concrétisée, on comprend qu'il revient à la collectivité, et le plus localement possible, d'assurer *l'utilité commune* de chaque citoyen laissé pour compte par le secteur privé, en tant que priorité absolue et raison d'être « vitale » de la société, comme de chaque individu majeur. L'Histoire elle-même confirme la pertinence des progrès ici proposés et l'universalité de leurs concepts fondateurs, puisque toutes les sociétés se trouvent condamnées à ajuster -hélas très maladroitement jusqu'à présent !- l'indispensable complémentarité des sphères publique et privée, en fonction de leurs contextes géographique et historique, ce qu'illustre la solidarité vitale et socialisante des peuples

les plus pauvres en ressources disponibles, car subissant les aléas d'un environnement naturel par trop hostile, comparée à la tendance plutôt individualiste et « capitalogène » ou « capitalisatrice » des sociétés les plus riches, aux populations plus nombreuses, en dépit du faux-semblant d'une Chine prétendument communiste, devenue le triste parangon du capitalisme d'État. Moins une société est développée, plus elle a besoin de s'organiser de façon peu ou prou socialiste ou égalitaire pour peu que son gouvernement souhaite approcher l'équilibre pacifique que suppose un minimum vital assuré à chaque citoyen, tandis qu'au cours de son développement, l'essor du côté sociétal libertaire a tendance à favoriser l'individu plutôt que le groupe, en dépassant trop facilement le point d'équilibre libertégalitaire optimal, ce qui se paie tôt ou tard de la façon systématique *et* systémique que l'on sait. D'où l'intérêt majeur et le cap historique de la Tempérance délodiste et biéconomique, seul baume ou remède possible à la violence et à l'injustice (qu'entretient, entre autres, l'absence de péréquation sociétale intégrale entre les sphères publique et privée), via l'instrument du calcul minimoptimaximal et de son unité de mesure minutaire. Car, dans ce cas, même si le secteur privé risquait de s'exacerber à la façon de l'ultralibéralisme, (ce qui serait techniquement impossible une fois l'équilibre sociétal établi) la péréquation garantirait aussitôt la prise en charge sociétale positive des exclus et des exploités dans le cadre de la Garantie Citoyenne, laquelle se trouverait de toute façon financée par les excès de profit en question, au seul prorata de ce qui dépasserait ledit équilibre minimoptimaximal.

Enfin, il est à remarquer que « l'emploi minimal » assuré par la Garantie Citoyenne sous la responsabilité directe de la Commune, voire via une forme de sous-traitance associative, sera déterminé localement par voie démocratique et donc majoritaire, et revêtira autant d'utilité et de productivité raisonnée que s'il était géré dans un secteur privé, lui-même *tempérisé* par l'émancipation vitale de tous les citoyens adultes, sachant que les activités correspondantes favoriseront le lien social et les services trop souvent ignorés par le marché privé, et pourtant plus essentiels au bien-être que la plupart des biens et services vendus sur ce dernier. Ainsi se trouveront légitimés et justifiés les « emplois jeunes »

les stages d'apprentissage et autres solutions d'emploi-formation déjà rendus nécessaires par les exclusions du marché, sur la base d'un même et unique Revenu Universel et d'une identique proportionnalité d'impôt-contribution minutarisé, indépendamment des embauches habituelles de la fonction publique. Autant dire que l'insulte et l'abus démagogique et réciproque de l'assistanat sans contrepartie, aux effets psychologiques si destructeurs pour l'équilibre et la dignité de l'être humain, auront enfin disparu du paysage sociétal.

Les articles suivants énoncés dans le Préambule constitutionnel de 1946 n'ont pour la plupart rien de très original par rapport aux divers principes étudiés précédemment, y compris ceux de la Déclaration de 1789, mais l'évolution sociale et humaniste se confirme au travers des notions de protection des individus et de la famille en matière de santé, de sécurité matérielle, de repos et de loisirs, d'assistance à celui « *qui se trouve dans l'incapacité de travailler* » et de solidarité collective face aux « *calamités nationales* », ainsi que via le droit « *à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture* », grâce à un service public laïc qui constitue un « *devoir de l'État* ».

Compte tenu des observations précédentes, il s'agit-là de vœux aussi sincères qu'impuissants à se réaliser en situation prétempérante, tant qu'une structure seulement *semi*-démocratique favorisera quelque minorité dominante que ce soit, et surtout, tant que la confusion mono-systémique la plus totale compliquera le fonctionnement de plus en plus chaotique des deux secteurs sociétaux principaux, épaississant ainsi un brouillard propice à une jungle de désorganisation croissante, aux effets d'injustice explosifs que l'on sait. Pour autant, la quasi redondance de ces articles 10 à 13 souligne à raison le lien direct et réciproque qui unit toute situation pacifique durable à la notion de *protection* ou de garantie incluant *tous* les citoyens, et en particulier les plus « faibles », les moins aptes à s'assumer avec succès sur le ring du marché privé, faute d'avoir eu la « chance » d'être suffisamment outillés pour s'émanciper en pleine liberté, sachant que seule l'intégration citoyenne minimale et universelle pourra à coup sûr les stimuler à tenter leur propre aventure sans risque,

ce que confirmera le caractère le plus souvent transitoire de leur passage par les « Ateliers Municipaux ou Citoyens ». Cette péréquation sociétale s'avère d'autant plus indispensable que les exclus et autres travailleurs surexploités sont chaque fois plus nombreux au fur et à mesure qu'une surdomination minoritaire fait dériver la barque commune, à l'instar des actuels appauvrissement et *burn out* des classes moyennes sous l'effet de la mondialisation ultralibérale. Qui plus est, cette solution d'avenir va dans le sens de l'Histoire présente et répond dans le mille, et de façon enfin rationnelle et objectivement légitimée, aux besoins de plus en plus reconnus de « salaire minimum », d'égalité citoyenne vitale, et surtout de garantie minimale d'emploi, via un travail en tout point aussi utile et digne que n'importe quelle réussite privée. Au contraire des multiples hypocrisies de « charité » sociétale improvisée et dégradante de chaque pseudo-société, ce droit vital constitue bel et bien la première condition de la citoyenneté, et dès lors le devoir prioritaire de la collectivité, ainsi que la dette de tout marché libéral face à l'exclusion et aux injustices qui lui sont inhérentes, via l'équilibrage sociétal pérenne que seule la partition-répartition biéconomique à 50% brut sera en mesure d'assurer, de façon aussi simple que transparente.

Les derniers articles, jusqu'au dix-huitième inclus, traitent plus généralement du comportement de la France en tant que Nation, vis-à-vis de l'étranger ainsi que des diverses populations et cultures associées à son destin. On y professe le respect du « *droit public international* » l'impossibilité d'entreprendre des guerres de conquête ou d'employer ses forces contre la liberté d'aucun peuple, ainsi que l'égalité entre tous les peuples, pour conclure par de fort belles paroles concernant l'Union française des peuples associés, et une description idyllique des rapports entre la métropole et ses colonies ou ex-colonies, ce qui ne manque pas de piment dès lors que l'on pense à la guerre d'Algérie et aux conflits de la décolonisation. Ici encore, tous les beaux principes se trouvent hélas gravement relativisés, sinon totalement contredits au point d'en devenir mensongers, par une réalité historique à venir faite d'intérêts politiques et socio-économiques minoritaires dictant toutes les ambiguïtés propres à la diplomatie des sociétés prétempérantes, avec, vue depuis l'étranger,

l'assimilation abusive d'une population entière aux folies opportunistes d'une poignée de dirigeants arrivistes, faisant passer la décision solitaire d'un président pour celle de la France, et détériorant d'autant l'image de celle-ci au fur et à mesure de la trahison méthodique de tous les idéaux républicains, toujours faute de démocratie quadrifaciale minimale.

Il est sûr que l'Histoire écoulée depuis octobre 1946 aurait pu être totalement différente si l'évolution délodiste et biéconomique avait pu s'accomplir plus tôt, car, dès lors que la société se sera apaisée dans ses relations internes vitales et se verra démocratiquement pilotée par la majorité des citoyens, tous les liens internationaux de ce pays pourront respecter, sans déviance possible, les honnêtes principes énoncés, tout en faisant aussitôt tache d'huile par la force de l'exemplarité. Car il est aberrant, en ce XXI° siècle, qu'une seule personne, présidentialisée par manœuvres et victoire minoritaires, peu ou prou associée à un obscur réseau de conseillers et de lobbies multinationaux, puisse engager près de 70 millions de Français dans quelque conflit d'intérêt que ce soit, tant économique que politique ou militaire, sans l'autorisation majoritaire de ces derniers, (laquelle ne saurait de toute façon être obtenue), ce qui est hélas encore possible, avec ou sans l'accord d'un parlement de godillots et autres députés non représentatifs (comme a pu le démontrer en 2007 la trahison de plus de 90 % des « élus » nationaux en passant outre une majorité de 54% au référendum de 2005 sur l'Europe). Ici encore, il est bon de rappeler que les peuples sont spontanément et majoritairement pacifiques, et ne deviennent plus ou moins agressifs que lorsqu'ils sont tout à la fois socio-économiquement exploités et politico-culturellement manipulés par une minorité.

5 - La Charte de l'Environnement de 2004.

Troisième texte officiellement annexé à l'actuelle constitution de la V° Répbulique, et en réalité largement postérieur à celle-ci, puisque datant de 2004, la Charte de l'Environnement, est une « proclamation » de nature très différente, dans la mesure où il ne s'agit plus de principes

organisant la vie commune des Français ni de la façon d'en justifier les fondements légaux, mais de l'addition d'une « prise de conscience » des priorités écologiques à inclure pour faire face à l'impact de l'Humanité sur la planète et lutter contre la pollution et le réchauffement climatique, dans toute la mesure de la responsabilité humaine. D'un point de vue pyramidal, cette proclamation a le mérite d'inclure le socle même de la société constituée, en réalité bien au-delà de la base quadrangulaire de la France dans ses frontières officiellement reconnues, car incluant à juste titre une approche planétaire fondée sur la nature globale des enjeux de la pollution et du réchauffement climatique, lesquels se trouvent liés aux multiples interdépendances découlant de la mondialisation via le marché ultralibéral qui s'est imposé sur tous les continents.

Les premiers articles de la Charte stipulent en toutes lettres « *le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé* », le devoir pour chacun « *de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement* » l'obligation, en fonction de la loi, de prévenir les atteintes à ce dernier ou d'en limiter les conséquences, et, le cas échéant, de « *contribuer à la réparation des dommages* ». De même, le principe de précaution se trouve institué par l'article 5, tandis que le suivant requiert de la part des pouvoirs publics la promotion du « *développement durable* », en veillant à la protection de la nature et à sa mise en valeur face aux besoins de la croissance et du progrès social, à la suite de quoi les derniers paragraphes font référence au droit à une information transparente concernant tous les enjeux écologiques, à une éducation et formation à l'environnement pour respecter la lettre de la Charte, à la nécessité du concours de « *la recherche et de l'innovation* » à cette fin écologique, pour conclure en promettant de s'inspirer de ce texte en matière de négociation politique européenne et internationale.

Dans la mesure où l'écologie est une relation au monde qui nous entoure et une préoccupation historiquement constante, contemporaine de la « conscientisation humaine » avant même de devenir une spécialité transversale impliquant *de facto* tous les domaines de la connaissance, la dimension universelle de son objet fait partie des données naturelles de

toute existence, en tant que réalité historique et géographique, à la fois spirituelle et matérielle, résultat d'une mystérieuse Création, dont seul le *comment* de l'évolution peut nous être accessible. Étant la vie en elle-même, la Nature qui nous englobe est le Grand Tout constamment sous-entendu dans l'inextricable chaîne d'actions et de réactions qui suscite la dynamique spatio-temporelle de la « matière corpusculaire » et de « l'esprit ondulatoire » des choses et des êtres, du minéral le plus simple à l'organisme biologique le plus complexe. D'un côté, il peut paraître ici surprenant d'inclure cette dimension au sein d'une constitution, puisque par définition, l'environnement se présente aux êtres humains comme un cadre naturel de contraintes et d'opportunités, ou de menaces et de ressources, autrement dit essentiellement comme une donnée d'ordre pratique dont la science a pour fonction d'extraire le meilleur pour notre espèce, à condition que, précisément, la conscience écologique de celle-ci n'en ruine pas l'âme via le corps en abusant des moyens disponibles. Du seul point de vue physique ou matérialiste, les enjeux et solutions techniques relèvent des aléas géographiques et historiques des diverses sociétés, tant subis que causés par ces dernières, ce qui signifie ici que, dans une très large mesure, aucune constitution ne saurait en fixer les tenants et aboutissants, et plus encore que toute politique, dans le sens de décision-stratégie individuelle ou collective, induit des conséquences écologiques directes et indirectes, supposant une compréhension des risques impliqués pour toute espèce de vie terrestre, autant que vis-à-vis de la rareté des ressources. Dès lors, cela semble concerner l'usage ou l'application pratique du moindre pouvoir de décision plus ou moins réfléchi, plutôt que l'organisation ou le strict cadre constitutionnel des pouvoirs collectifs, ce que confirme aussi l'aspect a priori apolitique, ou plutôt *transpolitique* ou transpartisan, des préoccupations écologiques.

Pour autant, et d'un autre côté, le degré de responsabilité acquis par les humains via les conséquences écologiques du développement de leurs sociétés justifie la prise de conscience collective d'une déclaration officielle reconnaissant l'importance vitale du socle pyramidal, compris dans sa dimension planétaire, dans l'intérêt commun de la Nature et des futures générations. Une lecture « tempérante » de ce texte ne peut donc

qu'en approuver la présence explicite, tout en regrettant que les bonnes intentions ainsi proclamées s'avèrent encore plus hypocrites que nombre de grands principes déjà discutés dans ce chapitre. Car l'injustice et les inégalités dérivant des sociétés prétempérantes en raison de leur mono-systémisme socio-économique et de leur pseudo-démocratisme politique transforment cette belle proclamation en une vaine incantation à visée politicienne et opportuniste, un simple « coup de com' » moralisateur.

Si la majorité citoyenne gouvernait en ayant le dernier mot, il est à croire que de nombreux pesticides seraient interdits depuis longtemps, ou que les citoyens les plus riches qui, paraît-il, polluent quatre fois plus que les autres, seraient taxés en proportion de leur responsabilité, entre tant d'autres exemples corroborés par l'absence de prise en compte des recommandations d'une certaine Convention Citoyenne pour le Climat, et en supposant qu'une taxation soit la meilleure solution. Qu'il s'agisse de l'externalisation de la pollution hors les frontières européennes, de la mondialisation polluante des transports, du gaspillage des ressources, ou de l'obsolescence programmée, pour ne s'en tenir ici qu'à ces évidences face à une liste sans fin, *tous* les choix politiques pseudo-démocratiques s'avèrent peu ou prou incohérents de par leur dépendance constante vis-à-vis d'intérêts minoritaires obsessionnellement financiers, promus par des lobbies surpuissants, associant plus souvent de gré que de force les minorités politiques parvenues au pouvoir. Or, les plus beaux principes écologiques ne sauraient prendre corps que via des décisions politiques concrètes aptes à supprimer toute ambiguïté dans leur application, ce qui suppose la légitimité d'une organisation politique délodiste sur le juste équilibre de la partition-répartition biéconomique, conditions *préalables* à l'optimisation des rouages, comme à la transparence des débats et des décisions sur une double face pyramidale « culturo-politique » devenue dès lors tempérante.

C'est bien pourquoi l'actuelle prise de conscience écologique de l'urgence climatique, des enjeux de la pollution et de nos monstrueux gaspillages se double déjà de la certitude que seule une transformation radicale des paradigmes sociétaux pourra rendre justice, non seulement

à la planète qui conditionne notre survie, mais pareillement aux idéaux d'une Humanité en quête d'apaisement authentique et pérenne, ce qui suppose l'organisation systémique de l'équité objective et quadrifaciale proposée tout au long de ces *Réflexions*, sans quoi la Charte de 2004 ne sera qu'une illusion prometteuse de désespérance culpabilisante.

Reste, dans le prochain chapitre, à décrypter, via le scanner de la Tempérance délodiste, les limites et autres manquements démocratiques de la Constitution française en vigueur, telle que promulguée en 1958 et ajustée maintes fois depuis lors aux circonstances historiques sociétales de l'Hexagone et de ses « territoires » ou départements d'outre-mer.

Janvier 2022

Réflexions Géométriques 2

L'État des Lieux (II)
La Constitution Française du 4 Octobre 1958

1 - Approche en Survol.

En s'appuyant sur les nombreuses observations qui précèdent, et dont l'intérêt fut de révéler à quel point les *principes* démocratiques se trouvent encore inapplicables faute de délodisme biéconomique, comme en témoigne d'ailleurs si tristement aujourd'hui l'Histoire partagée, ou plutôt subie, par l'écrasante majorité du peuple français, le décryptage tempérant de la constitution qui fonde la V° République depuis 1958 ne devrait pas nécessiter une revue aussi systématique ni détaillée que les textes précédents, puisqu'il s'agit pour l'essentiel d'une constitution de type mécaniste, instituant les *rouages* fonctionnels assurant les pouvoirs politiques exécutif et législatif, ainsi que l'autorité judiciaire, lesquels feront l'objet des suggestions du chapitre IV de ce même livre. Il a déjà pu être précisé que la « démocratie » supposée par cette constitution est tombée en panne quasi rédhibitoire de représentativité, comme chacun peut l'observer, ne serait-ce qu'au travers de l'abstention croissante que

suscite chaque nouvelle consultation (à de trop rares exceptions près), doublée de l'*extrémisation* inquiétante de toutes les tendances politiques en cause, partis « de gouvernement » compris, tandis que les insultes verbales cèdent peu à peu la place aux conflits physiques, traduisant sur le plan politique l'*archipellisation* de la société française, selon le terme si révélateur de Jérôme Fourquet. Si le « pays des droits de l'Homme » en est là, cela démontre que la V° République n'est que semi ou pseudo-démocratique, sa constitution ayant été trop facilement détournée par des présidents minoritaires, soit *de facto* incapables de faire preuve de l'intégrité, de l'intelligence et du « bon sens commun » d'un Charles de Gaulle si conscient du seul intérêt général, soit, plus vraisemblablement, sciemment déterminés à participer au hold-up de l'économique sur le politique aux seuls dépens du social, avec les conséquences culturelles dévastatrices d'une dépression généralisée propice à toutes les formes de division, jusqu'au désespoir de la (contre-)violence.

Un premier survol approximatif permet déjà de constater que les savants rouages organisant et reliant les multiples institutions de la V° République, au travers des seize titres formant ce texte historique (par ailleurs remanié à vingt-quatre reprises depuis 1958), sont pour le moins révélateurs d'une complexification croissante avec le temps, sans doute assez typique de tout système à vocation de gouvernement minoritaire (la plupart du temps), et dès lors démocratiquement non représentatif, légalement -mais illégitimement- approprié par des partis politiques ou clans économico-idéologiques en constante concurrence ou connivence stratégique selon le cas. En effet, dans la mesure où il y a représentation, et donc filtrage déformant via des élections qui transfèrent le pouvoir de décision à diverses minorités de politiciens professionnels (voire plus rarement, occasionnels), la transparence intégrale que devrait garantir l'expression de la préférence majoritaire directe de *voteurs* s'opacifie en complications procédurales et multiplication de pseudo contre-pouvoirs, tandis que les débats de fond nécessaires aux choix se *superficialisent* en manigances stratégiques propres à décevoir ou révolter la plupart des citoyens, en interdisant à leur majorité la plus large de s'exprimer au cas par cas, mettant celle-ci à la merci des fausses promesses électorales ou

autres sélections *par défaut* de candidats et de programmes minoritaires, programmes bloqués façon abonnement forcé, dont seulement le quart, sinon le cinquième des électeurs souhaitent *éventuellement* l'application (compte tenu de la proportion de citoyens se satisfaisant de l'apparence desdits candidats via leur emballage médiatique).

Dès lors, l'architecture d'ensemble de l'ouvrage constitutionnel se trouve avant tout conçue pour stabiliser les jeux de pouvoirs *entre les partis politiques* en évitant tout blocage éventuel du fonctionnement des institutions, ainsi que pour tenter de prévenir maintes dérives possibles, -et hélas souvent avérées- de corruption ou autre accaparement abusif préjudiciable aux partis adverses plus encore qu'aux citoyens, lesquels sont déjà « sortis du jeu » sitôt qu'une élection leur a donné l'impression d'avoir choisi. En raison des élections sur candidature partisane, filtrées par maintes exigences ou agencements techniques tels que le découpage des circonscriptions et la répartition non proportionnelle des sièges, en particulier, les députés et sénateurs ne sont pas du tout représentatifs des tonalités politiques ni des attentes du peuple français, avec pour résultat une parodie de démocratie entre des élus professionnels membres d'une caste spécifique, développant au fil du temps une inévitable connivence d'intérêt, ou se tenant en respect par de puissants réseaux d'information, sur fond de scandales réciproques potentiels.

Le même survol préalable révèle la verticalité descendante du pouvoir et sa nature de monarchie présidentielle, fondée sur l'élection d'un roi de passage au suffrage universel et aggravée par la réforme du quinquennat et la synchronisation subséquente des élections législatives, puisqu'il faut attendre le titre XII pour voir apparaître les « collectivités territoriales » où se mélangent communes, départements et régions (sur seulement deux pages et trois articles, s'agissant ici de la métropole). De même, malgré l'affirmation du premier titre traitant de la souveraineté, selon lequel le principe républicain est le « *gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple* », le titre II prend aussitôt le relais, non sans commencer par le Président de la République en tant que détenteur du pouvoir suprême, faisant suivre en titre III le gouvernement, puis en IV

le parlement, suivi en V des rapports entre parlement et gouvernement, auxquels s'ajoutent, au fil des titres qui suivent, les Traités et Accords Internationaux , le Conseil Constitutionnel, l'Autorité Judiciaire, puis la Haute Cour, la Responsabilité pénale des membres du gouvernement et le Conseil Économique et Social, tandis que le Défenseur des Droits, en titre XI, précède *enfin* les collectivités territoriales précitées, lesquelles ne sont finalement suivies que par les Dispositions Transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie, la Francophonie et les Accords d'Association, l'Union Européenne, puis les modalités de révision du texte officiel.

Par cette constitution, le peuple français se trouve peu ou prou contraint de confier le destin de ses quasi-70 millions de citoyens à une seule personnalité élue au suffrage universel, pour un mandat de cinq années qui ne peut être renouvelé qu'une seule fois, sachant que dans la pratique, les électeurs n'ont aucun moyen institutionnel véritablement et *pacifiquement* accessible pour écourter un quinquennat, le cas échéant. Le chèque en blanc que suppose dès lors chaque élection d'un président et avec lui, de son clan ou parti, fonde un abus de pouvoir systémique, historiquement légal, mais objectivement illégitime du point de vue de la libertégalité minimale que suppose toute démocratie digne de ce nom. D'où la nature seulement semi ou pseudo-démocratique de ce régime, et au fil du temps, son inéluctable dérive vers « l'autocratie oligarchique ».

Enfin, avant de commenter utilement certains détails choisis, la dernière observation générale, de loin la plus évidente suite à toutes les *Réflexions* qui précèdent cette section et a fortiori ce livre, concerne la totale absence de fondation socio-économique institutionnelle, en dépit d'un Conseil Économique, Social et Environnemental en l'occurrence aucunement représentatif, ni autre que consultatif, et dont les membres sélectionnés sont ainsi récompensés pour quelque mérite reconnu. S'il est certes inévitable que les citoyens élus ou nommés tiennent compte des dimensions socio-économiques du pays dont ils partagent la charge, et plus encore certain que les intérêts correspondants à cette double face pyramidale sont au cœur des enjeux politiques, rien de garantit de façon systémique la moindre égalité minimale de fait, matérielle et sociale, en

tant que socle commun préalable à toute existence politique susceptible d'être démocratique. Ainsi, l'absence de mise en place d'un mécanisme garantissant une égalité socio-économique minimale -car vitale- trouve son corollaire politique dans la verticalité d'un pouvoir solitaire et en réalité minoritaire. Dans un contexte historique critique, le fondateur de la V° République s'est taillé un costume sur mesure (XXL !) en partant du principe qu'un président se devait d'être libre et intègre, et, de fait, tout repose en théorie sur cette assertion, avec idéalement, à la clé, un suffrage universel qui pourrait consacrer une majorité absolue, auquel cas un seul scrutin suffirait. Une élection présidentielle aboutissant à un tel résultat semblerait non seulement légale mais en plus, légitime, bien que le principe d'une telle carte blanche contienne en germe tous les abus dérivant du mode électoral, car il faudrait alors que ledit président consulte constamment son peuple par référendum pour s'assurer de son accord majoritaire, aucun guide suprême, Père ou Mère de la nation, ne pouvant démocratiquement se substituer au droit de vote décisionnel et direct de citoyens devenus politiquement adultes. Or l'Histoire, depuis 1962 et l'introduction de l'élection présidentielle au suffrage universel, a suffisamment révélé les dérives en tout point antidémocratiques d'une monarchie électorale supposément éclairée, en lien toujours plus étroit avec quelque domination socio-économique minoritaire. Force est donc d'admettre qu'une constitution ignorant sa fondation socio-économique est condamnée à l'échec de l'injustice, via les appropriations claniques qu'elle favorise inévitablement, le Général de Gaulle n'ayant représenté, « relativement », qu'une rarissime exception à cette propension. Enfin, il n'est guère étonnant que l'absence de constitution socio-économique, donc de règle du jeu aussi objective que possible définissant les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, se double de l'oubli de principes et de mécanismes pareillement fondamentaux concernant la face *culturelle* de l'édifice sociétal, ne serait-ce que pour y instaurer constitutionnellement les conditions de la tolérance, du respect et donc de la non-violence en matière de débats, en garantissant la représentativité proportionnelle des tendances culturelles de l'opinion citoyenne et l'équilibre entre Égalité et Liberté d'*expression*, dans le cadre institutionnel minimal et universel des Sites Officiels de Proposition Citoyenne.

Ces considérations générales étant formulées, les réflexions qui suivent s'autoriseront une chronologie à vitesse et profondeur variables, via un libre zapping fondé sur l'inutilité d'explorer les détails et autres complications procédurales dérivant des rouages prétempérants qui, peu ou prou, trahissent les principes et idéaux démocratiques pourtant bel et bien proclamés, dans la mesure où il sera plus intéressant et productif de réserver ces dimensions techniques pour un chapitre ultérieur visant à proposer tout autre chose, ce qui sera assurément plus constructif, voire plus nourrissant, pour les futurs débats citoyens. Dès lors, le défilé des paragraphes qui suivent n'aura pour but que d'ajouter des remarques en fonction des aspects jusqu'à présent insuffisamment éclaircis, en évitant autant que possible d'inutiles répétitions.

2 - Une Introduction Problématique (Titre I).

L'article premier, définissant la France comme une « *république indivisible, laïque, démocratique et sociale* » place indûment la laïcité devant la démocratie, alors que toute démocratie authentique *est* laïque, au point que la mention est inutile, tout comme les précisions d'égalité qui détaillent l'origine, la race, la religion ou le sexe des citoyens. Par contre, une république *sociale* suppose une fondation *économique* qui mériterait sa place dans la même phrase introductrice.

Après un article 2 instituant le français comme langue officielle, le drapeau tricolore, l'hymne national, la triple devise et le principe du gouvernement « *du peuple, par le peuple et pour le peuple* », l'article 3 débranche aussitôt le courant démocratique, ou fait avorter Marianne en tant qu'idéal, en précisant que ledit peuple exerce sa souveraineté « *par ses représentants et par la voie du référendum* ». Le transfert du droit de *voter* aliène donc aussitôt cette liberté citoyenne via le devoir d'*élire* un ou des représentants, sur la base d'une confiance aveugle face à un droit supérieur, autrement dit un privilège, qui permet à certains citoyens de *se* faire choisir en s'autoproclamant candidats via d'obscures tractations

partisanes, pour ainsi capter tous les pouvoirs des copropriétaires de la République sous forme de chèque en blanc, sur la base de promesses qui hélas n'engagent que ceux-là mêmes qui y croient, selon la remarque si pertinente d'un Jacques Chirac, la seule sanction populaire éventuelle se limitant à la consultation suivante, tandis que de rarissimes référendums, consentis par l'élu suprême, simulent un processus démocratique dont le fléchage, en descendant du sommet vers la base, reste à contre-sens de la liberté d'initiative citoyenne (ce que corrobore parfaitement la quasi impossibilité pratique pour le peuple, même assisté de nombreux élus, de susciter un vote référendaire).

Le principe électoral condamne les citoyens à s'en remettre à des *représentants* qui sont tout sauf les délégués de leur volonté concrète et de leur préférence majoritaire, compte tenu de la captation partisane des rouages de candidature, de la caricature sclérosante des promesses, des modalités électorales et du filtrage déformant des répartitions de sièges, sachant que ces bricolages sont la seule façon de simuler une majorité opérationnelle à partir de minorités toutes aussi parcellaires les unes que les autres, leur procurant une légalité fondée sur l'injustice et l'inégalité, à défaut d'une légitimité citoyenne objective en toute proportionnalité. Si l'évolution démocratique du principe électoral s'est avérée indéniable suite à la monarchie absolue qui précédait 1789, s'imposant comme la meilleure solution technique faute de mieux, et compte tenu des limites culturelles et technologiques de l'époque, les progrès accomplis depuis la Révolution française et la maturité, tant déjà acquise que potentielle, de la plupart des peuples actuels imposent le passage à un deuxième - voire dernier, et dès lors second !- niveau de démocratisation propre à finaliser enfin les idéaux universels des Lumières et de la Révolution. Au lieu de cela, le même article 3 *se* contredit d'une phrase à la suivante en allant jusqu'à préciser, s'agissant de ladite souveraineté populaire, « qu'*aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice* », alors même que cette dérive antidémocratique est induite par le principe électoral qui vient d'être établi !

Autant dire que l'article 4 s'empresse de contredire la phrase en italiques ci-dessus en instaurant les « *partis et groupements politiques* » sachant que, selon ce même paragraphe, ces derniers doivent « *respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie* ». Or, non seulement les partis politiques se trouvent établis comme le rouage le plus essentiel du principe électoral qui transfère de force le droit de vote citoyen à leurs candidats, mais on demande auxdits partis de respecter l'objet volé et les victimes du larcin, ce qui supposerait que chaque élu consulte et respecte la préférence majoritaire de sa circonscription sur chaque décision à prendre, pour devenir enfin un fidèle délégué en toute circonstance. On sait pourtant par expérience qu'il n'en est rien, puisque l'appropriation et le regroupement des pouvoirs citoyens par les partis et leurs candidats (dans les conditions déformantes précédemment listées) sont la négation même de toute démocratie intégrale et proportionnelle. Précisément, la division partisane du peuple, via les entreprises politico-culturelles minoritaires que sont les partis, empêche toute représentation des proportions réelles de la volonté citoyenne *parce qu'il y a transfert illégitime de pouvoir à certains citoyens,* ce qui explique aussi pourquoi tout système électoral proportionnel devient peu ou prou impraticable, en démultipliant les partis, avec pour résultat d'incessantes et fragiles coalitions (dont celles qui fonctionnent ne peuvent être que des pseudo-associations de clans plus ou moins faussement concurrents, à la façon allemande). Autrement dit, sitôt qu'il y a transfert de pouvoir citoyen à quelque intermédiaire que ce soit, l'égalité et la liberté politiques sont niées au profit d'un accaparement inéluctablement minoritaire, donc non représentatif, ou, plus précisément, déformé au point de sous-représenter la majorité en sur-représentant telle ou telle minorité via l'*extrémisation* déjà observée au Livre III. C'est ce que révèle l'actuel partage subi par le peuple français, entre un pouvoir politique privatisé par le monde des affaires et un pouvoir culturel squatté par une supposée élite de gauche, au grand dam des citoyens ignorés au creux du fossé central ainsi créé. Vues depuis le drone tempérant, les inégalités socio-économiques des deux faces pyramidales fondamentales vont de pair avec l'accouplement politico-culturel tout aussi délétère des deux autres côtés transversaux. Quant à la démocratie interne des partis politiques instaurés par ladite

constitution, il n'est hélas aucun besoin de la chercher pour comprendre qu'elle n'existe pas, ce que l'organisation et l'évolution de chacune de ces entreprises partisanes démontre depuis toujours. Ainsi la captation minoritaire institutionnelle de l'expression politique citoyenne révèle-t-elle une situation systémique d'injustice, d'abus de pouvoir et donc de *violence constitutionnelle*, via le principe électoral et ses modalités.

Après ce slalom si serré de proclamations se contredisant d'une phrase à la suivante dès les premiers paragraphes de cette constitution, tout ce qui suit sort du champ de la démocratie, au prix d'une promesse d'alourdissements fonctionnels croissants, tandis que la simplicité, la vérité et la transparence disparaissent au profit de la complexité, de la langue de bois et de l'opacité qui dérivent du caractère indirect propre à toute semi-démocratie électorale. En conséquence, le « bien public » ou commun que devrait fonder la constitution se trouve structurellement livré aux quatre vents de minorités qui peuvent s'imposer sans la limite du moindre plancher vital d'équilibre libertégalitaire, quelle que soit la face sociétale concernée, et la fragilité inhérente à un tel édifice ne peut tenir la distance du temps qu'en compensant ses manquements et leurs conséquences par une violence systémique croissante. Autrement dit, la première injustice constitutionnelle réside dans la transmutation forcée du droit de vote en devoir d'élire, via une représentation peu à peu aussi artificielle qu'une pièce de théâtre, dont l'intrigue faussée mène tôt ou tard à quelque drame ou conflit extrême, aux antipodes des devoirs de protection et de paix sociale qui légitiment tout pouvoir respectable. Il faut en conclure, à ce stade du présent décryptage, que s'il doit rester quelque élection dans le paysage politique à venir, ce ne saurait être que pour un rôle symboliquement représentatif, donc sans aucun pouvoir de décision finale autonome en tant qu'individu, fonction qui peut toujours se concevoir vis-à-vis de tout homologue extérieur à l'institution ainsi représentée par l'éventuel élu (Maire ou Président, le cas échéant) et à la condition que, dans ce cas, l'élection soit intégralement ouverte sous la forme d'une désignation populaire aussi directe qu'universelle (hormis le cas d'assemblées intermédiaires attribuant une présidence -tournante- pareillement symbolique, si nécessaire).

La légitimité des partis politiques, et plus encore leur -véritable- liberté d'expression, ne sont aucunement remises en cause par le progrès de la démocratie directe citoyenne, référendaire ou semi-référendaire à la façon délodiste, car tous les effets délétères de division, de sous- ou sur-représentation, ainsi que d'opacité et de mensonge, observables dans la sphère politicienne, ne proviennent que du pouvoir de sélection et de décision attribué auxdits partis par les constitutions prétempérantes, en tant que solution par défaut ou récupération minoritaire spontanée des libertés proclamées. Les partis politiques sont totalement légitimes sur la face culturelle de la pyramide sociétale, en tant que libres associations à vocation politique, clubs de réflexion, *think-tanks* ou autres lobbies, mais leur présence fonctionnelle, sous forme de rouages au cœur de la constitution, c'est-à-dire sur le bien commun de la face politique, est bel et bien la source de tous les accaparements minoritaires, sur fond de division et de regroupement idéologique forcé et caricatural des citoyens non adhérents. Cela se traduit entre autres, sur le plan du discours, par la pratique quasi obligatoire du mensonge stratégique ou de la démagogie des surenchères de promesses, dans le seul but de gagner et conserver le pouvoir, en lieu et place de la liberté d'expression et de la transparence de débat que seul peut procurer le cantonnement des partis politiques sur la dimension culturelle de la pyramide sociétale, laissant l'*ensemble* des citoyens s'exprimer directement et égalitairement sur le pan politique en vis-à-vis, en proportion réelle de l'impact des évolutions en cours.

Selon le même article 4, « *Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage* », ce qui est assurément légitime sur le plan culturel, à travers leur rôle de promotion d'idées, de projets, ou de solutions face à telle ou telle situation, et sans doute de façon plus cohérente et documentée que de simples citoyens isolés. Mais le droit qui leur est spontanément donné de collecter le pouvoir de décision des citoyens en muant les *voteurs* en électeurs, puis d'*exercer* le pouvoir de façon sectaire et minoritaire, fausse tout le mécanisme démocratique, en organisant une compétition entre quelques regroupements d'intérêt le plus souvent privé et partisan, tant politique qu'économique ou culturel,

offrant à une poignée d'encartés le privilège de restreindre et de fausser à leur guise la libertégalité de choix de plusieurs dizaines de millions de Français, pour le cas d'école présent. Il en résulte l'obligation pour tout citoyen de s'aligner sur un « parti pris », de se laisser guider et voler son libre pouvoir en votant « contre » plus souvent que « pour », tandis que les débats de fond qui seraient indispensables se transforment au mieux en joutes oratoires de pure forme, puis au pire, en violences verbales via l'insulte, en slogans ultra-simplistes et autres petites phrases aux effets médiatiques provocateurs, et que cette même classe politique s'indigne unanimement de voir les citoyens finir par s'écharper ou s'en prendre au système et à leurs représentants.

Les militants ne sont pas les seuls à s'intéresser à la politique, et si leur rôle culturel peut être majeur envers leurs concitoyens, cela ne leur procure objectivement aucun droit particulier, ni aucune légitimité pour *gouverner* qui que ce soit autrement que via un poids décisionnel et individuel universellement identique. En démocratie, *tous* les citoyens deviennent librement les militants d'un parti commun et unique, lequel ne peut être qu'une république de type délodiste, du moins concernant la face *politique* des institutions, tandis que les partis idéologiques peuvent enfin jouer leur vrai rôle sur la contre-face (ou « pré-face » !) *culturelle* du débat citoyen, de ses propositions et autres projets. C'est le pouvoir minoritaire *fonctionnel* offert aux partis politiques qui divise indûment la communauté citoyenne en stimulant des manœuvres d'appropriation partisane et sectaire sur la face pyramidale commune de la souveraineté politique, alors que ces divisions et débats d'opinion ne sont utiles et légitimes *que* sur le côté culturel de la même pyramide, permettant dès lors à l'ensemble du corps électoral de *s*'exprimer, de *se* représenter, et au final de *se* gouverner en toute proportionnalité directe sur la contre-face politique correspondante.

Les militants politiques sincères et altruistes sont très nombreux, et potentiellement aussi innombrables que les citoyens, pour peu que la transparence d'un système démocratique s'installe dans l'Histoire. La noble motivation de ceux qui se préoccupent du Bien Commun en toute

sincérité fait honneur aux adhérents de la plupart des partis politiques, bien que, en contexte prédélodiste, les ambitions égoïstes des leaders se trouvent systémiquement promues aux dépens de leurs suiveurs, ce qui précisément décourage la majorité des citoyens de s'impliquer dans les débats et les responsabilités, tant locales que nationales. Les militants honnêtes et désintéressés seront toujours aussi motivés dans un contexte devenu délodiste, se révélant *eux-mêmes* en citoyens impliqués, tant par le biais de la vie culturelle associative ou des partis politiques, qu'en se trouvant sollicités par tirage au sort, le cas échéant. Ils feront sûrement partie des citoyens les plus heureux de répondre à l'appel du hasard, et conserveront le meilleur de leur force d'entraînement, car l'instauration de la transparence démocratique, de la rotation permanente des délégués et du nombre désormais quasi infini de participants anonymes potentiels supprimera le moindre risque d'abus de pouvoir ou de corruption, ce qui découragera et désarmera d'autant les vils *ego* boursoufflés des actuels politiciens professionnels, aux ambitions si fréquemment pathologiques.

Progressivement, au fil de la transition indispensable de la VI° république, les néo-citoyens français, dans leur quasi-totalité, trouveront normal et passionnant de participer à la vie politique de façon ponctuelle ou occasionnelle, en ne se déclarant volontaire qu'en réponse à l'offre d'un tirage au sort ciblé sur une occasion bien définie, avec toutes les garanties de formation et information préalables à l'action politique via leur libre choix, à l'usage de leur droit de vote décisionnel, peu ou prou à la manière d'un jury d'assises, tandis que la rotation citoyenne qui découlera de la déprofessionnalisation ou dépersonnalisation politique multipliera les expériences participatives au long d'une vie, stimulant d'autant la conscientisation du bien public que représente tout pouvoir démocratique partagé et assumé. Dans un cadre ainsi assaini et apaisé, les conditions seront enfin réunies pour que seuls les *vrais leaders* se révèlent sur la face pyramidale culturelle d'une influence légitimée par la libre adhésion de leurs suiveurs, permettant à telle ou telle minorité innovatrice de tracer son chemin honnête jusqu'à l'obtention possible d'une approbation majoritaire, dès lors méritée en toute transparence via

une pédagogie communicative faisant appel à la raison, sur la seule base d'expériences locales ou régionales probantes.

Alors, les partis politiques pourront redorer leur blason aux yeux des citoyens, entre autres choses en devenant aussi démocratiques dans leur fonctionnement interne qu'enfin mus par l'intérêt général ou public en ce qui concernera leurs objectifs, tandis que les abus de leadership se tempéreront, ou se « tempériseront » au sens délodiste, guérissant par là-même les opportunistes illégitimes de leur addiction nombriliste, en leur donnant l'occasion de s'*altruiser* utilement, afin d'en savourer en retour le bonheur d'être juste, et enfin respecté sans être craint ni détesté sous le vernis de leur starification médiatique.

3 - La Présidence de la République (Titre II).

Comme précisé plus haut, et une fois le pouvoir citoyen offert sur un plateau, via les partis politiques, à une présidence personnifiée, le Titre II de la constitution ne s'occupe plus que du monarque ainsi élu, sachant que celui-ci « *veille au respect de la constitution* » et « *assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, ainsi que la continuité de l'État* ». Il se trouve enfin défini comme étant le « *garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, et du respect des traités* » Disparaissent dès lors les notions de citoyen, de peuple, de démocratie, comme de liberté, d'égalité ou de fraternité, au seul profit de constitution, pouvoirs publics, ou État, le président devant veiller au bon fonctionnement d'une machine (voire d'un « machin » !), une entité réduite à son existence vis-à-vis de l'extérieur, de l'étranger, ce qui implique déjà l'identification de la France à un seul homme, de la volonté populaire à celle d'une seule personne, laquelle s'approprie le territoire et sa population à la façon d'un souverain, et principalement face au reste du monde, donnant quelque peu raison au « *Coup d'État Permanent* » défini par un François Mitterrand empressé d'en profiter à son tour.

Les articles 6 et 7 définissent les modalités de l'élection suprême via les contraintes filtrant les candidatures et organisant le vote afférent, procurant à l'élu un pouvoir *légal* lui assurant une majorité absolue des suffrages exprimés, au second tour si nécessaire, quel que soit le taux de participation, et sans prise en compte finale des votes blancs ou nuls. Cela assure un résultat savamment calculé sur la base de pourcentages donnant l'impression d'une majorité flatteuse, même lorsqu'en prenant tout en compte, le vainqueur de la compétition n'a représenté, au départ, que 24 % des suffrages *exprimés* au premier tour, sur seulement 77,7% de votants par rapport aux inscrits, (soit en réalité 18% d'approbation citoyenne globale) à l'instar d'Emmanuel Macron au scrutin présidentiel de 2017, sachant en outre qu'une proportion hélas non négligeable des électeurs de chaque candidat vote autant -sinon plus !- pour l'*apparence* de l'intéressé, résultat d'un subtil marketing, que pour son programme.

Au stade de lassitude citoyenne désormais atteint, il n'est guère besoin de tirer sur l'ambulance d'une pseudo-démocratie si clairement moribonde, pour prendre conscience que la mascarade des campagnes électorales, présidentielles ou autres, signe la fin de l'ère des systèmes électifs prédélodistes, dont l'intempérance est la source politique d'une règle du jeu sociétale faussée dès le départ, laquelle installe légalement un monarque républicain démocratiquement illégitime, en même temps que ses soutiens intéressés de futurs ministres, secrétaires d'État, hauts fonctionnaires et autres « conseillers », sur la base à peine élargie d'une Assemblée Nationale et d'un Sénat peu ou prou dévoués ou impuissants, dont la représentation est tout sauf citoyenne, entre autres en raison des modalités électorales visant à interdire une proportionnalité effective *de facto* impraticable dans *ce* contexte.

La puissance institutionnelle attribuée à la seule Présidence de la République se résume à un abus de pouvoir individuel inévitable, car objectivement fondé sur une privation de liberté décisionnelle citoyenne et majoritaire, ce qui fait reposer l'équilibre sociétal politique tout entier sur la seule personne régnante, supposant une intégrité, une conscience du devoir et un instinct de justice qui se trouvent être aux antipodes des

« qualités » requises pour gagner l'Elysée et s'y maintenir, tandis que la super-personnalité suscitée par la mousse médiatique de l'élection ne s'avère être, malgré sa valeur, qu'un individu débranché de la réalité par la cour qui l'environne, grisé par le vertige de sa position sommitale, et finalement dépendant volontaire des lobbies et autres conseillers qui lui dictent sa conduite. En bref, tous les aléas propres aux monarchies et autres dictatures se trouvent ainsi pérennisés sous une fausse appellation de démocratie, induisant un fossé croissant entre légalité et légitimité, ce qui ne manque pas, à terme, d'accentuer un contraste délétère entre une autorité toujours plus violente et sectaire, et sa propre impuissance face aux conséquences des déséquilibres sociétaux ainsi exacerbés, attestant à quel point un tel cadre institutionnel et sa pratique politique reflètent fidèlement l'inégalité citoyenne vitale des sociétés prétempérantes. Cela aide à comprendre qu'à l'instar de la partition-répartition équilibrant le couple des faces pyramidales sociale et économique, la juste résolution de la *libertégalité* politico-culturelle (ou, plutôt, culturo-politique) doit également se baser sur une forme de partition-répartition, en évitant tout débordement des partis politiques, en tant que libertés idéologiques de la face culturelle, sur la face politique, au sens fonctionnel des pouvoirs.

Face aux statuts prédélodistes rétrécissant le corps politique de toute une société au gabarit individuel d'un seul citoyen, induisant ainsi la coquille vide d'une démocratie réduite à la taille de quelque idéologie minoritaire, le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, toujours exprimé grâce au vote citoyen le plus direct, sera pour autant compatible avec l'élection de représentants ou délégués individuels au pouvoir symbolique paradoxalement plus fort et respectable que jamais, car personnifiant, ou incarnant, la volonté enfin majoritaire d'un peuple devenu mature, suite à un processus populaire, pétitionnaire et en tout point transparent, de désignation ou d'invitation de personnalités jugées dignes de cet honneur, car ayant prouvé leur exemplarité sociétale d'une manière ou d'une autre au travers de leur vie et de leur mentalité, ce qui devrait placer au bon endroit des personnes moralement supérieures, en tant qu'expression des idéaux communs à la quasi-totalité des citoyens, sachant que ces lauréats seront bien plus aptes à présider et accomplir

leur noble tâche représentative que les actuels gouvernants, du fait qu'ils seront *fonctionnellement* libérés de toute influence minoritaire, et par-dessus tout, contraints de respecter à 100% la volonté majoritaire. Les « volontaires » qui accepteront ainsi l'offre des citoyens ne seront donc par définition que des démocrates politiquement impuissants, mais fiers d'être ainsi honorés et de représenter leur nation, d'être en quelque sorte la figure de proue d'un vaisseau sociétal axé sur le meilleur cap possible du moment, en compatibilité avec le sens positif de l'Histoire et d'une existence commune « conscientisée ». Car les citoyens délodistes, enfin libérés et responsabilisés par leur apaisement majoritaire, pourront faire appel à des individualités hautement morales, dont l'exemplarité devrait être vérifiée par les médias tout au long du processus de sélection, et ce, d'autant plus clairement que les accomplissements visibles des nominés et les témoignages que leurs qualités sauront susciter remplaceront les désopilants discours auto-promotionnels d'aujourd'hui.

En personnifiant ainsi l'âme historique de la Nation, dans le sens surtout républicain et démocratique universalisant ce terme, la personne présidentielle forcera le respect sans violence aucune du fait même de sa neutralité institutionnelle, prouvant à quel point la véritable autorité est plus une question de valeur morale que de force coercitive, tant vis-à-vis de l'extérieur que face aux citoyens, ce que pourra corroborer la réelle popularité des futurs présidents ou présidentes lors de leurs visites « sur le terrain » à la différence des tristes mises en scènes officielles et autres dérapages protestataires si caractéristiques de l'actualité. Ainsi pourra se ressourcer la relation entre les citoyens et leur représentant élu, que ce dernier soit Président ou Maire, le cas échéant, tandis que la constitution garantira enfin cette nécessaire identification contre toute dérive, grâce à l'inversion de la flèche principale du pouvoir entre la base et le sommet.

On comprend dès lors que les articles suivants du Titre traitant de la présidence républicaine soient tous à réexaminer et redéfinir en fonction des préférences majoritaires des citoyens constituants à venir, puisque, à partir de l'article 8, les quasi-pleins pouvoirs garantis à cette *superindividualité* en font la source unique de toute option politique et

de toute nomination d'importance, ce que corrobore l'évolution de la V° République depuis la démission post-référendaire de son fondateur, via l'implication omniprésente du monarque élu dans toutes les directions pyramidales (ainsi que l'assujettissement d'une représentation nationale elle-même de plus en plus déconnectée de sa base citoyenne), révélant la dérive institutionnelle du rôle imaginé par Charles de Gaulle pour lui-même, en proportion directe de l'infestation du pouvoir politique par les intérêts économiques et financiers d'un *ultra*libéralisme monopolistique en totale contradiction avec la légitimité de son origine libérale, au fur et à mesure du dépassement croissant de l'équilibre libertégalitaire vital.

Le pouvoir ainsi présidentialisé consiste à sélectionner, nommer et contrôler les « princes » du gouvernement par le choix préalable d'un premier ministre au rôle de plus en plus secondaire, attribuant les postes clés à titre de récompense pour fidélité stratégique, via un savant calcul politicien où les compétences sont chaque fois plus secondaires face aux exigences de cooptation clanique, d'autant plus que les ministères font l'essentiel du travail dans l'ombre de chaque ministre, permettant à ce dernier de slalomer d'une spécialité à l'autre au gré des opportunités. Doté de ces superpouvoirs, le Président impose *sa* politique dans une vision de plus en plus court-termiste, tandis que « le château » se laisse envahir de communicants, de sondeurs, d'experts lobbyistes à double casquette, de conseillers et autres consultants privés, dans une opacité croissante propice à tous les abus de pouvoir, y compris vis-à-vis d'un parlement muselé par une majorité médiatiquement décrite comme une armée de « godillots », voire, dans le meilleur des cas, condamné à une désopilante foire d'empoigne en cas d'absence de « majorité absolue ».

Les seules limites éventuelles peu à peu improvisées contre la toute-puissance présidentielle s'expriment via l'état de droit des hautes juridictions et les interprétations du Conseil Constitutionnel, ce qui ne garantit pas pour autant les conditions d'une légitimité démocratique, au vu des connivences occasionnelles, voire des conflits d'intérêt et biais idéologiques, selon le cas, qui tissent la toile élastique des interrelations entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, sachant que même sur le plan

pénal, en cas d'illégalité patente, les scandales et poursuites ne peuvent aboutir, et très symboliquement, que fort longtemps après l'exercice du pouvoir, ce qui finit de déconsidérer cette pseudo-république tout autant que son appellation frauduleuse de « démocratie ».

Parmi les attributions présidentielles, et outre un droit de grâce personnel qui mériterait a minima d'être réformé en décision collégiale, le plus grave aspect de l'abus de pouvoir institutionnel de tout président concerne les enjeux impliquant les guerres et les traités internationaux, par lesquels l'image et l'avenir de la France et des Français se trouvent engagés sans aucune obligation d'approbation *citoyenne*, en l'absence du vote majoritaire direct que seul un référendum peut et doit valider. L'expérience de la consultation de 2005 et de sa scandaleuse trahison congressiste deux ans plus tard est à ce titre on ne peut plus révélatrice, tout comme l'embourbement de l'armée française en Afrique depuis la décision solitaire d'un François Hollande, encore obstinément imité par son successeur. Qu'il s'agisse là d'interventions militaires ou politiques extérieures, ou à plus forte raison de soumission à des traités engageant l'avenir de la Nation et la vie quotidienne des citoyens, sans compter la vente des fleurons industriels de l'Histoire récente, toutes les décisions présidentielles autorisées par la constitution actuelle, en particulier via la pseudo-construction européenne, ne sont que des prétextes à dépecer l'intérêt général au profit de la minorité dominante en place, laquelle n'a en réalité jamais changé depuis les années 70, en dépit de l'alternance de labels politiques aussi variés que trompeurs.

S'il va de soi qu'en cas d'urgence absolue des procédures très exceptionnelles sont censées raccourcir le circuit démocratique tout en impliquant une décision collégiale représentative, le rapport d'autorité entre la présidence et la représentation nationale d'une démocratie doit être inversé en faveur de cette dernière, ce qui ne saurait entraîner la moindre difficulté sitôt qu'une constitution délodiste fera de celle-ci le pur miroir de la majorité citoyenne du moment, via un pouvoir législatif devenu semi-référendaire, tandis que pour la même raison, le besoin de contrôler, de valider ou invalider la moindre décision exécutive *par le*

biais de quelque juridiction spécifique deviendra pratiquement inutile ou redondant puisque le gouvernement ne pourra agir qu'en respectant l'aval de la majorité du peuple, via le contrôle permanent, transparent et surtout *direct* des citoyens, en leur qualité de délégué semi-référendaire.

4 - Le Gouvernement (Titre III).

Cela introduit le Titre III du gouvernement, lequel, selon le texte constitutionnel, « *détermine et conduit la politique de la Nation* » et « *dispose de l'administration et de la force armée* », en étant par ailleurs « *responsable devant le Parlement* ». Le premier ministre dirige ledit gouvernement, est « *responsable de la défense nationale* » et « *assure l'exécution des lois* ». Dans la mesure où le premier ministre est choisi par le Président, et ainsi que la dérive de la pratique historique l'a par ailleurs démontré (surtout depuis la synchronisation du quinquennat et des élections législatives), le chef du gouvernement n'est qu'un relais, voire un fusible, dont l'influence ne dépend que de la personnalité du titulaire, tandis que l'ensemble du gouvernement est devenu un cercle de vassaux récompensés pour leur loyauté politique, voire invités à titre d'ouverture, au risque, dans ce dernier cas, de jouer « les idiots utiles » d'une manœuvre politicienne de pur marketing électoral, dans la subtile perspective de la prochaine consultation, et avec l'avantage immédiat de maintenir tranquilles certaines catégories de citoyens.

La multiplication des ministères et secrétariats d'État au fil des gouvernements semble aller de pair avec la dégradation de l'efficacité politique, ce que confirme entre autres l'interchangeabilité des titulaires en matière de poste, réduisant le rôle de chacun à une situation grisante de réel privilège protocolaire, d'apparat et de train de vie sans commune mesure avec l'utilité toute relative de leur fonction, laquelle se résume pour l'essentiel à une *forme* de pouvoir trop souvent dépourvue de *fond*, au rythme des signatures, rendez-vous, réunions et autres visites sur le terrain, dans une savante alternance d'activités discrètes ou médiatisées

trahissant trop souvent une contradiction délibérée entre les actes et les discours.

L'obésité numérique croissante de ces gouvernements se double d'une tendance inflationniste concernant aussi la cour des conseillers, chargés de mission, communicants et autres sondeurs, sans compter tout le personnel de confort abusif attaché à chaque ministre, reconstituant une noblesse républicaine habituée à vivre « aux frais de la princesse » via des budgets de fonctionnement qui font honte à la République face à la plupart de nos voisins européens, tandis que les barons du pouvoir se laissent griser par le cadre souvent historique de leur squat. Cette vaste recréation monarchique est le résultat de la personnalisation illégitime des pouvoirs, et aboutit à la multiplication de fonctions fictives du point de vue de leur utilité citoyenne, traduisant la déconnection des élus vis-à-vis de leur base démocratique, ainsi que la fermeture de leur caste sur un entre-soi propice à tous les abus, en particulier sous la forme poreuse de l'infiltration des intérêts privés au sein de la sphère publique. Enfin, la plupart des ministres, aussi carriéristes que partisans, profitent de leur place temporaire pour favoriser leurs propres réseaux d'influence et de promotion personnelle, en usant de leur pouvoir abusif pour acheter des appuis ou autres votes de députés ou sénateurs à travers un obscur jeu de renvoi d'ascenseur, quitte à gaspiller sans vergogne l'argent public au profit de certains intérêts privés ou injustement locaux.

Face à ces dérives historiques en tout point anti-démocratiques, ainsi qu'à l'hyper-personnalisation des fonctions ministérielles, la seule solution semble être d'instaurer plutôt des Commissions Ministérielles (ou Comités Ministériels) garantissant une collégialité minimale issue directement d'une Assemblée Nationale totalement redéfinie dans ses fonctions, sachant qu'il est ici trop tôt pour préciser quoi que ce soit en la matière, puisqu'il est sûr que la solution à reconstruire devra surgir de la base citoyenne, via les néo-Communes délodistes. Cela dit, à partir du moment où les décisions proviendront d'une assemblée citoyenne dite « nationale », ou, bien mieux encore, de la coagulation républicaine de toutes les assemblées citoyennes départementales, le seul rôle à assurer

sera celui du contrôle transparent de l'application administrative de la Loi ou des diverses politiques ainsi décidées, ce qui permet d'envisager la transformation de l'Assemblée Nationale en gouvernement collégial de simple supervision vis-à-vis des ministères, outre son rôle de pilotage national par le biais de « projets de loi » toujours soumis à l'aval citoyen majoritaire. Cela devrait aller dans le sens positif de l'Histoire et de la démocratisation encore attendue, en parfaite continuité logique avec le nouveau rôle constitutionnel de la Présidence, pour faire en quelque sorte descendre le pouvoir exécutif d'un cran ou d'un étage, en direction du pouvoir citoyen délodiste. Ici encore, c'est la construction prochaine du schéma démocratique ascendant qui seule pourra redéfinir toutes les attributions, mais il apparaît déjà que, grâce à la transparence garantie par les futures majorités citoyennes, les nominations ministérielles, en tant que pouvoirs politiques et privilèges, ainsi qu'une large proprotion des structures si ruineuses et personnels redondants qui les entourent, ne seront plus d'aucune utilité pratique, car leur caractère exécutif -au strict sens d'exécution- descendra d'un étage en relevant directement d'une néo-administration par ailleurs devenue aussi décentralisée que possible.

Il est un fait que chaque administration peut fonctionner sans la tutelle redondante d'un ministre, pour peu qu'elle reçoive les ordres et subisse les contrôles d'un Comité ou d'une Commission Ministérielle *ad hoc*, tandis que l'histoire de certains pays témoigne de périodes plus ou moins longues de disparition de tout gouvernement, faute de majorité ou de coalition politique, sans que cela paralyse pour autant la société. Il faut en conclure ici que le pouvoir politique doit dicter son choix final à chaque administration correspondante par simple transmission directe de la volonté majoritaire, puis en *contrôler* l'application, sans se rendre inutilement redondant en faisant semblant d'en diriger la structure. Le pouvoir de signature peut faire l'objet d'une procuration systématique, tandis que toutes les négociations et tous les contacts en amont peuvent être assurés, en parfaite transparence, par une Assemblée Nationale dès lors devenue *Assemblée Exécutive*, répartie en Comités ou Commissions Ministérielles (à collégialité efficacement « dépersonnalisante »).

Dans le cadre actuel, les ministres et secrétaires d'État, *de facto* choisis par le premier d'entre eux, et surtout par le Président, reçoivent une sorte de délégation de pouvoir, issue d'une tradition autocratique, qui permet audit Président de transmettre ses ordres aux administrations, ce qui suppose bien entendu une concordance d'intérêts et d'idéologie entre le grand chef et l'exécutant supérieur, et une dépendance totale du second vis-à-vis du premier. Il s'agit donc, du point de vue historique, du relais ou transfert d'une autorité que l'on sait hélas minoritaire et dès lors objectivement illégitime au regard de toute démocratie, suivant une sélection toujours plus arbitraire qui présuppose certes un minimum de compétences, mais pas nécessairement en rapport avec la spécialité du ministère, à plus forte raison lorsqu'il s'agit de récompenser un soutien politique, sachant que la haute administration encadre et assiste de très près la personnalité ainsi promue et tout son personnel politique. Il en résulte que chaque ministre détient un certain degré de responsabilité, pour autant toujours assujetti à la Présidence, via le premier ministre, s'agissant des axes politiques suivis et de sa liberté d'expression, tout en étant par ailleurs constamment sur-dépendant de son administration, en matière de conseils, d'efficacité et d'obéissance dans l'application des directives.

L'évolution historique montre assez paradoxalement que, malgré de spectaculaires progrès techniques en matière de communication ou de transmission sociale et géographique des informations et des ordres, que ce soit en termes de vitesse ou de fiabilité, et dans les deux sens des données à collecter ou des instructions à faire appliquer, l'efficacité et le pouvoir des ministres semblent avoir constamment décru en proportion étonnamment inverse de la taille et du nombre des ministères de chaque gouvernement, au fur et à mesure des républiques qui se sont succédées, multipliant ainsi les postes aux titres ronflants à vocation médiatique, et suggérant nettement que lesdits ministères ont gagné en représentation fictive et protocolaire ce qu'ils ont perdu en pouvoir effectif *positif* ou utilité commune du point de vue des citoyens. Or, sous les deux aspects de son pouvoir individuel et associé à la Présidence par l'appartenance à une même *majorité minoritaire*, ou de son statut de privilégié, voire de

« baron » récompensé et partiellement impuissant, car redondant vis-à-vis de son administration, chaque ministre détient et exerce une fonction que l'on peut considérer comme démocratiquement fictive et infondée, car personnalisée sans l'aval majoritaire direct des citoyens, et octroyée du sommet par la grâce et les caprices d'un pouvoir présidentiel acquis via quelque processus anti- ou, au mieux, semi-démocratique, comme déjà constaté plus haut. En proportion de son influence politique réelle, un ministre se trouve en situation d'abus structurel de pouvoir, du fait de sa non-représentativité majoritaire, ainsi qu'en raison de l'arbitraire de ses choix, tandis que son degré d'impuissance, voire de double-emploi administratif, correspond à un « privilège » de jouissances protocolaires et financières en tout point contraire aux principes fondamentaux de la Constitution française, tels qu'exprimés dans la Déclaration de 1789 et réitérés depuis lors.

Il s'agit-là de constatations pour le moins spectaculaires et on ne peut plus disruptives face à l'Histoire, tant il est vrai que les Français, à l'instar de tous les autres peuples de la planète, ont constamment *subi* une forme ou une autre de pouvoir vertical descendant, en lien très étroit avec la confusion sociale mono-systémique qui caractérise la pesanteur prétempérante. Les êtres humains sont tellement conditionnés par la loi du « trop fort » (et donc violent, dans le seul sens de tout dépassement de l'équilibre libertégalitaire), tant en matière politique qu'économique, sociale ou culturelle, qu'ils semblent avoir intégré comme inéluctable le besoin d'une autorité plus ou moins absolue et minoritaire, en tant que solution hobbesienne de pis-aller, via une paix en forme de soumission à un « Père ou une Mère de la Nation » et son étroite caste de courtisans-prédateurs. Or, tout cela n'est encore que la conséquence des injustices et autres violences socio-économiques qui fondent les faces culturelles et politiques transversales, nourrissant et perpétuant indéfiniment ces dernières, suscitant des abus cumulatifs jusqu'aux dérives périodiques de toutes les formes de crises sociétales et autres conflits inter-sociétaux déjà examinés. D'où l'impérieuse nécessité de *déprofessionnaliser* la politique et de *dépersonnaliser* le pouvoir effectif, en tant que seule et

unique façon d'en démocratiser la source, telle que celle-ci se trouve par ailleurs proclamée en introduction aux divers textes constitutionnels.

La fausse paix sociale de l'ordre pseudo-démocratique n'est en réalité qu'une violence systémique temporairement contenue, tôt ou tard vouée à l'effondrement sociétal en raison des injustices quadrifaciales qui la fondent, malgré tous les principes idéaux précités, et les progrès accomplis depuis les régimes autocratiques ne suffisent pas à équilibrer durablement les termes de la « double équation » socio-économique *et* culturo-politique qui définit toute société ou communauté. L'inertie du temps et des habitudes passées procure une telle ancienneté aux diverses formes de domination minoritaire (et autre pouvoir vertical descendant), que la découverte tempérante ici formulée stupéfie jusqu'à son auteur, via la remise en cause de l'utilité même de tout type de gouvernement classique. De prime abord, en effet, une telle nouveauté conceptuelle ne peut qu'être perçue comme « révolutionnaire », voire « anarchiste », en prétendant émanciper une société de tout pouvoir *imposé*, au point qu'il paraît osé de qualifier une telle évolution de tempérante. Et pourtant, au vu des paragraphes qui précèdent, l'*in*tempérance, relative ou absolue selon les circonstances, se trouve hélas déjà établie structurellement au sein d'une constitution telle que celle de la V° République française, et l'illégitimité déséquilibrante du mode d'élection présidentielle, comme des pouvoirs politiques ainsi usurpés aux dépens des citoyens, ne peut qu'inclure le gouvernement *et* ses ministres, comme par ruissellement, puisque, au final, l'exécutif *pré*-délodiste tout entier s'en trouve infondé du point de vue démocratique.

Les formes et fonctions gouvernementales font partie intégrante de l'appropriation minoritaire du pouvoir politique, que ce soit en tant que délégation ou partage de l'autorité correspondante, et, dès lors que rôle du Président deviendra suprêmement symbolique, cette courroie de transmission, ou « moteur annexe » que représente l'exécutif, deviendra inutile, car d'une part démocratiquement illégitime et remplaçable par le contrôle collégial citoyen, et d'autre part techniquement redondant vis-à-vis de chaque administration. Il apparaît donc assez clairement que les

formes gouvernementales actuelles des pseudo-démocraties sont peu ou prou les héritières encore trop directes des systèmes monarchiques qui les ont historiquement précédées, comme si elles étaient bloquées à mi-parcours de la démocratie authentique et citoyenne, principalement en raison du caractère électoral et déformé de la filtration des pouvoirs, et accessoirement, à l'origine, faute de moyens techniques permettant à la population adulte de participer aux débats et décisions.

L'évolution semi-démocratique des cinq premières républiques françaises à certes constitué un progrès historique indéniable par rapport à ce qui précédait, et pour l'avantage particulier de la classe bourgeoise et entrepreneuriale, mais la règle du jeu constitutionnel, via le procédé électoral d'une représentation aussi déformante que filtrée, a abouti à la mise en place complexe d'une pseudo-séparation des pouvoirs visant à maintenir une apparence de représentation citoyenne, tout en assurant la domination minoritaire d'un « souverain individuel », légalement mais illégitimement « élu », entouré de sa cour idéologique de collaborateurs et visiblement promu en accord avec les intérêts surtout *économiques* du moment, hélas aux frais de la face *sociale* de l'équilibre libertégalitaire. Ce progrès relatif s'avère désormais insuffisant en raison de l'évolution de la société, de la conscientisation citoyenne, ainsi que des techniques de communication, d'information, voire de participation potentielle du peuple tout entier, et ce, d'autant plus que le blocage de cette inévitable évolution à mi-parcours de sa finalité logique entretient les ressorts des injustices systémiques et quadrifaciales précédemment explorées.

Les ambiguïtés résultant de cette étape intermédiaire d'évolution indûment prolongée sont particulièrement visibles au travers de la soi-disant répartition des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, puisqu'en réalité, la toute-puissance de l'exécutif transparaît toujours plus sous les habillages élimés d'une constitution intrinsèquement présidentialiste. Le terme d'*exécutif* est à ce titre révélateur, puisque dans le sens français il suppose d'appliquer les lois mais aussi, et surtout, de définir et conduire la politique du pays, ce qui implique de *faire* la loi, via les projets de loi imposés par le gouvernement à l'instigation ou avec l'aval du président,

et les propositions de loi en provenance d'un parlement dont la majorité est entièrement dévouée au souverain recréé du moment, surtout depuis la synchronisation quinquennale des principales élections, ajustée à cet effet, tandis qu'en d'autres circonstances, même sans majorité absolue, le dernier mot « constitutionnel » revient toujours au Président ou à son gouvernement, ne serait-ce que via la procédure de l'article 49 alinéa 3. L'indépendance du législatif par rapport à l'exécutif se résume ainsi à une fable convenue et entretenue par une classe politique de plus en plus solidaire au sein de laquelle chacun fait carrière en tant qu'associé au pouvoir où membre d'un parti d'opposition. Enfin le troisième pouvoir national, dont les plus hauts fonctionnaires sont nommés par le même exécutif, se réduit à une simple *autorité* dès lors tout aussi dépendante des mêmes intérêts, subissant les contradictions d'une justice impossible à rendre dans un cadre injuste, tandis que les hautes juridictions de l'état de droit assument tant bien que mal leur rôle, coincées dans un porte-à-faux des plus inconfortable entre les usages et les textes, en raison des distances opposant les principes républicains aux mécanismes et maints réglages successifs de la constitution, sans autre fonction officielle que de pérenniser l'organisation politique d'ensemble, en se fondant sur un texte *objectivement* illégitime au regard de l'équilibre libertégalitaire.

Dès lors que le prochain palier démocratique sera franchi par la volonté majoritaire des citoyens, le pouvoir exécutif se résumera à la seule *application* des lois et des orientations politiques décidées *in fine* par une assemblée totalement représentative, c'est-à-dire en réalité, par l'ensemble des assemblées semi-référendaires, (y compris s'agissant des Propositions et Projets de l'assemblée gouvernementale nationale), cette fonction exécutive étant du ressort pratique de chaque administration, sous le contrôle constant et transparent des Commissions ou Comités ministériels. La teneur du mot « exécutif » ne concernera plus que le *devoir* d'appliquer les lois et décisions sans en être, sinon la source, du moins le décisionnaire final, si ce n'est qu'en tant que citoyen comme les autres, s'agissant ici de toute la chaîne des responsables politiques et hautement administratifs concernés. Quant à l'aspect décisionnel et si omnipotent des pouvoirs exécutifs prétempérants, il deviendra l'apanage

et le privilège de l'ensemble des citoyens via leurs assemblées, sachant bien sûr que les délégués-participants, tirés au sort et renouvelés aussi souvent que possible, devront faire preuve de compétences minimales majoritairement définies, et que leurs débats et décisions feront appel à toutes les expertises utiles -et contradictoires- sans que celles-ci n'aient plus la moindre prise ou *sur*-influence minoritaire indue sur les choix opérés, grâce aux garanties structurelles de transparence institutionnelle et comptable, de collégialité et de rotation fonctionnelle.

La disparition du schéma exécutif sommital et de sa verticalité descendante n'est que parfaite logique démocratique puisque l'évolution délodiste permettra à *tous* les citoyens de s'impliquer politiquement sans plus jamais aliéner leur droit de vote souverain sous forme de devoir d'élire, alors qu'en situation prétempérante, cette obligation illégitime les prive de tout pouvoir décisionnel intégral, y compris s'agissant de la gestion communale la plus immédiate qui soit. Il n'est donc en aucune manière surprenant d'observer qu'en incluant enfin l'étage citoyen, ou son rez-de-chaussée universel, entre autres via la simplification des trop nombreuses strates d'un certain « mille-feuille » institutionnel, l'étage « sommital » des pouvoirs précédemment usurpés par le mode électoral devient caduc, ou historiquement et techniquement inutile, outre le fait d'avoir été foncièrement illégitime depuis toujours. En quelque sorte, les pseudo-démocraties sont jusqu'à présent *de facto* hors-sol par défaut d'intégration *fonctionnelle* de l'indispensable rez-de-chaussée citoyen dans l'organigramme politique, du fait que le peuple se trouve exclu par chèque en blanc électoral, tandis que la prochaine entrée en jeu desdits citoyens en tant que « source première et embouchure finalisante » de la flèche ascendante du pouvoir, ne pourra induire pour effet symétrique que la juste disparition de l'étage désormais superflu de l'exécutif au sens classique du terme, conférant à ce néo-gouvernement un noble rôle de pilotage sociétal désormais devenu dépendant de l'aval majoritaire national. Il en résultera une pyramide d'autant plus stabilisée qu'elle sera élargie sur son entière fondation citoyenne, au lieu d'être sujette à des déséquilibres toujours plus précaires sur les pilotis électoraux d'un pointillé de pseudo-consultations périodiques, écrasés par le poids d'une

tour d'ivoire sommitale et parasite dont la surélévation sectaire garantit l'effondrement inéluctable de l'ensemble pseudo-démocratique.

La prise en compte systématique de la majorité citoyenne aura pour effet d'enraciner l'ensemble sociétal sur le terreau de sa population et de son espace géographique, ainsi que sur la réalité de ses proportions culturelles du moment, sans hiatus ni déformation d'architecture ni de contenu, autorisant la transparence maximale des débats et décisions de nature politique, réduisant d'autant les risques de corruption interne ou externe à la face pyramidale correspondante. L'équilibrage procuré par le délodisme biéconomique favorisera l'objectivation et la simplification des choix politiques, en leur procurant une efficacité maximale, grâce à la réduction des effets pervers si caractéristiques des improvisations de l'ère prétempérante. En effet, l'hypercentralisation spontanée associée à la plupart des systèmes présidentiels, jointe à la confusion qui en résulte sous forme de débordements inter-faciaux et inter-sphériques (public-privé), sape le bien-fondé et l'efficience des politiques adoptées, et finit par transformer les débats et les mesures en un vain bricolage partial et partiel, un impossible centrage de l'axe rotatif de la roue sociétale. C'est pourquoi, faute de respecter la topographie du terrain citoyen en suivant politiquement la *voie* majoritaire (ou en écoutant la *voix* du peuple), les gouvernements ainsi déconnectés ont une fâcheuse tendance à induire plus d'effets négatifs que positifs, voire à devenir toujours plus efficaces et influents dans l'erreur (au sens libertégalitaire ou objectif du terme) et inversement inopérants ou contreproductifs s'agissant de leurs meilleurs choix, ce paradoxe étant le résultat de la perte de bon sens commun -et terrestre- qu'induit la quasi absence du rez-de-chaussée citoyen via la réduction du droit de vote en obligation d'élire. Cela maintient tous les peuples dans une forme d'infantilisation artificielle, faussant les débats de fond en écume de surface insultante, et forçant peu à peu la société toute entière à ne plus produire que de l'antimatière sociétale palliative aux effets déséquilibrants, lesquels s'intensifient de façon exponentielle jusqu'à la rupture de l'effondrement, sitôt que la perte de sens devient en quelque sorte non-sens, puis contresens.

Ces risques sont inhérents aux systèmes pseudo-démocratiques et électoraux du fait de la captation minoritaire et hyper-concentrée du pouvoir politique, puisque cela entraîne une centralisation abusive à flux descendant, propice à une inefficacité pratique croissante, sans compter le blocage symétrique des initiatives locales ou régionales par ignorance du terrain citoyen, habitude de décision solitaire sous influence choisie, et autre préférence subséquente pour d'obscurs marchés nationaux qui sont autant d'occasions de favoritisme antidémocratique, ou d'erreur par absence de prise en compte des réalités citoyennes. S'il est certain qu'un *minimum* de gestion centralisée restera nécessaire, la salutaire inversion de la flèche des initiatives permettra de filtrer les meilleures innovations locales d'intérêt national et d'éviter les risques précités, à tel point que la teneur même des « réformes » nécessaires en deviendra plus positive que jamais, du fait que le respect de l'expérience du terrain supprimera les contradictions habituellement observables. Ainsi les adaptations et autres réformes de l'avenir en deviendront-t-elle synonymes de Justice et d'amélioration constante, à tout le moins dans le sens démocratique de l'intérêt général. Au lieu des ministres et de leur cour d'experts et de conseillers hors-sol motivés par des intérêts ambigus, apparaîtront des Chargés de Mission nommés par les Comités Ministériels, pour piloter une innovation spécifique, sur la seule base de l'intérêt national de leurs expériences et compétences avérées, chaque fois que la généralisation de telle ou telle solution ayant *déjà* fait toutes ses preuves localement ou régionalement deviendra souhaitable, sachant que le repérage public des meilleurs initiatives fera partie des innovations délodistes, tant via les sites de Propositions Citoyennes et leur mode pétitionnaire, que grâce aux antennes ministérielles locales associées aux Communes. Tous les progrès les plus utiles se trouveront dès lors systématiquement promus, selon une priorisation efficiente, pour répondre aux besoins d'adaptation ou d'amélioration majoritairement ressentis, non sans avoir la possibilité complémentaire d'expressions *intra-démocratiques* ou professionnelles plus spécifiques, et donc internes à chaque administration ou filière des secteurs public et privé via le néo-syndicalisme, tandis que les réformes de l'avenir délodiste ne seront plus jamais partialement imposées sous le joug électoral de préférences ou d'intérêts minoritaires.

L'appropriation du statut de *voteur* et de son pouvoir décisionnel par les citoyens remplaçant par définition le pouvoir exécutif *indu*, on peut déjà deviner, à ce stade de l'analyse tempérante de la Constitution, que la future Assemblée Nationale, enfin *citoyennisée* par la disparition fonctionnelle des partis, deviendra le lieu d'un gouvernement collégial jouant entre autres choses un rôle de contrôleur via sa subdivision en Comités ou Commissions Ministérielles, tout en participant par ailleurs à l'initiative ou à la finalisation des futures lois selon le cas, sachant que la validation de celles-ci sera constamment du ressort des Assemblées Départementales, réunies en Congrès Citoyens législatifs et périodiques de nature semi-référendaire (et à usage unique), ce qui nous introduit logiquement à l'exploration du Titre suivant de l'actuelle Constitution.

5 - Le Parlement (Titre IV).

Selon l'article 24 de la Constitution de 1958, le Parlement « *vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques* ». Ce Parlement, incluant l'Assemblée Nationale et le Sénat, se trouve aussitôt numériquement défini comme ne pouvant excéder 577 députés élus au suffrage direct et 348 sénateurs élus au suffrage indirect, ces derniers représentant les collectivités territoriales, à la suite de quoi les articles suivants (25 à 33 inclus) en détaillent les principales règles de fonctionnement, ainsi que les pouvoirs et contraintes, dont font partie les conditions de l'immunité parlementaire et de son éventuelle levée, ainsi que la précision selon laquelle « *Tout mandat impératif est nul* », stipulant à cet effet que « *Le droit de vote des membres du Parlement est personnel* ».

La représentation parlementaire française est très nombreuse, et ce, d'autant plus que l'absence de participation citoyenne directe héritée de trop longues impossibilités techniques au cours de l'Histoire a dû être compensée par un effort de répartition géographique et démographique des bases de mandature, dans le but de rapprocher autant que possible

les élus de leurs électeurs, sachant qu'à l'origine on pouvait croire que le principe électoral suffirait à assurer que chaque député représentât sa circonscription, au plus près des intérêts citoyens, au point que le Sénat fut créé avant tout pour tempérer les ardeurs excessives des membres de l'Assemblée Nationale, via un mode de scrutin encore à ce jour indirect, partiel et favorisant des élus aux fonctions modératrices. La pratique a démontré qu'à maints égards, le Sénat s'avère faire double-emploi vis-à-vis de l'Assemblée Nationale, tandis que le principe électoral, de par ses réglages déformants et ses captations partisanes, a séparé la classe politique nationale de sa base citoyenne, ce qu'illustrent respectivement la volonté du Général de Gaulle de réformer la chambre haute tout en promouvant la régionalisation dès 1969, et l'annulation scandaleuse des 54% de « non » au référendum de 2005 sur l'Europe par plus de 90% des parlementaires (des deux assemblées réunies) en 2007.

En termes de nombre de représentants nationaux, la liberté de choix doit être laissée aux citoyens Tempérants de l'avenir, mais il est utile de constater que la (re)prise en main de l'initiative politique et des décisions finales par les citoyens, via les Communes et Départements, permettra sans doute de réduire d'autant le nombre des futurs Délégués Nationaux, sans risque de déviance politique possible, puisque ceux-ci seront sous le contrôle permanent des Assemblées Départementales, ces dernières traduisant l'élargissement optimal -et rabaissé au plus près des citoyens- de la trame du *pouvoir* républicain. Á l'image d'un métier à tisser dont les innombrables fils doivent être écartés à certains endroits, ou d'une tour Eiffel dont le premier étage serait modulable en hauteur, le système prétempérant de la constitution « gaullienne », ainsi que des républiques qui ont précédé, apparaît comme si le palier le plus large de la célèbre tour était propulsé beaucoup trop haut, juste au-dessous du pouvoir exécutif, aux antipodes de sa base citoyenne, encourant ainsi les multiples risques de connivence inter-partisane et autre interdépendance d'intérêts carriéristes entre les étages législatif et exécutif, tandis que la prédominance fonctionnelle de ce dernier pouvoir contredit ouvertement l'apparence démocratique de ladite représentation. Mieux vaut dès lors suivre le modèle harmonieux et scientifiquement fondé de l'ingénieur

Gustave Eiffel en assurant la domination stabilisatrice des quatre arches et de leur premier étage citoyen, afin de réduire au minimum nécessaire la surface parisienne d'une représentation nationale enfin au service -et sous le contrôle- de *toute* la République, ce qui justifie de favoriser le niveau départemental, en termes décisionnels et numériques.

Dans la réalité française observable, le Parlement reste soumis au Président via le gouvernement, et fait la loi sous tutelle faussement majoritaire, le plus souvent au seul gré de l'exécutif, grâce à un fidèle parti gouvernemental qui dès lors ne contrôle ni n'évalue librement les politiques publiques du moment, ce qui contrevient à l'article 24. Qui plus est, la discipline des partis a pour effet de constamment remettre en cause la liberté, autrement dit le vote « *personnel* », des députés, ceux-ci étant totalement dépendants de leur clan idéologique pour faire carrière, ce qui transgresse l'interdiction de tout « *mandat impératif* ». Ici encore, on peut observer à quel point la double pratique élective et partisane contredit les principes constitutionnels, ce qui ne peut que confirmer la nécessité et l'inévitabilité de l'évolution délodiste et de sa participation citoyenne directe, délégative, semi-référendaire ou référendaire selon les divers étages institutionnels considérés, en remplacement des carrières toujours plus politiciennes que politiques des pseudo-démocraties. Tout comme les présidents, les députés et sénateurs sont systémiquement élus « de travers » du point de vue démocratique, par candidature partisane sélectionnée à force de calculs stratégiques et d'arrangements spécieux, sur fond de langue de bois démagogique et autre marketing médiatique, pour faire gagner tel ou tel clan minoritaire en morcelant artificiellement l'unité égalitaire des citoyens *voteurs*, et aboutir, via les biais techniques déjà mentionnés, au portrait déformé et caricatural de la représentation nationale, alors que seule une démocratie intégralement citoyenne peut résoudre simultanément les ambiguïtés concernant le vote personnel, impératif, *et* la proportionnalité. En effet, le choix individuel de chaque citoyen *voteur* est par définition impératif vis-à-vis de sa propre opinion, et la disparition de tout filtre réducteur autorise une proportionnalité en tout point représentative, démocratique et *opérationnelle*, sur la base de la majorité d'une onde citoyenne unifiée respectant enfin la libertégalité

politique et universelle, puisque nul citoyen délodiste ne peut empiéter sur le droit et la liberté d'expression-décision politique de quiconque en s'appropriant indûment le vote d'autrui.

Parmi les raisons trop souvent invoquées pour faire perdurer les injustices politiques, on prétend que les citoyens ne s'intéressent pas à la chose commune, et que, sans le noble sens d'abnégation qui caractérise les élus et tous les candidats qui rêvent de l'être, la République n'aurait plus de pilotes, ce qui sous-entend que la société civile serait tout aussi inconsciente qu'égoïste, pour ne pas dire incapable et passive. S'il est vrai que la plupart des élus, en particulier municipaux, font preuve de dévouement et de passion pour le Bien Commun, sur leur temps libre et sans la moindre indemnité, il est faux d'en déduire que les Français ne se sentent pas concernés par la gestion commune, car c'est au contraire la privation de leur droit direct de vote décisionnel, réduit au faux choix de chaque élection, qui les rend ainsi passifs et infantilisés, tandis que le désopilant spectacle des mensonges et des faux débats partisans ne peut que les détourner de tout engagement politique. Le « principe électoral » prive chaque citoyen, militant ou non, de la liberté totale d'expression de *son* opinion en *sectarisant* cette dernière dans l'intérêt des partis pris minoritaires, en la réduisant à une pseudo-adhésion, en bloc et à contre-cœur, au profit d'une entreprise qui canalise sa conscience et réduit son ouverture idéologique, à la manière des barrières en entonnoir toujours plus resserré qui font monter le bétail dans un fourgon fatal. Tout au contraire, les citoyens n'attendent que le feu vert d'un cadre propice à une liberté d'expression politique *directe*, sur la base socio-économique d'une Nation rendue vitalement juste et apaisée, pour se passionner sur le fond sans se violenter sur la forme, grâce à la possibilité permanente de s'exprimer politiquement en tant que *voteur*, et l'occasion offerte de temps à autre et à chacun, de participer en tant que délégué, de vivre une expérience politique humainement enrichissante, d'autant plus que cette activité se verra facilitée et allégée par son caractère occasionnel, créant au passage des liens aussi variés que dépourvus de concurrence vitale, sur la seule base de la libre acceptation d'une invitation offerte par un simple tirage au sort. Les très nombreux citoyens potentiellement aussi

motivés que les conseillers municipaux d'aujourd'hui, a fortiori à titre ponctuel, ne pourront que profiter de pareilles occasions d'enrichir leur expérience, tandis que ceux qui refuseront, pour quelque bonne raison que ce soit, pourront se laisser guider par les volontaires ou *acceptants* du tirage au sort, sans aucune raison de perdre confiance en un système devenu transparent, car universellement citoyen et proportionnellement représentatif. Des millions d'adultes sont déjà prêts à jouer leur rôle de citoyen délégué, législatif ou exécutif selon le cas, pour *une* session ou *une* période donnée, avec formation, information et débat à l'appui, sans pour autant avoir jamais été attiré par l'idée ambitieuse et égoïste de *se* présenter et promouvoir comme candidat dans le cadre biaisé des partis politiques et des injustes procédures électorales qui vont de pair.

Les *honnêtes* élus d'aujourd'hui, redevenus citoyens comme les autres, auront toujours l'occasion de participer aux divers votes et seront logiquement heureux de se déclarer volontaire à l'occasion de ce *hasard sélectif*, ce qui ne changera pas grand-chose pour les bénévoles, mais il est vrai que les « professionnels », souvent hautement diplômés, devront -et pourront aisément- se recycler en tant que fonctionnaires, salariés ou indépendants du privé, ce qui ne les empêchera nullement de continuer à jouer un rôle *culturel* majeur via les partis politiques, les lobbies et les débats médiatiques, en proportion variable de leur notoriété. Bien au contraire, parmi lesdits professionnels de la politique prétempérante, les plus sincèrement dévoués se révèleront enfin comme de vrais cadres et leaders charismatiques au sein de leur parti politique, en étant mus par une passion plus gratuite pour le fond culturel des débats, et reconnus pour l'utilité et l'originalité de leurs idées, tandis que les « stratèges » arrivistes et diviseurs aux ambitions égoïstes n'auront plus les moyens de tromper qui que ce soit, selon l'effet de filtration si caractéristique de l'équilibrage libertégalitaire propre à la tempérance. Même en supposant que seule une minorité de citoyens acceptent de participer, (le temps que la « délodisation » des mentalités émancipe tout un chacun), le nombre incomparable de Français nouvellement impliqués suffira à garantir la fidélité du portrait démocratique de la population, ce qui ne pourra que rassurer ceux qui ne participeront pas encore, et la saine multiplication

des délégués autorisera aussitôt une rotation citoyenne empêchant toute déviance, tout accaparement minoritaire ou opacité de réseau mafieux, sur une face pyramidale politique enfin transparente, devenue le Bien Commun suprême et la matérialisation de la Nation, en tant que garantie de paix civile et de fierté partagée.

Il paraît pour le moins logique qu'en remplacement d'un pouvoir exécutif sommital devenu obsolète en raison de l'implication citoyenne directe, une représentation nationale simplifiée, unifiée et contrainte de respecter les choix politiques majoritaires (et non plus partisans) puisse endosser le rôle gouvernemental de façon collégiale, en plus de son rôle délégatif de formulation et finalisation des lois en collaboration étroite avec des Assemblées *Départementales* aux pouvoirs étendus, sachant que, dans le cas français, les régions, devenues des « super-régions », ne sont que des entités artificielles, beaucoup trop distantes des territoires ressentis par chaque population géographiquement *et* historiquement caractérisée. En effet, la proximité départementale est plus propice à la conscientisation d'une identité citoyenne localement vécue, à l'instar de l'échelon communal, même si des « associations » interdépartementales librement établies selon des besoins permanents ou des projets ponctuels pourront toujours avantageusement répondre à toute nécessité d'ordre « régional », selon la préférence majoritaire des Tempérants de l'avenir, ce qui restera compatible avec respect maximal du principe de localisme démocratique et administratif.

En fonction des contraintes pratiques, et surtout de la préférence majoritaire des constituants, le double rôle collectif de finalisation des textes de la Loi (en étroite collaboration avec le congrès des Assemblées Départementales, qui aura désormais le dernier mot) et de gouvernance nationale (par le biais de la procédure collégiale et de ses Commissions Ministérielles) pourra nécessiter une seule ou deux Assemblées, le cas échéant, sachant que la séparation si illusoire des pouvoirs ne sera plus d'aucune utilité (sauf sur un plan éventuellement « technique » en raison des compétences juridiques requises), du fait de la transparence absolue qu'instaurera la représentation citoyenne directe et méga-échantillonnée

de chaque -nouveau- congrès périodique, en tant que décideur final. Á ce stade encore intermédiaire des réflexions comparatives que suggère le décryptage tempérant de l'actuelle constitution française, il est à noter que le nécessaire endossement du rôle gouvernemental ou exécutif par la future Assemblée Nationale suit peu ou prou la même logique que la « prise en main » des principaux pouvoirs législatifs par les Assemblées Départementales, ce décalage d'un pouvoir politique élargi vers le bas exprimant la consolidation architecturale d'une évolution démocratique indispensable, touchant enfin le sol citoyen pour en faire la seule source de tout pouvoir *finalisé,* sans déformation ni dérive possible. Autrement dit, les régions s'avèrent inutilement vastes et distantes du citoyen et ne doivent être préservées que sous forme d'associations départementales, tandis que les Départements, en tant que Régions de Proximité idéales, doivent se muer -entre autres- en Assemblée Législative, Parlement ou Congrès d'envergure nationale et citoyenne directe, par la voie semi-référendaire.

6 - Les Titres V à XI, ou l'Usine à Gaz.

La suite de la Constitution de 1958 n'est certes pas sans intérêt, bien que les dés de la *règle* du jeu soient en réalité joués depuis le Titre II et sa fondation républicano-monarchique, elle-même engendrée par les contradictions des principes qui précédaient. S'il est logique que des précisions pratiques soient apportées s'agissant du fonctionnement ou des procédures et concernant les domaines de la Loi, les agendas, les délibérations et autres « finalisations » légales, il apparaît ici que, pour l'essentiel, les institutions et rôles décrits à la suite du Titre IV ne font que compliquer le mécanisme constitutionnel, en une vaine réponse aux multiples biais anti- ou pseudo-démocratiques précédemment observés, comme s'il fallait à tout prix préserver une apparence de séparation des pouvoirs, grâce à l'addition de contradictions supplémentaires de nature technique, permettant d'affirmer les prérogatives des parlementaires et des organes consultatifs ou de contrôle, tout en en relativisant à chaque occasion l'influence de par la toute-puissance présidentielle et exécutive

que font *in fine* valoir tant d'ordonnances, conseils de défense et autres recours à l'article 49-3, toujours prompts à court-circuiter un semblant de pouvoir législatif, lui-même aucunement représentatif de l'écrasante majorité des citoyens.

Dans une impossible tentative visant à satisfaire un minimum de droits semi-démocratiques, la prédominance d'un pouvoir minoritaire, et finalement personnel, semble avoir obligé les concepteurs à fabriquer un théâtre aux décors et mécanismes d'arrière-scène d'une complexité sans cesse plus raffinée au fil des réformes, suscitant au passage pléthore de hautes fonctions et autres structures dont l'utilité démocratique n'est que très relative en termes d'efficacité, puisque ces dernières sont incapables de respecter l'équilibre libertégalitaire de leur face pyramidale politique, gonflant et alourdissant la « tête » d'un certain Léviathan jusqu'au point d'en scléroser les vaisseaux sanguins et l'influx nerveux, ce qui est très révélateur de la nature historiquement « bâtarde » propre aux solutions semi-démocratiques, comparée à la triste et violente simplicité primaire des dictatures et autres systèmes autocratiques, laïcs ou religieux. En un sens, et malgré les progrès certains accomplis par les « démocraties » de type électoral ou prétendument représentatif, l'incomplétude prolongée du processus de démocratisation citoyenne directe complique toutes les formes procédurales adoptées, comme pour essayer de gérer une semi-violence institutionnelle dont les travers constitutionnels sont tôt ou tard la garantie d'un vieillissement précoce, si douloureux pour les membres les plus utiles au colosse hobbesien, lequel semble avoir perdu la tête en passant outre les lois de l'équilibre qui tient toute société debout. C'est ainsi que les pays dits démocratiques dérivent immanquablement vers la pseudo-dictature d'une quasi république bananière, indépendamment de la tonalité politique de la minorité qui gouverne, tandis que par effet de symétrie, les vraies dictatures se déguisent opportunément en pseudo-systèmes électoraux. Dans les deux cas, s'agissant de nature et non de degré, la même violence systémique d'une forme ou une autre d'abus de pouvoir vole et viole la liberté de la quasi-totalité des citoyens au profit d'une minorité de *sur*-dominants institutionnels, tandis que les rouages et usages politiques font de moins en moins illusion de démocratie au fil

des années, laissant toujours divaguer la roue sociétale en dehors de son axe, d'une sortie de route à la suivante.

Traitant des « *rapports entre le parlement et le gouvernement* », le très copieux Titre V, des articles 34 à 51-2, tente une répartition des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, via les initiatives différenciées des projets et propositions de loi, tout en organisant les navettes entre les deux assemblées parlementaires, sachant encore une fois que tous les élus (et personnels cooptés) concernés ne représentent qu'une minorité de citoyens, un portrait totalement déformé de la réalité sociétale et dont les intérêts sont systémiquement condamnés à s'éloigner de l'opinion et des besoins majoritaires, jusqu'à leur devenir carrément contraires. Les détails procéduraux sont ici sans grand intérêt, car non seulement biaisés dans l'œuf depuis les observations précédentes du même chapitre, mais en plus directement liés aux complexités induites par la multiplication des rouages, avec une suspecte tendance à simuler une transparence de forme officielle, associée à l'opacité croissante du fond des motivations et des décisions politiques. En effet, les conversations et décisions les plus importantes ont rarement lieu sur le théâtre public des débats entre parlementaires, mais plutôt en commissions, comités et entretiens semi-privés ignorés des citoyens, comme de la plupart des médias.

Sans prétendre dicter le travail des futurs constituants délodistes, ni encore moins se passer des conseils éclairés des juristes spécialistes en droit constitutionnel, tout porte à croire, dès à présent, que le respect constant de la majorité citoyenne, et l'appropriation du pouvoir exécutif par une Assemblée Nationale Déléguée dûment organisée, ne pourront que simplifier et accélérer les procédures, tout en rendant ces dernières enfin transparentes, tant *sur le fond* que sur la forme. Il suffira en effet de prévoir un minimum de sécurité fonctionnelle concernant les débats, les expertises, les responsabilités et les modes décisionnels, pour à coup sûr faire l'économie de la moitié -sinon des trois-quarts !- des actuelles complications institutionnelles d'échelon national, sachant que, grâce à la continuité du respect de la préférence majoritaire d'un bout à l'autre de la hiérarchie ascendante du pouvoir citoyen, et de par la transparence

en continu qui s'appliquera sur tous les flux comptables, les besoins de vaine sécurisation par multiplication d'autorités de contrôle pourront se réduire au strict minimum incompressible.

En devenant exécutive, l'Assemblée Nationale assumera le rôle du gouvernement, en tant qu'autorité appliquant la loi via les Comités ou Commissions Ministérielles, avec la liberté et la responsabilité d'agir en matière de routine politique, mais aussi, le cas échéant, de réagir face aux circonstances inhabituelles, tout en pouvant être à l'initiative de lois et d'orientations politiques cruciales, nécessairement d'intérêt national, en proposant ses projets de loi à la représentation semi-référendaire du Congrès des Départements. De leur côté, ces derniers pourront proposer pour validation nationale les lois et projets provenant, soit directement de leur niveau, soit des citoyens via leurs Communes ou Municipalités, sachant que, d'une part, et dans la mesure du possible, l'expérimentation locale devra précéder toute généralisation, et que d'autre part, certaines procédures de consultation d'extrême urgence seront bien sûr prévues. Dans ce nouveau schéma enfin démocratique, la séparation des pouvoirs n'aura plus guère de sens, si ce n'est en tant que répartition purement fonctionnelle ou technique, car du point de vue politique c'est toujours la préférence citoyenne majoritaire qui prévaudra désormais à tous les échelons institutionnels, alors qu'aujourd'hui les systèmes prédélodistes font semblant de contrebalancer une domination clanique en multipliant maintes complications, jusqu'au point d'aboutir à une subdivision entre plusieurs pouvoirs tout aussi minoritaires -et dès lors illégitimes- les uns que les autres. Ainsi, L'étape tempérante et finale de la démocratisation sera-t-elle assurée de simplifier spectaculairement le fonctionnement des futures -et cette fois-ci véritables- démocraties, en rendant parfaitement inutile le faux-semblant de la séparation des pouvoirs politiques, offrant une clarification qui empêchera tout autant les actuels abus de pouvoir du judiciaire sur le politique via les hautes juridictions de l'État de droit, puisque la volonté citoyenne sera la seule et unique source de légitimité. Ces multiples « rationalisations » à venir devront logiquement concerner le Conseil Constitutionnel du Titre VII et l'Autorité Judiciaire du Titre VIII, la Haute Cour du Titre IX, la Cour de Justice de la République du

titre X, mais aussi le Conseil Économique, Social et Environnemental et le Défenseur des Droits, des Titres XI et XI bis.

Autrement dit, il apparaît qu'en lieu et place d'une impossible séparation des pouvoirs nationaux centralisée et concentrée au sommet de la société, la juste distinction ou optimale frontière entre le législatif et l'exécutif se fixera sur l'échelon de l'ensemble des Départements, au plus près des citoyens, conférant à l'exécutif et à son gouvernement collégial un pouvoir d'action politique, d'initiative et d'application des lois qui restera constamment sous le contrôle citoyen le plus direct des Congrès interdépartementaux, en évitant ainsi toutes les complications structurelles inutiles et redondantes typiques des (pseudo-) républiques prétempérantes. En matière de pouvoir, il n'y aura plus de séparation, au sens habituel, mais continuité citoyenne assurée, et ce d'autant plus que l'exécutif, en perdant comme il se doit ses indues prérogatives de *sur*-domination, aura désormais pour fonction de rechercher, d'exprimer, et d'appliquer la volonté majoritaire, dans le respect légitime et légal des droits minoritaires.

Parmi ces considérations institutionnelles, dont la lecture plutôt fastidieuse tient avant tout à la complexité du pseudo-démocratisme, et bien avant de daigner s'abaisser jusqu'à l'étage citoyen des Collectivités Territoriales du titre XII, s'immisce assez curieusement, le Titre VI, qui concerne les « *Traités et Accords Internationaux* » et fait la part belle au Président de la République en exercice, lequel « *négocie et ratifie les traités* », sachant toutefois que ces derniers « *ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi.* » On retrouve ici le droit du souverain élu de considérer la France comme sa propriété, d'identifier le pays à sa personne, voire ses affinités personnelles internationales à la volonté de tout un peuple, dans la mesure même où, en passant par une ratification parlementaire rendue non-représentative en raison du biais électoral, le peuple se trouve exclu dans sa préférence majoritaire potentielle, (sans même parler d'initiative !) sauf à pouvoir s'exprimer via un référendum, et en supposant alors que la formulation de l'offre soit assez neutre et ne tourne pas au plébiscite. Il suffit de se remémorer la honteuse occasion

de 2005-2007 pour apprécier l'illégitimité des pouvoirs ainsi conférés, ou plutôt « extorqués », à tel point que l'article 54 prévoit de pouvoir « réviser » la Constitution en cas d'incompatibilité avec tel ou tel traité sans aucune obligation d'impliquer systématiquement les citoyens, et que par ailleurs l'article 55 qui suit en surajoute en stipulant que « *les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois* » sous réserve d'une application réciproque par l'autre partie. Cela augure d'utiles réflexions supplémentaires s'agissant de l'Union Européenne, de l'OTAN ou de tout autre engagement déjà ratifié au nom du peuple français mais sans lui, aussi légalement qu'illégitimement, sachant que la 6° République devra nécessairement procurer l'occasion d'une *re*-ratification ou d'un désengagement populaire selon le cas, et que parallèlement, les *peuples* européens seront invités à en faire de même pour enfin bâtir une union politique et continentale *démocratique*, si tel est bien leur libre choix.

En tout état de cause, il paraît certain que la démocratisation des institutions par le biais d'une constitution délodiste, en tant que nouveau droit inaliénable du peuple français, mettra la réalité politique en accord avec les principes de Liberté, d'Égalité, et de Fraternité conditionnant la justice et la paix, tout en autorisant une simplification optimale de la vie politique, ainsi que la transparence et l'efficacité qui en découleront en toute logique, en fonction directe du raccourcissement des procédures et d'une accélération décisionnelle sans précédent. Car, paradoxalement, et pour se faire accepter via les apparences, toute centralisation minoritaire des pouvoirs s'encombre d'un alourdissement institutionnel et purement formel toujours plus complexe, au point de ralentir -voire bloquer- ses fonctions cérébrales, tel un ordinateur hyper-segmenté, alors même que la teneur de tout pouvoir peut rester entière et concentrée en une forme minimale dès lors qu'elle reste constamment légitimée par une majorité effective. En résumé, la puissance et l'autorité authentiques se diluent et s'étiolent sous quelque *forme* de violence minoritaire, tandis qu'elles se concentrent et s'imposent en force pacificatrice à condition d'être et de *rester* majoritaires, de la base jusqu'au sommet des institutions. D'où la nécessité réitérée d'un fléchage démocratique principalement ascendant,

et d'un pouvoir exécutif -ici au sens de *décisionnaire final*- s'identifiant au pouvoir législatif et semi-référendaire du peuple et de ses millions de citoyens adultes se relayant à l'échelon optimal du Département ou de la Micro-Région.

7 - Les Collectivités Territoriales (Titres XII et XIII).

Suivant la logique descendante d'un pouvoir présidentiel et semi parlementaire imposé par le court-circuitage périodique du droit de vote sous forme d'élection, l'étage citoyen se trouve sommairement décrit en toute dernière position, survolant les communes, les départements et les régions sur deux pages en deux articles et demi, suivis de nombreuses dispositions plus spécifiques concernant les populations d'outre-mer, y compris un Titre XIII réservé à la situation « transitoire » de la Nouvelle Calédonie. Il est précisé que « *les Collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon »*, ce qui veut dire que, « *dans les conditions prévues par la loi organique* » celles-ci « *s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences* », tout en ayant la possibilité de se regrouper via diverses formes d'intercommunalité.

Il est plus intéressant de noter que cet article 72 prévoit dans son premier alinéa la possibilité de pétitions citoyennes locales dans le but d'imposer une « question » à l'ordre du jour du Conseil Municipal, ainsi que l'éventualité de référendums locaux d'initiative communale en cas de modification structurelle notoire ou de regroupement territorial, *sans obligation* de consultation des citoyens pour autant. Enfin l'article 72-2 précise utilement les conditions de ressources et autres recettes fiscales, toujours selon le cadre de la loi organique correspondante, en stipulant bien que « *tout transfert de compétence entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice* ».

Tout comme s'agissant des institutions supérieures étudiées plus haut à la lumière des principes tempérants, la loi organique, rectifiable à tout moment de l'Histoire, peut confirmer ou contredire la Constitution à travers maints ajustements périodiques, et nombre de Maires, réélus à diverses reprises, se trouvent bien placés pour témoigner de la croissante complexité de leur tâche, de la dépossession de certains pouvoirs ou de leur liberté d'initiative en raison de l'accumulation des normes, tandis que les regroupements intercommunaux semblent *de facto* remettre en cause le nombre excessif de subdivisions territoriales, a fortiori dans les territoires les plus ruraux et dépeuplés de la « France périphérique ». De plus, l'évolution récente observable va très nettement dans le sens d'une prise en main citoyenne à la fois volontaire et spontanée, en particulier via certaines associations, ce qui incite les Municipalités à développer, grâce à la mise en place de « conseils de quartier », diverses solutions de démocratie participative, de nature hélas principalement consultative.

Du point de vue tempérant ou délodiste, il est certain que la taille démographique et « géographique » des Communes devra faire l'objet d'une redéfinition constitutionnelle minimale, tout en ménageant une liberté d'évolution souvent justifiée par des avantages pratiques, mais à la condition *sine qua non* que toute initiative procède de la majorité des citoyens localement concernés, via la démocratie la plus directe qui soit. Cela dit, pour tenir compte des nouveaux moyens de communication en tout genre, et plus encore du besoin d'optimiser les contraintes socio-économiques et administratives, il paraîtra sûrement utile de retailler des entités communales moins nombreuses et de taille critique plus viable, tout en respectant autant que possible le ressenti historico-géographique de chaque population concernée. Cela devrait être d'autant plus facile et d'autant moins risqué que la notion de *Village* gagnera à s'établir en tant que « néo-quartier » de Commune, y compris en milieu urbain, afin de correspondre idéalement « au vécu » d'une échelle humaine peu ou prou physiquement inchangée, car de fait impossible à dépasser.

Á l'instar de l'étêtage exécutif d'échelle nationale faisant suite à l'activation politique du rez-de-chaussée des citoyens, la suppression de

l'étage encore tout récent et si artificiel des régions (et de leur pseudo coagulation en vaine imitation de *länder* allemands au passé totalement différent) s'accompagnera de la mise en place systémique des Villages en tant que conseils de quartier (ou de localité rurale, le cas échéant), au plus près du cadre quotidien des futurs Tempérants, sur la base d'une identique dotation de moyens en proportion exacte de leur population, et afin de permettre à tous les citoyens concernés d'exercer leur pouvoir immédiat en pleine responsabilité de dimension collective. En devenant ainsi copropriétaires de leur environnement le plus proche, ces derniers pratiqueront librement le tout premier niveau de la démocratie, en une sorte d'entresol communal essentiel pour s'impliquer via l'observation du quotidien et le repérage de tout ce qui peut être amélioré, pour agir en pouvant aussitôt apprécier les résultats de la mutualisation locale des meilleures initiatives, en particulier s'agissant ici de la propreté et du respect des lieux publics, comme de leurs équipements, voire de certains aspects de « sécurité ». En effet, compte tenu de la revitalisation locale qu'autorisera l'équilibrage du Revenu Universel dérivant de la partition-répartition biéconomique, les activités dites artisanales, individuelles ou familiales redeviendront viables, multipliant des relations quotidiennes apaisées que l'implication démocratique de chaque village délodiste ne pourra qu'encourager. Ainsi apparaîtra pour la toute première fois dans l'Histoire, et dans les meilleures conditions qu'il se peut, la conscience d'une identité citoyenne immédiatement perçue par chaque membre de la microsociété locale, en multipliant des liens non seulement dépourvus de la violence de toute concurrence vitale, mais constamment stimulés par l'application d'un pouvoir partagé, via une règle du jeu assurant enfin un respect mutuel authentique, autrement dit libertégalitaire, seule façon de donner vie aux principes républicains, et ce, dès l'échelon du voisinage élargi ou du quartier, s'agissant surtout du lieu de résidence.

Dans la mesure du possible, les ingrédients fondamentaux de la règle d'équité politique se trouveront déjà tous inclus dès ce niveau de démocratie, et les occasions de multiplier les contacts déborderont très largement sur les quatre faces pyramidales, incluant en particulier de nouvelles initiatives culturelles propres à multiplier les fêtes, spectacles

événements sportifs et autres traditions « ludiquement » revisitées, sur la base d'un volontariat associatif, y compris via la profitable émulation de « compétitions » inter-villages au sein d'une même commune, ce qui ne manquera pas, entre autres, de redonner son plein sens au partage de la créativité artistique d'amateurs plus motivés que jamais. Le critère de définition desdits Villages pourra naturellement varier, mais il devrait s'avérer judicieux de viser une population villageoise dont les adultes puissent se réunir physiquement en un même lieu, le cas échéant.

Moyennant leur subdivision optimale en Villages (dans le sens délodiste de ce dernier terme), les futures Communes pourront être plus importantes, en concordance avec l'évolution des moyens et contraintes techniques en particulier, mais sans faire courir aux citoyens le moindre risque sous-démocratique, puisqu'elles deviendront le véritable rez-de-chaussée de la société tempérante et seront plus que jamais responsables de l'*application* des lois, en lien étroit avec chaque Département. Mieux encore, elles s'affirmeront comme le lieu privilégié de l'expérimentation de la plupart des innovations et la source la plus populaire de l'initiative des lois à venir, via chaque Site Communal de Proposition Citoyenne et son mode pétitionnaire, puis référendaire le cas échéant, toujours animé et contrôlé par les Délégués Municipaux que le sort choisira, sur la base des compétences minimales les plus courantes et des principaux critères de proportionnalité socio-économiques, selon le choix majoritaire. Sans surprise, et s'agissant de la situation française présente, on retrouve à cet étage, dans le schéma électoral et partisan habituel, les mêmes travers et limites observés concernant le Parlement, son Sénat et son Assemblée, ainsi que le pouvoir présidentiel, induisant à cet échelon communal les mêmes dangers de domination minoritaire illégitime et de carriérisme, en particulier à travers la répartition des sièges des Conseils Municipaux prédélodistes, alors qu'à l'image d'une Assemblée Nationale revisitée, chaque Municipalité tempérante créée par tirage au sort sera responsable de la gestion communale et de ses modulations budgétaires, en accord avec la majorité citoyenne, et de façon totalement transparente vis-à-vis d'administrés enfin devenus plus impliqués que jamais, afin qu'aucune décision sortant de la routine ne soit prise contre l'avis majoritaire de la

population locale. Cela signifie donc que les dispositions pétitionnaires et référendaires déjà prévues au simple titre d'éventualité par l'alinéa 1 deviendront la procédure *usuelle* afin de guider l'innovation politique, socio-économique et culturelle à l'échelon communal, indépendamment du fonctionnement habituel de la Municipalité correspondante.

Enfin, les Communes seront soumises aux mêmes obligations de transparence comptable sous la surveillance des *voteurs* locaux, selon une réciprocité qui procurera tout autant aux premières les moyens de contrôler localement les seconds, en particulier s'agissant du respect des droits et devoirs égaux impliqués par l'équilibre minimoptimaximal et biéconomique. En effet, qu'il s'agisse d'une participation financière ou sous forme de disponibilité en *Service Citoyen*, la partition-répartition universelle ne pourra que simplifier la gestion des ressources financières et de leur usage, dès lors qu'à toutes les échelles institutionnelles, un seul et unique taux d'évaluation minutarisée, fixé dans sa proportion universelle des 50% brut, remplacera la fameuse usine à gaz -si propice aux injustices fiscales- qui caractérise jusqu'à présent la comptabilité collective. Par sa proximité maximale, la Commune délodiste endossera concrètement sa propre part de responsabilité exécutive, en sa qualité de pouvoir *décentralisé* au plus près des citoyens, pour offrir sur place un concentré de tous les services indispensables à la vie quotidienne, tandis que le Département gèrera les prestations complémentaires nécessitées par l'ensemble micro-régional des Municipalités d'un même territoire, selon le choix de répartition des tâches qu'opèreront les futurs citoyens locaux en fonction évolutive des besoins collectifs habituels, avec les mêmes avantages de transparence des enjeux et de respect de la volonté majoritaire propres au délodisme.

Il faut rappeler ici que les actuelles disproportions palliatives de ces besoins, de même que la plupart des prestations sociales usuelles, ne pourront que disparaître en se positivant égalitairement via la Garantie Citoyenne, sitôt répartis les mêmes droits et devoirs minimaux et vitaux entre tous les futurs Tempérants adultes, dès leur seizième année. Ainsi la vraie démocratie sera-t-elle devenue parfaitement compatible avec la

« centralisation locale » d'un maximum de pouvoirs, ce qui est cohérent avec l'aspect de plus en plus délégatif ou politiquement dépendant des étages géographiquement et démographiquement supérieurs, jusqu'au sommet de la Nation.

8 - Francophonie et Accords d'Association (Titre XIV).

En quatre lignes et demie, les articles 87 et 88 s'intercalent juste avant d'intégrer l'Union Européenne à la Constitution, pour noter que « *la République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage* », et peut également « *conclure des accords avec des États qui désirent s'associer à elle pour développer leur civilisation* ».

Le soutien à la francophonie, le souhait de conforter et répandre la culture française dans le monde, voire de seconder les États désireux de « suivre l'exemple » de la République Française, supposent que cette dernière *soit* démocratique et devienne un modèle digne d'imitation, en tant que fer de lance d'une civilisation faite de valeurs universellement utiles au processus d'humanisation qu'implique la due promotion de la Justice et de la Paix, indépendamment des aspects culturels spécifiques à chaque nation. Or il suffit d'observer la réalité historique et présente de la Françafrique, de la concurrence stratégique internationale sur fond d'intérêts bassement commerciaux ou militaro-industriels, sans oublier la si honteuse allégeance aux intérêts américains ou anglo-saxons de l'OTAN depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, pour une fois de plus constater la contradiction des belles paroles par les actes, le reniement factuel des principes énoncés dans ce Titre, et l'alignement docile d'un peuple qui fut exemplaire aux temps intègres de la politique gaullienne.

Et pourtant, c'est bien d'abord cette même constitution, proposée aux Français par le Général, qui fonde les contradictions en question, via le manque de libertégalité minimale politique induit par le principe électoral « minoritariste », outre l'absence prétempérante de fondation

socio-économique et culturelle au sens démocratique de ces termes. La fragilité structurelle engendrée par ces tares historiques n'a pu que faire le lit des intérêts minoritaires dominants, via la professionnalisation de la classe politicienne, attestant dès lors qu'aucun système de pouvoir personnel ou clanique à verticalité descendante ne peut tenir la route sur la seule foi d'un pilotage guidé par une haute moralité, a fortiori lorsque tout est fait pour que les modalités d'accession audit pouvoir filtrent les arrivistes les plus égocentriques et leurs *trop* riches soutiens (dans le sens libertégalitaire du moindre dépassement permanent de l'équilibre minimoptimaximal). D'où le lien prétempérant inévitable entre les abus de liberté socio-économique, l'absence de démocratie politique, et les violences culturelles induites par les déséquilibres croisés des doubles faces sociétales observées par le biais de ces *Réflexions*.

Á la façon d'un véhicule bricolé, mal construit et déséquilibré, foncièrement dangereux mais temporairement compensé par la conduite exceptionnelle de son concepteur, la V° République n'a pu faire briller la France en tant qu'exemple que grâce à l'intégrité morale ou la haute conscience d'un personnage historique révélé par des circonstances en tout point exceptionnelles, à la suite de quoi les chauffards qui ont suivi n'ont jamais prouvé qu'ils avaient le permis de conduire en poche, dans les sens républicain et démocratique de l'expression. En jetant un coup d'œil dans le rétro, force est d'observer que c'est le respect de l'intérêt majoritaire par un président tout-puissant, à travers le pilotage gaullien de l'engin collectif, qui a correspondu à la grandeur la plus récente de la France en tant que modèle tout relativement digne d'être imité, via une savante mais trop fragile recette faite d'un minimum de justice ou paix intérieure, surtout doublée d'une position internationale d'indépendance ou de non-alignement qui forçait le respect sur la scène mondiale. Mais tout cela n'était qu'historiquement accidentel, au vu de la conformation « accidentogène » de la mécanique institutionnelle, laquelle s'est bien au contraire vue renforcée, tant par les réformes successives des textes, qu'au travers de l'évolution a-démocratique d'un « machin » européen, sans compter l'inconduite des directions prises au fil des présidences qui

ont suivies, sous l'influence oppressante d'un copilotage excessivement libéral et mondialiste.

Ces observations font comprendre que la grandeur d'une nation, et surtout son exemplarité, ne tiennent pas à sa puissance de nuisance, ni au gigantisme de son économie, de son armée, ou de sa démographie, entre bien d'autres signes trahissant l'inanité d'une richesse *excessive*, car tout ce qui constitue une avance authentique sur les autres nations ne peut provenir que des valeurs universelles (re)découvertes à travers la Tempérance délodiste et biéconomique, en tant que vecteurs les plus accomplis de Justice et de Paix, autrement dit de l'*équilibre sociétal*. En effet, quelle que soit la face pyramidale considérée, c'est uniquement en s'approchant de la parité libertégalitaire que l'harmonie, l'équité et le mieux-être ressentis face au résultat peuvent forcer l'admiration au point d'insuffler l'envie d'imiter la recette. Loin d'imposer une culture locale géographiquement et historiquement peu ou prou limitée, une nation ne peut être respectée qu'en s'avérant mieux placée que les autres sur la flèche du bon sens universel des valeurs de liberté, d'égalité *et de leur parfait équilibre*, ce qui suppose que la règle politique, les mœurs socio-économiques, et les valeurs philosophiques, religieuses ou idéologiques de la face culturelle et éducative respectent enfin l'équilibre dynamique pacifié que seul le délodisme biéconomique et tempérant peut garantir. Car par sa nature librement évolutive de simple *proportion* à respecter, l'établissement constitutionnel de cette harmonie quadrifaciale servira de thermostat ou régulateur incontournable face à toutes les surchauffes qui détournent la vie de son sens profond de constant progrès, ainsi que les Terriens de leur quête d'humanisation, de Justice et de Paix.

Sachant que la pacification ainsi obtenue sur chaque face pourra en positiver la nature dans le sens d'un épanouissement majoritaire de plus en plus élargi en terme de pourcentage, l'exportation du modèle via tous les contacts quadrifaciaux imaginables ne pourra que promouvoir l'équité d'une entraide pacificatrice, et stimuler un besoin d'imitation concernant le *fond universel* des valeurs ainsi promues, non pas pour suivre l'exemple d'une France prétendument supérieure dans l'absolu,

mais pour que chaque population s'approprie en toute indépendance le même équilibre pacifique de *libertégalité*, car la « supériorité » véritable n'est rien d'autre que la chance historique d'être en avance sur l'axe universel de l'humanisation, et plus au diapason de la spiritualité d'un Mystère Suprême ainsi temporalisé ou rendu existentiel. Contrairement aux douloureuses relations conflictuelles de l'ère prétempérante, dont la seule obsession consiste à exporter les contradictions entretenues par les surdominations minoritaires, le véritable rôle d'exemple, l'authentique dignité qui « force le respect » dans le concert planétaire des nations, ne demandent aucune autre condition qu'une société elle-même équilibrée ou *libertégalitaire*, afin que chaque citoyen le devienne à son tour, ce que seule permettra bientôt l'application des découvertes et solutions tempérantes développées dans ces *Réflexions*. Tout le reste n'est que la fuite en avant des *anti-logiques* systémiques prétempérantes, la stupide transposition planétaire et aggravée de la pesanteur historique propre à la concurrence vitale, par délinquance minoritaire délibérée et ignorance du potentiel pacificateur du délodisme biéconomique et de la partition-répartition minimoptimaximale respectant notre double nature.

9 - De l'Union Européenne (Titre XV).

Le dernier point développé par la constitution avant l'article final traitant de la révision constitutionnelle est consacré à l'Europe, sur la base du trop fameux traité de Lisbonne, lequel mériterait plus le nom de « traitré » au vu de la haute trahison que révèle sa ratification française parlementaire en déni total de démocratie, deux ans après le « non » au référendum largement exprimé par le peuple concerné, contrastant avec la quasi-unanimité du « oui » des élites et des médias. Le copieux article 88 détaille les modalités de la supériorité européenne sur la souveraineté française, telle que voulue par les divers présidents républicains -mais hélas non démocrates- qui ont activement participé à la mise sous tutelle des nations européennes en tant qu'entités politiques, au profit d'une institution supranationale non élue, (ce qui de toute façon n'eut pas été une garantie démocratique pour autant, et pour les raisons que l'on sait),

via une gouvernance délibérément ultralibérale ou de logique privée, en textes, comme en discours et en actes, avec l'aval d'un Parlement non-représentatif des majorités citoyennes et l'assistance trop empressée de ses équivalents nationaux. Dans le cas français, le Sénat et l'Assemblée nationale peuvent se substituer au peuple en court-circuitant le besoin de référendum, ce qui n'a pas manqué d'être le cas au moment crucial du traité de Lisbonne. Dès lors, la routine fonctionnelle de la mégastructure européenne et de ses clones nationaux, dont la docilité est garantie par l'européisme si opportuniste de la quasi-totalité des sur-dominants, peut imposer les règles mondiales de la concurrence la plus débridée qui soit, toujours plus exonérée des contraintes sociales et fiscales en particulier, pour conséquemment profiter des contrastes ainsi établis en favorisant la maximisation de tous les profits spéculatifs et commerciaux, au prix des (in)conséquences sociétales désastreuses déjà explorées via les analyses quadrifaciales tempérantes.

Comme le démontrent l'évolution des sociétés européennes, le non-sens des interdépendances mondiales, et, s'agissant de la France, le hold-up démocratique de l'imposition du traité de Lisbonne, les divers buts poursuivis par l'Europe ultralibérale sont contraires à l'intérêt des majorités populaires, et dès lors fondés sur l'aggravation constante des déséquilibres sociétaux face aux exigences libertégalitaires de la Justice et de la Paix, ce que corrobore l'absence de toute uniformisation d'ordre politique et fiscal après soixante années de promesses d'union politique, fédéraliste ou autre. Sachant qu'apparemment, cet amalgame informe d'États, d'économies et de sociétés qui restent concurrentes n'a d'autre finalité que de se prolonger en multipliant des emplois technocratiques et politiques qui ont rendu de plus en plus vains ou fictifs leurs pendants nationaux, non sans *sur*-imposer une concurrence socialement déloyale doublée d'un déséquilibrage entre nations contributrices et bénéficiaires nettes, il est clair qu'à cet échelon supranational, l'illégitimité politique déjà présente dans les institutions de chaque pays membre n'a pu que s'éloigner jusqu'aux antipodes des attentes populaires et si impatientes concernant la démocratie, la justice socio-économique, et surtout la juste priorisation majoritaire des politiques, ce qui oblige à préciser ici que

chaque peuple devra accomplir son évolution délodiste et pacifique sans attendre le moindre « signal » ni la moindre initiative de la Commission Européenne dans ce *bon* sens. Enfin, comme précédemment noté lors du décryptage des multiples articles consacrés aux traités et autres accords internationaux, et compte tenu ici du fait que des pouvoirs présidentiels tout aussi illégitimes et minoritaires ont engagé la plupart des peuples européens contre leur gré ou à leur insu, tous les travers et autres risques de connivence politico-économique entre les secteurs public et privé, déjà structurellement encouragés aux échelons nationaux, n'ont pu que croître en s'internationalisant, laissant les Européens patauger dans un interminable sas historique entre les options pourtant complémentaires des logiques nationale et continentale. Il s'avèrera donc indispensable, pour *chaque* peuple, de redimensionner cette mutualisation à la lumière des solutions délodistes et biéconomiques, afin de *filtrer* le meilleur de ce qui peut être conservé et de gommer les excès qui nuisent aux intérêts des *peuples*-membres, sachant que l'universalité des critères d'équilibre libertégalitaires et quadrifaciaux favorisera enfin la mise au point d'une définition *commune* des besoins vitaux de justice socio-économique et politique en particulier, ce qui ne pourra que consolider un socle culturel populaire de nature transnationale et continentale, une néo-citoyenneté élargie à l'échelle européenne, entre des peuples partageant peu ou prou les mêmes valeurs fondamentales, enrichies de la variété des cultures.

S'agissant des Français, les nouvelles orientations politiques et socio-économiques que pourra imposer pacifiquement un peuple devenu délodiste et tempérant se feront accepter au niveau européen par la seule force de leur légitimité, et ce, d'autant plus facilement que la France fut un des principaux États fondateurs de ce projet d'union continentale, et reste indispensable, ne serait-ce que par son importance démographique, à la survie d'une mutualisation « supra-étatique » qui l'a rendue jusqu'à présent plus contributrice que bénéficiaire, alors même qu'une mise en commun n'est justifiée que si elle apporte un *plus* proportionnellement équivalent à chacun de ses participants. En imposant frauduleusement une Europe ultralibérale ainsi dévoyée des intentions pacifiques de sa naissance, les minorités surdominantes ont su empêcher depuis soixante

ans l'avènement d'un embryon de peuple européen, d'une *supranation* continentale, ce qui implique qu'il faudra bien reconstituer de fond en comble ce puzzle informe en laissant d'abord chaque pièce libre de retracer son dessin à dessein et de rehausser ses couleurs affadies par tant de manipulations technocratiques et financières, pour enfin garantir les conditions d'un élargissement volontaire et populaire aussi équilibré que chacune de ses composantes, et respectueux des valeurs universelles tempérantes. Pour l'heure, le droit souverain de toutes les populations concernées leur permettra d'accomplir leur propre évolution délodiste et biéconomique, au rythme spécifique de leur conscientisation, tandis que l'équilibrage des proportions de chaque entité *tempérisée* ne créera plus aucune difficulté de fusion géographique et quadrifaciale, dès lors qu'un même respect de la balance libertégalitaire sera assuré et garantira à *tous* les participants de consolider mutuellement leur idéal d'émancipation, par le biais d'un cadre et d'un mode de fonctionnement de type gagnant-gagnant. Car en contexte de relations internationales, via la pesanteur historique débusquée et rendue maîtrisable par les concepts tempérants, toutes les relations d'État à État sont *de facto* soumises aux mêmes lois d'équilibre socio-économique, politique et culturel que les individus et les groupes constitutifs de chaque entité sociétale, comme cela a pu être assez démontré, faut-il l'espérer, à travers les trois livres d'observation qui ont précédé.

10 - Une Révision à Réviser (Titre XVI).

En guise de « conclusion » bassement technique et toujours plus éloignée des idéaux et principes formulés puis aussitôt contredits dans les premiers articles, le texte fondateur de la V° République se contente de faire un dernier pied de nez à la cause démocratique en n'impliquant *de facto* que le Chef de l'État, « *sur proposition du Premier Ministre* » ainsi que le Parlement, pour oser amender ou compléter cette référence historique selon les opportunités ou les circonstances, hélas sans que l'évolution dudit texte n'ait entraîné la moindre avancée démocratique d'envergure suffisante pour éviter le besoin d'une nouvelle République.

S'il est fait allusion au procédé du référendum afin de seulement valider une retouche constitutionnelle, c'est pour en réduire aussitôt le risque citoyen grâce à la solution du Congrès parlementaire « *à la majorité des trois-cinquièmes des suffrages exprimés* », tout en stipulant en dernière phrase, et non sans quelque ambiguïté, que « *La forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision.* », verrouillant ainsi toute possibilité de restructuration politique d'envergure aux fins d'une démocratisation authentique, alors même que la configuration actuelle tient à 80% d'une quasi monarchie de classe dominante à ravalement de façade quinquennal, ce qui, en ce XXI° siècle, constitue un insuffisant progrès en remplacement d'une personne royale gouvernant seule par héritage de droit divin. D'où la nécessité de produire un nouveau texte enfin capable d'inclure l'ensemble du peuple et de prévenir le moindre risque de déséquilibre entre la Liberté et l'Égalité minimoptimaximales sur les *quatre* faces constitutives de toute société, ce qui sera l'objet des suggestions développées dans les prochains chapitres.

De même que le terme précis et complet de « démocratie » a trop longtemps été usurpé par anticipation, sous l'effet d'un contraste tout relatif vis-à-vis des multiples systèmes autocratiques passés et présents, l'appellation de « République » s'avère à 80 % frauduleuse en situation de pseudo-démocratie, car la « chose publique » doit être par définition le Bien Commun et suprême partagé à égalité entre tous les citoyens, faute de quoi, précisément, les pouvoirs de la société se privatisent dès lors qu'ils n'appartiennent qu'à une minorité, instituant une violence de nature systémique sous l'apparence d'une paix imposée d'en haut, et constamment sur la base des inégalités socio-économiques et culturelles qu'induit le dépassement de la liberté sur l'égalité vitale. Aussi disruptif qu'ait pu paraître ce réel progrès en son temps, la pseudo-démocratie républicaine, électorale, partisane et à pouvoir vertical descendant, est devenue obsolète et historiquement contreproductive face aux besoins et *droits universels* réclamant la garantie sociétale d'une Justice et d'une Paix maximales. Il faut ici en déduire qu'une République digne de cette noble appellation ne peut qu'être démocratique, dans le sens désormais tempérant de ces deux termes, faute de quoi il ne peut s'agir que d'une

pseudo-république ou pseudo-démocratie constitutionnellement bancale ou déséquilibrée, chapeautant une socio-économie tout aussi injuste, ce qui, en termes de centrage rotatif de notre roue sociétale, ne réalise qu'à moitié, si ce n'est plutôt seulement à 20%, les engagements de 1789 en matière d'émancipation politique résultant des Lumières.

Toutes les crises démocratiques observables depuis des années, en France comme ailleurs, témoignent de la fin de l'ère prétempérante, doublée de l'attente d'un tout autre modèle sociétal qui ne sera pourtant que l'aboutissement logique et pacifique de l'Histoire, et si la présente remise en cause de la V° Constitution républicaine française a de quoi choquer en bouleversant un cadre si rassurant par certains côtés, il faut être conscient que les violences et les injustices dérivant de ce système dépassé sont devenues insupportables en portant atteinte à la dignité et aux besoins *sociétalement vitaux* de 70 à 80% des citoyens, non sans aliéner également tous les autres d'une manière plus subtile. Dès lors, les innovations délodistes ne sont que les instruments politiques d'une libération positive face aux inégalités vitales qui nourrissent la violence, offrant *la* recette structurelle, tempérante et équilibrée, propre à garantir la paix civile, et ce, quelle que soit l'apparence radicale des réformes de fond qu'il faudra tôt ou tard oser accomplir, en particulier vis-à-vis de la classe des politiciens et autres sur-dominants qui se sont ainsi accaparés le Bien Public par défaut d'équité constitutionnelle. Á l'instar de tant de vieux métiers qui ont pu s'épanouir à telle ou telle époque lointaine, voire pendant des siècles, avant de devenir plus ou moins soudainement inutiles en raison des progrès technologiques les plus spectaculaires de l'Histoire, apparus sur les faces culturelle et socio-économique, l'utilité commune des professionnels de la politique s'avèrera caduque via les progrès à la fois conceptuels et techniques du délodisme biéconomique et tempérant, obligeant ces citoyens pleins de ressources à se reclasser sans difficulté dans de nouvelles activités, sans autre limite de réussite méritée que le respect de la proportionnalité universelle et objective de la partition-répartition biéconomique, tandis que cette indispensable et urgente adaptation donnera l'occasion de révéler les esprits dominants sincères et supérieurement conscients face aux prédateurs délinquants

qui ont fait dériver la V° République en quasi dictature euro-centriste de confession ultralibérale. Car pour les uns comme pour les autres, la récréation ne sera jamais finie, mais tout simplement réduite sur la juste moitié de la cour commune, en proportion identique du préau sécurisant qu'une civilisation accomplie doit garantir à chacun de ses citoyens, en concordance avec une double nature humaine, individuelle *et* sociale, enfin respectée à parts égales, ou autrement dit, dûment libertégalitaires. L'évolution tempérante s'apparentera donc à un processus d'apaisement généralisé, obtenu par la seule force de la raison, de la compréhension des conditions objectives de l'Histoire, via la science et sa connaissance des interrelations humaines quadrifaciales, pour dépasser les contraintes subjectives qui ont si longtemps dicté nos comportements instinctifs en favorisant l'injustice et ses violences, et dont la présente Constitution française se fait hélas la complice, au même titre que n'importe quelle autre structure politique prédélodiste. Napoléon lui-même avait anticipé de tels progrès, puisqu'à en croire sa citation aux éditions du Huitième Jour, « *Il n'y a que deux puissances au monde : le sabre et l'esprit ; à la longue, le sabre est toujours vaincu par l'esprit*. » Il suffit de remplacer -ou hélas, compléter !- le sabre d'antan par l'argent d'aujourd'hui pour comprendre que seule la juste Raison peut venir à bout de la violence, à condition de se transformer en science ou connaissance aussi pertinente qu'opérationnelle, pour accoucher d'une nouvelle mentalité collective et de nouveaux comportements individuels, tout en restant bien entendu toujours perfectible à plus ou moins long terme.

De l'analyse tempérante de cette constitution particulière, il faut retenir que la cause universelle de la violence peut se résumer d'une part à un défaut d'universalisme égalitaire minimal sur les quatre faces de la pyramide sociétale, et d'autre part, au débordement historique naturel de la liberté sur l'égalité vitale, sachant que ce sont là les deux côtés d'une même « anti-médaille » d'inhumanité, cette si *plombante* pesanteur qui ralentit, stoppe ou fait régresser une quête humaniste aussi inconsciente qu'irrépressible. Le défaut d'universalisme, c'est l'absence d'intégration citoyenne minimale de tous les adultes d'une même société à hauteur de 50% de chacune des quatre faces sociétales, sur une base strictement

égalitaire et vitale (y compris politico-culturellement) propre à fédérer les individus en société, condition préalable à toute *identité* commune, dans le sens d'un partage d'*identiques* besoins *sociétalement* évolutifs. Cela suppose la répartition citoyenne universelle de la partition entre Domaine Public et Domaine Privé en proportion libertégalitaire de 50%, faute de quoi le moindre débordement chronique de la liberté privée ou individuelle sur l'égalité publique ou sociale définit une violence, une délinquance objective, une erreur de calcul, un défaut d'intelligence, une faute morale face à la Spiritualité qui nous anime, dont l'effet est non seulement de porter atteinte aux droits vitaux et légitimes d'autrui, mais plus encore de dénaturer la « liberté » ainsi rendue excessive, d'en *négativiser* le fond en proportion directe de sa violence formelle. Dans ce cas historiquement inévitable jusqu'à ces *Réflexions*, l'exploitation, la discrimination, et l'exclusion sont l'expression d'un manque instinctif d'universalisme, puisqu'une concurrence vitale divise potentiellement tous les citoyens, sans aucun plancher de sécurité, induisant le tout ou rien de parcours individuels, familiaux ou collectifs dès lors fondés sur la violence et son miroir de contre-violence. Par ce défaut d'intégration universelle minimale, la nation n'est qu'un semblant de société dès lors que rien n'est assuré d'être partagé par tous de façon libertégalitaire (ou minimale et suffisante), et le dépassement des proportions d'équilibre s'avère inéluctable, au point d'empêcher chaque citoyen de comprendre et d'apprécier l'universalité vitale et objective de la famille humaine, en suscitant maints critères subjectifs définissant autrui comme concurrent, étranger ou ennemi, dans toutes les acceptions possibles de ces termes. Or, si la règle du jeu édictée par la constitution n'établit aucun plancher apte à couvrir les quatre dimensions sociétales, et a fortiori sur le plan politique qui la concerne plus directement, l'injustice et l'illégitimité se trouvent formulées et proclamées en toutes lettres, en lieu et place d'un contrat social digne de ce nom.

11 - Du Pouvoir à l'Autorité.

De même que chaque être humain possède sa propre dimension politique supposément souveraine à la moindre occasion de délibération ou de choix d'action, pour opérer un tri, une discrimination (positive, celle-là !), définissant sa liberté et lui faisant endosser la responsabilité qui va de pair s'agissant du résultat et de ses conséquences, le pouvoir sociétal « s'extériorise » par l'Autorité et se concrétise via le respect de celle-ci, ce qui suppose donc un ressenti de légitimité minimale, non pas imaginaire ou subjectif, comme on pourrait le croire, mais bel et bien fondé sur une réalité quotidienne observable à travers les conditions de vie subies ou choisies, tant matérielles que sociales ou culturelles. Dès lors, toute incohérence « vitale » entre ces dimensions et l'organisation politique de la société (via le non-respect de l'équilibre libertégalitaire), impliquant progressivement une proportion critique d'un peuple donné, se traduit par la montée des violences civiles et la généralisation d'une contre-violence sous forme de désobéissance, d'incivilité provocante et autre remise en cause de toute forme d'autorité, dont l'ampleur mesure autant le degré de corruption des élites que l'illégitimité des pouvoirs pour cause d'injustices et d'abus devenus trop flagrants. « *Si les crimes et les délits augmentent, c'est une preuve que la misère s'accroît, que la société est mal gouvernée. Leur diminution est la preuve du contraire* », comme l'a très justement constaté le célèbre fondateur du Code Civil, cité dans l'opuscule précédemment mentionné (à cette nuance près que c'est au peuple lui-même qu'il revient de *se* gouverner, afin de ne plus avoir de raison de s'auto-détruire en réaction à quelque *sur*-domination).

Cette déliquescence finit par contaminer toutes les activités de la société en question, ou plutôt *remise* en question, en particulier dans le domaine de l'éducation familiale et scolaire, dont le rôle est primordial, car culturellement reproductif via la transmission intergénérationnelle. En effet, corroboré par l'influence croissante des contradictions d'une société devenue décadente jusqu'au cœur du cercle familial et de chaque

établissement éducatif, le « hiatus vital » déjà souligné entre les valeurs transmises et la réalité sociétale observable et subie atteint un tel degré de mensonge que la fonction éducative en devient impraticable, au point de faire perdre la vocation aux *hussards noirs* de la République les plus dévoués, tandis qu'en guise d'adaptation, les pouvoirs se contractent et se raidissent, ce qui se traduit pour les enseignants par l'oppression et le harcèlement administratifs, et à l'extérieur des établissements, par une vaine sécurisation policière que ridiculise l'impuissance de la justice. La corrélation si patente entre le mono-systémisme ultralibéral, le pseudo-démocratisme qui lui sert d'habillage politique et la mode actuelle d'un irrespect général face à chaque degré d'autorité se trouve enfin élucidée plus logiquement que jamais par la ligne directrice de cette exploration constitutionnelle tempérante, en l'attente de progrès ultérieurs toujours bienvenus.

Fort heureusement en effet, face à la dépression collective d'une perte de *sens commun*, sur fond de désintégration sociétale aiguë, les solutions proposées depuis le début de cette recherche se trouvent une fois de plus confortées par l'observation attentive des textes constitutifs de l'actuelle République Française, ce qui correspond à l'attente fébrile d'un peuple particulièrement politique, car épris de justice sociale, et dont la lucidité humaniste avait besoin d'une formulation universaliste, dès lors transposable aux citoyens du monde entier au fur et à mesure de leur conscientisation vis-à-vis des si nombreuses formes de domination abusive qui forgent les premiers maillons de toute violence. On peut dès lors comprendre à quel point la paix sans la justice n'est qu'un désordre croissant engendré par quelque surdomination minoritaire, dont le seul résultat possible à terme nourrit la contre-violence de l'irrespect face à toutes les formes d'autorité, surtout lorsque les plus centralisées d'entre elles s'avèrent aussi corrompues qu'illégitimes, en contradiction patente et tôt ou tard explosive vis-à-vis de leur apparente légalité.

Reste à construire « le monde d'après » tant attendu, en tenant compte des observations ajoutées par ce chapitre ô combien révélateur des ornières à éviter pour que l'Humanité puisse s'offrir un *Great Reset*

citoyen, à coup sûr plus authentique et cohérent que le rêve éveillé de quelque gouvernement mondial imaginé depuis les sommets enivrants de toute position socio-économique, culturelle ou politique dépassant les bornes de la décence au-delà de l'équilibre libertégalitaire, sachant que cette équation universelle définit les conditions vitales de la Paix pour tout être vivant en société, la Justice apparaissant comme le fondement préliminaire qui différencie en degré notre Humanité de toutes les autres espèces terrestres.

Février 2022

Réflexions Géométriques 3

Les Conditions Universelles de la Justice et de la Paix.

1 - Principe Existentiel Objectif de Binarité-Dualité Paritaire.

Bien que toute « existence » suppose l'association d'un espace à *trois* dimensions complété par la quatrième vectorisation du temps, et en attendant d'introduire cette dernière en tant que dynamique, il est bon de rappeler que, même d'un point de vue strictement statique, la binarité-dualité constitue la caractéristique première de la « réalité » matérielle observable par les sens, ou même mentale à travers la finalisation duale d'un choix, comme il a déjà pu être constaté à maintes reprises au fil de cette recherche, et a fortiori s'agissant de l'ensemble des êtres vivants. Que l'on considère une simple feuille d'érable, ou la charge magnétique positive ou négative d'un électron, voire tous les exemples déjà listés dans les réflexions tempérantes qui précèdent, les trois dimensions de l'espace semblent décidément devoir se concentrer en deux dimensions prépondérantes, aussi opposées que complémentaires, aux dépens de la troisième, dont le rôle apparemment secondaire ne consiste dès lors qu'à

associer utilement les deux premières, à la façon de la très fine tranche unissant les deux cotés d'une même médaille. Ainsi, la géométrie de la matière en tant qu'espace s'organise selon un axe prépondérant binaire peu ou prou assimilable à un *plan* d'ordre vertical, horizontal ou latéral, via deux « côtés » principaux ou faces dominantes, ce qui participe de l'aspect rectiligne et géométrique systématique de l'Existant, définissant une symétrie foncièrement égalitaire, quoiqu'en effet inversé de miroir, de part et d'autre de chacun des axes tridimensionnels, du moins *en situation d'équilibre fonctionnel*. Le corps humain n'est-il pas lui-même l'expression de cette binarité vitale intrinsèquement symétrique par sa spatialisation entre le dos et le devant du tronc selon l'axe des épaules et du bassin, complété orthogonalement par les *couples* indispensables des bras et des jambes, la rondeur, hélas parfois abusive, n'évoluant qu'avec le temps, non sans impliquer des effets physiquement et organiquement déséquilibrants dès lors que cette symétrie égalitaire minimale n'est plus respectée ? Si l'on peut bien sûr objecter que l'on n'a qu'un seul nez, celui-ci n'en possède pas moins deux narines, tandis que notre bouche unique se subdivise en deux lèvres et deux maxillaires *égalitairement* indispensables et qu'une langue bifaciale en maîtrise l'espace intérieur, permettant à chacun de se nourrir et de s'exprimer. De la même façon, indépendamment de toute société ou culture, la binarité-dualité *naturelle* répartit les humains en deux sexes aussi différents que complémentaires, ce que confirment les exceptions statistiques de rares cas indéterminés laissant dès lors un libre choix d'identité sexuelle, cas dont l'originalité accidentelle par rapport à la norme binaire procure autant d'avantages que d'inconvénients. La « non-binarité », en tant que mélange ou autre ambiguïté impliquant substantiellement -et très partiellement- les *deux* éléments ou natures d'une binarité-dualité quelconque, sans pour autant définir la moindre « ternarité » essentielle ou fonctionnelle, n'est que la la confirmation accidentelle et ultra-minoritaire de la règle en question, n'en déplaise à la mode culturelle actuelle qui prétend remettre en cause cette loi existentielle physique et physiologique, dans des disproportions qui révèlent surtout le malaise vertigineux propre à tout effondrement sociétal.

Cette binarité-dualité, ainsi que les interférences qui la rendent active et apte à *se* compléter en une entité vitalement *sensée*, se trouvent bel et bien présentes en toute chose, et plus particulièrement concernant les dimensions matérielles, plus physiques ou spatiales que temporelles, à l'instar du socle pyramidal écologique d'une société humaine et de ses faces sociale et économique, lesquelles ont une consistance de nature plus palpable et concrètement définie que les faces croisées culturelle et politique de cette même pyramide sociétale, tant ces dernières s'avèrent essentiellement immatérielles et nettement dépendantes du *temps* pour leur évolution. Ainsi l'existence semble-t-elle conditionnée par le face à face interactif des deux côtés d'un même « objet », définissant aussitôt leur complémentarité, leur indissociable destin commun, rendu solidaire par la troisième et discrète dimension qui les soude. Les interrelations bifaciales subséquentes sont inévitablement réciproques tout en étant le plus souvent alternées, ce qui les rend précisément complémentaires au lieu de les opposer vainement, sauf lorsque l'intérêt vital commande la simultanéité fonctionnelle. S'agissant du corps humain, par exemple, il est clair que les yeux, comme les oreilles, « travaillent » en simultanéité pour assurer la vision tridimensionnelle ou l'audition en stéréo, alors que les ovaires ou les testicules ne fonctionnent qu'alternativement, la nature ayant adapté au mieux son évolution physiologique dans le sens d'un perfectionnement d'ensemble toujours constant à long terme pour toute espèce durable, en dépit du caractère périssable ou des variations accidentelles des individus. Dès, lors, qu'il s'agisse-là des deux faces ou dimensions principales d'une même entité concrète ou abstraite, ou des interrelations fonctionnelles et autres « forces » ou énergies associant ou opposant deux entités objectivement nécessaires l'une envers l'autre (et réciproquement), la binarité-dualité en cause suppose une forme ou une autre d'*équilibre paritaire*, d'égalité existentielle fonctionnelle ou vitale par annulation mécanique des déséquilibres, ou situations de violence, et ce, tout autant en contexte « statique » (fut-il théorique) qu'au travers de la dynamique qu'impose une évolution temporelle. Sitôt qu'*une* entité, fonction ou relation, matérielle ou non, implique *deux* « éléments », la nature existentielle de l'Univers semble aussitôt produire une *symétrie* fondamentale statique si l'on imagine une photo, voire une *balance* tout

aussi fondamentale, mais dynamique, pour peu que l'on filme la même binarité-dualité dans la durée, ce qui, dans les deux cas, développe une égalité objective ou parité naturelle vitale, particulièrement observable dans les dimensions plus matérielles ou « spatiales » que spirituelles ou temporelles de l'Existant. Les forces ou poussées contraires décrites par le principe d'Archimède, comme les équilibres dynamiques répartissant les planètes et autres satellites dans l'espace, sont autant d'exemples de cette binarité-dualité fondamentale multipliable à l'infini.

La binarité-dualité définit donc une *double nature* existentielle que l'on retrouve sans surprise à l'échelon de toute société digne de ce nom, via la trop fameuse équation reliant chacun d'entre nous à divers niveaux de communautés possibles, et aboutissant au schéma pyramidal croisant les quatre faces sociale, économique, culturelle et politique qui ont permis de rationaliser ou d'universaliser les multiples observations tempérantes, au point qu'il paraît désormais impossible de contredire la double identité, individuelle *et* sociale de chaque être vivant en groupe, quel qu'en soit le « règne » biologique, tandis que même les minéraux se trouvent magnétiquement « activés » via l'antimatière de leur nature secondairement ondulatoire, et plus encore assujettis aux lois d'équilibre des forces ou énergies physiques, statiques comme dynamiques, mises en évidence par les développements de la science.

Or, si, par nature et par position en vis-à-vis, les deux côtés de toute entité bifaciale sont intrinsèquement différents afin de se rendre parfaitement complémentaires, cela ne peut être fonctionnel et équilibré qu'en respectant le principe paritaire d'une stricte *égalité formelle*, dans les deux sens de cet adjectif. Quelles que puissent être les textures et les fonctions de chacune des faces d'une feuille d'érable, ces dernières sont naturellement obligées de se correspondre parfaitement sur la ligne de jonction qui définit leur soudure extérieure, sculptant ainsi le contour fort variable -et si esthétique- d'une seule et même feuille apte à vivre son destin et participer à la croissance de son arbre sociétal. La parité ou *égalité de proportion* entre les deux éléments que définit la *binaturalité* (ou double nature) s'impose donc comme la condition *sine qua non* de

toute existence, de tout équilibre vital, de toute optimisation dynamique propre à maximiser l'expérience spirituelle de l'antimatière via la fragile contrainte d'une matérialité condamnée par l'entropie. Dans la mesure où la binarité-dualité semble ainsi conditionner l'existence, il va de soi que l'Univers, à travers toute son évolution, depuis sa plus petite échelle subatomique jusqu'aux équilibres intergalactiques, ne peut que suivre la loi de l'égalité ou parité bifaciale, ou binomiale, en tant que processus naturel d'équilibrage des forces en jeu, autrement dit d'apaisement des relations binaires ou duales correspondantes, sachant que cette logique se diffuse sans limite au gré de la multiplication des entités individuelles concernées, via leurs interrelations géométriquement complexifiées. Au sein de cette évolution, la sélection naturelle implique la disparition plus ou moins *violente* des erreurs éventuelles, pour ne conserver que ce qui est en phase avec la loi d'équilibre stabilisant toute binarité-dualité via la parité-égalité qui en constitue le corollaire de proportionnalité vitale. Il s'agit-là d'un jeu de principes existentiels « objectifs », dans le sens d'indépendants de toute volonté de nature historique propre à quelque être vivant que ce soit, car cela régule mécaniquement, tôt ou tard, les moindres décalages dans l'équilibrage correspondant, concrétisant ainsi le constant processus de perfectionnement et d'émancipation ordonnée inhérent à tout l'Univers dans l'orientation de sa finalité, autrement dit le « bon » sens commun et suprême de la fameuse Flèche reliant, le plus directement et pacifiquement possible, l'Axe pré- et post-historique du Mystère qui précède et suit chaque vie « particulière ». C'est ainsi que l'on retrouve l'image élémentaire des deux jambes d'un même individu se tenant debout, dont la condition optimale d'équilibre statique suppose bel et bien la parité ou l'égalité des deux membres porteurs, au travers d'une commune identité *différenciée* par la nécessaire symétrie de leur positionnement en miroir, faute de quoi la marche devient douloureuse et tous les éléments osseux, circulatoires et musculaires impliqués se détériorent prématurément jusqu'à la rupture pathologique. La binarité-dualité et sa « parité de proportionnalité » définissent et conditionnent donc l'existence en tant que garanties *sine qua non* de fonctionnalité, de pérennité et de perfectionnement via la dynamique du temps. L'essentiel se joue dès lors en passant du chiffre *un* à son *double*, de l'unité à la

dualité, tout le reste n'étant que la déclinaison géométrique d'une même logique, ce que traduit toute relation d'harmonie, a fortiori amoureuse ou musicale, démontrant à quel point l'opposé de la solitude, loin d'être la multitude, peut toujours se résumer à la « duettude », sans rien perdre de fondamental en termes de sens vital, ni d'accomplissement optimal. Dès lors, la binarité-dualité concrétisant la double nature *objective* de toute entité selon les trois axes de l'espace, ou même de toute relation entre deux ou une infinité d'entités, détermine et implique une symétrie ou parité vitale qui conditionne son équilibre statique ou dynamique, et n'est autre qu'une forme de « justice matérielle » résolvant toute forme d'inéquation ou violence d'ordre minéral ou organique. La « paix des choses et des êtres », depuis l'atome jusqu'aux galaxies, est donc fondée sur le tout premier maillon d'une forme ou une autre de parité binaire ou duale, de symétrie fondamentale, ou d'égale proportionnalité binomiale.

2 - Principe Existentiel Subjectif d'Historicité.

Les trois dimensions de l'espace, tassées principalement en *deux* suivant la loi naturelle d'une binarité-dualité rendue fonctionnelle par sa parité de proportionnalité, correspondent à l'instantanéité incomplète d'une photographie très réductrice, puisque la quatrième dimension du temps est indissociable de toute existence, autorisant et conditionnant une *évolution* marquée et délimitée par les fameuses parenthèses d'une forme de naissance et de mort, via l'entropie ou dégradation de toute matérialité « spatiale », fort heureusement compensée par la propension inverse d'une antimatière aux propriétés pré- et post-historiques en tout point mystérieuses. Cette dimension temporelle et évolutive introduit les données immatérielles que forment la conscience, la raison, la liberté et l'innovation, autrement dit, la connaissance intuitive *et* logique issue d'expériences liées à des situations usuelles ou nouvelles physiquement et intellectuellement ressenties, sur la base de réflexes vitaux dictés par les circonstances, mais aussi, et surtout, d'observations, de réflexions et d'intuitions plus ou moins innovantes qui caractérisent en particulier l'adaptabilité et la créativité du vivant ou du biologique. C'est en effet

de l'expérience du temps que provient la mémoire, réflexe ou sollicitée, et l'acquisition subséquente de la conscience et de la culture propre à tous les êtres vivants jouissant d'autonomie, selon des degrés très divers concernant les catégories toujours pertinentes, bien qu'aux *limites* assez relatives, du végétal, de l'animal et de l'humain.

Rapportée à ce dernier, cette quatrième dimension, temporelle et dynamique, suscite principalement la construction des faces culturelle et politique de chaque pyramide individuelle, et a fortiori sociétale, dans des proportions de conscientisation supérieures à celles des autres êtres vivants sur la Terre, puisque le propre de la culture est de s'accumuler et de s'enrichir par l'expérience vécue qu'autorise le temps, tandis que sur la contre-face symétrique de cette connaissance et de ce raisonnement, le *pouvoir* d'agir définit à la fois la *liberté* d'action et l'infinie créativité de l'espèce humaine. Ainsi, complétant l'existence physique unitaire et collective du social, en tant qu'individus regroupés sur l'espace défini d'un socle pyramidal donné, indissociable de la contre-face économique qui matérialise sa survie et son développement par la transformation et la consommation vitale des ressources disponibles, la flèche temporelle suscite l'existence d'ordre plus immatériel des dimensions culturelle et politique permettant aux humains d'apprendre et de *savoir*, dans le but supposé de toujours mieux réfléchir, agir et *pouvoir*.

Á l'inverse des conditions objectives ou naturelles définissant la dualité bifaciale socio-économique, il s'agit ici d'un principe existentiel d'ordre éminemment *subjectif*, car dépendant de la *prise de conscience* et du *respect* volontaire des contraintes objectives de l'existence, dont la pesanteur socio-économique est un exemple si crucial pour l'Humanité. C'est en effet par la connaissance et l'expérience que la conscience de tout être vivant peut évoluer, de façon intuitive *et* réfléchie, selon un degré très variable d'une espèce vivante à l'autre, ainsi qu'en fonction du temps qui passe, si ce n'est même du temps qu'il fait ! L'autonomie individuelle de toute entité biologique lui procure, par l'expérience du temps, la liberté d'un pouvoir d'action effectif sur elle-même et tout ce qui l'entoure, et donc une responsabilité sur son destin, tandis que cette

créativité sera plus ou moins pertinente selon le degré de compréhension du réel par la conscience, induisant l'erreur, la faute, l'injustice et donc la violence via une forme ou une autre de mort relative ou absolue, sitôt que le dépassement de la loi d'équilibre bifacial s'opère historiquement, ce qui résume le caractère éminemment initiatique de toute vie dans sa durée, s'agissant d'individus « solitaires » ou regroupés en société.

Car la nature intrinsèquement « subjective » de cette double-face culturo-politique, individuelle ou sociétale, a pour effet d'induire, en contrepartie de notre liberté-responsabilité, maintes occasions d'erreur de jugement, de fausse opinion et d'action maladroite qui témoignent de notre incompréhension relative des tenants et aboutissants de chaque enjeu, prouvant à quel point seule la science, aussi objective et dès lors universelle que possible, met la conscience en *phase* avec la réalité des lois naturelles, de leurs forces et de leurs énergies, autorisant ainsi un comportement politique sain, juste, exact et positif, des décisions et des actions compatibles avec la justesse technique et la justice morale ou « spirituelle » de tous les équilibres dynamiques et objectifs en jeu.

Par son cours impossible à stopper, le *temps* complète donc la double face socio-économique de toute entité vivante, individuelle ou agrégée, par la binarité-dualité transversale du culturel et du politique, définissant ainsi la fameuse pyramide et ses quatre faces évolutives sur la cinquième (ou plutôt première, car primordiale !) dimension terrestre d'un socle tout aussi vivant et changeant au gré de sa propre Histoire. L'historicité de principe qui en découle s'applique certes à chaque vie individuelle sur son bref parcours terrestre, mais plus encore, et de façon toujours plus complexe, aux *sociétés* végétales, animales et humaines, dont les constructions, quadrifaciales d'une manière ou d'une autre, ont pour but la préservation et le développement de la vie de chaque espèce, en dépit de la fragilité des individus.

Il apparaît dès lors que toute erreur fondamentale d'appréciation culturelle ou d'action politique provient, directement ou indirectement, de l'irrespect du principe de l'égalité binaire ou duale décrit plus haut,

autrement dit, de l'ignorance de l'identité symétrique bifaciale qui fonde la réalité matérielle formelle de l'Existant et relie tous les êtres vivants aux objets d'apparence inanimée, unifiant ainsi les lois physiologiques, psychologiques et morales des sciences humaines aux lois physiques et mathématiques des sciences « dures », sachant que le résultat immédiat ou différé du plus petit déséquilibre historique chronique et cumulatif affectant cette égalité-parité binomiale fondamentale n'est autre que *la* violence *objective* en elle-même, sous toutes ses formes imaginables, vue en tant que divagation ou éloignement par rapport à l'axe pacifique et égalitaire vital, induisant dès lors mécaniquement les forces opposées de contre-violences tout aussi excessives. De même que les planètes et leurs constituants minéraux se rééquilibrent violemment sitôt qu'une inégalité de force ou d'énergie rend ces immenses entités incompatibles, dans le but de retrouver au plus tôt la parité universelle mise à mal, les sociétés biologiques *tendent* à faire la paix par la violence, mais aussi et surtout produisent et entretiennent cette dernière, faute d'avoir identifié les conditions universelles de l'égalité binaire fondamentale telles que la pensée tempérante permet enfin de les définir, en tant que seule façon de délimiter la frontière autorégulatrice constante entre la liberté subjective et l'égalité objective, au diapason des intuitions et vérités réunissant le meilleur des sciences, des philosophies, des arts et de la Foi Spirituelle trans-religieuse, sachant par ailleurs que l'unique recette évolutive n'est autre qu'une question de proportionnalité égalitaire de nature binomiale ou bifaciale, sur chaque axe définissant un couple d'éléments *de facto* interdépendants ou co-déterminants, au sein même de l'indivi*dualité*.

La condition la plus fondamentale de la Paix suppose donc le respect scrupuleux de l'égalité-parité binaire ou duale dont la partition-répartition biéconomique constitue la base matérielle et sociale vitale, tandis que le délodisme politique et sa tempérance culturelle en forment l'expression intellectuelle sur les doubles faces croisées de la pyramide sociétale. Ces innovations permettent aussi, pour la toute première fois de l'Histoire, et de façon systémique, de définir aussi objectivement que possible la justice morale et universelle commune à toutes les cultures de la planète, en même temps que la justesse, l'efficacité et l'efficience

optimales de la gestion socio-économique et écologique des sociétés de l'avenir tempérant. Loin d'être les fruits d'une utopie sociétale apparue *ex-nihilo*, toutes ces observations et innovations indispensables ne sont que la suite logique de l'évolution historique collective qui caractérise le processus d'émancipation et de développement des humains, en parfaite continuité sur le chemin universaliste et humaniste des Lumières et des idéaux de Justice et de Paix qui différencient la *véritable* démocratie de toute forme de désordre plus ou moins animal, (au sens d'ordre violent de quelque loi de la jungle), sans aucunement exclure le besoin constant d'évolution historique. Cela fonde la nature éminemment scientifique des conditions culturelles et politiques de la Justice et de la Paix via une définition moralement *objective*, car universelle, quelles que soient les formes culturelles et contingentes de tout lieu ou toute époque, attestant la découverte de la puissance des lois physiques en matière de sciences humaines, et l'obligation subséquente de respecter les principes précités de binarité-dualité croisée et de parité-égalité sous forme de proportion rigoureusement identique entre les deux éléments constitutifs de chaque couple fonctionnel. La violence et l'injustice de nos sociétés, sous leurs innombrables formes de discrimination sociale, de surexploitation ou d'exclusion économique vitale, de manipulation, ségrégation culturelle ou toute autre soumission politique, s'avèrent dès lors historiquement et *objectivement* illégitimes en tant que dépassement *irrespectueux* de ces lois d'équilibre et des principes universels précédemment énoncés, eux-mêmes largement corroborés par les sciences dures, en particulier dans les domaines de la géométrie, de la physique et des mathématiques via l'algèbre, et ce, en totale concordance avec les approches plus intuitives, mais non moins pertinentes, des arts, de la philosophie, de la théologie, voire de toute réflexion ou action en quête d'universalité équilibrant la liberté et l'égalité d'*abord* entre elles-mêmes, en tant qu'objet culturel *et* politique définissant l'être, l'esprit ou l'âme de toute entité biologique individuelle ou agrégée dont l'expérience ne s'enrichit qu'avec le *temps*.

C'est également l'Historicité qui transmettra aux néocitoyens de l'avenir l'héritage actualisé des nombreuses avancées ayant précédé les solutions délodiste et biéconomique, puisque les innovations proposées

au fil de ces *Réflexions* ne font que réorganiser et rationaliser le corps social en incluant enfin ses quatre dimensions incontournables, suite aux évolutions en particulier culturelles, scientifiques et technologiques les plus récentes, lesquelles impliquent une mise à jour constitutionnelle en concordance avec l'universalisme républicain et démocratique proclamé à Paris en 1789, en lui procurant désormais les *moyens* de s'appliquer partout, pour enfin répondre à la soif de justice et de liberté caractérisant tous les peuples. Ainsi, à l'instar de ce qui a pu être observé concernant la réalité « matérielle » socio-économique dans la section précédente, la dimension culturelle et politique des humains, a priori plus abstraite, intuitive ou subjective, ne peut s'équilibrer, progresser, et donc s'apaiser via l'expérience du temps, qu'en rationalisant les concepts et besoins moraux de justice ou d'équité grâce à la science, à la compréhension et au respect des conditions objectives de la parité bifaciale définissant et régulant l'Existant, ce qui ne peut que corroborer la thèse tempérante du délodisme biéconomique.

3 - Principes de Double Nature et de Proportionnalité Pyramidale.

La binarité-dualité existentielle « matérielle et spatiale » *stricto-sensu*, telle que décrite en Section 1, se trouve donc immanquablement doublée et *croisée* par la co-binarité-dualité existentielle « spirituelle et temporelle » résultant de la quatrième dimension dynamique propre à l'Histoire, laquelle vient d'être rappelée pour son effet déterminant sur l'évolution de la conscience et de la connaissance par l'expérience, ainsi que sur la liberté et le pouvoir d'action qui en constituent le corollaire, s'agissant en particulier des individus, en tant qu'organismes ou entités biologiques suffisamment « autonomes ». Ce croisement de nature quasi orthogonale entre le temps et l'espace définit donc une *double* dualité ou binarité, et dès lors une *réalité complète* de type peu ou prou pyramidal, puisque, du moins à l'échelle intermédiaire de la croûte terrestre et de l'humanité, la finitude individuelle, sociétale, locale ou même planétaire impose une forme ou une autre de limite interdisant aux quatre côtés de rester indéfiniment verticaux et parallèles deux par deux. De fait, toute

existence individuelle suppose une frontière spatiale la différenciant de ce qui serait autrement un amalgame physiquement informe et infini, cette frontière lui donnant « corps » au sein d'une enveloppe distinctive, non sans lui procurer simultanément une existence immatérielle en tant que conscience, esprit, ou âme à l'expérience unique. La limitation de volume ou de taille qui individualise toute chose et tout être oblige dès lors à rapprocher inévitablement les quatre pans croisés deux par deux, quelles que soient l'échelle et l'entité considérées, sachant que même les minéraux et autres corps inanimés montrent un certain degré d'existence spirituelle atrophiée, via l'antimatière et leurs propriétés ondulatoires ou magnétiques. La double nature est donc elle-même toujours déclinable sur deux axes orthogonaux, tandis qu'un degré très variable de finitude obligatoire détermine le niveau de jonction des sommets triangulaires constituant la moindre individualité, ce qui assimile *formellement* celle-ci au schéma pyramidal objectif *et* subjectif du corps et de l'esprit, ou de la matière et du temps, dans les sens les plus larges et universels de ces quatre termes.

Chaque entité individuelle, en particulier biologique, se trouve ainsi spatialisée *et* temporalisée dans un mouvement unique impliquant historiquement une « naissance », un développement, une maturité, un vieillissement et une « mort », du moins selon les apparences, et chaque être humain constitue une micro-pyramide incluant tous les ingrédients mentionnés ci-dessus, en tant qu'embryon ou unité de base sociétale. De fait, dans ce cas, l'existence individuelle et les besoins matériels de la subsistance définissent et associent respectivement les faces « sociale » et économique de la condition terrestre, tandis que la conscience, basée sur un degré de réflexion face à toute expérience vécue, forme un début de culture propre à offrir des moyens accrus pour réagir sous contrainte et plus encore agir librement via quelque innovation utile ou agréable, toute décision suivie d'action étant d'ordre « politique », exprimant un certain degré de souveraineté-responsabilité, ou *pouvoir*.

Il est bon de remarquer que même à cette échelle on ne peut plus réduite, et fictive dans l'absolu, l'équilibrage des faces pyramidales est

propre à garantir un bien-être physique et mental « optimal » à bien des égards, quelle que soit la hauteur atteinte par le point culminant de la pyramide concernée. Par exemple, telle personne obsessionnellement impliquée dans la quête matérielle de sa propre face économique court le risque de s'enrichir *exagérément*, non seulement vis-à-vis d'autrui en cas de non-respect de l'équilibre libertégalitaire et minimoptimaximal, mais par rapport à son propre bien-être ou équilibre personnel, car aux dépens de la contre-face de son individualité physique et psychique, ou de sa santé, sans compter les aspects comportementaux et relationnels qui s'en trouvent inévitablement affectés, en particulier par un manque de temps libre de tout souci et riche de gratuité empathique, sous l'effet grisant et sur-addictif d'une réussite mono-faciale. La teneur humaine et sociale de la personne considérée s'en trouvera d'autant plus pervertie que les « *sur*-qualités » requises pour se hausser ainsi *au-dessus de tous* impliquent un niveau d'exacerbation qui les transforme en défauts par l'obligation de s'abaisser *en dessous de tout*, via les pires pratiques.

Symétriquement, un citoyen se laissant porter par les autres pour toute sa dimension économique, en tant que consommateur passif plus ou moins assisté, sans aucun engagement d'utilité commune équivalente sur d'autre plans, ni activité ou créativité régulière, se trouve engagé sur la pente dangereuse de l'autodestruction psychologique par la perte de sens réciproque que révèle le débordement de son égocentrisme solitaire sur ses devoirs matériels, se privant ainsi des relations et autres activités positives qui nourrissent la dignité tout en procurant une saine fatigue via la satisfaction d'être utile et de relever le minimum vital de défis que suppose toute vie quotidienne, tandis qu'une obsession face au manque d'argent résultera de l'atrophie de son implication pratique, et que la surabondance d'un temps non plus libre, mais creux car vide de sens, ne pourra qu'entraîner maintes dérives d'enfermement nombriliste.

Entre ces deux cas de figure extrêmes, hélas engendrés jusqu'à la caricature par les mono-systèmes socio-économiques du tout ou rien, la plupart des situations peuvent faire varier l'équilibrage relatif des deux faces physiques ou matérielles reliant les corps aux choses, sachant bien

sûr qu'il ne saurait être question d'imaginer un monde dans lequel les humains ne seraient que de stricts clones pyramidaux. Bien au contraire, chaque « monument » individuel se révèle unique, d'une part en termes de dimension, hauteur ou surface, via les capacités physiologiques et mentales innées ou acquises avant l'âge adulte, et d'autre part en raison des différences d'intensité psychique qu'autorise le développement de l'intellect, de la conscience et de la volonté d'action, sur l'axe croisé de la binarité immatérielle ou « culturo-politique » dérivant du temps et de l'expérience. Pour autant, les amples variations observées, individuelles et quadrifaciales, gagnent à s'équilibrer au final, afin de maintenir une existence optimisant la vitalité et la santé, à l'image d'un marcheur sur le chemin de son existence, que des bras et jambes symétriques aident à progresser sans fatigue ni douleur inutile. Dès lors, on peut affirmer sans risque que tout individu gagne à s'équilibrer au mieux de façon peu ou prou « quadrifaciale », et surtout *consciente*, ce qui suppose un *rythme* approprié sur la dimension du temps, pour ainsi ressentir un *bien-être*, en soi-même et avec autrui, en tant qu'individu de dimension sociale, doublé du confort matériel minimal que suppose la satisfaction de ses besoins éco-physiques, tandis qu'orthogonalement, le même équilibre doit lui permettre d'évoluer en termes de connaissances et compétences intellectuelles, via la liberté d'apprendre, de penser et de s'exprimer sur sa face culturelle, pour concrétiser sa liberté de décider et d'agir par une forme ou une autre de pouvoir politique, de créativité propre à améliorer ledit bien-être en « *mieux-être* », sachant que sa liberté personnelle sur chacune des quatre faces pyramidales sera tout à la fois dépendante et déterminante vis-à-vis des trois autres. Quant à la « teneur » positive ou négative des choix, actions, réactions ou inactions de la vie, vue en tant que *sens* de l'évolution individuelle de cette personne, elle dépendra du respect des principes de la démocratie intérieure que représente l'âme, l'esprit ou la conscience qui « se » dirige, et donc du degré d'élévation atteint par celle-ci en proportion directe de son émancipation vis-à-vis des multiples pesanteurs environnementales subies, lesquelles sont trop souvent incomprises par les limites de nos sens primaires ou instinctifs, et l'on ne sait que trop, désormais, à quel point les conditions sociétales sont prédominantes à cet effet. D'où l'intérêt historique de la science ou

connaissance « objective », et néanmoins périodiquement perfectible, pour assurer la découverte des « lois existentielles » afin de pouvoir les transcender au travers des inventions ou innovations qu'elles inspirent, et l'utilité sans précédent, tant pour l'équilibre individuel que relationnel ou sociétal, d'intégrer et d'appliquer au mieux les recettes tempérantes ici exposées. D'où le besoin pour chacun de constituer et maintenir un équilibre quadrifacial personnalisé incluant l'épanouissement du corps, en particulier à travers ce qu'il produit et consomme, et l'émancipation de l'esprit en tant que conscience nourrie de connaissance, via sa liberté d'action et son intarissable créativité potentielle, tant il semble logique que toute paix intérieure nécessite cette forme optimale de justice envers soi-même.

Cela dit, c'est bien à l'échelon sociétal que le principe pyramidal prend tout son sens vis-à-vis des multiples niveaux de conscientisation collective des fins et de mutualisation des moyens, selon les descriptions déjà amplement formulées au cours des *Réflexions* précédentes, dont les avancées conceptuelles ont semble-t-il déjà permis, du moins dans la mesure du possible, d'identifier la source de toute violence sociale, pour mieux en déduire les conditions objectives et universelles de la Paix. En dépit des évolutions constantes qu'impose l'historicité, il a été démontré qu'une société cohérente, souveraine et de taille critique viable, suppose l'établissement et le maintien évolutif et proportionnel d'une pyramide aussi centrée que possible, en particulier s'agissant de la résolution des besoins *vitaux* propres à chaque époque, ce que confirme de façon plus éclatante que jamais l'histoire la plus récente à travers les conséquences des crises sanitaires et éco-politiques actuelles sur l'indépendance et la sécurité indispensables à toute citoyenneté. Or il est ici techniquement possible de visualiser différentes situations typiques, en termes de taille concernant la base et les quatre côtés de tout édifice sociétal, mais aussi en fonction de la pente supposée idéalement identique et/ou symétrique dans les deux directions orthogonales principales.

De la surface de la base territoriale dépendra d'abord la viabilité minimale d'une société donnée, ainsi que sa population en fonction des

ressources « localement » disponibles, sauf lorsque des sociétés plus ou moins artificielles peuvent s'épanouir aux dépens de beaucoup d'autres sans surface géographique significative, à l'instar des paradis fiscaux ou de micro-pays détenteurs de quelque précieuse ressource énergétique ou minérale. De même, sur des espaces plus ou moins vastes mais pauvres, une surpopulation accidentelle ou chronique peut être causée soit par des aléas climatiques et une précarité agricole interdisant tout stockage de sécurité, soit par l'interférence d'un « colonialisme » associé à des avancées médicales isolées de tout développement socio-économique et culturel correspondant. Cela dit, et selon les circonstances de l'espace géographique, une pyramide peut s'avérer très aplatie, d'une hauteur bien en-deçà des côtés de sa base carrée, de par l'absence de ressources suffisantes, sachant toutefois que la culture et la science, entre autres via l'agriculture, ainsi que l'action ou la mobilisation politique, permettent de transcender ces contraintes naturelles dans une large mesure. Car le propre de toute dynamique sociétale d'envergure, du moins en situation d'autonomie, est précisément de se donner collectivement les moyens d'élever ladite pyramide grâce à un ensemble aussi cohérent -et donc aussi *proportionné*- que possible de progrès tout à la fois techniques et humains, nécessairement quadrifaciaux.

4 - Principe de Localisme Vital.

Faut-il considérer comme inachevée une pyramide sociétale dont les arêtes (voire la hauteur ?) seraient de longueur inférieure à celle des côtés de sa base ? Comme écologiquement optimale une pyramide en tout point équilatérale ? Ou comme idéale une construction aussi haute et vaste que possible, façon « tour de Babel » d'envergure planétaire ? A ce stade de la réflexion, il semble déjà acquis que le minimum universel de cohérence architecturale, quelles que soient les variations historico-géographiques qui ont peu à peu défini des frontières plus empiriques que logiques, réside dans le respect de la proportionnalité quadrifaciale *vitale* du cœur pyramidal de chaque entité considérée, sur la base d'une souveraineté locale propre à maximiser tous les avantages d'une société

aussi indépendante et responsable que possible, au plus près de l'échelle humaine, ce qui n'exclut ici aucunement la « fédéralisation » sans limite d'une démocratie quadrifaciale plus élargie, mais à la seule condition de respecter *de bas en haut* les principes délodistes et biéconomiques en tant que « règle du jeu », afin que la gestion collective du maximum de droits et de devoirs sociétaux se concrétise dans l'environnement le plus immédiat possible des citoyens adultes, et en les incluant *tous*.

Dans la mesure où le but inconscient, ou la véritable légitimité de toute société humaine, n'est autre que de mutualiser les énergies pour améliorer le sort de l'individu tout en préservant autant que possible la liberté, l'autonomie et la responsabilité de celui-ci, le localisme vital se définit comme un devoir collectif de « pyramidalisation » aussi proche que possible de chaque citoyen via sa communauté locale, régionale ou nationale, ce qui de plus s'avère cohérent avec l'optimisation matérielle des contraintes logistiques, écologiques et socio-économiques, du moins concernant le *vital*, ou nécessaire et suffisant. Il va de soi qu'aux divers échelons concernés, de nombreux échanges sous forme d'importation ou d'exportation sont toujours souhaitables, et ce, a fortiori s'ils deviennent enfin équilibrés par un calcul minutaire *de facto* « internationalisable », mais le principe localiste quadrifacial que suppose l'équilibrage pérenne de la pyramide sociétale doit faire partie intégrante du contrat social que représente une constitution digne de ce nom, pour que tous les moyens nécessaires à la satisfaction des besoins universels se trouvent garantis comme obligation collective prioritaire équitablement partagée par tous les citoyens, via Garantie Citoyenne résultant de la partition-répartition minimoptimaximale. Cela doit particulièrement s'appliquer au fameux *cœur pyramidal*, dont les divers tenants et aboutissants doivent guider la volonté politique communautaire dans le seul but d'être concrètement souverain, autrement dit aussi indépendant qu'il est possible des aléas extérieurs, sachant bien qu'en cas de situation critique exceptionnelle, la répartition biéconomique ne pourra entraîner aucune injustice aggravée, pour la simple et bonne raison qu'il n'y aura déjà plus aucune injustice systémique, en conséquence de la partition-répartition inter-domaniale.

Le principe de localisme pourra se concrétiser avec souplesse et réactivité grâce à la décentralisation des pouvoirs d'exécution en faveur des Communes et des régions immédiates que sont les Départements, s'agissant de la France, et plus encore en raison de l'objectivation plus complète que jamais du calcul minutaire et de ses analyses directes ou comparatives, applicables sur toutes les échelles géo-démographiques et politico-économiques des futures sociétés tempérantes, ce qui ne pourra qu'optimiser les options choisies en réduisant les éventuels risques et autres effets boomerang au strict minimum incompressible, tandis que les conditions systémiques d'une économie écologiquement raisonnable et « frugale » seront enfin réunies via l'équilibrage apaisant de la parité minimoptimaximale. Il est heureux de constater à cet effet, que, même empiriquement suite aux situations de crise contemporaines à l'écriture des présentes *Réflexions*, les dirigeants néolibéraux et socio-démocrates mondialistes se muent en promoteurs soudains de la ré-industrialisation de l'Europe, et de la France en particulier, si tant est qu'il ne s'agisse pas seulement d'un discours de girouette opportuniste, car il faudra en tirer les conclusions pratiques et urgentes en ressuscitant le tissu des activités artisanales et industrielles dans l'ensemble des territoires, ce qui ne pourra se faire qu'en se protégeant de toute concurrence injuste et autre dumping déloyal via le rétablissement de frontières « tarifaires », ou bien l'élargissement des mêmes conditions sociales, écologiques et fiscales de production à l'ensemble d'une Union Européenne dès lors politique, tandis que par ailleurs, et selon la même logique de bon sens, les importateurs dont les productions sont réalisables en France seront dans l'obligation d'y établir leurs usines pour ce marché spécifique, non seulement en raison d'un souci écologique justifié, mais plus encore par l'effet de prédominance légitime du politique sur l'économique, tel que le suppose le respect de la cohérence du localisme pyramidal, puisque la priorité de tout gouvernement est de garantir les meilleures conditions *quadrifaciales* possibles pour l'épanouissement des citoyens dont il a la charge. La protection de ces derniers sous le préau de l'égalité minimale vitale est donc inséparable d'une stricte application du principe *localiste* concernant le cœur pyramidal, ce qui implique l'intégration explicite de

cette condition d'indépendance au sein du texte constitutionnel, comme corollaire élémentaire de l'existence sociétale.

Suivant ce principe de localisme, la Loi et ses évolutions selon les secteurs, les filières, les ressources et autres circonstances, aura pour obligation constitutionnelle de promouvoir la production nationale des matières premières, comme des produits finis ou semi-finis (laquelle s'est vue indûment délocalisée par les abus gestionnaires des chaînes de valeur mondialisées), ce qui rééquilibrera mécaniquement les agrégats de l'emploi, de la consommation et du pouvoir d'achat, en réduisant d'autant la dette ainsi que les déficits commerciaux et financiers, tandis qu'en conséquence on ne peut plus logique, tous les échanges entre pays et continents auront tendance à se contrebalancer équitablement pour ne se limiter qu'aux stricts avantages *mutuels* d'une juste complémentarité, supprimant à long terme toute forme de colonialisme économique et de pollution inutile, au fur et à mesure que les divers peuples concernés se « tempériseront » en adoptant le délodisme biéconomique. Car, dès lors qu'il s'agit d'alimentation, de logement, de transport, de santé, voire de toute autre besoin de « consommation incompressible », l'axe bifacial socio-économique s'avère par définition plus *vital* que son complément transversal culturo-politique, impliquant la priorisation du localisme par la volonté *démocratiquement* majoritaire du peuple concerné.

5 - Principe d'Équilibre Dynamique Bi-Axial.

On comprend mieux que jamais, désormais, comment les excès d'un surdéveloppement économique comptable et monopolistique, en dépassant les bornes de l'équilibre libertégalitaire, peuvent écraser la contre-face sociale de la dualité matérielle ou physique, sur l'axe socio-économique « primaire » des société (in)humaines, aboutissant *de facto* à la dictature économique des surconcentrations monopolistiques telles que celles qui appauvrissent aujourd'hui les classes moyennes, creusant le vide sociétal d'un fossé central toujours plus béant et multipliant les situations extrêmes jusqu'aux plus graves conséquences politiques. De

la même manière « spontanément dérivante » faute de proportionnalité, mais sur l'axe temporel de l'évolution culturo-politique, et de façon plus visible encore s'agissant des dictatures absolues, la liberté de penser, de s'informer et de s'exprimer, mais aussi d'innover ou d'entreprendre, se trouve atrophiée par étouffement sous la chape de plomb d'une contre-face politique privatisée par l'absence de démocratie, souvent sous des apparences de pseudo-république électorale. Cela dit, maintes nuances possibles peuvent mixer la polarisation croisée des abus en tout genre du politique et de l'économique entre les cas perpendiculaires et extrêmes de l'ultralibéralisme ou de l'autocratie totale, de la force du marché ou de la marche forcée, sachant que l'exemple chinois montre à quel point ces deux pétrifications d'extrémisme peuvent tristement se marier pour les mêmes raisons. Ainsi peut-on remarquer au passage que sur chacun des deux axes sociétaux, c'est la face « aboutissante » qui cristallise les injustices en se sur-développant au point d'écraser peu à peu sa *pré*-face « tenante » ou « initialisante », et ce, toujours en raison du dépassement de l'équilibre paritaire ou libertégalitaire enfin repéré par le biais de ces *Réflexions*. La face sociale ou démographique de la population initie la face aboutissante de son développement économique, tandis que la face culturelle des connaissances et de l'expérience suscite la structuration aboutissante de la face politique et institutionnelle, mais il apparaît déjà paradoxalement qu'au sein de chaque couple, la face aboutissante tend à prédominer historiquement, et comme par débordement, sur sa *pré*-face initiatrice, ce qui pourra se vérifier plus loin.

L'Histoire étant le corollaire existentiel du vecteur temps, il peut paraître illusoire de parler d'équilibre dynamique au sein des sociétés humaines, puisque tout mouvement provient d'une forme d'*imbalance*, voire la suscite également. Car sitôt qu'une découverte ou invention de nature précisément « historique » implique un vaste chamboulement sur l'une ou l'autre des quatre faces sociétales, la surface et la teneur de celle-ci s'en trouvent changées, et donc disproportionnées par rapport à la contre-face qui lui est associée, entraînant une « révolution » d'ordre technologique à la façon de l'ère digitale, ou culturelle comme ce fut le cas des Lumières et de 1789. En termes d'équilibre mono-axial, les très

violentes perturbations encourues le cas échéant sont sources de grands malheurs sociétaux ou plutôt sub-sociétaux, ce qui est typiquement le cas des filières et autres secteurs d'emploi supprimés par la concurrence de solutions aussi nouvelles que soudaines, avec leur cohorte d'effets socio-politiques parfois explosifs.

Dès lors, le principe de l'équilibre dynamique ne peut concerner que le *cœur* pyramidal commun à tous les citoyens d'une même société, à condition que cette dernière soit délodiste sur le plan culturo-politique et biéconomique sur le plan social et minutaire, ce qui fonde la solution de la partition-répartition minimoptimaximale en tant que seule façon de mutualiser le vital via la constante péréquation inter-domaniale propre à la Tempérance. Par le respect commun de la libertégalité qu'autorisent le calcul minutaire et sa répartition d'égalité minimale ou semi-partagée, les conditions techniques et objectives de la prise en compte de notre double nature humaine, individuelle *et* sociale, seront désormais réunies, induisant la *dé-vitalisation* (ou dédramatisation) des enjeux sociétaux, autrement dit, la pacification équilibrée des rapports humains entre les Tempérants de l'avenir. Dans le cas ci-dessus mentionné d'innovations, d'évolutions ou autres circonstances affectant ou développant telle ou telle face sociétale au point de perturber les autres côtés, à commencer par sa contre-face axiale, la péréquation minimoptimaximale définissant la proportion vitale du cœur pyramidal ne pourra plus jamais remettre en cause les garanties quadrifaciales assurées à chaque citoyen, en tant que minimum *sociétalement* décent et suffisant, tout en offrant exactement la même proportion de liberté-créativité-inventivité aux quatre côtés de la pyramide commune, avec l'avantage notoire que ladite liberté n'aura plus jamais d'effets injustes ou néfastes sur l'individu et la société.

En l'occurrence, le marché pourra rester libre, certes en devenant quantitativement moins absolu en termes de proportion seulement, mais qualitativement plus libéré que jamais par l'encouragement systémique des initiatives individuelles ou associées les plus positives, tandis qu'à la différence des exclusions majoritaires si typiques des mono-systèmes prétempérants, chaque citoyen aura enfin la chance de pouvoir exercer

le choix d'une double existence tout au long de sa vie, en particulier en termes d'équilibre entre le temps et l'argent. Dès lors, peu importe si le marché, de par sa nature innovante, induit des variations de marge, de profit et autres revenus boostés par un effet de « mode », de nouveauté, voire de rareté des produits ou des compétences, dès lors que tous ces enrichissements historiquement justifiés, puisque répondant à quelque besoin, se trouveront automatiquement tempérés ou « tempérisés » par les nouvelles conditions de mutualisation sociétale. Même si d'autres activités en deviennent peu ou prou inutiles par effet de remplacement concurrentiel, les garanties citoyennes seront toujours là pour maintenir les équilibres sociétaux *et* individuels sur l'immuable base paritaire du mimimoptimaximum, seule façon de concilier à égalité la dynamique libérale avec la fixité sociale absolue de l'unique proportion des 50% simultanément équitables envers la liberté et l'égalité. Et si, dans le pire des cas, des circonstances exceptionnelles réduisaient également le cœur pyramidal universel, l'équilibre biéconomique fixé éviterait toutes les conséquences inégalitaires aggravées si révélatrices des temps de crise prétempérante. Ainsi peut-on une fois de plus apprécier à quel point la définition quadrifaciale d'un cœur pyramidal correspondant aux besoins « sociétalement » vitaux, doublée de la péréquation minimoptimaximale matérialisant l'équilibre libertégalitaire, sera à même de réduire autant que possible les perturbations induites par la dynamique historique des communautés humaines, dès lors que celles-ci auront adopté la recette tempérante, pour ne plus jamais s'effondrer à force de divaguer d'une extrémité à l'autre, économique ou politique, aussi loin de l'Axe spatio-temporel optimal de l'Existant.

Mais la perspective bi-axiale signifie encore autre chose de plus essentiel, puisque les équilibres inter-faciaux binaires et croisés de la *matière* sociétale (socio-économique) d'une part, et du *temps*, autrement dit de l'histoire sociétale (culturo-politique et spirituelle) d'autre part, ne peuvent s'établir et se maintenir qu'en respectant la parité d'évolution, donc la même *proportion*, entre le temps et l'espace de la pyramide en question, c'est-à-dire l'équilibre dans le développement même des deux directions orthogonales concernées. S'agissant de l'axe le plus vital, on

a pu constater que la face sociale d'une population donnée, en tant que corps démographique, dépend d'abord des ressources naturelles du socle et plus encore de leur transformation économique en fonction directe de l'évolution technologique, donc culturelle, et de l'organisation politique régulant les pratiques de ces deux faces matérielles. Cette donnée axiale s'est traduite historiquement, du moins pour les sociétés non-artificielles qui ont eu la chance de se développer, par un boom démographique plus tard stabilisé à un niveau largement supérieur rendu bel et bien possible par un « progrès » nécessairement quadrifacial, puisque supposant des découvertes et impliquant de nouvelles organisations politiques, via les « républiques bourgeoises », pour résumer à l'extrême, même si depuis, leurs excès mono-systémiques, déjà étudiés, ont fini par faire décroître ces populations par ailleurs (ainsi que conséquemment) vieillissantes.

Cette évolution socio-économique concrète (et de fait aisément mesurable à condition de tout peser minutairement pour éviter les pièges de la subjectivité historique), doublée de la coagulation territoriale qui a peu à peu regroupé des entités sociétales en pays, ou « nations » plus ou moins cohérentes, a donc entraîné la construction des faces sociale et économique de chaque pyramide correspondante, en termes de base, de pente et de hauteur, non sans impliquer subtilement et systématiquement des conditions préalables et des conséquences durables sur l'axe croisé des faces culturelles et politiques, selon le parcours habituel et logique d'innovations ou initiatives minoritaires peu ou prou « validées » par le biais d'une forme ou une autre de suivisme majoritaire, hélas la plupart du temps subi avec les risques que l'on sait, faute de démocratie et de délodisme biéconomique. Du point de vue architectural, et en supposant que la parité libertégalitaire assure la symétrie idéale (ce qui est loin d'être le cas, vu l'écrasement tendanciel du social par l'économique, ou de l'égalité vitale par la liberté abusive), il en résulte une élévation de la pointe réunissant ces deux faces, et donc un accroissement de la pente, une fois accompli l'élargissement territorial de la base, au sens inclusif d'une nation en cours de formation regroupant peu à peu des territoires préalablement séparés.

Pour encore mieux visualiser les choses, s'agissant toujours de l'axe le plus vital, il apparaît que la face *économique*, par son irrésistible tentation naturelle « d'*ultra*libéralisme », (dans le sens tendanciel trans-historique du terme) tend à se « verticaliser » en laissant sa contre-face anormalement « courte » en proportion, en raison d'une pente et d'une surface insuffisantes, lesquelles induisent, pour cette dimension *sociale*, un angle inférieur trop proche de la base horizontale du socle pyramidal, résultat du dépassement *disproportionné* du sommet économique sur le sommet social. Dès lors, la continuation de la face économique bien au-dessus du vide sociétal qui l'éloigne de sa propre contre-face garantit l'effondrement inéluctable de son mur incliné, par défaut d'adossement, en proportion directe du retard social accumulé en termes de répartition équitable ou libertégalitaire (schéma A).

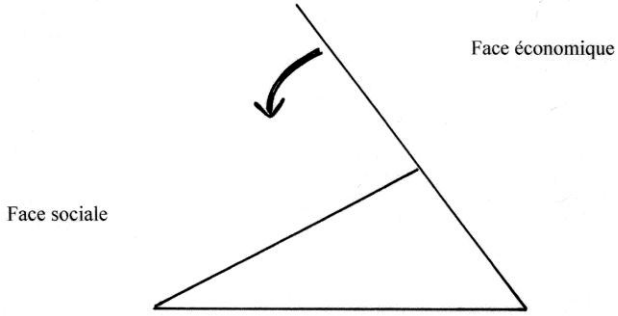


Schéma A (vu du côté culturel)

Même en illustrant une autre perspective possible selon laquelle les sommets des quatre faces sont bel et bien forcés de se rejoindre, la prédominance de l'économique sur le social, en décentrant ledit sommet de l'équilibre paritaire va jusqu'à dépasser la limite verticale de la face sociale, entraînant dès lors le même mécanisme d'effondrement malgré la jonction nécessairement assurée via les faces transversales culturelle et politique (schéma B).

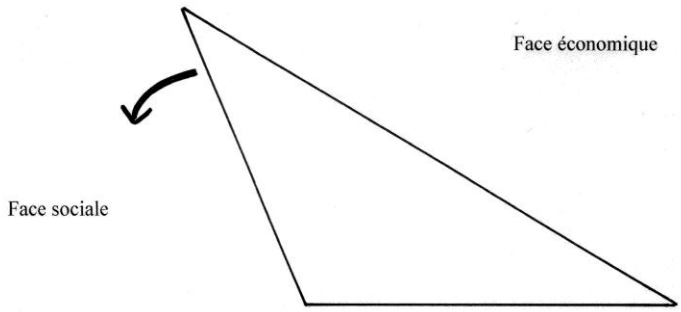


Schéma B (vu du côté culturel)

C'est ainsi que mécaniquement, faute d'avoir compris les tenants et aboutissants de notre pesanteur socio-économique historique, le profil correspondant de toutes les sociétés prétempérantes s'avère asymétrique ou bancal, tandis que le temps conduit cette incohérence jusqu'à la crise d'un effondrement périodique, via les conséquences culturo-politiques d'un dévers architectural cumulatif.

La priorité vitale de l'axe socio-économique détermine donc très largement les principales proportions utilitaires de la pyramide à l'étude, tandis que l'évolution historique induite par le vecteur temps est censée améliorer la construction commune au fil d'expériences trop souvent malheureuses, via l'empirisme imposé par l'ignorance jusqu'à présent si patente des principes tempérants. Le culturel et le politique expriment donc le degré de science, de conscience et d'humanisation atteint par chaque société humaine suffisamment autonome, via la quête de la Paix que conditionne la Justice, c'est-à-dire l'équilibre optimal entre les deux « *pré*-faces » les plus vitales, ce qui suppose précisément l'adoption des principes biéconomiques sur l'axe spatial, concret ou physique propre à l'*Étant*, et des principes démocratiques ou délodistes sur l'axe temporel, intellectuel, et donc spirituel, du *Devenant*. Mais alors, qu'en est-il des proportions quasi physiques de ce dernier axe, si déterminant pour notre processus d'humanisation et de conscientisation, tant individuelles que collectives ?

On pourrait croire que, s'agissant effectivement de données non chiffrables, l'axe « culturo-politique » en question ne saurait prétendre à des dimensions comparables à celles de la réalité organique et minérale des êtres et des choses, mais ce serait là faire erreur, car le *temps* ou la dynamique « historique » qui détermine l'évolution bifaciale de cet axe, et s'avère si aisément mesurable sur la face socio-économique, doit être pris en compte et proportionné sous forme de *conséquence* logique de la péréquation quadrifaciale, ce qui s'exprime (ou plus exactement *devrait* s'exprimer) par l'émancipation d'une authentique et croissante liberté de *choix* entre le temps et l'argent au fil de tout progrès sociétal digne de ce nom. Dans la mesure où les faces socio-économiques de l'axe matériel s'érigent mutuellement -bien que plus ou moins *bancalement*- les deux faces correspondantes sur l'axe temporel de la culture et du pouvoir ne devraient se matérialiser que sous la forme d'une libération, via l'émancipation qualitative de toutes les dimensions immatérielles de la société, comme de ses citoyens. Le développement de cette double face culturo-politique, bien que moins « prioritairement vital » que celui des besoins socio-économiques les plus physiologiques ou physiques,

n'en mesure pas moins l'état *potentiel* de bonheur ou d'épanouissement, autrement dit de bien-*être* psychologique individuel *et* social de tous et de chacun, ce qui, pour devenir *réel*, doit aller de pair avec les données d'un temps aussi librement vécu que possible, en pleine conscience d'*être* le plus complet et équilibré qu'il se peut. Ainsi peut-on dire que la libération du temps s'exprime surtout sur les dimensions culturelles et politiques de la pyramide, bien au-delà de la seule consommation des matérialités de l'axe socio-économique *stricto sensu*, et que tout progrès sociétal doit garantir et maintenir une juste proportion de temps libéré ou libérable, selon le choix de chaque citoyen.

C'est là non seulement la condition *sine qua non* de toute paix ou sérénité individuelle, mais plus encore la raison d'être, la légitimité véritable de chaque société humaine, dans la mesure où la mutualisation correspondante des « énergies citoyennes » doit autant développer l'*être* qu'accroître l'*avoir*, ce qui ne peut s'accomplir que via l'équilibrage des cinq dimensions pyramidales en jeu (en incluant le socle nourricier de la planète et son complexe écosystème). La parité bifaciale du social et de l'économique, désormais rendue possible et calculable par la partition-répartition biéconomique, doit donc se « doubler » d'une égale parité, en termes de proportion, entre le culturel et le politique, dont les activités concrètes et la teneur humaine ne peuvent exister et se développer que sous forme de *temps* libéré, maitrisé et spontanément ajusté au *rythme* optimal grâce à l'équilibrage minimoptimaximal et démocratique et son effet de répartition universelle entre *tous* les citoyens. Cela revient à dire qu'en proportion exacte de la croissance ou du développement socio-économique nécessaire (résumable à l'extrême par la population et son PIB), la libération ou la *disponibilité* du temps, et du libre choix qui lui correspond, doit se concrétiser dans la vie de chaque citoyen ainsi que dans le partage de toute forme de lien temporel commun, à l'échelle la plus humaine qui soit. Là se situe le vrai choix, l'émancipation encore si vainement recherchée par l'inconscient des humains, via tous les essais décevants des ères prétempérantes, dont les échecs périodiques sont encore le résultat de l'inadéquation des faces sociales et économiques, en termes de proportion minimoptimaximale et de répartition citoyenne.

Là se situe l'aberrant paradoxe d'un développement exagéré associé à une disparition du temps par une accélération exponentielle et aliénante, alors même que toute croissance « mesurée » doit s'accompagner d'une émancipation sous forme de libre choix entre le temps et l'argent, sitôt atteint le minimum sociétalement vital, nécessaire et suffisant à chacun, moyennant une intelligence organisationnelle *objective*, dès lors fondée sur le délodisme biéconomique.

Le dépassement forcément abusif de l'économique sur le social et l'absence de citoyenneté physique ou matérielle minimale, propres à tous les mono-systèmes encore en vigueur, ne peuvent que se doubler d'un axe transversal culturel et politique dont les faces s'avèrent aussi biaisées qu'atrophiées, selon les schémas architecturaux précédemment visualisés, interdisant de capitaliser humainement la moindre libération temporelle tangible en proportion optimale, et dès lors égale, tant sur le plan psychologique que d'un point de vue chronométrique, ce qui est aisément observable à travers les folles accélération et marchandisation productivistes et consuméristes du temps quotidiennement vécu -ou plutôt subi- par tout un chacun, qu'il s'agisse du travail ou des loisirs, avec l'effet si désastreux de *sur*-développer fébrilement une croissance matérielle dès lors incapable de se traduire en *progrès* à la fois humain et social, sous la forme de temps libéré, ou *libérable* selon le choix de chacun. D'où le pathétique résultat de sociétés richissimes dépourvues de sens et de bonheur, dont les accomplissements pratiques du niveau de vie ne vont de pair qu'avec une dégradation socialement proportionnelle du mode de vie de *rythme* optimal, sans que l'augmentation excessive des moyens, ni même l'accélération constante du tempo, ne parviennent à combler le vide abyssal des fausses fins.

Le principe d'équilibre dynamique bi-axial permet d'établir que toute « entité organique », individuelle ou regroupée, parce qu'elle est nécessairement *doublement* binaire, ou croisée, ne tient la route, ne peut survivre et se perfectionner qu'en respectant à quelque échelle que ce soit sa parité spatio-temporelle et quadrifaciale. Cette obligation vitale d'assurer la parité ou égalité de proportion entre le temps de l'être (pour

son niveau de conscience et de liberté décisionnelle) et la matérialité de l'individu (en tant que corps physique augmenté par quelque confort, le cas échéant), définit l'existence, la survie et l'évolution positive de tout organisme autonome, ainsi que par association ou addition subséquente, de toute « société » végétale, animale ou humaine. En d'autres termes, les évolutions « historiques » des expériences organiques individuelles ou collectives suscitées par la temporalité ne prennent corps de façon à la fois durable, positive ou qualitativement profitable (dans le sens d'un perfectionnement), qu'en respectant cette Loi biophysique implacable via le développement ou l'adaptation proportionnelle des quatre faces pyramidales en cause, dans les *deux* directions axiales concernées. Dès lors, faute de gagner autant de *temps* (en conscience, en intelligence ou pouvoir de réflexion-décision) que d'*espace* (en tant que sujet physique, volume ou autre extension matérielle) l'être ou l'organisme, et a fortiori son agrégation sociétale, sont condamnés à péricliter et disparaître via quelque forme de corruption ou décadence, biologique ou sociale, par déviance excessive vis-à-vis de l'axe vital de la Flèche existentielle du *bon sens*.

Ce principe fondamental met au jour une nouvelle explication de l'évolution propre à la Vie sous toutes ses formes, quels que soient les espèces et les individus considérés, et permet de mieux comprendre, au sein du bouillonnement expérimental des inventions et adaptations qui caractérisent l'Univers vivant, pourquoi et comment certains végétaux, animaux et humains ont disparu, outre les raisons accidentelles parfois révélées par la science, car le développement du savoir, du vouloir et du pouvoir de l'être nécessite -et doit donc consommer- autant de temps que celui de l'utile matérialité des choses, (comme de l'individu et de la société en termes physiques). Il est donc absolument vital de gagner tout autant de temps que de « matière », quelle que soit l'entité singulière ou plurielle que l'on considère, car c'est la seule façon de rendre les quatre faces pyramidales constamment et égalitairement proportionnées, ce qui est de fait la condition pour que le sommet évolutif de tout monument existentiel culmine sur l'axe vertical du centre de gravité paritaire. C'est aussi *la* condition pour rester « en phase » avec le sens de l'Univers,

observable dans ce qu'il montre de plus positif, de plus constructif en termes de perfectionnement matériel *et* spirituel, car tout ce qui dévie de cet équilibre désaxe aussitôt l'entité quadrifaciale pour induire la contre-évolution de quelque mort prématurée, relative ou absolue, via un retard d'évolution qui équivaut à une sorte d'état pathologique cumulatif, et peu à peu fatal.

L'équilibrage minimoptimaximal propre à la partition-répartition biéconomique, en stabilisant, via une proportionnalité enfin immuable, la fondation matérielle d'une constitution par ailleurs orthogonalement délodiste, ne peut aboutir qu'à une subdivision paritaire identique sur les faces culturelles et politiques, permettant pour la première fois à *tous* les citoyens d'exister sur ces deux dernières faces, psychologiquement aussi vitales que celles de l'axe matériel, en s'émancipant par le *temps* et son *rythme* optimal, afin de savourer la temporalité de la vie sous forme de conscience et d'authentique liberté d'action, complémentairement à la matérialité des choses sous forme de travail et de consommation. Force est d'en déduire que l'équilibre dynamique bi-axial ne peut convertir la croissance en progrès d'humanisation qu'en assurant l'*égalité absolue* entre le temps libre ou « *libérable* » de l'axe immatériel, et la richesse physico-corporelle, en propre ou appropriée, mais « *libérale* », de l'axe matériel, sachant bien que cette recette vitale concerne autant chaque individu que la société dont il fait partie. On retrouve là la solution de l'éternel débat entre l'*être* et l'*avoir* qui obsède les réflexions éthiques, philosophiques ou religieuses, et une forme d'objectivation des concepts moraux de bien et de mal, ainsi que de « péché » (au sens objectif), dans la mesure où ce dernier terme dérive d'un verbe signifiant « manquer sa cible », ce qui revient, au vu de la présente réflexion, à dévier de l'axe existentiel répartiteur de l'équilibre quadrifacial qui garantit l'élévation émancipatrice maximale des êtres vivants et des sociétés qu'ils forment en se regroupant.

La partition-répartition biéconomique, en tant que seule façon d'ajuster et de maintenir en toute circonstance la proportion paritaire des faces sociale et économique sur toutes les échelles incluant l'individu en

société, doit donc libérer autant de temps qu'elle transforme de matière, ce qui implique l'équilibre architectural d'une pyramide existentielle en tout point équilatérale, c'est-à-dire dotée de côtés de base et d'arêtes de longueurs strictement identiques. C'est en tout cas le schéma organique ou organisationnel *exhaustif* qui optimise toutes les données matérielles *et* immatérielles de l'Existence et de l'Histoire, en en maximisant toutes les potentialités conjointes, et dès lors ce vers quoi il faut tendre via la science et ses multiples applications et implications sociétales. Cela veut aussi dire que, du point de vue vital d'un minimum en réalité suffisant, l'équivalent « vécu » de cet équilibre définit la Paix et la Justice en tant que répartition spatio-temporelle à parité proportionnelle de 50%, qu'il s'agisse de l'existence et de l'épanouissement matériel *et* psychologique conscient de l'individu, ou de la socialisation de celui-ci par le biais de la mutualisation d'une égalité semi-partagée. Dans la mesure où ledit individu ne saurait exister sans un minimum de société, le rôle de cette dernière revient donc à viser ou à rechercher constamment l'équilibre quadrifacial en question, lequel est désormais accessible comme on le sait via la partition-répartition biéconomique et l'universalité objective du calcul minutaire, sachant ici que de l'équilibrage bifacial de l'axe matériel découlent aussitôt le même apaisement et la même Justice sur l'axe orthogonal du temps de l'Être et de sa Liberté.

De même que l'existence optimale d'un végétal, d'un animal ou d'un humain suppose la binarité temporelle d'une forme de « travail » et de « repos » selon une proportion paritaire malheureusement difficile à maintenir en tant qu'individu subissant maintes contraintes extérieures, le rôle attendu de toute société -a fortiori humaine- consiste à assurer et maintenir autant que possible cet équilibre fonctionnel *et* existentiel, ce qui doit -ou devrait déjà depuis longtemps- correspondre à la solution *biminimaliste* de la philosophie Tempérante, sous forme d'un travail à mi-temps imposé à -ou choisi par- *tous* les adultes d'une même société, mais en même temps « dépassable » par chacun, selon son *libre* choix. L'intérêt sans précédent de la solution biéconomique et de son pendant délodiste est précisément de respecter cette parité quadrifaciale, tant à l'échelon de la société, selon la *partition* inter-domaniale, qu'à celui de

l'individu grâce à la *répartition* citoyenne, ce qui corrobore la logique de l'unique proportion d'impôt contribution à 50% brut, en tant que seul rapport d'équilibre ou de proportionnalité viable, et plus encore mesure, expression et garantie de la Justice et de la Paix sociales.

Une société digne de ce nom, c'est-à dire unissant l'ensemble de ses membres adultes par un minimum d'égalité vitale quadrifaciale, se définit donc avant tout comme une mutualisation démographiquement et géographiquement définie de moyens matériels et immatériels propres à permettre à chacun de ses « citoyens » de vivre de mieux en mieux sans travailler de plus en plus (ni en volume horaire ni en intensité), ce qui suppose la liberté ou *disponibilité* constante d'un égal partage historique entre le temps et l'argent, le droit et le devoir, le savoir et le pouvoir, la réflexion et l'action, ainsi qu'entre la conscience et la créativité. Cette émancipation optimale n'est une obligation historique que pour autant qu'on la subisse, quand on ne choisit pas son activité et que l'on doit participer au minimum sociétalement vital d'un travail à mi-temps, tel que cela sera le cas dans un avenir tempérant enfin équitable, sachant que la liberté gagnée en parallèle en sera transformée pour le meilleur. Car le cas symétrique, et nettement plus fréquent, sera celui d'un choix librement assumé de définir son propre équilibre individuel entre temps et argent (fort variable au gré des âges de la vie), dès lors que l'activité en jeu s'avèrera suffisamment épanouissante, sachant que la péréquation minimoptimaximale supprimera de fait tous les risques d'enrichissement illégitime, et que la Garantie Citoyenne tempèrera les excès visibles de l'aliénation actuelle, en incitant à profiter du temps et de son *rythme*, au travail comme en matière de loisirs ou de vie privée.

Il s'agit donc avant tout d'une notion de *liberté de choix*, ou de *disponibilité* à tout moment ajustable en fonction des critères de chacun et des circonstances de la vie, mais dont la tendance à long terme devrait logiquement promouvoir le même équilibre pyramidal entre les quatre dimensions correspondantes, en tant qu'optimisation spatio-temporelle, psycho-physiologique et matérielle de citoyens adultes plus équilibrés que jamais, la personnalisation unique de chaque aventure individuelle

s'exprimant dès lors dans la nature, la qualité et le contenu de la vie en question, en rapport direct avec l'épanouissement conscient que définit tout processus d'humanisation, tant il est vrai que le bonheur ou bien-être est une question de proportion, bien plus que de taille ou de surface. En réalité, cet équilibrage « optimal » sera obtenu de façon tendancielle spontanée, dans la mesure où la pesanteur sociétale si déséquilibrante des *pré*-sociétés intempérantes ne condamnera plus personne à quelque hypertrophie mono-faciale via le totalitarisme du tout ou rien, ou la sur-spécialisation dévorante qui va toujours de pair avec une dépendance vitale croissante sur quelque autre face pyramidale. Car l'écosystème individuel se régulera tout aussi librement qu'inévitablement en termes de proportion et d'envergure, « gagnant » ainsi d'autant sous forme de qualité ou mode de vie, et donc de bien-être, tant psychique et moral que physique et mental, tandis que ce privilège dû à la société concernera enfin *tous* les citoyens, indépendamment de leur surface « historique » ou existentielle individuelle et de leur position hiérarchique ou sociale.

La nécessité de l'équilibre dynamique bi-axial ci-dessus étudié, en tant que concrétisation de la Justice et de la Paix associant enfin les quatre côtés de l'Existant individuel ou sociétal, confirme donc la forme pyramidale *équilatérale* comme recette de pérennité évolutive optimale, quelle que soit la taille historico-géographique de l'entité considérée, en proportion dès lors fixe du carré dessiné par sa « base » terrestre, dans le sens le plus général de ce terme, et toutes les variations éventuelles de volume, de surface et de hauteur du monument existentiel correspondant dépendent soit des circonstances historico-géographiques imposées par l'environnement naturel aux êtres humains, soit des actions et réactions de ces derniers sur leur propre Histoire et espace de vie.

6 - Équilatéralité Pyramidale et Équilibre Écosystémique.

Les questions précédemment posées en introduction à la section 4 de ce même chapitre et concernant la hauteur potentiellement -et de fait historiquement- très variable des « sociétés » végétales, animales ou

humaines, trouvent dès lors leur réponse *théorique et objective* à travers le schéma pyramidal *équilatéral*, dont la limite la plus pré-déterminante n'est autre que l'espace terrestre ou l'Univers à l'état brut, en tant que matériau de base et « lieu » plus ou moins propice à l'apparition et au développement de toute forme de vie biologiquement et peu à peu inter-biologiquement organisée. La pyramide écosystémique doit s'entendre sous le double aspect de l'écologique et de l'économique, tant ces deux enjeux vitaux ne font en réalité partie que d'un seul et même Existant. Puisque tout organisme individuel ou collectif n'est viable qu'à travers un minimum de « justice et de paix », et donc d'égalité vitale, et surtout proportionnée, entre les quatre dimensions conditionnant son existence historique, la finalité des individus ou des regroupements d'individus, en tant qu'épanouissement optimal, de bien-être ressenti ou de pleine jouissance de tout le « potentiel » intérieur *et* extérieur à chaque entité, correspond à l'unique schéma *objectif* de la pyramide équilatérale, et l'on peut en déduire que les deux autres cas de figure possibles, du seul fait qu'ils se situent historiquement en deçà ou au-delà de l'équilibre écologique, n'optimisent pas les potentialités de la vie, soit en subissant leur nature et leur environnement aux dépens de leur propre équilibre vital, via une forme ou une autre de « sous-développement objectif », soit en dominant abusivement la nature et/ou l'environnement d'autrui (individu ou société), via toutes les formes de violences induites par la pesanteur socio-économique propre aux organismes vivants, tant au sein des rapports interindividuels ou sociétaux, qu'au gré des concurrences entre règnes ou espèces vivantes de toute catégorie ou envergure.

La préexistence du contexte environnemental ou écologique est la toute première condition de la Vie, laquelle se définit, comme on le sait désormais, en tant qu'équilibre ou recherche constante d'équilibre quadrifacial organique, dans le but vital d'optimiser *quantitativement et qualitativement* toutes les dimensions de l'*avoir* et de l'*être*, sachant que l'ordre d'énonciation de ces deux adverbes et verbes substantivés ne fait qu'exprimer la priorité chronologique et toute relative de la survie sur la vie, voire de la matière sur l'esprit, telle qu'elle peut être observable via l'Evolution, laquelle suscite et sélectionne le perfectionnement toujours

plus complexe du support temporel ou historique de la conscientisation. Or, dans la mesure où l'espace terrestre est bel et bien limité, du moins à l'échelle végétale, animale et humaine de la surface planétaire, l'égalité de pente et de proportionnalité entre les quatre faces pyramidales de la moindre entité biologique individuelle, comme de sa société, définit à tout moment et en tout lieu une hauteur monumentale précise en termes de proportion d'ensemble fixe quintuplement équilibrée, cette dernière correspondant objectivement à l'équilibrage écologique optimal de la Paix et de la Justice inter-organiques et minérales, en fonction directe de circonstances géographiques et climatiques elles-mêmes fort variables dans la durée. Cette architecture idéale, dans le sens d'inaccessible dans l'absolu, n'en est pas moins la finalité inconsciente de la pulsion vitale positive, ce vers quoi se dirigent les individus et les sociétés de tous les *règnes* apparents, en dépit de l'hyper-complexification des écosystèmes régionaux ou planétaires, mais cela, seulement lorsque l'Histoire et son expérience bien comprise leur procurent -de gré ou de force- l'occasion d'un perfectionnement réflexe, intuitif ou raisonné.

Chaque espèce biologique s'adapte à son milieu, dont font partie les autres espèces complémentaires ou concurrentes, tout en adaptant aussi ledit environnement à ses besoins, tels des castors construisant un barrage, ou des oiseaux faisant leur nid, sur la base d'un savoir-faire peu ou prou acquis par l'expérience avant de devenir inné, chaque évolution ou nouveauté étant le fruit d'une forme de créativité « accidentelle » ou délibérée. S'agissant de cet aspect écologico-économique, et ayant déjà amplement souligné les spectaculaires nuances de degré entre les règnes végétal et animal d'une part, et l'Humanité d'autre part, l'important est ici de constater que, sur la base d'un « territoire » donné, la pyramide théorique optimale, c'est-à-dire maximale par rapport à sa base, ne peut correspondre qu'à l'équivalent volumétrique du modèle équilatéral, en raison des angles fixes imposés par les principes précédemment définis et de la limite physique des richesses et ressources du socle pyramidal.

En l'absence de toute compensation externe, si une population se met à augmenter exagérément, ou a fortiori si les ressources diminuent

soudainement, voire durablement, l'équilibre malthusien se rétablira par la famine, la guerre ou l'épidémie, et ladite population devra s'adapter en faisant évoluer sa connaissance des tenants et aboutissants de cette situation inconfortable pour agir ou réagir via quelque innovation, ou a minima par son comportement en matière de reproduction. Dès lors, on peut raisonnablement affirmer ici que toute population biologique apte à s'approcher de l'équilibre pyramidal équilatéral maximise son « degré d'existence », tant numérique que qualitatif, ce qui revient à dire qu'une situation inférieure à cet état révèle un « retard » vis-à-vis de l'évolution potentielle autorisée par l'environnement planétaire et les conditions du moment, tandis que tout dépassement de la forme *théorique* équilatérale correspondra à coup sûr à un abus d'exploitation de la base terrestre aux dépens des équilibres écologiques « vitaux », voire plus artificiellement, à l'exploitation -elle aussi abusive- d'une autre « pyramide sociétale » peu ou prou vassalisée, car maintenue en deçà de son propre optimum d'équilatéralité, via quelque forme de violence ou de colonialisme direct ou indirect, toutes espèces vivantes, comme flore et faune, confondues.

Faute de délodisme biéconomique, les systèmes prétempérants des sociétés humaines ont abouti aux contradictions mondialisées que l'on peut observer, via une interdépendance croissante construite sur la violence systémique, nationale et internationale, avec pour conséquence la multiplicité de pyramides sociétales difformes et instables, puisque de fait désespérément incapables de trouver et de maintenir l'équilibre à la fois libertégalitaire et quadrifacial équivalant à leur étendue potentielle -et limite optimale- d'équilatéralité.

Cet équilibre est pourtant plus vital que jamais pour l'avenir de la planète et de l'Humanité qui en constitue *de facto* l'espèce dominante malgré son apparition relativement tardive au regard du Big-Bang, et tout l'intérêt des innovations tempérantes consiste à pouvoir formuler les conditions universelles de cette parité équitable et apaisante sur les quatre dimensions sociétales, sans lesquelles aucune société humaine écologiquement optimale ne saurait être durable. En effet, en raison de l'absence de partition-répartition biéconomique sur l'axe matériel, et de

délodisme culturo-politique sur l'axe immatériel des sociétés passées ou actuelles, les injustices quadrifaciales et leur conséquence d'impossible libération du temps ne favorisent que les plus aberrants gaspillages en termes de production et de consommation sur la face économique, au prix d'une exploitation ou d'une exclusion croissante sur la contre-face sociale et d'une pollution planétaire mortifère pour la survie même du socle pyramidal vital, sans oublier les déséquilibres et fossés culturels et politiques observés au cours du Livre III de ces *Réflexions*.

Dès lors qu'il s'agit des êtres humains, l'indispensable respect de la parité entre Liberté et Égalité, ou individu et société, n'est en aucune manière dicté par l'environnement de façon spontanée, et doit donc être découvert et maîtrisé par la science et la conscience, via le délodisme biéconomique en l'occurrence, faute de quoi l'essence « antinaturelle » de l'Humanité la déconnecte de ses limites terrestres, pourtant en tout point incontournables. La finitude circonstancielle qui s'impose à nous, quelles qu'aient pu être les échelles des pyramides jusqu'à présent si mal improvisées de l'Histoire, se paie en contradictions écologiques et sociétales de plus en plus douloureuses, ce qui est d'autant plus triste et stupide que l'auto-équilibrage écologique sera la récompense garantie de notre prochaine libération des lois de la pesanteur socio-économique. La « décroissance », la « croissance raisonnée » et la frugalité, dont la nécessité urgente n'est plus à démontrer suite aux impasses historiques que l'Humanité et la planète subissent hélas de plein fouet, expriment en creux le « redimensionnement » intuitivement pressenti des proportions pyramidales équilatérales ici théorisées, dont l'équivalent historique ne peut être que *tempérant*. Car c'est en ajustant enfin objectivement les proportions quadrifaciales de la société, via le délodisme biéconomique, que la tempérance, aussitôt obtenue par la justice et la paix des relations géométriques et humaines, matérielles et immatérielles, dictera la taille et la teneur des pyramides à venir en tenant enfin compte de *toutes* les dimensions, donc de la planète elle-même, ce qui ne peut s'opérer qu'en régulant en priorité l'équilibre libertégalitaire « matériel », écologique et social de l'axe primaire ou socio-économique, dont la résolution est la condition de la généralisation de progrès équivalents sur l'axe culturo-

politique, et ce, bien que l'instauration historique du délodisme soit la clé institutionnelle permettant la mise en route du moteur biéconomique, ce qui souligne à quel point ces deux innovations tempérantes s'avèrent indissociables.

Le réglage des angles pyramidaux, autorisé par l'équilibrage des quatre dimensions sociétales via la partition-répartition biéconomique et son équivalence transversale « culturo-politique », dictera spontanément aux Tempérants les *bonnes* dimensions historiques, géographiques et démographiques de chaque pyramide, sur la base de l'analyse minutaire, tout en assurant à terme l'articulation enfin cohérente et équitable des multiples niveaux de complémentarité ou d'interdépendance justifiée. La maîtrise de l'axe socio-économique prioritaire, associée au contexte délodiste majoritaire, tempèrera l'inutile course-poursuite vers toujours plus d'argent, d'espace et de matérialité individualiste, pour laisser le choix de la jouissance du temps, de la conscience et de la sociabilité, car la vraie sagesse, la Paix et le bien-être consistent surtout à comprendre que le nécessaire est déjà suffisant dans la plupart des cas, sitôt que les *équiproportions* de la pyramide équilatérale de chacun (et d'une société enfin cohérente) se trouvent respectées, ce qui n'empêche aucunement un éventail décent de *tailles* différentes respectant les mêmes équilibres entre les surfaces et l'équivalent-volume, et encore moins une infinité de *contenus* personnalisés tout aussi uniques que le moindre brin d'herbe.

L'équilibre écologique entre les humains du futur et le « reste » de « leur » planète suppose donc le *préalable* d'une société délodiste et biéconomique, enfin apte à laisser s'exprimer -et surtout se concrétiser- les priorités écologiques de la majorité, en totale conscience des enjeux correspondants, tandis que les comportements spontanés, individuels et collectifs, remettront dans l'ordre efficient, à leur vraie place prioritaire, le respect de la nature, ainsi que la qualité biologique et la juste quantité des consommations alimentaires en particulier, outre l'usage prolongé de produits manufacturés et de ressources plus durables et réutilisables que jamais. Cette nécessaire autolimitation systémique aux proportions équilatérales, en tant qu'optimum sociétal exhaustif, aura l'avantage de

transformer l'évolution en progrès *qualitatifs* constamment mieux filtrés et *positivés* sur chacune des cinq faces concernées, favorisant par-là un développement de plus en plus profond de l'axe culturo-politique de la connaissance créative et du temps, dont l'importance mesurera le degré d'émancipation et d'humanisation des Tempérants à venir.

En réalité, l'impact écologique de l'Humanité se régulera d'une façon quasi automatique, à l'image d'un taux de natalité enfin équilibré, car en contexte d'apaisement à la fois matériel et psychique, via l'effet pacificateur de la Garantie Citoyenne et la libre maîtrise du temps et du rythme de vie de chacun, ce qu'il restera de réflexe et d'instinctif chez le citoyen ne sera plus sujet au stress, à l'inquiétude, ni à quelque avidité vitale ou autre jalousie. Les comportements renoueront de ce fait avec le bon sens de celui qui a les pieds sur terre, en reconnectant l'Homme aux merveilles de sa planète via la redécouverte de ses *sens*, laquelle sera favorisée par le retour d'un localisme à échelle humaine, tandis que la conscience de chacun s'émancipera de tout souci vital et concurrentiel, comme de la moindre nécessité de violence, même involontaire.

Le « totalitarisme » mono-systémique, avec ses déséquilibres de surabondance matérielle et de fuite accélérée d'un temps au rythme par trop infernal, ou sa loi du *tout* ou *rien*, du *trop* ou *pas assez* dérivant de l'absence de répartition égalitaire minimale des droits et devoirs vitaux, entraîne maintes formes de déséquilibres comportementaux visibles, en France, sous l'aspect de surconsommation de drogues, antidépresseurs, et autres médicaments à travers tout l'éventail sociétal, ainsi que sous la forme d'une dénatalité démographiquement préjudiciable pour chaque espèce vivante en situation de stress, phénomène révélateur d'un mal-être individuel, doublé d'un malaise collectif chronique, en raison de la dégradation du mode de vie au seul profit d'un niveau de vie pourtant largement excessif, et de la perte du bon sens commun qui fonde toute civilisation accomplie, autant de *mé*faits désastreux et autres gaspillages éhontés de ressources, d'énergie vitale et de « bonheur » qui ne pourront se résoudre définitivement qu'en amont, grâce à l'équilibre équilatéral

de la pyramide délodiste et biéconomique et à son minimoptimaximum de garantie libertégalitaire.

Quand la Paix est ressentie, sur son fondement indispensable de Justice, les équilibres bienfaisants qui en résultent poussent l'individu, et la société toute entière, à se satisfaire de la plus petite échelle qui soit en termes de consommation matérielle, ce qui offre la meilleure garantie de « frugalité » intelligente sans rien sacrifier à la saveur du contenu des richesses, dont l'utilité en termes d'épanouissement réclame autant de *temps de vie* que leur obtention matérielle par le travail, la communauté ayant précisément pour fonction de mutualiser équitablement le vital, ou nécessaire et suffisant, tout en faisant constamment évoluer ce *package* physico-temporel de façon de plus en plus qualitative, au seul rythme de ce qui est réellement utile et agréable. La proportionnalité équilatérale n'est aucunement incompatible avec l'idée de perfectionnement ou de progrès continu, car, une fois atteint l'équilibre dimensionnel grâce à la partition-répartition biéconomique, ce sont surtout la nature, la qualité et le contenu humain de la vie qui profiteront de l'évolution. Ainsi peut-on voir à quel point cette architecture pyramidale et sa proportion optimale d'équilatéralité aident à comprendre la recette universelle de la Paix et de la Justice, en prolongeant ici la physique, la géométrie ou le calcul mathématique appartenant aux sciences « dures » jusqu'au cœur des lois sociétales régissant les sciences humaines, a fortiori s'agissant des faces socio-économiques et de leur rôle primordial, désormais explorable et quantifiable via le calcul minutaire.

Toutes les recherches de l'avenir concernant l'une ou l'autre des quatre faces organiques en question, mais de façon *exhaustive*, c'est-à-dire en tenant compte des trois autres faces inéluctablement concernées, à commencer par la contre-face axiale, pourront confirmer la réalité et la pertinence universelles de « l'équilatéralité interfaciale et bi-axiale » qui définit cette pyramide idéale, en tant que condition d'équilibre vital et minimoptimaximal de l'existence, à quelque échelle organique ou inter-organique que ce soit, et sur la base inclusive (et respectée en retour) de la planète Terre dans son intégralité. Que l'on soit seul, en couple, entre

amis, au travail ou entre entreprises, comme en société, la sensation de Paix et de Justice, ainsi que le bien-être et la vitalité qui en découlent, dépendent directement de notre proximité relative vis-à-vis de cet état pyramidal, sachant par ailleurs que les faces principalement *inductives* de toute « constitution organique » individuelle ou agrégée sont d'ordre matériel, physique ou physiologique (et donc socio-économique) dans la mesure où elles dictent les réflexes de l'instinct de survie et les progrès issus de l'expérience, tandis que les faces principalement *induites* sont d'ordre immatériel ou psychique, via la conscience, l'esprit et la volonté qui sont spécifiques des dimensions culturelles et politiques de l'entité considérée.

L'apport *théorique* de la Tempérance, en relation avec l'analyse schématique ci-dessus, consiste tout simplement à apaiser la nature -et donc équilibrer la forme- de la pyramide sociétale, en stabilisant autant qu'il se peut les angles et les proportions faciales au plus près du modèle équilatéral grâce à la partition-répartition biéconomique, ce qui dessine aussitôt un plancher ou palier intermédiaire de forme carrée, dont tout l'intérêt est de rationaliser la complémentarité des domaines Public et Privé, sachant que la hauteur précise et quantifiable de ce plan médian doit constamment séparer l'ensemble pyramidal en deux sous-volumes strictement égaux et enfin complémentaires. Mais avant de pouvoir en explorer les avantageuses implications et de finaliser la forme *historique* de ce schéma objectif et universel d'équilibre, de Justice et de Paix, il reste à déduire le principe ou mécanisme fondamental reliant l'individu à la société, et par ce biais, la « raison d'être » de ce palier volumétrique médian. Car s'il paraît enfin clairement démontré, grâce aux remarques qui précèdent, que le modèle pyramidal équilatéral définit et optimise l'épanouissement dynamique, individuel et collectif (ou relationnel), des êtres *et* des choses, pourquoi faut-il différencier, voire hiérarchiser aussi strictement *deux* étages ou domaines sociétaux, via la double existence de chaque citoyen adulte ? Autrement dit, comment une société induit-elle cette solution tempérante idéale en tant que condition d'équilibre pacifique, donc de disparition de toute violence vitale, alors même que l'Histoire de l'Humanité, jusqu'à présent, ne semble avoir progressé que

via maintes formes d'injustice absolue ou relative, selon les nuances non négligeables de la guerre, de la dictature ou de la pseudo-démocratie ?

7 - Principe de Fusion Pyramidale, de Socialisation-Sociabilisation, de Société, ou de Partition-Répartition Libertégalitaire.

Bien que toute société soit composée d'individus, ces derniers ne sauraient exister sans commencer par être *totalement* dépendants d'une communauté minimale, ne serait-ce que parentale, familiale ou tribale, conditionnant leur naissance et l'héritage psycho-physiologique de leurs qualités -et défauts- innés et assurant jusqu'à l'âge adulte leur protection vitale et leur éducation, autrement dit la transmission des connaissances et compétences acquises si caractéristiques de l'Humanité en contraste de degré avec la flore et la faune, ce qui fait de chaque être humain une entité *primordialement sociale*, dont l'épanouissement individuel n'est que la conséquence possible (et souhaitable) des influences reçues, afin de les prolonger et de les transcender par action ou réaction selon le cas, chacun ayant ainsi la « liberté » potentielle d'ajouter sa pierre unique à l'édifice sociétal, autrement dit *civilisationnel*, de l'humanisation. De plus, cette grégarité, induite *de facto* par la moindre cohabitation spatio-temporelle (procurant le « hasard » de partager tel lieu et telle époque), reste aussi prégnante qu'incontournable au cours de l'existence, puisque la vie adulte et active, mais aussi la seniorité et la vieillesse, requièrent constamment la société environnante, en tant qu'opportunité ou soutien d'émancipation individuelle et de dignité quadrifaciale minimale.

Á l'instar du principe de binarité-dualité paritaire déjà défini en Section 1, le principe sociétal n'est autre que la constatation *postulatoire* de la double existence ou nature sociale propre à chaque individu en tant qu'élément de groupe, comme condition *sine qua non* de toute existence « historique » conjointement individuelle *et* collective, ce qui implique dans le raisonnement la prise en compte d'une nouvelle dimension par rapport à la pyramide existentielle étudiée précédemment. En effet, les quatre faces pyramidales et les deux axes orthogonaux qui les mettent

en vis-à-vis fonctionnel (le premier spatial, matériel ou physique, et le second temporel, immatériel ou psychologique), ne concernent que les entités individuelles de toute nature ou dimension, tandis que le principe sociétal s'intéresse à l'addition-fusion inter- et multi-pyramidale propre à la moindre société, sachant que cette dernière est le corollaire de notre existence élémentaire. La pyramide sociétale apparaît donc peu ou prou comme une construction verticale autorisant et exigeant, du fait de son implacable concomitance existentielle avec toutes les individualités qui la composent, une dimension très *supérieure* à ces dernières, sur la base d'un socle commun et d'une temporalité partagée via l'environnement à la fois géographique et historique de la société correspondante.

Sur cet axe vertical « cumulé » additionnant et fusionnant d'une façon ou d'une autre les *individus* en *société*, via une coexistence de fait matérialisée par un socle pyramidal commun, la binarité-dualité liant de fait ces deux constituants implique logiquement une parité ou symétrie de complémentarité en tout point identique à ce qui a pu être observé dans la première section de ce chapitre (concernant la moindre entité, ou relation duale entre entités, de nature concrète ou abstraite, physique ou mentale), mais en acquérant une envergure augmentée par la connection des éléments que forment les innombrables pyramides individuelles. Or, il a déjà été démontré que la viabilité fonctionnelle et pérenne, ainsi que l'équilibre de toute entité, ou interférence entre entités, proviennent de (et impliquent donc) la parité ou *égalité de proportion* entre les « faces » duales et principales définissant et résumant tout objet ou sujet, et que la symétrie qui en résulte s'avère être la seule garantie de paix et de justice entre les composantes et dimensions réunies, faute de quoi le moindre déséquilibre paritaire suscite immanquablement une forme de violence, tôt ou tard résolue par quelque rétablissement accidentel inévitable, aux ressorts et effets conflictuels toujours plus destructeurs.

Il en résulte que la seule répartition de proportion définitivement viable entre individu et société implique la stricte parité ou égalité entre ces deux faces « verticales » constitutives de la double nature humaine, en tant qu'expression de la Justice et condition de la Paix, mais aussi en

qualité d'équilibre optimal économisant autant que possible les énergies et ressources matérielles d'une part, et maximisant par ailleurs tout le potentiel « spirituel », la liberté et l'infinie créativité caractérisant l'axe temporel de l'évolution, autrement dit notre humanisation, ou « bonheur de bien-*être* », non plus seulement individuel, mais *en plus*, augmenté *et* partagé. En quelque sorte, l'addition d'individus constitutifs de chaque société « verticalise » le principe d'équilibre élémentaire précédemment exploré, pour précisément construire un super-individu censé apporter un « plus » à chaque élément ainsi associé, et la frontière de l'équilibre binaire et paritaire devient un plan *horizontal* séparant la hauteur de ce nouvel édifice en deux volumes égaux (alors que l'équilibrage propre à chaque élément déjà décrit ajuste sa simple pyramide de façon *verticale* sur la base *de facto* horizontale de ses deux axes complémentaires). Cela n'est certes pas simple à formuler d'emblée, mais ce basculement spatial (de 90°) du plan de partition-répartition ne fait là que décrire le principe d'élévation supposé par la moindre construction, et la suite de ce livre le rendra aussi visiblement évident qu'un jeu de cubes à empiler pour un enfant.

La partition sociétale strictement paritaire est donc indissociable de l'équilibre pacifique des proportions quadrifaciales de toute société vue en tant qu'*individu pluriel*, selon le schéma pyramidal équilatéral définissant l'Existant historique objectif, corroborant une fois de plus le bien-fondé de l'équilibrage des domaines Public et Privé, en tant que justice ou équité formelle entre ladite société et ses citoyens individuels, comme entre l'égalité et la liberté, ce que la loi d'équilibre bisphérique tendanciel confirme à l'occasion de l'épanouissement (encore relatif et si temporaire) de chaque nouvelle civilisation. Or il est facile d'observer que, même dans le cas de la France, où l'on pourrait croire qu'une telle partition est déjà acquise depuis que les prélèvements obligatoires et la dépense publique frôlent, voire dépassent les 50% du PIB, il n'y a hélas ni stabilité, ni justice vitale, ni paix sociale, puisque, bien au contraire, l'exclusion, l'exploitation et les inégalités quadrifaciales ont condamné cette République aux pires excès comportementaux jusqu'à la rupture sociétale actuelle.

L'explication de cet apparent paradoxe tient à l'absence totale de *répartition* égalitaire de verticalité, induite par la subjectivité primaire ou réflexe des relations entre les individus constitutifs de toute société, sous l'effet de la pesanteur socio-économique si souvent observée. Car la partition n'a de sens constructif et associatif que sous la forme d'une *ré*partition permettant à chaque élément d'exister *intégralement* au titre de l'égalité minimale et vitale (au sens évolutif de ce terme), ce qui ici correspond au volume « inférieur » délimité par le palier intermédiaire ou médian, mais aussi d'exister *potentiellement*, s'agissant de la liberté schématisée par le volume « supérieur » de la même pyramide (bien que dans la réalité historique, la double nature soit constamment présente dans chaque vécu individuel). Il faut dès lors considérer chaque citoyen comme une sorte de filament de diamètre infra-microscopique reliant le socle terrestre à la pointe pyramidale, dans la mesure où l'association que suppose le fait de vivre en société doit objectivement maintenir la dualité sociétale *de facto* constitutive du moindre individu, à défaut de quoi les sociétés prétempérantes se sont jusqu'à présent historiquement condamnées aux injustices et violences que l'on sait. La fusion sociétale minimale ne devient donc effective et viable que si tous les filaments citoyens existent potentiellement de bas en haut, quitte à se resserrer à l'extrême jusqu'au sommet (cela dit dans une vision essentielle et non hiérarchique), avec l'*obligation* sociétale libertégalitaire de s'éclairer ou s'illuminer solidairement jusqu'au palier médian ou minimoptimaximal, et *la liberté ou le choix* de s'activer bien au-delà de ce plan stabilisateur et pacificateur, dont l'emplacement minutairement calculable garantit la proportionnalité la plus équilibrée de l'équilatéralité, sachant qu'il s'agit d'un simple mode opératoire équilibrant la liberté de toute forme de vie active par la mutualisation de ce qui revient objectivement au social et sociétal, seule façon de reconstituer socialement les mêmes conditions de parité et de proportionnalité caractérisant les entités élémentaires. Le palier social intervolumétrique exprime verticalement l'addition-fusion des équilibres libertégalitaires individuels, puisque de fait, le cumul des binarités-dualités paritaires et élémentaires, via la mise en société qui leur est indissociable, aboutit à la « création » d'une super-individualité

propre à fusionner les énergies, et l'équilibre vital (et évolutif) de cette société suppose que les principes constitutifs de ses éléments se trouvent respectés à parité proportionnelle identique sur les quatre dimensions et les trois axes définissant chaque entité viable, selon la Loi existentielle objective, matérielle et spirituelle, observable par la science physique, en particulier quantique. Retraduit en termes de logique ou de pur bon sens objectif, cela signifie simplement qu'une société n'est équilibrée que lorsque *tous* ses citoyens sont en situation de partager *à égalité* leur nature grégaire ou sociale, sur la base de leur identique proportion de besoins « vitaux » peu ou prou universels, tout en préservant par ailleurs la même proportion de liberté individuelle différenciatrice, ce qui ne peut se réaliser qu'en *ré*partissant la partition sociétale entre *tous* les citoyens concernés, à la différence de ce que révèle encore l'Histoire prétempérante et si violente des mono-systèmes dictatoriaux ou pseudo démocratiques (malgré leurs improvisations d'équilibrage bisphérique tendanciel). Le non-respect de cette loi vitale dans son équilibre formel de Justice et de Paix (ou de justesse et de parité) induit tous les abus si longuement étudiées dans les trois livres qui précèdent, par ignorance historique des réalités sous-jacentes aux apparences, et par dépendance instinctive vis-à-vis de nos sens primaires les plus trompeurs. Le social suppose effectivement l'interdépendance entre des êtres plus ou moins autonomes, dont le niveau psychique ou mental de conscientisation ne saurait spontanément respecter les proportions et relations *objectives* d'équilibre s'agissant de la vie communautaire, et seule la science, aussi universelle que possible au fil de l'évolution, peut aider la conscience à se libérer de ses multiples errements historiques, pour le bien du progrès de la Justice et de la Paix, ce qui n'est autre que la double finalité des présentes *Réflexions*.

La répartition égalitaire de verticalité mentionnée plus haut, de par sa fonction « d'atomiseur » ou d'universalisation-individualisation citoyenne, telle qu'illustrée par les filaments, est donc indissociable de la partition tout aussi égalitaire des volumes sociétaux, à la façon d'une botte de foin liée au bon niveau de sa stabilité à toute épreuve, car dans quelque autre cas, ou en proportion de l'inaboutissement de cet équilibre

paritaire et dual, la sur-domination ou surexistence relative -et dès lors objectivement abusive- de certains éléments entraîne automatiquement la disparition proportionnelle des autres, et par voie de conséquence les dépassements inter-faciaux observés en section 5, jusqu'à l'écroulement de l'édifice sociétal. La partition-répartition paritaire à 50% n'est donc autre que la pure transposition sociale des lois physiques et biologiques de tout équilibre dynamique bi-axial, et a fortiori tri-axial en incluant ici l'axe vertical de la construction sociétale, pour enfin pacifier l'addition-fusion de l'ensemble des pyramides individuelles en jeu, en termes fixes de proportions d'équilibre optimales, et permettre ainsi la rationalisation objective des dimensions socio-économique et culturo-politique propres à chaque société « aboutie » ou civilisation, sachant à cet effet que les êtres humains ont la particularité de ne jamais se satisfaire des solutions sociétales végétales ou animales.

Sitôt que deux individus se mettent en couple ou en association, ces mêmes lois s'appliquent en tout point, sur les quatre dimensions de chaque existence individuelle, et concomitamment sur celles du micro-noyau social correspondant, puisque, quelle que soit la relation d'amour, d'amitié, ou de travail impliquée, ou la répartition des rôles et activités ainsi mis en commun, l'équilibre pérenne des rapports afférents ne sera assuré que si « chacun s'y retrouve » aussi complètement que possible, avec en prime l'agrément d'être « deux » et d'y « gagner » en termes de bien-être, de moyens, d'enrichissement culturel par la communication, et de pouvoir d'initiative face à l'avenir. Sur tous les degrés ou paliers sociaux qui forment les multiples cercles concentriques de chacune de nos existences grégaires, les violences et autres frustrations ressenties ne proviennent que de l'irrespect de cette « péréquation pyramidale », avec pour résultat, dans le cas de deux individus, de placer l'un intégralement au-dessus de l'autre, le premier devenant conséquemment toujours plus lourd ou volumineux que le second, comme si le plancher médian et optimal s'effondrait sous le poids du sur-dominant, induisant aussitôt un absolutisme hiérarchique qui déborde très largement sur l'espace vital du second, tandis que les deux filaments finissent par se trouver de part et d'autre du plancher par trop rabaissé, attestant l'inexistence factuelle

de ladite société et la violence d'une jungle relative ou absolue qui ne dit jamais son nom. D'où l'intérêt scientifique et logique de la partition-répartition biéconomique, dont le calcul minutaire universel, appliqué à l'interdépendance de plus en plus intégrale entraînée par l'évolution des sociétés humaines jusqu'à l'échelon planétaire, et utilisable grâce aux formidables développements digitaux actuels et à venir, rend pour la première fois techniquement possible la simplification des apparences historiques les plus complexes, en particulier sur l'axe vital des relations socio-économiques, sachant que cette « objectivation historique » de la Justice doit aller de pair avec l'apaisement individuel et collectif de la vraie démocratie sur l'axe transversal culturo-politique correspondant, via le délodisme tempérant précédemment défini. En couvrant ainsi les quatre dimensions universelles à réelle parité de proportion, la partition-répartition libertégalitaire élucide -et simplifie d'autant- la double nature élémentaire et sociétale via les Domaines Public et Privé propres à l'axe physico-matériel du social et de l'économique, vital *et* non vital, tout en assurant orthogonalement la même proportion d'équilibrage bifacial sur l'axe temporel et « psychique » du culturel et du politique, pour enfin stabiliser et pacifier définitivement les sociétés humaines en de dignes et durables civilisations.

C'est aussi, et surtout, le meilleur moyen de rendre ces sociétés humaines *écologiquement* optimales, puisque le respect des contraintes vitales les plus naturelles et universelles, dûment transposé au besoin de mutualisation inclusive via l'intégration équitable de *tous* les citoyens, gommera les incommensurables gaspillages de ressources et d'énergies qui mettent la planète Terre en péril, et ce, d'autant plus facilement que la frugalité minimaliste sera le résultat comportemental *spontané* de la libération du temps des *êtres*, de son équilibrage par rapport à la matière des choses, sans même compter les économies de dépenses palliatives ni la « positivation » de la nature relationnelle entre toutes les entités, tant individuelles que collectives, qui composent l'écosystème planétaire.

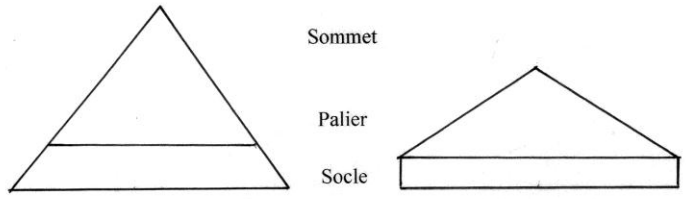
Il deviendra impossible de dissocier et d'opposer les deux sens impliqués dans le préfixe d'une *éco*-société tempérante, tant l'écologie

se trouvera intrinsèquement identifiée à l'économie, via les nouveaux équilibrages sociaux et temporels ainsi dynamiquement stabilisés par le délodisme biéconomique. Le palier *équivolumétrique* est donc la seule façon de respecter et garantir les équilibres individuels ainsi fusionnés en société (ou plutôt semi-fusionnés par l'égalité semi-partagée), afin de transposer en partition-répartition verticale la binarité-parité (axiale et bi-axiale ou croisée) de chaque pyramide élémentaire. Cela garantit dès lors la conversion spatiale de la double nature sociale et individuelle de chaque élément constitutif sous forme de pyramide sociétale équilibrée, et donc apaisée, offrant ainsi l'*interface* qui rend aussitôt compatibles, et plus encore complémentaires, les deux constituants fondamentaux des êtres grégaires que nous sommes.

8 - Portrait Historique et Portrait Hiérarchique de la Pyramide Tempérante, ou Principe de Hiérarchie Libertégalitaire.

Le schéma réflexif jusqu'à présent utilisé, avec grand profit de nature conceptuelle, correspond à l'essence universelle sous-jacente aux lois d'équilibre, donc de Justice et de Paix, conditionnant la viabilité, et, pour ainsi dire, motivant l'évolution de toute entité individuelle, comme de toute relation entre entités, sans limite de taille ni de nombre, mais s'avère encore plus pertinent d'un point de vue historique et concret, a fortiori en interprétant la pyramide sociétale sous l'angle hiérarchique, peu ou prou à la façon d'un organigramme. Car, si la forme historique d'une société apaisée, donc juste et équilibrée, suppose bel et bien le respect de l'équilatéralité pyramidale, du moins en termes d'*équivalence* de proportionnalité, symétrie, et même volume, l'installation consciente, objectivement fondée, et plus encore minutairement calculable du palier biéconomique minimoptimaximal *et* libertégalitaire induit l'architecture concrète d'une pyramide spécifique dont le semi-volume inférieur doit être représenté par un parallélépipède (ou un rectangle, vu de n'importe quel côté), sachant que les planchers inférieur et intermédiaire carrés, en étant de la même surface, traduisent plus fidèlement l'égalité universelle minimale et vitale des « 50% » propres à toute addition, association ou

composition équitable d'entités élémentaires. Ainsi, vue par le profil, la verticalité des côtés du volume inférieur est la condition d'existence et de solidité à toute épreuve de la pyramide entière, (ce qui est d'ailleurs le cas des fondations observables sur les plans détaillés des monuments historiques correspondants), et, s'agissant de sociétés humaines érigées « au grand jour », l'étage proprement citoyen et universel se doit donc d'accompagner *tous* les membres de ladite société jusqu'au niveau du palier intermédiaire, sur l'entière étendue du territoire correspondant. D'où l'identité de surface et de forme des deux plans carrés délimitant le socle territorial *et* ce palier paritaire ou « équivolumétrique », lequel permet par la même occasion de distinguer visuellement, d'un certain point de vue, les deux Domaines sociétaux, Public et Privé (Voir croquis suivant).



Pyramide théorique de proportionnalité Pyramide historique tempérante hiérarchique

(Dessin à titre indicatif, non proportionné en termes de hauteur de palier)

Dès lors, pour tenir compte de la verticalité latérale du volume sociétal « inférieur », le respect des proportions équilatérales induit deux effets complémentaires, via le léger abaissement du palier intermédiaire afin de maintenir le même volume, et l'abaissement correspondant du sommet du volume supérieur, tandis que les pentes de ce dernier s'en trouveront quelque peu « aplaties » par la réduction proportionnelle de leur angle, de sorte que tous les citoyens aient potentiellement accès à l'étage supérieur de l'édifice. Cette pyramide sociétale *historique*, en tant que seule traduction tempérante possible du respect des proportions paritaires et pacifiques définies par l'équivalence de l'équilatéralité, se rapproche donc plutôt d'une pyramide telle que la deuxième pyramide du pharaon Snéfrou (sans être rhomboïdale pour autant puisque allant franchement au-delà, de par la verticalité des côtés du volume sociétal fusionnel, outre l'absence de brisure angulaire dans la partie supérieure). Il s'agit donc en réalité d'un *ennéaèdre*, c'est-à-dire d'un volume à neuf faces en tenant compte de sa base, telle la *pyramide carrée allongée* des solides de Johnson, bien que seulement prolongée du tiers de la hauteur pyramidale comme il pourra être constaté dans ce livre, monument dont l'expression historique absolue ne sera approchable qu'à la condition d'établir -et de respecter- les modalités tempérantes de la biéconomie minutarisée sur l'*espace* « bifacial » socio-économique et du délodisme constitutionnel sur l'axe de la *temporalité* culturo-politique. Telles sont les exactes contraintes architecturales de la Justice et de la Paix, dont les angles et proportions affinés font aussi penser à la taille d'un diamant, et pourraient même inspirer le design de futurs bâtiments d'intérêt public, quel que soit leur volume. Par commodité, on parlera donc dorénavant d'une *pyramide-ennéaèdre*, ou pyramide *ennéaédrique*, mais aussi de *pyramide tempérante* ou d'*ennéaèdre*, sauf pour préciser différemment le seul volume supérieur pyramidal le cas échéant. Enfin, *huit* faces ou facettes seront désormais sous-entendues par les termes de *quadrifacial* et *pyramidal*, dans le sens macro-sociétal habituel.

Ce portrait final n'est en aucune façon une utopie, sauf bien sûr dans limite d'une impossible « perfection absolue » (!) en ce bas monde,

car, pour l'essentiel des conditions assurant la Justice et la Paix, au sens vital de ces termes, cette architecture sociétale est le ressort premier de l'Histoire de l'Humanité, ce vers quoi tend inexorablement le processus d'humanisation de notre unique espèce « supérieure », à travers tous ses progrès accomplis, et malgré les catastrophes périodiquement induites par les errements de nos instincts, faute de science ou de connaissances suffisantes d'ordre sociétal, du moins jusqu'à présent. D'où l'utilité des innovations tempérantes et de la mise en ordre urgentissime de toutes les improvisations sociétales qui ont précédé ces *Réflexions*, pour enfin capitaliser socialement des progrès aussi incontestables que mal répartis, et réduire à son minimum incompressible l'impact environnemental des humains, grâce à l'avènement techniquement et objectivement fondé de la Justice et de la Paix.

On peut noter par ailleurs que ce design optimal maximise le centrage des filaments citoyens au plus près de l'axe du sommet, et ce, à l'opposé de ce qui se produit, en 3D comme sur chaque face, quand les violences et les injustices mono-systémiques creusent un fossé central au profit des extrémités angulaires, faisant ressembler la société évidée (de sens) au cratère d'un dangereux volcan, voire à quelque douloureuse carie dentaire, tandis que, plus clairement et logiquement que jamais, l'identité égalitaire citoyenne et la différenciation libertaire individuelle deviennent visualisables de chaque côté, via le rectangle de la base et le triangle du sommet, attestant le partage enfin équitable du vital, à égalité avec la libre option de son dépassement. Qui plus est, il peut s'avérer concevable, à l'avenir, de permettre à chaque citoyen, non seulement de s'évaluer en tant que pyramide individuelle, mais aussi de se positionner au sein de la société toute entière, moyennant un effort de rationalisation minimale des données de chaque face.

Ainsi se présente, dans son relief non seulement approprié, mais certainement définitif, la fameuse construction si longtemps recherchée depuis les premières sociétés humaines, ou, sous l'angle différent d'une image déjà utilisée, le schéma de fixation des écrous d'une certaine roue sociétale et de son enjoliveur pyramidal ornant un centrage axial dûment

fixé de façon indéboulonnable, sachant qu'en déterminant les conditions de l'équilibre biéconomique *et* libertégalitaire on peut enfin comprendre les tenants et aboutissants de la liberté *positive*, du pouvoir légitime, de la hiérarchie objective, ou de la domination justifiée, et ce, sur quelque face que ce soit. En effet, corroborée par la tendance historique à long terme, et en dépit des tristes aléas périodiques désormais expliqués, la pyramide tempérante ennéaédrique définit, en même temps que l'égalité vitale universelle, la notion d'inégalité légitime et équitable, en tant que différence individuelle méritée sur chacune des quatre faces concernées. Cela veut dire que « naturellement », et comme par transposition plus ou moins verticale du principe de binarité-dualité paritaire, toute société se rapprochant de l'équilibre libertégalitaire a et aura tendance à diviser chacune de ses faces en deux parties égales et superposées à la façon du rectangle inférieur et du triangle supérieur, et ce, s'agissant tout aussi bien des êtres que des choses, y compris donc concernant les données de l'axe culturo-politique. En situation suffisamment approchée d'équilibre optimal ou de pyramide tempérante, cette « loi » particulière de « parité sociétale hiérarchique » et quadrifaciale permet donc de définir le palier intermédiaire, et son rôle de minimoptimaximum libertégalitaire, en tant que « répartiteur » *médian* distinguant tous les citoyens adultes en *deux* catégories numériquement équivalentes, qui, bien que potentiellement accessibles à chacun (a fortiori en contexte délodiste et biéconomique), concerneront la totalité des citoyens adultes au sein du volume inférieur, mais seulement la moitié d'entre eux dans le volume supérieur, selon la nature verticale binaire de l'ensemble sociétal ainsi constitué, sachant que, tout en restant proportionnellement au même niveau paritaire, le palier *équivolumétrique* ou intermédiaire évoluera constamment dans ses contenus temporels et matériels, via des progrès enfin équitablement répartis, respectant la viabilité pacifique et pérenne des sociétés à venir. L'apogée d'une civilisation aboutie se rapproche de cette description.

On peut donc en toute confiance assurer ce qui s'observe déjà de façon tendancielle en observant que sur le plan social des individus et de leurs relations de groupe, comme sur la face économique de leurs divers échanges et autres professions correspondantes, du point de vue culturel

de la connaissance et de la créativité en amateur ou en professionnel, et même concernant le dernier côté de l'implication politique responsable, toute population suffisamment « autonome » et *équilibrée* jouissant d'un territoire qui lui procure cette indépendance, aura tendance à se répartir entièrement dans le rectangle sociétal inférieur ou *sub-partitif*, et pour moitié au sein du triangle sociétal supérieur ou *supra-partitif* (en vision cumulative et latérale de quelque face que l'on choisisse), du fait même que la binarité paritaire implique une répartition statistique *médiane* de la population concernée. L'*inégalité positive*, c'est à dire objectivement légitime, et sa différenciation binaire et médiane de statut hiérarchique conditionnent *de facto* la viabilité spatio-temporelle ou historique des entités dites composites, et par-là même de toute société par définition « plurielle », tout en s'avérant parfaitement compatibles avec l'équilibre libertégalitaire de Justice et de Paix, mais uniquement sous forme de liberté assumée de se différencier *au-delà* du palier d'équilibre sociétal médian que définit et maintient la partition-répartition. En effet, bien que tous les filaments citoyens soient potentiellement « préinstallés » de la base jusqu'au sommet de la future pyramide tempérante ennéaédrique (à la différence notoire du cas des sociétés passées et actuelles, dont les tares mono-systémiques oppriment l'écrasante majorité des jeunes et de tant d'actifs en leur interdisant l'accès à l'ascenseur social, et ce, dès la base même d'un édifice dès lors uniquement pyramidal), les personnes supérieurement motivées, outillées et inspirées pour dépasser le palier intermédiaire ne représenteront que 50% de la population totale, quelle que soit la face que l'on scrute, en raison de la partition *médianisée*, car même si une saine concurrence quadrifaciale poussait tous les citoyens à viser le triangle de telle ou telle face, cela ne ferait qu'élever les valeur et hauteur historiques du palier médian en même temps que l'ennéaèdre dans son intégralité, sans jamais remettre en cause l'équilibre optimal binaire et paritaire des fameux 50% répartitifs. Mais dans un cadre enfin « tempérisé » par le délodisme biéconomique, la position et le pouvoir des *citoyens-boosters* seront en tout point mérités et positivés par leur nature nouvelle et leur exemplarité objective en tant qu'utilité commune *supérieure*, car apportant quelque progrès plébiscité par une majorité de libres « suiveurs », sachant ici que *tout* citoyen aura plus -et mieux- que

jamais les moyens systémiques de *se* promouvoir au sein du triangle et de son leadership légitime, sans empiéter sur l'existence d'autrui via la moindre violence vitale. Cela étant dit, l'équilibrage de la binarité liant le temps à l'argent tout comme l'être à la matérialité aura pour heureuse conséquence de promouvoir les solutions individuelles et collectives les plus locales et frugales du point de vue écologique, réduisant la course au triangle aux seules initiatives d'utilité majoritairement confirmée, et suscitant de la sorte une croissance *qualitative*, désormais toujours plus culturelle et politique que démographique et matérielle.

D'un point de vue économique *stricto-sensu*, les néo-dominants pourront s'enrichir dans la fierté méritée de se sentir respectés par ceux qui n'ont ni l'occasion, ni l'envie ou la force de dépasser le statut de citoyen *universel* (s'agissant dans ce cas de production-consommation), tandis que sur la face relationnelle ou sociale, et également pour moitié, d'autres citoyens préfèreront s'impliquer professionnellement dans telle ou telle activité de nature à faire évoluer l'ensemble de ladite société via quelque activité associative. De même, à terme, on pourra observer que 50% des adultes se contenteront du bagage culturel nécessaire, et déjà bien suffisant, garanti par l'Éducation Commune, les médias et les sites d'expression citoyenne des futurs Tempérants, en restant « amateurs » pour quelque activité artistique ou intellectuelle locale, par exemple, tandis que bien d'autres concitoyens, tout aussi nombreux, seront plus motivés ou inspirés en tant que leaders professionnels dans le cadre du triangle sociétal, en faisant évoluer la culture et la science de tous via leur créativité, ou leur capacité à débattre sur les innombrables supports médiatiques désormais disponibles.

La face sociétale politique, quant à elle, offre en prime, dans sa version tempérante -et non sans quelque surprise - la révélation logique du besoin de différencier *objectivement* ce qui relève de son rectangle et de son triangle, afin de tenir compte comme il se doit des compétences minimales requises pour être potentiellement sélectionnable par tirage au sort et assumer plus légitimement que jamais les responsabilités de délégué-conseiller législatif, exécutif ou judiciaire, surtout s'agissant de

la gestion du Bien Commun ou de la formulation-finalisation des lois, mais en toute transparence discursive et financière, car sous le contrôle permanent de *l'ensemble* des citoyens concernés, et sans aucun pouvoir décisionnel qui ne soit majoritairement approuvé (en termes relatifs ou absolus selon les choix constitutionnels à venir et en fonction de l'objet de la Loi). Il apparaît donc que, du point de vue sociologique, le respect de l'équilibre binaire universel induit et pérennisé par l'avènement des sociétés tempérantes, délodistes et biéconomiques, établira logiquement deux classes ou catégories citoyennes *en osmose*, car toujours en contact intégral sur l'entière surface d'un même palier médian, l'une *universelle* et nécessairement égalitaire, assurant la fusion de *tous* les citoyens en tant qu'humains responsables partageant exactement les mêmes droits et devoirs vitaux en termes minutaires (mais de contenu historiquement évolutif), ce qui définira de fait l'identité commune et quadrifaciale d'un même Peuple, au sens universel, pacifié et supra-culturel du terme, et correspondra au rectangle du schéma tempérant, tandis qu'au-dessus du fameux palier minimoptimaximal et libertégalitaire, ou plus simplement encore de la médiane hiérarchique des citoyens adultes, la « classe » ou catégorie *influente*, concernant statistiquement de fait l'exacte moitié des citoyens universels du rectangle, constituera la catégorie citoyenne sur-motrice ou socio-motrice d'une *élite* numériquement beaucoup plus fournie et démocratique que par le passé des sociétés prétempérantes, sachant par ailleurs que l'accès direct au « triangle » du leadership ne se trouvera plus interdit ni obstrué par l'injustice et la violence propres aux mono-systèmes anti ou pseudo-démocratiques.

La supériorité ou domination des néo-élites tempérantes en sera totalement *légitimée*, dans la mesure où tout adulte appartenant à cette *boosterclass* sera d'abord un citoyen universel, que des compétences, des chances ou des motivations particulières auront hissé au-dessus du palier d'équilibre sociétal, et dont la participation historique à l'impôt-contribution, via la partition-répartition minimoptimaximale, favorisera l'évolution tant qualitative que quantitative du palier sociétal commun, sur quelque face que ce soit, sachant que tout citoyen universel pourra se hisser du rectangle jusqu'au triangle par la seule force de son mérite

personnel, grâce au gommage subséquent des excès, injustices ou autres violences systémiques prétempérantes. La vocation d'entraînement de ces futurs « dominants », confortée par l'effet de filtration positive déjà mentionné à diverses reprises, leur procurera enfin le droit *légitime* (et non plus seulement légal) d'influer sur l'évolution tant matérielle, que sociale, intellectuelle ou politique du monde, au profit de l'ensemble de leurs concitoyens, à parité enfin objective et légitime avec leur propre ambition, accomplissement ou enrichissement personnel, tandis qu'il n'y aura plus de position de leadership imméritée, ni le moindre blocage possible des innovations et entreprises utiles en provenance du rectangle citoyen universel et de son localisme communal ou « micro-régional ».

Le palier intermédiaire est à comprendre comme la répartition inter-domaniale entre les sphères publique et privée, sachant ici que le Domaine Public devra désormais inclure parmi, et surtout *devant* ses attributions habituelles, la nouvelle priorité de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel, ce qui implique qu'il ne faut pas visuellement identifier le niveau de ce dernier à la hauteur exacte du palier divisant la pyramide en deux volumes égaux. Par ailleurs, puisque la contribution universelle de 50% sera diminuée de la valeur dudit Revenu Universel, du moins pour tous ceux qui se trouvent en situation « triangulaire », il en résulte que la médiane citoyenne ne coïncidera jamais *parfaitement*, du moins *spontanément*, avec la moyenne, en termes de PIB par adulte actif. Enfin, il faut aussi rappeler ici que la proportion de la contribution universelle des 50% brut pourra correspondre à une valeur historique sensiblement augmentée par la participation de *tous* les adultes de plus de 16 ans aux droits et devoirs universels de la Garantie Citoyenne, ce qui enrichira d'autant la société à venir en développant tout à la fois le travail et la consommation, plus particulièrement dans le domaine des *services* et du « lien social », suivant en cela l'émancipation temporelle, humaine et socio-culturelle promise par l'équilibrage tempérant.

La nouvelle élite, objectivement élargie à la réelle moitié de la population, et dont les portes d'accès ne pourront plus jamais se fermer en raison de la continuité sociétale soudant les deux équi-volumes d'un

même ennéaèdre (à la différence des fossés quadrifaciaux observés dans les livres précédents), légitimera l'influence directe ou indirecte de tout citoyen participant historiquement à l'*élévation* du palier libertégalitaire, ne serait-ce qu'au travers de son activité, de sa consommation, de son épargne ou de ses investissements privés ou professionnels, s'agissant en particulier de l'axe primaire ou socio-économique. En participant à l'équilibre biéconomique en termes financiers historiquement supérieurs au « revenu médian », voire sous une perspective encore différente, au Domaine Public, les Citoyens boosters de cette élite enfin *sociétalement* assainie influenceront légitimement leur nation entière via leurs choix, leurs stratégies individuelles ou regroupées, tandis que ces pouvoirs en seront plus justifiés que jamais, sans risquer de se faire accaparer par les minorités toujours plus ultralibérales et monopolistiques qui creusent les tombes périodiques des économies prétempérantes. Car il est logique, juste et mérité de gagner quelque sorte d'influence sociale ou de pouvoir décisionnel accru dans ce domaine, mais seulement en récompense et en proportion d'une participation minimoptimaximale de 50% dont l'effet paritaire, via la biéconomie, assure que *toute* la moitié sur-motrice de la population reste concernée par cet équilibre supérieur entre une liberté de droits et une égalité de devoirs au-dessus de la médiane citoyenne. L'autorité nouvelle qui en découlera ne pourra qu'inspirer le respect dû à un modèle de réussite propre à promouvoir ses concitoyens, au lieu de les surexploiter ou de les exclure, même malgré soi.

Comme on peut s'en douter, il en est de même, en toute logique, sur les autres faces de l'édifice sociétal, dans la mesure où, pour prendre un autre exemple, il semble quasi impossible d'être culturellement « au-dessus », ou plutôt au-delà de la même médiane (mais uniquement au sens d'exercer une influence sociétale élargie), sans peu ou prou devenir un professionnel en tant qu'artiste ou intellectuel, et donc faire partie du fameux « triangle », parmi tous ceux qui contribuent -économiquement- à l'élévation du palier d'équilibre universel. Il est un fait qu'avoir de très nombreux contacts (à plus forte raison de nature anonyme) du point de vue social, ainsi qu'une influence croissante dans quelque domaine ici « culturel » que ce soit, ne saurait aller de pair qu'avec une situation

personnelle matériellement et financièrement supérieure, ce qui suggère une cohérence de « sens horizontal » entre les quatre faces triangulaires, comme entre les quatre faces rectangulaires. Il ne s'agit pas là de qualité de vie en termes de bien-être et de bonheur individuel ou partagé, car au sein d'une société tempérante, délodiste et biéconomique, l'ensemble du Peuple (donc aussi les citoyens universels -et tout aussi nombreux- qui appartiennent au seul rectangle) pourra profiter des mêmes conditions d'équilibre et de proportionnalité vitales (et déjà amplement suffisantes) pour savourer tous les aspects de l'existence, l'appartenance éventuelle au « triangle » ou au « rectangle » sociétal n'induisant dès lors qu'une différence de degré et non plus de nature existentielle, de survie, voire de mort relative ou absolue, quotidienne ou prématurée, comme c'est le cas jusqu'à présent. Chez les Tempérants, l'égalité minimale universelle rendue techniquement viable par la partition-répartition biéconomique définit et garantit la légitimité de la liberté individuelle ou associée, en procurant à cette dernière une autorité rendue constamment positive, et plus encore une accessibilité sociale permanente d'un étage à l'autre de l'ennéaèdre, sans induire le moindre risque de division citoyenne entre deux catégories désormais en contact osmotique, rendues objectivement et pacifiquement complémentaires. C'est ainsi que celles et ceux qui ont la chance de pouvoir -ou le mérite de savoir- *se* réaliser via telle ou telle ambition, à une échelle simplement supérieure au rectangle des citoyens universels, pourront s'épanouir en toute conscience, dignité morale et légitimité objective, dans la mesure où la membrane filtrante assurée par la partition-répartition minimoptimaximale maintiendra égalitairement au sein du rectangle sociétal la proportion fixe et exacte de tout ce qui doit y rester, ce qui répond dès à présent aux honnêtes scrupules de bon nombre de milliardaires, dont certaines pétitions réclament la justice en suggérant le « privilège » de payer beaucoup plus d'impôts. La décence morale peut enfin trouver sa justification scientifique et son évaluation technique grâce au respect de la binarité-dualité paritaire propre à toutes les entités viables, et relations viables entre entités, permettant enfin aux humains de *faire* la Paix en rationalisant leurs sociétés via la conscience éclairée de leur commune double nature et des moyens de la dominer.

Mais que doit-on en déduire sur le plan politique et, par voie de conséquence, constitutionnel, sinon que l'apparition inopinée de cette partition binaire et paritaire sur la face correspondante doit induire une *hiérarchie* de droits et devoirs -toujours strictement équilibrés- entre la moitié motrice universelle et l'élite-booster des citoyens tempérants ?

La coexistence du rectangle et du triangle dans leur relation peu ou prou hiérarchique, non pas en termes de valeur vitale intrinsèque des individus, mais simplement de « puissance existentielle » ou historique, individuelle ou associée, confirme visiblement le droit acquis de fait, et en tout lieu comme à toute époque observable, de piloter la société, ou de participer prioritairement à sa conduite ou gestion politique, en tant que « privilège » logique des citoyens booster par rapport aux citoyens moteurs universels, ou, de façon prétempérante, caricaturale et injuste, des élites par rapport aux masses populaires. La pertinence du schéma pyramidal offre ainsi la surprise de confirmer pour partie l'Histoire dans sa cohérence objective et factuelle, mais en procurant enfin les moyens de procéder au juste « tri » binaire et paritaire entre les versants jusqu'à présent contradictoires de notre double nature humaine, les rendant ainsi pacifiquement complémentaires, et ce, nonobstant le côté passablement choquant d'une « inégalité » ou différenciation minimale en termes de degrés, et dès lors de responsabilités politiques, entre concitoyens. Cela corrobore la réalité, puisqu'il est déjà ressenti comme logique et normal que, de façon directe ou indirecte, les dominants socio-économiques et culturels du moment s'imposent en tant que leaders politiques, sachant par ailleurs que le poids et la complexité de toute forme de gouvernance de grande envergure supposent bel et bien des capacités minimales non négligeables, tant en termes de connaissances que de compétences. Par exemple, les Gilets Jaunes n'ont jamais eu la prétention de gouverner, et il est un fait que les citoyens socio-économiquement et culturellement « modestes », plus ou moins assimilables au « rectangle » des sociétés prétempérantes, font nécessairement confiance à des dirigeants que l'on pourrait qualifier de « triangulaires », y compris au travers d'un mode électoral.

L'innovation délodiste sans précédent qui se fait jour, à ce stade des *Réflexions*, consiste à comprendre et formuler, pour la première fois de façon objective, et grâce au schéma pyramidal, la légitime répartition des rôles politiques entre les citoyens du rectangle et du triangle, dont la continuité de justice existentielle est assurée par le palier intermédiaire qui définit ainsi leur complémentarité sur la face pyramidale concernée. La base scientifique de tous les principes précédemment décrits établit, via une légitime partition-répartition bi-politique, le rôle démocratique d'*initiateur* de Propositions Citoyennes, de *participant pétitionnaire* ainsi que de « *voteur* » ou décideur universel dans l'espace rectangulaire commun à l'ensemble des citoyens, traduisant ainsi les droits et devoirs politiques vitaux pour la Justice et la Paix civiles, ce rôle minimal étant complété par le libre accès (tiré au sort) de *toute* la moitié *supérieure* de ces mêmes citoyens en qualité de responsables exécutifs en particulier, assumant un rôle de gestion des pouvoirs et d'orientation-application des politiques sous le contrôle induit par une transparence fonctionnelle et financière maximale, incluant aussi le rôle d'initiateur de propositions collectives soumises à la volonté majoritaire, relative ou absolue, selon les préférences des Constituants. L'apparent privilège de responsabilité des citoyens du triangle sociétal n'est donc que la juste reconnaissance de leurs capacités accrues à faire progresser la société, en comparaison avec les citoyens « exclusivement universels » du rectangle, sachant que ce droit est avant tout un devoir d'ordre exécutif, et que *toute* la moitié *booster* de la population adulte se trouvera égalitairement habilitée à exercer les futures fonctions politiques correspondantes, à la différence des microminorités surdominantes qui gouvernent les mono-systèmes prétempérants, que ces derniers s'avèrent indifféremment dictatoriaux ou pseudo-démocratiques.

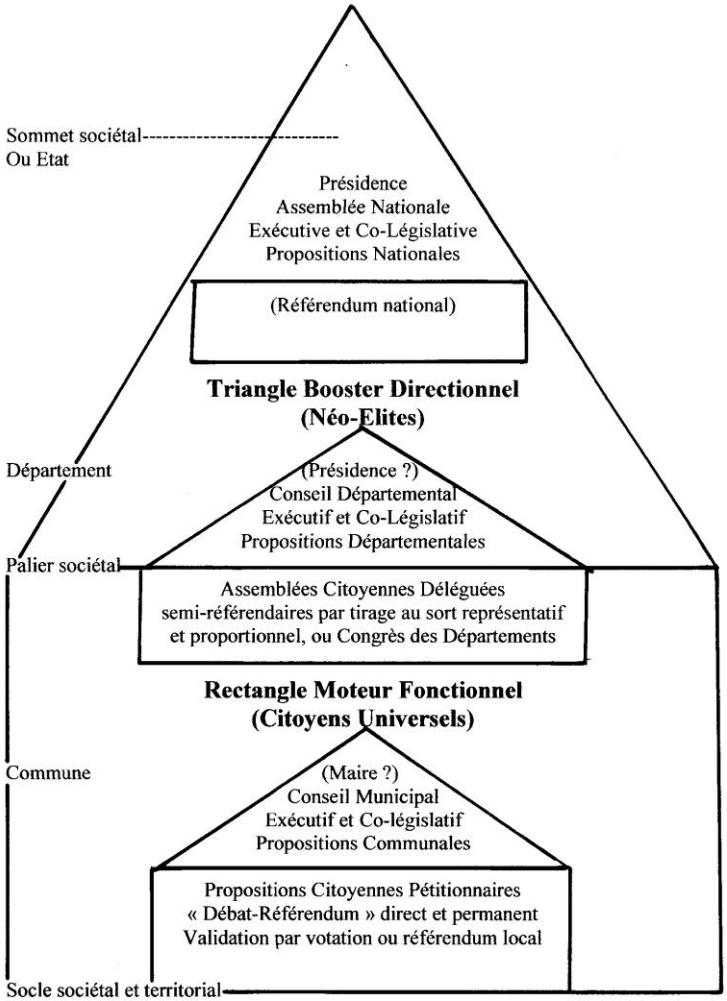
Paradoxalement, la « frontière » minimoptimaximale définissant les deux catégories citoyennes agit en réalité comme un subtil et poreux collage ou assemblage sociétal définitivement centré sur le respect des équilibres de proportionnalité. Car la solution délodiste découlant de la partition-répartition paritaire sur les trois faces sociale, économique et culturelle, a pour effet, comme on le sait, de souder la société dans toute

sa continuité centrale et d'éviter la monopolisation ultra-minoritaire des pouvoirs quadrifaciaux, avantage sans précédent, qui sera conforté sur la quatrième face (politique) par le tirage au sort, interdisant ainsi les abus d'accaparement et autre corruption poreuse entre les domaines Public et Privé, et consolidant l'autorité tempérante hiérarchique sur la seule base du respect des préférences majoritaires, relatives ou absolues, lesquelles seront toujours exprimées par le rectangle *entier* des citoyens universels (incluant donc les boosters). Dans un tel contexte, les droits et devoirs *triangulaires* ne deviendront que la juste rétribution de la mutualisation des droits et devoirs *rectangulaires*, ou du sacrifice historique apparent, mais indispensable car légitime, des seuls *abus objectifs* de puissance ou de richesse socio-économique, culturelle ou politique propres aux ères prétempérantes. Cela n'interdira aucunement la nécessaire précaution de justes conditions minimales pour être « éligible par tirage au sort » selon les futures préférences majoritaires et surtout les niveaux d'implication politique législative ou exécutive, locale, microrégionale ou nationale, tout comme il sera possible aux néo-citoyens *partis de trop bas* de faire valider leurs connaissances ou compétences en cas de besoin dès lors qu'ils se trouveront en situation de rejoindre le triangle, car l'essentiel de l'apport historique de la Tempérance délodiste résidera dans la fusion bi-axiale croisant la verticalité minimale, puis potentielle, de chacun des filaments citoyens, avec l'horizontalité de la binarité sociétale, le tout se situant proportionnellement au centre même de tout équilibre binaire et paritaire vital, assurant la pérennité de la Justice et de la Paix en même temps que leur établissement objectivement fondé. La construction qui résulte des présentes *Réflexions* respecte en effet toutes les conditions de l'équilibre équitable, tant « physico-matériel » sur l'axe de l'espace, que psychologique et spirituel sur l'axe du temps, pour aboutir à une société enfin *humaine*, c'est-à-dire libérée de ses pesanteurs quadrifaciales.

En d'autres mots, le fait pour le moins irréfutable qu'individu et société ne puissent « apparaître » -et conséquemment exister- l'un sans l'autre implique l'équilibrage paritaire aussi complet que possible entre l'égalité vitale sociale et la liberté créative individuelle, en même temps que l'universalisation-répartition de cette existence en quelque sorte à

demi-fusionnelle entre *tous* les citoyens concernés, afin de respecter la transposition verticalisée de la double nature de chacun des éléments, condition minimale et suffisante pour ainsi construire une super-entité sociétale définitivement équilibrée et pacifiée, c'est-à-dire respectant (et favorisant) simultanément l'équilibre de chaque pyramide individuelle et la parité libertégalitaire de l'ensemble ennéaédrique .

Comme le montre le schéma de la page suivante, et à l'instar de ce qui peut se constater chaque fois que des éléments organiquement actifs sont censés s'emboîter en un tout hiérarchiquement cohérent, ce qui implique toujours de *copier* les mêmes contraintes vitales, les trois paliers politiques fondamentaux, autrement dit nécessaires et *suffisants*, de la Commune, de la région immédiate ou Département, et de l'État, s'imbriquent verticalement en relation avec la pyramide sociétale totale, sachant que la proportion diminuée de leur dessin n'est, le cas échéant, qu'une facilité de visualisation. Car chacun de ces niveaux sociétaux est (ou plutôt hélas, devrait être) une pyramide ennéaédrique tempérante, de proportions d'équivalence équilatérale, en tant qu'expression citoyenne de l'équilibre libertégalitaire qui conditionne l'avènement de la Paix, tant interindividuelle, que sociétale ou internationale, et sous réserve des apports réflexifs du prochain chapitre, on peut déjà visualiser la colonne vertébrale de la démocratie tempérante dans ses grandes lignes, selon le schéma de la page qui suit.


Sommet sociétal
Ou Etat
Présidence
Assemblée Nationale
Exécutive et Co-Législative
Propositions Nationales
(Référendum national)
Triangle Booster Directionnel
(Néo-Elites)
Département
(Présidence ?)
Conseil Départemental
Exécutif et Co-Législatif
Propositions Départementales
Palier sociétal
Assemblées Citoyennes Déléguées
semi-référendaires par tirage au sort représentatif
et proportionnel, ou Congrès des Départements
Rectangle Moteur Fonctionnel
(Citoyens Universels)
Commune
(Maire ?)
Conseil Municipal
Exécutif et Co-législatif
Propositions Communales
Propositions Citoyennes Pétitionnaires
« Débat-Référendum » direct et permanent
Validation par votation ou référendum local
Socle sociétal et territorial

Tel est le portrait sinon intégralement scientifique, du moins le plus logique (et donc le moins *idéo*logique) possible de la justice et de la paix sociales, apte à réconcilier enfin tous les êtres humains sur la base de leur solidarité objective face aux lois de la Nature, par l'édification volontaire d'une architecture non plus temporaire, mais définitive vis-à-vis de leur propre dualité existentielle faite (et trop souvent « défaite » !) d'individualisme *et* de grégarité. Ainsi, et uniquement ainsi, semble-t-il, pourront bientôt se résoudre les hiatus et autres contradictions qui ont si longtemps empoisonné les humains, bloquant leur évolution et retardant d'autant leur émancipation sous le plafond animal de la méconnaissance des lois physiques dont ils font pourtant pleinement partie en tant que société, ou tout autre agrégat relationnel regroupant des individus.

Par souci de lisibilité, le portrait à trois étages ci-dessus présenté ne respecte pas les proportions exactes de la pyramide Tempérante, ni, a fortiori, l'équivalence d'équilatéralité qui optimise son rapport au socle terrestre. De plus, d'un point de vue géo-démographique, cette même représentation ne traduit pas les écarts véritables entre les trois niveaux définis du communal, du départemental et du national, puisque l'on sait que le deuxième niveau (correspondant au palier intermédiaire soudant le rectangle au triangle) est géo-démographiquement plus proche des citoyens que de l'État, même si, en termes de fonctionnalité politique, il s'affirme bel et bien comme central, s'agissant en particulier de son rôle en matière de validation législative nationale, par le biais du Congrès des Départements, de nature semi-référendaire. On peut apprécier, à ce propos, à quel point ce schéma « complet » exprime, et confirme aussi, la redéfinition des pouvoirs et des principales institutions politiques à venir, avec la nature « symbolique », et pourtant plus forte que jamais, d'un rôle présidentiel au-dessus de tout pouvoir principal, la disparition du gouvernement dans sa forme républicaine prétempérante et pseudo ou antidémocratique, l'appropriation subséquente du rôle exécutif par l'Assemblée Nationale et ses Comités ou Commissions Ministérielles, tandis que, suivant la même logique, l'essentiel du pouvoir législatif se situera désormais à l'échelon départemental, rendu « national » en tant

que Congrès des Départements. Ce dernier associera tous les citoyens via une imposante représentation semi-référendaire et sociologiquement représentative de la société du moment, sur la base d'un tirage au sort constamment renouvelé de citoyens-jurés, ou « Délégués Législatifs ».

Enfin, la Commune deviendra l'étage démocratique le plus actif et concret du point de vue citoyen, en tant que premier cadre et source d'initiatives et de Propositions impliquant l'ensemble des adultes par le biais des Sites Officiels, via un forum politique permanent sous forme pétitionnaire, outre les validations réglementaires locales, systématiques et directes des Propositions Municipales, hors routine fonctionnelle.

Il apparaît ainsi *visuellement* que la tempérance biéconomique et délodiste opère le parfait recentrage (volumétrique) soudant la binarité-dualité de tout organisme composite, en respectant la parité vitale propre à l'équilibre universel, statique et dynamique, qui conditionne la Justice et la Paix des choses et des êtres, offrant dès lors la résolution objective de l'équation induite par la moindre interdépendance entre deux ou une infinité d'éléments constitutifs. S'agissant de la face politique, il est déjà patent qu'entre les extrémités d'un pouvoir sommital solitaire ou même minoritairement accaparé (peu ou prou semi-démocratique, c'est-à-dire semi-dictatorial), et l'anarchie de fait d'un pouvoir national qui *ne* serait *que* local ou communal et universellement référendaire, le juste milieu de la Tempérance introduit la seule solution d'équilibre objectif, façon bicentrisme ou parité bi-politique, en légitimant le pouvoir exécutif en tant que prérogative triangulaire, et le pouvoir législatif (ou a minima le dernier mot législatif) en tant que droit souverain du peuple universel, ou prérogative rectangulaire, mais sous la forme semi-référendaire des méga-conventions citoyennes échantillonnées qu'assureront bientôt les Congrès Nationaux des Départements. On pressent déjà que sur chacune des faces pyramidales, ce recentrage tempérant assurera la soudure enfin logique, opérationnelle et définitive des deux volumes superposés qui dérivent de la binarité-dualité ou double nature humaine et universelle, interdisant dès lors le délétère creusement des fossés sociétaux observés au fil des trois premiers livres de ces *Réflexions*. Grâce à cet équilibrage

enfin objectivé, le palier médian ainsi activé garantira le fonctionnement universel et constant de l'ascenceur social sur l'axe socio-économique ou primaire, et l'égalité législative, de droit comme *de fait*, de la totalité des citoyens moteurs et boosters du rectangle (ou parallélépipède) sur l'axe culturo-politique ou secondaire, le tout garantissant et pérennisant l'équité fonctionnelle de la Justice et de la Paix.

Ces considérations encore générales appelleront beaucoup plus de détails dans le prochain chapitre, pour mieux définir chaque élément de cette nouvelle ossature sociétale, car, si cette dernière peut sembler quelque peu surprenante, vue sous certains angles en réalité déformés par l'effet de trompeuses habitudes prétempérantes, elle n'en dérive pas moins de principes et d'observations scientifiquement fondés, dont la validité interdisciplinaire semble garantir autant que possible la valeur d'universalité. Pour l'heure, et en guise de réflexion apéritive excitant la soif au lieu de l'assouvir, il est déjà possible de « pré-conclure » qu'une démocratie viable et apaisée suppose que *tous* les citoyens d'une même société soient potentiellement « gouvernés » ou administrés par *toute* la moitié supérieure de leur communauté, sous le contrôle majoritaire et systématique des premiers, afin que le *triangle* ou la pyramide n'exécute et ne conduise qu'avec l'approbation majoritaire explicite du *rectangl*e ou parallélépipède, le palier sociétal médian légitimant simultanément la libertégalité universelle de chacun et le pouvoir hiérarchique *objectif* de la moitié historiquement supérieure du peuple concerné (celle-ci étant dès lors en situation de domination sans *sur*-domination).

Mars 2022

Réflexions Géométriques 4

De la Pyramide Tempérante Hiérarchique aux Rouages Démocratiques Universels

1 - Hiérarchie Socio-Économique Historique, Légitime et Objective.

La pyramide tempérante historique et hiérarchique dérivant des observations du chapitre précédent révèle le bien-fondé de la partition-répartition biéconomique et de son équivalent délodiste en tant qu'utiles critères d'équilibrage sociétal permettant de rationaliser pacifiquement les improvisations propres à la libre créativité individuelle et collective des humains. Sans le palier volumétrique assuré par les innovations de la tempérance, aucune société n'existe au sens fusionnel vital et minimal de ce terme puisqu'aucun rectangle n'assure le moindre universalisme citoyen, ni même la moindre parité verticale avec le triangle supérieur, et l'absence de tout repère d'équilibrage et de proportionnalité autorise les erreurs et abus maintes fois constatés au cours des livres précédents, condamnant chaque citoyen au stress vital du *tout* ou *rien*, du *trop* ou du *pas assez*, déchirant ainsi le tissu sociétal par le milieu en creusant des

écarts de situation toujours plus caricaturaux et réduisant d'autant les tentatives d'équilibre « bisphérique » tendanciel à de vains gaspillages palliatifs périodiquement remis en cause par quelque crise systémique, nationale ou internationale.

Qu'il s'agisse d'individus, de communautés, de vastes sociétés ou de l'Humanité, l'Histoire et ses milliards d'aventures uniques n'ont toujours été, et ne sont encore, qu'une forme de *marché improvisé*, dans le sens quadrifacial le plus large de ces mots, et l'absence (jusqu'à ces *Réflexions*) de la juste péréquation libertégalitaire strictement paritaire proposée par les découvertes tempérantes empêche le tri indispensable, la nécessaire filtration, entre ce qui est légitime ou non, juste ou injuste, économiquement -et écologiquement- cohérent ou erroné, sitôt que la moindre différence de richesse, de pouvoir ou de « degré de puissance historique » s'établit entre les êtres humains. Faute de solution délodiste *et* biéconomique, les destins individuels restent en guerre totale les uns contre les autres, et les pseudo-sociétés ainsi intégralement construites sur des rapports de force ne sont que de fragiles châteaux de cartes tôt ou tard condamnés à l'écroulement, en raison unique de leur injustice ou violence systémique prétempérante.

La (triple) pyramide Tempérante obtenue précédemment rend la liberté de chaque aventure individuelle, associée ou collective en tout point légitime et compatible avec l'égalité vitale et les besoins communs des *citoyendividus* d'une même « nation », établissant objectivement les conditions universelles de toute autorité assumée, comme du pouvoir ou de l'influence supérieure des citoyens boosters *triangulaires*, quelle que soit la « face ennéaédrique » considérée. Aux antipodes de l'utopie d'un égalitarisme « par le bas » altérant la liberté individuelle, la Tempérance délodiste et biéconomique justifie la domination « historique », méritée, ou même héritée, des individus et des groupes, mais seulement en tant que *dépassement* des droits et devoirs *sociétalemen*t vitaux du socle de citoyenneté, sur la base de l'équilibre minimoptimaximal des 50% brut de partition et *ré*partition des richesses socio-économiques, culturelles et politiques, ainsi que des ressources territoriales dont dispose le peuple

correspondant. La loi d'équilibre de la binarité-dualité paritaire permet donc de définir, via la médiane, les deux populations complémentaires et objectives de toute société humaine, à savoir, les citoyens « moteurs » ou « exclusivement universels » appartenant au parallélépipède (ou au rectangle facial) sociétal, et les citoyens « boosters » dépassant le cadre de ce volume ou socle commun pour appartenir à l'espace pyramidal (ou latéralement triangulaire) du même monument. Les conséquences de cette partition *objective* de chaque population adulte formant société se révèleront très riches d'enseignements novateurs au fil des réflexions à venir, en particulier s'agissant des notions de médiane et de moyenne, en relation avec la contre-face économique de l'axe primaire concerné.

Les différences ou hiérarchies entre individus existent bien sûr à tous les niveaux de l'ennéaèdre, y compris au sein du parallélépipède, ne serait-ce que d'un point de vue psychologique ou spirituel, ainsi que physique ou physiologique, indépendamment d'environnements sociaux plus ou moins favorables par ailleurs, mais la plupart de ces « écarts » proviennent précisément des contraintes propres au mode et au niveau de vie des années de jeunesse, et plus encore de l'héritage génétique et « cumulé » des aventures vécues par les générations précédentes, toutes choses pouvant évoluer sensiblement et s'équilibrer en l'espace de trois générations, pour peu que les conditions vitales de la pérennité sociétale s'établissent à l'avenir sous l'effet apaisant de la justice tempérante. De ce point de vue des différences interindividuelles ou des inégalités de destin, les progrès attendus « égaliseront » toutes les données *sociétales* essentielles, en matière de chances ou de potentialité d'épanouissement, gommant les influences négatives des violences mono-systémiques, afin que chaque histoire individuelle ne dépende plus que des libres choix du citoyen adulte concerné, enfin assumés en responsabilité libertégalitaire, et dès lors respectueux d'autrui, autant que de soi-même.

Sur l'axe socio-économique, et selon le principe de parité déjà défini, la population citoyenne se « subdivisera » donc principalement et verticalement en deux *moitiés*, en fonction de critères qui ne peuvent être qu'historiquement subjectifs, car plus ou moins traduits en termes

d'abord -ou au mieux simultanément- *économiques*, même s'agissant d'un statut d'ordre social ou culturel, le cas échéant. Dans la mesure où il s'agit de « société », donc d'une *population* précise, le palier binaire et paritaire définissant le rectangle et le triangle ne peut se situer qu'à la médiane séparant par principe lesdits citoyens en fonction de leur poids économique, ou revenu et fortune, tel que financièrement mesuré selon les critères contingents du lieu et du moment, sachant que la relativité des « valeurs » ainsi définies peut être comparativement objectivée par le biais de l'analyse minutaire et de sa valeur universelle, ou *Minutée*. Il ne s'agit pas là de juger la qualité de quiconque en fonction de sa valeur apparente sur le « marché de l'Histoire », ni d'évaluer péremptoirement la cohérence morale des différences de revenu culturellement suscitées par chaque époque, même s'il ne fait aucun doute que les *excès* socio-économiquement désastreux font partie des tares prétempérantes sur les plans objectifs, légitimes et vitaux de l'écologie, de l'économie et de la sociologie, et devraient donc être spontanément gommés par la faculté de filtration propre à l'équilibrage biéconomique. Pourquoi telle ou telle profession est-elle deux fois moins rémunérée ici qu'ailleurs ? En quoi un footballeur du PSG mérite-t-il de gagner mensuellement le salaire *annuel* d'un PDG du CAC 40 ? Et comment peut-on justifier que celui-ci gagne mensuellement 500 à 1.000 fois le SMIC, sans même compter maints autres privilèges ? Il semble ici évident que de telles différences dépassent les bornes de la décence et de la répartition sociétale viable s'agissant de cas aussi caricaturaux, tout comme de la financiarisation spéculative qui enrichit indûment tant d'actionnaires en aspirant dans sa bulle hors sol tout le sang de l'économie, mais force est de constater que l'infinie variété des situations socio-économiques induites par l'Histoire traduit des us et coutumes ou autres tendances qui font *de facto* partie de la « culture empirique » du moment, via la loi d'un marché peu ou prou quadrifacial, et que le seul moyen de résoudre l'équation sociétale vitale pour assurer son équilibrage simultanément binaire *et* paritaire consiste à mutualiser pour moitié cet inévitable imbroglio comportemental, tant individuel que collectif, par la péréquation universelle de la partition-répartition minimoptimaximale à 50% brut, ce qui constituera aussi le meilleur moyen de tempérer à terme les excès les plus aberrants.

Si les circonstances socio-économiques, culturelles et politiques actuelles permettent à un joueur du PSG de gagner autant d'argent aussi facilement, c'est le résultat historique subjectif d'une surévaluation peu ou prou justifiée en tant que réalité ou comportement social factuel du moment et du lieu considérés, et sans doute en lien plus ou moins direct avec les excès typiques de tout mono-système pseudo-démocratique (y compris ici sur le plan de la démocratie socio-économique), mais tout se résout dès lors que l'équilibrage de la péréquation sociétale tempérante permet de comprendre que, sur la base universelle, duale et paritaire de chaque entité viable et pacifiée entre ses deux composantes, chacun ne gagne en réalité, « en propre et pour soi-même », que la moitié de toute richesse personnelle historiquement acquise, en relation proportionnelle avec le seuil de l'équilibre minimoptimaximal de l'ensemble social. Car l'autre moitié intemporelle, objective et minutaire, ne représente que l'équivalent des 50% « gagnés » en tant que *citoyen* et surtout *grâce à tous les autres citoyens*, moitié sociétale ou commune dont fera partie, entre autres services publics essentiels, le Revenu Universel de l'équité rectangulaire. Psychologiquement, il suffit donc de franchir le pas de la conscience ou de l'intelligence collective vitale en prenant désormais l'habitude de ne plus compter pour soi-même, en tant qu'enrichissement privé légitime et inaliénable, que la moitié de tous ses revenus (outre la garantie individuelle du Revenu Universel), du moins sitôt que l'on a la chance de faire partie des citoyens boosters plus ou moins « fortunés » du volume supérieur triangulaire ou proprement pyramidal. Cela va de pair avec la compréhension, en tant qu'inclusion mentale conscientisée, de notre nature, ou plutôt *semi*-nature sociale, universelle et égalitaire.

Cette péréquation, par son respect de proportionnalité paritaire, garantit la paix civile que suppose l'intérêt *vital* de chacun et de tous, en même temps que la légitimité de la moitié historiquement gagnée à titre individuel et l'assurance de ne plus jamais risquer de tout perdre, tout en autorisant a priori n'importe quel empirisme subjectif en matière de culture socio-économique, quels que soient le lieu, la période ou même le niveau de développement de la société considérée, prouvant à quel

point tout n'est qu'une question d'équilibre libertégalitaire universalisé ou de *juste* proportion, via la partition-répartition biéconomique. Ainsi, les droits individuels et collectifs se trouveront respectés à tout niveau de réussite ou d'accomplissement historique imaginable, sur la base de devoirs d'égale proportion, fondant définitivement une Société digne de ce nom, car enfin apaisée, sans aucunement empiéter sur la part *légitime* de liberté qui anime potentiellement chacun d'entre nous.

Sur les faces pyramidales matérielles ou physiques des rapports socio-économiques, les découvertes et innovations tempérantes pourront souder le rectangle au triangle de manière osmotique en garantissant le libre accès de chaque citoyen à *tous* les degrés possibles de réalisation existentielle sur cet axe vital, ce qui aura pour conséquence automatique d'éviter la *sur*-domination ou la *sur*concentration ultra-minoritaire des ressources et des richesses, autrement dit toute forme de monopolisation *abusive* assimilable à quelque sorte de délinquance, de violence ou de discrimination vitale, aux effets sociétaux mortifères que l'on sait. Dans ces conditions objectivement équilibrées, les « inégalités » deviendront aussitôt l'expression du seul mérite individuel, tandis que le pouvoir et l'influence ainsi gagnés, le cas échéant, en deviendront aussi légitimes qu'incontestables. Les grandes fortunes à venir ne seront plus le résultat de l'exploitation vitale de la majorité citoyenne, mais bien au contraire la juste récompense d'une néo-élite respectant à égalité tous les droits et devoirs définissant chaque situation individuelle. La « démocratie socio-économique » deviendra réalité, puisque les citoyens *boosters* verront leur leadership effectivement plébiscité par un marché *équilibéral* aux quatre facettes sociétales complémentaires, tandis que leurs concitoyens *moteurs* uniquement constitutifs du « rectangle » participeront aussi à la richesse nationale, et donc profiteront également des progrès suscités par les pionniers ou leaders, sachant que la moindre évolution notoire ne peut déjà se concrétiser, même en contexte mono-systémique, que grâce aux activités directes ou indirectes de création, de production et autre consommation de *l'ensemble* des citoyens ou agents économiques, en raison même des interdépendances multiformes qui tissent la trame si complexe de chaque société humaine un tant soit peu développée.

En perspective hiérarchique, les leaders ou dominants sont par définition minoritaires et d'autant moins nombreux que l'on s'approche du sommet pyramidal, mais l'absence de palier objectif de péréquation sociétale les empêche de connaître et de respecter leur devoir universel dans son exacte proportion d'équilibre paritaire, ce qui aboutit aux effets pervers, car abusifs, de toute réussite en contexte mono-systémique, et à l'aliénation réciproque des dominants comme des dominés, sur fond de violence vitale exacerbée jusqu'aux pires effondrements sociétaux. Le palier libertégalitaire biéconomique, mais aussi bi-social, bi-culturel et bi-politique, garantit donc la continuité sociétale en recousant le tissu du drapeau national de chaque côté, mais aussi du socle au sommet, via une trame cohérente intégrant -au moins potentiellement- *tous* les filaments citoyens pour éviter aux plus chanceux d'entre nous les nombreux abus d'un séparatisme égoïste jusqu'à présent dicté à notre double nature par la fameuse pesanteur historique, sachant qu'en situation prétempérante, tous les éco-citoyens, dominés inclus, sont condamnés aux mêmes excès comportementaux de leur vile part d'animalité, sous l'effet de pulsions vitales enfin comprises et désormais pacifiquement maîtrisables par la prochaine application des deux innovations tempérantes. En effet, faute d'équilibrage biéconomique, délodiste et tempérant, même un dominé n'est qu'un dominant potentiel en attente de circonstances favorables à l'assouvissement de ses propres instincts « libertaires » abusifs.

Les deux catégories citoyennes principales sont donc celles du rectangle et du triangle, sur la simple base factuelle de quelques lieu et époque considérés en tant que donnée historique, empirique, subjective et aléatoire d'us et coutumes d'abord socio-économiques, par besoin prioritaire de « survie », dictant quasi-simultanément la construction de l'axe culturo-politique propre à chaque communauté, et tous les aléas ou autres injustices *objectives* reliant les citoyens et répartissant leurs poids ou pouvoirs si variables ne peuvent produire que violence et instabilité permanentes en l'absence de péréquation minimoptimaximale. Malgré les incohérences prétempérantes heureusement promises à un nécessaire équilibrage en contexte délodiste et biéconomique, la réalité observable

définit plus ou moins arbitrairement une hiérarchie dont le repère le plus utile de classification reste la médiane séparant la face sociale en deux populations de volume équivalent, selon le principe de l'*équi-binarité*, quelles que soient les aberrations ou variantes historiques de la contre-face économique, dont les modes plus ou moins irrationnelles et autres improvisations empiriques affectent gravement la répartition, à tel point que la médiane et la moyenne ne peuvent encore jamais coïncider en termes « historiques » ou financiers. Même s'il est fort probable que, du point de vue minutaire à tout le moins, une société devenue tempérante puisse quasiment équilibrer les valeurs entre moyenne et médiane pour ce qui concerne tous les revenus et le pouvoir d'achat qui en découle, il s'avère ici pertinent de considérer que la réalité socio-économique des mutliples formes et volumes de revenu suffit à *constater* la classification hiérarchique des citoyens adultes, indépendamment de tout jugement de valeur tenant aux personnes ou individus, s'agissant d'êtres par ailleurs objectivement égaux dans leurs potentialités « *pré*-historiques » face à l'Existence (la plupart des qualités et défauts innés, d'ordre physique ou mental, ne relevant déjà que de conséquences historiques plus ou moins temporairement héréditaires). Par ailleurs, comme déjà précisé en fin de chapitre 3, la même contrainte historique fait peu ou prou coïncider la supériorité des pouvoirs triangulaires sur les quatre faces pyramidales, y compris donc s'agissant des domaines culturels ou politiques, cela dans la mesure où, sitôt qu'un individu, à l'occasion de quelque circonstance favorable, peut se hisser du rectangle au triangle en devant influent en tant que citoyen *booster*, sa nature sociétale change quelles que soient ses données de départ de contexte rectangulaire. C'est le cas, parfois de façon assez spectaculaire, lorsqu'un citoyen d'origine très modeste, en réalité nécessairement charismatique et doté d'un potentiel unique, se transforme en super-leader, voire Président de la République ou multi-milliardaire, sans qu'une telle promotion, hélas, ne puisse changer quoi que ce soit de très fondamental -et surtout de durable- aux déséquilibres prétempérants de mono-systèmes toujours bien trop peu démocratiques. Les célèbres *self-made men* aux carrières si exceptionnelles existeront toujours et se multiplieront sans doute grâce à la libération prochaine de *toutes* les énergies citoyennes, mais leur réussite future ne pourra plus

s'obtenir illégitimement aux dépens de tant de leurs concitoyens et n'en deviendra que plus exemplaire et admirable, gagnant dès lors en qualité ce qu'elle perdra en *sur*-quantité ou autre proportion abusive, au vu de l'histoire des violences et injustices prétempérantes.

2 - Hiérarchie Culturo-Politique Historique, Légitime et Objective.

La parité verticale constituant l'équilibre sociétal via la fixation de son palier intermédiaire définit donc d'abord la population citoyenne en deux moitiés par le biais de l'analyse tempérante, ce qui ne fait que reconnaître la réalité historique dans son incontournable *factualité*, tout en permettant de l'observer sous un angle plus objectif que jamais via la description minutaire universelle, et surtout d'en équilibrer les données à venir grâce à la péréquation ou partition-répartition biéconomique. Or le palier paritaire ainsi défini en tant qu'expression de tout équilibre sociétal vital et viable devant respecter les lois physiques de l'axe socio-économique, se transpose orthogonalement sur l'axe culturo-politique en « classant » les *mêmes* citoyens de la *même* façon, mais en termes de rayonnement culturel et politique, ce qui revient à constater *et* attester une hiérarchie définissant des degrés différents de droits et devoirs, ou de leadership et d'adhésion et autres rôles complémentaires sur les deux faces correspondantes.

Sur la face culturelle, le rectangle correspondra à l'accessibilité égale et universelle à l'Éducation Commune, ou son équivalent pour les adultes, à une même conscientisation citoyenne localement assurée et animée par chaque Municipalité s'agissant de toute forme de débat, plus particulièrement via les Sites Officiels de Proposition Citoyenne à visée pétitionnaire et/ou référendaire, et surtout à la *responsabilisation* directe de chaque citoyen par le biais de la transparence numérique, pour ce qui concerne les médias individualisés, laquelle se trouvera confortée par la pénalisation et répression immédiate de la violence que représente toute insulte, sitôt que les citoyens se seront libérés des habitudes dérivant des injustices sociétales prétempérantes, en devenant enfin aussi pacifiques

et équilibrés à travers leur consommation, « production », expression ou créativité culturelle, qu'en matière socio-économique. Car s'agissant de débat d'opinion, comme de toute forme de créativité artistique, la future pacification systémique découlant du délodisme biéconomique rendra peu à peu inutile toute espèce de violence verbale, d'opposition nihiliste ou autre expression décadente et destructrice, du fait de la résolution du hiatus entre les idéaux et la réalité collective. Comme il a déjà pu être constaté lors des *Réflexions* du Livre III, l'effet pacificateur et filtrant des conditions sociétales tempérantes libèrera les citoyens de la tutelle abusive des minorités culturelles *sur*-représentées typiques des sociétés actuelles, ainsi que de l'extrémisme ou de la décadence des contenus qui les caractérisent, fruits d'injustices vitales avant tout socio-économiques appelées à disparaître grâce aux garanties citoyennes d'une constitution enfin quadrifaciale. Dès lors, les nouveaux dominants culturels intégrant le triangle représenteront effectivement l'*entière moitié* de la population adulte sur la base d'une utilité commune supérieure mieux identifiée et plus légitime que jamais, sans discontinuité du tissu socio-culturel, ni appropriation de responsabilités individuelles ou groupées qui ne soit populairement légitimée en réponse à un besoin majoritairement partagé incluant le rectangle universel, tandis que les médias professionnels se verront contraints de tenir compte de la réalité culturelle citoyenne en assumant les rôles d'informateur et/ou de miroir d'opinion plutôt que de manipulateur, au gré de la future émancipation des néocitoyens via la (re)découverte d'un temps réflexif libéré de toute priorité matérielle et concurrence « vitale ». La domination culturelle, de forme individuelle, associée ou communautaire, sera condamnée à se justifier et se légitimer de façon peu ou prou *démocratique* en raison des libertés réellement et définitivement acquises par les citoyens Tempérants, ce qui devrait se ressentir en particulier dans le fonctionnement du milieu associatif, car les ressorts et les finalités des échanges et regroupements culturels se trouveront inévitablement positivés et apaisés par toutes les garanties du nouveau cadre sociétal et leur effet de sociabilisation solidaire, ce qui *de facto* n'encouragera que les initiatives avérées les plus épanouissantes, à l'opposé des tendances actuelles, traductions des aliénations culturelles discriminatoires propres à chaque période de crise systémique majeure.

En résulteront la promotion des richesses culturelles compatibles avec les valeurs de l'humanisation universelle, ainsi que l'échange et la découverte des différences *objectives* propres aux racines géographiques et climatiques des cultures héritées de l'Histoire, et plus encore la juste et rapide disparition de toutes les formes de violence psychologique ou mentale qui permettent à des dominants malintentionnés de manipuler des sous-humanités les unes contre les autres, pour aboutir au contraire à la tolérance et au respect mutuels qui fondent la cohabitation pacifique entre groupes comme entre individus. La hiérarchie culturelle historique pourra donc de la sorte s'objectiver et se légitimer en se dépouillant des *abus* de pouvoir subjectifs et minoritaires subis jusqu'à présent, ce qui ne sera que la conséquence élargie de la *tempérisation* de l'axe socio-économique, bien que cette dernière soit nécessairement, et d'abord, le fruit de la prise de conscience tempérante ici exposée. Car tout progrès s'introduit par le biais d'une nouvelle pensée, découverte ou invention minoritaire, qui, sitôt validée par son partage, devient majoritaire, puis aussi universelle qu'évidente, et même génétiquement intégrée, au fur et à mesure que l'expérience historique en corrobore l'utilité objective.

En vis-à-vis axial de ce côté sociétal proprement culturel, et pour en revenir à la face pyramidale politique dont les trois étages principaux ont conclu le chapitre précédent, force est de constater que le palier qui distingue le rectangle et le triangle pour mieux les souder définit bel et bien *deux* rôles politiques essentiels et complémentaires, suivant peu ou prou une répartition citoyenne corroborée par la réalité historique, ce qui n'est guère surprenant dans la mesure où cette dernière est un processus d'évolution pour une part « dicté » par les nécessités objectives de toute entité singulière ou plurielle « viable », et pour l'autre, intrinsèquement désaxé, rétrogradé, et périodiquement stoppé par l'irrespect systémique de notre double nature et de son équilibre libertégalitaire. D'où l'intérêt crucial, sur cette quatrième et dernière face pyramidale, de satisfaire à la même condition de parité binaire entre les deux étages citoyens, dont la simple prise de conscience offre sur un plateau la conséquence politique logique de l'équilibre vital *objectif*.

Du point de vue démocratique que suppose l'égalité minimale ou « verticalement semi-partagée », le rectangle (ou plutôt parallélépipède) des citoyens universels, dont le rôle moteur a pu être souligné et s'est révélé comme si essentiel dans le contexte sanitaire de la pandémie du Covid 19, ne peut qu'inclure *l'ensemble* des adultes, non seulement en tant que voteurs et électeurs (et non plus exclusivement électeurs), mais tout autant en égale qualité d'initiateurs de Propositions Citoyennes via les Sites Officiels correspondants. Être citoyen suppose donc d'assumer sa part d'utilité commune socio-économique sur l'axe le plus vital de la matérialité, via tous les devoirs (et les droits) qu'impliquent la Garantie Citoyenne et son fameux équilibre minimoptimaximal, sachant que cette obligation de justice vitale est complétée par les droits (et les devoirs) culturo-politiques consistant à suggérer, promouvoir, et surtout juger et choisir au bout du compte les lois, règlements et autres projets collectifs susceptibles d'améliorer le « sort commun », en tant que cadre sociétal déterminant le degré de qualité existentielle historique de l'ensemble pyramidal, ce qui est plus une question d'équilibre libertégalitaire et de paix sociale que de surconsommation matérielle. L'inversion volontaire du contenu des parenthèses qui précèdent ne fait que contraster l'aspect contraignant, nécessaire et vital de l'axe de matérialité par rapport à la nature abstraite, inventive et spirituelle des aspirations propres à l'axe culturo-politique, et la tare fatidique des mono-systèmes indifféremment anti ou pseudo-démocratiques provient précisément de l'absence totale de mutualisation-universalisation égalitaire, minimale et vitale, qui fait qu'individus ou minorités peuvent s'arroger une part toujours croissante de pouvoir illégitime en s'appropriant tous les droits pour n'imposer aux autres que les devoirs, sur les quatre faces de l'édifice sociétal.

Chaque néo-citoyen tempérant adulte, de par sa qualité minimale d'élément moteur au sein du rectangle sociétal via l'accomplissement de ses devoirs socio-économiques vitaux en garantie des droits existentiels correspondants, gagne ainsi le temps, la liberté et le pouvoir d'agir, non seulement sur sa propre vie de façon aussi « souveraine » et responsable que possible, mais autant sur son environnement sociétal tout entier, par

le biais de sa libre participation au débat culturo-politique, de sa liberté de proposer tout progrès jugé souhaitable, d'adhérer à toute proposition en provenance d'autrui, et surtout de finaliser toute décision politique en tant que voteur universel, ou représentatif le cas échéant. L'initiative et la décision finale politiques sont les tenants et aboutissants de l'égalité citoyenne supposée par l'universalité du droit de vote, dont l'existence jusqu'à présent embryonnaire s'est réduite au devoir d'élire, à la seule exception -largement biaisée en plébiscite- de très rares référendums.

Comme cela est visible sur le schéma exploré, les Propositions Citoyennes, individuelles ou groupées, propres au rectangle de chacun des trois niveaux politiques essentiels, sont complétées par l'équivalent en provenance des « autorités » politiques que représentent les Délégués Exécutifs de chaque triangle, lesquels sont « mandatés », toujours par tirage au sort, pour gérer les choix politiques majoritaires, relatifs ou absolus, mais aussi *proposer* tout ce que leur positionnement spécifique peut suggérer d'utile comme autre règle ou projet d'intérêt public. Quel que soit l'étage institutionnel considéré, et à la différence notoire de ce que révèle tout système électif et partisan en la matière (où le pouvoir décisionnel est abandonné aux mains de minorités non représentatives), la démocratie « directe » et citoyenne implique que toute suggestion ou décision en provenance de quelque assemblée politique que ce soit ne peut devenir -simultanément- *légale et légitime* qu'après approbation majoritaire (absolue ou relative) de l'ensemble des citoyens ou de leur représentation semi-référendaire, donc via l'aval des membres moteurs *et* boosters du rectangle, ou parallélépipède, selon une optique envisagée en deux ou trois dimensions.

En attendant de nécessaires développements sur les modalités, cela fait apparaître le rôle spécifique du triangle sociétal, ou en 3D, de la pyramide « supérieure », solidement et solidairement soudée à sa base parallélépipédique citoyenne et universelle, telle que décrite plus haut. De fait, la répartition verticale binaire et paritaire que définit à la fois objectivement et historiquement le fameux palier médian confère à *tous* les citoyens booster ou « triangulaires » une *égale* chance (via le tirage

au sort) d'assumer des responsabilités politiques légitimement fondées, en tant que gestionnaires du Bien Commun ou responsables mandatés de l'équilibrage des Domaines Public et Privé via la Loi, car en toute transparence et coordination démocratiques vis-à-vis de l'ensemble des citoyens « rectangulaires », dont eux-mêmes font également partie. Tel un engin spatial équilibré en deux compartiments complémentaires, la société tempérante reconnaît donc le rôle spécifique d'*orientation* des citoyens boosters du triangle par rapport à leurs concitoyens moteurs du rectangle, à la façon de réacteurs directionnels, confirmé par la forme de flèche typique de l'étage pyramidal, en contraste avec la propulsion de croisière assurée par les réacteurs rectangulaires. L'essentiel, à ce stade, est de remarquer que le tirage au sort (librement accepté) des citoyens universels en cas de délégation législative semi-référendaire, comme des citoyens boosters pour participer aux trois niveaux définis d'assemblée exécutive sur toute la durée d'un mandat unique, constitue une garantie d'égale répartition des droits et devoirs politiques dans chacun des deux volumes sociétaux, de transparence constante des rouages afférents, de « rotation citoyenne » permanente et optimale, de déprofessionnalisation individuelle ou clanique de tous les mandats politiques futurs, ainsi que de dépersonnalisation ou *déstarification* de toutes les fonctions autres que le statut désormais surtout symbolique et moral de Président de la République, voire éventuellement de Maire, ces deux cas pouvant dès lors justifier une forme ou une autre de désignation *ouverte* -et non plus de candidature- de nature intégralement et directement « électorale ».

La collégialité des pouvoirs politiques triangulaires, tout comme leur dépendance vis-à-vis de la majorité rectangulaire, compensera les risques éventuellement induits par les aléas du tirage au sort, s'agissant de la compétence ou de la motivation individuelle, a fortiori moyennant un minimum de « vérifications préalables », c'est-à-dire en fonction de critères de sécurité, de connaissances et de probité majoritairement fixés par les Tempérants d'un avenir dûment démocratique et transparent. En contexte délodiste de démocratie *citoyenne*, tous les adultes appartenant au triangle ont potentiellement les mêmes chances d'être choisis par le sort pour participer à tour de rôle au gouvernement collégial de chacun

des trois niveaux nécessaires et suffisants pour gérer le Bien Commun, selon des critères de compétence qui peuvent toutefois être ajustés en fonction de l'étage politique, dans l'intérêt bien compris d'une majorité citoyenne sans cesse élargie, et surtout en relation directe et fidèlement représentative avec la réalité sociétale d'une libre évolution historique sur les trois autres faces pyramidales, selon leurs données empiriques, socio-économiques autant que culturelles. Il ne s'agit pas d'interdire des fonctions politiques à la moitié des citoyens, en dépit des apparences qui pourraient faire croire au retour de quelque ségrégation électorale telle que le vote censitaire, mais au contraire de reconnaître, de façon enfin plus objectivée que jamais, la part légitime de la supériorité historique minimale que suppose toute prise de responsabilité politique, du moins d'ordre *exécutif*, ce qui s'avère de toute façon corroboré par l'Histoire, indépendamment des abus de pouvoir jusqu'à ce jour rendus inévitables par les confusions mono-systémiques quadrifaciales.

Le pouvoir politique d'ordre *législatif* se résume pour l'essentiel aux trois libertés de proposer pour améliorer, de débattre pour ne pas se battre, et surtout de choisir ou décider pour agir en conséquence, et ces trois temps constitutifs de toute souveraineté partagée, en liaison directe avec la contre-face culturelle du même axe pyramidal, définissent les fonctions politiques universelles du *rectangle citoyen*, ce qui respecte en tout point l'égalité d'un véritable droit participatif et décisionnel d'un bout à l'autre du parcours allant de la réflexion jusqu'au choix politique, conférant audit droit de vote, délodiste et tempérant, une légitimité sans précédent, car désormais objectivement visualisable par l'établissement conceptuel du palier médian en tant que repère d'équilibrage paritaire nécessaire à tout organisme durablement et pacifiquement viable, outre l'aspect techniquement référendaire des méga-échantillons statistiques caractérisant les futurs Congrès Législatifs Interdépartementaux, en tant qu'Assemblée Nationale enfin représentative, citoyenne et populaire.

Au-dessus de ce plan d'équilibre imposé par la loi existentielle, le pouvoir politique d'ordre *exécutif* consiste essentiellement quant à lui à assurer la stricte application des lois, en particulier via le contrôle de

l'administration, tout en participant à la création ou évolution de la Loi selon ce que suggèrent les besoins spécifiquement ressentis à l'échelon institutionnel correspondant, ce qui suppose en l'occurrence, non plus des privilèges décisionnels exclusifs ou autres superpouvoirs politiques abusifs et illégitimes supérieurs à ceux des citoyens « rectangulaires » ou universels, comme c'est hélas le cas des sociétés prétempérantes, mais au contraire des compétences, connaissances ou autres savoir-faire *de facto* supérieurs -ou « devenus supérieurs »- à ceux définis par la médiane pyramidale. Cela revient à reconnaître que, en toute objectivité binaire et paritaire, les mandats ou les fonctions *d'exécution* impliquant inévitablement une « surface » ou un volume historique individuel de booster, et par la même occasion une émancipation minimale vis-à-vis des contraintes matérielles les plus vitales, sont du ressort des citoyens « triangulaires », au sens pyramidal *quadrifacial* du terme, comme peut en témoigner l'observation factuelle de l'Histoire, à de rarissimes et très provisoires exceptions près qui ne font que confirmer ladite règle. Il faut donc en déduire que la possibilité d'accès aux fonctions de responsable politique exécutif (mais dans le sens tempérant de non décisionnaire), dûment mandaté par tirage au sort pour une durée prédéfinie, constitue légitimement l'authentique privilège objectif de tout citoyen ayant de fait dépassé le statut universel ou « rectangulaire », en juste rétribution des responsabilités socio-économiques et culturelles supérieures que la personne correspondante assume au-delà de la médiane pyramidale, ou autrement dit, en « récompense » de sa participation nette à l'élévation historique quantitative et qualitative du palier sociétal médian, ce que ne contesteraient aucunement les Gilets Jaunes dignes de ce nom, c'est-à-dire lucidement épris de justice et pétris de bon sens.

Il n'y a donc là aucune injustice politique entre le rectangle et le triangle qui forment la société tempérante, mais simple différenciation de nature ou de fonction, en parfaite complémentarité, puisque dans tous les cas, l'approbation majoritaire rectangulaire constitue la règle dans un contexte délodiste ou totalement démocratique. Les pouvoirs de gestion, d'exécution des lois, et d'orientation ou de pilotage se trouvent dès lors objectivement justifiés et légitimés en tant que prérogatives des citoyens

triangulaires, ou plus exactement pyramidaux, sachant que désormais, cette entière moitié de la population adulte totale participera à égalité de chance et de rotation aux responsabilités politiques afférentes, et que la position hiérarchique en question ne lui procurera aucun droit politique d'ordre décisionnel ou législatif supérieur à l'ensemble des citoyens du rectangle (ou parallélépipède). Cela signifie que la supériorité de nature existentielle ou historique, individuelle ou groupée, des boosters procure certes des moyens accrus et *factuellement* justifiés de faire « évoluer » l'ensemble sociétal, mais ne légitime pour autant aucun droit de vote décisionnel minoritaire, et impose tout au contraire le constant respect de l'approbation majoritaire, via la consultation du rectangle. La règle sociétalement vitale de l'équilibre libertégalitaire politique associe donc la hiérarchie des compétences et du leadership à la démocratie du droit de vote décisionnel universel, seule façon de souder définitivement le triangle au rectangle en parfaite continuité et *complémentarité*, et plus encore de responsabiliser leaders et « suiveurs » en totale transparence. Ainsi doivent se définir et répartir objectivement les justes fonctions ou pouvoirs du législatif (rectangulaire) et de l'exécutif (triangulaire) afin de respecter tous les mérites d'une domination devenue légitime, enfin dépourvue de la moindre *sur*-domination.

De ce fait, les premiers de cordée, en raison de leur chance ou de leur mérite, influenceront toujours autant l'évolution historique de leur société, y compris sur le plan culturo-politique, mais désormais de façon uniquement positive, car la péréquation sociétale et son équilibrage dual et paritaire permettront aux futurs dominants, devenus bon gré mal gré tempérants, de s'épanouir en respectant l'intérêt majoritaire légitime de toute démocratie, via le même effet de filtration positive qu'en matière socio-économique. Par le biais de la distinction hiérarchique tempérante et de l'universalisation soudée que permet cette partition-répartition de nature culturo-politique, ces néo-dominants triangulaires ne se verront plus eux-mêmes majoritairement dépossédés de leurs droits par les abus ultra-minoritaires d'une caste sectaire de sur-dominants oligarchiques, monopolistiques ou dictatoriaux, tandis que la nature même et la qualité de leur influence s'en trouveront idéalement assainies, dès lors que toute

initiative, provenant de quelque niveau pyramidal que ce soit, devra *de facto* profiter tout autant à la majorité citoyenne, ce qui garantira enfin la continuité et la transparence hiérarchiques depuis la base du rectangle jusqu'au faîte du triangle, s'agissant en particulier de la face politique ici concernée.

Il en résultera un effet d'aspiration positivement inspirée de cet étage supérieur sur l'ensemble des citoyens, via la nécessité d'associer constamment la majorité populaire afin d'en respecter les préférences prioritaires, ce qui ne pourra plus s'accomplir que par l'exemplarité de pratiques devenues transparentes, (en constantes rotation et collégialité fonctionnelles), et par la persuasion pédagogique d'une communication en continu entre les deux étages indispensables de concitoyens moteurs et boosters, grâce aux débats ouverts d'une face culturelle en émulation maximale, et ce, d'autant plus aisément que la profondeur des échanges collaboratifs de fond aura remplacé la superficialité des stratégies du marketing politique professionnel et ses effets diviseurs aussi insultants que caricaturaux. Il n'est ici qu'à observer la tenue exemplaire des rares conventions citoyennes déjà octroyées, par contraste avec les débats de nos politiciens professionnels, pour comprendre que les droits politiques législatifs vont de pair avec la quasi gratuité désintéressée que suppose une participation citoyenne occasionnelle, très modérément indemnisée, le cas échéant.

La Justice et la Paix gagneront ainsi leur introduction historique définitive en jouant simultanément sur deux tableaux complémentaires, car, d'une part, les futurs dominants triangulaires deviendront tels par le mérite d'une utilité commune reconnue et sur la base de comportements socio-économiques respectueux de la libertégalité, tant individuelle que sociétale, sur l'axe biologique et matériel de l'espace socio-économique, tandis que d'autre part, leur supériorité ainsi objectivée leur procurera un charisme débarrassé de tout contre-effet nocif, et une juste influence ou domination traduite en orientations majoritairement approuvées sur l'axe immatériel des faces culturelle et politique. Cette osmose sociétale se concrétisera par la progression constante des intérêts communs, en

promouvant sans cesse la pédagogie mutuelle de toutes les formes de débat citoyen ou autres échanges culturels imaginables, sans qu'aucun risque d'exacerbation, d'extrémisme ou de violence vitale ne soit plus jamais encouru. Dans ce contexte biéconomique et délodiste apaisé, le rôle de *tous* les néo-dominants pyramidaux -et objectifs- consistera à *entraîner* la libre adhésion de la majorité citoyenne sur les quatre faces pyramidales, via la démonstration « expérimentale » (et aussi locale que possible) des avantages sociaux de chaque innovation, entreprise, projet ou orientation souhaitée, ce qui confèrera à tous ces leaders un juste rôle d'éclaireur ou de pionnier, désormais légitimement fondé grâce à leur ascension du rectangle au triangle, sans qu'aucune « microminorité » ne puisse plus jamais *imposer* quoi que ce soit par force ou violence anti-libertégalitaire.

Qu'il s'agisse de progrès techniques ou économiques sur l'axe bifacial matériel ou d'innovations culturo-politiques sur l'orthogonale spirituelle de l'humanisation, la démocratie quadrifaciale et tempérante impliquera l'adhésion bénéfique, spontanée par l'évolution des mœurs, ou consciente par la délibération, d'une majorité citoyenne de plus en plus élargie et proche de l'*unanimité*, par la simple disparition de tout ce qui divise inutilement, et ce, grâce au dépassement historique volontaire et quasi scientifique de la pesanteur socio-économique vitale. La Paix de notre Humanité meurtrie suppose donc de fonder, objectiver et légitimer la pyramide hiérarchique tempérante sur son parallélépipède commun d'universalité minimale vitale, en tant que condition d'une émancipation optimale, individuelle *et* sociale.

Démocratiquement, l'osmose sociétale tempérante sera d'autant plus pacifique qu'elle fera évoluer la majorité en pleine conscience sous l'influence inévitable -mais désormais positive car toujours socialement profitable- de *l'ensemble* des néo-dominants ou boosters triangulaires, sachant que par définition, toute décision majoritairement suivie et donc sciemment approuvée sera nécessairement la meilleure possible dans un tel contexte, puisque sa suggestion ou promotion sera systémiquement filtrée grâce à l'équilibrage libertégalitaire. Cela n'exclura pas le risque

éventuel (bien que désormais aussi limité que possible) d'erreur ou de « faute » *collective* objective d'un point de vue purement technique ou scientifique, par manque de connaissances suffisantes, si la majorité ne comprend pas ou ne respecte pas (du moins pas encore !) les lois spatio-temporelles imposées par l'Existant, autrement dit le fameux bon sens de la Vie, au plus près de la mystérieuse flèche spirituelle de la Finalité Suprême. Dans ce cas, Dame Nature et ses Lois ne manqueront pas de se faire comprendre par défaut, comme c'est précisément le cas de tout effet boomerang écologique, en suggérant une voie plus conforme au destin *objectif* d'une Vie en constant perfectionnement, l'important étant que ladite majorité citoyenne soit en mesure d'évoluer librement en tant que société politique, quitte à changer de cap pour corriger ses erreurs, mais sans plus jamais se laisser dicter des décisions minoritaires, mêmes objectivement raisonnables ou souhaitables, dont l'utilité commune ne serait pas démocratiquement avérée (bien que l'on sache ici que, faute de tempérance, la quasi-totalité des choix minoritaires ont d'autant plus besoin d'être imposés qu'ils sont contraires à l'intérêt général). D'où la nécessité du vrai débat politique et culturel *de fond*, à condition que son futur cadre et ses finalités à venir soient dûment assainis et pacifiés par l'équité, enfin libertégalitaire et quadrifaciale. Ainsi seulement, chaque innovation *positive* pourra et devra faire ses preuves au sein du rectangle sociétal, avant de mériter sa légitime domination « triangulaire », ce qui exclura spontanément toute déviance antidémocratique, toute violence ou autre injustice, sur chacune des faces de l'ennéaèdre républicain.

Tout autre mélange improvisé entre le rectangle et le triangle se nourrit d'une confusion mono-systémique et d'une lutte vitale propices à tous les dévers et extrémismes ultralibéraux, monopolistiques, pseudo-démocratiques ou dictatoriaux étudiés dans les livres précédents, à tel point que même l'irruption accidentelle et révolutionnaire des citoyens rectangulaires au sein du triangle sociétal ne fait que remplacer les têtes et les rôles sans rien clarifier ni équilibrer, via quelque situation aussi épique que dramatique et sanglante de mise à plat anarchique, au sens le plus violent du terme. Le modèle pyramidal tempérant, sur sa fondation parallélépipédique et libertégalitaire, correspond pour autant, tout en les

réconciliant, aux idéaux complémentaires des libéraux, des socialistes et même des anarchistes, mais cette fois-ci dans le sens le plus pacifique et constructif de tous ces termes, dans la mesure où ceux-ci expriment au fond les nombreuses facettes d'une double, ou même quadruple nature humaine, hélas jusqu'à présent décentrée et sclérosée par les contraintes vitales de la pesanteur socio-économique, culturelle et politique.

Dans la réalité historique à venir, la rationalisation sociétale ici proposée n'empêchera aucunement tous les degrés de concrétisation des destins individuels ou regroupés, dans l'épaisseur tridimensionnelle des deux volumes superposés, au fil d'une temporalité qui est censée faire évoluer l'ensemble ainsi que chacun de ses éléments, puisque certains des citoyens moteurs du rectangle seront le cas échéant assistés via le rôle socialisant et éducatif de leur Commune, et moyennant la relative et indispensable réduction d'une liberté encore *innassumable*, tandis qu'à l'inverse, les citoyens boosters deviendront légitimement d'autant plus influents qu'ils seront moins nombreux en fonction du rétrécissement triangulaire sommital. Mais ces cas extrêmes, ou situations individuelles statistiquement exceptionnelles, seront plus rares que jamais en raison de la future pacification sociétale généralisée, ce qu'expriment d'ailleurs visuellement les côtés verticaux du rectangle égalitaire et l'atténuement de la pente triangulaire sur chaque face de la pyramide sociétale idéale, vers laquelle doivent désormais tendre plus consciemment que jamais toutes les énergies d'une Humanité supérieure, enfin émancipée de ses violences instinctives.

Telles sont donc les justifications objectives de toute hiérarchie sociétale d'ordre culturo-politique *légitime*, en complément des mêmes conditions d'équilibre vital et viable concernant les dimensions socio-économiques explorées en Section 1 de ce chapitre, permettant enfin de respecter le principe universel de dualité ou binarité paritaire propre à toute entité singulière ou plurielle pacifiée, c'est-à-dire apte à maximiser *qualitativement* son degré d'existence et de conscience, ou de bien-*être* et d'intelligence, du moins, dans les limites éventuelles de découvertes ultérieures qui ne pourraient malgré tout qu'*inclure* la Tempérance en la

dépassant, le cas échéant. Car, quelle que soit leur nature plus ou moins scientifique ou supra-idéologique, puisque universelle, les conclusions déjà obtenues à ce stade procurent la solution systémique de la Justice et de la Paix, en permettant, sans doute pour la première fois de l'Histoire de façon aussi consciente, de comprendre les conditions minimales de toute *fusion* sociétale indéfiniment durable, à l'opposé des *confusions*, *fissions* ou autres désagrégations caractérisant les ères prétempérantes et plus encore l'époque actuelle, sur une échelle de gravité planétaire.

3 - Les Trois Niveaux Démocratiques de Justice et de Paix.

La hiérarchie, le pouvoir, et l'autorité se trouvent donc redéfinis avec l'avantage sans précédent de trier enfin ce qui les rend légitimes et bénéfiques pour l'ensemble de la société, grâce à la partition-répartition et à son organisation verticale binaire et paritaire, laquelle transpose en équilibre optimal la double nature « élémentaire » de *tous* les citoyens à l'échelon sociétal, soudant pour moitié ces derniers en un Léviathan de potentialités supérieures via le rectangle de l'égalité semi-partagée, en garantissant par ailleurs une identique proportion de liberté individuelle *et* collective, celle-ci se trouvant désormais positivée et *tempérisée* dans une envergure écologiquement vertueuse. D'où la prochaine résolution du fameux hiatus existentiel contrastant la stupide violence de l'Histoire sociétale face à la soif -et la faim !- inextinguibles de Justice et de Paix qui motivent notre si lent processus d'humanisation, puisque le « palier intermédiaire » ainsi établi permet de distinguer verticalement les égales dimensions de chaque binarité-dualité fonctionnelle, et surtout de faire quadruplement exister chaque citoyen, a minima sur l'entière épaisseur du rectangle -ou parallélépipède- de l'universalité égalitaire collective, et *potentiellement* sur toute la hauteur peu à peu rétrécie du triangle -ou de la pyramide- garantissant l'unicité libertaire individuelle, sachant que cette simple modalité de partition-répartition se prêtera concrètement à n'importe quelle configuration de nature historique, géographique ou culturelle, aussi bien qu'à tous les parcours individuels imaginables. En effet, la *liberté* de forme ou de contenu est déjà pleinement présente au

sein du rectangle égalitaire, s'agissant des citoyens autonomes, tandis que l'authentique *égalité* des chances permettant d'accéder à un degré « statistiquement supérieur d'accomplissement historique individuel » rendra bel et bien objectivement légitime ladite liberté accrue jusqu'au sommet du triangle sociétal de chaque face concernée.

Ce « principe pyramidal » Tempérant, délodiste et biéconomique étant à ce point fondé, et conceptuellement étayé, tant par défaut, grâce aux observations historiques, que par la logique des sciences touchant à la matière de l'espace physique comme à l'antimatière du temps, il reste à comprendre pourquoi une société a besoin de *trois* niveaux existentiels hiérarchiquement organisés, au lieu de se résumer à une seule pyramide plus ou moins gigantesque. La réponse à cette question est offerte par le schéma général concluant le précédent chapitre, auquel le lecteur est à nouveau invité à se référer.

La règle de démultiplication élargie du principe en discussion ne fait que respecter le processus vital de la complexification, sur la base d'une recette élémentaire dupliquée à plus grande échelle, comme cela s'observe entre autres en science physique ou en chimie, tant organique que minérale, et si trois niveaux sont non seulement *nécessaires*, mais *suffisants*, pour construire une société aussi souveraine que possible sur ses quatre faces vitales, il ne faut voir là que la dictée on ne peut plus logique de la loi de binarité-dualité paritaire dans la direction verticale procurant à chaque entité sociétale un volume pyramidal historiquement variable en fonction des données territoriales naturelles, des contraintes géo-climatiques, donc des ressources minérales, végétales et animales correspondantes, dont les potentialités sont transcendées par la culture, la science et leurs applications organisationnelles ou techniques.

Quels que soient le lieu et l'époque que l'on puisse considérer, la fusion sociétale objectivée précédemment en tant qu'expression de la loi d'équilibre de toute binarité-dualité paritaire et fonctionnelle, c'est-à-dire juste et apaisée, s'est toujours appliquée et s'appliquera toujours, de façon *positive*, confirmée par l'improvisation tendancielle de l'équilibre

bisphérique définissant l'apogée des grandes civilisations, ainsi que par le centrage précisément équilibrant d'une prédominance historique de la classe moyenne ou de son équivalent, ou de façon *négative*, infirmée par la violence des crises d'effondrement, suite à l'évidement sociétal induit par les extrémismes de la confusion anti-libertégalitaire, et payée au prix le plus fort sous l'effet boomerang du rééquilibrage imposé par la même pesanteur socio-économique et ses effets culturo-politiques.

Les trois étages sociétalement hiérarchiques dérivent des limites extrêmes *et* de la soudure binaire ou duale équilibrant les deux volumes impliqués, lesquelles respectent à parts égales la double essence axiale (horizontale) et libertégalitaire (verticale) des éléments ainsi réunis. La base ou limite inférieure du rectangle représente le socle concret et local de chaque Commune, en sa qualité d'enracinement territorial, à l'échelle humaine du « vécu » de la totalité des citoyens, tout comme la pointe sommitale représente « l'État » en tant que finalisation suprême de la souveraineté nationale, synthétisant la cohérence commune, tant interne que vis-à-vis des autres entités, extérieures ou étrangères, tandis que le palier « central », via son rôle paritaire de médiane citoyenne soudant intégralement le plafond du rectangle au plancher du triangle, définit le niveau régional de proximité maximale, auquel correspondent, dans le cas français, les Départements de cohérence géographique et historique indéniable, et non les actuelles méga-régions administratives, celles-ci n'étant fondées sur aucun ressenti culturel local commun aux citoyens supposément concernés.

Autant il s'agit là du minimum d'étagement politique systémique d'un point de vue à la fois démographique, géographique et fonctionnel, autant il ne semble y avoir aucun besoin de quelque autre structure ou institution *permanente* ou généralisée de nature fondamentale, ce qui bien sûr ne saurait empêcher des collaborations dûment justifiées entre Communes, Départements ou États, dès lors que des actions, mesures ou autres projets unanimement profitables pour les majorités concernées s'avèrent souhaitables. Le palier de la région immédiate ou Département se révèle essentiel en situation de démocratie quadrifaciale optimale, en

raison de son rôle d'articulation équilibrée entre les Citoyens et l'État, indépendamment de son apparence géographique fortement décentrée (et décentralisée), dans la mesure où *tous* les citoyens devront être à équidistance confortable des Assemblées Législatives Départementales à vocation semi-référendaire, dans le futur cadre des Congrès ou Jurys Interdépartementaux, dont le rôle sera de promouvoir certaines -et de valider toutes- les lois ou autres projets d'envergure nationale, de façon ponctuelle et par rotation systématique, ce qui suppose un maximum de souplesse et de simplicité matérielles en termes de transport et de lieu de rendez-vous citoyen. Grâce à cette échelle micro-régionale de proximité (ou départementale), le pouvoir législatif citoyen restera donc à la portée de chaque *voteur* adulte, à moins d'une heure de trajet dans la plupart des cas, s'agissant en particulier de l'exemple français.

En examinant de près cette triple pyramide constitutionnelle, on peut déjà remarquer la logique ascendante et équilibrée du pouvoir des citoyens, lesquels sont *tous* librement impliqués à l'échelon communal, (en particulier s'agissant des besoins collectifs les plus essentiels à leur environnement immédiat), par le biais des Sites Officiels de Proposition Citoyenne à vocation politique de débat pétitionnaire, puis de décision périodiquement référendaire, tandis qu'arrivés au palier départemental, mais uniquement en qualité de Citoyens Délégués sociologiquement et numériquement représentatifs, et dûment tirés au sort, ils acquièrent de plein droit, ponctuellement et à tour de rôle, le privilège démocratique du pouvoir législatif national en relation avec l'Assemblée Exécutive de la capitale, laquelle endosse le statut de gouvernement collégial. Cette nouvelle prérogative citoyenne de nature semi-référendaire, développée plus loin dans ce chapitre, n'exclura pas l'éventualité de référendums classiques départementaux ou nationaux, mais établira un juste milieu idéal de représentativité universelle fidèle et constamment renouvelée, doublée d'une efficacité fonctionnelle très supérieure à la lourdeur que supposerait l'implication systématique -et a fortiori continue- de toute la population adulte.

Quant au sommet de la pyramide politique, celui-ci ne saurait logiquement concerner la totalité desdits citoyens dès lors qu'il s'agit de gouverner, ce qui relève exclusivement des prérogatives triangulaires, en cohérence totale avec la légitimité objective duale et paritaire déjà démontrée, exception faite de référendums nationaux indispensables en cas de changement constitutionnel, ou autre cas de figure prévu par les futurs Tempérants, tel que l'approbation d'un traité international, à titre d'exemple. Cela dit, l'initiative *ascendante* des lois et projets, même de nature nationale, à partir de l'échelon communal ou départemental, la nécessité de l'aval semi-référendaire du Congrès des Départements pour valider les propositions et projets suggérés par les Délégués Exécutifs, nationaux, et la confirmation majoritaire plus « locale » des propositions départementales ou municipales, rendront *de facto* rarissime le besoin de référendum national, et permettront à tous les *voteurs universels* du rectangle de *se* diriger majoritairement en profitant des initiatives et de l'éclairage des citoyens boosters « triangulaires », que ces derniers se trouvent en situation d'être Délégué Exécutif (sur la face politique), ou non (sur les autres faces pyramidales, s'agissant en particulier des partis politiques, ONG et autres lobbies socio-économiques ou culturels).

Ainsi, et bien que le palier intermédiaire médian définisse deux volumes en révélant un rez-de chaussée (enfin politiquement actif) et un premier étage aux fonctions de leadership pleinement légitimées, on voit apparaître en réalité trois niveaux de *limites* en termes de pouvoir, dont un double niveau placé au centre bivolumétrique, à savoir, le plancher citoyen universel du rectangle, puis le plafond de ce dernier qui jouxte le plancher des citoyens boosters du triangle, puis le sommet exécutif de l'ensemble sociétal à la pointe dudit triangle, s'agissant du seul point de vue latéral. D'une certaine manière, la pyramide tempérante totale se « subdivise » ou plutôt se « classe en cohérence fonctionnelle » de part et d'autre des deux volumes départementaux, ce qui semble confirmer, à ce niveau intermédiaire, et outre la gestion intra-départementale, un rôle de codirection nationale par la transmission ou la suggestion et surtout, comme on vient de le voir, la validation congressiste, de toute idée ou initiative d'intérêt général, en lien direct avec l'Assemblée Nationale et

sa fonction essentiellement exécutive, dans le sens tempérant du terme. Cela instaure le pouvoir législatif desdits départements, ainsi que leur coresponsabilité de priorisation des décisions politiques avec un pouvoir central désormais respectueux de la majorité citoyenne, sans que la proportionnalité absolue instaurée ne puisse paralyser en aucune façon ni les débats, ni les prises de décision (à la différence notoire du cas des systèmes électoraux et partisans, le cas échéant).

Globalement, donc, le Triangle de cohérence *sociétale* politique inclut les triangles départementaux *et* leur équivalent national pour les souder via la complémentarité du législatif et de l'exécutif, attestant un rapprochement démocratique structurel en faveur des citoyens, lesquels seront désormais définitivement *accrochés* à la pyramide supérieure de leurs concitoyens boosters par la nécessité de l'approbation majoritaire, absolue ou relative selon le cas, de leurs Délégués Législatifs de statut semi-référendaire (représentatifs de chaque population départementale, et incluant un facteur de pondération selon l'importance démographique desdits Départements). Il est même encore plus justifié de dire que ce sont les triangles exécutifs des citoyens boosters qui resteront accrochés à leur rectangle de justification, dans la mesure où le premier et le plus grave des séparatismes structurels prétempérants est toujours celui des élites gouvernantes. Á l'échelon sociétal, du moins hors l'exception de rarissimes référendums nationaux devenus peu ou prou inutiles dans un contexte apaisé de démocratie aussi directe, le pouvoir enfin actif et l'implication institutionnelle des citoyens universels s'arrêteront donc légitimement au *milieu* des pyramides départementales, lequel ne peut que coïncider avec le plafond du rectangle et le plancher du triangle, sur leur commune frontière de répartition proportionnelle libertégalitaire.

Le principe vital de parité binaire ou duale implique donc *trois* dimensions politiques verticalement structurées, au sens fondamental de la viabilité minimale et suffisante garantie, ce qui suggère que tout autre agencement ne devrait jamais être d'ordre institutionnel permanent, ni même revêtir une utilité généralisée à l'ensemble sociétal, mais plutôt seulement concerner un libre partenariat entre *certains* sous-ensembles

sociétaux géographiques et démographiques, tandis qu'au-delà du faîte pyramidal, les contacts et alliances avec d'autres pays devront en toute logique respecter les mêmes principes d'équilibre, de Justice et de Paix, en tant que simple conséquence élargie des progrès tempérants, puisque les relations internationales ne sont que la transposition inter-sociétale des mêmes Lois, contraintes, et autres pesanteurs socio-économiques, culturelles ou politiques propres à la bi-naturalité de tout individu vivant bon gré mal gré de façon grégaire, notre planète abritant et nourrissant la Société Maximale qui répond au nom d'Humanité. En cette matière de cohérence internationale, la seule évolution souhaitable, du double point de vue de l'équilibre écologique optimal et des proportions de la souveraineté pyramidale, devrait aboutir à la fusion progressive d'états ou de nations compatibles et complémentaires, ce que rendra possible la libre adhésion -incontournable à plus ou moins long terme- d'un nombre croissant de *peuples* aux valeurs et solutions universelles du délodisme biéconomique et tempérant, en parfaite compatibilité avec la meilleure part des cultures régionales dans ce qu'elles comportent de positivité universelle, l'intérêt partagé étant de favoriser un équilibre quadrifacial aussi équivalent que possible aux proportions optimales d'une pyramide équilatérale. Cela dit, il est également certain que les interdépendances entre les futures nations tempérantes se limiteront aux échanges les plus indispensables sans aucun effet pervers de domination indue, ce qui ne pourra que relativiser les risques de « dépendance objective », lesquels se limiteront spontanément à une complémentarité écologiquement bien comprise, via l'effet de filtration de la « membrane paritaire » interne à chaque peuple émancipé.

Les raisonnements universalistes qui précèdent permettent donc d'affirmer qu'une société *viable* n'existe qu'à travers la fusion minimale et quadrifaciale de *tous* ses « éléments » sur une proportion historique et géographique de richesses naturelles (et/ou transformées) équivalant à l'exacte moitié des énergies développées, et que l'organisation verticale correspondante, nécessaire et suffisante (hormis le cas de micro-états-cités) implique trois étages de forme tempérante, c'est-à-dire assimilable à une pyramide exécutive ou gouvernante assise sur un parallélépipède

législatif citoyen, sachant que l'édifice sociétal d'ensemble équilibre sa propre binarité-dualité paritaire exactement entre les deux volumes du niveau régional de proximité. Moyennant le respect de cette architecture politique, en réalité quadrifaciale s'agissant de toute forme de pouvoir, les conditions de la Justice et de la Paix se trouvent garanties sans limite endogène de durée, grâce à la *verticalisation* de la parité binaire et bi-axiale définissant chaque individu élémentaire en parité binaire triaxiale de l'entité collective ainsi obtenue.

Autant dire qu'au sens complet, moralement juste, objectivement exact et équilibré du terme, aucune société humaine digne de ce nom n'a encore jamais existé sur Terre, par absence de mutualisation universelle rectangulaire et de clarification binaire, et que les solutions tempérantes seront décidément cruciales pour remplacer *les* malheurs de la violence par *le* bien-être de la Paix. Le modèle complet tri-pyramidal, déduit de l'observation à force de réflexions aussi universalistes que possible, se révèle ainsi comme la meilleure solution organisationnelle pratique, à la façon d'une colonne vertébrale installant les rouages les plus essentiels de la justice sociale *et* sociétale sur la face politique des institutions, en parfaite cohérence avec l'équilibrage minimoptimaximal de l'axe socio-économique déjà exploré.

4 - Les Rouages Démocratiques Locaux.

Le premier rouage local et « universel », en tant que procédure et moyen technique d'expression spontanée de la néo-liberté politique, tant individuelle que partagée ou collective, n'est autre que le fameux Site de Proposition Citoyenne déjà exploré dès le Livre I, dans la mesure où ce support pratique est accessible à tous, ne serait-ce que moyennant une assistance éventuelle, s'agissant des « reliquats » de générations de culture pré-digitale, voire en assurant un doublage sur support papier ou par affichage traditionnel à titre de sécurité supplémentaire. Les progrès en matière de moyens de communication permettent en effet à tous les citoyens, sur une échelle allant du local au national, de s'impliquer « à

égalité », pour peu qu'un minimum de règles élémentaires s'impose et que la propriété collective d'un réseau citoyen soit enfin garantie, dès l'échelon communal (au sens élargi du terme, face aux trop nombreuses communes françaises) ainsi que concernant les « villages » ou quartiers sub-communaux. Aussi paradoxal que cela puisse paraître dès lors qu'il s'agit d'un outil d'apparence virtuelle par certains côtés, la démocratie locale se doit d'exister matériellement grâce à son Site Officiel, lequel ne doit plus être une simple vitrine plus ou moins publicitaire assujettie à quelque minorité locale dominante, mais tout au contraire la nouvelle dimension universelle des Municipalités tempérantes, incluant *tous* les citoyens aussi directement que possible, et justifiant par-là l'appellation de délodisme ou Démocratie Locale Directe. Les réunions physiques, ou débats en présentiel, pourront toujours compléter les Sites en question, en particulier s'agissant des enjeux propres aux néo-villages tempérants, mais la liberté d'accès et de participation permanente qu'autorisera ce *média public* sur Internet transcendera toutes les contraintes de date, d'horaire et de lieu qui relativisent l'intérêt des réunions publiques, et libèrera la parole de chacun sans besoin de pilote ni risque habituel de monopolisation des débats par quelque forte personnalité que ce soit.

Du point de vue « rectangulaire » des citoyens universels d'une même commune, *leur* site officiel concrétisera une existence politique, individuelle, associée ou collective *totale*, incluant le droit et le devoir de s'informer, de proposer, de débattre, d'adhérer, de pétitionner, et bien sûr de voter périodiquement sous forme référendaire locale, non sans rester libre de s'impliquer ou non en fonction de l'enjeu. En tant que support pétitionnaire permanent et « lieu » de votation systématique, les Sites Officiels de Proposition Citoyenne feront exister la démocratie locale dans tout son pouvoir « rectangulaire », entre des citoyens enfin socio-économiquement solidaires, avec pour effet culturel garanti de les libérer des besoins de défoulement pervers et violents, d'abrutissement passif et autres provocations qui empoisonnent le Web et font le lit des pires leaderships séparatistes sur les quatre faces si peu pyramidales des sociétés prétempérantes d'aujourd'hui. Car tout ce qui apparaît comme négatif, suicidaire et délétère sur « la toile » n'est que l'expression par

défaut des frustrations et désespoirs dérivant des injustices flagrantes de tout mono-système anti ou pseudo-démocratique en déliquescence, et il est grand temps qu'un réseau commun (et d'abord communal) rétablisse les communications humaines noyées par la mondialisation, ce média public collectif n'encourant aucun risque de dérive propagandiste ou d'appropriation sectaire dans les conditions transparentes d'une réelle démocratie, quitte à concevoir une sorte d'outil *intranet* officiel, le cas échéant, en concurrence loyale avec l'Internet, afin de contrebalancer le pouvoir abusif du club des GAFAM.

En plaçant notre loupe réflexive sur ces fameux Sites Officiels Communaux , on en voit aussitôt apparaître les principales composantes permettant d'assurer tous les droits précités, en particulier les *sections* des Propositions Citoyennes, dont les quatre « envergures » possibles doivent faire distinguer les contextes du Village, de la Commune, du Département et de la Nation, tandis qu'à l'intérieur de chaque section lesdites Propositions pourront donner accès à l'*Argumentaire Citoyen* correspondant, lequel permettra aux participants et autres visiteurs, à accès dûment réservé sur liste officielle, de s'informer, de commenter, de justifier leur accord ou désaccord, voire de suggérer quelque forme d'amendement considéré opportun, toutes choses équivalant à un débat citoyen permanent exprimant « en direct » les priorités et les tendances évolutives de la conscience collective locale, tant à travers les opinions minoritaires que grâce aux statistiques continuellement visibles de la préférence majoritaire, laquelle se révèlera dès lors en tant que réalité « palpable » de l'opinion publique, de façon beaucoup plus factuelle et transparente que par le biais de n'importe quel sondage d'opinion usuel. En effet, ce nouvel outil public collectera et stimulera les idées et les réactions politiques, au sens culturel de souhaits, doléances, et autres propositions enfin responsables, car pouvant entraîner l'identification immédiate de l'émetteur en cas de besoin flagrant ou de non-respect des obligations que suppose le débat républicain, sachant que les discours agressifs et autres insultes violentes se verront d'autant plus facilement pénalisés qu'ils auront perdu jusqu'à leur raison d'être dans le cadre d'une pyramide sociétale apaisée sur ses quatre faces constitutives. Plus

aucun besoin de périodes sporadiques et hyper-concentrées de soi-disant débats électoraux biaisés par les manœuvres politiciennes et téléguidés par les médias nationaux pour draguer l'opinion publique une fois tous les cinq ans, en caricaturant et en divisant sciemment le parti unique que représente les citoyens d'une même « nation », puisqu'à tout moment, chaque adulte pourra s'informer, participer et se positionner librement sur la base de projets concrets ou de propositions de lois et règlements peu à peu finalisés, en connaissance de toutes les opinions possibles et des tendances statistiques en cours, à volonté de curiosité, et selon ses propres centres d'intérêt, jusqu'aux dates officielles et périodiques de fixation du choix majoritaire final.

.

Cette précieuse extension démocratique locale, par rapport aux situations prédélodistes, est en réalité la fondation même de la légitimité démocratique du triangle municipal et de ses citoyens boosters, lesquels pourront être constamment informés des besoins majoritaires de leur population d'administrés, et conséquemment guidés dans une efficiente priorisation des décisions politiques à finaliser, ainsi que des projets de développement à concrétiser durant leur mandat exécutif municipal. Ces leaders politiques locaux statutairement désintéressés par tirage au sort, rotation systématique, et mode opératoire et décisionnel collégial, seront fiers de gérer la Commune en osmose avec tous leurs concitoyens, tant moteurs que boosters, en ajoutant leur propre pouvoir de pilotage, de proposition et d'orientation, pour faire fusionner les attentes majoritaires en une cohérence d'échelle supérieure, ainsi que pour assurer les liens unissant leur Commune avec ses voisines et l'ensemble départemental. Étant eux-mêmes (et d'abord !) des citoyens « rectangulaires » pour tout ce qui concerne le Domaine Public et la garantie des biens, services et autre droits et devoirs impliqués par le Revenu Universel, les nouveaux leaders municipaux jouiront enfin d'une parfaite visibilité -y compris minutaire- pour apporter le *plus* dont ils sont capables sans jamais nuire à la majorité démocratique de leurs administrés, sans aucun moyen de se laisser structurellement corrompre ni de faillir par défaut d'architecture sociétale, ce qui ne pourra que les épanouir dans leur rôle légitime, en toute bonne conscience d'être effectivement utile à leurs concitoyens en

proportion d'une réussite individuelle de plus en plus méritée. Á leur niveau de cohérence communale, ils auront le pouvoir de changer les choses et d'améliorer le cadre local et son mode de vie collective grâce à leurs Propositions Municipales ou exécutives, lesquelles se verront directement soumises à l'ensemble des citoyens localement concernés, à travers la nouvelle habitude *responsabilisante* de référendums locaux périodiques pouvant regrouper plusieurs « décisions » présentées selon leurs multiples domaines d'application, en respectant des délais précis d'information, de contre-proposition et de débat préalable sur le même Site Officiel, sachant de plus que les votes seront étalés sur une période confortable, assurant à chaque participant adulte le temps et la liberté de réfléchir et d'observer les tendances citoyennes en totale transparence.

Dans la mesure où la Commune Tempérante deviendra le lieu privilégié de l'application des lois et règlements, y compris s'agissant de la gestion locale des droits et devoirs socio-économiques inclus dans la Garantie Citoyenne, ainsi que des responsabilités culturelles touchant à l'Éducation Commune, de nouveaux pouvoirs de contrôle s'ajouteront aux prérogatives Municipales des « élus du sort » triangulaires et de leur administration, justifiant, outre les personnels, une rémunération d'élu à la fois motivante et transparente dont le niveau sera démocratiquement déterminé, tandis que les coûts sociétaux afférents ne pourront être que fortement réduits dans leur volume global en contraste avec la situation actuelle, compte tenu du moindre nombre de néo-Communes et d'élus nécessaires, ainsi que de la disparition totale des strates intermédiaires si typiques du « millefeuille » administratif et institutionnel français, sans compter ici l'économie des gigantesques -et démocratiquement inutiles- dépenses que représentent les campagnes électorales, leur financement et leur organisation, coût public des partis politiques inclus.

Le rôle des néo-leaders municipaux consistera aussi à repérer et promouvoir les meilleures initiatives locales, individuelles ou associées, sitôt que ces dernières s'avèreront probantes par l'expérimentation et l'approbation spontanée des administrés, dans le but de transmettre au niveau départemental toutes les innovations bienvenues, en particulier

d'intérêt public, et ce, indépendamment des Propositions Citoyennes qui concerneront le Département ou, à plus forte raison, l'ensemble de la Nation. Enfin, la fonction usuelle de répartition budgétaire et de gestion courante, tant administrative que par sous-traitance privée selon le cas, restera inhérente aux responsabilités Municipales des citoyens boosters, mais il est à parier que les futurs constituants et leurs majorités sauront assurer un contrôle citoyen permanent sous une forme ou une autre de publication comptable en direct, propre à éviter les dérives prédélodistes de corruption, d'entente en réseau et autre favoritisme qui assujettissent si souvent l'intérêt général aux égoïsmes privés ou claniques.

Toute décision Municipale sortant de la routine gestionnaire fera obligatoirement l'objet de l'approbation référendaire des citoyens pour être démocratiquement validée, par majorité absolue ou relative, selon les cas de figure considérés par les futurs Tempérants, de sorte que la complémentarité entre les deux étages « pyramidaux » de la Commune soit constamment assurée, car il paraît ici pour le moins logique que les décalages successifs des rôles exécutifs et législatifs nationaux, et par voie de conséquence départementaux, aient pour conséquence d'intégrer et d'associer -du moins potentiellement car librement- *tous* les citoyens locaux en tant que « conseil municipal élargi » dans sa fonction finale décisionnelle (outre leur participation aux propositions et débats), ce qui réduira principalement, et comme il se doit, le rôle triangulaire de la Municipalité à la gestion exécutive, ainsi qu'à la libre formulation de propositions et projets de niveau institutionnel local, mais sans décision finale -et minoritaire- possible des responsables afférents, dès lors que ces derniers seront toujours soumis à l'approbation rectangulaire de tous leurs administrés.

Le recentrage démocratique en direction des citoyens se traduit donc, au rez-de chaussée de la Commune, par l'implication *législative* de ces derniers en tant que *voteurs* ayant le dernier mot via la modalité référendaire, ainsi qu'initiateurs de toute Proposition ressentie comme nécessaire, au bon vouloir du débat pétitionnaire et de son Argumentaire public, laissant ainsi au nouveau Conseil Municipal les responsabilités

exécutives correspondantes, mais dans le sens ici tempérant de ce statut, doublées d'un égal pouvoir d'initiateur de Propositions spécifiquement municipales. De la sorte, tout néo-citoyen adulte pourra se sentir partie prenante des enjeux politiques concrets de son environnement immédiat, mais également stimulé à suggérer ou faire évoluer, seul ou de façon associative ou partisane, les lois et projets d'envergure intercommunale, départementale ou a fortiori nationale, via le relais institutionnel de sa Municipalité. Cette répartition des pouvoirs deviendra enfin digne de son appellation de démocratie directe locale et intégrale, en respectant la parité libertégalitaire déduite de toutes les observations et découvertes qui ont précédé ce chapitre, la Justice *objective* instituée de la sorte étant assurée d'apaiser définitivement les mœurs locales et de responsabiliser chacun des citoyens concernés, sans que ces derniers aient la moindre occasion de ressentir les frustrations prétempérantes de *victime sociale*, sur quelque face pyramidale que ce soit, ni de nuire sciemment ou non à autrui, puisqu'il n'y aura plus aucun dépassement ou abus de pouvoir possible.

Á l'intérieur de ce cadre communal, les Villages tempérants se gèreront essentiellement via une section particulière au sein même du Site Officiel local, ne concernant dès lors que les seuls habitants d'un « quartier », avec pour enjeu d'associer les « villageois » correspondants pour stimuler et enrichir le « vivre ensemble », en mobilisant surtout les énergies et synergies précisément associatives, basées sur le temps et la disponibilité des néo-citoyens, ainsi que le prêt et le partage des moyens individuels sous-utilisés, voire la copropriété ou, mieux encore la co-fabrication de certains équipements, outre la présentation pétitionnaire de diverses doléances justifiées par-devant la Municipalité. Du point de vue politique et organisationnel, et via l'auto-information mutualisée de la section des pages correspondantes sur le Site Officiel, cette micro-échelle villageoise ou sub-communale devrait nécessiter *et* encourager des réunions ou assemblées physiques aussi informelles et conviviales que possible, regroupant ainsi de nombreux volontaires sur la base d'un bénévolat totalement redécouvert grâce à l'équilibrage apaisé du futur contexte sociétal. Cela suggère un embryon de démocratie toujours basé

sur la liberté de participer ou non et sur la votation majoritaire via le Site, tandis que les participants les plus actifs ou motivés assumeront en présentiel le rôle exécutif « triangulaire » en tant qu'acteurs d'un mieux-être respectueux de la préférence sub-communale, sachant bien sûr que cette microsociété ne pourra que mélanger « fraternellement » tous les citoyens concernés, quelle que soit leur propre situation pyramidale, en répartissant les responsabilités selon les capacités de chacun, comme lorsqu'on élit un bureau associatif par définition plus motivé que les membres *suiveurs*. Le Village concernant de fait des « voisins » dont la répartition socio-économique et culturelle ne saurait être représentative d'une variété suffisante, tandis que ceux-ci sont trop peu nombreux pour définir de quelconques rectangle et triangle, (par ailleurs sans aucun intérêt à ce niveau infra-local), on comprend bien qu'il ne s'agit-là que d'une subdivision communale, et non d'un étage institutionnel au sens complet du terme.

Au final, ces villages pourront être conçus comme de véritables associations officielles gratuites et minimalement dotées de moyens et de compétences identiques en proportion de leur population, intégrant les néo-villageois concernés de façon aussi légale et automatique qu'à l'échelon communal, dans le but d'encourager la renaissance des liens de proximité immédiate, en particulier s'agissant d'initiatives culturelles propices aux contacts intergénérationnels et à la découverte des autres dans un contexte de diversité, ce que le climat tempérant, biéconomique et délodiste ne pourra que favoriser en redonnant *sens* et viabilité aux activités et initiatives les plus locales. Cet échelon typiquement humain, car naturellement au format limité des relations interindividuelles liées à l'habitat, ne sera plus injustement vidé de sa substance et « anonymisé » par l'effet de surconcentration géographique totalitaire dérivant de la mondialisation ultralibérale et de ses déséquilibres quadrifaciaux anti ou pseudo-démocratiques.

Enfin, c'est toujours dans ce contexte immédiat du Village que chacun découvrira, dès l'école et le collège, via les activités scolaires *et* périscolaires, puis en tant que lycéen et jeune adulte, l'épanouissement

que procure une citoyenneté partagée et active, dont les effets visibles procureront l'envie de s'impliquer toujours plus, sur l'échelle élargie de la région de proximité que représente en France le Département, ainsi que sur celle de la Nation toute entière. Ce sentiment d'appartenance sociétale émancipatrice, car enfin pleinement respectueuse d'une liberté individuelle préservée de ses propres abus par les limites objectives de la Justice systémique tempérante, deviendra l'identité commune d'une néo-Nation de nature en réalité universelle, indépendamment des us et coutumes légitimes qui pourront être préservés grâce à l'effet de filtrage ou d'élimination de toutes les formes de violence, de surdomination et autre exclusion, hélas si caractéristiques des sociétés prédélodistes.

5 - Les Rouages Démocratiques Régionaux de Proximité.

Entre la Commune et l'État, un seul étage intermédiaire s'avère indispensable et amplement suffisant compte tenu du schéma pyramidal tempérant que dictent la binarité-dualité verticale de toute fusion viable d'entités élémentaires *et* la loi physique de l'équilibre paritaire, c'est-à dire de la Justice de la Paix, sachant ici que la proximité maximale de ce niveau régional est plus que jamais indispensable (à l'image du premier étage relativement bas de la tour Eiffel), afin de faciliter matériellement la participation occasionnelle des citoyens sans complication logistique ni inconvénients écologiques afférents, et plus encore la transparence et le contrôle direct des Communes, ces dernières étant démocratiquement les premières en termes d'absolu, car n'ayant de fait plus aucun besoin de « représentativité décisionnelle » indirecte à leur échelle.

Étant politiquement situé à mi-chemin entre la base citoyenne et son sommet républicain, la Région de proximité, ou Département selon l'héritage historique français, endosse logiquement deux fonctions en tout point complémentaires, d'une part, en tant qu'institution assurant la gestion cohérente des budgets et réalisations concrètes impliquant toutes les Communes de son territoire administratif, suivant les compétences évolutives que les Tempérants de l'avenir pourront juger techniquement

souhaitables (en particulier s'agissant des infrastructures régionales les plus évidentes), mais aussi d'autre part, et désormais *surtout*, en tant que relais régional des attentes citoyennes agrégeant la majorité relative ou absolue des populations communales placées sous sa responsabilité, et *nouvelle institution législative nationale* impliquant les citoyens sur la base semi-référendaire du Congrès des Assemblées Départementales, dont la représentativité socio-économique, statistiquement consistante et démographiquement pondérée, pourra désormais assurer l'expression de la majorité citoyenne et son pouvoir décisionnel vis-à-vis de l'exécutif national. Il va de soi que cette double position politique impliquera soit deux entités ou composantes départementales de fonctions différenciées, soit l'alternance de deux périodes bien distinctes dans l'agenda annuel correspondant, en fonction des préférences organisationnelles à venir.

Le rôle habituel du Département se trouvera certainement accru (ne serait-ce qu'en raison de la disparition des méga-régions), du moins en qualité de répartiteur des budgets et pilote des actions d'envergure territoriale supra-municipale, ce qui ne constitue ici aucune innovation majeure en termes d'utilité desdits pouvoirs, surtout lorsque les moyens afférents proviennent de l'État, et il reviendra aux futurs Tempérants de définir les transferts de prérogatives et autres compétences auprès de ces institutions territoriales de proximité, ainsi efficacement renforcées au plus près des Communes délodistes.

Par contre, dans la mesure où les responsables accomplissant un mandat exécutif ne seront par définition que des citoyens boosters (de statut sociétal dès lors triangulaire), s'agissant de finaliser les décisions de niveau départemental, il paraîtrait logique que ceux-ci aient besoin d'une forme d'approbation *citoyenne* rectangulaire, directe ou indirecte, sans pouvoir se contenter, par exemple, du seul aval des triangles locaux que formeront les Conseils Municipaux des Communes concernées. Cela ne devrait laisser dans ce cas que deux solutions possibles, c'est-à-dire, soit la consultation systématique de l'ensemble des citoyens du département, à condition que la fréquence des occasions de délibération et de prise de décision soit assez rare dans le cycle annuel pour éviter

toute surcharge et lassitude de responsabilité chez les *voteurs*, soit la soumission de ces « pré-décisions » triangulaires départementales à une assemblée périodique de citoyens dûment représentatifs du département, et constamment renouvelés. S'agissant ici d'une gestion « exécutive » d'envergure départementale, et compte tenu de la transparence qu'une comptabilité publiée désormais en direct assurera, il peut être judicieux de considérer que la seule approbation des Conseils Municipaux suffise, à condition toutefois qu'il ne s'agisse que de routine fonctionnelle, et que les débats et autres relations entre chaque pyramide communale et la pyramide départementale s'avèrent publics ou a minima consultables par les *citoyens universels* ou « rectangulaires ». La liberté d'action et de décision ainsi gagnée pour des choix techniques qui ne feraient que coordonner les priorisations communales sur cette échelle territoriale élargie, ou relayer la distribution géographique des mesures nationales, toujours sous la surveillance possible des citoyens concernés, ne saurait faire courir le moindre risque d'irrespect des règles démocratiques, tout en gagnant d'autant en efficacité, ce qui peut constituer un utile élément de réflexion pour les Délodistes à venir. Quelle que soit l'option finale retenue, et a fortiori concernant la gestion et la répartition territoriale de pouvoirs et moyens provenant de l'État le cas échéant, les enjeux sont plus fonctionnels que démocratiques et ne relèvent que de la cuisine interne des Municipalités entre elles, réduisant les Départements, pour ces tâches usuelles, à de simples articulations techniques entre l'État et les Communes, ce qui ne nécessite pas obligatoirement l'implication de tous les administrés dits « rectangulaires », pour peu que transparence, contrôle et recours citoyen éventuel soient assurés. Seules les décisions et autres Propositions Départementales *nouvelles* devront faire l'objet d'approbations rectangulaires territoriales, directes et intégrales en cas de référendum micro-régional, ou indirectes et donc échantillonnées par le biais éventuel d'une assemblée citoyenne seulement départementale, ponctuellement ou périodiquement réunie.

Dès lors, les progrès démocratiques sans précédent à introduire concernent le nouveau rôle des Départements en contexte délodiste, à savoir la fonction ascendante ou « ascensionnelle » de transmission du

pouvoir décisionnel que les peuples tempérants acquièrent, en direction -et vis-à-vis- de l'État et de son gouvernement collégial. Loin d'être une évolution administrative, il s'agit-là du palier politique le plus crucial à l'échelle sociétale globale, associant le rectangle ou parallélépipède de l'entière population adulte à son triangle ou sa pyramide nationale, tant pour valider toute Proposition législative ou projet d'envergure émanant de l'Assemblée Exécutive Nationale, que dans le but de généraliser, le cas échéant, les Propositions majoritairement approuvées en provenance des Départements, des Communes et des Citoyens, sachant ici que cela peut concerner des mesures d'ordre législatif ou réglementaire, ainsi que les projets et « entreprises » d'intérêt jugé public et national.

On retrouve, à ce niveau d'articulation intermédiaire essentiel, et à l'instar du cas des Municipalités délodistes déjà décrites, le double rôle de *repérage* et *promotion*, dans chaque Département, des initiatives positives qui s'avèreront plébiscitées à l'étage citoyen des Communes (particulièrement via la libération d'expérimentations locales élargies en conséquence de leur utilité et de leur succès), ainsi que la fonction de *transmission*, à l'échelon national, des idées, innovations, besoins et autres projets d'intérêt général ayant obtenu l'approbation majoritaire des adultes du Département correspondant via les Sites de Proposition Citoyenne. La première fonction impliquera la mise en place d'une procédure d'information et de coordination *intra*-départementale visant à repérer les progrès réels ou potentiels majoritairement approuvés dans chaque Commune afin de les soumettre automatiquement à tous les administrés par le biais des autres Municipalités du même Département, ce qui peut aisément s'accomplir sur un Site Officiel Départemental, ou, mieux encore, via une section appropriée sur les Sites Communaux. Ce rôle intra-départemental impliquera toujours l'approbation majoritaire, absolue ou relative selon le cas, des citoyens concernés, soit sous forme référendaire, soit via une représentation échantillonnée de Délégués, selon la préférence retenue, car il serait antidémocratique que seuls les responsables municipaux ou « triangulaires » d'un département donné aient le privilège de valider ou non une Proposition mono-municipale (ou citoyenne et transmise par une seule Municipalité).

La deuxième fonction délodiste de transmetteur extra- ou supra-départemental, autrement dit national, obligera chaque Conseil Exécutif Départemental à proposer, par le biais du Congrès des Départements, l'élargissement national semi-référendaire de toute Proposition ou Projet majoritairement approuvé à son échelon « régional », en préalable à une finalisation nationale textuelle et budgétaire, le cas échéant, tandis qu'en sens contraire, le même Congrès aura le pouvoir final de valider ou non les projets et Propositions en provenance de l'État et de son Assemblée Exécutive. Dès lors, s'ajoutera à l'échelon départemental la nouvelle responsabilité d'organiser et d'animer les futures sessions législatives périodiques du Congrès National des Départements, grâce auxquelles, comme on vient de le voir, les citoyens pourront majoritairement valider -ou non- les Propositions de l'Assemblée Nationale Exécutive et des Comités Ministériels de son Gouvernement collégial, ou inversement étendre à l'échelon national les choix validés dans tel ou tel département d'initiative, via les modalités spécifiquement régionales de délégation législative et de votation semi-référendaire suggérées plus loin.

Á cet échelon régional de proximité, l'évolution délodiste et son progrès démocratique sans précédent ne changeront rien de fondamental s'agissant des fonctions administratives « descendantes » incombant aux Départements français par exemple, lesquels font déjà office de relais distribuant géographiquement les responsabilités et les moyens alloués par l'État (si ce n'est que ce dernier sera enfin *majoritairement* doté de ses pouvoirs républicains universels), car c'est sur le plan politique des libertés de proposer, de débattre, et de voter enfin *citoyennement*, en tant qu'adulte ponctuellement délégué par tirage au sort et dûment informé avant chaque vote, que le pouvoir également *ascendant* du peuple entier sur son propre destin s'exprimera désormais, traduisant bien l'inversion, ou plutôt le contrebalancement légitime des flux politiques pyramidaux via le respect du gouvernement « *du peuple, par le peuple et pour le peuple* » qui fonde la Justice et la Paix politiques. L'ensemble des lois, décisions et projets d'envergure nationale devra passer à travers le filtre rectangulaire de ce Congrès des Départements, lequel sera l'authentique

membrane osmotique d'équilibre libertégalitaire propre à l'axe culturo-politique, en parfaite concordance orthogonale avec le palier filtrant de la partition-répartition minimoptimaximale sur l'axe socio-économique.

Le double mouvement ainsi équilibré garantit en effet la soudure intégrale du triangle au rectangle, ou de la pyramide au parallélépipède, via ce palier intermédiaire crucial, puisque ce dernier correspond à la ligne de partage de la proportionnalité duale *et* paritaire fusionnant pour moitié les individus en société, non seulement sans limiter leur liberté politique, mais pour préserver celle-ci de ses propres abus en définissant objectivement sa partie *légitime*. Par ailleurs, on peut remarquer que cet équilibre partitif et répartitif est universel, car indépendant des données culturelles objectives, géo-climatiques et environnementales, et peut se satisfaire de la relativité des évolutions historiques, du fait qu'il permet d'intégrer et de définir, dans sa juste proportion, la hiérarchie *objective* que développe le processus temporel. Ce faisant, les progrès impliqués par le délodisme sur l'articulation pyramidale centrale ainsi optimisée donneront les moyens de se débarrasser des subjectivités politiques et idéologiques, autrement dit, des violences et injustices en tout genre, en conséquence logique de la « tempérisation » des rapports sociaux grâce à l'équilibrage biéconomique.

Les initiatives politiques, tout comme les besoins et les idées qui les sous-tendent, pourront donc provenir de la base du rectangle propre aux citoyens universels comme du sommet de leur triangle facial, voire également du plafond-plancher qui répartit à égalité ces deux volumes sociétaux, l'important étant qu'à ce point central, sur ce plan horizontal médian de la population adulte, les citoyens « rectangulaires » gardent la main et aient le dernier mot sur les choix d'intérêt collectif politique, socio-économique ou culturel qui font progresser leur société. De cette façon, le flux énergétique des besoins, idées, propositions et projets, de nature même partiellement politique, trouvera sa source citoyenne dans les réalités du vécu majoritaire et de l'expérimentation minoritaire, tout autant, sinon plus, qu'à l'échelon hiérarchiquement supérieur des trois institutions triangulaires et exécutives que seront les néo-Municipalités,

les Conseils Départementaux et l'Assemblée Exécutive Nationale, ou État, puisque les responsables politiques de ces structures de pouvoir, enfin légitimées dans leur équitable proportion, ne gouverneront plus le peuple à la place de ses citoyens majoritaires, mais enfin *avec* eux, sur la base historique des informations factuelles et des attentes collectives de priorisation qu'exprimeront « en continu » les futurs Sites Officiels de Proposition Citoyenne de par leur nature spontanément pétitionnaire et leurs processus argumentaire, voire librement « référendaire ».

Quel que soit le lieu hiérarchique d'origine concernant une loi, requête ou suggestion d'ordre politique, enracinée et/ou *concrétisable* également sur les faces socio-économiques et culturelle de la pyramide, le parcours fléché, ascendant ou descendant, devra réussir le test de la majorité semi-référendaire et méga-échantillonnée du Congrès National des Départements, dont tout l'intérêt sera d'assurer l'équilibre optimal entre la nécessité de l'implication populaire, le respect de sa préférence majoritaire, et l'impraticabilité d'une approbation référendaire intégrale et systématique.

D'où l'utilité ici objectivement fondée du rouage démocratique d'une représentation *citoyenne* nationale fixée et ajustée exactement à ce niveau départemental de jonction entre les deux volumes pyramidaux de l'ensemble sociétal, via la rotation permanente d'un tirage au sort des citoyens en tant que Délégués Législatifs, Jurés Congressistes, ou toute autre appellation équivalente jugée préférable, à condition que ladite représentation s'avère statistiquement respectueuse de la réalité socio-économique, voire culturelle, selon les critères évolutifs majoritairement retenus. Il est de fait impossible d'impliquer tous les adultes, de façon intégralement référendaire, dans chaque débat et pour chaque décision politique, mais le principe démocratique suppose d'abord qu'il s'agisse de « simples citoyens » proportionnellement représentatifs de chaque population, ici départementale (et non de professionnels autoproclamés peu ou prou mandatés à vie par quelque truchement électoral), que ces Délégués soient en nombre suffisant pour assurer une validité statistique indéniable, et que la rotation systématique de leur votation ponctuelle,

sur la base strictement égalitaire du tirage au sort, procure à chacun les mêmes chances et la même fréquence d'implication politique, avec la liberté d'accepter ou non l'occasion de participer ainsi à l'évolution du Bien Commun, sachant par ailleurs qu'à l'échelon national du Congrès Législatif des Départements, et pour tenir compte des différences inter-départementales, un coefficient de pondération démographique se verra bien sûr appliqué.

Par exemple, s'agissant du cas français, on peut imaginer une délégation législative départementale de *mille* citoyens pré-informés via une procédure transparente explicitant les tenants et aboutissants de la ou des décisions à prendre lors d'une session précise -et de fait unique- au chef-lieu du département, ainsi que résumant les *pour* et les *contre* qui auront été formulés à cet effet, ce qui permettra auxdits citoyens de se prononcer en l'espace d'une journée et d'exercer ainsi leur pouvoir décisionnaire d'approbation -ou de rejet- en un même lieu, après avoir librement et copieusement participé aux débats préalables par le moyen de l'Argumentaire Citoyen approprié. Á l'échelon national, cela signifie qu'à chaque opportunité, environ cent mille Français participeront à un semi-référendum méga-échantillonné d'un volume amplement suffisant pour garantir une totale fiabilité statistique, peu ou prou à la façon d'une convention citoyenne de très grande envergure, tout en ménageant la souplesse et l'égalitarisme du principe de rotation et de participation directe de l'entière population des adultes, au fil des multiples occasions périodiques offertes par une vie politique enfin équitablement partagée.

Il faut rappeler, à cet effet, qu'une décision politique réellement démocratique se doit d'impliquer directement des citoyens en créant les condition d'une information complète, d'un débat préalable transparent, et d'une rotation systématique du pouvoir de décider, quel que soit le sujet en cause, et que, s'agissant du besoin de faire valider toute mesure de provenance triangulaire, il revient aux citoyens boosters, si tant est qu'ils soient par certains côtés en avance sur les citoyens moteurs du rectangle correspondant, de persuader ceux-ci démocratiquement, par l'usage du débat de fond, d'une authentique pédagogie et plus encore de

la démonstration expérimentale, afin de faire évoluer la société de plein gré dans son expression *majoritaire*, sans jamais plus imposer quoi que ce soit par la violence -ni dans l'intérêt objectivement abusif- de telle ou telle minorité. Cet assainissement démocratique deviendra d'autant plus automatique que l'aval majoritaire sera systémiquement indispensable pour l'adoption élargie de toute suggestion d'origine rectangulaire *ou* triangulaire, sans oublier le fait qu'enfin, les initiatives locales les plus probantes ne seront plus jamais ignorées ni artificiellement bloquées par la moindre domination minoritaire illégitime, donc *sur*domination, en ce qui concernera l'utilité vérifiable de leur généralisation. Le rôle de filtre démocratisé qu'endossent ici les Municipalités et les Départements, via leur nouvelle fonction délodiste de promotion verticale ascendante des attentes et innovations citoyennes quadrifaciales, permet donc de souder définitivement le rectangle au triangle sur toute l'étendue du peuple des adultes, et d'institutionnaliser « l'ascenseur *sociétal* » dans son rouage définitif, en respectant la binarité-dualité paritaire et verticale de deux volumes sociétaux dûment hiérarchisés par l'égalité semi-partagée de la répartition universelle « rectangularisée », *fondant* et *pérennisant* ainsi l'équité et la Paix jusque dans leur dimension culturo-politique.

La délégation législative départementale par tirage au sort, de par sa nature semi-référendaire et directement citoyenne, exprime donc la souveraineté décisionnelle du Peuple en parfaite fiabilité, à l'instar d'un référendum complet, avec l'avantage de permettre à chaque adulte de s'impliquer politiquement en toute liberté, à tour de rôle, en vivant une aventure législative édifiante, car beaucoup plus approfondie que lors d'une consultation nationale intégrale, dont on ne connaît que trop les limites, via le biais typique du choix des questions posées et de leur formulation, une lourdeur organisationnelle au coût exorbitant, outre la caricature des interférences partisanes et une assimilation plébiscitaire consécutive à la verticalité descendante de l'initiative correspondante. L'effet de dramatisation découlant de la rareté et de l'ampleur maximale des référendums nationaux sera par ailleurs utilement dilué par l'aspect systématique et périodique de l'action sélective des Congrès Législatifs Départementaux, de par leur filtration majoritaire du flux des initiatives

politiques, quelle que soit la direction ou la provenance de ces dernières, et ce d'autant plus facilement que l'essentiel des évolutions politiques proviendra de la base et de son expression pétitionnaire libérée, laquelle sera un parfait indicateur, de précision et réalisme sans précédent, pour les responsables politiques pyramidaux. Enfin, la fiabilité des résultats semi-référendaires ou méga-échantillonnés ainsi obtenus sera confortée non seulement par le nombre de participants et la qualité accrue de leur information et de leurs débats, mais aussi par leur représentativité socio-économique et culturelle directement proportionnelle, dûment pondérée en fonction du poids démographique de chaque Département, ou Région de Proximité.

De plus, dans la mesure où les néo-citoyens eux-mêmes pourront formuler leurs souhaits et participer à l'élaboration des lois et projets d'utilité locale, régionale ou nationale, avec autant de liberté que celle des responsables politiques triangulaires, les priorités thématiques ne pourront que mieux correspondre aux attentes et autres doléances, tant majoritaires que minoritaires, désormais exprimées, sachant ici que la future tolérance face aux libertés légitimes des minorités respectueuses de la Loi deviendra la condition de l'équilibre validant simultanément l'autorité objective de la préférence majoritaire. Car il n'y a dictature de la majorité que lorsqu'on se trouve en situation *pré*-tempérante, c'est-à-dire en réalité de violence et injustice systémiques et quadrifaciales, dès lors sous la tutelle directe et illégitime d'un *minorité* de sur-dominants, même lorsque ces derniers semblent suivis par une apparente majorité, laquelle est proprement dupée et asservie, et l'on ne sait que trop, suite aux livres précédents, à quel point toutes les fractures entre les citoyens sont le triste résultat d'ambitions égoïstes et abusives, quelle que soit la proportion des suiveurs ainsi trompés. Au contraire, grâce à la filtration systémique opérée via la partition-répartition biéconomique et ses effets culturo-politiques, la disparition des *causes* de la violence réunira tous les citoyens dans une même classe et espèce supérieurement *humaine*, dont tous les besoins vitaux d'égalité minimale et de liberté sont déjà naturellement identiques, pour peu que le cadre sociétal et sa règle du jeu libèrent enfin chacun de sa pesanteur historique, autrement dit, des

contradictions apparentes d'une binaturalité existentielle dont les deux moitiés sont en réalité foncièrement complémentaires. Les diviseurs et leurs caricatures partisanes seront remplacés par des leaders *librement* suivis, et l'opinion citoyenne majoritaire s'exprimera directement sur le *fond* de chaque option à promouvoir, de chaque décision à prendre, ce qui redéfinira le rôle des responsables médiatiques, commentateurs et autres sondeurs d'opinion, en obligeant toutes les énergies à se centrer sur les données les plus factuelles de chaque enjeu, à l'opposé du vernis des caricatures insultantes qui catégorisent les citoyens via les discours calculateurs des politiciens prétempérants. Même la binarité sectaire et si tristement réductrice entre droite et gauche finira par s'apaiser en une dualité individuelle assumée et dûment raccommodée par la raison, sous l'effet dédramatisant du futur cadre sociétal biéconomique et délodiste, puisqu'il a déjà pu être constaté que tous les positionnements politiques agressifs, bornés et exclusifs ne sont que les conséquences des luttes vitales prétempérantes et de leurs excès destructeurs. Au final, les deux mentalités probablement typiques correspondant aux volumes sociétaux objectifs, à savoir une dominante individualiste pyramidale contrastant avec son pendant parallélépipédique sans doute plus solidaire ou social, cohabiteront dans un respect mutuel garanti par la disparition de toute violence systémique ou surdomination, comme de toute misère ou autre exclusion-discrimination vitale, de quelque côté énnéaédrique que l'on se place, et d'autant plus assurément que chaque citoyen pourra évoluer d'un volume à l'autre selon ses propres volonté et mérite.

On retrouve la tempérance de la *vraie* logique binaire grâce au palier intermédiaire que représente le Département en France, ou toute autre région de proximité équivalente ailleurs, puisqu'en effet, au bas du rectangle sociétal, le peuple sera directement et entièrement impliqué de façon pétitionnaire et référendaire quant à l'orientation et la validation locale des décisions villageoises et municipales, grâce à la Démocratie Locale Directe, tandis que sur le palier intermédiaire départemental, des Citoyens Délégués Législatifs et semi-référendaires représenteront très largement ce même peuple dans ses proportions constitutives, à tour de rôle, pour servir de « parlement » vis-à-vis de tout ce qui dépassera ledit

palier en requérant l'intérêt national, attestant ainsi l'appropriation de la décision finale législative par l'ensemble des Départements, ce qui, en réalité, rendra judicieusement inutile et obsolète le référendum général d'échelon pyramidal étatique, exception faite de rarissimes occasions historiques. Cela corrobore l'appropriation enfin citoyenne du pouvoir décisionnel d'échelle nationale, idéalement centré sur le palier régional de proximité, ou départemental, en tant que conséquence logique de la *collégialisation* des tâches gouvernementales au profit de l'Assemblée Exécutive, suite à la disparition des accaparements politiques personnels et claniques hérités de la monarchie, et jusqu'à ces *Réflexions* indûment conservés, faute de mieux, au travers d'une évolution seulement semi-démocratique dont l'incomplétude s'avère désormais insupportable.

L'étage politique départemental, ou son équivalent, s'avère donc en tout point indispensable et suffisant en tant qu'expression historique légitime et objective de l'équilibre binaire, paritaire et vertical propre à assurer la Justice et la Paix sociales, dans le respect des lois physiques conditionnant la pérennité de toute entité composite ou plurielle, sur la base fusionnelle et égalitaire d'un parallélépipède soudé à une pyramide supra-libertaire rendue légitimement et positivement différenciatrice. *La* démocratie, en l'occurrence quadrifaciale, implique donc politiquement ce rouage central (de proximité citoyenne) en qualité de filtre osmotique ou de courroie de transmission libertégalitaire et minimoptimaximale, fondée sur une réalité historique de nature socio-économique jusqu'à présent instinctivement improvisée via l'injustice et la violence vitales, mais dont l'équilibrage biéconomique procurera les moyens de trier le grain de l'ivraie, comme on a déjà pu le remarquer à maintes occasions.

Par le biais des Sites Officiels et de leur fonction pétitionnaire, voire spontanément référendaire, et plus encore à l'échelle nationale des Congrès interdépartementaux de validation législative, la teneur des propositions, adhésions et votations entretiendra un double flux, citoyen ascendant et étatique descendant, enfin efficacement nourri d'expression et de communication politiques constructives et permanentes, unissant en une cordée solidaire et dynamique, aux fonctions complémentaires

dûment réparties, les Tempérants de l'Humanité supérieure à venir, pour le bien suprême d'une justice et d'une paix plus durables que jamais. En conséquence de cette accession citoyenne déléguée (enfin représentative et constamment renouvelée) au pouvoir politique dans sa dimension décisionnelle finale, et en association ainsi équilibrée et mutuellement respectueuse avec les vrais et justes dominants que seront les citoyens boosters du délodisme biéconomique, la vie démocratique sera *de facto* « référendaire » de bout en bout, en ce sens que le portrait de la société, sur son axe culturo-politique, deviendra constamment visible en parfaite transparence, sans aucun besoin de cacher quoi que ce soit, ni même de manœuvrer qui que ce soit, y compris vis-à-vis de l'étranger, ce qui ne pourra que faciliter l'évaluation des besoins universels quadrifaciaux, au plus près des attentes majoritaires, ainsi que l'appréciation des résultats obtenus. La nouvelle société pourra enfin se voir, se (re)connaître et se conscientiser telle qu'elle évoluera dans le miroir fidèle de chacune de ses faces pyramidales, selon les proportions sub-sociétales *effectives* du moment.

Enfin, la Responsabilité politique deviendra *collective*, équipée de tous les outils nécessaires (minutaires entre autres), ce qui permettra d'entreprendre et de juger les expériences publiques et leurs orientations planificatrices de long terme dans les meilleures conditions d'économies énergétiques et écologiques, tandis que le respect de l'Autorité politique sera d'autant plus automatique que celle-ci dérivera directement de la volonté majoritaire, communalement autogérée autant que possible, au lieu d'être accaparée, par défaut, au profit d'une quelconque et infime minorité de *sur*-dominants. Car de la sorte, et à l'instar de ce qui a déjà pu être observé sur les trois autres faces pyramidales, toute la société se trouvera politiquement réunifiée et équilibrée, soudée par l'acceptation proportionnée de la différence hiérarchique et légitime du Triangle par rapport au Rectangle et le respect de la complémentarité égalitaire de ces deux volumes *sociétalement* existentiels. Les néo-Départements, en qualité d'espaces de proximité assurant d'évidence une représentation citoyenne plus nombreuse et géographiquement plus large et plus fine que les actuelles « régions » de trop grande envergure, constituent donc

le « lieu national » optimal de la démocratie semi-référendaire et méga-échantillonnée dont les équilibres politiques et administratifs ont besoin, en particulier via les nouvelles fonctions institutionnelles délodistes, et tout autre niveau de gestion-représentation politique intermédiaire entre les Communes, les Départements et l'État doit rester secondairement limité à de libres associations ponctuelles ou régulières, sous condition de l'aval rectangulaire majoritaire, et sur la base d'avantages mutuels en fonction de l'objet justifiant telle ou telle préférence de mutualisation partielle. En effet, du point de vue politique et sociétal *stricto-sensu*, aucune autre institution d'ordre « sub-pyramidal » n'est *systémiquement* nécessaire, puisque celle-ci induirait au contraire d'inutiles lourdeurs et complications, telles que la confusion politico-administrative croissante observable au sein des sociétés prétempérantes. D'où la simplification fonctionnelle et institutionnelle sans précédent du délodisme et de sa démocratie légitimement hiérarchisée, proportionnée *et* proportionnelle, laquelle impliquera tous les citoyens rectangulaires de façon localement directe, ainsi que régionalement et nationalement semi-directe ou semi-référendaire, une fois la pyramide sociétale devenue l'ennéaèdre de la Justice et de la Paix. D'où, enfin, l'allègement proportionnel inéluctable des pléthoriques instances de contrôle *centralisées* et autres juridictions non représentatives qui ignorent si fréquemment -et si royalement !- la préférence majoritaire.

Ces réflexions avancées aident à comprendre toutes les limites inhérentes aux processus référendaires habituels, et éclairent au passage les actuels débats, en particulier franco-français, concernant le RIC ou Référendum d'Initiative Citoyenne, explicitement réclamé par les Gilets Jaunes. Comparé au caractère libre, permanent et transparent des droits de proposition, de pétition-adhésion et de débat sur Argumentaire que garantiront les futurs Sites Officiels Communaux et Départementaux, et plus encore au droit de votation directe ou proportionnellement déléguée des *citoyens* délodistes, le référendum est un instrument beaucoup trop lourd, occasionnel et biaisé pour établir la démocratie, hormis l'unique exception inévitable d'une approbation constitutionnelle *majeure*, c'est-à-dire l'établissement historique d'une entière et nouvelle Constitution.

Car même les réformes ou réformettes constitutionnelles ne sont que des retouches à la marge, tantôt symboliques et déclaratives, comme pour ajuster l'*apparence* démocratique aux souhaits de l'inconscient collectif, tantôt conçues pour mieux gouverner ou imposer un nouveau traité, trop rarement dans l'intérêt de la majorité aussi longtemps que le contexte restera prétempérant. Par leur demande expresse d'implication politique, non seulement sous la forme d'un R.I.C. hélas trop réducteur et *de facto* impraticable en continu, mais aussi via l'idée de mandat impératif ou de destitution populaire des élus, voire quelque démocratie participative de façade, telle que les miettes octroyées avec condescendance par lesdits élus devant l'impatience de peuples à chaque occasion plus mûrs et plus lucides, les citoyens réclament la liberté, ou possibilité à tout moment, d'exercer les droits (et devoirs subséquents) que suppose *le* politique, en tant que copropriétaires de la *res publica* rectangulaire, à stricte égalité de proportion binaire avec le triangle d'un statut hiérarchique dès lors objectivement légitimé, et ce, à la différence de *la* politique politicienne et minoritaire jusqu'à présent peu ou prou imposée par et pour des *sur*-dominants, socio-économiques, militaires ou religieux, selon le cas.

L'équilibrage pyramidal hiérarchique de la solution délodiste et biéconomique crée les conditions de la Tempérance et de la Paix, tant individuelles que sociales, en autorisant un double flux continu entre les citoyens et leurs gouvernants -flux dès lors intégralement dédramatisé et rendu non-violent par la Justice-, quels que soient les critères plus ou moins objectifs de mœurs historiques en permanente évolution pour ce qui concerne les modes de production, de consommation, de distribution et de valorisation des richesses extraites du socle terrestre, sachant que les progrès induits par la partition-répartition quadrifaciale ainsi établie ne pourront que trier positivement les us et coutumes en question, pour libérer, au sein de leur infinie variété locale, l'universellement juste et exact, de l'injuste, inexact et contingent. Les « doléances » citoyennes et leurs légitimes exigences pour plus de démocratie ne supposent pas de simples aménagements de circonstance, ni même une supposée nouvelle constitution bancale, électorale et partisane, car elles sont l'expression d'une attente sans précédent, que seules les innovations ici proposées

seront en mesure de satisfaire, et pour cause, puisque qu'aucune justice politique ne saurait dériver d'*abord* d'un minimum de justice socio-économique, ni inclure les quatre faces pyramidales en même temps que leur équi-partition-répartition hiérarchique ou *verticalisée*.

Les principes et solutions délodistes confirment donc le rôle de charnière rectangulo-triangulaire du Département ou de la proche région en tant que soudure sociétale centrale, tandis que le palier correspondant devient la plateforme des échanges mutuels entre le triangle étatique ou supra-départemental et le rectangle citoyen ou infra-départemental, ce qui reflète politiquement la même répartition de parité binaire verticale que les trois autres faces pyramidales, et ouvre la voie à une solution constitutionnelle enfin indéfiniment viable, sans tare « congénitale » la condamnant à la violence systémique et ses effondrements périodiques. Tout comme le marché libéral n'est tel et ne *reste* tel que s'il est *à demi* démocratisé et égalisé via sa partition-répartition minimoptimaximale, le champ sociétal politique se doit d'associer et d'accompagner *tous* les citoyens jusqu'à la moitié (fonctionnelle) de la hauteur pyramidale, ce à quoi répond historiquement ledit palier départemental français.

Enfin, correspondant à cet étage crucial, la représentation semi-référendaire et méga-échantillonnée, assurée à tour de rôle par le tirage au sort des citoyens « rectangulaires », moteurs *et* boosters confondus, opèrera comme une super-convention (impliquant donc l'ensemble du territoire national) et dont tous les membres seront pleinement informés en amont de leur unique rencontre, et dès lors rendus aptes à se décider dans les meilleures conditions possibles, sans le moindre risque d'être manœuvrés ou abusés pour quelque intérêt minoritaire que ce soit, de par la multitude des participants impliqués. Cette solution à mi-chemin entre l'impossibilité de référendums systématiques et la privation, ou plutôt le détournement pluriannuel du pouvoir citoyen via le principe électoral et partisan, sera bien supérieure à la caricature référendaire des contextes prétempérants, puisque chaque citoyen ainsi invité par le sort deviendra librement volontaire pour s'informer et s'impliquer toujours plus complètement, en tant que *voteur*, que la plupart des « électeurs » si

démotivés par leur visible impuissance au sein d'un contexte pseudo-démocratique. De plus, les compétences sociologiquement très variées des futurs Délégués Législatifs ou Référendaires, sur la base d'un vécu civil enrichi des débats et informations préalables à leur vote, et qui plus est stimulées par « l'intérêt désintéressé » que suscite une participation volontaire et ponctuelle à une expérience citoyenne édifiante, seront en tout point supérieures aux « qualités » requises par le travail de godillot partisan et politicien des habituels députés professionnels, assis sur leur rente de situation et principalement soucieux de leur carrière.

6 - Les Rouages Démocratiques Nationaux ou Étatiques.

Au sommet de la Pyramide sociétale, l'État délodiste se présente sous la forme nouvelle d'un Gouvernement collégial désormais assuré par l'Assemblée Exécutive Nationale, ou Assemblée Gouvernementale, (du moins en l'attente de quelque autre appellation ayant la préférence des futurs Constituants), celle-ci regroupant logiquement des citoyens nécessairement boosters « triangulaires », tirés au sort parmi tous les adultes dont les compétences correspondront aux critères minimaux -ou équivalents- requis pour ces responsabilités, ce qui ouvrira les portes du pouvoir exécutif national à des centaines de milliers, voire sans doute des millions de femmes et d'hommes ayant largement dépassé le niveau sociétal médian, en lieu et place de la caste fermée des politiciens à vie fournis et formatés par les filières « sélectives » actuelles, sur la base de critères ne favorisant que la domination héréditaire et les réseaux de copinage entre élèves de la même promotion, ce qui constitue le premier et gravissime séparatisme de soi-disant élites au sein même du triangle, rétrécissant *de facto* celui-ci à un club sommital de quelques centaines de personnages publics aux intérêts privés. L'ouverture sociétale ainsi garantie et justifiée pourra virtuellement impliquer *l'ensemble* des élites triangulaires, tandis que la dépersonnalisation et déprofessionnalisation des fonctions politiques assureront un renouvellement systématique des participants se déclarant « volontaires » en réponse à un tirage au sort sociologiquement plus divers en termes d'origines, de compétences et

d'expériences, que ce qu'offrent jusqu'à présent les sectes républicaines et leurs idéologies partisanes (à plus forte raison compte tenu des modes d'attribution des sièges ou de nomination aux plus hautes fonctions).

Dans le schéma à trois niveaux de la pyramide institutionnelle tempérante désormais objectivement hiérarchisée par l'historicisation de son principe, la sous-pyramide étatique est principalement triangulaire, dans la mesure où les citoyens moteurs *exclusivement* universels en sont absents, leur seule existence possible à ce niveau sommital relevant dès lors d'un occasionnel référendum national, lequel, comme on a pu le constater, sera inutile une fois la Constitution délodiste et quadrifaciale démocratiquement installée via un référendum fondateur nécessairement rectangulaire. Hors ce crucial moment historique à venir, l'équilibre de la tempérance politique fera évoluer la Loi, devenue *citoyenne*, en totale transparence culturelle ou « idéologique » directe, de par sa provenance depuis la population adulte elle-même et l'aval populaire obligatoire de chaque Proposition triangulaire, exprimant ainsi, comme on le sait, les proportions exactes des opinions et attentes majoritaires *et* minoritaires, désormais formulées par des citoyens *autonomes*, dont certains seront toujours librement regroupés en partis politiques le cas échéant, sachant que ces derniers, enfin légitimement cantonnés à la sphère culturelle, ne seront plus les filtres déformants de la réalité sociale, ni les accapareurs électoralement minoritaires de la libertégalité collective. Pour autant, en fonction de l'influence utile que pourront acquérir ces partis politiques sur ladite face culturelle, leur véritable représentativité proportionnelle se trouvera forcément -et pour la première fois intégralement- respectée à l'intérieur même des rectangles communaux et régionaux, ainsi qu'à chaque occasion éventuelle de référendum national, dès lors que toute la population adulte sera de fait concernée.

S'agissant des triangles, en particulier au sommet de l'État, on se doute que les différences entre les publics partisans ne pourront pas se refléter aussi complètement, et encore moins de façon proportionnelle, puisqu'il est probable que les citoyens boosters soient majoritairement « de droite » en contraste historique inévitable avec au moins la moitié

des citoyens rectangulaires, dont les aspirations majoritaires sont « de gauche », car peu ou prou socio-économiquement déterminées, sachant que ces appellations sont à prendre au sens large et en tant que simples tendances statistiques, tandis que la pacification généralisée induite par l'équilibrage délodiste et biéconomique aura pour effet de libérer cette distinction de toute connotation d'injustice et de violence, ne conservant et ne légitimant donc que la raison d'être objective de ces tempéraments culturels, lesquels ne sont pas sans rapport avec l'appartenance à l'un ou l'autre des deux volumes sociétaux. Précisément, s'il doit rester un fond de différenciation objectivement fondée entre *droite* et *gauche*, celui-ci se trouvera *verticalisé* comme il se doit, mais la parité parfaite entre les volumes rectangulaires et triangulaires et l'implication citoyenne qui en découlera, de par l'approbation *effectivement* majoritaire des décisions, garantiront à la fois l'équilibre et la complémentarité de ces deux étages politiques, chacun incluant potentiellement *tous* les citoyens concernés, en proportion exacte de leurs éventuels regroupements.

Le rôle de l'exécutif national collégial sera bien sûr de garantir le bon fonctionnement de l'ensemble pyramidal à travers ses trois étages, en rationalisant à l'échelon du pays les attentes et décisions majoritaires issues des Citoyens, des Communes ou des Départements *et* confirmées par le Congrès de ces derniers, en particulier s'agissant de la priorisation des orientations politiques concernant chaque Comité Ministériel, avec pour tâche essentielle de finaliser et ajuster les contraintes budgétaires afférentes, en lien avec le Congrès des Départements le cas échéant, tout en préparant, fixant et formulant ses propres Propositions Exécutives Nationales, à négocier avec le même Congrès des Départements dans le but de les faire valider par la majorité de leurs Citoyens Délégués. Dans un contexte devenu délodiste, cette Assemblée Gouvernementale aura dès lors l'assurance de connaître « en direct » les teneurs majoritaires et minoritaires des attentes citoyennes, dans leurs véritables proportions et évolutions mensuelles, trimestrielles ou semestrielles, ce qui procurera les moyens d'une gouvernance enfin appropriée, obligeant le pouvoir à devenir l'expression fidèle et démocratique d'un même peuple dans sa double nature pyramidale, et à respecter l'approbation majoritaire pour

mettre en pratique ses propres projets et choix politiques triangulaires, via un rôle pédagogique enfin centré sur le fond des enjeux, et d'autant plus transparent que seules les lois ou les décisions *démocratiquement* profitables pourront obtenir l'accord des Délégués du rectangle sociétal.

Dans ces conditions, et à l'instar des élections prétempérantes, les référendums d'*ajustement* deviendront inutiles, dès lors que toutes les opinions citoyennes seront observables en continu et que le Congrès des Départements équivaudra constitutionnellement à une consultation citoyenne permanente, en tout point équivalente. On pourra prévoir la possibilité d'un R.I.C. national à titre de sécurité de dernier ressort, mais l'Histoire tempérante aura tôt fait d'en démontrer l'inutilité, grâce à la parité pyramidale et quadrifaciale du délodisme biéconomique. De la même manière, la simplification des strates politico-administratives qui encombrent, paralysent et ruinent la gestion républicaine française sera l'heureux résultat de la solution tempérante, puisque seuls trois étages systémiques seront nécessaires et suffisants, ce qui induira de précieuses économies en termes financiers et logistiques, sans compter les gains de temps, d'efficacité et de réactivité, tant en matière de prise de décision que d'application, ce que les citoyens tempérants pourront apprécier à travers des améliorations concrètes visibles jusqu'au cœur de chaque Commune, a fortiori lorsque, dans de très nombreux cas, ces progrès proviendront d'innovations et autres expérimentations, individuelles ou regroupées, d'origine *sub*-communale.

En parallèle à cette simplification rendue possible, non pas par l'inversion totale de la flèche du pouvoir politique d'initiative, mais par l'équilibrage des flux décisionnels ascendants et descendants grâce à l'implication *citoyenne* des Communes et Départements et au « dernier mot » conféré au Congrès de ceux-ci, l'usine à gaz des articles V à XI de l'actuelle constitution française, telle que décrite dans la section 6 du chapitre 2, se révèlera en très grande partie définitivement inutile, car structurellement redondante en raison de la nature désormais *directe* et indéformable du pouvoir décisionnel des néo-citoyens via leur double statut de Voteur pétitionnaire et référendaire ainsi que de Délégué semi-

référendaire. S'agissant en particulier de la V° République française, de ses pléthoriques assemblées et hautes autorités, de ses mandats d'élus ou autres nominations à visées toujours plus manœuvrières ou honorifiques que fonctionnelles, de son labyrinthe de processus légaux indéfiniment alourdis ou bloqués par de pseudo-instances de contrôle, sans oublier le rôle démocratiquement de plus en plus ambigu de ses plus « hautes » juridictions sous le prétexte d'un État de droit « usurpé » par les juges, les pléthoriques sophistications structurelles ou institutionnelles qui sont censées donner l'illusion d'une séparation des pouvoirs ne sont qu'un impossible rattrapage du non-respect des principes de justice ou d'équité démocratique, autrement dit le résultat de l'ignorance (plus ou moins volontaire) de l'équilibre libertégalitaire sur la face politique, et surtout citoyenne, de la pyramide sociétale (désormais sous-entendue comme ennéaédrique).

En contexte délodiste, cet équilibrage, défini par les principaux rouages déjà décrits dans ce chapitre, assure de bout en bout, de façon directe et non biaisée, le respect de la volonté majoritaire que suppose toute souveraineté démocratique, ou libertégalité collective légitime, ce qui permet de faire l'économie des inutiles replâtrages de façade, de par l'absence de fissure, fossé ou autre discontinuité, et la seule répartition des pouvoirs objectivement fondée -entre rectangle et triangle- devient dès lors une surface *réunissant* intégralement les axes, faces et volumes complémentaires constituant la « double nature sociétale » ainsi rendue indéfiniment viable. Il n'y a plus de séparation des pouvoirs (*de facto* fictive car impuissante à empêcher à terme l'appropriation clanique ou micro-minoritaire du Bien Commun, et propice à la multiplication de fausses prothèses sociétales, via une forme ou une autre de corruption institutionnelle des « acteurs » de ce très mauvais théâtre), mais tout au contraire une parfaite osmose à double sens vertical, enfin équilibrée à travers les flux mutuels de liberté et d'égalité entre citoyens universels et boosters. Concernant les nouvelles libertés d'initiative offertes par les Propositions, Triangle et Rectangle seront toujours à égalité de droits d'expression, avec l'avantage ici sans précédent de pouvoir -et devoir- utiliser l'instrument idéal des Sites citoyens et institutionnels officiels,

ceux-ci faisant exister la démocratie au quotidien, indépendamment des excès en tout genre observables sur le réseau Internet, quitte à concevoir un réseau national spécifique si nécessaire, dans la mesure où des règles minimales de décence, de respect d'autrui et d'interdiction de l'insulte feront partie des conditions d'accès à l'Argumentaire commun. Les néo-citoyens tempérants ne s'y tromperont pas, en apaisant d'autant plus volontiers leurs débats qu'ils possèderont enfin un espace égalitairement réservé pour devenir les premiers participants actifs de la démocratie dès l'échelon communal, ce qui leur fera délaisser les contenus débiles, négatifs et violents de la « Toile », au profit des meilleures apports de ce formidable outil planétaire.

En complément de cette libre implication de tous et de chacun, pour proposer, débattre ou réagir, de façon individuelle, puis forcément associée et collective en raison du mode pétitionnaire propre à ces Sites, les nouvelles décisions finalisées seront nécessairement avalisées par la majorité rectangulaire, sur les trois étages constitutionnels, sans que les citoyens *voteurs* universels aient physiquement besoin d'aller plus loin que l'échelon départemental, tandis que la soudure inter-volumétrique de la pyramide sociétale aura pour effet de favoriser le recentrage des pseudo-divisions de droite et de gauche sur 80% de la population des adultes, créant et maintenant ainsi, de la même façon que sur les trois autres faces de l'édifice commun, la continuité sociétale d'une très vaste « néo-classe moyenne », pour moitié rectangulaire *et* triangulaire, sans que les tendances politiques et comportementales objectives ne puissent les opposer à nouveau en séparatismes caricaturaux, ce qui attestera au passage le libre accès du rectangle au triangle, autrement dit, le juste et bon fonctionnement d'un ascenseur social enfin devenu quadrifacial. La démocratie tempérante, en équilibrant légitimement les droits et devoirs du rectangle et du triangle par le biais du palier paritaire de chaque face pyramidale, aura pour effet sociologique de maximiser la satisfaction existentielle de la quasi-totalité de la population, pour respecter au final le schéma usuel et naturel de toute distribution statistique binaire, tel que démontré à travers la courbe de Laplace-Gauss et sa forme typique de « cloche », aussi proche que possible de celle d'un chapeau-melon

aux rebords particulièrement raccourcis. Ce n'est donc pas un hasard si cette loi distributive décrit précisément la quasi-totalité des relations de binarité observables, du moins chaque fois que ces dernières révèlent une situation d'équilibre viable ou de corrélation objective et minimale, puisqu'à travers ces observations, et de manière statistiquement quasi naturelle, les cas extrêmes ne représentent plus que cinq à dix pour cent de chaque côté de l'ensemble, tandis que la pente abrupte de la courbe forme un bloc central d'au moins 80% de points élémentaires partageant à peu de choses près la même proportion ou hauteur d'ordonnée. Cela n'empêche en rien la partition verticale et symétrique de cet ensemble via une valeur médiane sur l'axe horizontal des abscisses, et corrobore au contraire l'aspect principalement unitaire ou monolithique de toute binarité fonctionnellement contigüe. Ainsi donc, l'équilibre assuré par la pyramide tempérante permettra-t-il de réunir la quasi-totalité des néo-citoyens dans une continuité sociétale duale, car faisant *communiquer* dans les deux sens les volumes rectangulaires et triangulaires des trois niveaux vitaux de fusion sociétale politique, en conséquence de la même logique déjà observée sur les trois autres faces.

Cette situation à venir ne sera rien d'autre que l'expression de la Paix sociale sur sa base de Justice, selon le schéma obtenu par la prise en compte de l'égalité minimale sous sa forme de parallélépipède à base carrée, et de la liberté différenciatrice, enfin hiérarchiquement légitimée, représentée par l'étage « supérieur » pyramidal. Toute société humaine gagnera à s'approcher de cette forme et de ces proportions précises, afin d'optimiser et de pacifier ses quatre faces existentielles de la façon la plus *économique* qu'il se peut en termes d'énergie vitale individuelle et collective, mais aussi -et ô combien urgemment- *écologique*, tandis que ces progrès correspondront par ailleurs à l'exactitude ou à la justesse de vue en matière de connaissances scientifiques, au respect du bon sens commun et unique de l'Existence, ainsi qu'au bonheur ou bien-*être* si impatiemment attendu, sur l'axe de la finalité psychologique, culturelle et spirituelle d'une Humanité digne de ce nom.

7 - Les Rouages Démocratiques Sectoriels.

Au fil des présentes *Réflexions*, les conditions d'équilibre juste et pacifique définissant la *vraie* Démocratie, au sens désormais objectif et universel de ce noble idéal, ont permis de découvrir la recette de toute fusion sociétale viable, ce qui concerne aussi les micro-démocraties que représentent de façon plus ou moins « autonome » les regroupements d'individus, et l'on sait déjà que l'approche tempérante, biéconomique et délodiste s'avèrera d'un intérêt majeur pour redéfinir et analyser les relations interindividuelles qui font et défont la trame d'une vie, entre les conjoints d'un couple, en famille, entre amis, collègues ou membres de quelque « société » intermédiaire que ce soit, en particulier dans les contextes associatifs et professionnels, sachant ici que l'élément de base indivisible n'est autre que l'*individu*, lui-même déjà « constitué » en une micro-pyramide élémentaire (bi-volumétrique de par sa double nature), à laquelle s'appliquent les mêmes lois de pesanteur et la même solution de leur dépassement par la Tempérance. En conséquence, une *société* minimale apparaît aussitôt que deux individus se trouvent en relation historique, et dès l'état embryonnaire de ce « duel ou duo », les enjeux décrits et les solutions proposées à travers cette recherche s'appliquent intégralement, tout le reste ne procédant au fond que la complexification géométrique d'un accroissement arithmétique.

Par rapport à l'échelle sociétale complète qui occupe ces pages, ces micro-démocraties ne concernent que des sous-groupes de citoyens plus ou moins volontairement mis en présence via quelque situation de « contact » sous forme de coopération utilitaire ou récréative, dans une atmosphère dont le caractère jusqu'à présent plus ou moins violent ou injuste se trouve désormais expliqué par les découvertes que l'on sait, et devient surmontable jusqu'à la Paix grâce aux solutions tempérantes, ne serait-ce que via la nouvelle conscience ou lucidité de toute personne ayant lu -et compris- le présent ouvrage, pour peu que cette dernière soit désireuse d'en appliquer les recettes à sa propre échelle individuelle et

sociale. Mais l'on sait par ailleurs à quel point le cadre sociétal domine, limite ou pervertit les meilleures intentions de chacun, ce qui implique précisément la rationalisation collective minimale et quadrifaciale des interdépendances croissantes propres aux civilisations avancées.

Les innovations et outils d'équilibrage instaurant la Tempérance sont non seulement accessibles à chacun en termes de psychologie et de comportement, mais aussi assurés de faire évoluer les sous-ensembles associatifs et professionnels vers toujours plus de démocratie, quelle que soit leur envergure sub-sociétale ou leur objet, soit de façon spontanée, soit via quelque évolution réglementaire s'appliquant à l'organisation interne des associations, des partis politiques, ou des services et autres syndicats, ou même entreprises, en particulier de nature coopérative ou publique s'agissant de ces dernières. Mais la particularité de ces micro-démocraties est de ne jamais impliquer la dimension citoyenne de bout en bout, c'est-à-dire de la base du parallélépipède jusqu'au sommet de la pyramide qui le surplombe. Or cela peut être le cas souhaitable, selon une réglementation à établir démocratiquement, de certaines « filières » professionnelles complètes, à plus forte raison concernant les principaux services publics et donc toutes les administrations dont la fonction est de satisfaire aux obligations régaliennes d'Éducation, de Santé, de Police, de Justice et de Défense, entre bien d'autres activités propres au Secteur Public, à condition toutefois qu'il ne s'agisse-là que de « démocraties sectorielles » à finalité purement *fonctionnelle*, en remplacement ou en libre concurrence avec les actuels syndicats, dans la mesure où ceux-ci ne représentent en France que 10% des salariés, et s'avèrent parfois tout aussi « opaques » dans leur rôle, finalité ou fonctionnement que leurs pendants de partis politiques sur la scène électorale, et pour les mêmes raisons.

Par finalité purement fonctionnelle, il faut entendre la définition des conditions de travail, mais aussi de la nature et de la pertinence des contenus ainsi que des postes ou autres statuts, donc de l'organisation et de l'efficacité *technique* de la filière concernée, afin de déterminer et de faire le cas échéant évoluer la « productivité optimale » et la qualité des

résultats, non plus seulement financièrement mais socialement, par la détermination expérimentale la plus objective possible du *rythme* et du *volume* du travail en cause, tant individuel que groupé ou collectif. Ces démocraties sectorielles, dont la verticalité pyramidale, rectangulaire *et* triangulaire, ne concerne pourtant qu'une partie de la population totale, pourraient regrouper par exemple tous les fonctionnaires de l'Éducation Nationale, établissements publics et privés (sous contrat) mélangés, ou l'ensemble des personnels médicaux, en incluant hôpitaux et cliniques, et ainsi de suite concernant chacun des services mentionnés plus haut, selon une organisation comparable à la pyramide tempérante, laquelle serait également déclinable sur diverses dimensions géographiques ou plus spécialisées, au gré des futurs Tempérants, le but étant d'équilibrer les pouvoirs entre dirigeants triangulaires et exécutants rectangulaires, s'agissant seulement de la *manière* d'atteindre les objectifs fixés, dans les meilleures conditions possibles.

Les modalités actuelles de concertation et de communication ne pourraient que gagner en créativité, efficacité et surtout représentativité, en imitant au plus près le fonctionnement et l'équilibrage de l'approche tempérante, pour responsabiliser équitablement les citoyens concernés, et garantir la promotion et la généralisation automatique des meilleures initiatives en provenance de la « base » professionnelle correspondante, autorisant une gestion transparente enfin adaptée aux contraintes et aux attentes des travailleurs et employés rectangulaires, lesquels sont de fait les mieux placés pour satisfaire les citoyens ou usagers extérieurs aux administrations et autres services dont l'utilité universelle est avérée, ce qui est bien le cas, à titre d'exemple, des enseignants en école primaire, collège ou lycée vis-à-vis des élèves, voire des parents d'élèves. Dans chacun des contextes professionnels cités plus haut, et dont le caractère essentiel est patent, les progrès démocratiques induits par les solutions tempérantes entraîneront forcément une réorganisation interne des flux d'initiative et des modalités de décision et de gestion technique, dans le sens d'un équilibrage permettant enfin aux expériences rectangulaires et locales pertinentes d'être dûment repérées, encouragées et adoptées le plus largement et le plus rapidement possible, d'abord dans l'intérêt du

public à servir, mais aussi pour la satisfaction garantie de tous les agents concernés, tandis que les autorités triangulaires ne seront plus hors sol, en étant constamment informées des besoins et du « rendement », dans un sens devenu aussi *qualitatif* que quantitatif, puisqu'elles seront dès lors obligées de prendre en compte les priorisations majoritaires pour en négocier la mise en œuvre budgétaire à égalité d'influence et de pouvoir de décision finale avec leur rectangle d'application. Compte tenu de la réévaluation du travail et des salaires induite par la partition-répartition biéconomique par ailleurs, ce progrès vers la démocratisation sectorielle devrait faire disparaître tous les blocages et autres conflits internes hélas si caractéristiques de la gestion administrative prétempérante.

Dans le contexte du secteur public, des administrations et autres services, ainsi que pour les entreprises nationales qui appartiennent de fait à tous les citoyens via l'État, la coexistence d'un nombre significatif de filaments citoyens étant verticalement complète, depuis le plancher du rectangle jusqu'au faîte du triangle et surtout pour un même secteur d'activité, il paraît techniquement souhaitable et objectivement légitime d'appliquer la recette hiérarchique tempérante, ce qui suppose dès lors une appartenance « syndico-professionnelle » automatique, officielle et gratuite, indépendamment de la liberté syndicale habituelle, ainsi que les mêmes modalités pratiques concernant un site professionnel intégré de Propositions Pétitionnaires et Débats sur Argumentaire, afin que soient assurés l'ascension des suggestions et doléances majoritaires jusqu'au sommet, la nature référendaire permanente de ce flux équilibrant, et le repérage systématique des innovations ou de la créativité fonctionnelle que ne manqueront pas de promouvoir ces nouvelles libertés. Dans le respect de l'égalité universelle que suppose chaque service vis-à-vis des citoyens usagers, via l'utile centralisation des règles et procédures et la transmission hiérarchisée des responsabilités, l'introduction d'une telle démocratie sectorielle créera les conditions *systémiques* d'un contact permanent et équilibré entre dirigeants et exécutants, associant tous les acteurs de la « filière » sur la base de l'efficacité optimale, et surtout du rythme et du volume de travail correspondant techniquement à chaque

emploi, sur la base de l'expérience et de l'observation statistique de tous les paramètres en jeu, en particulier s'agissant de pénibilité.

En ce qui concerne les entreprises privées ou mixtes, l'évolution tempérante, à travers la pacification des mœurs dans leur dimension la plus vitale, ne pourra qu'entraîner des progrès comparables, spontanés ou réglementaires, dont l'effet principal sera de clarifier et de refonder plus « objectivement » les concepts de participation et de gestion des comités ou autres assemblées mêlant salariés, direction et propriétaires ou actionnaires, ce qui pourtant n'implique pas les mêmes possibilités ni obligations de démocratie sectorielle, puisque par définition ces entités privées sont de nature sub-sociétale en termes de verticalité pyramidale, à la différence des administrations ou entreprises d'État. Pour autant, dès lors qu'une firme se trouvera concernée par le Domaine public, en tant que fournisseur, sous-traitant, ou société mixte profitant de fonds publics, il sera indispensable d'appliquer au prorata des procédures de contrôle, ainsi que des contraintes minimales concernant les modes de production, ces obligations incluant dès lors les conditions de travail, les données financières des coûts de production et taux de profit, et plus encore la qualité et durabilité des produits et/ou services correspondants, car toute sous-traitance ou fourniture par les entreprises du secteur privé d'une production ou d'un service concernant les garanties universelles du Domaine Public, et donc les besoins vitaux qui lui correspondent, n'a d'intérêt légitime que si ledit secteur privé s'avère -à tout point de vue- plus performant que la collectivité nationale, régionale ou locale, selon une conséquence logique de la partition inter-domaniale qui fera l'objet partiel d'un prochain chapitre. De façon historiquement actualisée, cela concorde par ailleurs avec l'article 9 du Préambule de la Constitution du 27 Octobre 1946, lequel spécifie que *«Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité »*. Or il a déjà pu être noté que la souplesse historique propre à chaque culture ou tradition nationale autorise et réclame parfois des solutions mixtes ou privées *justifiées*, à condition donc d'avoir *tous* les moyens de vérifier les tenants et aboutissants de cette justification.

Ainsi peut-on apprécier à quel point les progrès démocratiques induits par la Tempérance délodiste et biéconomique pourront infuser dans chaque société toute entière, en répandant la saveur inégalable de la Justice et de la Paix que cherchent les humains depuis leur lointaine apparition sur la Terre, hélas trop souvent à reculons, dans l'obscurité des instincts, l'obscurantisme des temporalités religieuses et l'injustice sectaire des idéologies, pour le prix exorbitant d'une violence désormais solidairement et scientifiquement surmontable, sitôt que les nouveaux repères fondamentaux établis dans ces pages auront suscité un sursaut de volonté collective et souveraine, en même temps qu'une multitude de solutions pratiques inspirées par les jalons enfin fermement établis de notre commune destinée pacifique.

Pour l'heure, il reste à développer plus précisément encore les implications et modalités constitutionnelles dérivant de ces réflexions, ce qui fera l'objet du prochain chapitre, avant de pouvoir illustrer leur nature universelle via certaines suggestions concrètes possibles, sachant que les Tempérants de l'avenir ne manqueront pas de trier ou compléter ces solutions potentielles au gré des multiples chantiers ainsi ouverts à leur créativité intellectuelle, autant qu'à leur ingénierie pratique.

Avril 2022

Réflexions Géométriques 5

Des Rouages Démocratiques Universels à la Constitution Quadrifaciale

1 - Point d'Étape.

Tel un ultime campement d'étape à l'approche des limites de la présente « exploration », il est bon de faire le point en se resituant par rapport au modèle idéal de la pyramide tempérante et hiérarchique, dont le chapitre précédent a pu faire apprécier, du moins faut-il l'espérer, la pertinence historique descriptive et l'utilité conceptuelle. En se plaçant du point de vue aérien d'un drone survolant ladite pyramide de façon stationnaire, quitte à ce que la surface du socle s'en trouve cachée par celle du palier équivolumétrique, force est d'observer une fois de plus que la seule prise en compte de ce dernier, en tant que *garantie et limite* de « fusion » ou mutualisation universelle (et donc égalitaire, minimale et vitale) englobant dès lors la moitié du volume sociétal total, crée les conditions de la Justice et de la Paix des peuples, de la justesse optimale de toutes leurs dépenses et consommations en termes d'énergies et de ressources, et plus encore de la pérennité du monument commun ainsi

érigé. On sait que chaque individu, en sa qualité d'entité physique et spirituelle élémentaire, constitue déjà une pyramide *bi-naturelle* assez limitée, dont l'équilibre exhaustif optimal, voire la santé et la longévité, gagnent à proportionner les deux axes et les quatre faces de façon aussi « équilatérale » que possible, tant vis-à-vis de soi-même qu'en relation immédiate aux autres, puisque tout désaxage critique induit une forme de violence contre sa propre intégrité ou celle d'autrui. De même a-t-on pu établir assez précisément que la moindre relation sociale, *de facto* inévitable, induit une interdépendance entre les pyramides individuelles, dont le nouvel équilibre cumulé, pour créer une entité duale ou plurielle de niveau supérieur, sans nuire *objectivement* à aucun de ses éléments constitutifs, suppose le respect minutairement calculable d'une fusion impliquant la moitié du volume ainsi agrégé, faute de quoi l'Humanité reste coincée dans la configuration historique confuse et mono-sociétale des systèmes prétempérants, injustement hiérarchiques, car fondés sur une formation pyramidale depuis le niveau de leur socle, sans aucune garantie vitale de statut universellement partagé, ni d'identité citoyenne minimale sur les quatre faces impliquées. Toute société, ou contact de type constructif entre individus de plus en plus nombreux, va donc de pair, pour la pérennité de son résultat, avec la nécessité d'une partition-répartition verticale et quadrifaciale, que seule peut assurer le fameux palier équivolumétrique, dont le niveau est désormais calculable sur sa face la plus vitale via l'analyse minutaire, quels que soient les aléas de la subjectivité historique des valeurs ou les contraintes géo-climatiques des ressources. Même dans le cas d'un vrai couple, l'union stimulante et pacifique de deux vies suppose ledit palier, via un équilibrage identique entre fusion égalitaire et liberté différenciatrice, car si l'on ne fait que juxtaposer horizontalement les deux personnes concernées selon un plan de soudure devenu vertical, on réduit le duo en question à une simple relation de « cohabitation » dès lors plus matérialiste qu'affective (sans constitution d'une entité commune maximisant le potentiel de chaque élément), sous le triste aspect de deux pyramides jumelées aussi petites que si elles étaient séparées, tandis que dans ces conditions, et en raison de leur forme, leur contact se résume à l'extrémité inférieure d'un seul de leurs quatre côtés, au ras du sol pré-sociétal.

Cela étant dit, qu'il s'agisse d'un individu supposément isolé, ou d'une société de deux éléments et jusqu'à la multitude de millions de citoyens, le processus de construction et de consolidation pyramidale est peu ou prou identique en ce qui concerne le flux énergétique principal de toute Histoire, autrement dit, le ressort chronologique de l'évolution existentielle associant les quatre faces de la pyramide correspondante. En effet, l'individu *et* la population, double base de ces *Réflexions*, ne peuvent survivre et progresser qu'en réagissant, puis en agissant sur le socle préexistant de leur environnement, via la dépense énergétique de quelque activité consommant ou transformant la matière, sachant que cet axe primaire d'ordre physique, par son caractère précisément vital, prévaut sur l'axe orthogonal culturo-politique de la connaissance ou de la conscience que procure l'expérience concrète, puis des « libertés » de choix sans cesse accrues dérivant de tout progrès culturel *authentique*, c'est-à-dire en phase avec l'axe universel du Vivant, au travers de ses lois d'équilibre spatio-temporel et dynamique.

Le schéma 1 illustre cette chronologie ou technique naturelle de perfectionnement organique, tant individuel que collectif, sous la forme d'un mouvement croisé indéfiniment renouvelé, comme si un maçon ou plâtrier-peintre talochait un crépi ainsi peu à peu épaissi en deux gestes délibérément complémentaires, à la seule différence près qu'il s'agit ici d'une élévation à partir de l'horizontale dessinant un *huit* ou signe de l'infini, suivant un sens « principal » précis et logique, une fois placés arbitrairement les quatre côtés des fondations. Á chaque passage dûment croisé, la pyramide correspondante se construit peu à peu dans l'ordre résumé du démographique, de l'économique, du culturel et du politique (pour oser une simplification quelque peu caricaturale), chaque nouvelle flèche induisant une modification quantitative et/ou qualitative sur la face pyramidale qu'elle vise, tandis que la finitude imposée par toutes les limites organiques en jeu fait rétrécir chaque nouvel étage, sans pour autant garantir -hélas- le respect d'une architecture viable dans sa durée potentielle maximale, pour les raisons prétempérantes que l'on sait.

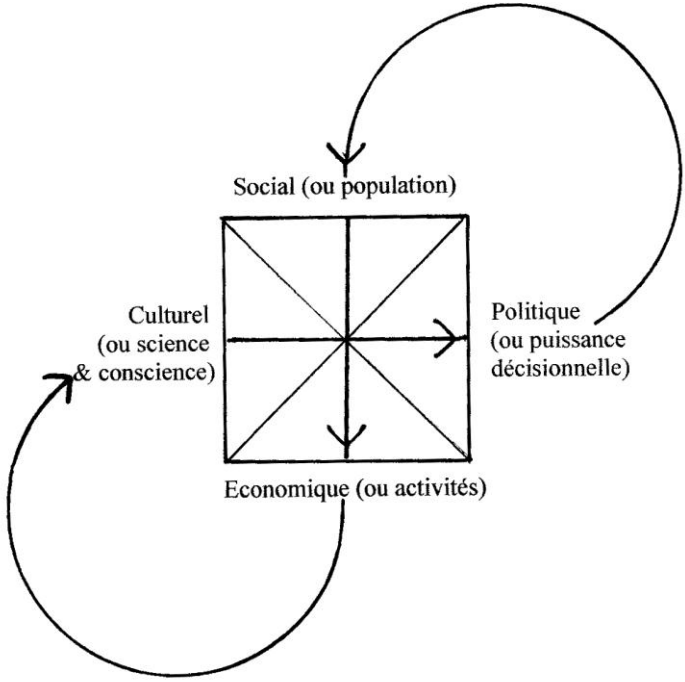


Schéma 1a : Processus de construction pyramidale
(Version sociétale en vue aérienne centrée)

D'un point de vue plus « philosophique » exprimé en quelques verbes, cette vision pyramidale et cyclique, bien qu'encore succincte au regard des explorations à venir, aide à comprendre le processus logique du perfectionnement vital qui conditionne non seulement le progrès de chaque aventure individuelle, mais aussi l'évolution tendancielle à long

terme de la flore, de la faune et surtout de notre Humanité, tout comme de chaque élément biologique constitutif de la moindre forme de vie, ce qui s'opère à travers l'expérience que le *flux* du temps impose aux trois dimensions spatiales de la matière, comme illustré ci-dessous :

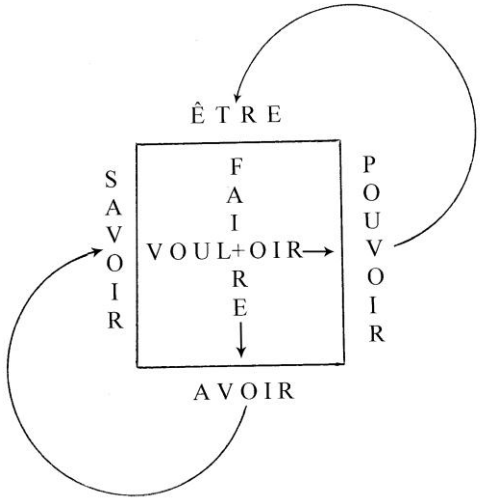


Schéma 1b : Processus de construction pyramidale
(Version organique fondamentale en vue aérienne centrée)

L'*être*, en tant qu'existant *individuel*, ne survit et peut améliorer sa condition que grâce au *faire* de quelque activité appliquée à l'espace de son socle pyramidal terrestre, et l'*avoir* qu'il en obtient sous forme d'augmentation ou prolongement matériel de lui-même lui procure un *savoir* constamment nourri par l'expérience, suscitant aussitôt quelque idée, besoin ou *vouloir* dont le *pouvoir* d'action ainsi accru lui permet de *mieux* être, sachant qu'au cours du progrès historique induit, le même « talochage existentiel » concerne des relations et occupations de plus

en plus sociales, immatérielles ou spirituelles. Du moins s'agit-il là de la recette de tout progrès authentique, hors les erreurs et régressions, tant individuelles que sociétales, dérivant des tares prétempérantes, faute de délodisme biéconomique.

Une seconde et dernière variante du schéma **1**a suggère enfin la description synthétique, intériorisée et dynamique d'une boule de billard qui se trouverait sans cesse relancée par chacune des quatre bandes au point d'entretenir indéfiniment les mêmes angles, bien que sur un jeu se rétrécissant au fur et à mesure de sa *pyramidalisation*, sauf si le lecteur préfère l'image plus verticale, façon hominidé en marche, d'un cycle en *huit* incliné par le déséquilibre contrôlé que suppose tout mouvement, en l'occurrence vers l'*est*, tant il paraît ici logique de poser l'être au *nord* pour que son esprit, bientôt tempérant, ne puisse plus le perdre !

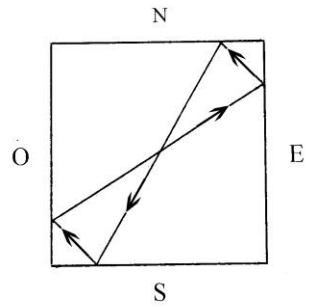


Schéma 1c : Processus de construction pyramidale
(Version intériorisée en vue aérienne centrée)

Pour rappel utile, et concernant *toutes* les entités sociétales, à des degrés toutefois fort divers en fonction des cultures et de leurs progrès en termes d'humanisation universelle, les conséquences historiques des pseudo-pyramides improvisées faute d'équilibrage minimoptimaximal

sont de trois types clairement distincts, tels que les illustrent les schémas qui suivent, en totale concordance avec les observations des trois tomes précédents, sachant par ailleurs que lesdits effets sont hélas tristement cumulables et mutuellement aggravants. D'abord, même à supposer que la pyramide prétempérante de base carrée soit peu ou prou centrée, afin de pouvoir isoler chacun des effets pervers à présent recensés, une des conséquences les plus évidentes, car historiquement vérifiable à travers les « crises » périodiques, se traduit par le fameux séparatisme ou fossé sociétal déjà maintes fois observé, lequel isole toujours plus une étroite minorité *sur*dominante en (dis)proportion de son illégitimité objective, avec pour effet de carier chaque face pyramidale d'un trou béant, non sans « tasser » une partie croissante de citoyens, y compris supposément triangulaires, très en dessous du niveau minutaire médian et théorique d'une parité volumétrique inexistante dans de telles conditions, ce qui correspond au phénomène cyclique de déclassement et de paupérisation critique des classes moyennes.

Á travers ce processus tendanciel, les richesses de chaque face pyramidale ne profitent qu'aux minorités les plus extrêmes, au point que la pyramide effective n'existe plus que pour les arêtes en lieu et place des côtés, attestant la vacuité sociétale qui encourage les pseudo-élites monopolisatrices à tout « gérer », engloutir et digérer de façon hors-sol, (puisque totalement déconnectée d'une *macrobase* proportionnellement surpeuplée jusqu'à l'explosion), ce que démontrent les circuits fermés de toute forme de spéculation et plus encore le marché mondialisé des concentrations industrielles et commerciales, dont l'antilogique mono-faciale a déjà très largement dépassé le stade de l'absurde, détricotant une à une les conditions originelles du libéralisme à échelle humaine (voir le Schéma 2 ci-après).

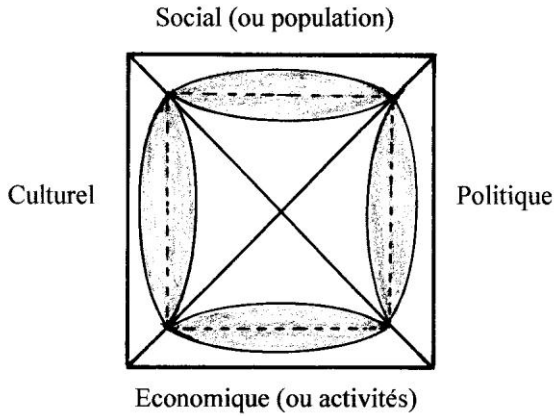


Schéma 2 : Effet d'évidement sociétal (fossés sociétaux en grisé), en vision aérienne centrée et ici *développée* afin de faire apparaître le palier médian en pointillé.

Le deuxième type de conséquence concerne non plus chacune des faces observables, mais la disproportion mono-systémique régissant leurs rapports de dimension et de poids, dans la mesure où, en l'absence de toute partition-répartition volumétrique, les côtés dits *aboutissants*, en l'occurrence économique et politique, sont condamnés à déborder sur leur source symétrique et respective, écrasant et déformant d'autant les triangles du social et du culturel, ce qui désaxe toujours plus le sommet de son point d'équilibre pacifique (S), comme l'illustre ici le point S'-en direction du nord-ouest sur le schéma 3- et suscite peu à peu, en réaction à la corruption des mœurs et comportements *sur*dominants, la révolte de toute forme de violence populaire et autre délinquance via des dérives individuelles et collectives, car les esprits s'échauffent en proportion des

pressions exercées sur une majorité de citoyens objectivement lésés ou exclus, anormalement comprimés vers le bas, dès lors très en-deçà des conditions sociétalement vitales du moment, en termes de niveau et de mode de vie. Qui plus est, le désaxage sommital observable désoriente les filaments individuels de l'ensemble des citoyens par rapport à l'axe de la maximisation verticale potentielle, attestant le gaspillage qualitatif ou humain, autant qu'écologique, de cette forme d'échec sociétal.

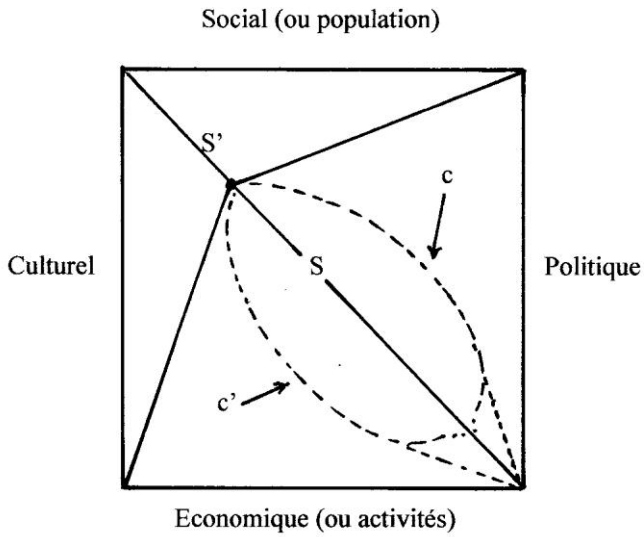


Schéma 3 :
Effet de disproportion quadrifaciale, ou interne, avec le décentrage sommital le plus fréquent, et les principales courbes de débordement possible (entre les faces économique et politique).

Cela dit, l'habillage historique contingent peut aussi déstabiliser l'édifice sociétal en fonction des *formes* de domination effective et des modalités correspondantes, ce qui peut désorienter l'arête économico-politique soit en faveur d'un absolutisme d'ordre dictatorial et militaro-policier, soit vers une monopolisation de type ultralibéral, du moins s'agissant ici des sociétés sous domination laïque (ce que traduisent les courbes de débordement en pointillé sur le schéma 3) car il est aussi vrai que, dans bien d'autres cas de figure, des pouvoirs dictatoriaux pseudo-religieux se nourrissent à l'inverse d'une face culturelle dont le surpoids de traditions figées retarde l'avènement, même semi-libéral ou pseudo-démocratique, d'une société plus « émancipée » et de ses progrès aussi certains qu'insuffisants, faute de tempérance délodiste et biéconomique. Les déséquilibres inter-faciaux peuvent ainsi varier à l'infini, même indépendamment du niveau de développement, au gré des opportunités historiques régionales, mais force est ici de constater que les sociétés les plus avancées sont assujetties au risque de décentrage exprimé sur le schéma 3, via la connivence *de facto* surdominatrice des pouvoirs socio-économiques et politiques, et la dépendance croissante des derniers par rapport aux premiers, en raison de la fragilité et de l'incomplétude des constitutions prétempérantes. (Voir courbe C sur le même schéma).

Enfin le troisième type de conséquence dérivant de l'absence de partition-répartition quadrifaciale concerne le volume total, autrement dit, les dimensions historiquement obtenues par rapport à la portion du socle planétaire correspondant, ou vis-à-vis d'autres sociétés humaines voisines ou lointaines. Cet effet de disproportion totale se différencie de son équivalent interne, tel que décrit dans le paragraphe précédent, en ce sens que l'ignorance des limites de l'équilibre paritaire sociétal suscite une quête perpétuelle d'excroissance ou de surcroissance par besoin de fuite en avant constante, pour vainement retarder la chute inévitable et repousser la remise à l'heure de la cohérence vitale minimale qu'impose tôt ou tard l'effet de balancier ou de boomerang de la Loi existentielle. La domination positive et objectivement fondée des citoyens boosters se trouvant noyée et viciée par la sur-domination ultra-minoritaire des plus forts d'entre eux, faute de palier équilibrant la partition-répartition, il en

résulte une surconcentration de pouvoirs *abusifs*, tant économiques que politiques, dont l'absence de limite de proportionnalité fait dépasser les bornes écologiques et sociétales du mono-volume systémique bien au-delà de l'équilatéralité optimale maximisant le rapport dynamique entre quantité et qualité, matériel et spirituel, ce qui se traduit historiquement par la surexploitation de l'environnement terrestre et l'asservissement de quelque autre pyramide sociétale via la guerre, la colonisation ou l'impérialisme économique, financier et culturel. (Voir schéma 4).

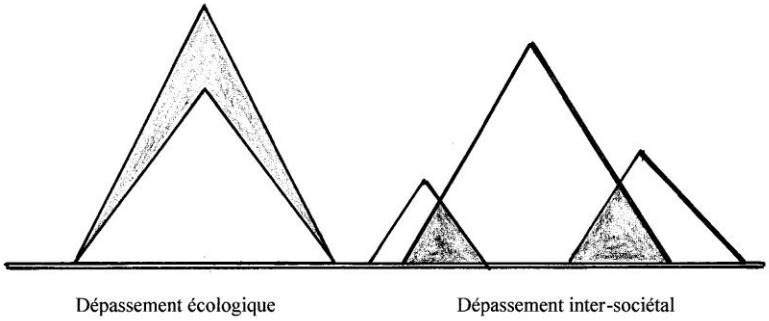


Schéma 4 :
Effet de disproportion totale ou de double dépassement
(Vue latérale en aperçu pyramidal simplifié).

Ce troisième type de conséquence correspond hélas à la situation planétaire actuelle, en tant qu'aboutissement logique de la transposition des violences intra-sociétales à l'échelon supérieur et dangereusement exacerbé du (gas)pillage des ressources terrestres, de la destruction de la biodiversité et des rapports de force dictant les relations internationales, chaque société se comportant -par double défaut !- comme un élément encore immature d'une seule et même Humanité. Or, les trois catégories d'effets pervers ci-dessus répertoriées s'additionnent comme on le sait

pour le plus grand malheur des humains, et tout l'intérêt de l'application urgentissime des propositions tempérantes tient au prochain équilibrage vital et définitif procuré par les progrès délodistes, sur une fondation de partition-répartition biéconomique désormais universellement chiffrable et déchiffrable via l'analyse minutaire et sa prise en compte du *temps* biologiquement vécu, dépensé, échangé, épargné, consommé, et hélas si souvent perdu, volé, ou gaspillé.

Paradoxalement, c'est la *confusion* de fait du mono-systémisme qui sépare, divise et oppose les humains sur toutes les échelles de leurs interrelations en faussant leurs tentatives sociétales improvisées, alors que la partition calculée et paritaire de la double face socio-économique, de par sa nature physique et matérielle vitale, associée à la répartition égalitaire de la moitié des énergies dépensées et richesses produites, est la clé universelle de l'unification par *semi-fusion*, grâce à la justesse des proportions qui en constitue la condition *sine qua non*, sachant que cet apaisement social est indépendant de toutes les circonstances culturelles *objectives* dérivant de l'environnement, et pourra donc se satisfaire de n'importe quel niveau de développement dépassant le stade de la survie biologique.

Pour autant, un tel progrès sur les faces concrètes de la pyramide sociétale a visiblement supposé, à défaut d'une « sagesse » spontanée, la constitution de sociétés suffisamment développées et libérales pour faire évoluer la conscience via l'expérience jusqu'au stade historique actuel, par lequel s'introduit -enfin !- la *rationalité* dans le cadre si complexe des sciences humaines. En effet, le balisage du bon chemin à suivre, au sens d'une certaine Flèche existentielle associant toute entité matérielle à sa temporalité spirituelle, se trouve exhaustivement tracé d'avance par la forme spécifique de la pyramide tempérante dans son ultime version historique d'ennéaèdre, et il suffira d'en parcourir soigneusement les éléments constitutifs et le gros-œuvre architectural pour établir les bases d'une constitution démocratique quadrifaciale ou en 3D, à la différence des « inventions » politiques précédentes, par trop mono-faciales et sans aucun appui cohérent sur la moindre « démocratie socio-économique »

minimale. Le socialisme objectif ou authentique, en tant que nécessité impérieuse de vivre en société aussi bien que possible, n'est autre que la quête historique, et hélas empirique, traduite par la loi tendancielle de l'équilibre bisphérique, dans le but de répondre à l'instinct grégaire des humains en matière de sécurité vitale minimale sur chacun des côtés de la « Maison Commune ». Malheureusement, jusqu'à ces *Réflexions*, les comportements socio-économiques vitaux et concurrentiels ont toujours dicté, via leurs abus et par ignorance de la loi d'équilibre paritaire, des structures politiques intrinsèquement biaisées, périodiquement remises à plat et reconstruites avec les mêmes tares architecturales. Le politique a donc toujours consisté à rechercher la mutualisation a posteriori via des impôts et taxes très inégalement répartis, certes pour mettre en commun les services publics répondant aux besoins universels les plus essentiels, mais hélas aussi (et de plus en plus par les dérives qu'induit l'absence de justice vitale et dès lors de démocratie socio-économique minimale) pour rattraper *vainement* les injustices sociales et matérielles de l'axe pyramidal primaire, et ce, d'autant plus maladroitement que le pouvoir politique s'identifie de gré ou de force à la gouvernance économique, en particulier à cause du système électoral et partisan et de la porosité entre les secteurs public et privé, sur fond d'embrigadement culturel via la monopolisation médiatique d'une pensée unique de fait minoritairement imposée.

En réponse à cette Histoire subie, soumise à l'aveuglement des instincts les plus confus, la constitution délodiste doit donc être fondée sur sa dimension primaire, à savoir l'axe vital, matériel et mesurable des relations socio-économiques, des conditions de travail, de production, de distribution et de consommation, mais en tenant compte du principe de la binarité-dualité paritaire via la partition-répartition biéconomique, à la différence des conclusions erronées d'un Karl Marx, resté aveuglé, non sans excuses historiques, par la lutte des classes et l'exploitation décrite à travers la *plus-value*, au point de développer une idéologie de division très en-deçà de l'universalisme, aux faiblesses dès lors en tout point symétriques à celles du capitalisme intégral, aboutissant à maintes dominations aussi inversées que mortifères sous prétexte de *dictature du*

prolétariat. Entre les extrémités « pendulaires » du communisme ou du socialisme centralisé d'un côté, et de l'ultralibéralisme individualiste et mondialiste de l'autre, et très largement au-dessus de toute confusion ou habillage faussement centriste en contexte mono-systémique, la solution tempérante permettra d'asseoir le délodisme sur sa fondation objective de biéconomisme, tandis que les quatre faces sociétales s'en trouveront aussitôt inter-équilibrées, et prioritairement dans l'épaisseur intégrale du parallélépipède vital, ce qui favorisera systémiquement le centrage de la pyramide qui surplombe ce dernier. Car en existant pleinement sur le plan concret de la socio-économie, via l'instrument de mesure minutaire désormais disponible, l'impôt-contribution minimoptimaximal ne sera plus subi ou ressenti comme une privation frustrante de quelque richesse personnelle que ce soit, mais comme une égale participation, sur la base de tout revenu, et selon les moyens historiques très variables de chacun, aux besoins d'une seule et même citoyenneté optimale. Il suffit en effet d'intégrer l'économique au politique *dans la constitution*, s'agissant du principe d'équilibre vital, ou de la proportionnalité verticale paritaire, pour que la politique n'ait plus jamais à récupérer le moindre dévers historique, quelles que soient les « modes » et autres valeurs subjectives forcément contingentes adoptées par la société humaine concernée. Cela s'avère d'autant plus certain qu'en vertu de l'effet de filtration du palier minimoptimaximal, déjà maintes fois décrit, la pyramide supérieure se verra systémiquement centrée par l'équilibrage équivolumétrique, en même temps que qualitativement positivée dans ses contenus, en simple conséquence de l'effet d'apaisement sociétal généralisé, car la source du décentrage des arêtes pyramidales procède exclusivement des injustices ou autres inégalités objectives et *vitales* propres aux besoins universels équivalant au seul demi-volume « inférieur » de la pyramide, donc au parallélépipède de sa version tempérante. Cela n'est que pure logique, puisque les dévers des architectures historiques prétempérantes s'initient *dès la base*, et que, vue du sommet, la tendance naturelle des arêtes pyramidales est de s'ériger en ligne droite en l'absence de tout obstacle majeur, ce qui induit qu'en situation tempérante, et une fois le parcours vertical du parallélépipède dûment franchi par chaque arête, sa droite se poursuivra jusqu'au centre malgré le changement de pente justifié de

son angle. Ainsi deviendront enfin compatibles la liberté et l'égalité en parfaite parité fonctionnelle, tandis que l'existence du *palier* médian de l'égalité semi-partagée exemptera chaque société de *pallier* quelque tare structurelle intrinsèque que ce soit, pour le plus grand bien de la Paix et de la planète.

Fort de ces réflexions, qui ont permis de faire un nouveau point permettant de mieux « visualiser » les principes et rouages généraux des deux chapitres précédents, il reste à scanner l'ennéaèdre tempérant afin d'en définir plus précisément les éléments constitutifs et de réfléchir à certaines modalités pratiques possibles via d'éventuelles suggestions, sachant que les découvertes et autres innovations déjà développées par ce schéma démocratique universel ne manqueront pas d'inspirer maintes pistes de recherches complémentaires et autres solutions techniques plus appropriées, le cas échéant, l'essentiel étant de respecter les équilibres paritaires hiérarchiques de la partition-répartition quadrifaciale.

2 - De l'Axe Spatial ou Physico-Matériel à la Loi Constitutionnelle des Droits et Devoirs Socio-Économiques du Citoyen.

L'intégration prioritaire de l'axe socio-économique au sein d'une constitution enfin complète, et non plus strictement politique ou culturo-politique via les idéologies sectaires précisément suscitées par toutes les injustices matérielles et vitales, signifie que *tous* les citoyens se trouvent intégrés et responsabilisés en tant qu'acteurs constitutionnels, à travers les lois *fondamentales* (ou sociétalement vitales) qui équilibrent *d'abord* les rapports socio-économiques, par le biais de la partition-répartition minimoptimaximale et des garanties que cette dernière assure à chacun. Cela veut dire que par simple droit de naissance, ou de *citoyennisation* ultérieure le cas échéant, tout comme du seul fait d'être durablement présent sur le territoire national, toute personne adulte endosse *de facto* les droits et devoirs quadrifaciaux équilibrant la parité binaire vitale de l'ensemble sociétal, en tant qu'individu *responsable* à chaque étape de la vie, et qu'en conséquence, l'Éducation Commune doit préparer les

citoyens mineurs (ou majeurs en cas de formation d'intégration adulte) à l'émancipation qu'expriment ces responsabilités, outre l'acquisition des connaissances et compétences essentielles. En effet la fondation axiale « primaire », l'enracinement concret des droits politiques que suppose la démocratie intégrale, procurera un sens vécu et quotidien à l'identité républicaine commune, et reliera -dans le bon sens de la construction pyramidale, tel qu'illustré précédemment- une réalité socio-économique vitale, et dûment équilibrée, aux chapeautage politique et constitutionnel correspondant de la démocratie, en passant par l'apaisement corrélé de la face culturelle, s'agissant-là des idéologies et des communautés sub-sociétales, ainsi que de la conscience supérieure que procure le progrès des connaissances, en particulier scientifiques ou universelles.

La loi constitutionnelle socio-économique introduit donc la règle du jeu enfin juste, équilibrée et pacifique, ainsi que la conscience *vécue* d'être pleinement citoyen, sans lesquelles aucune société démocratique ne peut exister sur les *quatre* faces de l'édifice commun. Cela implique l'intégration dans la Constitution de lois socio-économiques supérieures ou *fondamentales* définissant et imposant les droits et devoirs de tout citoyen, alors que dans les sociétés prétempérantes, et en dépit des vœux pieux formulés à vide faute de fondation physico-matérielle, les textes constitutionnels se limitent à organiser les pouvoirs politiques et les processus de fabrication des lois sans aucune relation *objective* avec les conditions de la Paix, ni respect de l'équilibre collectivement vital de la réalité socio-économique, ce qui condamne dès lors les gouvernements prétempérants, au mieux à corriger (hélas vainement) les excès de l'axe primaire via les impossibles réglages des politiques palliatives, au pire à confirmer les dérives monopolistiques et anti-démocratiques de cet axe si fondamental. D'où l'impossibilité de régler les *conséquences* de la subjectivité historique mono-systémique sur la mécanique du moteur sociétal sans fixer l'organe essentiel et suffisant de l'équilibre paritaire minimoptimaximal. D'où l'appropriation toujours plus minoritaire des pouvoirs politiques par le marché et sa loi du plus fort, via les injustices d'un système électoral et présidentiel pseudo-démocratique tel que celui de la V° République française. Lorsqu'on dit que tout est politique, y

compris au travers des comportements de chacun en tant que travailleur ou consommateur, on ne fait que corroborer le schéma logique auquel aboutissent ces *Réflexions*, et il suffira aux Tempérants de *s'imposer* la recette biéconomique sur sa base minutaire pour centrer la pyramide dès ses fondations parallélépipédiques, en s'émancipant collectivement de tout besoin de gaspillage palliatif, en réalité systémiquement aggravant, face aux trois types d'effets pervers décrits dans la section précédente.

Autant dire que la redéfinition des éléments fondamentaux d'une constitution enfin démocratique promet quelques surprises, compte tenu des habitudes aberrantes, illégitimes, subjectives et irrationnelles, prises au cours de millénaires d'obscure prétempérance, en particulier vis-à-vis du concept si flou de liberté et des situations extrêmes qu'entraînent les abus de cette dernière sur l'équilibre libertégalitaire objectif, si vital au bien-être individuel *et* sociétal. Car, de même que tous les *faux* réglages quadrifaciaux des mécaniques prétempérantes seront rendus inutiles, dès lors qu'ils se trouveront en quelque sorte « résolus à l'avance » grâce à la participation universelle de 50% brut sur les faces les plus cruciales de l'axe socio-économique, l'autorité et son pouvoir de contrainte pour faire respecter cette loi fondamentale réduiront spectaculairement les besoins de police, de justice et autres établissements pénitentiaires qui caractérisent les sociétés actuelles. La Justice tempérante et délodiste sera collectivement -et surtout localement- assumée et légitimée face à la moindre tentative de se soustraire à cette constante obligation socio-économique minimale, sachant que l'éducation civique, et plus encore la correspondance factuelle entre les principes de justice et leur application réelle, enfin visible, ne pourront que raréfier les cas de « résistance » ou de délinquance ouvertement injustifiée et encourager bien au contraire l'adhésion spontanée et à terme quasi unanime aux simples conditions égalitaires d'un *vivre ensemble* enfin digne de ce nom. Cela veut dire que les habitudes délétères prises par un nombre significatif de citoyens, en particulier s'agissant des *sur*-assistés et des *sur*-dominants, se verront impérativement réformées via la force d'entraînement systémique ainsi mise en place, voire par une rééducation ajustée au cas par cas, (dans le cadre d'une VI° République transitoire), les futurs Tempérants faisant

preuve d'autant de pédagogie que d'autorité, quitte à graduer toutes les modalités de « persuasion » jusqu'aux contraintes physiques légales -et cette fois-ci légitimes- de la force publique. La Justice suppose en effet une intransigeance absolue dès lors qu'il s'agit de la loi fondamentale conditionnant la citoyenneté, et cette fermeté, doublée de sa réactivité la plus rapide qu'il se pourra, procurera la meilleure garantie d'équité et de responsabilisation, à condition de se voir appliquée le plus *localement* possible, et pour ainsi dire « par les citoyens eux-mêmes » en situation d'autogestion maximisée. Ainsi le partage minutairement égalitaire de toute forme de travail minimal à mi-temps, sur la base de la partition-répartition biéconomique, deviendra, beaucoup plus tôt qu'on ne saurait l'imaginer, le lien d'utilité et d'identité communes propre à entraîner l'adhésion réflexe des générations futures, et il ne reste plus désormais qu'à explorer logiquement ce que cela implique concernant la nouvelle citoyenneté et la démocratie socio-économique.

L'existence d'un peuple « indépendant » suppose une population délimitée par une frontière démographique précise permettant à chaque citoyen, adulte ou en herbe, de s'identifier -et d'être identifié- en tant qu'élément individuellement unique d'un ensemble national donné, ce que concrétise la rigueur pratique d'une carte d'identité assimilable à un « numéro » dont la sécurité de précision est aussi importante pour le Citoyen que pour l'État, au point de devoir maximiser la fiabilité des modalités pratiques d'identification, en particulier via les systèmes ou solutions biométriques, et les débats éthiques sur le respect des libertés ou de la vie privée ne sauraient remettre en cause une telle nécessité, sauf à vouloir dissoudre toute construction sociétale en une néo-jungle favorable aux profiteurs illégitimes de certaines formes d'anonymat, ce qui est le cas tristement symétrique des sur-dominants mondialistes et multinationaux, ou des candidats à l'immigration illégale via quelque réseau mafieux, les premiers brouillant l'identité de leurs capitaux, et les seconds détruisant délibérément leurs papiers. Il a déjà été précisé qu'à l'ère du PC, du smartphone et des algorithmes, où tout un chacun est devenu identifiable jusque dans ses goûts personnels par n'importe quel organisme privé ou public, la multiplication et la démocratisation des

systèmes d'identification ou de sécurité -caméras publiques incluses-, ne posent de problème qu'en proportion des injustices et manipulations qui caractérisent les systèmes prétempérants ou pseudo-démocratiques, et à plus forte raison dictatoriaux, et que, moyennant la transparence d'une réciprocité d'alerte techniquement réalisable et la généralisation totale des moyens jusqu'à l'échelon de chaque citoyen, l'atomisation de ces pouvoirs d'intrusion finira par en « dissoudre » les risques d'abus, par réciprocité, au point d'en revenir peu ou prou à la situation d'une sorte de village virtuel où tout le monde peut se reconnaître (ce qui pourrait aussi s'établir, le cas échéant, via un « service public local ou national d'identification » rendu accessible à *tous* les citoyens). De plus, dès lors qu'un système tempérant, délodiste et biéconomique sera effectivement en vigueur, la transparence des moyens de communication ne sera un problème que pour une minorité toujours plus réduite d'authentiques fraudeurs et autres délinquants, plus facilement repérés et identifiés que jamais, tandis que les citoyens n'ayant rien à se reprocher cogèreront la sécurité de tous par le biais d'une Commune, d'un Département et d'un État devenus tous les trois incapables d'abuser d'eux. Enfin, les choix majoritaires seront à même d'imposer en toute légitimité les contrôles justifiés concernant les abus dénoncés par les citoyens, en particulier s'agissant des intérêts privés ou communautaires irrespectueux de la Loi et de ses principes d'équilibre libertégalitaire. En tout état de cause, une démocratie localiste va de pair avec la tranparence *minimale* de chacun en tant que *citoyen*, s'agissant d'identité et d'appartenance communale, ainsi que de responsabilisation « médiatique » de la liberté d'expression sur Internet, sans que la vie privée de chacun en tant qu'*individu* ne s'en trouve indûment affectée.

Moyennant la précaution des sas d'intégration et de formation citoyenne *par le travail* déjà suggérée pour faire face à la double réalité des besoins et des droits d'immigration, et en particulier du droit d'asile, la citoyenneté tempérante doit inclure l'identification individuelle de chaque enfant et adulte avec sa localisation géographique légale en tant qu'appartenance à une *Commune* précise, et tous les moyens techniques nécessaires à cette identification-localisation doivent être disponibles

pour que ladite Commune existe à égalité de droits et devoirs entre tous ses citoyens, à défaut de quoi la moindre incertitude individuelle serait une injustice objectivement illégitime envers « l'identité collective » et républicaine locale. Cette définition succincte est suffisante, au moins pour recenser chaque être humain en tant qu'élément de la population et plus encore citoyen du peuple correspondant, sur la ligne horizontale définissant la base de la face nord du schéma 1 de la section précédente.

Ces premières conditions ne font que formuler l'évidence d'une appartenance spatio-temporelle à la population nationale présente sur le territoire correspondant, *d'abord* via l'échelon immédiat et concret de la Commune, laquelle doit détenir le pouvoir exécutif de représenter l'État, quitte à contraindre, poursuivre et sanctionner, le cas échéant, selon des conditions précises majoritairement définies. Par son identification et sa localisation républicaine, l'individu devient, de gré ou de force, citoyen *responsable*, c'est-à-dire simultanément doté de droits et de devoirs en parfait équilibre, faute de quoi il se met déjà hors la loi commune et n'a plus que le choix de perdre une partie de sa (fausse) liberté, soit en étant physiquement contraint de participer, soit en étant livré à lui-même sur quelque espace fermé -et hors société- équivalant à la corbeille sur un « bureau » d'ordinateur, outre le choix possible de quitter le territoire, communal, départemental, voire national. La rigueur toute apparente de cet impératif se trouve objectivement justifiée par les nouveaux droits citoyens, d'ordre socio-économique, que tout Tempérant acquiert via la nature quadrifaciale de la constitution délodiste. En effet, grâce aux nouvelles garanties intégrées au sein de ce texte fondamental, chaque citoyen ainsi égalitairement défini sur la face collective de la population se trouve simultanément assuré *et* obligé d'assumer les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel, pour tout ce qui concerne l'étage parallélépipédique jusqu'au niveau du palier médian, en tant que définition même de sa responsabilité individuelle *et* sociale, égalitaire et minimale, concernant la jouissance des biens et services vitaux ou universels, au sens sociétal et culturel du moment.

Ce caractère obligatoire, et l'autorité *inflexible* qui va de pair, ne sont acceptables et justifiés que via l'équilibrage du palier médian de l'égalité universelle minimale -enfin objectivé par ces *Réflexions*-, dans la mesure où, simultanément, chaque adulte se trouve assuré des droits qui correspondent, à égalité vitale avec tous ses concitoyens, pour ainsi se libérer de tout ce qui précarise et pollue son existence matérielle dans sa dimension de survie individuelle, accédant dès lors à l'émancipation *sociale* de la solidarité la plus efficace possible, puisque cette dernière est démocratiquement fondée sur un juste panachage historique entre la nécessaire liberté individuelle d'entreprendre, et la non moins précieuse sécurisation collective des besoins vitaux. La tempérance n'est donc pas synonyme de tolérance démagogique mais bien de rigueur égalitaire et minimale de bon sens, chapeautée par une Commune devenue garante du respect des droits et devoirs de *tous* ses administrés et appartenant démocratiquement -et plus directement que jamais- à ces derniers. Il ne s'agit en aucune façon de promouvoir une dictature socio-économique localement gérée, puisque dans la réalité, les néo-Communes ne devront prendre en charge, protéger et « diriger » que les citoyens plus ou moins exclus du marché ou en besoin d'assistance, ce qui, dans un contexte tempérant, ne concernera à terme qu'une petite minorité incompressible de malchanceux, comparé aux disproportions actuelles des pourcentages de personnes sans emploi, de citoyens de tout âge en situation d'intense précarité, ou autres « cas sociaux » en tout genre. Loin d'entraîner une atteinte aux fausses libertés du tout ou rien qu'entretiennent les sociétés prétempérantes à travers leur jungle, s'agissant plus spécifiquement des extrémités sociales de leur base et de leur sommet, les observations qui précèdent précisent ce vers quoi il faut tendre autant que possible en matière d'identité socio-économique citoyenne, et il est à croire qu'une fois mentalement libérés des apparences et habitudes mono-systémiques actuelles, les futurs Tempérants ne ressentiront aucune contrainte en la matière, dès lors que cette mutualisation minimale libèrera chacun de la moitié de son temps d'activité tout en assurant un « confort vital » déjà suffisant et en laissant enfin le *choix* individuel de « travailler plus pour gagner plus » au gré d'un mixage évolutif selon les âges de la vie, outre

la possibilité de s'adonner enfin à quelque activité *personnelle* plus ou moins lucrative, et d'autant plus émancipatrice, le cas échéant.

Dans la mesure où toute personne de plus de seize ans sera dans l'obligation et surtout aura la garantie sociétale de travailler à mi-temps, la citoyenneté socio-économique irriguera comme il se doit l'ensemble de la population, incluant non seulement les actuels exclus ayant besoin d'assistance, mais aussi les lycéens concernés et la totalité des étudiants, les « femmes ou hommes au foyer », la quasi-totalité des handicapés et des malades chroniques (sous forme de travail aménagé), ainsi que les seniors et même les retraités d'aujourd'hui jusqu'à un âge en réalité très avancé, selon les observations déjà faites lors des livres précédents de ces *Réflexions*. Car il faut raisonner en contexte Tempérant *accompli* pour comprendre que, dans l'immense majorité des cas, les citoyens inactifs pour quelque cause que ce soit subissent un système incohérent sur le plan sociétal objectif et en profitent indûment -même à leur insu- du point de vue de l'équilibre libertégalitaire de la partition-répartition paritaire qui assure la justice, la justesse et la viabilité pérenne de tout organisme vivant composite. Il va de soi qu'il y aura toujours un taux incompressible d'exceptions -hélas pour elles- justifiées, dont l'extrême minorité sera l'équivalent, pour la gestion socio-économique tempérante et minutaire, des fameuses exceptions qui confirment la règle, voire des déperditions de calcul dues à l'impossibilité d'inclure tous les chiffres suivant une virgule, comme c'est le cas pour toutes les sciences pourtant exactes ou « dures ». L'important est d'approcher autant que possible l'exhaustivité démographique des citoyens adultes, sachant qu'outre les enfants et les jeunes de moins de seize ans, ainsi que les personnes très âgées devenues dépendantes, tous nécessairement pris en charge sans contrepartie (du moins simultanée), les situations d'assistance adulte sans réciprocité se trouveront réduites à une proportion incompressible, accidentelle et insignifiante, en comparaison avec l'aberration de leurs niveaux statistiques actuels.

En effet, rappelons que la disproportion sociétalement biaisée de nombreux cas de figures impliquant une assistance exagérée est d'abord

le résultat des incohérences mono-systémiques à travers leurs effets vitalement inégalitaires et destructeurs pour l'individu et la population, s'agissant du besoin de « retraite absolue », mais aussi de la plupart des soins médicaux et hospitaliers, comme de la quasi-totalité des situations d'assistance sociale palliative, et que le fait d'être mis et maintenu hors la société active de façon plus ou moins chronique, que ce soit avec ou a fortiori sans revenu, détruit l'être social dans sa dignité et son besoin (même inconscient) d'être utile à autrui, d'exister pour les autres. Cela prive la personne concernée de l'équilibre psychologique que procurent la moindre activité reconnue et les contacts qu'elle induit, et pire encore, cela implique l'effet contraire de l'enfermement sur soi-même, par le biais d'une surconcentration du psychisme sur le problème en cause, ce qui, joint au caractère infantilisant et addictif des soins, allocations et autres drogues, finit par entretenir et aggraver indéfiniment la situation, au point d'entraîner bien d'autres risques d'addictions nouvelles. C'est ainsi que la même « loi du marché », qui accidente tant de citoyens, fait semblant de les assister pour acheter la paix sociale en se nourrissant de profits ruineux pour la société, créant maintes filières nouvelles qui sont autant de « pseudo-marchés » d'antimatière sociétale, sans aucunement résoudre l'essentiel des attentes les plus universelles. Rien n'est pire, en effet, que de priver les citoyens de leur dimension d'existence *active* sur leur axe individuel « socio-économique » et vital, puisque, comme il a pu être démontré plus haut sur le schéma décrivant la chronologie de toute construction pyramidale, c'est seulement au travers d'une activité socialement utile que peuvent évoluer la culture pratique, l'expérience et la conscientisation sur la face pyramidale ouest de chaque personne, dont dépend subséquemment l'augmentation du pouvoir et de la liberté d'action propres à la contre-face correspondante, afin de promouvoir constamment la teneur qualitative, tant physique que psychique, d'une vie unique ainsi émancipée en pleine responsabilité.

Cela s'applique tout autant aux conditions de vie en retraite, en ce sens que des aménagements s'opèreront de façon beaucoup plus juste et souple que dans un contexte prétempérant, puisque le rééquilibrage de toute la vie active, l'assurance constante d'un libre choix entre le temps

et l'argent et la Garantie du Revenu Universel permettront de rester actif beaucoup plus longtemps en ajustant les conditions pratiques concernant en particulier les contenus des activités, leur rythme, et jusqu'à leur saisonnalité, selon des critères pleinement justifiés par l'âge, non sans autoriser, à partir d'une limite légale enfin *majoritairement* définie, les solutions de retraite intégrale actuelles, facultativement agrémentées de formules complémentaires personnalisées.

La citoyenneté devant logiquement concerner l'individualité de chaque « élément sociétal », nulle personne un tant soit peu autonome et apte à participer, même de façon aménagée au cas par cas, ne saurait s'y soustraire, ce qui implique qu'au sein d'un couple, par exemple, chaque conjoint participera, *minutairement* parlant, aux mêmes responsabilités de droits et devoirs biéconomiques, sous la forme d'une disponibilité communale à mi-temps ou de l'impôt-contribution correspondant en cas de revenu avéré suffisant, ce qui garantira une égalité vitale réellement émancipatrice pour l'un et l'autre des conjoints ou partenaires de vie, et favorisera d'autant la légitime égalisation des droits des femmes et des hommes à travers toute l'épaisseur parallélépipédique de cet axe socio-économique fondamental.

Enfin, et à plus forte raison, tous les citoyens déjà actifs seront concernés par la même loi fondamentale commune et biéconomique, sachant que, via la péréquation sociétale et objective de cette démocratie axiale matérielle, les libertés et pouvoirs socio-économiques, mais aussi culturels et politiques, qu'ils pourront acquérir seront enfin totalement légitimes et mérités, en particulier s'agissant des adultes boosters dont le parcours existentiel débordera sur les faces triangulaires de l'ennéaèdre.

En symétrie logique par rapport aux citoyens exclus et inactifs d'aujourd'hui, désormais intégrés *de pleins droits et devoirs* jusqu'au palier médian de l'édifice social tempérant, et dès lors assurés de voir leur irremplaçable filament individuel exister, s'éclairer et enfin accéder à l'épanouissement *potentiel* de leur propre dépassement en tant que booster éventuel, les *sur*-dominants d'aujourd'hui deviendront quant à

eux des néo-dominants tempérants totalement légitimés par leur chance ou leur mérite, sur la base de la même contribution unique de 50% brut historiquement traduite en fonction de leurs revenus, accédant ainsi au statut toujours enviable de « citoyen booster » dans la juste proportion de ce qui leur revient *en propre*, au sens objectif et existentiel de cette expression. Grâce à leur participation citoyenne minimoptimaximale, ces « néo-élites », dont les plus sommitales seront toujours minoritaires mais ô combien influentes sur chaque facette de l'ennéaèdre sociétal, jouiront d'une liberté d'action dénuée de toute délinquance directe ou indirecte, tandis que les futurs contenus de leurs « entreprises », *largo sensu*, se verront assainis par l'équilibrage tempérant et l'égalité vitale universelle dûment partagés avec tous leurs concitoyens, ce qui résoudra définitivement le hiatus de conscience propre à cette catégorie sociale. En effet, désormais, l'enrichissement ou la réussite socio-économique de ces leaders respectant les droits vitaux et légitimes de *toute* la société humaine qui les environne, les cas de conscience et scrupules justifiés de ceux dont la tranquillité est sincèrement assombrie par la misère d'autrui disparaîtront en même temps que la réalité de leur complicité involontaire aux injustices et violences qu'induit l'interdépendance des sociétés mono-systémiques d'aujourd'hui, tandis que les « délinquants » véritables ou « dictateurs socio-économiques », de plus en plus rares sur cet axe physico-matériel, se verront démasqués en tant que promoteurs de violence sociale, destructeurs des êtres humains et de leurs sociétés, autrement dit, peu ou prou « criminels de (fausse) paix », ou de guerre le cas échéant, puisqu'adeptes de la discrimination, de l'exploitation, de l'exclusion et de toute forme d'esclavage relatif ou absolu, ce qui ne saurait leur être très longtemps supportable face au miroir de leur propre conscience et tombera de fait sous le coup de la Loi constitutionnelle. La « conversion » historiquement nouvelle que pourra représenter pour eux le partage tout apparent de leur fortune à la quasi-hauteur des 50% brut, du moins en contraste avec les abus des situations prétempérantes, correspondra en réalité à la juste restitution ou réservation de ce qui serait autrement objectivement volé sur le dos de la société, intéressé compris, ainsi qu'à la validation sociétale d'une « supériorité » aussitôt méritée en termes de puissance socio-économique, désormais fondée sur

une forme ou une autre d'approbation commune continue en termes de « clientèle », comme de collaborateurs, et les fortunes authentiques qui pourront ainsi être accumulées deviendront l'expression d'une réussite matérielle et sociale tout aussi sereine qu'inviolable. Le *marché libéral* s'en trouvera conséquemment garanti et équilibré, sur la base fiable d'une liberté citoyenne universelle propre à encourager la meilleure concurrence possible, celle qui élève le niveau *qualitatif* des humains, comme des biens et services qu'ils échangent, et ce, d'autant plus que les néo-consommateurs tempérants, libérés de tout stress vital et maîtres du choix essentiel que représente l'équilibre entre le temps et l'argent, deviendront les « électeurs » socio-économiques des futurs milliardaires et de leur réussite, en tant que clients plus avisés que jamais.

En effet, et à l'instar des citoyens actifs du parallélépipède, toute personne de statut historiquement pyramidal, caractérisée par un revenu socio-économique supérieur à celui que détermine le palier médian ou équivolumétrique, profite *pour moitié* de l'ensemble de la société qui l'enrichit, en tant qu'élément de l'onde sociale, au sein d'une population dont l'histoire entière ainsi que les circonstances présentes, à la façon d'infrastructures humaines autant que matérielles, créent, soutiennent et expliquent les opportunités de réussite individuelle ou associée, outre le fait qu'en termes vitaux d'égalité objective, et donc de valeur minutaire existentielle, tous les citoyens d'une même société sont égaux à hauteur des 50% de leur binaturalité (du côté grégaire) et doivent l'être d'abord sur le plan socio-économique, à l'instar de ce que reconnaît déjà le droit de vote universel sur le plan politique, même sous la forme incomplète du devoir d'élire. Qu'il s'agisse-là de chance ou de mérite, voire le plus souvent d'un panachage entre l'une et l'autre, les privilèges ou autres avantages acquis ne deviennent légitimes, honnêtes ou irréprochables que sous réserve d'accomplir et de respecter, dans le *principe* du calcul de l'impôt-participation, l'universelle péréquation minimoptimaximale à hauteur des 50% brut de participation au Bien Commun devant assurer l'existence vitale, juste et pacifique de la société concernée, le moindre dépassement de cet équilibre induisant aussitôt une proportion de vol, ou de violation objective de libertégalité. C'est le cas hélas fréquent de

« l'optimisation » fiscale et de la fraude organisée, qui permettent à des millionnaires, milliardaires, ainsi qu'à leurs entreprises multinationales, de fuir leur devoir citoyen de « semi-égalité universelle et minutarisée », tout comme d'autres contribuables plus nombreux, à l'inverse, peuvent se trouver surtaxés, à l'instar des classes moyennes (si l'on tient compte de l'ensemble des prélèvements obligatoires), ou même des écrivains ou artistes dont les droits d'auteur, pour le cas français, sont taxés à hauteur de 60%. Cela étant dit, une fois fixée en tant qu'étape de calcul fiscal la contribution universelle vitale des 50% *brut* de l'ensemble des revenus au profit du Domaine Public fusionnel, tous les « privilèges » réservés à l'infime minorité des citoyens les plus fortunés, sous forme d'avantages socio-économiques autorisant une vie de très grand luxe plus ou moins séparée du « reste » de la population, seront dûment légitimés en même temps que proportionnés grâce à la partition-répartition biéconomique, perdant ainsi toute nocivité historique, ce qui résoudra définitivement, au passage, l'éternel faux-débat sur la pseudo-théorie du ruissellement.

Les droits et devoirs socio-économiques de chaque citoyen de plus de seize ans impliqueront donc d'une part, et de façon en tout point objectivement équilibrée, l'obligation de fournir un travail à mi-temps communalement piloté ou de participer financièrement en proportion de tous ses revenus en qu'indépendant, salarié des secteur privé ou public, propriétaire, actionnaire, ou autre « rentier », et d'autre part, s'agissant du cas français, la garantie citoyenne d'un Revenu Universel évaluable à 1.500,00 euros net, (au stade historique actuel de ce pays développé), outre la jouissance de l'ensemble des services publics et infrastructures collectives d'intérêt « sociétalement » vital et universel. En corrélation directe avec cette responsabilisation équilibrée des droits et des devoirs individuels et collectifs, l'Éducation Nationale aura pour tâche civique prioritaire d'instruire les citoyens mineurs -ainsi que majeurs le cas échéant- sur tous les tenants et aboutissants de cette citoyenneté socio-économique, par la transmission et le contrôle des connaissances, et plus encore la mise en application des utiles comportements républicains et démocratiques au sein même de la vie scolaire, collégienne et lycéenne, ou adulte. Enfin, en cas d'irrespect patent de cette Loi constitutionnelle

biéconomique par toute personne physique ou morale, les Communes et Départements jouiront d'une pleine autorité pour inspecter, poursuivre et sanctionner de façon dissuasive la *moindre* délinquance en la matière, selon le barème pénal jugé démocratiquement approprié. La prise de conscience généralisée de cette loi d'équilibre et de justice objective remplacera avantageusement la complexité ingérable d'un code pénal saturé en matière de relations civiles, puisque ses effets d'apaisement et de conscientisation briseront les ressorts vitalement concurrentiels de la malhonnêteté, des abus de pouvoir socio-économiques et autres fraudes encouragés par les sociétés prétempérantes. C'est bel et bien ainsi que l'article 5 du Préambule de la Constitution du 27 Octobre 1946, selon lequel en principe « *chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi* », deviendra une réalité sans porter aucune atteinte objective à la liberté individuelle légitime, hélas si confusément et partiellement sous-entendue par l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme du Citoyen de 1789, lequel reconnaît que « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*. » Ainsi la partition-répartition biéconomique et minutaire résout de façon logique, scientifiquement fondée, et pour la toute première fois dans l'Histoire de l'Humanité, le hiatus historique spécifique de l'équation sociétale entre individu et société, telle que constaté dès les premiers chapitres de ces *Réflexions*, permettant enfin de transcender les contradictions de notre double nature existentielle, et surtout de définir et de promouvoir une liberté authentique, car positivée, assumée en pleine responsabilité, et désormais offerte *à chaque citoyen tout au long de sa vie*, justifiant la pérennité d'un futur cadre sociétal aussi rationnel que démocratique.

3 - De l'Axe Spatial ou Physico-Matériel à la Loi Constitutionnelle des Droits et Devoirs Socio-Économiques des Pouvoirs Publics.

La démocratie entre citoyens étant ainsi socio-économiquement fondée, objectivée et intégrée en tant que base existentielle ou physico-matérielle de toute société digne de ce nom, il reste à considérer, sur le même axe primaire, le rôle de cette dernière via l'État, sa Constitution,

ses Départements ou Régions de proximité, ainsi que ses Communes. De fait, il revient à l'État et à son gouvernement d'assurer les conditions de la paix civile, c'est-à-dire le respect de la règle du jeu, démocratique et objective, que représente sur cet axe primordial la partition-répartition biéconomique. Or toute l'Histoire des groupes humains prétempérants révèle à cet effet une ambiguïté paradoxale, puisque le besoin de faire société s'y satisfait faussement en imposant une paix *de facto* construite sur des rapports de force ou autres violences vitales, dont la source est essentiellement d'ordre socio-économique, et les gouvernements, tant dictatoriaux que pseudo-démocratiques, se trouvent condamnés à servir les intérêts *sur*-dominants du moment, tout en maintenant un semblant d'ordre social périodiquement remis en cause par les effondrements que l'on sait. Inconsciemment, comme l'atteste si bien la loi tendancielle de l'équilibre bisphérique, l'insatisfaisante recherche de Justice et de Paix propre aux sociétés prétempérantes se réduit à des politiques palliatives et parcellaires, bancales en termes d'équilibre volumétrique entre les Domaines Public et Privé (ou sociétal et individuel), faute de *partition* équivalant aux 50% brut du minimoptimaximum libertégalitaire, et, qui plus est, foncièrement injustes par absence de *répartition* universelle et semi-égalitaire des garanties vitales qui seules sont à même de fusionner une société de façon stable, en termes de proportions humainement et écologiquement viables.

Dès lors, une Constitution digne de ce nom doit fixer en priorité la partition-répartition biéconomique à 50% brut en tant que condition vitale de l'existence sociétale des citoyens qui l'adoptent, et conférer tout pouvoir utile à la majorité démocratique pour garantir ce droit dans les *faits*, selon les circonstances du moment , en liaison « osmotique » (à la fois proportionnellement immuable, mais historiquement souple, et de fait infiniment variable) avec la liberté individuelle d'entreprendre d'un marché enfin devenu *positivement libéral*, car ouvert à tous. Sachant par ailleurs que l'implication socio-économique minimale de *l'ensemble* des citoyens de plus de seize ans multipliera les moyens et la vraie richesse minutaire de ladite société, et qu'en plus l'équilibrage ainsi obtenu ne pourra que réduire spectaculairement les gaspillages palliatifs de l'État

et les disproportions atteintes s'agissant des *vaines* dépenses en matière d'éducation, de santé, de police, de justice, d'assistance sociale et autres armées, on comprend à quel point la constitutionnalisation des droits et devoirs de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel pourra économiser les énergies humaines et fossiles des sociétés concernées, pour le plus grand avantage de la Terre, comme de son fragile climat et de ses précieuses faune et flore. Les consommations et interrelations qui tissent les rapports sociaux se satisferont toujours plus de lien social, de service, et de temps enfin librement vécu, en heureux contraste avec les surconsommations matérielles des actuels conglomérats d'individus, ce qui changera qualitativement la nature même de la vie sociale, tandis que la gestion démocratique du Domaine Public et le rôle indispensable des diverses administrations correspondantes s'en trouveront tout autant transformés, réorientés à 180° sur l'axe historique du bon sens, puisque, pour l'essentiel, leur rôle palliatif de sparadrap ou de rustine cèdera sa place au strict contrôle et maintien du seul réglage utile que représente l'équilibre minimoptimaximal à 50% brut. De la sorte, tous les rouages secondaires s'en trouveront systémiquement optimisés, à la façon d'une belle mécanique bien huilée et idéalement proportionnée.

La simplification que suppose l'efficacité maximale fera écho à l'efficience démocratique des choix politiques en matière économique, dans la mesure où l'unique proportion d'impôt-contribution ainsi établie en termes de calcul fiscal minutarisé ne garantira pas seulement l'équité et l'identité citoyennes via l'égalité semi-partagée, mais réduira aussi à leurs expressions les plus simplifiées les comptabilités, tant privées que publiques, ce qui entraînera donc d'énormes économies et découragera les moindres fraudes éventuelles en les rendant d'autant plus facilement repérables. En effet, tout comme en matière de lois, règlements, normes, voire d'autres procédures administratives prétempérantes, la complexité croissante de la plupart des documents comptables et des déclarations d'impôts, prélèvements et contributions, n'est que le confus résultat des replâtrages mono-systémiques et (économiquement) anti-démocratiques qui perdurent jusqu'à ce jour, au fil de retouches successives, ajoutant de nouvelles taxes sans jamais retrancher quoi que ce soit, reflétant la

jungle épaisse de sociétés improvisées, dont l'obscurité s'avère propice aux fraudes, aux abus d'optimisation fiscale et à la fuite des capitaux.

L'existence d'un État enfin démocratique via le délodisme ira donc de pair avec une simplification notoire concernant le rôle principal de tout pouvoir en matière socio-économique, à savoir ici la collecte de l'impôt-contribution universel de 50% brut, lequel pourrait être prélevé en amont si possible, aussi simplement et automatiquement qu'une sorte de « TVA » ou de réservation à la source, remplaçant la majeure partie des prélèvements obligatoires actuels, ce qui devrait réduire le nombre de rubriques et de lignes de façon assez spectaculaire sur l'ensemble des documents de déclaration afférents, fiches de paie incluses. En effet, les nouvelles conditions sociétales ne pourront qu'induire et favoriser des solutions de plus en plus simples, directes et transparentes du point de vue technique de la comptabilité, ce que ne manqueront pas de réaliser les spécialistes en la matière, lors de l'installation rationalisée du futur cadre sociétal délodiste et biéconomique.

De la même façon, la responsabilisation citoyenne, individuelle et collective, atteindra son épanouissement libertégalitaire, d'abord au sein des relations socio-économiques redéfinies de la sorte par la Loi, en priorité logique par rapport aux droits et devoirs culturo-politiques de l'axe temporel orthogonal, au point qu'un grand nombre de normes et contraintes s'en trouveront simplifiées, et ce, d'autant plus que les abus de pouvoir vitaux auront disparus sur toute la hauteur de la pyramide tempérante. Les pouvoirs publics, assumés localement par la Commune, auront donc pour tâche de garantir les conditions d'existence matérielle et sociale, universelles et vitales, par le biais de l'unique prélèvement forfaitaire citoyen déjà mentionné, tout en assumant une indispensable complémentarité avec le « marché » évolutif des libertés individuelles. La fonction socio-économique du pouvoir supposera donc la définition politique et majoritaire des priorisations concernant les droits et devoirs vitaux communs à tous les citoyens par l'universalisation *concrète* de la Garantie Citoyenne correspondante. Les moyens nécessaires à ce rôle si nouveau ne seront pas seulement financiers via l'impôt-participation et

sa juste répartition, mais avant tout politiques, sous forme de définition démocratique du *contenu* des besoins vitaux offerts par ladite Garantie Citoyenne, et même socio-économiques via le contrôle minimal des conditions de production, de distribution et de consommation des biens et services impliqués, telles que celles-ci se trouveront satisfaites ou non par le marché, ainsi que par le biais des Ateliers Municipaux et autres Régies Départementales ou Nationales, s'agissant-là des biens et des services indûment « ignorés » par ledit marché, dans le but de compléter ou même de concurrencer efficacement ce dernier sur les coûts, les prix, et la qualité, le cas échéant, entre maintes autres contraintes de nature écologique, dès lors égalitairement assumées en termes de proportions.

L'intégration prioritaire d'un minimum matériellement vital de démocratie socio-économique engage donc l'État à maîtriser légalement l'équilibre axial et bifacial correspondant, par *tous* les moyens possibles, en tant que droit et devoir de la société vis-à-vis des citoyens et de leurs relations interindividuelles ou regroupées, dans la stricte limite légitime et objective de l'équilibre libertégalitaire telle qu'exprimée par la seule partition-répartition possible des 50% *brut*, afin de respecter en toute circonstance la proportion de parité qui pérennise la fusion sociétale semi-volumétrique correspondant au parallélépipède, tout en assurant une totale liberté ou souplesse historique et culturelle, tant s'agissant des us et coutumes socio-économiques que des options politiques. Ainsi, en fonction du stade d'évolution quadrifaciale de chaque société humaine, la péréquation minimoptimaximale pourra s'accomplir et s'ajuster dans les meilleures conditions démocratiques possibles du moment, selon le choix majoritaire, les ressources naturelles, techniques, scientifiques et culturelles du lieu et de la période en cause, ce qui offrira la meilleure garantie de progressivité en douceur des avancées futures, au gré de la créativité universelle ainsi promue par l'avènement de la Paix via la Justice, et au fil d'une conscientisation adossée sur l'intuition des justes fins et la science des bons moyens.

La société démocratique, en tant que pouvoir politique appliqué aux relations socio-économiques, aura dès lors pour tâche, grâce à une

comptabilité enfin universalisée et objectivée par l'analyse des valeurs minutaires en jeu (soit directement, soit comparativement vis-à-vis des valeurs historiques et subjectives en vigueur), d'évaluer l'ensemble des richesses produites et accumulées à travers les relations de production, de consommation, de distribution, et autre épargne ou investissement, afin d'approcher au mieux le total des richesses disponibles, en vue de pratiquer constamment la péréquation sociétale d'équilibrage, soit « en direct », soit périodiquement par trimestre, semestre, ou année civile tout au plus. En parallèle avec cette fonction comptable et statistique primordiale donnant connaissance des moyens disponibles, la politique économique d'un avenir tempérant consistera prioritairement à définir le niveau précis du Revenu Universel Garanti au sein de l'ensemble des fonctions usuelles du Domaine Public, ainsi que les principaux contenus que ce revenu doit pouvoir assurer à chaque citoyen en termes réels de consommation de biens et services d'intérêt universel ou vital, sur l'axe socio-économique de la société pyramidale concernée. Ce rôle égalitaire minimal sera la condition de la Justice et de la Paix sociales, et se verra alimenté tout autant par la réduction notoire des besoins palliatifs que par l'universalisation effective du travail ou du service minimal à mi-temps, outre le colmatage automatique des fuites et la disparition des économies parallèles qui résulteront à terme de la transparence assurée par des rouages grandement simplifiés.

En tant qu'acteurs essentiels au plus près de leurs citoyens, les futures Communes tempérantes seront les mieux placées pour appliquer la Loi socio-économique constitutionnelle avec la rigueur qu'autorise un cadre sociétal enfin juste, en responsabilisant les citoyens dès l'échelon de leur Village, ou quartier, en particulier pour ce qui concernera la gestion directe des services et travaux impliquant les citoyens universels exclus du marché pour quelque raison que ce soit, cette mobilisation physique indispensable étant aussi cruciale pour assurer la paix sociale que pour éviter, tôt ou tard, d'autres sortes de mobilisations aux accents partisans ou guerriers. L'État, les Départements et les Communes auront donc également l'obligation constitutionnelle de s'impliquer dans la production de biens et services jugés utiles à chaque niveau sociétal, en

cas de défaillance ou d'incomplétude du marché libéral, non seulement pour garantir une activité socio-économique à chaque citoyen laissé pour compte, mais aussi pour contrôler les conditions de fabrication des biens ou de prestation des services qui seront concernés par la Garantie Citoyenne, quitte à entrer en concurrence loyale avec le secteur privé, si le besoin se fait ressentir de montrer l'exemple en matière de prix, de conditions de travail ou de qualité des produits. Il pourra même être envisagé, le cas échéant, de nationaliser les services les plus cruciaux par le biais de monopoles d'État s'appliquant à telle ou telle activité, selon le libre choix majoritaire des citoyens adultes.

L'État, les Départements et les Communes, étant responsables de la rationalisation sociétale de la libre évolution historique des citoyens individuels, et garants de la fusion égalitaire minimale à 50% qui rend toute entité plurielle viable, acquièrent l'autorité légitime et objective qui leur permet de fixer et d'imposer l'équilibre biéconomique ci-dessus rappelé, et endossent en contrepartie l'obligation de garantir à chaque citoyen son existence quadrifaciale jusqu'au niveau du palier médian, en particulier -et priorité !- s'agissant des besoins, droits et devoirs socio-économiques pour ce qui concerne l'axe spatial ou physico-matériel ici exploré, afin que chaque adulte se réalise et s'émancipe par le travail et son résultat de salaire ou Revenu Universel, en tant que membre d'une même communauté républicaine et concrètement démocratique, à stricte égalité vitale avec tous ses concitoyens, ce qui, après tout, comme déjà remarqué, équivaut, sur le plan matériel de cet axe « primaire », au droit de vote universel reconnu (bien qu'électoralement détourné), en matière politique.

La Commune tempérante apparaît donc bien comme la structure « physique », concrètement active sur l'espace territorial, en particulier sous l'aspect vital de la socio-économie, d'une entité étatique nationale d'ordre culturo-politique qui en reflète la structure « morale », les deux axes correspondants s'organisant à la façon des deux faces principales d'une certaine feuille d'érable (déjà mentionnée à titre d'image), grâce à la soudure totale et osmotique que représente l'échelon départemental

ou de proximité régionale, dont le rôle d'articulation médiane est aussi crucial que son épaisseur pratique est secondaire. Cela signifie que tout citoyen appartient de droit -et de devoir- à une Commune principale précise qui concrétise son identité républicaine *et* nationale, et non plus seulement à un territoire plus ou moins vaste vaguement défini par des frontières extérieures par ailleurs transformées en passoires dans le seul intérêt des *sur*-dominants ultralibéraux et mondialistes du sommet, ou des réseaux mafieux de la drogue et de l'immigration clandestine. C'est donc à cet échelon local que doivent se compléter les droits et devoirs citoyens entre chaque adulte et la République, dans le respect des lois nationales et en toute transparence, puisque sous le contrôle direct de la population concernée, cette éco-démocratie locale donnant pleinement *corps* aux principes culturo-politiques en vigueur jusqu'au sommet de la pyramide. Sur l'axe vital socio-économique ici observé, cela confortera le rôle éminemment social de chaque Municipalité, tout en lui procurant les moyens et l'autorité nécessaires, tant pour entreprendre que pour stimuler l'entrepreneuriat local dans les meilleures conditions d'équité, sur la base des besoins humains et matériels non résolus par le libre jeu du marché. En ce sens, la Commune pourra devenir -si nécessaire et si telle s'avère la préférence majoritaire- le lieu privilégié d'une nouvelle forme de socialisme local et directement démocratique, en complément de la liberté d'entreprendre d'un capitalisme historiquement naturel, lui-même « tempérisé », car équilibré grâce à la péréquation constante de la partition-répartition biéconomique.

La capacité communale d'ingérence socio-économique, via les nouveaux pouvoirs d'initiative correspondants, pourra même susciter une forme de concurrence plus objective que jamais entre les secteurs public et privé, laquelle permettra d'ajuster en continu les solutions les plus efficaces entre monopolisation collective, sous-traitance contrôlée au privé, offre double ou mixte privée-publique, ou même liberté totale du marché, concernant les catégories de biens et services faisant partie de la Garantie Citoyenne, au gré des futures préférences majoritaires, lesquelles, à la différence des minorités dominantes illégitimes, auront constamment intérêt à économiser autant les énergies que les ressources.

Rappelons à ce propos que ladite Garantie Citoyenne peut se concevoir certes comme un simple revenu, mais aussi sous forme de produits et autres services de consommation spécifiques, voire de tarifs évolutifs au-delà d'un volume de consommation précisément défini. Qui plus est, du point de vue des activités, cette évolution systémique interdira *de facto* le chômage et ses toutes conséquences délétères, puisque chaque néo-citoyen adulte sera par définition actif, du moins dans la proportion minimale requise des 50% d'un temps complet légalement fixé, ce qui devrait équivaloir à deux jours et demi d'activité par semaine s'agissant du cas de la France d'aujourd'hui, tandis que ces nouvelles garanties ne manqueront pas de suggérer des solutions innovantes de coopération locale entre public et privé, en termes d'apprentissage et autre formation professionnelle continue. Enfin, c'est à l'échelon local que se ressentira concrètement l'heureuse régénération des territoires provinciaux et de leurs communes rurales, en même temps que le rééquilibrage urbain des trop grandes métropoles, dans la mesure où le Revenu Universel et sa contrainte minimale d'un travail ou service à mi-temps libèreront les citoyens surexploités de l'obligation de « survivre » dans des banlieues déshumanisées, ce qui obligera celles-ci à accomplir une reconversion urbanistique fort bienvenue, tandis qu'à plus long terme, la tempérance systémique favorisera à coup sûr la généralisation d'entités urbaines de taille moyenne, humainement optimales. C'est également ainsi que les besoins de *ré*-industrialisation -entre autres par le biais d'un artisanat redevenu attractif et viable- se verront à nouveau satisfaits pour le plus grand bien d'une indépendance et souveraineté garantes d'optimisation écologique, selon une tendance ici confortée par les futures orientations nationales tempérantes en matière de politique économique, désormais dictées dans l'intérêt de la quasi-totalité des citoyens, par la force et le simple bon sens des choix majoritaires d'adultes émancipés en humains responsables, et donc souverains.

Les rapports socio-économiques sont avant tout une question de conventions, d'us et coutumes imposés par des comportements humains historiquement très imparfaits, sous l'emprise d'une certaine pesanteur hélas encore ignorée jusqu'à ces *Réflexions*, ce qui est particulièrement

patent en matière financière, s'agissant de fictions sociétales qui dictent la confiance commune envers la monnaie, et plus encore l'évaluation et la différenciation ô combien subjectives des prix, des salaires et autres revenus en tout genre, sans compter les notions d'intérêt, de spéculation ou d'investissement, et il suffira de reconsidérer tous ces paramètres sociétaux à l'aune de la *minutée* et de sa valeur universelle pour aussitôt en identifier et en gommer les excès objectivement illégitimes -et donc scientifiquement erronés-, grâce au simple réglage si fondamental de la partition-répartition biéconomique. Tout ce qui est d'ordre financier ne fait qu'abstraire et symboliser les fruits du travail et des relations socio-économiques physiques propres à chaque société, non sans en aggraver tragiquement les travers par le biais de la *sur*concentration des fortunes ou des moyens, et son circuit fermé de « loterie » spéculative, d'inutile thésaurisation ou autres formes variées de délinquance non seulement illégitime, mais souvent illégale, via le silence complice ou complaisant des réseaux politiciens minoritaires. Dans ce domaine crucial des enjeux financiers, les conséquences constructives du rééquilibrage tempérant et biéconomique seront à coup sûr les plus spectaculaires, en ce sens que la partition-répartition minimoptimaximale permettra enfin de mutualiser objectivement l'argent *vital* dû à tous les citoyens, sans nuire à la vraie liberté d'usage de l'argent privé des néo-millionnaires ou milliardaires, un peu à l'image de la distinction bancaire si souhaitable entre comptes de dépôt et comptes à vocation spéculative. Ainsi, les citoyens les plus fortunés pourront-ils toujours consommer ou investir leur *vraie* fortune et influencer le cas échéant le devenir socio-économique de leur pays, comme du monde, sans opprimer qui que ce soit, puisque ces dépenses seront un *plus*, une sorte de valeur sociétale ajoutée, un pouvoir peu ou prou mérité ou hérité, devenu respectueux des droits universels de l'être humain, outre le fait que tous les citoyens, en leur qualité de travailleurs et consommateurs, valideront plus que jamais les meilleures initiatives de ces néo-dominants tempérants, en se détournant symétriquement, via leur émancipation, des actions et autres suggestions contraires à l'intérêt général. Car le propre des deux solutions tempérantes est précisément de rendre compatibles et complémentaires l'intérêt général et la rationalité -désormais authentique et légitime- de l'intérêt privé.

Les responsabilités socio-économiques concrètes correspondant aux droits et devoirs de la Commune Tempérante, telles que ci-dessus listées, seront complétées par l'agrégation départementale des solutions spécifiquement régionales, et surtout la définition constitutionnelle des principes afférents de la politique socio-économique nationale, comme internationale, dans l'objectif de promouvoir et garantir un maximum d'indépendance, d'autonomie, et dès lors de souveraineté à l'échelle de chaque nation républicaine, dont les conditions légales de production, de distribution et de consommation peuvent s'avérer souvent spécifiques et différentes de celles des autres entités sociétales, voisines ou lointaines, y compris sur le plan des contraintes écologiques. Dès lors, les droits et devoirs sociétaux locaux ou communaux envers tous les citoyens se complèteront par une définition constitutionnelle minimale des moyens légaux à mettre en œuvre pour acquérir et maximiser l'indépendance collective que supposent la liberté, la souveraineté et la responsabilité, ce que l'absence de la double solution tempérante rendait impossible à concrétiser techniquement et rationnellement jusqu'à ces *Réflexions*.

Il est donc nécessaire que la Constitution stipule clairement un certain nombre de lois socio-économiques nationales en concordance avec les principes républicains et les découvertes objectives tempérantes concernant la valeur minutaire, l'équilibre minimoptimaximal ainsi que la parité libertégalitaire, en tant que principes inflexibles applicables, non seulement aux citoyens du peuple considéré, mais également aux relations internationales, lesquelles ne sauraient être politiquement et culturellement équilibrées et apaisées sans être d'abord justes du point de vue socio-économique, attestant le lien inévitable entre le sociétal et l'inter-sociétal, et promettant l'heureuse contagiosité des progrès de la Tempérance en direction d'une Justice et d'une Paix planétaires, au fil des (r)évolutions pacifiques populaires.

De même que le néolibéralisme ou ultralibéralisme anglo-saxon s'est historiquement imposé en se nourrissant de confusion systémique primaire, de dictature politique ou monopole économique, de pseudo-

démocratie et de mondialisme dérégulé, l'avènement de la Tempérance quadrifaciale imposera la reprise en main par tous les citoyens de leur devenir socio-économique, en particulier via la réindustrialisation ou le localisme le plus écologique qui soit, ce qui supposera simultanément le rétablissement raisonné de certaines frontières, en fonction des produits, et la déconnection des marchés spéculatifs de matières premières, tant industrielles qu'agricoles, pour simplement retrouver la cohérence d'une autonomie viable et décente. Cela n'exclura aucunement des relations d'import-export ramenées à de logiques proportions d'interdépendance désormais minutairement calculables, et ce, aux antipodes des quarante dernières années de gestion financière mondialiste qui ont fini par faire régresser la France dans un mélange mortifère de décadence et de sous-développement, comme ont pu le confirmer la crise sanitaire du Covid 19 et le fiasco économique subséquent des flux tendus et des chaînes de valeurs globales au moment de la « reprise », avec leurs effets pervers spéculatifs et inflationnistes aux disproportions délirantes.

Pour redresser la barre dans la direction du bon sens commun, les moyens d'action sont bel et bien disponibles, à condition de faire preuve d'une volonté politique collective largement majoritaire et apte à remettre à leur juste place les intérêts privés, en particulier bancaires et multinationaux, ce que seul peut mesurer équitablement l'équilibre de la partition-répartition biéconomique, et c'est aux nations tempérantes que reviendront la responsabilité et le pouvoir de déterminer les nouvelles limites socio-économiques et géographiques à respecter. Par exemple, et s'agissant de productions ou services aisément réalisables à l'intérieur des frontières, le principe du localisme d'échelon national pourra exiger la construction d'unités de production en France par toute entreprise étrangère désireuse de vendre ses produits dans l'Hexagone, ainsi que la création des emplois correspondants et le strict respect des conditions *françaises* de production, ce qui constitue une exigence déjà courante, voire systématique, aux USA ou en Chine, entre autres exemples. De la même façon, la réglementation politique devra s'assurer que les produits agricoles ou alimentaires nationaux soient prioritairement écoulés en France, avec des prix évalués en fonction du marché national, avant de

produire pour l'export, selon l'offre et de la demande internationales. Pour ces deux exemples, tout comme en ce qui concerne les politiques nationales traitant de *ré*-industrialisation, de réorientation sectorielle majeure ou de recherche et développement d'envergure exceptionnelle, la puissance publique sera devenue incontournable, d'une part grâce à son pilotage majoritaire « anonymisé » entre des millions de citoyens, réduisant à néant la corruption inhérente au moindre réseau de pouvoir minoritaire, et d'autre part grâce à la cohérence minutairement fondée des valeurs échangées, par l'effet révélateur et comparatif du calcul minutaire universel vis-à-vis de la relativité toute subjective des us et coutumes historiques, ce qui ne manquera pas, à plus long terme, de tempérer les aberrations les plus criantes du marché, autrement dit, son côté *ultra*libéral, pour préserver systémiquement les conditions ouvertes d'un libéralisme enfin équitable et assurer la coexistence d'activités et d'entreprises privées de toute envergure, de l'artisanat individuel à la multinationale planétaire, prouesse technique et historique que seule la péréquation biéconomique permettra d'accomplir.

Ainsi peut-on observer que, sur la double face de l'axe spatial ou physico-matériel des humains regroupés en une population donnée et de leurs échanges de valeurs au travers de l'ensemble de leurs relations économiques, les droits et devoirs de la société vis-à-vis du citoyen, tout comme leur juste réciproque explorée en Section 2, assureront *toutes* les conditions nécessaires et suffisantes à l'établissement et à la pérennité de la démocratie tempérante et de sa constitution, dans leurs dimensions socio-économiques primordiales, ainsi que sur la même base paritaire et équilibrée propre aux quatre faces d'une pyramide sociétale devenue historiquement indestructible de par la cohérence optimale de sa justesse économique, de sa justice sociale et de la Paix civile qui en découlera. D'où l'utilité d'inclure ce minimum de conditions socio-économiques aussi clairement que possible au sein même du texte constitutionnel, en tant que fondation effective de droits politiques hélas jusqu'à présent proclamés dans le vide, faute d'avoir pu cerner plus tôt les tenants et aboutissants de l'équilibre libertégalitaire entre individu et société.

S'agissant d'interventionnisme économique, et conséquemment social, le rôle de pilotage qui incombera aux responsables politiques tempérants et « triangulaires » d'un avenir délodiste changera de *nature* en devenant légitime par l'objectivation des rouages primaires de toute société accomplie, dans la mesure où l'équilibrage constitutionnel de la partition-répartition biéconomique résoudra *préventivement* l'essentiel des problèmes observés dans les trois livres précédents, en préservant d'emblée les rapports socio-économiques de tout dévers architectural majeur propice au moindre déséquilibre vital, définissant ainsi, de façon historiquement évolutive, le fameux « cœur pyramidal » sécurisant au mieux l'ensemble des citoyens, et assurant, même en situation critique et exceptionnelle de régression temporaire (pour cause dès lors externe à la société), l'égalité vitale, la Justice et la Paix qui solidarisent un peuple en *toute* circonstance. Le premier rôle des autorités socio-économiques nationales consistera dès lors à garantir et affiner constamment le bon fonctionnement du mécanisme de la partition-répartition, grâce à des applications techniques aussi directes et transparentes que possible, ce contrôle à la fois préventif et constant remplaçant avantageusement les vains gaspillages palliatifs déjà maintes fois décrits, en supprimant au passage les politiques parcellaires et contradictoires qui caractérisent les mono-systèmes, et dont les effets boomerang ne font que faire empirer les choses à chaque tour du circuit socio-économique.

La gestion pour ainsi dire *routinière* de l'existant s'en trouvera donc simplifiée à l'extrême, libérant les citoyens boosters de l'exécutif de la plupart des soucis de politique économique prétempérante, dès lors que le vaisseau collectif évoluera spontanément en ligne aussi droite que possible en direction du perfectionnement optimal qui inspire la Vie, et l'incessant zigzag des coups de barre sur tribord ou bâbord ne ralentira plus l'arche sociétale, au risque de la stopper pour réparation, voire de lui faire perdre le Nord.

Dans ces conditions sociétalement apaisées, le temps, l'énergie et les moyens libérés par cette simplification historique définitive se verront enfin disponibles pour planifier, anticiper, voir plus haut et plus

loin, en direction d'un cap fait d'idéaux majoritairement partagés, sous la houlette légitime des citoyens boosters, mais avec la continuité totale d'un peuple associant activement tous leurs compatriotes universels, ce qui élèvera enfin *qualitativement* la teneur et la puissance existentielle de l'individu *et* de sa société, en termes plus culturels et humains que matériels, attestant la parité objective et vitale de leur interdépendance, et résolvant ainsi l'équation d'une double nature jusqu'à présent si mal comprise. Autrement dit, au lieu de récupérer et traiter vainement les conséquences du mono-systémisme, en bricolant sans cesse le moteur ou le rétroviseur, la politique économique profitera de toute la surface du pare-brise et du paysage élargi des explorations sociétales futures, ce qui permettra de suivre la meilleure route possible, non sans en éviter les éventuels fossés, lesquels sont précisément, et comme par hasard, à droite ou à gauche (sachant au passage que les centrismes prétempérants s'apparentent le plus souvent à une droite hypocritement déguisée sous l'appellation trompeuse de social-démocratie, entre tant d'autres subtiles nuances).

L'interventionnisme socio-économique consistera donc surtout à accompagner les plus spectaculaires mutations historiques impliquant la population et son bien-être physico-matériel par le biais de toutes ses activités, soit pour orienter le vaisseau commun en fonction de telle ou telle circonstance extra-sociétale, soit plus souvent encore, pour digérer sans heurt les conséquences des progrès et innovations dérivant de la science et de ses applications technologiques, à l'instar de la révolution digitale de l'intelligence artificielle et de ses effets sur l'emploi, sur les conditions de travail, ainsi que sur tous les aspects de la vie quotidienne. Ici encore, la péréquation minimoptimaximale parera spontanément aux risques vitaux de l'ensemble des citoyens, mais il va de soi que, face à de nouveaux enjeux tels que la pollution et le réchauffement climatique, ou, plus positivement, la généralisation souhaitable de nouveaux us et coutumes socio-économiques, le rôle de l'État, assisté par les pouvoirs régionaux ou locaux, se trouvera renforcé en termes de disponibilité de temps, d'énergie inventive et de moyens financiers, grâce aux énormes économies induites par la réduction des besoins palliatifs, complétées

par la mobilisation systématique de l'ensemble des citoyens adultes via les obligations universelles de la Garantie Citoyenne. Ainsi les futurs pilotes tempérants seront-ils enfin motivés par leur juste responsabilité pédagogique en tant que leaders sociétaux respectés, grâce au pouvoir d'orienter la progression historique commune dans le sens de l'intérêt majoritaire, sans aucune possibilité de nuire, même involontairement, aux droits légitimes de l'ensemble du peuple dont ils auront la charge temporaire. Les moyens libérés par la pacification tempérante du rouage le plus essentiel à toute société pourront dès lors se concrétiser sous la forme de financements préférentiels publics et/ou privés sous condition d'un strict contrôle incluant la transparence comptable en continu, mais aussi via de grands chantiers nationaux ou régionaux aisément planifiés avec plus de rigueur que jusqu'à présent, et toujours en conformité avec la préférence majoritaire, ce qui contribuera dès lors à la fierté collective et républicaine d'un peuple laissant une trace monumentale positive et durable, impliquant les quatre faces pyramidales, en tant que preuve de l'optimisation d'un épanouissement équivalant au modèle équilatéral sous-jacent à ladite société.

La Constitution se doit donc de stipuler les règles fondamentales assurant le rouage essentiel de la partition-répartition biéconomique, en définissant par là-même le cœur de l'équilibre architectural, pour fonder enfin l'égalité de droit (prématurément et faussement proclamée) sur le socle d'une réalité spatiale ou physico-matérielle elle-même devenue *démocratique*, seule façon de respecter le processus naturel typique de toute construction pyramidale, à l'image du talochage en forme de *huit* déjà mentionné. Ainsi la Tempérance délodiste sera-t-elle assurée d'être juste, pacifique et pérenne, tant du point de vue moral de la conscience humaine universelle que sur le plan technique de la justesse scientifique de ses composantes sociologiques et économiques. Grâce à l'équilibre de la tempérance, les devoirs du citoyen seront non seulement librement consentis par celui-ci, mais également, le cas échéant, imposés par les droits légitimes de la République, tandis que les devoirs de celle-ci se verront dictés par les droits du premier, via une relation parfaite en vice-versa, ou plutôt, devrait-on dire, « vertu-versa », puisque la tempérance

apparaît comme *la seule* recette garantissant la paix simultanée du corps et de l'esprit, pour l'individu comme pour la société. Reste dès lors à considérer l'axe orthogonal à ces deux faces vitales de l'existence que fusionne si bien la *socio*-économie, à savoir celui qui adosse le culturel au politique, lequel n'a de secondaire que l'apparence de la chronologie, tant il constitue en réalité l'aboutissement ou la finalité supérieure de toute expérience historique individuelle ou collective, comme support authentique de ce que l'on appelle déjà *bonheur* et *humanité*, dans les acceptions les plus conscientes et positives de ces ressentis et concepts.

4 - De l'Axe Temporel Psycho-Spirituel à la Loi Constitutionnelle des Droits et Devoirs Culturo-Politiques des Citoyens et de la Société.

Les relations associant la face Ouest à la face Est du schéma 1 de la première section, en vision aérienne centrée, tiennent comme on le sait de l'*immatériel*, via la culture, autrement dit, les connaissances et compétences (dérivant de l'expérience concrète de l'axe primaire socio-économique), sur le côté gauche, et le pouvoir accru de choisir et d'agir que définit la face politique correspondante, sur le côté droit, puisque de fait, le moindre comportement, habituel ou non, inévitablement « ré-actif », influence le devenir de chacun et de tous, ne serait-ce que de façon infinitésimale, via l'amorce du mouvement « octoïde » suivant, démontrant ainsi à quel point *le* politique s'exprime d'abord au cœur même des paroles les plus quotidiennes (y compris sous la forme de silence !), tout comme à travers les actes et les choix les plus anodins de chaque citoyen (y compris sous la forme d'inaction) et ce, bien avant la moindre expression collective dûment conscientisée. Compte tenu de la nature intrinsèquement « abstraite », spirituelle, mentale, morale et plus encore psychologique de cet axe d'aboutissement individuel et sociétal, en contraste consécutif avec l'expérience vitale et ô combien concrète de l'axe primaire socio-économique, il va de soi que les droits et devoirs afférents, s'agissant ici du citoyen, sont de nature plus subjective, de teneur moins « palpable » ou « comptabilisable » que les composantes

physiques et spatialement définies de la population, de son territoire ainsi que des biens et services qui accroissent la richesse matérielle ou le *volume* existentiel de l'Humanité. Mais c'est bien sur cette dimension bifaciale finale du culturo-politique que s'exprime le véritable *progrès* autorisé (ou « dicté » bon gré mal gré ?) par une temporalité intériorisée sous forme d'expérience et de conscience cumulatives, plus ou moins réflexes ou réfléchies selon le cas, dont le résultat, à la manière d'une toise permettant d'en jauger -même très empiriquement- la qualité, n'est autre qu'un sentiment ou ressenti de bien-être, de mal-être, ou de mieux être, et donc de bonheur ou de malheur, relatif ou absolu, ainsi que de justice ou d'injustice, s'agissant de vie sociale.

Par ailleurs, il faut rappeler que, contrairement à l'axe primaire qui s'impose d'abord en tant que condition élémentaire de *survie*, donc obligation absolue, les rapports bifaciaux du culturel et du politique ne revêtent pas la même urgence vitale, ce qui revient à dire qu'ils peuvent évoluer de façon facultative, c'est-à dire stagner, ou progresser plus ou moins rapidement et le plus souvent très irrégulièrement, voire régresser sous forme de décadence, tant s'agissant de l'individu que de la société. Cela provient curieusement de la *liberté* fondamentale qui caractérise cet axe culturo-politique, en contraste avec le caractère impératif de la survivance physique ou physiologique typique de l'axe primaire déjà parcouru par ces *Réflexions*. La liberté en question est assimilable à la conscience ou compréhension de l'environnement spatio-temporel ainsi qu'à la créativité et sa mystérieuse source d'imaginaire et d'intuition, sur la base culturelle d'une science issue de l'expérience vécue, sachant que l'évolution de chaque pyramide individuelle ou sociétale, ainsi que son rythme, sa réussite historique et sa pérennité maximale, dépendent du respect ou non des contraintes objectives de l'Existant par l'esprit ou la conscience de l'être, ou des êtres en cause dans le cas d'une société. Comme il sera vu plus loin, cette nature éminemment libertaire de l'axe secondaire aura une incidence des plus subtile sur les notions de droits et de devoirs vis-à-vis des faces culturelle et politique et permettra d'en éclaircir le sens lorsqu'on y ajoute l'adjectif « moral » ou « moraux ». Pour le moment, force est de souligner d'emblée qu'en vertu du principe

pyramidal, et en raison des interdépendances quadrifaciales forgeant les entités individuelles ou agrégées, le développement à la fois maximal et harmonieux, c'est-à-dire équilibré, des êtres vivants et de leurs sociétés suppose universellement les proportions optimales de « l'*ennéaédrité* » *équivolumétrique*, tant individuelle ou solitaire que sociale ou solidaire, telle que désormais représentée par la pyramide tempérante historique et hiérarchique. Enfin, le degré très variable de réalisation existentielle de la liberté culturo-politique, y compris au travers de ses conséquences socio-économiques évolutives, montre a priori qu'une fois satisfaites les conditions d'une survie ressentie comme confortable, un ralentissement matériel qualitativement compensé peut favoriser des progrès humains infinis en termes d'épanouissement culturo-politique, pour une même hauteur pyramidale optimale, et ce d'autant plus que cet axe immatériel est par définition indépendant des limites spatiales ou physiques, et se nourrit toujours plus de temporalité, pour peu que les conditions de la Justice et de la Paix se trouvent objectivement respectées, libérant ainsi en juste proportion le temps compté de chaque vie.

Ces remarques préliminaires étant établies, que faut-il dire des droits et devoirs culturels du Citoyen (sachant que leurs équivalents de nature politique ont déjà fait l'objet des chapitres précédents), si ce n'est que, pour le présent propos, cela concerne l'éducation-instruction, ainsi que l'identité sociétale et les comportements, suivis de l'information, de la liberté d'expression, puis de la libre conscientisation individuelle et de la créativité qu'exprime si bien l'art ou l'artisanat « gratuit ». Si l'on considère le premier point, une société humaine décemment constituée suppose que chaque citoyen assume le droit *et* le devoir de suivre un parcours éducatif minimal identique correspondant au tronc commun des connaissances universelles du moment ainsi qu'à l'identité nationale et républicaine, ce qui constitue la vocation de l'Éducation Commune, laquelle doit aussi former à la citoyenneté par la conscience historique, doublée d'une instruction civique précoce et dûment appliquée au sein même du cadre éducatif, comme il a déjà pu être amplement précisé. Ce droit-devoir d'éducation implique donc la garantie *et l'obligation* d'une scolarité, sous la responsabilité associée de la communauté éducative et

des parents concernés (s'agissant ici de formation initiale de citoyens encore mineurs), ainsi que le respect de l'autorité des personnels, et l'on a déjà pu -tristement- constater que le hiatus éducatif dû au « fossé » grandissant d'une réalité socio-économique et politique contredisant ouvertement tous les principes positifs enseignés, joint à la dégradation des conditions pratiques de la vie familiale, scolaire et extra-scolaire et à la déconnexion sociétale d'un pédagogisme minoritaire hyper-centralisé, explique l'essentiel de tous les problèmes observables, à savoir, le recul du niveau moyen des élèves, la disproportion aberrante des situations d'échec scolaire, la démotivation chronique d'un nombre croissant de jeunes citoyens, leur perte de confiance et de respect envers le personnel enseignant, et jusqu'à l'intrusion des violences et divisions sociétales au cœur même des établissements, entre autres consommation de drogues et multiplication d'agressions verbales et physiques.

Précisément, le rappel des observations ci-dessus montre à quel point l'évolution des comportements et du psychisme, qui constituent la face culturelle des individus et de leurs regroupements, se trouve dictée par le *vécu* de l'axe primaire, en tant que conséquence directe des us et coutumes socio-économiques, via les injustices criantes d'un ascenseur social en panne d'égalité vitale minimale, entraînant son lot d'exclusion, d'amertume, de frustration ou de ressentiment. Or, dans la mesure où l'apprentissage fondamental, et l'implication *in fine* individuelle qu'il suppose, mettent en jeu le mental, le moral, la conscience et toutes les formes d'intelligences, via la liberté intérieure d'un cerveau qui reçoit, ou ne reçoit pas, perçoit ou ne perçoit pas ce que les adultes souhaitent transmettre, l'obligation citoyenne d'acquérir un minimum de savoirs et de savoir-faire communs n'est que *morale*, en ce sens qu'elle ne peut être suivie que volontairement par l'apprenant concerné, ce qui suppose un cadre sociétal motivant, sur fond de Justice et de Paix systémiques. La difficulté d'apprentissage, la grève scolaire, l'irrespect et la violence comportementale sont les résultats mécaniques de conditions sociétales *de facto* contraires à une formation heureuse et profitable, aggravées par des méthodes *professorales* inadaptées ou démagogiques, faute d'outils simples et progressifs permettant de stimuler et responsabiliser chaque

élève sur un parcours ajusté à ses propres moyens, en terme de rythme et de densité de pratique *active*, rationnellement étalonnée. Mis dans des conditions sociétales concrètes et didactiques respectant le bon sens de la logique terrestre universelle, quelle que soit la matière au programme pour peu que celle-ci corresponde aux capacités historiques préscolaires, voire génétiques, de l'élève, de l'apprenti ou de l'étudiant, celui-ci ne peut qu'être motivé et impliqué, en se sentant curieusement « libre de s'obliger », car responsabilisé face à lui-même et vis-à-vis des autres, en pleine conscience d'être le constructeur de son propre avenir de citoyen adulte, avec l'assistance d'un encadrement pédagogique motivant pour expliquer chaque objectif, procurer les moyens d'un entraînement aussi autonome que possible (individuel, ainsi qu'associé en binôme ou mini-groupe), et évaluer périodiquement la progression.

Indépendamment de la motivation suggérée par les programmes et les tests de niveau de chaque formation, le besoin d'apprentissage de tout *apprenant* mineur, tout comme celui d'une personne majeure le cas échéant, y compris s'agissant de candidats déjà adultes à la citoyenneté, implique l'effort volontaire d'une forme de devoir moral, sans lequel les connaissances et compétences voulues ne sauraient s'acquérir dans les meilleures conditions, faute « d'*auto*-implication » psychologique et de branchement cérébral suffisants. Le droit à l'éducation, en l'occurrence commune, incluse au sein du parallélépipède de la pyramide tempérante, ne peut donc concerner *tous* les citoyens *universels*, pour les intéresser et les satisfaire par quelque réussite, qu'à condition d'être associé à la responsabilisation individuelle d'un devoir *moral* librement consenti en tant qu'effort sur soi-même, ce qui suppose une société respectueuse de l'équilibre libertégalitaire. Le juste principe de binarité-dualité paritaire s'applique donc ici de la même façon à toute situation de hiérarchie ou autorité impliquant peu ou prou deux personnes ou catégories sociales et leurs rôles respectifs, qu'il s'agisse-là des relations familiales, scolaires, professionnelles, ou même sociétales via le respect dû à l'administration et à ses multiples services, en ce sens que l'autorité en cause ne peut imposer une obéissance objective et positive que sur la seule *moitié* du cordon communicatif la reliant aux personnes concernées (mineures ou

adultes), le reste du contact authentique ne relevant que de celles-ci, à travers le devoir moral du *trajet* inverse d'accueil volontaire -et dès lors librement approbatif- du conseil ou de l'ordre jugé nécessaire, ce qui présuppose d'abord la *justice* de l'environnement relationnel afférent et l'absence de hiatus sociétal, à défaut de quoi l'on se trouve en situation d'abus de pouvoir, de violence ou autre dictature réelle ou *ressentie*, en déployant vainement quelque force ou pseudo-domination illégitime et contreproductive, avec pour résultat implacable le fait de promouvoir la désobéissance ou la grève du récepteur, voire une contre-violence tôt ou tard explosive, dont les parents, enseignants et autres forces de l'ordre font hélas les frais, la plupart du temps injustement. Autrement dit, un pont ne se construit qu'en partant symétriquement des deux rives à relier pour se finaliser en son milieu, à condition que son environnement soit propice en termes d'équilibres réciproques.

En parallèle à l'Éducation en tant qu'instruction et apprentissage communs spécifiques à chaque nation, le contexte familial culturel est aussi fondé sur des communautés, des cercles de relations plus ou moins étendus, sur la base de traditions, de religions, de conditions sociales et autres niveaux et modes de vie définissant une solidarité spontanément partagée, lesquels représentent autant d'identités parcellaires au regard de l'identité républicaine, si bien que chaque citoyen cumule plusieurs strates d'éléments culturels, de conscience d'appartenance sub-sociétale, dont la pertinence historique ne saurait être remise en cause, à la seule condition d'être *légitime*, c'est-à-dire de respecter les principes vitaux libertégalitaires mis au jour grâce à ces *Réflexions*, autrement dit, d'être compatible avec l'axe universel d'une certaine « Flèche existentielle » imposée par le sens unique de la Nature et de la Vie. En l'occurrence, s'agissant de ces multiples nuances culturelles en coexistence sociétale, on sait désormais que tout ce qui divise, exclut ou domine indûment n'est autre que violence humaine, erreur objective et faute morale, dans le sens des équilibres vitaux et universels, sous l'effet stupide de la trop fameuse pesanteur historique, le plus souvent d'abord vitalement socio-économique, puis conséquemment culturelle et politique.

Dès lors, les droits et devoirs culturels individuels et collectifs d'ordre familial, et plus encore communautaire ou religieux, peuvent être enfin objectivement « pesés », comparés et intérieurement triés en fonction de leur compatibilité avec les principes tempérants, par chaque citoyen désireux de faire le point sur son état d'émancipation, son degré de liberté et de responsabilité, au sein d'une société dont les rouages si complexes et déroutants se trouvent éclaircis par les réflexions qui ont précédé ce chapitre 5. Mieux encore, on peut ici affirmer que la solution tempérante, biéconomique et délodiste constitue le seul moyen juste et pacifique de permettre à tous les êtres humains, ainsi qu'à leurs diverses communautés, de *se* libérer des tutelles et autres contraintes infondées, néfastes, bloquantes ou régressives qui caractérisent encore la confusion prétempérante, pour ne conserver et développer que les aspects positifs, émancipateurs et légitimes de leurs us et coutumes culturels.

Ce filtrage, via les progrès humains qu'il permettra, correspond aux droits et devoirs moraux (car culturels) que suscitera spontanément et confortera sans cesse une société enfin équilibrée sur la fondation physique et matérielle de son axe primaire, puisque tous les abus de pouvoir propres à la troisième face pyramidale prennent racine dans les injustices socio-économiques et les fragilités, retards ou aggravations psychologiques et intellectuelles qui en résultent, tant il est vrai que l'on manipule et domine d'autant plus facilement individus et groupes que ceux-ci sont pauvres, précaires, et se débattent dans un labyrinthe de soucis vitaux, ce qui est la recette de la surexploitation, comme de tout esclavagisme relatif ou absolu. De plus, compte tenu de la variété infinie des communautés sub-sociétales et de leurs *justes* raisons d'être socio-culturelles, le seul dénominateur commun disponible pour faire société de façon élargie et profitable à tous ne peut être que l'identité citoyenne, républicaine et démocratique, laquelle n'a encore jamais existé avant les présentes *Réflexions*, faute de partition-répartition biéconomique et de délodisme politique, ou de tempérance quadrifaciale. Le tri urgemment nécessaire pour l'effacement prochain des abus, erreurs et autres fautes existentielles de nature culturelle sera donc la conséquence automatique, tant « légale » que comportementale, de l'avènement d'une constitution

tempérante et de la démocratie qui se fait encore attendre, en dépit du détournement (ou de l'usage prématuré) de cette appellation par tant de « pseudo-sociétés » mono-systémiques et aux trois-quarts dictatoriales.

Ainsi, de la même manière que les devoirs moraux du citoyen, élève ou parent d'élève, en matière d'Éducation, s'accompliront quasi spontanément sous le double effet de la Justice et de la Paix sociétales, en réponse à une dignité humaine acquise et pleinement ressentie, tous les leaders, participants et autres suiveurs culturels ou communautaires, laïcs ou religieux, auront la liberté de filtrer le meilleur de leurs diverses strates d'identités personnelles, et ne se priveront pas de le faire, comme si leurs yeux étaient enfin ouverts sur le seul « wokisme » qui vaille, à savoir celui de l'universalisme, d'un humanisme spiritualisé, conscient des responsabilités écologiques que nous vaut notre pouvoir croissant quant au *Comment* des sciences, autant que de nos propres limites face au Mystère du *Pourquoi*.

Une constitution tempérante se doit donc de stipuler et garantir la liberté de culte, d'opinion et de vie socio-culturellement partagée, sur la base d'une tolérance totale strictement compensée par le respect de la Loi majoritaire, sachant que l'absence de discrimination vitale propre à l'évolution tempérante et délodiste désamorcera les détonateurs intra et intercommunautaires qui stigmatisent, caricaturent, et opposent encore les citoyens d'un même pays, ce qui aura pour effet de faire comprendre la notion de *Nation* sous le nouveau jour d'une Démocratie devenue réelle, donc présente, désormais plus tournée vers l'avenir et son pare-brise élargi que sur le rétroviseur des violences et incompréhensions du passé et leur cercle vicieux de revanches héréditaires.

Par ailleurs, les droits et devoirs culturels du Citoyen n'excluent pas une définition sociétale -et donc constitutionnelle- de la tempérance dans le domaine comportemental et langagier, en particulier concernant le respect d'autrui, ne serait-ce que sous la forme d'un texte précisant les contraintes minimales de civilité universelle, indépendamment des us et coutumes régionaux ou communautaires, et dont l'intérêt, tant pour

les citoyens mineurs que pour les adultes, sera de souligner l'importance cruciale pour chacun de se mettre *mentalement* à la place de l'autre, de faire l'effort de comprendre que les comportements, les opinions, ainsi que habitudes physiques, sociales, vestimentaires, sexuelles, laïques ou religieuses qui n'enfreignent pas la Loi majoritaire sont en tout point respectables en tant que libertés d'être et de paraître de chaque individu, et forcément justifiés d'une manière ou d'une autre par le niveau ou le mode de développement « psycho-culturel » de la personne concernée, sachant par ailleurs que l'évolution comportementale d'un citoyen ne dépend que de sa conscientisation personnelle, et se verra libérée dans le meilleur sens possible sitôt qu'un cadre commun à tous, pacifié par la justice vitale minimale, favorisera l'émancipation dans une diversité de moins en moins sclérosante et de plus en plus épanouissante, puisque les individus et les groupes n'auront plus jamais besoin de se différencier *négativement*, en se définissant les uns *contre* les autres.

Cette évolution explicite ira de pair avec la proclamation de la non-violence verbale et physique, laquelle sera le résultat d'une société socio-économiquement apaisée, sur un socle commun, vital et universel devenu inébranlable, dont l'effet équilibrant se fera ressentir jusque sur le Web, dans la mesure où les néo-citoyens devenus tempérants n'auront plus aucune raison d'être frustrés et agressifs, a fortiori compte tenu de la mise en place des nouveaux moyens officiels d'expression citoyenne et du puissant brassage culturel qu'entraînera mécaniquement la fusion parallélépipédique de l'égalité semi-partagée. Ici encore, l'affirmation commune d'un idéal pacifique et dûment respectueux des différences interindividuelles et regroupées prendra tout son sens et aura d'autant moins besoin d'être rappelée et imposée que les citoyens eux-mêmes maîtriseront leur expression, de par l'effet d'auto-filtration d'un devoir moral réellement justifié au vu du nouvel environnement sociétal. Tout comme en matière d'éducation ou de vie familiale et communautaire, la pacification biéconomique et délodiste permettra aux principes culturels et politiques (énoncés sous forme de souhaits qu'il s'avère impossible de faire intégrer de force, s'agissant de conscience et de liberté mentale) d'être appliqués à travers l'*adhésion* volontaire du même devoir moral

observé plus haut, en réponse spontanée à une justice effective qui aura fait disparaître à jamais les hiatus et autres « pieux mensonges » des constitutions précédentes. Ainsi peut-on voir à quel point la stabilisation chronologiquement primordiale du fameux axe primaire par le biais de la partition-répartition biéconomique entraînera l'*auto*contrôle spontané des citoyens, en leur laissant enfin l'occasion d'exprimer leur humanité latente si longtemps bridée, pour leur faire savourer l'universalité d'une conscience supérieure devant la variété infinie d'une famille humaine réunie par une même Loi devenue compatible avec les meilleurs apports de la science, des philosophies, des religions et des arts.

Les droits et devoirs culturels du Citoyen ne peuvent donc fleurir et donner leurs fruits sociétaux que sur la base d'une égalité minimale, condition *sine qua non* de l'avènement effectif d'une commune identité républicaine, inclusive, car respectant toutes les identités sub-sociétales, jusqu'à celle, unique et élémentaire, de chaque « individu », devenu une *personne* digne et responsable, « copropriétaire », ou plus modestement, « colocataire » d'une Constitution définitivement apaisée sur l'essentiel. Dans une telle société, l'insulte, en tant que violence verbale, négation de tout débat, aveuglement d'exclusion, preuve d'intempérance fébrile, aveu de faiblesse argumentaire et semis d'agression physique jusqu'à la guerre, aura bientôt disparu au profit d'échanges d'autant plus riches et pacifiques que toutes les parties en jeu auront désormais les moyens de *s'auto*critiquer et de corriger leurs propres excès, tandis que ces derniers ne pourront plus jamais revêtir la forme d'une injustice vitale. Ainsi peut-on apprécier à quel point les notions de devoir moral, d'obligation librement consentie, voire d'autocensure altruiste, caractéristiques d'une pleine maturité d'adulte face au miroir d'une libre conscience, ne sont que le résultat d'un bien-être et d'un équilibre qui supposent *d'abord* la justice socio-économique, telle qu'objectivée par la logique universelle des découvertes et solutions tempérantes. Cela est d'autant plus vrai que le devoir moral gagne à être contrasté avec l'expression, curieusement inexistante, du moins dans le langage courant, de *droit moral*.

La moralité, au sens laïque et citoyen du terme, n'est autre que la Justice ou justesse objective, universelle et légitime, telle qu'envisagée par la présente recherche, ce qui revient donc à dire que le droit moral recouvre en réalité la définition de l'équité vitale, et plus encore de la valeur universelle et du sens unique compatibles avec l'évolution du Vivant via toutes ses lois « naturelles » historiques, selon l'axe temporel le plus direct et le plus *droit* possible reliant le mystère symétrique du pré-historique originel et du post-historique « destinatoire ». Il apparaît donc que les droits d'un être humain, voire de tout être vivant sur Terre (à des degrés « inférieurs » de conscientisation), ne sont effectivement *moraux*, dans l'acception nouvellement *objective* de ce terme, qu'autant que leurs sens historiques, ainsi que leurs motivations, leurs moyens et leurs conséquences, respectent les conditions optimales de l'Existant en se rapprochant au mieux de cet axe d'équilibre universel, ce qui définit simultanément l'optimisation écologique matérielle et physique et le bien-être spirituel du bonheur individuel et social le plus accompli. Le droit existentiel de chacun vis-à-vis d'autrui devient donc objectivement immoral sitôt qu'il dépasse l'équilibre libertégalitaire, en induisant un privilège indu inévitablement associé à quelque effet d'oppression, de violence, d'exclusion ou d'exploitation sous forme de sur-devoir sous contrainte privant autrui d'une proportion vitale de *son* droit moral. Il en est de même pour l'ensemble d'une société, au travers des notions de Droit et de Justice, ce qui rejoint toutes les réflexions tempérantes et se trouve corroboré par l'Histoire et ses déplorables zigzags sociétaux, aux conséquences dramatiques et inhumaines que l'on sait. Il n'est donc pas surprenant d'en conclure que, pour qu'un *devoir* moral authentique et positif s'exerce de lui-même, dans le secret mental et psychologique de tout citoyen, que ce soit de façon réflexe ou réfléchie, il est nécessaire qu'au préalable, celui-ci jouisse de son *droit* moral, tout en en respectant les limites objectives libertégalitaires et minimoptimaximales, ce que seule la péréquation biéconomique permet de garantir. Là se situe la clé du respect actif et volontaire de toute autorité légitime, en particulier en matière d'éducation, de police et de justice, et si tel n'est pas encore le cas, c'est la preuve par l'Histoire qu'aucune autorité prétempérante n'a été -et n'est encore- *suffisamment* légitime, faute d'équité quadrifaciale

minimale ou vitale. Car être suffisamment légitime suppose en réalité de l'être *pleinement*, ce qui suggère qu'il ne saurait y avoir d'intégrité sans intégralité.

On imagine qu'il en va de même s'agissant des droits et devoirs culturels qui devraient garantir ladite équité en matière d'information et de liberté d'expression, et qui sont si loin d'être respectés au sens moral ci-dessus défini, au sein des sociétés mono-systémiques prétempérantes, puisque les injustices de l'axe primaire se traduisent en comportements, concepts et débats viciés sur les deux faces de l'axe culturo-politique, comme il a déjà été abondamment démontré, via la concentration des médias écrits et audio-visuels entre les mains d'une poignée de magnats et l'exacerbation des divisions et défoulements populaires transposés sur Internet, s'agissant en l'occurrence de la troisième face pyramidale. Ici, encore, la « régulation » constitutionnelle de l'axe sociétal fondamental ne pourra que susciter l'apaisement des mœurs en matière d'opinion et de communication, et d'autant plus spontanément que ce que l'on dit et pense dépend d'abord de ce que l'on *vit* et de l'influence directe de ce ressenti vécu sur le *moral*, dans tous les sens de ce terme. L'apaisement primo-axial de l'égalité rigoureusement et objectivement semi-partagée ne pourra que désamorcer un à un les ressentiments, ainsi qu'assainir le « marché » culturel en libérant les citoyens des influences minoritaires les plus *néfastes*, ce qui permettra à l'article constitutionnel garantissant la liberté d'opinion de tous les citoyens via tous les médias, de stipuler des droits et devoirs enfin spontanément appliqués par ces derniers, selon le même effet d'un devoir moral (culturel) s'ajustant de plein gré à un droit vital (socio-économique) enfin reconnu dans les faits.

Cela dit, en cette matière de liberté d'expression, lesdits droits et devoirs supposent une responsabilisation et une équité que devront définir plus précisément la Constitution et les lois qui en découleront, au fil des évolutions sociétales futures. La levée de l'anonymat sur Internet, par la possibilité universelle, simple et rapide d'identifier le moindre émetteur, ne pourra être qu'une garantie d'autocontrôle des contenus par les citoyens usagers de cet outil de communication, sans aucun risque de

nature politique en situation délodiste, tandis qu'il serait normal que les médias professionnels soient tenus de mettre toutes leurs informations en perspective et proportion par rapport aux statistiques officielles, mais également de ménager la pluralité des opinions, entre autres grâce à l'élargissement du droit de réponse, et surtout de donner tous les détails financiers connaissables s'agissant du contenu de leurs articles, débats et autres documentaires, afin que lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs puissent désormais *se* faire une opinion plus claire, qualitativement et quantitativement comparative vis-à-vis de leur « vécu individuel ». Cela devrait relativiser les effets déformants des focus médiatiques, toujours attirés par les faits les plus choquants de l'exceptionnel, au risque de ne faire appel qu'à l'émotion en lieu et place de la réflexion, et d'influencer indûment l'évolution de l'opinion majoritaire en faisant la promotion disproportionnée d'exceptions par définition minoritaires et de nature d'autant plus négative que certains de leurs excès les plus provocateurs reflètent périodiquement la décadence culturelle si typique des systèmes prétempérants.

Le politique s'immisçant partout, tous les médias sont vecteurs d'opinions, d'idéologies et d'intérêts sub-sociétaux, tant culturels que politiques ou socio-économiques, à travers leur contenu et leur existence formelle, et leur instrumentation « partisane » n'a jamais fait le moindre doute, ce qui est encore le cas en l'absence de l'apaisement sociétal et vital que les principes tempérants pourront offrir. En ce sens, et pour poursuivre les observations déjà notées à ce propos dans le Livre III, les médias « prétempérants » courent le risque structurel ou systémique de diviser les citoyens, de tronquer la réalité, donc de manipuler l'opinion publique, autant que d'être eux-mêmes trompés à leur insu, en tant que récepteurs *et* catalyseurs des tensions sociétales vitales, tandis que la liberté d'expression s'en trouve « polluée », réduite et déformée selon le sujet et les citoyens concernés, ce qui finit par rendre les journalistes et autres commentateurs peu ou prou complices (même malgré eux) des injustices historiques. Pour limiter ces dévers, favoriser autant que faire se peut l'objectivité, et informer les citoyens délodistes de façon quasi complète, il faut espérer que le nouvel environnement de la Tempérance

favorisera le développement d'un journalisme équitable, dont l'intérêt serait de (re)présenter toutes les opinions par rapport à leur contenu, à condition d'en mentionner les proportions réelles grâce au croisement de sondages, d'enquêtes et de statistiques factuelles, tout comme pour le cas du journalisme « documentaire » mentionné plus haut, ce qui, soit dit en passant, se trouvera encouragé par l'existence des outils officiels et publics que constitueront les fameux Sites de Proposition Citoyenne et leurs libres Argumentaires.

Ces nouveaux médias citoyens, non plus centralisés ni dirigés par des professionnels plus ou moins bien désignés par quelque pouvoir encore minoritaire, mais appartenant désormais à tous et à chacun via le Domaine Public, donneront le *la* de l'opinion et des débats animant le Peuple, et serviront de base de lecture de l'actualité aux journalistes de demain, ce qui devrait encourager toutes les rédactions professionnelles à une plus grande ouverture en direction de la *réalité sociétale* et des tendances culturelles du moment, quel que soit le domaine concerné. Il est alors certain que la Tempérance sociale et biéconomique de l'axe primaire et de ses rapports vitaux entraînera une révolution médiatique, en termes de contenus, de forme paritaire, de transparence et de liberté, dans le même sens d'un apaisement en réalité autorégulé, d'un devoir moral d'informer et de s'exprimer sans intérêt vital en jeu, par imitation du support culturel citoyen et national de l'ensemble des Sites Officiels, en particulier s'agissant des débats d'opinion apaisés qui font tellement défaut aux sociétés mono-systémiques décadentes d'aujourd'hui. Car les médias professionnels ne pourront plus déformer le portrait des opinions citoyennes et seront obligés de tenir compte de toutes les sensibilités et autres points de vue dans leur exacte proportion sociétale, en particulier s'agissant d'une large majorité populaire aujourd'hui encore silencieuse ou trop souvent ignorée.

Il est donc indispensable qu'une Constitution digne de ce nom intègre l'établissement d'un média public et citoyen dûment décentralisé et sans direction partisane, ni minoritaire, ni même majoritaire, afin que *tous* les citoyens puissent s'y refléter dans l'exacte proportion de leur

libre adhésion pétitionnaire et argumentaire, sachant par ailleurs que dans un contexte devenu délodiste, il ne subsistera aucun risque d'abus de pouvoir ni d'appropriation privée ou minoritaire susceptible de filtrer ou de déformer quoi que ce soit. En d'autres termes, la face pyramidale *ouest*, ou culturelle, se doit d'instituer un outil commun, démocratique et gratuit de communication et d'expression accessible à l'ensemble des citoyens, en tant que garantie minimale d'égalité culturelle d'opinion et de liberté d'expression, en correspondance avec les droits de vote et de délégation politiques sur la contre-face aboutissante de l'axe psycho-spirituel et temporel de chaque ennéaèdre sociétal. En réalité, c'est cet établissement constitutionnel qui permettra, en complément des effets « filtrants » et apaisants de la partition-répartition biéconomique sur l'axe primaire, de pacifier tous les débats et les modes d'expression, tant sur la forme des langages que sur le fond des sujets abordés, et dès lors d'obtenir en retour tous les avantages d'un devoir moral culturel de respect, de juste mesure et d'ouverture de la part des citoyens ainsi que des professionnels et autres « influenceurs » ou leaders d'opinion. La garantie ainsi partagée d'une liberté d'expression citoyenne minimale et universelle est donc la condition même de la conversion pacifique des contenus et des modes d'expression culturels ou politiques à venir, en conséquence logique de la pacification des comportements résultant de l'équilibrage vital socio-économique, ou plus justement encore, l'*équi*-liberté d'expression vitale et minimale de la face culturelle, ainsi assurée à *tous* les citoyens, tissera le lien indispensable unissant leur nouvelle expérience vécue à leurs droits politiques, lesquels ne seront plus jamais une vaine proclamation.

De la même façon, l'émancipation et la responsabilisation qui découleront de cet garantie culturelle minimale et égalitaire souderont la société entre citoyens universels et citoyens boosters sur cette troisième face si cruciale, prévenant tout risque de fossé sociétal en la matière, et assurant aux néo-leaders culturels le privilège mérité d'être librement suivis pour la qualité et l'utilité commune de leurs travaux et discours, sans aucune possibilité de dominer indûment via les manipulations si

sclérosantes des idéologies parcellaires prétempérantes, dont la violence et la partialité verbales ne poussent que sur le terreau de l'injustice.

La culture, à l'instar de la conscience politique, se nourrit aussi de l'auto-éducation ou auto-formation permanente de chaque citoyen, dans ses dimensions intellectuelles ou manuelles, solitaires ou solidaires via quelque activité associative, et selon un panachage variable entre ce qu'il faut bien appeler la « consommation » de la créativité d'autrui et la « production » individuelle ou partagée de créations *gratuites* en tant qu'amateur s'adonnant par passion à tel ou tel loisir, et l'on a déjà pu observer à quel point ces libertés, ces découvertes et ces expressions de l'être sont paradoxalement tout aussi vitales pour l'épanouissement de chacun qu'inutiles au sens réducteur de la survivance biologique et du marché qui commandent l'axe pyramidal primaire des relations socio-économiques, par définition à vocation lucrative (et incluant au passage tous les professionnels propres à cette troisième face pyramidale). Les besoins d'implication ou d'existence culturelle unique en « amateur » passif ou créatif selon que l'intéressé se comporte en récepteur ou en émetteur, et dont l'importance pour l'équilibre psychologique de chacun a déjà été explorée, font dès lors partie des droits culturels *vitaux* de tout citoyen complet, jusqu'à hauteur du palier médian soudant le rectangle universel au triangle booster de cette face sociétale particulière.

Or, s'agissant de ce besoin de liberté, d'exploration, de curiosité et de créativité, qui chapeaute et couronne chaque pyramide individuelle et finit de fixer par le sommet l'équilibre quadrifacial souhaitable pour chacun, la condition principale d'une satisfaction effective présuppose la disponibilité d'un *temps* libéré de toute autre priorité ou obligation, ce qui est la définition même du *véritable* loisir, sachant que les activités ici en jeu, qu'il s'agisse de savourer une œuvre de professionnel ou de s'exprimer en creusant son propre sillon d'expression, émancipent l'être humain de sa triste pesanteur animale et biologique, élèvent d'autant sa conscientisation, et ne nécessitent le plus souvent qu'un minimum de support matériel ou de moyens financiers, éloignant toujours plus le corps et l'esprit des « prisons utilitaires » imposées par l'axe primaire, et

réduisant dans les mêmes proportions la consommation -et l'impact écologique- d'êtres humains plus apaisés que jamais. Car à la différence de la multiplication des loisirs marchands et de leur récupération socio-économique, sous l'effet des modes publicitaires, d'un temps compté ou d'une accélération qui rend fou, le vrai loisir est éminemment culturel, créatif et naturel, aussi proche que possible d'une forme de jouissance contemplative et *temporelle*, au sens du temps librement passé, consacré à, ou investi sur quelque activité gratuite, personnelle *et* partagée.

Pour répondre à ce besoin universel d'émancipation par le biais d'une forme d'immatérialité (également très compatible avec certaines potentialités de la dématérialisation ou du virtuel), la principale matière première n'est autre que le *temps*, et l'on sait désormais que la libération *sociétale* de ce dernier passe par l'équilibrage biéconomique vital et ses conséquences émancipatrices sur l'axe aboutissant ou culturo-politique propre à chaque être humain. Les droits culturels doivent donc inclure le temps libre, d'abord sous la forme d'un libre choix quant à l'usage de ce dernier au-delà des obligations citoyennes minutaires que représente, pour toute société suffisamment développée, un travail à mi-temps de l'ordre de deux jours et demi (voire trois jours) par semaine, mais à condition d'universaliser ce principe égalitaire minimal entre tous les citoyens adultes, via les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne. Le propre de l'humain est de « se » construire une conscience culturelle et « politique » cumulative et unique, alternée avec les talochages de l'axe primaire, à la différence si notoire de la faune et de la flore, lesquelles répètent peu ou prou les mêmes cycles en ne faisant principalement que s'adapter aux circonstances extérieures, et tout l'intérêt de la partition-répartition biéconomique et de son futur cadre délodiste sera de libérer chaque citoyen de la moitié de son temps de vie active hebdomadaire, en lui laissant le choix d'en faire tout ce qu'il voudra, sachant que cette émancipation vitale égalitaire apaisera aussitôt ses pulsions violentes usuelles et équilibrera mécaniquement la société, devenue tempérante, dans ses justes proportions écologiques d'équivalence équilatérale.

Le droit culturel des citoyens à cette « liberté semi-partagée » et collectivement gagnée ne peut se concrétiser dans l'Histoire que par le biais des découvertes et solutions proposées dans ces *Réflexions*, grâce à l'universalisation et aux équilibrages que garantit *d'abord* la partition-répartition biéconomique, laquelle définit le palier équivolumétrique qui prend un sens totalement nouveau sur les faces culturelle et politique de l'axe psycho-temporel et spirituel. Dès lors, le devoir d'une société juste et pacifiée est d'instituer, puis de maintenir en toute circonstance, cette parité pyramidale, certes collective entre le parallélépipède des citoyens universels et la pyramide des boosters, mais aussi individuelle s'agissant de chaque filament constitutif, laissant enfin chacun libre de s'illuminer potentiellement jusqu'au sommet, sans plus aucune raison *sociétale ou systémique* d'échec absolu ou « culturellement vital », assurant ainsi la pleine émancipation-responsabilisation du néo-citoyen à venir.

Á l'échelon sociétal, cet équilibrage constitutionnel du temps sera le meilleur moyen de solutionner le débat entre la surcroissance ultralibérale mondialiste et la tentation symétrique et excessive d'une décroissance régressive jetant le bébé avec l'eau du bain au point de condamner tout progrès « à l'occidentale », car la solution tempérante et biéconomique aura précisément pour intérêt, via la libération vitale de la moitié du temps de vie de chacun, de *ralentir* ladite croissance sans la stopper ni faire machine arrière, pour la rendre spontanément adéquate, ajustée au besoin de parité entre le temps et l'argent, comme entre l'être et l'avoir, tout en laissant chacun libre de manipuler son propre curseur entre ces deux polarités en fonction de chaque période de la vie, comme du tempérament et des ambitions variables de la personne concernée. Ainsi, en devenant un libre choix au-delà des contraintes minimales de la Garantie citoyenne, le dilemme actuel du *tout* ou *rien* se résoudra de lui-même, en particulier via le ralentissement choisi du *rythme* de vie à l'intérieur de ce temps en quelque sorte « dédoublé ». En effet, le *tempo* constamment accéléré de la vie contemporaine des « sur-actifs » et son contraire « d'arrêt cardiaque socio-économique » peu ou prou imposé à tous les exclus, ne sont que le résultat aberrant de l'absence de partition-répartition biéconomique, en suscitant un emballement propice aux pires

gaspillages, tant humains qu'environnementaux, non sans faire ressortir de façon éclatante les injustices choquantes qui contrastent les situations individuelles extrêmes, et qui plus est aux dépens d'une classe moyenne inférieure et centrale condamnée à la paupérisation via la précarisation.

La maîtrise du temps, grâce à sa libération semi-volumétrique et égalitaire de par la partition-répartition biéconomique, procurera donc à chacun une existence culturelle incluant la liberté de pouvoir s'enrichir moralement et psychologiquement sur les plans intellectuel et pratique, réceptif et actif, qui font toute la différence entre les êtres humains et les multiples formes de vie qui les entourent, tandis que le rythme apaisé qui en découlera permettra enfin de *se sentir vivre*, au travail comme en période de loisir. Cette face culturelle, trop souvent atrophiée, déformée et surtout dénaturée par la prédominance inutilement prolongée d'un axe socio-économique bloqué sur ses contradictions sociales, ne demande qu'à s'épanouir dans l'immatérialité de sa temporalité, au travers des liens humains, de la communication et du partage des idées qui font tout le sel de l'existence, et dont le développement *spirituel* n'engendre que très peu de consommation, de pollution et de destruction de ressources, comparé à la surproduction et sur-fourniture de la plupart des biens et services à finalité exagérément lucrative, au sens libertégalitaire.

Cette liberté de choix, universelle et égalitaire, qui découlera de l'équilibrage tempérant des deux temps principaux d'une même vie, ne pourra que développer le ressenti d'une justice devenue effective, ce qui poussera naturellement les citoyens à en faire un usage de plus en plus intelligent, positif et créatif, et sera visible dans le contenu même des initiatives et autres créations, ainsi qu'à travers les langages et formes d'expression, à l'inverse des défoulement décadents, des violences, ou autres tendances quasi suicidaires inspirées par l'insupportable non-sens des inégalités vitales et le hiatus qui s'ensuit entre les idéaux humains et leur réalité sociétale prétempérante. Enfin, c'est cette émancipation de nature temporelle et psychologique qui permettra à tous les citoyens de s'élever par eux-mêmes, d'observer et de réfléchir sur la base de leur propre expérience de vie, cela afin de participer aux débats sociétaux du

moment et, le cas échéant, de s'engager politiquement en totale liberté via les Sites Officiels de Proposition Citoyenne et leurs argumentaires, seul ou de manière associative, y compris au sein des partis politiques, tandis que leur conscience sociale et politique accrue leur donnera envie d'agir et de réagir dans le débat républicain permanent et de répondre à l'appel du tirage au sort en tant que Délégué semi-référendaire, voire Responsable Exécutif éventuel. Ce droit à une existence pyramidale à 360° n'est donc démocratiquement possible -pour tous- qu'en libérant un temps minutairement égal entre les filaments citoyens, et plus encore proportionnellement paritaire entre les deux volumes sociétaux, ce qui correspond à la définition même du fameux palier équivolumétrique.

La troisième face pyramidale concrétisera l'émancipation enfin autorisée par l'équilibrage socio-économique, sous forme de progrès d'ordre mental et moral, psychique et intellectuel, attestant l'émergence d'une conscience sociale et sociétale, autrement dit altruiste, propre à réconcilier tous les citoyens avec *le* politique, définitivement libéré de *la* « politique politicienne » pseudo-démocratique et électoraliste, et c'est ainsi que la notion de devoir moral se confondra avec l'exercice d'un droit *moral*, c'est-à-dire équilibré et libertégalitaire sur les quatre faces pyramidales, entre les citoyens universels du socle parallélépipédique, comme entre les citoyens boosters de la pyramide supérieure, associant les deux volumes sociétaux sans aucune possibilité de cloisonnement vertical ou horizontal *indu*. La moralisation et la moralité républicaines et humanistes qui en découleront, en tant que dénominateurs communs soudant des citoyens et communautés sub-sociétales dont les variantes culturelles objectives sont infinies, coïncidera dès lors totalement avec les principes vitaux de toute entité composite dynamiquement stable-car de proportions fixes optimales- dont la longévité maximisée résultera du respect des Lois universelles de l'Existant, autrement dit, des conditions matérielles, spirituelles et géométriques de la Justice et de la Paix.

5 - De la Fondation à la Clé de Voûte *et* Vice-Versa.

Tout comme la clé de voûte d'une arche romane s'appuie sur un minimum de deux piliers ou colonnes, qui elles-mêmes ne tiendraient pas debout de manière associée sans jonction centrale, les réflexions qui précèdent montrent à quel point le caractère vital des relations socio-économiques de l'axe primaire *fonde* l'architecture historique (jusqu'à présent empiriquement improvisée) des tentatives sociétales humaines propres aux civilisations passées et présentes, justifiant une partie de l'analyse marxiste de l'Histoire, en même temps que le développement spontané de toutes les formes de libéralisme ou de capitalisme avant la lettre, mais les observations tempérantes et leurs efforts de rationalité universelle permettent enfin d'y voir plus clair que jamais et de savoir *comment* on peut s'échapper du cercle vicieux des échecs collectifs *et* individuels de ladite Histoire, pour transformer la violence en solidarité.

Il apparaît clairement que l'équilibrage biéconomique constitue *la* réforme à accomplir, *la* règle du jeu à définir et s'imposer sous la forme de l'égalité minutaire de deux temps de vie équitablement répartis entre tous les citoyens et synthétisant l'équation libertégalitaire dans sa dimension physique et vitale, ce qui est en réalité possible sitôt qu'une société atteint et dépasse le moindre niveau de survie « décente », en dépit de l'infinie relativité de ce terme (signifiant plutôt l'ensemble des besoins communs aux citoyens d'une même entité). Le fait de vivre en société ne doit pas seulement accroître les moyens existentiels matériels via le fameux circuit production-distribution-consommation (hélas des plus aléatoire faute de mutualisation bi-volumétrique et paritaire), mais aussi, et peu à peu surtout, concrétiser la *vraie* liberté -de choix- par un gain de temps au contenu émancipateur, puisque précisément librement utilisé, sans quoi tout l'intérêt proprement humain et psycho-spirituel de la vie commune et de ses progrès se trouve comme volé -et violé- par la prédominance des moyens sur les fins, jusqu'à s'annihiler sous la forme d'un temps surabondant et vide de sens, ou inversement toujours plus

raréfié par une folle accélération, sans aucune libertégalité d'ajustement intermédiaire équilibré. Là se situe le totalitarisme mono-systémique et son gaspillage écologique croissant, aux effets si désastreux en termes de santé physique et psychique, via le tout ou rien de l'*ultra*-libéralisme mondialisé d'aujourd'hui, au risque avéré d'épuiser les énergies limitées des ressources humaines et planétaires. Au sortir du présent chapitre, la fondation quadrifaciale et prioritairement socio-économique de toute constitution *complète* démontre désormais que, sans partition-répartition biéconomique, les structures politiques issues de la confusion mono-systémique de l'axe primaire produisent et pérennisent les injustices, tares et autres incohérences instinctives propres à cette dimension en contexte prétempérant, malgré les velléités de pacification minimale de la puissance publique via des rattrapages palliatifs rendus inopérants par la complexité des divisions *déjà* matérialisées au travers des relations socio-économiques, imbroglio qui se retrouve en particulier sous forme d'injustice non seulement en matière de travail ou d'emploi, mais aussi face aux impôts, taxes et autres contributions, entre des citoyens assistés exclus ou « passifs » partiellement exonérés (hors TVA), une majorité d'actifs de classe moyenne pressurés entre *burn out* et surimposition-surtaxation, et une micro-élite minoritaire favorisée au point d'échapper à une proportion toujours croissante de ses devoirs fiscaux objectifs, au titre de particulier ou d'entreprise.

L'apport historique sans précédent de l'analyse tempérante déjà accomplie, comme de ses découvertes et solutions, consiste à éviter que le « cycle en huit » du talochage pyramidal se perpétue *de travers* d'un effondrement sociétal au suivant, puisque pour la première fois, les lois d'équilibre de toute architecture collective viable, de toute entité sociale composite et durable (à partir de deux individus), se trouvent établies, permettant enfin d'identifier et de dépasser les causes de la violence par la résolution paritaire et optimale de l'équation que constitue le couple individu-société. Autrement dit, nées quelque part sur la face culturelle de la pseudo-pyramide française des années 2020, et sous condition de correspondre à l'attente des citoyens du monde entier, compte tenu de l'universalisme sous-jacent à cette recherche, les idées et propositions

biéconomiques et délodistes pourront désormais changer la donne du circuit *octoïde* qui façonne les sociétés humaines, enfin dans le sens de la Justice et de la Paix, ce qui, pour s'accomplir, doit nécessairement passer par une prise de conscience tempérante, collective et majoritaire sur ladite face culturelle, suivie de l'établissement d'une constitution devenue délodiste sur la face politique, instituant la partition-répartition minimoptimaximale et libertégalitaire, en tant que définition première et physique de la citoyenneté et règle du jeu la plus juste, exacte, et pour tout dire, intelligente, qui soit, suscitant aussitôt des effets sociétalement bénéfiques ressentis dès les cycles suivants. Le processus d'introduction historique de ces progrès n'est en rien nouveau, puisque c'est toujours ainsi qu'une pyramide s'élève peu ou prou, mais l'équité et l'apaisement systémiques et définitifs des relations humaines *constitueront*, (c'est le cas de le dire !), le dépassement d'un cap multimillénaire déterminant, propre à booster notre chaotique processus d'humanisation, dès lors que la construction commune qui s'élèvera se rapprochera constamment du modèle de la pyramide tempérante historique et hiérarchique et de ses proportions d'équivalence équilatérale, écologiquement optimales.

Le cœur unique, mais justement à *double* ventricule, du réglage ou de l'équilibrage, la pièce maîtresse motrice et dynamique stabilisant l'ensemble des rouages subséquents et rendant prochainement inutiles la plupart des révisions, contrôles redondants, bricolages palliatifs et autres réparations de fortune qui polluent vainement le parcours de l'Histoire, n'est donc autre que le couple du mécanisme biéconomique de partition-répartition, nécessairement associé au délodisme qui en forme à la fois les condition et aboutissement politiques, puisqu'il n'est décidément ni naturel ni spontané de vivre *pacifiquement* en groupes humains, ce que corroborent comme on le devine les tentatives sociétales et idéologiques insuffisantes et décevantes qui ont précédé ces *Réflexions*. D'où, une fois encore, l'intérêt incontournable de l'approche pyramidale, issue des observations historiques et contemporaines des trois livres précédents, puis transformée en outil explicatif et constructif de valeur universelle, car aussi objective ou scientifique qu'il est possible en l'état actuel des connaissances, en attendant les progrès partagés et pluridisciplinaires

que pourront inspirer ces innovations tempérantes. Que dire de plus, avant de réfléchir aux modalités pratiques et chantiers techniques induits par ces pages, si ce n'est qu'il n'est guère étonnant que cette superbe forme monumentale mérite sa symbolique de rayon de soleil pétrifié, en clin d'œil historique et troublante résonance intellectuelle avec l'esprit des Lumières et ses idéaux de Justice et de Paix.

Mai 2022

Réflexions Géométriques 6

Modalités et Chantiers de l'Axe Primaire ou Socio-Économique

Á travers la découverte du physicien Paul Dirac, qui, vers 1930, cherchant à faire fusionner mécanique quantique et relativité, a montré l'*existence de l'antimatière* par déduction, via une célèbre équation dont deux des quatre solutions concernent l'électron, et les deux autres le si « impalpable » *positron* (l'antiparticule symétrique de charge négative, laissant des traces observées pour la première fois moins d'un an après cette découverte), il est difficile de ne pas voir l'anticipation même de l'approche tempérante et de ses pyramides individuelle et sociétale, les deux axes orthogonaux se distribuant précisément entre la matérialité de l'espace propre aux faces primaires du démographico-économique, et la spiritualité du temps que représente l'axe secondaire ou « aboutissant », d'ordre culturo-politique, sachant que c'est l'évolution qualitative de ces deux dernières faces qui fait progresser *toutes* les dimensions du bien-être, en dépit des multiples contraintes et limites matérielles propres à l'Existant, sous réserve d'aller dans le bon sens des lois de la Nature et de leur mystérieuse Finalité Suprême, à force d'expérience, de science,

et de conscience, pour développer autant que possible les quatre faces pyramidales sans jamais dépasser la limite écologique de l'équivalence équilatérale, en termes de dimension totale ou de volume ennéaédrique.

Dès lors, les modalités pratiques qu'implique une constitution de facture tempérante, ainsi que les chantiers ouverts que les réflexions de ce chapitre tenteront de répertorier, et plus encore de susciter, se doivent de suivre l'ordre chronologique de la construction des êtres vivants et de leurs sociétés, selon le fameux « mouvement perpétuel » déjà remarqué, intermédiaire entre un 8 et le signe de l'infini, mais de façon inclinée vers l'avenir du Soleil levant, tel un marcheur progressant résolument face à quelque vent contraire. Le terme de *modalité* fait référence aux choix et autres applications pratiques permettant bientôt de concrétiser historiquement toutes les conditions sociétales tempérantes, c'est-à-dire biéconomiques sur l'axe primaire et délodistes quant à l'axe secondaire, mais il est d'abord nécessaire de rappeler que sur chacun de ces axes (eux-mêmes chronologiquement associés entre *initiant* physico-matériel et *aboutissant* psycho-temporel), les deux faces pyramidales en vis-à-vis se distribuent dans leur rôle respectif selon la même logique de fonction « initiatrice » ou « finalisante ». Par ailleurs, il semble aussi intéressant d'observer qu'en termes de structure ou d'organisation factuelle, chaque face « d'arrivée » constitue une réalité plus complexe de rouages et de liaisons fonctionnelles à élaborer ou faire évoluer, ce qui laisse à penser que les modalités et autres options techniques, toujours historiquement relatives en fonction de l'avancée des connaissances, concerneront plus particulièrement l'économique et le politique (corroborant ainsi le rôle déterminant des deux principales innovations tempérantes). En effet, bien que précédant respectivement les faces conclusives de chaque axe, la population physique et son évolution culturelle apparaissent comme des matières premières sociétales plutôt brutes et relativement informes, à teneur dynamiquement plus passive, puisque subissant *principalement* les influences toutes fraîches de la face orthogonale précédente (selon la logique cyclique décrite au début du chapitre 5) et *ré*agissant dès lors en fonction de celle-ci. Finalement, tout se passe comme si, par une sorte de déséquilibre en termes d'inertie, le seul poids des faces aboutissantes

économique et politique, sans cesse plus structurées au fil du temps, dictait les réactions et les évolutions de leurs équivalents socioculturels, non sans en relativiser grandement la force et l'impact, illustrant de la sorte le côté laborieux et contradictoire de toute évolution empirique à partir d'une expérience mal comprise, ainsi que les délais nécessaires pour éventuellement généraliser les innovations minoritaires dignes de se voir appliquées. Il est donc probable que cela induira pour ces faces, et malgré leur rôle crucial d'initiateur de progrès, nettement moins de modalités ou de chantiers à mettre en œuvre, au sens à la fois moteur et organisationnel de ces termes, ce qui ne fera finalement que respecter la liberté potentielle imprévisible caractérisant le corps social au travers de sa conscientisation, sachant que la plupart des divisions et tensions qui déséquilibrent les faces sociale et culturelle résultent des injustices et discriminations historiquement concrétisées sur les faces économique et politique, ce nouvel éclairage suggérant à cet effet l'utilité d'une lecture *diagonale* associant ou opposant l'angle socio-culturel du Nord-Ouest à l'angle économico-politique du Sud Est, du moins s'agissant du schéma pyramidal en survol stationnaire. Le rapport dialectique entre ces deux angles droits, via des faces associées *n*'appartenant *pas* au même axe, résume ainsi l'enjeu historique de « l'apprentissage permanent » que le temps impose à tout être vivant, depuis la survie biologique adaptative jusqu'à l'assouvissement des idéaux les plus émancipateurs. Il sera donc pertinent pour ce chapitre de décaler le regard de seulement 45° afin de mieux comprendre le message pyramidal, à la façon d'un modeleur qui a tout intérêt à considérer les volumes intermédiaires *soudant* les profils, face et dos de son objet, comme illustré dans les trois schémas suivants, dont l'intérêt analytique ne manquera pas de se préciser plus loin.

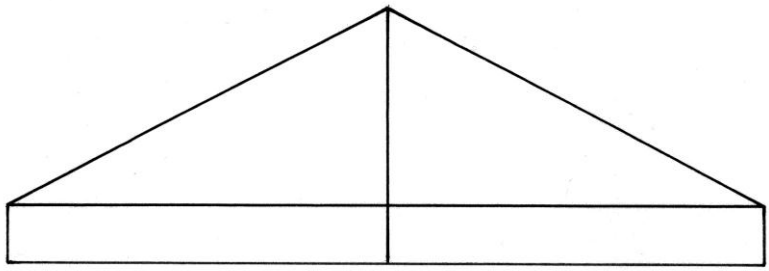


Schéma 1 : Pyramide Tempérante vue du sol depuis chacun de ses angles, en proportions de coupe diagonale hors perspective.

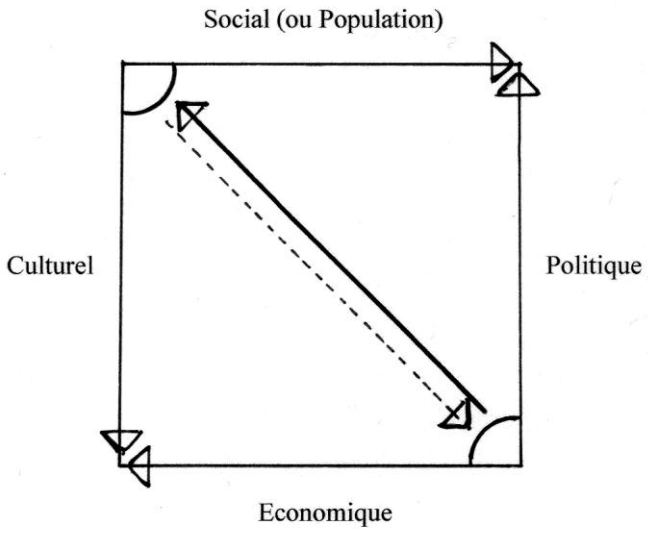


Schéma 2 :

Relations angulaires *bi-axiales* entre les faces « initiatrices » et « aboutissantes » dans le sens principal de la dynamique historique (en vue aérienne centrée et *intériorisée*). En pointillé : influence qualitative et innovante à faible inertie. En gras : influence quantitative et organisationnelle à forte inertie.

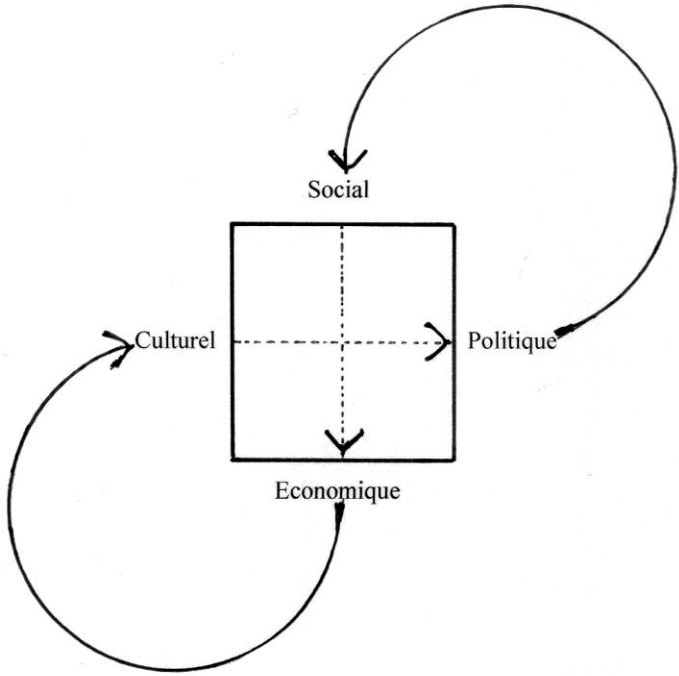


Schéma 3 : Même phénomène, observé en vue aérienne *extériorisée* suivant le cycle chronologique de construction pyramidale, mettant en valeur l'alternance des inerties et influences faibles (en pointillé) et fortes (en trait plein).

En réumé de l'observation des schémas qui précèdent, on peut remarquer que l'existence de la population physique précède ses propres actions et comportements économiques, appliqués à son territoire, mais en réalité cette face sociale se subdivise en classes et autres catégories socio-professionnelles sous la contre-influence de la face économique ainsi structurée, via sa conscientisation culturelle et ses conséquences politiques. Ainsi, les faces *initiatrices* ou *tenantes* ont une influence de

nature surtout réactive, qualitative et innovante, mais aussi ralentie par une évolution d'abord minoritaire, en contraste avec le poids ou l'inertie historique des faces *aboutissantes* de l'économique et du politique, en raison de la structuration de celles-ci en tant que rouages fonctionnels à forte matérialisation ou concrétisation historique.

Les principes de la Justice, de la Paix et de la démocratie étant désormais objectivement établis et balisés par l'architecture même de la pyramide tempérante hiérarchique, il suffira d'en suivre les « passages obligés » pour ne rien laisser au hasard, en répertoriant les principales questions à se poser et les possibles réponses à suggérer, sachant que les solutions techniques ne pourront être affinées, voire inventées, que par des spécialistes, de préférence mis en relation interdisciplinaire, et dont les compétences et l'imagination seront boostées sous l'effet stimulant des nouvelles perspectives sociétales précédemment exposées. La perte de sens qui caractérise le monde d'aujourd'hui se trouvant réorientée, et comme aimantée par un but et des conditions minimales de nature aussi universelle que positive face aux enjeux que suppose une humanisation supérieure, il devrait être assez facile de faire le tri des techniques et des mécanismes à utiliser pour rester au plus près de l'axe du nouveau phare et franchir un à un les caps intermédiaires qui permettront aux sociétés humaines à venir de s'approcher de sa lumière, sachant que le caractère objectif et universel des conclusions déjà acquises laisse toute latitude, non seulement aux spécialistes de chaque face pyramidale, mais aussi à tous les peuples selon leur culture et leur niveau de développement, via la liberté de préférer telle ou telle modalité d'application. On dit souvent que le « diable » se cache dans les détails, pour excuser le fameux hiatus maintes fois noté entre les principes affichés et les solutions pratiques jusqu'à présent imposées par les minorités *sur*dominantes des contextes prétempérants, ce qui a précisément abouti aux « usines à gaz » de plus en plus fumeuses de vaines rustines ou pseudo-pansements sociétaux, et fini par faire croire en une complexité devenue ingérable. Mais l'urgente prise en compte des innovations tempérantes biéconomique et délodiste, en respectant les éléments-clés de leur architecture ennéaédrique, aura pour double effet de simplifier extraordinairement les rouages et les

comportements propres à l'angle pyramidal économico-politique, et de promouvoir par filtration toutes les énergies et initiatives allant dans le sens de la Justice et de la Paix, grâce à l'émancipation que procurera la liberté du temps gagné au profit de l'angle socio-culturel et de la juste sobriété écologique qu'induira l'équilibrage d'un *bien-être* devenu enfin indépendant du *trop-avoir* et de ses vains gaspillages.

Étant par définition des solutions techniques, les modalités dites « pratiques » revêtent le caractère contingent de l'Histoire, en fonction du lieu et de l'époque, des ressources naturelles et des moyens culturels propres à chaque peuple ou société, ce qui revient à dire que le contenu de ce chapitre sera doublement limité par la subjectivité historique de son auteur et son incompétence technique quant aux détails propres à toute mécanique, a fortiori économique ou institutionnelle. Il n'en reste pas moins utile de réfléchir aussi concrètement que possible, ne serait-ce que pour lister les chantiers des finitions à compléter, sachant que, grâce au balisage déjà assez rigoureux des principes tempérants, pyramidaux, biéconomiques et délodistes, le *sens* de l'Histoire est enfin retrouvé, son but objectivement réaffirmé indiquant la *seule* direction (vitale, viable et légitime) possible à suivre pour introduire définitivement la Justice et la Paix dans la suite de notre passionnante aventure humaine, et l'on peut faire confiance aux futurs lecteurs de toute spécialité pour défricher les voies qui mèneront aux solutions pratiques les plus efficaces, sur la base inspirante de ces si prometteuses *Réflexions*. Le sommet pyramidal, ses principales étapes et ses exactes proportions optimales étant désormais dégagés du brouillard des pesanteurs historiques, il ne fait aucun doute que, sous la pression des urgentes et légitimes exigences populaires, les penseurs, scientifiques et autres éminents professionnels ou spécialistes sauront en compléter le chemin d'accès de la façon la plus pertinente possible, tant il est vrai qu'il suffit de convoiter une fin digne d'intérêt pour en trouver -ou créer- les moyens, et qu'il ne saurait exister aucun but *terrestre* supérieur au bonheur de l'Humanité, dont la Justice et la Paix forment les deux côtés de la même médaille.

Cela dit, en dépit des limites et précautions ci-dessus évoquées, inhérentes au présent chapitre en matière d'options techniques dont le libre choix devra être démocratiquement débattu par les futurs citoyens délodistes, l'expérience réflexive précédemment acquise sur les critères objectifs et universels de la tempérance sociétale et quadrifaciale justifie le besoin de réfléchir aux modalités *compatibles* avec cet équilibre sans précédent, s'agissant de solutions à inclure désormais dans la définition même d'une constitution *complète*, puisque dépassant très largement le seul cadre politique habituel, au point de n'en faire que l'aboutissement des trois autres faces pyramidales, dans l'ordre « biologico-psychique » dûment chronologique qui conditionne la survie et le perfectionnement des êtres vivants. Enfin, il ne fait aucun doute que la partition-répartition paritaire verticale et citoyenne induite par le palier équivolumétrique, en tant que proportion d'équilibre sociétal libertégalitaire et quadrifacial, sera à même d'éclairer d'un jour nouveau les seuls rouages nécessaires et suffisants d'une démocratie socio-économique, culturelle et politique aussi simple et transparente que possible.

1 - Modalités et Chantiers Socio-Démographiques.

La population ou la face sociale *stricto-sensu*, placée au Nord du schéma rappelé dans ce qui précède, se présente sous la forme pour le moins paradoxale d'un « tout multiple » atomisé en individus, lesquels sont regroupés par des liens et autres conditions plus souvent subis que choisis, suite à la pesanteur économique qu'induit la concurrence vitale qui s'exerce sur le territoire correspondant et ses richesses naturelles et potentielles. En tant que donnée faciale physique, démographiquement observable et quantifiable, la population révèle un état évolutif global très inégal selon les subdivisions et « fossés » engendrés principalement par les relations socio-économiques, ce qu'exprime d'abord la santé et l'évolution, non seulement corporelle ou physique, mais aussi mentale, psychique, et même génétique, du corps social. Ainsi, l'épanouissement sociétal d'une civilisation en réel essor *objectif* améliore visiblement la santé et les capacités physiques et mentales innées, puis acquises, des

êtres humains d'une génération à la suivante, tout comme à l'échelon de chaque existence individuelle en termes de dynamisme, de potentiel et de longévité, tandis que chacun peut constater qu'une société injuste, violente, et donc inéluctablement décadente, induit la régression, voire le suicide physique ou « psychologique » d'une proportion croissante de ses citoyens, ainsi qu'un risque de dégénérescence héréditaire, en guise de conséquence de la surexploitation ou de l'exclusion, jusqu'aux pires horreurs périodiques des conflits ouverts, tant civils qu'internationaux, et toujours via les signes précurseurs et déshumanisants de multiples formes d'addictions mortifères et autres comportements objectivement délinquants à chaque étage de la Maison Commune (autrement dit, par disproportion croissante et multiplication des exceptions accidentelles, telles les cellules cancéreuses métastasées d'un corps social peu à peu inexistant).

L'état sanitaire général d'une population, en termes vérifiables de condition physique et mentale innée ou acquise, d'aptitude cumulée et héritée des générations précédentes, de force ou d'énergie disponible pour faire face aux enjeux de la vie, d'évolution et d'optimisation des contraintes d'équilibre physiologique, mais aussi de comportement plus ou moins nataliste, constitue donc un ensemble de données directement dépendantes des *modes de vie* imposés par les sociétés plus encore que par la Nature, ainsi bien sûr que des *niveaux de vie* dérivant du progrès technique, et l'on a déjà pu remarquer que le droit de tout citoyen à une santé décente comme à la préservation de son intégrité, doublé de son devoir « moral » de ne pas nuire à son propre équilibre physico-mental, supposent le cadre d'une société tempérante, à l'opposé du totalitarisme mono-systémique, ultralibéral ou dictatorial, et de son cercle vicieux de « malbouffe », de vie stressante, d'assistance dégradante ou d'exclusion, toujours plus vainement maquillé par les gaspillages mercantiles d'une surmédicalisation palliative croissante. Ainsi peut-on constater à quel point la face « sociale », même résumée à la population d'un point de vue purement biologique et démographique, et bien que située au départ de chaque boucle du cycle *octoïde*, n'est que le reflet passif et fidèle de l'Histoire dans sa double relativité de construction *et* de destruction, le

résultat encore trop bancal des injustices et violences prétempérantes, au point que les formidables progrès humains et techniques de la médecine se trouvent quasiment annihilés par la marchandisation outrancière de ce secteur vital exagérément privatisé, tant en matière de surprofits que de gestion des personnels, y compris dans le secteur hospitalier public, et ce, à l'instar de tous les autres services de l'État, sachant par ailleurs que la dégradation des services publics dérive de la contagion politique de la gestion *ultra*libérale et sert de prétexte à une privatisation qui lorgne des pans entiers du secteur sociétal le plus utile à l'ensemble des citoyens, tout en laissant à ces derniers la seule charge des infrastructures les plus coûteuses.

Il en va naturellement de même s'agissant de la hiérarchisation des catégories socio-professionnelles, dont le lien direct avec la santé et la longévité ou espérance de vie des femmes et des hommes concernés est statistiquement avéré depuis longtemps, sachant qu'ici encore, les conditions de travail, les salaires et autres revenus, et plus globalement les niveau et mode de vie, sont dictés par les rapports de production, de distribution et de consommation de la contre-face *économique*. Dès lors, il est clair qu'à l'instar du côté orthogonal culturel *de facto* associé au même angle pyramidal, l'état « social » d'un peuple ne peut guère faire l'objet de modalités *décrétées*, puisqu'il apparaît déjà comme un résultat ou un ensemble de moyens passivement hérité d'une infinité de cycles pyramidaux, dont les vecteurs déterminants, économique et politique, se situent sur l'angle opposé. Paradoxalement, force est d'observer que les modalités d'une face pyramidale *tenante* ou initiatrice sont de l'ordre de de la conséquence pour l'essentiel de leur données majoritaires, en tant que réceptacle, tout en étant la source *ré*-active et le seul lieu propice d'initiatives et innovations d'abord minoritaires. C'est aussi pourquoi le *devoir moral* déjà observé sur la face culturelle, vu comme « obligation auto-endossée », autrement dit, intérêt personnel spontané à se maintenir ici en bonne santé, suppose de ne pas perdre le *moral* et le goût de la vie sous le coup des injustices croissantes et de leur non-sens sociétal, ce qu'hélas révèlent en creux les impasses de la consommation de drogue et de tranquillisants, ou la multiplication des incivilités, délits et crimes,

sur fond de décadence exutoire des mœurs, symptômes si révélateurs de la fin quasi programmée de toute société prétempérante.

Et pourtant, l'ensemble des caractéristiques et des potentialités matérialisant une population selon la description ci-dessus constitue une sorte de modalité en l'état historique des êtres humains formant nation, en tant qu'immense réserve de moyens jusqu'à présent gaspillés, tantôt surexploités, tantôt inemployés ou sous-employés et surtout mal orientés faute de parité libertégalitaire, autrement dit biéconomique et délodiste, sur les faces les plus structurantes de la société, ce qui revient à dire que tout progrès conséquent en matière de santé physico-psychique ainsi que d'évolution génétique de l'espèce humaine dépend principalement de l'équilibrage des modalités économiques de la face opposée, afin que la règle du jeu ne provienne plus exclusivement des instincts primaires, inévitablement abusifs et confus, car dictés par la pesanteur historique, mais de la compréhension et de la maîtrise minutarisées des conditions objectives de notre double nature. Ainsi, seule la prochaine pacification vitale des relations socio-économiques, sur sa base objective d'égalité semi-partagée et de liberté différenciatrice pleinement légitimée, pourra garantir le cadre propice à l'épanouissement physiologique et mental, corporel et psychologique de *tous* les citoyens, sachant qu'enfin les cas « problématiques » se réduiront à la plus étroite proportion d'exceptions accidentelles inévitables, sans plus aucun lien de causalité impliquant la société et la détruisant périodiquement. Le chantier véritable de la santé publique et de ses tenants et aboutissants démographiques, du moins s'agissant des aberrantes disproportions historiques actuelles, est quasi-entièrement localisé sur la façade économique de la pyramide, façade dont les modalités principales doivent être constitutionnalisées afin de tempérer constamment les cycles à venir, en ne « plafonnant » que sous forme de proportionnalité paritaire, via le palier équivolumétrique de la partition-répartition, selon sa valeur historique variable, minutairement objectivée. Car c'est surtout l'*injustice* d'une société qui, par sa violence systémique et tous les déséquilibres qui en découlent, rend ses citoyens physiquement et psychiquement malades, démotivés et dépressifs autant

que violents ou agressifs, ainsi qu'inaptes à trouver et maintenir à terme leur équilibre démographique.

Dans ces conditions, du point de vue constitutionnel, l'essentiel a déjà été largement débattu pour ce qui concerne la face sociale réduite à sa population en tant qu'objet physique, à travers les réflexions qui ont débroussaillé le concept de citoyenneté tempérante, via l'obligation de partition-répartition biéconomique qui va de pair, laquelle impose à tout citoyen adulte de participer activement au Bien Commun, sur la base de la stricte moitié du temps d'activité hebdomadaire maximal ou légal, en parfaite réciprocité avec la jouissance de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel. S'il faut aller plus loin dans la réflexion, il n'est pas inutile de compléter cette règle universelle en envisageant des situations minoritaires et autres exceptions éventuelles, sachant toutefois que les décisions définitives reviendront de plein droit aux citoyens tempérants, ce qui transforme ces considérations en simples suggestions, pour ne pas dire en questions sans autres réponses que les préférences majoritaires à venir.

Par exemple, quel devrait être le statut des « étrangers » présents sur le territoire national de façon périodique ou même permanente, mais indépendamment des observations déjà formulées lors des réflexions sur l'immigration légale, illégale, ou le droit d'asile, et de la solution des sas de *citoyennisation* par le travail et l'instruction civique adulte, c'est-à-dire concernant ici les travailleurs saisonniers, les résidents étrangers investissant dans l'immobilier pour s'y loger ou pour louer, les touristes et les professionnels habilités à prolonger ou multiplier leurs séjours, ou toute autre situation comparable. Même s'il s'agit de cas minoritaires et très variables en fonction d'accords internationaux toujours révisables, il sera sûrement souhaitable de redéfinir et de simplifier des cas de figure multipliés par les improvisations prétempérantes, afin d'être aussi juste que possible, tant vis-à-vis desdits étrangers que par rapport au peuple qui les accueille. Cela peut suggérer la redéfinition de la nature ou de la durée des séjours touristiques, estudiantins, missions professionnelles et autre retraite au soleil, ainsi que des droits et des devoirs subséquents, et

de nouvelles réponses à certaines questions de logique ou d'équité. Un étudiant étranger accueilli en France devrait avoir le même statut *socio-économique* que ses camarades autochtones, et donc jouir de toutes les garanties citoyennes liées à *l'utilité matérielle*, en faisant l'expérience enrichissante d'une même participation physique ou financière, pour les mêmes garanties de confort vital, quitte à ce que les modalités pratiques locales soient prévues et gérées par l'établissement supérieur, en faisant partie intégrante de son dossier d'inscription-sélection. Il devrait en être de même pour un retraité étranger désireux de séjourner en France de façon périodique ou permanente, selon des modalités fixées au prorata de chaque situation personnelle localement contrôlable, ce qui donnerait à tous les non-citoyens l'occasion de vivre à la française, de s'intégrer au sein de la population communale et de s'y sentir accepté, en faisant l'expérience d'une culture non plus seulement folklorique et exotique en termes d'art de vivre et autre douceur climatique, mais aussi imprégnée de justice sociale et de dignité humaine. Jouissant des mêmes droits et devoirs vitaux à proportion de leurs séjours à répétition, les travailleurs étrangers, saisonniers ou non, ne seront pas plus exploités que les natifs du pays considéré, et certains d'entre eux se verront remplacés par les autochtones inactifs d'aujourd'hui selon une évolution écologique allant dans le bon sens de la souveraineté socio-économique, tandis que ceux qui seront toujours nécessaires profiteront légitimement des meilleures conditions d'intégration possibles chaque fois qu'ils pourront devenir des résidents permanents. Enfin, les particuliers investissant en France à titre individuel, voire s'y établissant en tant que travailleur indépendant, artisan ou autre « profession libérale », devront logiquement assumer les mêmes droits et devoirs de nature *socio-économique* que l'ensemble des citoyens français, via la partition-répartition biéconomique et son juste équilibre minimoptimaximal, ce qui est d'autant plus logique qu'il s'agit dans ces cas-là de personnes ayant une activité à but lucratif.

Comme on peut le constater, et malgré l'appellation ici abusive de Garantie *Citoyenne*, la présence physique et prolongée de tout adulte sur le territoire de la République (au-delà d'un seuil touristique qui ne devrait pas dépasser un mois), entraîne la jouissance de l'infrastructure

sociétale entière, aussi bien que la nécessité d'y vivre de façon décente sur la face la plus vitale et matérielle de la pyramide, ce qui oblige donc tous les résidents étrangers, de façon objective et légitime, à assumer les mêmes droits et devoirs que les habitants « nationaux », au prorata de leur présence et de leurs moyens, car la nature existentielle des rapports de production, de distribution et de consommation s'applique de fait à l'ensemble des adultes, citoyens ou non, vivant à l'intérieur de chaque frontière républicaine. En contraste avec cette évidence concrète, force est de remarquer que la citoyenneté effective et *complète* apparaît sitôt qu'elle dépasse les trois faces pyramidales sociale, économique et même culturelle, pour inclure les droits et devoirs politiques en participant aux responsabilités déjà amplement décrites concernant cette quatrième et dernière face chronologique de la dynamique pyramidale cyclique.

Les ressortissants étrangers doivent donc se voir simultanément habilités, et « invités » par contrainte légale, à participer aux conditions universelles de la citoyenneté matérielle ou physique, quel que soit leur souhait ou non d'acquérir la nationalité française (pour garder l'exemple habituel de ces *Réflexions*), ce qui peut se concrétiser en proportion de leur situation personnelle, tandis que le statut « national » ou politique leur correspondant dépendra du choix majoritaire des citoyens que l'on pourrait dire « complets ». Cela (ré)introduit le débat crucial sur l'accès des étrangers en question à la citoyenneté, débat dont les deux pôles se positionnent, d'un côté, sur l'idée que cette dernière est un privilège qui se demande et se mérite, au point d'induire l'impossibilité de la double nationalité, et de l'autre sur l'ouverture maximale, voire automatique, de ce droit à toute personne présente, n'importe où et légalement ou non, selon l'idéal passablement puéril, ou a minima prématuré, du concept de *Citoyen du monde*, sachant que dans cette dernière option, l'absence de frontière équivaut à la négation de toute entité nationale et républicaine, au point de faire le lit des mafias importatrices de migrants illégaux ou de drogues dures, et plus encore des mondialistes ultralibéraux et de leur gouvernance planétaire absolue, assujettissant des milliards d'individus sous le joug d'une dictature économique, en ubérisant tous les emplois.

En s'appuyant sur le retour du bon sens, via l'objectivation des rapports humains grâce aux découvertes tempérantes et à leurs solutions biéconomique et délodiste, les néo-citoyens de l'avenir auront enfin les moyens de trouver un équilibre dans ce débat exagérément subjectif, selon une évolution culturelle et des circonstances historiques évolutives améliorées par la distinction logiquement opérable entre l'immédiateté prioritaire et automatique de la citoyenneté socio-économique, en tant qu'obligation de justice vitale et matérielle minimale s'appliquant à tout adulte durablement présent sur un territoire, et la liberté culturellement évolutive de définir, d'inclure ou d'exclure le complément facial d'une redondante « citoyenneté politique » plus ou moins facultative, tant du point de vue étranger qu'autochtone. Dans la mesure où la dimension politique fait partie de l'axe temporel des idées et des choix subjectifs, seule l'Histoire et son évolution bientôt pacifiée pourront faire évoluer positivement ce débat en fonction de la préférence majoritaire, mais les innovations tempérantes et leur architecture pyramidale devraient aider à rendre les réglementations plus justes que par le passé, en décrispant les enjeux prioritaires, dès lors que la pacification universelle d'un axe vital incluant d'office les non-nationaux créera d'emblée les conditions communes de la citoyenneté physico-matérielle propre au rectangle ou parallélépipède.

Les débats passionnés et dès lors caricaturaux sur les conditions d'acquisition d'une nationalité (ici française), ou même concernant le privilège de la double (ou pluri) nationalité, pourront ainsi s'appuyer sur le palier équivolumétrique et la différence de nature qui en découle entre rectangle et triangle sur chaque face pyramidale, pour ajuster au mieux les droits et devoirs afférents. Par exemple l'existence des résidents de nationalité étrangère au sein du parallélépipède devrait logiquement leur permettre de voter et participer politiquement jusqu'à hauteur du palier départemental de la pyramide nationale, c'est-à-dire seulement pour ce qui concerne leur commune et département d'attache, a minima en tant que citoyen voteur, voire délégué régional le cas échéant pour tout enjeu *intra*-régional. De même, il peut paraître logique de rendre possible leur participation *triangulaire* à l'échelon des Communes, puisque les deux

volumes politiques de ces dernières sont entièrement inclus sous la barre révélatrice du palier médian *national*, ce qui n'est plus le cas, comme on le sait des triangles départementaux (sauf à différencier éventuellement deux exécutifs départementaux, à vocations respectivement régionale et nationale distinctes). Enfin, la même architecture pyramidale nationale semble rendre logique l'exigence de la nationalité (française), exclusive ou non selon les futures préférences majoritaires, en tant que condition minimale pour tout rôle de Délégué Législatif et ou Exécutif dépassant le palier départemental en question. Ainsi peut-on voir qu'en matière de nationalité, de citoyenneté et de naturalisation, l'architecture pyramidale tempérante pourra favoriser une inclusion pacifique et respectueuse de la diversité, en en apaisant tous les paramètres les plus fondamentaux, encourageant-là une légitime et profitable ouverture au monde, laquelle associera désormais les citoyens de toute culture sur la base objective de la libertégalité biéconomique et de sa justice vitale, avec en prime l'effet vertueux de libérer chacun de ses intempérances de nature faussement culturelle, pour ne plus promouvoir et échanger que les aspects les plus positifs et émancipateurs de chaque communauté sub-pyramidale.

De plus, les actuelles évolutions démographiques, migratoires et interculturelles, en particulier s'agissant des pays mondialement les plus attractifs, suggèrent la redéfinition d'un concept de *nation* enfin axé sur le présent et l'avenir, à la place d'un passé prétempérant tissé d'abus de pouvoir, de violences intra et inter-systémiques et autres discriminations en réalité réciproques, et l'on a déjà pu souligner que, tout en acceptant un héritage historique contrasté par le meilleur et le pire, dont le résultat le plus tangible se résume principalement à de très empiriques frontières nationales, le constituant essentiel et *objectif* de toute communauté aussi souveraine que possible suppose la fusion sociétale libertégalitaire de la partition-répartition biéconomique et de son équivalent culturo-politique délodiste, afin de créer et de maintenir indéfiniment les conditions de la Tempérance, de la Justice et de la Paix. Il n'est d'autre dénominateur commun disponible, en effet, pour réunir en quelque lieu que ce soit les si nombreuses facettes de notre Humanité *face à l'avenir*, et le lecteur attentif des chapitres qui ont précédé aura déjà compris que l'intégration

politique, des autochtones comme des étrangers, ne peut avoir de *sens* et de *réalité* que sur la base préalable -voire simultanée- d'une citoyenneté socio-économique enfin objectivement définie.

En ce sens, indépendamment de toutes les cultures imaginables, à travers ce qu'elles véhiculent de légitime, d'objectif, autrement dit de compatible avec lesdites Justice et Paix, la *Nation* idéale recherchée par chaque peuple du monde n'est autre que la pyramide tempérante et son équilibrage équivolumétrique et quadrifacial. Cette quête de bien-être sociétal, consubstantielle au processus même de l'humanisation, souvent inconsciente, mais tenace et réflexe au point de tout reconstruire après chaque effondrement, a été historiquement relativisée, dévoyée et déçue en raison même des violences mono-systémiques désormais expliquées et rendues techniquement *dépassables* via les concepts et solutions ici proposés. La « citoyenneté » la plus authentique est donc effectivement universelle, tout en restant historiquement liée au résultat géopolitique définissant les multiples peuples via leurs frontières, ce qui n'empêche nullement chacun de se sentir héritier et « continuateur » d'une culture spécifique, pour peu que celle-ci se libère du carcan de l'injustice et de l'orgueil au profit de l'équité et de la digne fierté qui en découle. Faute de société équilibrée et structurellement pacifiée, aucune nation digne de ce nom n'a encore jamais existé autrement que par la loi du plus fort et son lot de violence, et il suffira que *deux* peuples tempérants soient en relation pour que la contagion positive de leur synergie gagne aussitôt une à une toutes les populations (auto)asservies de la planète.

Il n'en reste pas moins que l'intégration citoyenne complète et sa face de droits et devoirs politiques supposeront la définition majoritaire de nouvelles conditions minimales évolutives, sachant que l'apaisement fondamental de l'axe primaire ne pourra que décrisper les préjugés et autres attitudes plus ou moins xénophobes, voire racistes, en la matière. Quant à la question spécifique de la bi-nationalité ou multi-nationalité, le débat afférent pourrait sans doute se clarifier de la même façon, non sans laisser toute latitude réglementaire aux néo-citoyens de l'avenir. En un sens, le principe républicain d'égalité citoyenne devrait logiquement

interdire le privilège indu de posséder une double nationalité, car cela représente une injustice réelle vis-à-vis des concitoyens de la personne ainsi rendue en quelque sorte « semi-étrangère », ou « supra-citoyenne » via ses droits politiques, et la nature absolue ou intégrale des principes de souveraineté et d'égalité devant la Loi peut justifier l'obligation de choisir, du moins du seul point de vue légal et administratif, une unique et entière appartenance nationale, ce qui éviterait au passage les abus de situation dont les binationaux profitent largement. Cela étant dit, il faut aussi noter qu'en raison de la *citoyennisation* socio-économique quasi automatique déjà mentionnée plus haut, complétée le cas échéant par des facilités douanières en matière d'identification et paperasserie, les aspects « pratiques » de la bi-nationalité pourraient être maintenus, sans entraîner pour autant la moindre inégalité de statut *politique* entre les citoyens de la nation *choisie*, quitte à autoriser la mention facultative d'une nationalité secondaire d'ordre culturel ou affectif sur les futures cartes d'identité. Enfin, à plus long terme, il est certain que les relations internationales entre tous les peuples devenus tempérants ne pourront que simplifier et promouvoir sans risque un libre va-et-vient entre des citoyens universels respectant bel et bien les mêmes principes objectifs, biéconomiques et délodistes, ce qui contribuera à l'avènement d'entités internationales librement associées pour le meilleur, car souhaitées par les majorités impliquées, à la différence, pour notre cas d'école français, d'une Union Européenne réduite à une continentalisation commerciale et financière anti-démocratique, sous la tutelle d'une Commission sans légitimité objective, au sens désormais délodiste de ce terme.

Outre les observations qui précèdent, le terme de *social* fait aussi référence à la notion de classe ou de catégories citoyennes hiérarchisées par le biais principal des niveaux de revenus ainsi que de patrimoine, au gré d'une valorisation culturelle historiquement aléatoire traduisant les mœurs et règles socio-économiques du moment, et là encore, ce sont les modalités de la face aboutissante qui changeront la nature du paysage socio-professionnel, en remodelant une société toujours hiérarchique, au sens désormais légitime de différenciatrice, mais plus jamais inégalitaire jusqu'à hauteur du palier médian ou équivolumétrique définissant tous

les besoins, les droits et les devoirs universels, et assurant les biens et services jugés vitaux au regard du niveau de développement du pays concerné. D'où le rappel ici de la soudure sociétale à laquelle aboutira le délodisme biéconomique, ou du comblement des fameux fossés sources de violence sociale, tandis que ce recentrage assurera l'appartenance de tous et de chacun à une vaste néo-classe moyenne désormais accessible à n'importe lequel de ses étages, grâce à l'ascenseur social du mérite, tandis que seront enfin gommés les extrémismes socio-économiques de la surexploitation et de la sur-dépendance. Il n'y a aucune autre façon de *faire* la Paix que de *faire* d'abord *partie* d'une même condition humaine vitale et minimale, sur l'exacte moitié de toute existence, en restant pour autant libre et responsable d'en *faire* ce que l'on veut, à tout le moins s'agissant des citoyens suffisamment autonomes, car c'est uniquement à travers l'épaisseur concrète de l'axe physico-matériel que s'enracine un authentique sentiment d'appartenance commune à une même Humanité, tandis que la Justice ainsi vécue, en concordance avec les plus nobles idéaux, ne peut qu'apaiser les dimensions culturo-politiques des faces subséquentes du cycle pyramidal. C'est dans cette direction de bon sens qu'évolueront donc les apparentes « modalités passives » de l'éventail socio-professionnel de la civilisation tempérante, via leur rôle de relance cyclique et d'accumulation de progrès réels *et* ressentis, sous forme de de meilleure santé physique et psychique, d'enthousiasme créatif et de potentialités biologiques et morales sans cesse accrues à chaque tour de manège pyramidal, pour la quasi-totalité de la population. Par définition binaire et équivolumétrique, on sait que la moitié de la population sera socialement « cantonnée » au volume parallélépipédique, quelle que soit la valeur historique relative du palier médian correspondant, mais il ne faut pas douter que cette partition traduira également, à la façon de la loi tendancielle de l'équilibre bisphérique, le libre choix de l'exacte moitié des peuples tempérants de se satisfaire du revenu national *médian*, voire des seuls droits et devoirs universels sur les quatre faces pyramidales, l'essentiel étant d'avoir à tout moment la « possibilité optionnelle » de dépasser selon le cas le revenu universel minimal ou le revenu médian, tandis que le but proprement écologique de la société tempérante à venir consistera à enrichir constamment, et plus encore qualitativement que

quantitativement, les contenus historiques quadrifaciaux du niveau et surtout du *mode* de vie des citoyens universels, dont feront également partie les boosters pyramidaux.

Enfin, la dernière facette sémantique de l'adjectif « *social* », du moins dans l'ordre ici proposé, correspond au rôle bienveillant de l'État Providence, en tant que protecteur des plus faibles et amortisseur plus ou moins efficace des injustices systémiques qui caractérisent encore les ères prétempérantes, via la redistribution d'un gâteau dont le sommet ne ruisselle pas plus spontanément que suffisamment. L'existence même de l'État et de la sphère publique, voire de quelque équivalent d'appellation différente tout au long de l'Histoire humaine, en particulier au travers de la « loi tendancielle de l'équilibre bisphérique », atteste la grégarité de notre espèce humaine et le besoin constant de faire société, de calmer et dominer les instincts primaires et violents que la pesanteur existentielle a jusqu'à présent imposés, et donc de tenter de mettre en commun ce qui est censé être « universellement » nécessaire aux citoyens d'un même Peuple. Ce rôle est éminemment social et prioritairement déterminant pour *émanciper la liberté* individuellement nécessaire à la créativité qui différencie de fait l'évolution humaine des routines adaptatives propres à la faune et à la flore qui nous entourent. Le délodisme biéconomique des deux faces aboutissantes de la pyramide tempérante aura donc pour conséquence de susciter, puis d'entretenir et développer, deux types de « modalités passives », dont l'inertie cumulative consolidera la spirale ascendante du progrès à chaque nouveau cycle de *talochage*, car, d'une part, le délodisme de la face politique interdira la corruption systémique de l'appropriation privée ou minoritaire du pouvoir, du Bien Commun et de ses richesses patrimoniales, infrastructurelles autant que fiscales, et d'autre part, les fonctions redistributives et palliatives de l'État seront enfin assainies et positivées dans leur nature, réduites en volume à ce qui sera objectivement légitime via le préréglage définitif de l'équilibre minimoptimaximal, ainsi que rendues toujours plus justes, efficientes et efficaces, du point de vue de la gestion, tant écologique que scientifique, des ressources et énergies correspondantes.

Il n'y aura plus aucun besoin de « rattraper » quoi que ce soit de vital ou de fondamental, de colmater telle ou telle brèche béante dans l'urgence, ni même de procéder aux impossibles réglages parcellaires d'un circuit socio-économique rendu chaque fois plus ingérable car plus complexe et -même involontairement- injuste, dès lors que l'installation constitutionnelle de la partition-répartition biéconomique assurera son effet vertueux de péréquation semi-égalitaire constante, fixant une fois pour toute la pulsation adéquate au cœur du moteur sociétal, suivant la seule proportion viable, objective et légitime, dictée par la Nature. Du point de vue des fonctions « régaliennes » habituelles, les richesses et moyens du Domaine Public, propriété enfin égalitaire de la totalité des citoyens, assureront à chacun les meilleures conditions d'utilisation des services publics, tandis que ceux-ci se réduiront en volume à leur seule fonction positive, nécessaire et suffisante autant que *préventive*, au lieu de s'enfler vainement sous forme de gaspillages auto-aggravants face à la croissance exponentielle des injustices vitales, et pour ce qui concerne le rôle redistributeur de l'État, toutes les allocations de nature purement palliative ou faussement charitable disparaîtront au profit de la Justice systémique des nouveaux droits socio-économiques objectifs offerts par l'équilibrage biéconomique et sa Garantie Citoyenne d'utilité commune et de Revenu Universel, dûment chiffrables via le calcul minutaire.

Cela n'empêchera aucunement les majorités à venir de stimuler le cas échéant les entreprises, les associations ou les citoyens de façon positive et délibérée afin d'accompagner certaines mutations historiques d'envergure, dans la seule mesure des moyens usuels disponibles après la péréquation-répartition du Revenu Universel, mais il ne s'agira plus jamais de quelque rattrapage d'injustice envers le bas de la pyramide, ni de détournement illégitime au profit du sommet, respectivement grâce aux réglages constitutionnels du biéconomisme et du délodisme sur les deux faces historiquement les plus concrètes de la société en termes de « modalités actives », c'est-à-dire économique et politique.

Le terme même de *social* s'en trouvera redéfini, en exprimant la volonté commune de respecter l'égalité vitale à laquelle chacun a droit

et l'intelligence collective objectivée d'une mutualisation minimale et semi-égalitaire totalement respectueuse de la liberté individuelle, dans la seule proportion paritaire et naturellement viable des fameux 50% *brut*, économisant d'autant les précieuses énergies et ressources de chaque société tempérante, et libérant par-dessus tout le temps compté des vies humaines, selon un dosage et un tempo enfin *appropriés*, dans les deux sens de ce terme, pour « se sentir être sans se faire avoir ».

Le chantier socio-démographique des experts, des spécialistes et des néo-citoyens de l'avenir aura donc pour but de fixer les mécanismes de recensement socio-professionnel, ainsi que d'évaluation des niveaux de revenus, et surtout d'impôt-contribution dûment actualisé, permettant de définir les populations citoyennes rectangulaires et triangulaires (ou respectivement parallélépipédiques et pyramidales), tant via l'État que grâce aux Communes, en fonction du niveau officiel atteint par le palier semi-volumétrique et des 50% brut de richesse revenant au Domaine Public. Ces données essentielles s'avèreront suffisamment transparentes et disponibles en continu pour être connues simultanément de chaque citoyen adulte, de l'administration de sa Commune, ainsi que de l'État, et serviront de base évolutive universelle définissant le statut politique historique, légitime et objectif, de toute personne majeure, et sa qualité de citoyen moteur *ou* booster pour une période ou « saison politique » à déterminer démocratiquement selon la Constitution (bien que sans doute annuelle, sauf concernant logiquement les « mandatures » triangulaires). Le « recensement » socio-professionnel (et démographique) mentionné ci-dessus, actualisé le plus souvent possible, assurera la représentativité la plus fidèle qui soit des diverses catégories de population adulte prises en compte pour constituer les assemblées citoyennes, de fonction tant rectangulaire que triangulaire, sur chacun des trois étages institutionnels de la face politique.

2 - Modalités et Chantiers Économiques.

S'il ne saurait y avoir une « économie » sans le préalable obligé d'une population s'appliquant à compléter son existence biologique par le prolongement de quelque enrichissement, on vient de constater à quel point le portrait *social* de ladite population provient en retour, et via une force historiquement décuplée, des rapports de production d'une société valorisée *de facto* par le travail humain, au prix d'un sacrifice de temps objectivement universel en termes minutaires, en dépit de la subjectivité des apparences historiques. Or c'est à ce stade précis des *Réflexions* que la prise en compte de l'innovation tempérante *biéconomique*, établissant scientifiquement les conditions de l'équilibre sociétal sur les lois de la physique classique *et* quantique, et rendant toutes les données *objectives* quantifiables par le calcul minutaire, va permettre d'apprécier les effets positifs sans précédent du palier médian ou équivolumétrique sur les modalités *actives* de cette face ô combien cruciale.

En effet, la partition-répartition biéconomique qui conditionne l'équilibre physique de la pyramide sociétale sur son axe primaire aide à identifier le « totalitarisme prétempérant », au sens strictement socio-économique du terme (donc indépendamment de toute forme politique contingente), pour se libérer de ce dernier en le dépassant, précisément grâce à la traduction minutaire des rapports sociaux, puisque cette unité de mesure biologiquement (et spirituellement) universelle (ré)introduit le temps vécu, de façon enfin objectivement quantifiable, au sein même de l'équation socio-économique, vis-à-vis de la matérialité si prégnante des biens et services ou de l'argent. Dans la mesure où il a été établi que la libertégalité, en tant que seul équilibre possible de Justice et de Paix, de viabilité individuelle et collective, ou autrement dit, de bonheur et de bien-être, suppose de mutualiser 50% de la richesse de façon strictement égalitaire *et* de libérer 50% du temps de chaque citoyen, il n'y a guère que deux explications possibles audit totalitarisme et à son déséquilibre comportemental ou réflexe, liés à l'ignorance des contraintes naturelles

de toute parité binaire physico-temporelle. La première des deux raisons pouvant excuser les humains, à l'instar de la flore et de la faune, dérive très logiquement des contraintes absolues de la survie adaptative face à la rareté des moyens naturels concédés par un environnement souvent hostile, ce qui a obligé -et oblige encore parfois- les microsociétés les moins développées soit à fournir des efforts permanents en proportion de toute évolution souhaitée, soit à opter à l'opposé pour la résignation d'un mode de vie historiquement « statique », peu ou prou dicté par la Nature, avec l'avantage tout relatif d'une précaire liberté de temps et de rythme, dont on a tendance à idéaliser la sagesse apparente. Dans ces contextes pyramidaux encore très *aplatis*, le potentiel d'épanouissement quadrifacial et écologiquement compatible est loin d'être optimal, et la moindre « élévation » suppose une forme ou une autre de (sur)travail à temps plein, bien trop rarement volontaire ou collectivement égalitaire (sauf situation d'urgence vitale). Enfin, s'il faut bien admettre que ces conditions sociétales sont historiquement très lointaines, au point d'être devenues aujourd'hui semi-factices en certains endroits de la planète, force est de constater que l'absence d'envergure suffisante ou de masse démographique critique ne favorise pas l'éventualité de gagner du temps au sens tempérant et émancipateur du terme, du moins sous la forme de libre choix face à l'équation binaire fondamentale. Il reste que cette lutte existentielle, à travers les enjeux vitaux de la fameuse dualité individu-société, s'est non seulement perpétuée dans l'inconscient génétique de l'Humanité, mais plus encore exacerbée au fil de de la complexification géométrique d'entités de plus en plus nombreuses en individus, ce qui a eu pour effet spontané de pérenniser et d'aggraver les comportements réflexes concurrentiels bien au-delà des limites de la survie biologique.

Dès lors la seconde raison historique expliquant le totalitarisme socio-économique a pris le relais, sous la forme de l'exploitation du plus faible par le plus fort, de l'appropriation abusive de la liberté du premier par le second (quels que soient les échanges de rôles occasionnés par les aléas historiques), et qui plus est, dans la seule limite de la survie sociale minimale supportable par l'exploité, transposant ainsi les us et coutumes de l'Antiquité aux temps médiévaux puis jusqu'à notre XXI° siècle via

la Révolution Industrielle, suivant en cela les mécanismes quadrifaciaux explorés dans les précédents livres de ces *Réflexions*, avec pour effet la maximisation tendancielle du *temps* et du *rythme* de travail, malgré les formidables progrès techniques induits par les sacrifices accumulés de générations de travailleurs, largement autant que grâce aux sciences et à l'ingénierie. Or, que faut-il déduire de la nécessaire partition-répartition ici induite par le palier équivolumétrique, sinon que l'existence *socio*-économique d'une société *équilibrée* présuppose la libération de chaque citoyen adulte selon la proportion exacte de la moitié de son temps de vie active, au sens historiquement possible et maximal défini par chaque entité sociétale ?

En filigrane, la modalité économique fondamentale semble donc impliquer de fait la mutualisation égalitaire du travail et de la richesse entre tous les citoyens adultes, en tant que fondement de la démocratie physico-matérielle sur l'axe primaire, *jusqu'à hauteur du palier médian ou équivolumétrique* correspondant à une activité de temps complet, ce qui, compte tenu des Biens Communs paritairement respectables, définit objectivement le niveau optimal du revenu citoyen universel garanti, du moins en termes de proportion fixe, de même que la durée *minimale* du travail correspondant, équivalant pour le cas français à un mi-temps de deux jours et demi, voire au grand maximum trois jours par semaine. Il s'agit bien là de la limite sociétale et objective respectant enfin *toutes* les libertés individuelles, lesquelles ne doivent aucunement empêcher de travailler plus, si tel est le choix assumé de tel ou tel citoyen, tandis que corrélativement, le niveau de salaire, et dès lors de Revenu Universel, correspondant potentiellement à la réalité française actuelle, en tenant compte de l'implication de tous les citoyens via les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, équivaut aux 1.500 € suggérés par les réflexions du Livre II, sous réserve de confirmation historique et minutarisée grâce aux biéconomistes d'un proche avenir. Cela signifie qu'une fois dépassé le stade nécessaire de la survie biologique, toutes les sociétés humaines se sont jusqu'à présent comportées comme des troupeaux plus ou moins animaux, voire pire que cela au fil de leur artificialisation, faute de faire gagner autant de temps librement utilisable que de richesse matérielle

ou financière, dans l'irrespect croissant de la loi de la symétrie ou parité binaire, et cela en raison de l'absence d'une partition-répartition socio-économique politiquement organisée. Les injustices et déséquilibres de cet axe essentiel, doublés de l'ignorance de la loi de toute semi-fusion sociétale durablement viable, ont en quelque sorte empêché et retardé l'évolution complète de l'éco-démocratie et le respect des principes et idéaux républicains de 1789, en transposant les dominations sur la face politique sous forme de pseudo-démocratie électorale, attestant une fois de plus le besoin d'une évolution délodiste intégrant les *quatre* faces de l'édifice sociétal afin d'éviter tout effet de disproportion *vitale* au cœur des relations socio-économiques, ce que seule permettra la péréquation biéconomique et minimoptimaximale. Au fond, le totalitarisme socio-économique prétempérant n'est dû qu'au fait que les sociétés se sont spontanément construites sur la seule et unique logique de l'intérêt privé ou individuel, et conséquemment dans l'improvisation totale, réactive ou a posteriori, de la moindre rationalité collective.

Les dominants socio-économiques, hélas exclusivement motivés par le second terme de l'adjectif composé qui leur est ici associé, de par la nature individuelle et privée de leurs initiatives, dépassent les bornes de l'équilibre paritaire et de sa justice objective en les *sur*-dominant, en exploitant le temps de vie de leurs salariés, en termes concrets de durée et d'intensité de travail, toujours jusqu'au « maximum historiquement supportable », avec pour double effet de sous-évaluer systématiquement les efforts fournis et d'interdire la multiplication des emplois utiles et leur juste répartition via la modalité possible de l'embauche à mi-temps. Á condition de tenir compte de tous les paramètres quadrifaciaux, temps libéré et localisme des activités compris, les analyses biéconomiques à venir devraient démontrer que, *globalement*, les abus de pouvoir socio-économiques des systèmes prétempérants aboutissent peu ou prou à une surexploitation globale de 100% des droits et des besoins légitimes de la population surdominée, autrement dit, si l'on se réfère à la balance de la Justice soupesant ses deux plateaux, un rapport 75% / 25% en termes de disproportion *moyenne* des relations salariales entre adultes actifs, sans compter les situations d'exclusion et de précarisation qu'aggrave chaque

période de décadence objective sur cet axe matériel. De fait, il s'avèrera bientôt que la valeur objective du Revenu Universel potentiel propre à la situation française est de 1.500 euros pour un travail à mi-temps, à tout le moins en termes d'évaluation financière historiquement relative, ce qui semble induire ici que tout travail à temps complet devrait rapporter 3.000 euros. En réalité, les abus usuellement pratiqués s'expriment tout autant par le vol de 50% perpétré sur la valeur travail et son pouvoir d'achat, que par l'aliénation de 50% de la liberté de choix concernant l'usage du temps de vie correspondant, et cela se perpétue via l'inertie comportementale et historique des surdominants, lesquels imposent des horaires de plein-temps dont chaque heure s'intensifie en maximisation de la productivité, meilleur moyen d'interdire toute prise de conscience des contradictions prétempérantes, et de la richesse d'un *temps libérable* de valeur socio-économique au moins équivalente -et culturo-politique très supérieure- à celle du travail forcé et de ses salaires de misère ou d'indécence.

Dans la mesure où il ne saurait être question d'imposer un néo-socialisme étatique restreignant aussitôt la liberté comportementale des individus à travers leurs us et coutumes socio-économiques, jusqu'au point d'inverser les déséquilibres observés, et encore moins d'obliger les acteurs impliqués à se répartir *de force* le moindre travail à mi-temps (s'agissant ici de la population active habituelle), seule la péréquation assurée par la partition-répartition biéconomique pourra garantir *avec souplesse* la Justice et l'égalité vitale qui conditionnent la Paix civile. D'où le rôle crucial de régulateur universel que doit jouer l'État, via les Départements et surtout les Communes, pour que cette péréquation, son évaluation, et plus encore son contenu « sociétalement vital », évoluent constamment dans le meilleur sens possible, en termes de qualité plus encore que de volume, cette légitime autorégulation de nature collective ayant par ailleurs l'avantage de supprimer les dérives écologiquement gravissimes des fuites en avant prétempérantes.

Ainsi, les mœurs économiques s'ajusteront librement au nouveau contexte et tous les paramètres de la machine sociétale s'en trouveront

positivement redéfinis, assainis et triés selon l'effet de filtration propre à la membrane osmotique que deviendra le palier médian de la Pyramide Tempérante, tandis que l'impôt-participation universel de 50% brut de l'ensemble des revenus minutarisés, sous forme de travail ou d'argent, exprimera une identique et légitime citoyenneté ou mutualisation vitale, enfin respectueuse des lois objectives de tout équilibre composite.

Il ne s'agit-là au fond que de la réorganisation, rationalisation et simplification de tendances historiques et bisphériques jusqu'à présent confusément improvisées, puisque la notion de salaire minimum est déjà reconnue d'utilité publique, ainsi que l'obligation de multiples formes d'assistance à des démunis et autres exclus toujours plus nombreux, via des politiques sociales ruineuses et contreproductives, sans oublier le « puits sans fond » des gaspillages palliatifs éhontés que l'on sait dans les domaines de la santé, de la police ou de la justice, de même que la multiplication d'activités privées récupératrices de marchés équivalant à de vains *anti*corps sociaux. La modalité en tout point centrale de l'impôt participation de 50% brut (en tant que principe inter-domanial), associée aux bienfaits universels de la Garantie Citoyenne, remplacera toute la part négative des prélèvements obligatoires, sur son juste socle d'égalité minutarisée, et le chantier qui s'ouvre donc dès à présent impliquera non seulement les économistes, les comptables publics et statisticiens pour évaluer au mieux la richesse commune et déterminer le palier médian correspondant, mais aussi la totalité des citoyens, universels et boosters confondus, pour définir les priorités et maximiser les contenus socio-économiques et culturels de ladite Garantie Citoyenne, c'est-à-dire le pouvoir d'achat et le mode de bien-être (ou de libération optionnelle du temps), accessibles pour 1.500 euros, dans le cas français.

Nominalement, une telle somme ne signifie rien, puisque tout dépendra du contenu socio-économique et culturel de ses divers tenants et aboutissants, en particulier concernant le travail ou l'emploi concret concerné, la production correspondante de biens ou de services, et donc le niveau des prix et la valeur de l'argent qui conditionnent le pouvoir d'achat, sans oublier l'ensemble des ressources disponibles. L'essentiel

d'un circuit socio-économique suffisamment souverain ou autonome suppose la cohérence minimale intra-frontalière qui s'est vue sciemment détruite par la mondialisation ultralibérale, ce qui impliquera la modalité urgente de la relocalisation du maximum d'activités possible dans le cadre d'un localisme par ailleurs écologiquement indispensable, et selon les suggestions déjà mentionnées à plusieurs reprises, mais le véritable moteur de la régénérescence socio-économique se situera une fois de plus dans la partition-répartition biéconomique, assurée conjointement par le jeu assaini d'un marché redevenu libéral dans sa juste proportion *et* les nouveaux pouvoirs socio-économiques de chaque Commune, car la libération prochaine de *tous* les citoyens adultes face aux soucis et incertitudes de nature vitale, doublée de l'émancipation de 50% de leur temps d'activité disponible, rendra possibles, viables et même rentables, toutes les initiatives entrepreneuriales locales et *utiles* sur l'ensemble du territoire national, équilibrant définitivement les conditions d'un marché libéré de toute *sur*domination monopolistique, antilibérale et nocive, et induisant les effets démographiques, urbains et géographiques les plus positifs que l'on puisse imaginer. Ainsi, la saine cohérence -objective- d'une socio-économie libérale *positivement* concurrentielle sera-t-elle enfin (re)trouvée, établie dans ses limites de légitime proportionnalité, et surtout pérennisée grâce à la coexistence complémentaire de l'artisanat local, de l'industrie régionale et des multinationales planétaires (enfin dûment relocalisées pour chaque marché « intérieur »), sans le moindre risque d'injustice ou de contradiction systémique, ni d'exportation ou d'importation infondée ou spéculative de ressources et autres richesses produites aux dépens des populations concernées, et cela, simplement parce que chaque individu aura enfin gagné le libre choix de *se* réaliser en acceptant d'abord sa condition citoyenne égalitaire et vitale, à stricte parité de proportion minutaire avec sa légitime liberté.

Les lois et règlements s'appliquant à l'économie réelle, et plus encore au domaine plus « virtuel » ou conventionnel de la finance et du monétaire, jusqu'à présent dérivés de comportements dominants peu ou prou spontanément abusifs, pourront s'appuyer objectivement sur les rapports de proportionnalité de la Pyramide Tempérante via sa partition-

répartition, pour faire en sorte que la Garantie Citoyenne et son Revenu Universel correspondent à une réalité de confort matériel et de bien-être socio-culturel amplement suffisants, ce qui sera rendu possible par la *ré*-industrialisation, la renaissance artisanale des territoires et l'implication citoyenne active de tous les adultes de plus de 16 ans un tant soit peu valides, tandis que la Constitution devra autoriser potentiellement *toutes* les modalités légales jugées démocratiquement et donc majoritairement nécessaires, selon les ressources et les circonstances de chaque période, l'important étant de maintenir et promouvoir la solidarité de la Justice objective, à l'opposé de l'aggravation explosive des fossés sociétaux en situation de crise historique, que cette dernière soit environnementale ou systémiquement engendrée par toutes les formes de violence légale qui caractérisent encore les sociétés prétempérantes.

Les chantiers afférents, dont les techniques de reconstruction et autres solutions finalisées appartiendront aux Citoyens, éclairés par les expertises nouvelles que requerra chaque spécialité socio-économique, pourront inclure des modalités aussi variées que la fixation légale de prix bloqués concernant les produits et services de première nécessité, la variation délibérée des prix en fonction du volume de consommation, la production et fourniture privée *ou publique* de biens et de services listés comme spécifiquement réservés à la Garantie Citoyenne, la possibilité d'un double système bancaire, public et privé, dont les rôles pourront être complémentaires ou concurrentiels, l'éventualité de nationaliser, ou parfois de « collectiviser localement » certaines activités jugées vitales ou stratégiques, la mise en concurrence entre secteur public et secteur privé des activités de production concernant en particulier la Garantie Citoyenne (donc aussi les équipements propres aux services régaliens d'éducation, de santé, de police ou de justice), la réquisition communale prioritaire du seul *usage* de certains patrimoines de nature immobilière ou foncière en cas de nécessité avérée, mais également la coopération entre Communes et entreprises concernant la formation et l'emploi par le biais d'un nouveau tissu associatif, voire des solutions « mixtes » déjà courantes mais enfin minutairement objectivées et dépourvues de tout effet pervers via une souplesse systémique, façon fondu-enchaîné, entre

l'obligation de travailler pour le Service Citoyen minimal et tout emploi partiel, solution parfaitement compatible avec la flexibilité osmotique assurée par la péréquation biéconomique (et ce, à l'instar des allocations déjà dégressives en fonction des salaires ou des niveaux d'activité).

De très nombreuses idées et solutions déjà localement testées n'attendent que le nouveau cadre équilibré et transparent du délodisme biéconomique pour enfin quitter le ghetto-vitrine des bonnes intentions affichées par les gouvernements ou les grandes entreprises en tant que mécènes récupérateurs d'image positive via un « *green washing* » socio-économique autant qu'écologique (et à grands coups de communication médiatique disproportionnée), autrement dit, pour que les effets encore embryonnaires des meilleures initiatives puissent se généraliser sur la base vérifiable de leurs succès expérimentaux. Les citoyens localement inventifs et actifs sont pléthore, mais leurs initiatives sont étouffées dans l'œuf, tant en raison des contraintes normatives excessives encouragées par la technocratie sous l'influence des lobbies industriels, commerciaux et financiers, que par le risque du « tout ou rien » qu'impose la jungle mono-systémique et son absence aliénante de libre choix individuel, aux antipodes du panachage optionnel qu'autorisera la partition-répartition biéconomique à travers la « double existence » de chaque adulte, en tant que citoyen *socio*-économique. En quelque sorte, l'ascenseur social, peu ou prou accaparé par les seuls citoyens *sur*-boosters, se trouve bloqué très au-dessus d'un palier médian fictif ou factice, interdisant encore le décollage des entreprises individuelles ou associées les plus locales, les plus en phase avec les besoins des « territoires » et le bon sens que dicte la proximité de la Nature, et ce déplorable état d'injustice ou de violence systémique ne pourra que perdurer aussi longtemps que les découvertes et innovations tempérantes ne seront pas prises en compte.

La solution biéconomique impliquera simultanément un nouveau rôle concernant l'État central, en qualité d'autorité comptable nationale définissant le niveau financier et physique ou matériel du palier médian, autrement dit, la valeur et les contenus de la Garantie Citoyenne, (entre autres biens et services communs indivisibles), sur la base des priorités

majoritaires démocratiquement exprimées selon un processus délodiste, ainsi qu'un nouveau rôle pour chaque néo-Commune, en tant que source des données statistiques nécessaires, et autorité locale socio-économique responsable de l'application des droits et devoirs de chaque adulte, ainsi que de la prise en charge, partielle ou totale, des citoyens dits « socio-économiquement dépendants », c'est-à-dire insuffisamment autonomes, ou ne pouvant pas participer *financièrement* à hauteur de la contribution universelle définie par le niveau historique de la Garantie Citoyenne. En fonction des priorités locales démocratiquement formulées, chaque néo-Commune, en sa qualité d'agent de l'État ou de la Nation, et par-dessus tout d'institution détentrice de la souveraineté populaire la plus locale, assumera le devoir constitutionnel d'utiliser *tous* les moyens nécessaires et imaginables pour employer les adultes délaissés par l'économie de marché, voire s'en tenant à l'écart, plus particulièrement dans le cadre des Ateliers Municipaux, à but lucratif ou non, afin de compenser ou corriger les abus et autres insuffisances du marché de la libre entreprise, sachant par ailleurs que, sous l'influence de la réévaluation du travail via la Garantie Citoyenne et sa libération optionnelle de 50% du temps d'activité, ledit marché privé se rééquilibrera et s'assainira de lui-même avant longtemps, obligé qu'il sera désormais de s'ajuster au minimum de démocratie socio-économique légitime (objectivement vérifiable par le calcul minutaire exhaustif), en devenant ainsi vitalement non-violent.

Pour répondre aux besoins ignorés par le marché libéral, tant en matière d'emploi que de biens et autres services, les Communes, soit directement, soit via des associations citoyennes *officielles* et ouvertes à tous en complément des initiatives de nature « privée », distribueront le travail d'intérêt public à la façon d'une entreprise collectivement gérée, soucieuse d'équité et de rationalité productive effective, et sur la base d'une répartition des tâches selon les capacités de chacun, de la rotation des fonctions jugées les plus dures ou les moins attractives, ainsi que de la co-définition expérimentalement et statistiquement observable des rythmes de travail et de la productivité entre responsables et exécutants, en particulier s'agissant de la pénibilité propre à chaque emploi. Ainsi les Municipalités contribueront-elles activement aux apprentissages les

plus concrets, à l'intégration de tous les citoyens adultes concernés par maintes activités d'utilité commune, de même qu'au développement du cadre de vie de la population communale, en plus de leur rôle prioritaire de garant local d'une justice socio-économique vitale et permanente.

Ces moyens légaux et institutionnels d'une part, mais tout autant physiques et matériels d'autre part en termes de ressources humaines et naturelles localement ou régionalement disponibles, seront associés aux moyens financiers d'un système bancaire dûment réformé ou complété par la dimension citoyenne et souveraine qui lui manque plus que jamais en proportion de la privatisation des pouvoirs publics par le marché, car le pouvoir de création monétaire, le droit de *frapper monnaie*, constitue la définition même de la souveraineté, et le niveau d'endettement public actuel d'un pays tel que la France n'est rien d'autre que l'expression historique cumulée des aberrations et injustices mono-systémiques, de l'improvisation dominante, de la déconnection de la finance spéculative vis-à-vis de l'économie réelle, et de la disparition toujours croissante des liquidités utiles et vitales dans les égouts d'un accaparement ultra-minoritaire, via les fuites de capitaux qui engraissent les paradis fiscaux en saignant à blanc les peuples ainsi spoliés. De même, la majeure partie des déficits publics dénoncés par les puristes de l'ultralibéralisme ne fait que mesurer la disproportion des rattrapages palliatifs induits par les injustices sociales d'un système devenu fou, et ce, d'autant plus qu'une énorme part des ressources fiscales se trouve peu ou prou récupérée par les principaux intérêts privés, via l'opacité de trop de marché publics ou semi-publics, les stratégies politiques de l'*offre* exagérément favorables aux plus grandes sociétés et à leur actionnariat, outre la sous-imposition chronique des méga-fortunes individuelles et de leurs entreprises.

Ces rappels d'évidences, corroborés par la crise planétaire face au Covid 19 et le redémarrage chaotique d'une économie mondiale en plein écroulement logistique et spéculatif -sur fond de néonationalismes exacerbés- sont à mettre en contraste avec la rationalité universelle de la partition-répartition biéconomique, de son unité de valeur minutaire, et de la justice objective qui permettront bientôt de fonder et pérenniser les

conditions d'un libéralisme authentique, enfin pacifié dans sa dimension vitale, d'échelle avant tout humaine et locale, laissant à chaque citoyen la liberté de tenter sa chance sans aucun risque existentiel, tandis que le système bancaire, financier et monétaire pourra enfin se reconnecter à la réalité socio-économique, en étant désormais soit doublé, soit remplacé par la légitime réappropriation politique de cette fonction régalienne si cruciale. Á l'aune des nouveaux équilibres tempérants du biéconomisme délodiste, les multiples structures et activités financières collectives et privées pourront se redéfinir de façon plus saine et complémentaire, en différenciant clairement la « sécurité financière publique » de la prise de risque spéculative et privée, sous la domination politique d'une majorité légitime dont le souci permanent sera de sanctuariser et de préserver le cœur pyramidal des Domaine et secteur Publics face à la libre évolution des comportements propres à un marché libéral lui-même *tempérisé* par le respect des proportions pyramidales vitales. La prochaine application politique du biéconomisme servira de principal régulateur, et se verra complétée par les futurs mécanismes techniques des spécialistes qui s'en inspireront, afin que désormais, les risques financiers délibérés attachés aux investissements ou à la spéculation ne concernent plus indûment les circuits et capitaux nécessaires au parallélépipède universel. A cet effet, le prélèvement automatique des 50% d'impôt-participation revenant au Domaine Public abritera sous le préau de l'égalité minimale l'ensemble des citoyens -boosters et spéculateurs compris- contre tout effet pervers vital, laissant une totale et légitime liberté à chaque adulte *autonome* dès le niveau précis du Revenu Universel, tandis que l'évolution du ou des systèmes bancaires entérinera à jamais cette salutaire déconnexion entre le risque et le vital en respectant tout autant la transparence la plus totale du côté public que l'opacité, le secret et la discrétion si nécessaires à la jouissance de la vie privée de chacun, voire aux décisions stratégiques et concurrentielles des citoyens les plus fortunés.

3 - Le Casse-Tête du Rattrapage.

Le rattrapage salarial que représentent 1.500 € pour seulement deux jours et demi à trois jours de travail hebdomadaire, compte tenu de la situation présente du cas français, correspond à ce qu'attendent tous les salariés et employés des secteurs public et privé, en termes de dignité et de reconnaissance de la valeur travail, mais surtout à ce qu'il semble possible d'assurer à chacun compte tenu de la richesse *effective* de la France, et donc au niveau de revenu légitime et objectif correspondant à l'équilibre pyramidal de la Justice et de la Paix, à condition toutefois que la relocalisation des activités concrétise à nouveau une souveraineté socio-économique viable, et que *tous* les citoyens adultes s'impliquent au minimum à mi-temps, selon le principe biéconomique. La hausse subite imposée après des décennies de blocage des salaires, d'une façon bien plus spectaculaire qu'après les événements de 1968, entraînera une réadaptation de l'ensemble des paramètres du circuit économique en matière de production, de niveau des prix et de consommation, mais il n'est pas certain pour autant qu'un étalonnement progressif sur une trop longue durée serait préférable, bien au contraire, car un électrochoc de justice est la condition même de la rapide adaptation de l'économique au social, en réponse à tant de décennies d'abus patents, sachant qu'il ne s'agit que d'un rééquilibrage *limité* aux rapports de proportion objectifs et légitimes de tout édifice pyramidal. Dans la mesure où le processus (et le résultat) des injustices et violences mono-systémiques ont pris la forme historique de la compression maximale des salaires, associée à la surexploitation du temps et du rythme de travail, (malgré des progrès sociaux aussi relatifs qu'insuffisants, voire constamment remis en cause depuis la mondialisation), le rééquilibrage tempérant devra passer par le même chemin en sens inverse, via une incitation peu ou prou *irrésistible* à généraliser le principe de base d'un travail à mi-temps évaluable à un minimum (à vérifier) de 1.500 € dans le cas français, sous l'influence socio-économique directe d'un État garant du nouvel équilibre entre la cohérence nationale et les libertés du marché. Le secteur privé étant par

essence basé sur la logique du profit individuel ou associé, il revient en effet au Gouvernement de rationaliser tous les équilibres sociétaux via la péréquation de la partition-répartition biéconomique.

Du point de vue libéral des entreprises privées et du système actuel, il est vrai qu'un effet inflationniste tendanciel pourrait sembler annuler la hausse effective des salaires, en augmentant d'autant les coûts de production, au risque d'induire une dépréciation monétaire sensible, susceptible d'annihiler dans les mêmes proportions le gain de pouvoir d'achat. Mais cela sera grandement limité par le développement d'une demande réelle de la part des ménages (comme ce fut le cas après 1968) ainsi que par la tendance des surprofits à disparaître magiquement du circuit économique via une thésaurisation à vocation spéculative hors-sol, limitant d'autant le risque inflationniste, outre la « déperdition » de milliards d'euros en tant que réserves internationales. De même, le coût, voire le *coup* à encaisser à court terme pour l'économie sera compensé par l'émancipation totale des énergies individuelles face aux nouvelles opportunités des néo-marchés locaux et au besoin de se retrousser les manches en profitant de la sécurisation citoyenne vitale, ainsi que du temps rendu disponible le cas échéant, suivant une évolution favorisée par l'introduction systémique de la justice et de la liberté via le double effet de partition-répartition propre à la réforme biéconomique, ce qui stimulera la multiplication de micro-entreprises redevenues viables, en même temps que le moral de l'ensemble des néo-citoyens. Le rattrapage accéléré des salaires, boosté par le Revenu Universel et ses conditions d'horaire à mi-temps, s'opèrera dès lors en deux phases plus ou moins spontanées, la première induisant une augmentation subite de pouvoir d'achat de « seulement » 50% (en moyenne), du moins par rapport à l'augmentation objectivement nécessaire, et ce, en raison des réflexions qui précèdent, auxquelles s'ajouteront les effets positifs de la disparition de la TVA, entre autres choses, ainsi que ceux concernant la proportion seulement relative des coûts du travail dans la plupart des activités de production, sans oublier la suppression d'une proportion substantielle des cotisations *obligatoires* liées à l'emploi, tandis que dans un second temps, l'économie toute entière s'ajustera bon gré mal gré aux nouvelles

conditions d'équilibre sociétal, certes plus progressivement, complétant ainsi *en douceur* les 50% restants.

Pour sécuriser les équilibres sociétaux et financiers lors de cet indispensable et urgent rattrapage, les entreprises les plus profitables ou monopolistiques et les plus grandes fortunes seront sollicitées à hauteur des 50% *brut* de leurs nouveaux profits et revenus, sans aucun besoin de rétroactivité légale, car l'essentiel sera d'accompagner les employeurs du secteur privé, en leur permettant de pratiquer les hausses de prix dans la seule proportion justifiée et dûment démontrée des suppléments de coûts *réels*, quitte à légiférer provisoirement pour selon le cas garantir ou plafonner les profits de certaines filières de biens et services vitaux, le temps que les nouveaux équilibres se mettent en place. De même, s'agissant des citoyens salariés et des consommateurs, cette période de rattrapage accéléré des salaires et de libération facultative corrélée du temps de travail impliquera la mise en place de garanties ou contraintes spécifiques et très temporaires, d'autant plus facilement appréciées ou acceptées qu'elles seront *de facto* majoritairement décidées par le biais du nouveau cadre démocratique, et correspondront à la reconstruction (cette fois-ci via sa fondation socio-économique la plus concrète) d'une société juste et légitime, instituant la Paix dans toutes les proportions de la viabilité. Enfin, cette remise à l'heure des horloges éco-citoyennes se verra facilitée par l'implication locale des Communes dans le domaine socio-économique, via de nouvelles compétences et libertés d'initiative en matière d'Ateliers Municipaux et d'activités commerciales vitales, de nature financièrement neutre ou lucrative selon le cas, en complément ou concurrence plus ou moins temporaire vis-à-vis d'un marché privé localement déficient ou abusif, le temps que les citoyens reprennent en main leur destin micro-économique et social, voire néo-associatif, entre autres grâce à la sécurisation du Revenu Universel et au supplément d'énergie et de travail que les devoirs correspondants susciteront.

Il s'agira en quelque sorte d'une période critique volontaire et positive (de vrai progrès, et non plus de fausse croissance), pour la seule « réforme » fondamentale impliquant à égalité l'ensemble des citoyens,

et allant cette fois-ci délibérément dans le *bon* sens de l'Histoire (avec le soutien actif d'un État devenu la propriété effective de tous les adultes) un peu à la façon d'un traitement hospitalier de choc, judicieusement encadré en service de réanimation, voire d'un coma artificiel touchant certains aspects cruciaux du circuit économique et permettant d'*opérer* la mue sociétale rendue indispensable par l'urgence écologique, tandis que moyennant une volonté politique majoritairement assumée, stimulée par la mise en place d'une égalité vitale matérielle concrétisant enfin la Justice aux yeux de tous, le vaste et beau chantier de cette évolution sera plus enthousiasmant et plus mobilisateur que les pseudo-reconstructions des ères prétempérantes après chacun de leurs effondrements garantis. Á l'inverse d'une guerre civile ou internationale, latente ou ouverte, aux effet destructeurs que l'on sait, à l'opposé de toute révolution violente remplaçant les têtes sans rien changer aux tares mono-systémiques, la *réforme* délodiste et biéconomique, en s'attaquant au cœur de l'équilibre libertégalitaire, ne pourra qu'entraîner la quasi-totalité des citoyens dans la bonne direction en offrant *la seule* Cause Commune correspondant à notre double nature d'individu grégaire, indépendamment de tout ce qui nous différencie -et ne nous divise, comme on le sait, que par irrespect des principes tempérants. En lieu et place des anti-réformes régressives imposées par les gouvernements pour faire payer les contradictions des mono-systèmes par leurs propres victimes, la seule réforme équilibrante possible, de justice paritaire et semi-égalitaire, impliquera tôt ou tard la péréquation biéconomique sur la base « biologiquement » universelle de l'évaluation minutaire. Or, l'actualité brûlante de la crise du Covid 19, de l'inflation spéculative des matières premières et de la guerre russo-ukrainienne, par sa gravité cumulative exceptionnelle, montre que l'État français, et les Français eux-mêmes, comme d'ailleurs toute nation mise au pied du mur, savent trouver les moyens de parer à l'urgence vitale et de maintenir l'essentiel des besoins et intérêts *communs* sitôt qu'il n'y a plus le choix, et pour la toute première fois, les conditions seront réunies pour que des populations entières de citoyens *fassent* la Paix, au lieu de *faire face* à la guerre, quels qu'en soient les multiples formes et degrés.

Il suffira de se considérer temporairement en période critique de « réforme historique majeure » de refondation sociétale urgente, ou de plan ORSEC démocratique, pour ainsi mettre en place les mécanismes et outils nécessaires au maintien et à l'universalisation des garanties les plus vitales, le temps que le marché s'adapte aux nouvelles proportions de sa liberté, et toutes les solutions techniques, classiques ou nouvelles, seront les bienvenues pour maintenir l'ordre minimal de l'équité tout au long du chantier correspondant, la volonté politique et la créativité se trouvant décuplées par le bien-être d'une remise à plat ou refondation sociétale impliquant l'*ensemble* des citoyens, à égalité de proportion. La réévaluation du Smic boosté par le Revenu Universel occasionnera une juste redistribution objective des richesses, tout en justifiant une hausse des prix paradoxalement favorable à la renaissance des activités locales et des initiatives individuelles via le travail le plus concret qui soit, en phase avec la redécouverte des véritables priorités à satisfaire, forçant le respect non seulement dudit travail, mais tout autant des ressources et énergies mises en œuvre, d'un point de vue écologique. Car le niveau actuel de la quasi-totalité des prix, en particulier s'agissant des produits manufacturés, ne tient pas encore suffisamment compte de la rareté des matières premières utilisées, de par les gaspillages contradictoires de la fuite en avant mondialiste propre à l'*ultra*libéralisme, et l'augmentation *appropriée* des prix, en juste corrélation avec la raréfaction évidente des ressources et des énergies, favorisera une décroissance indispensable en direction d'une frugalité optimale, laquelle sera grandement facilitée par la *tempérisation* de nos instincts primaires et la libération optionnelle de 50% du temps de vie de chacun, afin de gagner en *qualité* de vie, de produits et autres services, ce qu'il est écologiquement indispensable de perdre en *sur*-quantité ou disproportion. Autrement dit, le bien-être de la justice semi-égalitaire sera la meilleure garantie de se tempérer du point de vue matériel, en se libérant des surchauffes et fuites en avant propres aux mono-systèmes prétempérants, et les éventuelles *conséquences* de toute inflation, justifiée ou non, seront gommées grâce à la péréquation biéconomique et son effet d'équilibrage social et répartitif constamment proportionné.

En l'état actuel du cas ici français, le seul fait de garantir 1.500 € *par mi-temps* aux adultes, en tant que contrat de base ou de référence, Smic des *demi-actifs* des secteurs public et privé, ou revenu minimal des exclus pris en charge en service citoyen, suffira à recaler l'ensemble du moteur socio-économique en relation avec la pièce maîtresse du palier équivolumétrique et de sa valeur historique du moment, et à stimuler les solutions de mi-temps professionnels, s'agissant-là non seulement des emplois les plus basiques, d'intérêt limité ou « alimentaire », mais aussi des « vocations » et services honteusement sous-rémunérés, multipliant et répartissant ainsi le travail (souvent le plus utile) sur l'ensemble de la population « *uniquement* rectangulaire », ce qui réévaluera d'autant bon nombre de professions dites « supérieures » propres au triangle, sur la face économique de la future pyramide sociétale tempérante, du moins dans la juste proportion du nouvel équilibre libertégalitaire. Ainsi tous les citoyens auront-ils le choix de travailler plus ou moins, voire pas du tout, mais seulement au-delà du minimum vital requis pour exister en société à égalité de droits et de devoirs objectifs et légitimes, fixant dès lors leur curseur personnel en fonction des besoins de chaque période de l'existence et des « opportunités » d'un marché historiquement toujours libre d'évoluer, mais désormais sans abus, ni surchauffe préjudiciable.

En période de crise aiguë, comme au long des chocs systémiques périodiques de la folle fuite en avant qu'ont imposée jusqu'à présent les contradictions prétempérantes, les chantres de l'ultralibéralisme n'ont cessé de se plaindre des conséquences de leurs propres comportements, confirmant la subtile observation de Bossuet, en donnant des leçons de *rigueur intégriste* contre « l'argent magique » d'un endettement public peu ou prou impossible à éponger, pourtant largement inférieur à son pendant privé concernant les entreprises. Or, ne s'agit-il pas également de magie, voire de magie noire, lorsque le sang vital de la société se fait aspirer par une minuscule minorité de citoyens qui ne savent plus qu'en faire (aux antipodes d'un prétendu « ruissellement »), à tel point que des montagnes d'argent disparaissent comme par…magie, à travers les jeux des « super-casinos » spéculatifs et manipulés des bourses, des marchés surévalués de l'art ou du sport, des absorptions d'entreprises et autres

paradis fiscaux offshore ? Les mêmes dénonciateurs des coûts sociaux et du « pognon de dingue » deviennent les premiers à lâcher du lest pour sauver les meubles via le « quoi qu'il en coûte », prouvant qu'en cas de besoin, l'argent magique peut bel et bien exister, ne serait-ce que sous la forme légitime et souveraine de création monétaire, plus encore qu'en empruntant trop souvent ce qui aurait dû être en grande partie payé sous forme d'impôt ou distribué en salaires *objectivement* décents.

La seule valeur objective de l'argent dérive de l'économie *réelle* et du travail qui la fait fonctionner, en correspondance logique avec les paramètres concrets de production, de distribution et de consommation, mais aussi d'épargne et d'investissement *utiles*, à condition que la règle du jeu respecte les équilibres libertégalitaires de la biéconomie, sachant qu'au-delà des limites du palier médian ainsi défini, la vraie liberté sera garantie par sa toute nouvelle légitimité, assurant les futurs milliardaires de mériter pleinement leur forme de réussite, et peu importera dès lors qu'ils se plaisent à jouer des tours de magie en faisant disparaître leurs excès de richesse dans quelque spéculative compétition, puisque 50% brut de tous leurs gains et autres dividendes seront mutualisés au profit légitime et objectif des citoyens d'abord universels dont ils font partie. L'argent « magique », absorbé par l'économie via la consommation des ménages les plus précaires, voire artificiellement détruit par la banque centrale après quelques tours de circuit en cas de risque inflationniste avéré, est une transfusion vitale en l'état critique d'un patient sociétal affaibli par les saignées de trop de charlatans s'improvisant en doctes médecins, et ce mode opératoire, face au besoin de rattrapage d'urgence des inégalités qui s'impose pour éviter l'explosion, fait donc bel et bien partie de l'éventail des outils possibles, au même titre que les inventions techniques encore inconnues qui seront sans nul doute inspirées par les équilibres pyramidaux désormais établis, et impliqueront inévitablement les quatre faces d'une architecture dont la solidité sera désormais à toute épreuve. Si l'argent magique, et même les déficits abyssaux, s'avèrent indispensables aux gouvernements ultralibéraux dans le but d'affronter des crises d'effondrement économique et social principalement dues à leurs injustices mono-systémiques, ces outils ne seront que plus justifiés

à titre exceptionnel pour enfin construire l'éco-démocratie quadrifaciale qui seule peut garantir la Paix civile, et conséquemment, internationale.

4 - Démocratie Économique et Marché Libéral.

Á bien y réfléchir, la souplesse de la péréquation biéconomique devrait rendre cette période de rattrapage-rééquilibrage nettement plus douce et facile qu'il n'y paraît, dans la mesure où les observations qui précèdent ont du mal à se départir de l'incohérence mono-systémique du marché et de ses discours alarmistes face à la moindre doléance sociale justifiée, ou remise en cause pourtant légitime des violences inhérentes à toute *sur*-domination. Car les innovations tempérantes et leurs repères pyramidaux objectifs, en permettant d'établir les proportions d'équilibre sur la base toujours mesurable et universelle du calcul minutaire, fixent chacun des principaux paramètres en jeu quelle que soit son expression historique, s'agissant en l'occurrence de la valeur travail et de l'unique niveau d'impôt-participation libertégalitaire. On sait que la viabilité de toute société véritable, c'est-à-dire logiquement à demi fusionnelle via son palier semi-égalitaire partitif, et surtout répartitif, impose le partage universel de la moitié des richesses créées, via un Domaine Public qui répond aux besoins communs habituels et assure à chacun un Revenu Universel, sachant que les moyens matériels et financiers afférents se verront grandement augmentés par une participation enfin universelle aux obligations de la Garantie Citoyenne et une réduction spectaculaire des besoins et gaspillages palliatifs prétempérants, le tout rationalisant ainsi, de manière objective, mesurable et équitable, les improvisations historiques dictées bon gré mal gré par la loi tendancielle de l'équilibre bisphérique entre public et privé, ou société et individu.

Or, la nature osmotique du palier équivolumétrique, en tant que membrane assurant désormais la continuité sociétale quadrifaciale entre rectangle et triangle, ou parallélépipède et pyramide, garantira une totale *flexibilité* dont l'effet ne sera pas seulement de sécuriser chaque citoyen quant à son existence « vitale », tout en le libérant facultativement de la

moitié de son temps de vie active, mais aussi de conforter nouvellement les citoyens employeurs et autres entrepreneurs, en simplifiant de façon radicale les rapports sociaux sur leur base objective, et surtout, en créant les meilleures conditions d'embauche ou d'auto-embauche, de décollage progressif et de viabilité pérenne des activités *utiles,* grâce au soutien systémique et universel de la responsabilité biéconomique de l'État et des Communes. En effet, dès lors que tout adulte sera assuré (et obligé, le cas échéant), de percevoir 1.500 € contre deux à trois jours de travail ou de service citoyen hebdomadaire, les employeurs pourront proposer une infinité de degrés de coopération en termes de conditions de travail, de volume horaire, de salaire dès lors « additionnel » ou « au prorata » jusqu'au niveau du palier équivolumétrique et bien au-delà, ainsi que s'agissant des rythmes et des contenus pratiques, face à des candidats à l'embauche enfin considérés comme des partenaires ou collaborateurs dignes de respect vital, car ayant désormais le *choix*, ce qui encouragera le filtrage des meilleures initiatives socio-économiques précédemment mentionné. Les adultes en « Service Citoyen » ou sociétalement pris en charge par les Communes, auront toujours intérêt à se faire embaucher ou à développer aussi leurs propres idées en tant qu'auto-entrepreneur, afin de se libérer des aspects non choisis de la dépendance communale, voire à travailler plus pour *effectivement* gagner plus, via un deal dénué d'enjeu vital et d'abus de pouvoir avec leur employeur, ce qui pourra se réaliser en parfaite transparence et progressivité, réduisant d'autant les risques socio-économiques des plus petites entreprises. C'est la même souplesse systémique qui permettra à tout citoyen désireux de tester son pouvoir ou potentiel pratique sur le marché libre, de devenir travailleur indépendant ou artisan, sans risque vital, dès la plus petite échelle locale individuelle, familiale ou associée, ce qui fait apparaître la Tempérance et ses solutions pyramidales proportionnées comme la définition même d'un libéralisme à échelle humaine, c'est-à-dire socio-économiquement démocratique, désormais préservé de tout abus indu, libérant les rouages bien huilés d'un ascenseur social accessible à chacun selon son mérite authentique et son *utilité commune*, sans interdire le moins du monde les réussites de toute envergure respectant la seule contrainte légitime des 50% (bruts) de participation citoyenne, en tant que modalité de calcul

intermédiaire de l'impôt de répartition, dont la formule définitive reste à définir d'ici la fin de ces *Réflexions*.

En ce sens, et uniquement dans ces conditions tempérantes, la *meilleure part* du rêve faussement libéral d'un peuple de milliardaires, délibérément agité comme un trophée de manège factice, inaccessible et mensonger, se verra bel et bien légitimée en tant que liberté individuelle de s'assumer au gré d'un choix constamment ouvert, l'esprit enfin libéré des enjeux existentiels qui assujettissent la peur des uns à l'ambition des autres, mais à cette différence près que le tissu socio-économique qui en découlera sera sans trou béant, ni déchirure, ni autre trace de violence, et principalement fait de micro-entreprises de dimensions écologiquement raisonnables, dont la vitalité optimisée fera concorder les circonstances physiques et culturelles du lieu et du moment considérés. Autrement dit, les innovations tempérantes réconcilieront le social et l'économique en contraignant le marché *ultra*libéral à devenir enfin libéral comme il n'a jamais pu l'être par le passé, et ce par la seule force de la raison et de la science. De même la complémentarité concurrentielle de la sécurisation sociale et du libre marché assurera un équilibre à la fois dynamique et total des proportions pyramidales, quels que soient les dosages variables entre secteurs public et privé, et ce, grâce à la fixité proportionnelle des Domaines respectifs de même appellation. Ainsi les dernières formes, les derniers degrés de l'esclavage, de l'exploitation et de l'exclusion se verront rejetés dans les oubliettes de l'Histoire prétempérante, au même titre que le préfixe « sur- » s'appliquant aux termes de domination et de croissance, et l'on imagine aisément à quel point cette pacification des faces pyramidales physiques ou matérielles apaisera l'évolution future des faces culturelle et politique d'une pyramide sociétale comblée de se trouver dans l'axe de ses plus nobles aspirations, ainsi que réconciliée avec la biosphère planétaire et ses précieuses ressources.

Dans de telles conditions sociétales, enfin pacifiées sur leur base matérielle, créant et maintenant l'environnement de la démocratie socio-économique, la *flexibilité*, devenue systémique, cohérente et rationnelle, ne sera plus synonyme de surexploitation, ou domination illégitime, aux

effets individuels et collectifs mortifères que l'on sait, mais témoignera au contraire de néo-libertés socio-économiques assainies, assumées en pleine responsabilité, et l'équilibrage architectural desdites proportions pyramidales tempérantes aura *autant* d'effet bénéfiques sur l'employeur que sur l'employé, permettant enfin à tous les dominant (légitimes) du marché de « réussir » et de s'enrichir dans la juste proportion du respect vital d'autrui, ce qui redressera toutes les évolutions sociétales futures et leurs paramètres quadrifaciaux dans le bons sens (précisément commun) de l'axe du progrès, au sens qualitatif de l'épanouissement sans limite des dimensions culturelle et politique, tandis que la croissance en sera « tempérisée » à son juste rythme, en lieu et place d'une fuite en avant écologiquement suicidaire.

L'effet de démocratisation économique de la péréquation semi-égalitaire ne favorisera pas seulement chaque citoyen en lui assurant la satisfaction de tous ses besoins sociétalement vitaux ainsi que la liberté optionnelle et permanente de 50% de son temps de vie (moyennant sa participation minimoptimaximale aux obligations du Domaine Public), car la partition-répartition biéconomique sécurisera tout autant la liberté d'entreprendre et la viabilité « objective » des TPE et PME, en assurant ainsi une « démocratie » professionnelle, commerciale et industrielle qui fera coexister toutes les envergures d'activité. La concurrence loyale induite par la relocalisation (ou le remplacement local) des productions de biens et services « importés » via des chaînes de valeurs mondialistes *éco*-logiquement incohérentes (dans les deux sens du préfixe *éco*), sera aussitôt rétablie via le partage des mêmes conditions sociétales locales et nationales, ce qui ne fera croître les entreprises qu'en proportion de leur utilité objective, telle que réglementée par les nouveaux équilibres pyramidaux et logiquement plébiscitée par les citoyens travailleurs *et* consommateurs, tandis qu'importations et exportations s'auto-filtreront conséquemment sur la seule base de leur nécessité respective, pour le plus grand bien de la planète.

On sait que les activités, les métiers et autres savoir-faire sont évalués et rémunérés en fonction de critères historiquement empiriques,

culturellement subjectifs au point d'induire des écarts de revenus peu ou prou inexplicables, compte tenu de l'universalité de la valeur travail en termes minutaires de temps de vie, et que seule la prochaine péréquation biéconomique permettra d'objectiver dans les meilleures conditions une valeur mutualisée, sur une base universellement minutaire, actualisée et financièrement traduite en fonction de chaque entité sociétale et de son niveau de développement. Or, bien que le Revenu Universel puisse peu à peu devenir la référence d'une forme de SMIC légitime car objectivé, la qualité osmotique ou filtrante du palier de partition-répartition pourra accompagner l'évolution des salaires -en tant que coûts- dans une idéale progressivité, puisque si ces derniers sont insuffisants ou exagérés, soit en raison de l'environnement économique, soit en tant que conséquence d'un *sur*profit de l'employeur, la péréquation sociétale assurera le même salaire ou revenu minimum et lissera le cas échéant toutes les situations *objectivement* déséquilibrantes, dans la seule limite de ce qui doit rester vitalement libertégalitaire.

Pour un PIB donné, dont la moitié se trouve mutualisée sous la forme des services publics habituels et de la Garantie Citoyenne, c'est le Revenu Universel de cette dernière qui supprimera les risques vitaux de l'entreprise, tout autant que ceux du citoyen, tandis que le marché libre validera ou non la croissance et la pérennité de toutes les activités, sans que plus rien ne se construise sur la destruction de la moindre pyramide individuelle, ou même regroupée via quelque association ou partenariat, du moins en-deçà du palier équivolumétrique de sécurisation citoyenne. Ce qui fera réussir les initiatives socio-économiques proviendra dès lors de *l'utilité commune* ainsi redéfinie, répondant à un besoin ou suscitant un nouveau marché via l'innovation, et les justes profits de l'avenir ne seront plus entachés de la proportion croissante de *sur*profit qui dérive de l'exploitation vitale d'autrui en situation prétempérante, à travers la contagion indirecte et anonyme que favorise de fait une interdépendance historiquement inextricable. Les parcours professionnels de tout niveau d'entrepreneuriat seront donc eux-mêmes apaisés vis-à-vis des risques d'une concurrence devenue effectivement loyale, fondée sur le mérite d'un travail et d'une créativité répondant à l'attente des partenaires et

des clientèles, puisque les locomotives de l'économie ne seront plus des pouvoirs sur-dominants, objectivement illégitimes, face à *l'ensemble* du nouveau tissu artisanal et industriel.

Par exemple, un citoyen lambda, même en situation de service minimal communal, pourra tenter de *se lancer* dans telle ou telle activité en toute progressivité grâce à sa double existence socio-économique, y compris si les gains qu'il se procure sont insuffisants, ce qui est bien le cas de toute entreprise dans la période critique de son décollage, et donc même si les premiers revenus horaires sont inférieurs à celui du Revenu Universel objectif, et seule la personne concernée sera libre de continuer son expérience ou de l'interrompre en fonction de critères qui ne seront pas seulement -voire pas principalement- financiers. Ce cas typiquement artisanal, d'échelle individuelle ou familiale, constitue le tout premier pas de la véritable liberté d'entreprendre, autrement dit de *se réaliser* en se rendant utile ou agréable aux autres, le cas échéant. Là se trouve l'accès « en douceur » à l'ascenseur social, plus encore grâce au temps d'effort et d'implication que suppose tout démarrage, que sur la seule base d'un capital risqué à la façon d'un coup de poker, et le nouveau contexte de viabilité locale, induit par la même péréquation sociétale, encouragera bien autant l'enracinement de ces multi-micro-activités sur le terreau revivifié des Communes et Départements, que la néo-synergie des liens humains, associatifs ou collaboratifs, corrélativement promus par ce nouvel environnement.

Il en sera donc ainsi pour les TPE et PME, dans la mesure où les conditions salariales évolueront sur un fond décrispé de toute lutte vitale en raison de l'effet stabilisateur ou équilibrant de la partition-répartition biéconomique sur le couple salaires-profits, outre le fait que les aléas du marché n'entraîneront plus de choc *absolu*, ni chez l'employeur, ni chez ses salariés, puisque tous auront la même garantie de pouvoir sécuriser l'évolution de leur situation grâce au Revenu Universel. Mieux encore, et bien avant cela, employeurs *et* salariés pourront flexibiliser une partie du coût du travail et des heures correspondantes en fonction du marché, s'appuyant ainsi indirectement sur les profits semi-mutualisés provenant

des entreprises les plus puissantes ou rentables. Cette garantie, de nature pourtant individuelle et citoyenne, autorisera sur le plan professionnel une péréquation comparable entre les coûts et profits industriels, à tout le moins s'agissant du travail et des emplois, cette mutualisation ayant pour avantage automatique de sécuriser les néo-entreprises grâce aux effets précités, sans que ces dernières aient besoin de thésauriser plus de 50% de leur bénéfice net (dans le pire des cas). Cette « tempérisation », protectrice du marché libéral pour précisément le pérenniser, permettra aux firmes et industries de redéfinir une viabilité-rentabilité assainie par la disparition prochaine des concurrences déloyales ou monopolistiques (dans la seule proportion de l'illégitimité de ces dernières), favorisant la (re)découverte, cette fois-ci « semi-encadrée » et protégée, de leur rôle social, ce qui révolutionnera les rapports humains internes, fidélisera des employés désormais devenus collaborateurs par libre adhésion, non sans permettre à chaque néo-entreprise *utile* de survivre dans un équilibre dynamique optimal, qualitativement évolutif en fonction du marché et de l'amélioration constante de ses produits ou autres services, sans être condamnée à croître indéfiniment au-delà d'une taille écologiquement raisonnable (de fait le plus souvent régionale ou nationale), au prix des gaspillages humains et environnementaux que l'on sait. Ainsi, à l'instar de n'importe lequel de leurs concitoyens, les néo-employeurs et autres indépendants pourront-ils profiter de la même liberté de choix entre le temps et l'argent, et stabiliser à volonté leur « business » en fonction de leur vie privée, sans être extérieurement forcés de dépasser les bornes de leur *équi-liberté* pour ne pas se faire « dévorer » par quelque prédateur. On voit donc que la péréquation sociétale universelle, par la souplesse infinie de son mixage, assainira le marché inter-entreprises de la même façon que les relations humaines intra et inter-pyramidales, ce qui aura pour effet de gommer les risques de « dérentabilisation » de ces activités face au rattrapage objectif des coûts salariaux (ainsi qu'au réajustement subséquent des principaux paramètres économiques) pendant la période temporaire de l'introduction historique de la réforme tempérante, tandis qu'une fois les nouveaux équilibres biéconomiquement installés via leur propre codétermination nationale, production, salaires, profits, épargne, investissements et consommation se verront définitivement dépollués de

leurs abus prétempérants, pérennisant ainsi les conditions matérielles de la Justice et de la Paix sociales et favorisant une décroissance tempérée sous forme de progrès humain écologiquement vertueux. Au vu de ces dernières remarques, on comprend mieux en quoi la concurrence inter-entreprises est violente et vitale dans les contextes mono-systémiques, dès lors que l'absence de la péréquation ou du palier équivolumétrique et semi-égalitaire condamne tous les acteurs à rester à la merci des pires pratiques entrepreneuriales, celles du moins-disant et du dumping social ou tarifaire, si caractéristiques de la globalisation *ultra* -et dès lors *anti*-libérale. C'est ainsi que se détruit le tissu industriel des économies dites les « moins compétitives » tandis que peu à peu, le pouvoir économique se sur-concentre entre les mains de quelques multinationales désormais plus riches que nombre de nations entières. Face à ce processus alogique et économiquement dictatorial, la « démocratie » du monde industriel et commercial devra s'appuyer sur le même équilibre biéconomique pour promouvoir et maintenir toutes les activités utiles et viables, de façon désormais collaborative et non plus « guerrière », à l'instar des citoyens eux-mêmes, et cela, principalement grâce à l'objectivation des rapports sociaux propre aux équilibres architecturaux de la pyramide tempérante, définissant ainsi objectivement les conditions de toute relation de type *gagnant-gagnant* en contexte interprofessionnel ou entrepreneurial. Cela permet d'affirmer ici, avant même toute confirmation historique, que la *bonne* concurrence, juste et objective, dans le sens d'économiquement et écologiquement intelligente ou optimale, présuppose bien la péréquation biéconomique déjà définie pour les néo-citoyens, comme condition de la suppression de toute violence vitale illégitime à l'encontre des activités et des entreprises humaines, et garantie de succès mérité des initiatives les plus positives, les plus historiquement utiles et/ou agréables, ce qui revient à dire que les rationalités écologique, économique et sociale sont concomitantes ou ne sont pas, et ne sauraient aller de pair qu'avec les principes politiques propres au délodisme. Ainsi le vrai profit ne peut-il exister et s'accroître légitimement qu'une fois les *sur*profits évités via la péréquation ici proposée, pour que l'entreprise ne soit plus menacée par le tout ou rien de la concurrence totalitaire, et que la même justice vitale et semi-égalitaire permette aux entrepreneurs de se battre loyalement sur

le terrain du mieux-disant qualitatif et de la créativité, quels que soient l'envergure humaine et le cadre géographique de l'activité concernée.

L'entreprise étant le fait d'êtres humains solitaires ou associés, il n'est en aucune façon étonnant qu'une même et unique solution socio-économique résolve simultanément les soucis existentiels objectifs de l'employeur, du salarié, ou même de l'auto-entrepreneur, et les diverses observations qui précèdent corroborent l'effet pacificateur *assuré* de la péréquation à 50% en tant que seul procédé technique de compensation des décalages injustifiés -et donc socialement déséquilibrants- de revenu ou de profit entre individus ou entreprises, sachant que les personnes physiques ou *(im)*morales ne respectant pas cette règle élémentaire de justice vitale s'excluraient d'elles-mêmes de toute société tempérante, procurant à bien d'autres citoyens l'occasion inespérée de conquérir un marché tout trouvé, avec l'assistance des Communes ou de l'État, le cas échéant.

Enfin, on pourra compter sur les nouvelles conditions sociétales tempérantes pour susciter des évolutions aussi notoires que positives en matière d'entreprise, tant par l'évolution des us et coutumes que par le biais de la Loi, en conséquence logique de l'équilibrage sans précédent des mœurs socio-économiques, en particulier pour faciliter les initiatives associatives ou mutualisées entre salariés-patrons, à l'image des sociétés coopératives, ou redéfinir les conditions de participation salariale, voire via toute autre solution dont l'existence est encore insoupçonnable en contexte jusqu'à présent mono-systémique. De même, comme il a déjà pu être observé précédemment, cette authentique réinitialisation par la biéconomie induira une évolution positive des organisations syndicales, en direction de micro-démocraties professionnelles par entreprise ou par filière, tandis que, les enjeux vitaux se trouvant sociétalement résolus, les relations entre syndicats et patronat se concentreront sur des priorités de nature de plus en plus qualitative, pour promouvoir le plaisir de se sentir (re)vivre au travail, en pleines dignité et responsabilité, ce qui raréfiera d'autant la douloureuse nécessité de se mettre en grève ou de manifester quelque légitime colère.

Les plus grosses entreprises et autres multinationales de l'avenir bénéficieront des mêmes progrès, en contrepartie des limitations que la réforme tempérante leur imposera via la volonté citoyenne majoritaire, s'agissant ici de relocalisation et de proportion universelle de taxation, ce qui revient à dire que la parenthèse historique ouverte à leur avantage quasi exclusif vers la fin des années 1970, avec la complicité ou l'aval incompétent des gouvernements qui se sont succédés depuis, devra bel et bien se refermer par la force d'une Loi sociétale enfin objectivement fondée. Le génie affairiste et inventif des multimilliardaires à venir se verra lui-même légitimé dans ses justes proportions biéconomiques, sur la base d'une multitude d'entreprises respectant les cohérences vitales socio-économiques, culturelles et politiques de chaque région du monde et de chaque nation, sans possibilité de corruption ni de confusion entre Domaines et secteurs privés et publics, ce qui validera tous les projets plébiscités par un marché de citoyens devenus responsables et lucides, confirmant le rôle de leader mondial de certaines personnalités, et ce, de façon d'autant plus exemplaire que ces néo-dominants seront devenus objectivement honnêtes en se faisant Tempérants, endossant la nouvelle fierté déculpabilisée que le miroir de leur conscience reflètera enfin. Dès lors, leurs prouesses économiques ou technologiques et les imposantes fondations caritatives que nombre d'entre eux président ne seront plus respectivement entachées de violence et d'ambiguïté, puisque leur rôle social ira enfin de pair avec leur envergure existentielle exceptionnelle, à l'image de l'heureuse et indispensable réconciliation entre les deux natures de chaque être humain. Sachant qu'aucun citoyen ne sait trouver tout seul sa limite libertégalitaire, ni donc son propre palier de violence ou d'abus de pouvoir, a fortiori en situation d'employeur, il n'est que logique de faire appel à la rationalisation sociétale d'un gouvernement tempérant détenant toutes les données de la péréquation nécessaire.

5 - Autres Chantiers Socio-Économiques.

Le « Great Reset » à entreprendre au cœur même des relations socio-économiques, mais enfin rationalisé par le cadre systémique d'une société proportionnée selon la Pyramide Tempérante, laisse également prévoir d'utiles évolutions concernant d'autres aspects ou dimensions de l'axe primaire, dont certaines ont déjà fait l'objet partiel des précédents chapitres ou livres, et peuvent ici gagner quelque précision suite aux plus récents développements, sachant que ces considérations annexes ne sauraient être qu'un support additionnel pour les futurs débats citoyens afférents. La liste, évidemment non exhaustive, concerne en particulier les notions de personnalité morale face aux obligations citoyennes, de propriété ou patrimoine, d'imposition sur héritage, et accessoirement, de régulation-normalisation, les réponses aux diverses questions suscitées par ces données sociétales relevant exclusivement des choix majoritaires de l'avenir, selon le *background* culturel de chaque société, mais via une direction future qui se trouvera désormais aiguillonnée, voire carrément aimantée, par les découvertes et innovations tempérantes.

Les structures sociétales jouissant du statut juridique de personne morale, telles les entreprises ou associations, forment des communautés regroupant des personnes physiques partageant bon gré mal gré quelque intérêt social, économique, culturel ou politique, et se trouvent dès lors assujetties aux mêmes contraintes légales -et cette fois-ci légitimes- que l'ensemble des citoyens et leur « nation » républicaine et démocratique, en particulier s'agissant du principe de calcul intermédaire de l'unique participation minimoptimaximale de 50% brut, en tant qu'employeur ou fondation réalisant le moindre *profit* issu du travail ou d'un placement, que ce dernier soit immobilier ou mobilier, susceptible de produire ainsi quelque accumulation de valeur, en l'espèce non réinvestie. Il en est de même des administrations et des organismes semi-publics percevant des intérêts ou bénéfices financiers quelconques, indépendamment de leur fonction officielle et directe, le néo-statut de *personne morale* dépassant

donc le seul cadre strictement juridique usuel pour concerner l'existence économique factuelle de la moindre entité sub-sociétale, via les *devoirs* sociaux induits par toute dimension matérielle et financière.

Cette obligation est justifiée par le poids économique spécifique qui caractérise *de facto* les entreprises, associations et administrations en tant qu'acteurs autonomes regroupant des citoyens et constituant non seulement une accumulation de valeur financière, mais aussi un pouvoir d'action croissant, dont les influences directes et indirectes finissent par concerner les quatre faces pyramidales. En tant que personnes morales, ces structures intermédiaires entre les citoyens et leur république n'ont certes aucun droit de vote « approprié », du moins autre que celui des femmes et des hommes qui les composent ou en dépendent directement, mais leur poids politique n'en est pas moins concret, en raison même de leur force d'entraînement sur chacune des facettes ennéaédriques de par l'effet structurant que leur leadership collectif exerce sur le niveau de vie et le mode de vie de la société toute entière. Il est donc logique que toutes les personnes morales jouissant d'un revenu quelconque, en tant qu'établissements de nature peu ou prou socio-économique, y compris concernant les rouages physiques de l'axe culturo-politique, participent aux droits et devoirs matériels impliqués par la citoyenneté.

Comme déjà noté au cours du Livre II de ces *Réflexions*, cette identification *citoyenne* des structures ou autres personnes morales est d'autant plus justifiée que ces dernières sont animées par la volonté des personnes physiques qui les dirigent et déterminent ainsi les principaux paramètres socio-économiques que constituent le travail et l'emploi, les salaires et les profits, les horaires et l'intensité productive des fonctions, les produits et investissements, mais aussi, sitôt atteint un seuil critique, tous les coûts intermédiaires imposés aux fournisseurs et sous-traitants, tandis que s'agissant de la consommation, les entités les plus puissantes dictent les prix finaux et transforment leurs marges monopolistiques en une surpuissance financière et politique. D'où la nécessité d'appliquer la même logique biéconomique à l'ensemble de ces « agents », pour enfin différencier définitivement le juste profit du *sur*profit et *tempériser* ce

dernier en concordance rationnelle avec l'équilibre minimoptimaximal sociétal, tant en termes quantitatifs de juste proportion que qualitatifs de nature et d'utilité commune, via l'effet auto-filtant de l'éco-tempérance.

Or une question utile se pose aussitôt, concernant le sens du mot « brut » associé à l'unique « impôt-répartitif » de 50%, sachant que pour toutes les personnes physiques adultes -et désormais actives- la Garantie Citoyenne du Revenu Universel (ici, des 1.500 € français) explique la différence avec la valeur nette de la contribution. Il serait objectivement injuste de maltraiter les personnes morales vis-à-vis des citoyens, ce qui implique une évaluation spécifique de la différence entre le principe et la réalité finale du seul prélèvement équitable et légitime justifié par les équilibres pyramidaux, en concordance avec les contraintes vitales de tout organisme composite. Car s'il est normal que chaque structure sub-sociétale participe à son échelle à l'entretien et l'amélioration constante des services et infrastructures utiles à toutes les personnes physiques *et morales* constituant la Société, l'équité absolue suppose ici une solution spécifique à graduer aussi simplement qu'il se peut en fonction du poids sociétal des revenus ainsi dûment imposés, en calquant ladite graduation sur les conditions sociétales déjà assumées par l'ensemble des personnes physiques, ou citoyens individuels adultes, non pas en termes directs de montants d'imposition, mais de pourcentage ou proportionnalité entre le Revenu Universel précis des « citoyens physiques » et leur participation.

En effet, puisque les personnes physiques et morales doivent se trouver sur un pied d'égalité en matière d'impôt *de répartition*, la justice suppose de se baser sur les niveaux de contribution de l'ensemble des citoyens adultes, puis de « découper » cette population par décile, voire mieux encore par *centile*, en calculant le pourcentage que représente le Revenu Universel moyen du segment considéré par rapport aux 50% brut, ce qui garantira là une graduation plus équitable que la définition d'une moyenne générale sur la totalité des contribuables, laquelle, une fois transposée auxdites personnes morales, désavantagerait la moitié inférieure de la « société » des structures morales au profit de sa moitié supérieure, et ce, d'autant plus injustement que l'on se rapprocherait des

extrêmes tels que l'artisanat individuel ou les multinationales. Ainsi, le même prorata (historiquement variable en fonction du revenu de *chaque* « entité contribuable ») se verra-t-il totalement respecté entre citoyens « physiques » et personnes morales, sur la base unique d'une identique classification par *centile* des revenus ou profits de ces dernières, selon leur poids véritable et actualisé au sein de la Société, tandis qu'à l'instar de ce qui concernera les personnes physiques, aucune structure privée, publique ou associative ne se trouvera taxée à 50% au sens *absolu* de ce pourcentage, les micro-entités bénéficiant d'un juste « dégrèvement » pour des sommes représentant une part dès lors non négligeable de leurs 50% brut.

Il en résulte très logiquement, dans le cas d'école français, que les micro-personnes morales, de nature typiquement individuelle, ne se verront très partiellement sollicitées qu'au-delà de 3.000 € de bénéfice ou profit, ce qui correspond ici à la situation d'un auto-entrepreneuriat précisément assimilable à la personne physique d'un adulte-actif. Même dans le cas d'un résultat financier moral indépendant de tout salaire déjà perçu, le niveau historique du palier médian semble dès lors déterminer le point de départ techniquement objectif d'une participation répartitive symbolique transposée aux entités morales de toute société équilibrée. Notons enfin qu'il ne s'agit en aucun cas d'une partition-répartition qui serait propre auxdites personnes morales en s'établissant *entre* celles-ci, car l'égalitarisme vital proprement *citoyen* n'est pas en jeu au sens total de la dimension psycho-temporelle et culturo-politique des *êtres*, dans la mesure où toutes les entités morales précitées ne participent qu'en tant que construction physico-matérielle et sub-sociétale confinée sur l'axe primaire ou socio-économique. Il ne saurait donc y avoir de péréquation entre structures morales qu'indirectement, car exclusivement au travers de tous les adultes-actifs concernés en tant que personnes physiques et citoyens complets ou quadrifaciaux. C'est pourquoi la dette *sociétale* de chaque personne morale percevant un revenu supérieur à l'évaluation historique du palier médian s'applique à l'équilibrage inter-domanial de la seule citoyenneté *économique* ou simple « partition primo-axiale », et ce, préalablement à la *ré*partition *sociale*, vitale et égalitaire du Revenu

Universel entre les citoyens comme personnes physiques adultes (outre la proportion concernant les Biens Communs de nature indivisible). Les personnes morales ne sont donc concernées que par les droits et devoirs correspondant à la liberté d'initiative, tant individuelle qu'associée, sur le seul plan mesurable des valeurs historiques et financières échangées, sans aucune considération -ni répartition- égalitaire propre aux activités afférentes, faute d'avoir quelque valeur minutaire existentielle, ou vitale et intrinsèque, que ce soit. En tout état de cause, la transposition dûment adaptée de la péréquation citoyenne au cas des personnes morales sera la garantie d'une équité de proportionnalité absolue et constante entre les deux catégories essentielles que forment les individus élémentaires et leurs innombrables modalités de regroupement.

Concernant à présent les notions de propriété, de patrimoine et de transmission par héritage, l'évolution biéconomique et délodiste aura le double avantage de dédramatiser les enjeux les plus vitaux si souvent associés aux us et coutumes et autres débats afférents, et de permettre enfin à la majorité citoyenne d'exprimer ses préférences, ce qui devrait garantir une plus grande justice dans ces domaines cruciaux sous-tendus par le besoin psychologique de sécurité, auquel répond depuis toujours l'instinct de propriété et de solidarité familiale. Les choix historiques en cette matière relèvent certes entièrement de chaque contexte culturel et peuvent être considérés comme indépendants des principes pyramidaux de l'équilibre tempérant, à partir du moment où tous les droits et devoirs citoyens se verront appliqués via la partition-répartition biéconomique, tandis que la sécurisation définitive des besoins vitaux et sociétalement suffisants ne pourra que limiter la folle course à l'accumulation de tout ce qui n'est pas directement utile ou agréable au sens *vécu* du terme, via la découverte universelle d'un temps libérable enfin rendu maîtrisable par chaque citoyen. Ainsi, la richesse matérielle et sa course pathétique à l'encombrement d'un Titanic sera contrebalancée par la revalorisation équivalente (et psychologiquement supérieure) d'un temps ré-humanisé, librement déconnecté des soucis matériels, en fonction et proportion des besoins de chaque citoyen selon les diverses périodes de sa propre vie, et le ralentissement naturel qui découlera de cet équilibre sans précédent

traduira historiquement la toute nouvelle adéquation de l'Humanité aux contraintes écologiques de la planète, en résolvant au passage le fameux hiatus entre Culture et Nature, par simple conséquence de l'équilibrage biéconomique et délodiste.

Pour autant, il ne faut pas douter que cette *tempérisation* sociale fera évoluer les us et coutumes touchant à la propriété, au patrimoine et à leur transmission de génération en génération, de façon spontanée via les effets de pacification et de filtration déjà maintes fois observés, mais aussi en ouvrant la voie de la perspective pyramidale à l'objectivation, ne serait-ce que partielle, de toutes les données quadrifaciales induites, y compris par le biais d'une évaluation plus scientifique des territoires et de leurs ressources, voire concernant peu à peu de l'ensemble du monde vivant, de sa faune et de sa flore. De même « *l'abus de propriété* » que dénonçait Napoléon 1er comme pouvant nuire à la société et devant être « *réprimé* » se verra spontanément éradiqué via les vertus sociétales de la péréquation biéconomique, dont le palier équivolumétrique permettra de définir les limites objectives d'équilibre, tout autant physico-matériel que culturo-politique, justifiant et définissant les devoirs croissants que suppose toute accumulation de propriété, sans plus jamais dépasser les limites libertégalitaires, ni pour autant interdire tout ce qui sera *de facto* légitimement et légalement assumé.

La vision la plus stricte, à tout le moins en matière de patrimoine foncier ou naturel, supposerait de subdiviser en deux parties égales un espace territorial défini en zones de valeurs ou de richesses potentielles bien établies, pour en allouer la moitié *commune* à tous les citoyens, en tant que propriété temporaire de principe, tout en laissant l'autre moitié librement appropriée par le biais du marché, ce qui paraît a priori aussi idéaliste qu'impossible. Pourtant, une telle vision des choses peut servir de référence objective de pure forme afin de définir les limites légitimes d'un nouveau genre de propriété, ne serait-ce qu'en tant qu'équilibrage de droits et de devoirs sociétaux attachés à l'espace et sa matérialité, ce qui peut suggérer nombre de chantiers technico-juridiques du plus grand intérêt sociétal et écologique. Il ne sera donc en rien surprenant que les

innovations tempérantes et leurs applications historiques fassent évoluer les concepts et réalités d'usage en matière de propriété et d'héritage, en direction d'un équilibre démocratique libérant les chances et le potentiel de chaque citoyen des injustices vitales induites par la *sur*concentration patrimoniale et certaines modalités de transmission.

Cette évolution sera d'autant plus certaine que le bien public se verra majoritairement attribuer la priorité sur la propriété privée chaque fois que l'un et l'autre se révèleront incompatibles face à la nécessité de garantir les équilibres tempérants, en tant qu'obligation constitutionnelle de l'État, des Départements et des Communes (ce qui est d'ailleurs déjà prévu par la loi dans de multiples contextes, bien que de façon encore non délodiste). Cela ne devrait pas pour autant interdire le libre cours d'un marché immobilier ou foncier assaini par les nouvelles conditions sociétales, mais il pourrait en résulter par exemple certaines obligations d'*usage* social prioritaire au-delà des limites majoritairement définies, via l'aide précieuse des équilibrages et autres paliers d'une architecture pyramidale biéconomique et délodiste enfin objectivée grâce à l'analyse minutaire. L'égalité minimale semi-partagée favorisera le tri nécessaire entre les sécurités matérielles ou le « degré » de propriété universelle et individuelle auxquels tout le monde à droit via la citoyenneté d'une part, et ce que l'on peut par ailleurs acquérir et mériter au prix d'efforts ou de compétences individuelles et associées au sein d'un marché libéral enfin digne de cette appellation. Le besoin quasi irrépressible de sécurisation auquel répond l'instinct de propriété, s'agissant plus particulièrement du droit au logement, sera relativisé par les nouveaux chantiers immobiliers qui découleront de cette priorité devenue absolue au sein des Garanties Citoyennes, puisque ledit logement, avec l'alimentation, fera partie des dimensions vitales les plus positivement « impactées » par la prochaine réforme systémique tempérante, entre autres via la création de formules de construction populaires, écologiques, modulables et personnalisables, plus souples et légères que ce qu'encourage un marché jusqu'à présent trop privatisé et incapable de répondre aux besoins des citoyens les plus modestes, tandis que la régénérescence des territoires ruraux réhabilitera un patrimoine immobilier indûment délaissé par l'obésité croissante des

plus grandes métropoles. De la même façon, le marché locatif ne pourra plus abuser d'une misère et d'une précarité qui auront définitivement disparu, et l'ensemble du futur parc immobilier révèlera visuellement l'apaisement et l'équilibrage qui découleront du principe majeur -et si vital- de partition-répartition biéconomique, ne serait-ce qu'à travers des espaces de vie « re-naturalisés » et rendus propices aux nouveaux liens sociaux de la Tempérance. Cela pourra s'accomplir d'abord urgemment et volontairement grâce à la puissance d'action du Domaine Public, par le biais des chantiers collectifs d'initiative locale, puis inéluctablement au travers des subséquentes adaptations du marché privé aux nouvelles conditions de justice et de liberté. Quels que puissent s'avérer les futurs choix majoritaires, forcément plus pertinents du point de vue *social* que les actuels calculs dictés par les seuls intérêts privés ou minoritaires, les évolutions conjointes des concepts et enjeux de propriété, de patrimoine et d'héritage seront débarrassées de tout souci vital et autre injustice objective, ce qui favorisera à long terme une émancipation psychique et philosophique génétiquement héréditaire face à ces aspects prioritaires du souci existentiel, démontrant en plus que la résolution *collective* du minimum sociétalement vital répondra à toutes les nécessités communes bien plus efficacement, au sens *exhaustif*, c'est-à-dire aussi humain et écologique du terme, que la compétition effrénée du marché immobilier prétempérant et son piètre résultat d'accaparement psychopathologique, via sa quête insatiable de suraccumulation patrimoniale aux dépens de tant de locataires, au prix de gaspillages aussi aliénants qu'anxiogènes.

Á plus long terme, il est même probable que les sociétés à venir développeront des formules adaptées à la future maturité humaniste de la population, à sa prise de conscience de l'inanité des sacrifices par trop exagérés que requiert la course à l'accumulation des propriétés, que ce soit en termes de ressources ou de temps sur-travaillé, au regard du prix de la vie et de son caractère aussi fragile qu'éphémère, et cette évolution éthique sera le résultat logique de la libération du temps, et du choix que celle-ci autorise, condition de la jouissance de l'être en juste proportion de ses avoirs. Philosophiquement, hormis les héritages correspondant à un vécu affectif précisément construit sur la qualité et quantité du *temps*

partagé, la transmission d'un maximum de biens terrestres ne répondra plus au moindre besoin de sécurisation vitale, et sera même peu à peu perçue comme contraire à l'intérêt de l'héritier en tant que citoyen, à sa liberté face à l'avenir, comme à sa responsabilité d'auto-émancipation équitable vis-à-vis des autres. Car en contexte tempérant les plus riches héritiers seront les heureux acquéreurs d'autant de devoirs que de droits, et leur fortune, aussi enviable puisse-t-elle paraître, ne sera légalement justifiée qu'en étant légitimement partagée à hauteur des 50% brut de tous les revenus et rentes qu'elle procurera, dans la limite des équilibres sociétaux tracés par l'architecture pyramidale bi-volumétrique, le débat sur la taxation des héritages proprement dits étant affaire de mentalités historiques et autres évolutions culturelles, selon les us et coutumes de chaque société.

Pour en résumer les enjeux, le premier pôle extrême dudit débat consiste à considérer l'héritage comme un droit absolu et dès lors non taxable, fondé sur la liberté de disposer d'un patrimoine légalement (et bientôt légitimement) acquis, donc déjà libéré via les impôts engendrés par sa constitution passée, sur la base de la continuité existentielle d'une hérédité (au sens le plus large de prolongement génétique ou d'adoption déclarée), tandis que le point de vue opposé, tout aussi extrême, suppose une séparation totale des parcours individuels, applicable aux familles et pour chacune de leurs générations, ce qui suppose une remise à zéro de tous les compteurs, au point d'en venir à interdire tout héritage, toute transmission de patrimoine. D'où la nécessité pour chaque « nation » de naviguer entre ces deux écueils, en fonction de critères parfois justifiés, s'agissant en particulier de préserver les entreprises familiales ainsi que les emplois qu'elles procurent, ou plus subjectifs, concernant les valeurs et actifs peu ou prou déconnectés du marché réel, voire de toute utilité commune, au point de « nuire à la société », le cas échéant.

Plus récemment, certains économistes et sociologues suggèrent une forme de « répartition d'héritage » de nature citoyenne, via la mise à disposition d'un capital minimal attribué individuellement à tous les jeunes adultes d'un âge donné, pour aider chacun à se lancer dans la vie

active et à s'installer via l'achat d'un premier logement et l'acquisition d'un véhicule conditionnant l'emploi, ce qui serait déjà mieux que rien pour de très nombreux bénéficiaires potentiels, mais ne saurait avoir un effet positif durable face aux injustices et déséquilibres systémiques des sociétés prétempérantes. Il n'empêche que cela reflète l'évolution des mentalités en direction d'une justice minimale correspondant à l'égalité des chances que proclame toute démocratie libérale, en tant que bel et bon principe hélas contredit par la réalité de l'*ultra*libéralisme, selon le hiatus sociétal déjà exploré. Or il est certain que les vertus *objectivantes* de la Pyramide Tempérante favoriseront des consensus démocratiques plus équilibrés en matière d'héritage ou de transmission en conséquence directe de l'apaisement vital des sociétés à venir, au point de suggérer, pourquoi pas, une solution intermédiaire entre les deux pôles absolus ci-dessus mentionnés, laquelle pourrait définir, suivant le même principe d'équilibre libertégalitaire, une nouvelle échelle de taxation progressive fondée sur la mutualisation égalitaire de la moitié du total national des valeurs héritées par l'ensemble des citoyens, ce qui ménagerait de fait les proportions objectives des deux points de vue extrêmes rappelés plus haut. En coupant ainsi la poire en deux, moyennant des adaptations de rythme, d'âge et autres données historiquement spécifiques et justifiées, il est probable que l'on accéderait à l'équilibre d'une justice minimale idéalement tempérante, en ménageant des différences ou hiérarchies de nature historique *légitimée*, sur la base d'une « semi-remise à zéro » du compteur de chaque néo-citoyen, permettant par ailleurs de financer les idées novatrices notées en début de paragraphe. Selon une telle option, la moitié du total des héritages serait captée par la collectivité citoyenne, en se voyant répartie à hauteur de 25% sous forme d'héritage citoyen universel individualisé ou capital du jeune adulte, et 25% de patrimoine commun à usage partagé optionnel, de nature culturelle ou foncière, ce qui instituerait une sorte de donation citoyenne minimale après chaque fin de vie individuelle, le cas échéant.

En attendant ces éventuels choix démocratiques, l'équilibrage de la partition-répartition répondra déjà à l'essentiel du problème grâce à l'universalité de la Garantie Citoyenne et sa permanence tout au long de

la vie de chaque adulte, dès l'âge de seize ans, tandis que les obligations sociales enfin proportionnées des héritiers les plus fortunés, jointes à la fonte, subdivision ou dilution progressive de leurs patrimoines au fil des générations, supprimeront tout risque d'effet pervers systémique.

Le dernier plat réflexif annoncé au menu de cette section traite de régulation ou normalisation, une fois encore sans la moindre illusion d'exhaustivité, afin d'apprécier les conséquences probables de la future Réforme Tempérante en la matière, dans la mesure où l'inflation patente des règlements et normes en tout genre finit par bloquer les meilleures initiatives, en particulier, locales, artisanales ou régionales, toujours au profit d'optimiseurs de légalité de plus en plus *border line*, de nature et culture souvent mondialistes, avec l'assistance d'avocats procéduriers et autres lobbies d'intérêts prioritairement financiers, y compris sous les apparences trompeuses des modes sociétales les plus « progressistes » et écologistes qui soient. Rendues de fait nécessaires par la globalisation de marchés qui ont fait éclater la fabrication du moindre produit, voire la prestation du moindre service, entre de trop nombreux pays, selon les fameuses chaînes de valeurs du néo-colonialisme, et aux dépens évident de la planète, les « normes » (é)dictées par les leaders multinationaux de chaque secteur d'activité sont hélas devenues des armes de protection des « sur-dominants » et d'interdiction de toute concurrence loyale, sans forcément améliorer la qualité ou la durée d'usage des produits, pour au contraire multiplier sans fin les marchés d'expertise et d'audit, au point d'infiltrer directement les rouages administratifs de l'État central, dans un but qu'il serait naïf d'imaginer d'intérêt général, puisqu'il s'agit de saper les performances du secteur public afin d'en privatiser un à un les éléments les plus prometteurs en termes de profit ou rentabilité. Un tel résultat ne fait que corroborer l'analyse tempérante des travers propres aux mono-systèmes, exagérément libéraux au point de ne plus l'être du tout, tandis que la complexité croissante qui en découle fait perdre tout le bénéfice social et professionnel des normes *objectivement utiles*, ainsi que le sens même du travail et des responsabilités individuelles qui vont de pair, réduisant nombre de carrières à d'insupportables *bullshit jobs* noyés sous les procédures et autres protocoles.

En s'appuyant sur la lecture des livres et chapitres qui précèdent celui-ci, chacun peut déjà déduire l'essentiel des avantages futurs de la tempérance biéconomique et délodiste en matière de normalisation et de réglementation pratique, non seulement s'agissant des contenus plus ou moins techniques qui deviendront compatibles avec la cohérence interne de chaque marché national, mais aussi concernant les modes d'évolution et de contrôle politique de ces outils propices à la transparence, de par la démocratisation véritable -et quadrifaciale- de la société à venir. On se doute qu'il deviendra impossible d'imposer minoritairement des règles et autres contraintes factices, techniquement infondées, voire contraires aux droits objectifs des salariés, tels que définis par l'équilibrage de la pyramide tempérante, a fortiori au sein des Domaine et secteur publics, tandis que la frontière entre l'intérêt général et les intérêts privés sera dès lors prémunie contre toute forme de corruption systémique, de par la transparence intégrale et en continu de la comptabilité officielle, sous un contrôle devenu citoyen, « rectangulaire » et médiatique plus encore que seulement institutionnel. Ces progrès s'appuieront aussi sur la mise en place logique d'une syndicalisation démocratique, systématique et donc gratuite des principales filières professionnelles, s'ajoutant aux libertés syndicales usuelles, en tant que garantie universelle minimale des droits concernant les conditions de travail, et selon les remarques déjà faites à ce sujet, sachant que l'équilibrage des rapports de force entre le travail et le capital et la juste revalorisation des salaires, autrement dit du temps vis-à-vis de l'argent, placeront les employeurs et employés en situation collaborative, au lieu des affrontements et autres défiances mutuelles, si caractéristiques de la confusion vitale des sociétés prétempérantes.

Dans la mesure où l'architecture pyramidale à venir garantira la mainmise de la majorité citoyenne sur les équilibres les plus vitaux et structurellement « actifs », en particulier économiques et politiques, la transparence du Bien Commun et l'organisation publique et universelle des principaux rouages sociétaux ne feront plus jamais courir le moindre risque d'abus de pouvoir, ni minoritaire, ni majoritaire, ce qui sera le cas d'un néo-syndicalisme devenu démocratie professionnelle, tout comme

les Sites Officiels de Proposition Citoyenne et leurs Argumentaires, sur leur face pyramidale culturelle, seront devenus *le* média populaire par excellence, à la façon d'un vaste forum permanent et autorégulé. Il est dès lors certain que les néo-normes, règlements et solutions techniques qui rationaliseront les rapports socio-économiques et culturo-politiques, en particulier entre citoyens moteurs et citoyens boosters, traduiront la nouvelle efficacité pratique de chaque société au fur et à mesure de sa *tempérisation*, en même temps que l'efficience, ou tout simplement le bons sens chronologique des priorisations à venir, qu'il s'agisse-là des rapports de travail, des processus et protocoles de « production », ou des besoins de biens et services couverts par la Garantie Citoyenne.

Jusqu'à présent, les normes peuvent devenir liberticides chaque fois qu'elles ne sont pas majoritairement définies et considérées comme indispensables, après des expérimentations dûment probantes traduisant le respect des lois objectives, universelles et scientifiques accessibles au stade historique correspondant, et tout excès ou pseudo-normalisation centralisée traduit de fait le recul des libertés locales, individuelles ou collectives, bien en-deçà de l'équilibre libertégalitaire, autrement dit, la tétanisation peu à peu inéluctable des sociétés « totalitaires », du moins dans l'acception tempérante et *mono*-systémique de ce qualificatif. En contraste, en situation pyramidale tempérante, les évolutions normatives les plus strictes et transparentes concerneront en particulier les Domaine et secteur Publics afin de garantir les mêmes droits et devoirs à tous les citoyens jusqu'à hauteur du palier médian ou équivolumétrique, tandis qu'en respectant cet équilibre via la Garantie Citoyenne, les Domaine et secteur privés retrouveront un degré de liberté et de responsabilité perdu depuis fort longtemps, et il sera inévitable que ces progrès concernent également les Départements et les Communes, en leur ménageant une proportion d'espace, de temps et de moyens, librement utilisée par les majorités citoyennes correspondantes.

L'intérêt de ce dernier point est crucial, pour préserver les usages et traditions de chaque communauté locale et éviter la standardisation absolue d'une seule logique sur-centralisée, même lorsque cette dernière

s'avèrera démocratique, et donc majoritaire. Ce qui fait la richesse et la variété du patrimoine français, à titre d'exemple, tient aux adaptations et improvisations locales face à des contraintes objectives, car naturelles, concernant les données géographiques, climatiques, géologiques, et par voie de conséquence, historiques et culturelles, propres à telle ou telle communauté locale dès lors unique en son genre, et l'avènement de la démocratie communale directe devra imposer à l'État le respect minimal d'un équilibre de pouvoir, de responsabilité et de liberté, pour permettre la finition originale et customisée de la Loi nationale à l'échelon citoyen via certaines options, règlements et autres arrêtés librement assumés par les majorités communales, dans la seule limite de tout ce qui n'est pas contraire à la Loi Républicaine. Cela ne pourra qu'encourager maintes initiatives, entreprises et autres expérimentations locales, individuelles ou collectives, dont les nouvelles potentialités ont déjà été soulignées et se révèleront dès lors comme la source même de la flèche démocratique ascendante sur les quatre faces de la Pyramide Tempérante, promettant ainsi aux idées les plus pertinentes de faire leur chemin jusqu'à l'État central, via les doubles filtres départementaux.

L'effet positif de filtration tempérante déjà démontré en diverses occasions concernera donc également ces domaines réglementaires et normatifs, avec en prime l'avantage de libérer les énergies locales par la disponibilité et la redécouverte d'une sorte de service national socio-économique, via le statut minimal désormais assuré à tout citoyen grâce à la partition-répartition biéconomique. Les chantiers locaux, ou même régionaux, considérés comme indispensables verront leurs coûts évalués autant en termes de temps et de disponibilité citoyenne physique, avec l'effet synergique et exponentiel du nombre de participants, que sous les angles habituels et si réducteurs d'investissements devenus impossibles en raison de la captation monopolistique des marchés par le privé, dont la conséquence est de fausser les coûts, les prix et les budgets impliqués, pour des profits et dividendes qui dépassent largement les limites de leur raison d'être objective, souvent en abusant du prétexte de normes plus ou moins inventées pour compliquer les choses et exclure les solutions

les plus simples du bon sens, ainsi que les entreprises locales, ou même les services publics de proximité.

Il en résulte, outre les risques de corruption politico-économique inhérents aux mono-systèmes prétempérants, l'habitude de tromper les collectivités locales en matière de budgets et de délais, bien au-delà des impondérables objectivement associés à toute entreprise d'envergure, et surtout de surévaluer les coûts dans des (dis)proportions techniquement infondées résultant directement de l'absence d'un marché suffisamment concurrentiel, via l'entente spontanée ou calculée entre quelques firmes surpuissantes. L'équilibrage tempérant aura l'avantage de procurer aux Communes et Départements la liberté de concurrencer directement les offres du marché privé des groupes multinationaux en impliquant non seulement des entreprises locales autant que possible, mais aussi, le cas échéant, tous les adultes disponibles en Service Citoyen qui seront sous leur responsabilité, ce qui pourra compenser par le travail les limites de budget indûment aggravées par les surprofits de certains oligopoles. De plus, la péréquation sociétale et son instrument de calcul minutaire ne pourront qu'aller dans le bon sens d'une transparence des coûts et d'une modération des profits à leur niveau optimal, facilitant donc le contrôle des autorités locales sur les conditions financières des marchés publics attribués au secteur privé, et la nécessaire comparaison de cette sous-traitance avec la solution éventuelle, et désormais localement possible, d'une production ou prestation directement communale par le biais de quelque atelier, régie ou chantier correspondant.

Enfin, ces libertés communales nouvellement acquises devraient entraîner une redéfinition juridique de la notion de « responsabilité », en simplifiant les procédures inutiles et en rendant impossibles les recours contre toute décision locale démocratiquement arrêtée sans contredire la Loi nationale, ce qui ira dans le sens bénéfique d'un assainissement du marché privé de la Justice, parallèlement à la maîtrise enfin majoritaire des rouages et finalités de l'administration correspondante jusqu'au faîte de sa Commission Ministérielle.

6 - Le Temps de l'Efficience Socio-Économique.

Il est à espérer que toutes les réflexions qui ont précédé auront persuadé le lecteur de la pertinence socio-économique de la Tempérance sur l'axe primaire de la moindre pyramide sociétale quant aux modalités principales à respecter pour enfin capitaliser universellement sous forme de temps libérable, donc de libre choix, l'intérêt de faire société, tel que ce besoin grégaire se trouve dicté par notre double nature existentielle, ce qui, comme on le sait désormais, dépend entièrement de la partition-répartition biéconomique, en tant qu'expression physico-matérielle (et fondation cyclique) de la démocratie objective que finalise le délodisme. La cohérence du palier médian ou équivolumétrique partitif, et surtout répartitif, aura l'avantage prioritaire et urgentissime de fixer à jamais les conditions objectives de la Justice, et donc de la Paix, à partir desquelles le chantier de l'Histoire pourra perfectionner sans cesse des modalités d'application toujours plus proches de l'idéal pyramidal tempérant, au gré des progrès techniques et scientifiques qui découleront, entre autres, des présentes *Réflexions*. Mais la traduction primo-axiale la plus visible, via l'épanouissement physique et psychique des populations à venir, et l'équilibrage des paramètres économiques si cruciaux explorés dans ce chapitre, offrira en prime l'intelligence de la tempérance écologique que seule peut induire la libération d'un temps « humainement vécu » et le *ralentissement* optimal de son *rythme*, via la suppression des gaspillages mono-systémiques prétempérants et la priorisation efficiente de tous les besoins universels décemment suffisants, ces deux immenses progrès collatéraux résultant de la même innovation, aussi naturellement qu'une eau pure et fraîche coule de sa source.

Dès lors les rôles respectifs de l'État et des citoyens seront enfin constitutionnellement définis de façon équilibrée via les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, tandis que la responsabilité socio-économique du premier, en accord démocratiquement majoritaire avec les seconds, consistera à optimiser quantitativement *et* qualitativement les contenus

vitaux des biens et services inclus dans le Revenu Universel, en fonction évolutive de progrès techniques et socio-économiques objectifs, c'est-à-dire respectant autant que faire se peut les lois de la Nature, et toujours politiquement validés par leur adéquation historique avec les attentes de l'intérêt majoritaire. Cette évolution induira aussi le réagencement des priorités et dépenses (régaliennes ou autres) des pouvoirs publics, en ce sens que la fameuse Garantie Citoyenne y prendra une place primordiale et croissante, remplaçant peu à peu (enfin *positivement* !) les besoins et gaspillages palliatifs éhontés si typiques des sociétés prétempérantes, ce qu'attestera réciproquement la réduction logique de la plupart des *sur*-dépenses nationales habituelles, en proportion de l'émancipation et de la responsabilisation des Citoyens Tempérants. Enfin, les marchés privés eux-mêmes retrouveront le bon sens d'une efficience cohérente en étant ainsi systémiquement incités à satisfaire les besoins en biens et services dans l'ordre chronologique et les proportions de leur utilité commune, au lieu de développer des anti-marchés de rattrapages opportunistes, en l'occurrence tout aussi ruineux pour la population que suicidaires pour l'équilibre écologique planétaire.

Juin-Juillet 2022

Réflexions Géométriques 7

Modalités et Chantiers de l'Axe Secondaire ou Culturo-Politique

En respectant la priorité chronologique de l'axe primaire, de ses principales données démographico-économiques et de la structuration socio-professionnelle qui en découle immanquablement, l'enracinement historique de la Constitution Tempérante est d'ores et déjà établi sur les bases de la Justice objective et de la Paix que régulera automatiquement la partition-répartition biéconomique, à la façon d'un modérateur de tout excès déséquilibrant, traçant par la même occasion le cadre aboutissant de l'axe culturo-politique orthogonal lors de chaque cycle d'édification pyramidale. La priorité ô combien vitale de l'axe physico-spatial sur son complément psycho-temporel « aboutissant » fait donc de la partition-répartition biéconomique, en tant qu'innovation-solution aussi objective et scientifique qu'il se peut jusqu'à présent, la condition première de la démocratie sociale et d'une fusion sociétale minimale et suffisante, par inclusion de *tous* les citoyens, sans laquelle les notions politiques de *res publica* et de nation resteraient aussi vaines qu'incomplètes, donc aussi fragiles que temporaires. Cet équilibrage définitif, physique et matériel,

étant établi via le balisage des principales *contraintes émancipatrices* à respecter, il reste à considérer les modalités et chantiers concernant les faces 3 et 4 du fameux plan en vue aérienne, autrement dit les impératifs constitutionnels, possibles modalités et autres pistes de réflexions plus « techniques » propres aux dimensions culturo-politiques de la moindre entité sociétale *viable*, dans le sens d'équitable et pacifiée, sachant bien entendu que les options à venir ou autres ultimes ajustements, en réalité constamment évolutifs, dépendront des finalisations et des préférences majoritaires, et ce d'autant plus facilement qu'en contexte tempérant, il n'y aura plus le moindre risque de distorsion systémique entre les faces culturelle et politique de l'axe pyramidal « secondaire » ici réexaminé. Le présent chapitre revient donc à envisager, en matière de modalités principales et nouveaux chantiers inévitables, les évolutions historiques radicales d'ordre culturo-politique impliquées par le *Great Reset* de la Réforme Tempérante et de sa partition-répartition biéconomique, tant il est vrai qu'une telle réinitialisation ne peut que s'avérer jumelée à son équivalent sous forme de délodisme politique, via la phase intermédiaire et inévitable d'une (r)évolution culturelle tout aussi cruciale, autrement dit, d'un bouleversement de mentalité collective, par la conscientisation désormais quasi scientifiquement fondée de l'intérêt général (en termes de Justice et de Paix), et de son indispensable équilibrage paritaire avec les libertés individuelles.

Cela dit, à titre de mise en bouche, un coup d'œil plus attentif à notre Pyramide Tempérante permet d'affiner les schémas des précédents chapitres, en tenant compte de la « subdivision rectangulaire » *de facto* introduite par le niveau du Revenu Universel, en dépit de la définition historiquement évolutive (car culturelle par la science, et politique par décision majoritaire) du volume comme des contenus de ce dernier au sein dudit rectangle. Il est donc possible de tracer une ligne horizontale intermédiaire (ci-dessous en pointillé) délimitant la *part* de la Garantie Citoyenne sur l'ensemble semi-volumétrique qui représente la richesse égalitairement mutualisée via la partition-répartition biéconomique, part ici arbitrairement supposée atteindre la demi-hauteur du socle commun des citoyens universels (boosters compris).

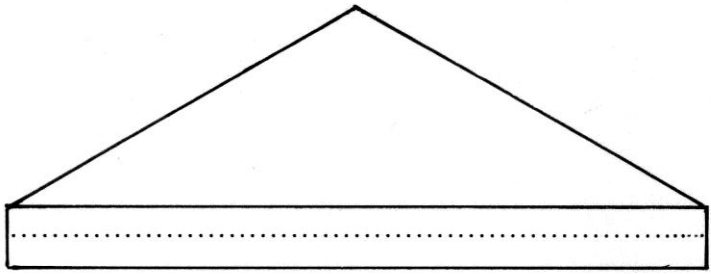


Schéma 1 : la subdivision rectangulaire ou parallélépipédique (en pointillé).

Il n'est pas sans intérêt de noter ici que, si cette face pyramidale, délibérément anonyme sur le schéma ci-dessus, est considérée comme *économique*, la partie du rectangle située au-dessus du trait en pointillé correspond à toutes les infrastructures collectives indivisibles, dès lors gratuitement disponibles de façon optionnelle, autrement dit vitales pour le bon fonctionnement de l'ensemble sociétal, mais pas nécessairement pour *tous* les néo-citoyens qui composent ce dernier, ni dans les mêmes proportions ou fréquences d'utilisation. Ces biens communs concernent typiquement les équipements et administrations satisfaisant aux besoins d'éducation, de santé, de sécurité, de justice et de mobilité, entre autres obligations régaliennes incompressibles, dont l'efficacité ou « l'utilité positive » dépendent directement de la pacification sociétale engendrée par les solutions tempérantes, biéconomique et délodiste.

Sur la face *culturelle* qui occupe la moitié de ce chapitre, un trait de subdivision rectangulaire en pointillé, de niveau historiquement tout aussi variable, permet de différencier le socle effectivement universel de l'Éducation Commune (en dessous), en tant qu'équivalent culturel du Revenu Universel, par contraste avec les services et patrimoines d'usage « optionnel » représentant une forme ou une autre de propriété publique, donc à usage collectif libéré de toute obligation individuelle généralisée, ce qui inclut ici les filières éducatives de spécialisation professionnelle, (du moins publiques), en plus des musées, monuments historiques, parcs et autres richesses collectives habituellement connotés avec la notion de patrimoine, de même que le média et forum universel des Sites Officiels de Proposition Citoyenne et de leurs Argumentaires, sachant que cette liste n'est sans doute pas exhaustive. De la même façon que pour les paragraphes qui précèdent, du moins en l'état *actuel* de ces *Réflexions*, la hauteur et les contenus respectifs des deux strates rectangulaires qui se complètent ainsi pour atteindre le palier équivolumétrique *semblent* ne pouvoir être définis et ajustés que par les choix culturo-politiques propres à chaque société tempérante, ces choix ne pouvant être légitimes qu'en étant majoritairement fixés grâce à une constitution délodiste, et en fonction du niveau de développement quadrifacial de chaque entité sociétale concernée.

On se doute dès lors qu'une forme de distinction ou séparation équivalente risque d'apparaître sur les deux autres faces pyramidales du politique et du social quelle que soit la façon de peser les volumes sous l'aspect des citoyens concernés, voire des moyens, biens et services, ou valeurs et énergies que revêt la réalité historique du lieu et du moment considérés, même en l'absence d'une correspondance inter-faciale entre les subdivisions rectangulaires. Par exemple, les citoyens se trouveront de fait au-dessous du pointillé de la face politique en tant que voteurs universels de la démocratie directe communale et/ou départementale, tandis qu'à titre occasionnel et « optionnel » de Délégué législatif semi-référendaire se déclarant volontaire suite à un tirage au sort représentatif de leurs caractéristiques sociales ou socio-professionnelles, ils pourront endosser, pour une session d'assemblée donnée, le rôle public réservé

aux congressistes interdépartementaux, dès lors au-dessus de ladite ligne en pointillé. De même, sous l'angle totalement différent des professions, ainsi que des budgets correspondants, cette nouvelle subdivision devrait pouvoir aider à différencier de l'ensemble des citoyens universels et de leur population *civile* la proportion précise des fonctionnaires et autres employés permanents attachés aux trois étages *administratifs* du local, du régional et du national.

Enfin, sur la « face nord » du mouvement octoïde, qui se trouve être aussi la première du cycle suivant, et dont la structuration d'ordre *socio*-professionnelle dérive principalement des rapports économiques de production, de distribution, de répartition et de consommation, force est de constater que la partie située sous le pointillé de subdivision ne pourra que regrouper les citoyens dont les revenus seront égaux au R.U. ou Revenu Universel, tandis qu'au-dessus du pointillé se situeront les adultes dont les revenus, tout en étant déjà supérieurs au minimum de la Garantie Citoyenne, ou de son équivalent autonome, ne permettront pas encore d'atteindre ou de dépasser le palier semi-volumétrique, sachant par ailleurs que ces dernières considérations sont bien sûr indépendantes du ou des secteurs d'activité concernés. Ces citoyens-là apparaissent en fait comme des candidats triangulaires en puissance, en fonction directe de leurs compétences et opportunités, mais aussi des préférences lucides de chacun, dès lors que le libre choix d'équilibrage personnalisé entre le temps et l'argent leur permettra de déterminer *leur* panachage entre le niveau du Revenu Universel et son double, tandis que, comme signalé ci-dessus, les actifs situés au niveau du pointillé intra-parallélépipédique empocheront -volontairement ou non selon leur situation- l'équivalent du Revenu Universel (communal ou autonome), en contrepartie d'une activité à mi-temps.

Pour résumer, sur les faces pyramidales de l'axe *secondaire*, et au sein de leur rectangle universel, une distinction minimale devra être opérée afin de prendre conscience de ce qui doit être égalitaire de façon strictement individuelle, en contraste utile avec toute autre jouissance de droits, biens et services *indivisibles* accessibles à chaque citoyen, mais

de façon facultative (ou aléatoire s'agissant du tirage au sort), tandis que sur les faces de l'axe primaire ou socio-économique, les infinies libertés des parcours individuels se répartiront (entre autres) en fonction de ce même repère en pointillé, lequel aidera à scruter plus objectivement la répartition socio-professionnelle de ces populations d'actifs. En termes qualitatifs de contenus, les divers ajustements ou réglages subséquents, spécifiques à telle ou telle société, exprimeront donc, en même temps que le niveau de vie et de développement social caractérisant chaque nation, les modalités de gestion et de priorisation *culturellement* fixées par les décisions politiques -et surtout dûment démocratiques- de cette dernière. Cette subdivision technique en pointillé, bien que sans rapport direct avec l'architecture pyramidale tempérante extérieurement visible, gagnera pourtant à être prise en compte par les décideurs nationaux dits *triangulaires* pour assurer des progrès quadrifaciaux optimaux, et cela, même une fois déjà atteintes les limites écologiques de l'équivalence équilatérale, afin de savoir dans quelle proportion évolutive on peut -ou doit- universaliser telle ou telle richesse, tel ou tel droit ou devoir, de façon strictement égalitaire, ce qui optimisera d'autant tous les contenus humains, financiers et matériels du minimum *sociétalement* vital, faisant donc constamment évoluer -vers le haut et pour le meilleur- la définition historiquement toute relative de ce dernier.

1 - Modalités et Chantiers Culturels de Nature Éducative en Milieu Familial, Pré-scolaire ou Extra-scolaire.

Dans le cadre d'une constitution devenue quadrifaciale, il paraît aussi logique qu'indispensable de stipuler les droits et devoirs universels concernant la troisième face pyramidale et ses principaux paramètres de nature culturelle, et chronologiquement d'abord éducative, en insistant sur la *responsabilisation* que procureront les libertégalités nouvellement acquises par les citoyens sur chaque face de l'édifice commun, sachant malgré tout qu'à l'instar du côté pyramidal socio-démographique, les évolutions les plus déterminantes de cette façade ouest seront plutôt des conséquences, de par la moindre « puissance dynamique » qu'induit le

caractère paradoxalement initiateur du culturel face aux influences et à l'inertie propres à son vis-à-vis politique. Ainsi, comme déjà précisé, les modalités futures démocratiquement choisies par les citoyens auront-elles principalement un caractère de recommandation librement suivie par le *devoir moral* que suscite principalement la justice systémique de l'ensemble sociétal, les lois communes, comme leur autorité, ne pouvant s'imposer qu'à cette dernière condition au cœur du psychologique, du mental et du comportemental. Le « *Great Reset* » culturel induit par les concepts et innovations de la Tempérance s'établira d'abord par la prise de conscience, de plus en plus largement majoritaire, de l'utilité de la réforme systémique qu'occasionnera la double solution biéconomique *et* délodiste, ce qui passera par une libre adhésion pleinement réfléchie, et cela, grâce à la raison objective que permet de partager toute science ou connaissance avérée compatible avec la « réalité » des lois naturelles, à commencer par celle de la pesanteur socio-économique enfin élucidée et de son urgentissime dépassement (par sa prise en compte) pour résoudre définitivement l'équation alliant individu et société.

Pour concrétiser la République dans ses dimensions équilibrées de démocratie dûment quadrifaciale, la réaffirmation constitutionnelle des principes républicains et de l'universalisme humaniste qui les sous-tend devra inclure un résumé digeste et universellement compréhensible des découvertes et solutions tempérantes, et surtout de leur raison d'être scientifique *et* historique, en tant que « soudure » définitive résolvant le hiatus jusqu'à présent observé entre les idéaux proclamés depuis 1789 et les réalités socio-économiques, culturelles et politiques des « pseudo-sociétés » (in)humaines antérieures à l'ère Tempérante. Cette instruction civique de base n'est autre que le contrat social dans sa formulation la plus complète et peut aisément se résumer à la visualisation pyramidale collective chapeautant toutes les lois majoritaires qui découleront des principes universels correspondants, tandis que la pertinence espérée des découvertes et innovations proposées au travers de ces *Réflexions* ne pourra que parler à chaque conscience citoyenne, corroborée par le vécu de chacun, d'abord par défaut en situation prétempérante, puis le plus positivement qui soit, une fois établis les nouveaux équilibres sociétaux.

L'évolution culturelle que représentera l'adoption majoritaire du délodisme biéconomique sera d'autant plus rapide et massive que les contradictions systémiques contemporaines et leurs conséquences, tant humaines qu'écologiques, sautent aux yeux de chaque citoyen depuis des décennies d'*ultra*libéralisme, tandis que l'urgence et l'absence de choix des impasses sociétales et mondiales confirment l'attente fébrile d'une réponse historique logiquement tempérante, la quasi-totalité des citoyens de tout pays ayant désormais les moyens objectifs d'exiger le respect de leurs droits vitaux en même temps que l'établissement de la Justice et de la Paix, et leur libération collective et subséquente de toute forme de *sur*-domination. Enfin, plus urgemment encore, l'ampleur du désastre écologique engendré par la surcroissance inégalitaire à l'anglo-saxonne et sa forme de mondialisation ne laisse plus aucun doute sur la nécessité de réformer équitablement l'ensemble des rapports sociaux, en *préalable* à tout équilibrage effectif et pérenne entre la préservation des ressources et écosystèmes planétaires et les besoins dès lors légitimes d'une Humanité civilisée.

L'*éducation*, au sens large de transmission des savoirs et savoir-faire, us et coutumes, valeurs et comportements, constitue par définition la dimension culturelle à laquelle nul individu ne peut échapper, à tout le moins jusqu'à sa majorité, tous les autres biens et services culturels étant plus ou moins facultatifs, à l'exemple des formations supérieures ou continues, des enrichissements sensitifs ou cognitifs proposés par la culture physique, les livres, médias et autres musées, ou par la créativité artistique, le tout étant bientôt complété par le libre accès des citoyens aux Sites Officiels d'un média public enfin démocratique. On sait déjà que les individus et les familles forment le maillon initial de la chaîne sociétale, certes initiateur de tout ce qui s'ensuit, mais impuissant (hors une minorité de leaders le plus souvent *sur*-dominants) face au poids socio-économique, culturel et politique d'une société qui les conditionne par effet boomerang, via le cycle en huit d'un tempo quadrifacial. Dans ces conditions, les modalités passives ne pourront devenir actives que qu'au travers d'un devoir moral assumé et réflexe *induit* par la justice

sociétale, dont les dimensions culturelles et comportementales iront de pair avec l'apaisement vital socio-économique et ses effets immédiats et différés sur le bien-être physique et psychique de chaque citoyen.

Pour autant, l'introduction historique de la Tempérance et de ses nouvelles règles du jeu, en particulier économiques et politiques, créera les conditions d'une exigence immédiate concernant la connaissance des droits et devoirs citoyens et de leur fondation objective, opérant un *reset* simultanément vécu *et* ressenti, un New Deal sociétal propre à susciter un déclic aussi net qu'un changement de polarité magnétique, a fortiori compte tenu du fait que cette évolution ne sera pas imposée d'en haut, mais proviendra de la base citoyenne et se concrétisera par l'association de chaque adulte à sa propre démocratie communale et sub-communale ou villageoise. Le respect matériel et minutaire de la valeur de chacun via un travail minimal revalorisé à sa hauteur historique légitime, doublé de la libération optionnelle de la moitié du temps de vie active de tout adulte, permettra enfin à chaque société communale d'*exiger* les devoirs quadrifaciaux correspondants, s'agissant de la minorité incompressible des « citoyens récalcitrants », en particulier aux extrémités de l'éventail social actuel, dès lors que le non-respect des contraintes universelles et tempérantes définira la délinquance objective, conduisant selon le cas à la mise sous tutelle -ou la mise à l'écart- de toute personne n'assumant pas sa propre citoyenneté, au sens désormais constitutionnel du terme.

Ainsi, la fermeté légale la plus absolue deviendra non seulement possible, mais certaine et systématique, de par sa concomitance avec les Garanties Citoyennes, leur privilège universel de sécurisation vitale, et leur objectivation de la limite libertégalitaire à ne *jamais* franchir, tandis que tous les citoyens seront localement garants de ces police et justice en quelque sorte autogérées, en faisant comprendre aux intéressés que la moindre soustraction de devoir en deçà de cet équilibre, tout comme la moindre addition de droit au-delà de cette proportion paritaire, définit un délit de violence et d'injustice, non plus à l'encontre de quelque État central, lointain et illégitime, mais aux dépens de leurs propres voisins et concitoyens immédiats. Dans de telles conditions d'équité sociétale,

la rapidité et la stricte rigueur des contraventions ou peines encourues mesureront la droiture d'un système enfin *juste*, selon les exigences et graduations majoritairement définies, ce qui garantira aussitôt la vertu pédagogique et dissuasive que doit revêtir toute forme de réprimande légale de la part d'une société digne de ce nom. Car c'est surtout de la justesse, et dès lors de la cohérence de l'équité socio-économique, que proviennent les droits et les devoirs collectifs de rendre justice, sans le moindre abus possible de sévérité inutile, ni de « laxisme » faussement charitable, à condition que ce pouvoir régalien essentiel soit, lui aussi, démocratiquement régulé et localement exercé.

Le *reset* culturel de l'éducation familiale se traduira de la sorte quasi simultanément sous la forme d'une adhésion responsable nourrie d'équité socio-économique, dûment doublée de la contrainte minimale collectivement encadrée que suppose le respect d'une Loi enfin devenue commune, ce qui se traduira par l'instauration et la prise en compte de la *responsabilité individuelle* en tant qu'aboutissement de la libertégalité nouvellement acquise, en lieu et place de l'irresponsabilité infantilisante des pseudo-justices prétempérantes. Il reviendra donc aux Tempérants de faire évoluer la Loi, les jugements et les sanctions, non seulement en rendant pénalement responsables les mineurs délinquants, comme cela est déjà le cas dans bon nombre de pays, mais surtout en équilibrant les dérives de toute justice mono-systémique laxiste au fur et à mesure de la disparition des excuses de nature socio-économique et culturelle, quitte à se recentrer sur les responsabilités parentales s'il s'avère que le risque d'un peine partagée par un tiers familial est encore plus dissuasif dans l'esprit d'un mineur délinquant potentiel. En tout état de cause, c'est la refondation socio-économique de la société et son équilibrage de justice vitale physico-matérielle qui auront le double effet de procurer un sens moral et un comportement sciemment responsable dans l'esprit apaisé de chaque citoyen, tout en justifiant symétriquement la rigueur la plus implacable, réactive et dissuasive de la part de la société en cas de non-respect de la Loi commune, s'agissant ici de responsabilité éducative en contexte familial, donc pré-scolaire ou extra-scolaire. Quant aux formes et contenus possibles des sanctions afférentes, il est probable que, selon

les évolutions philosophiques ou éthiques induites par la Tempérance, la double solution d'un travail approprié *et* d'une formation ou rééducation obligatoire complètera avantageusement les utiles sanctions financières, en lieu et place des peines carcérales, du moins dans toute la mesure du possible.

2 - Modalités et Chantiers Culturels de Nature Éducative en Milieu Scolaire via l'Éducation Commune.

Si les contextes familiaux peuvent s'avérer fort divers en raison de l'histoire unique de chacune de ces microsociétés, le véritable trait d'union citoyen, le dénominateur commun culturel de la moindre nation, n'est autre que l'Éducation Commune et minimale due à chaque enfant et adolescent en guise de préparation à sa majorité, l'objectif étant de *bien* transmettre les connaissances et les compétences universellement indispensables, mais aussi les valeurs communes qui fondent la société, en particulier par le biais de l'instruction civique et de son application la plus concrète dans la « vie scolaire », en tant qu'apprentissage simultané des contraintes *et* avantages d'une grégarité élargie jusqu'à la société. Cela implique, non seulement pour l'ensemble des personnels concernés par la prise en charge des « écoliers », mais aussi pour tous les anciens élèves, et parents d'élèves, le cas échéant, que sont les citoyens adultes, la définition aussi démocratique que possible des buts et des moyens, autrement dit des programmes, des méthodes et des contrôles de niveau dont dépendent l'efficacité des enseignements et surtout la qualité des apprentissages, afin de transmettre, si possible à *tous* les jeunes citoyens concernés, une même culture « passive et active » minimale.

Il suffit déjà d'avoir lu les livres ou chapitres précédents de ces *Réflexions* tempérantes pour comprendre que la situation catastrophique de l'Éducation Nationale française (pour s'en tenir justement au même « cas d'école ») est tout autant le résultat des inégalités vitales de nature socio-économique que la conséquence d'une sur-domination politique pseudo-démocratique dans les textes et plus encore *anti*-démocratique,

donc dictatoriale, dans les faits, via l'hypercentralisation et la direction ultra-minoritaire du ministère correspondant, en concordance de fond et de forme, de pseudo progressisme comme de gestion entrepreneuriale, avec les intérêts *ultra*-libéraux strictement économistes et financiers du moment. Inversement, le lecteur qui adopte l'attitude, les principes et les solutions tempérantes comprend aussitôt qu'en instaurant l'égalité vitale de l'axe socio-économique via la partition-répartition libertégalitaire, le socle indispensable à une équité éducative minimale propre à susciter l'adhésion et la motivation du devoir moral de chaque « apprenant » se trouvera enfin établi, tandis que le cadre délodiste qui lui correspond ne pourra qu'induire une juste définition majoritaire des objectifs scolaires, comme de leurs programmes, méthodes et procédés d'évaluation, et si possible via l'approbation semi-référendaire des évolutions décidées par la majorité des professionnels « publics » concernés, ceux-ci se trouvant réunis par administration en syndicat national « de spécialité », selon le même principe tempérant de rapports rectangulo-triangulaires.

Après tout, vu l'importance capitale de la transmission culturelle qu'assure l'Éducation ou l'Instruction Publique, et plus encore compte tenu de la dimension vitale, et donc universelle, que revêt l'acquisition des connaissances et compétences indispensables à *tous* les citoyens, il est pour le moins illogique que les paramètres éducatifs cités à l'instant ne fassent pas l'objet de débats, de choix et de contrôles évolutifs aussi démocratiquement encadrés que possible, au lieu de rester le privilège indu de quelques dizaines de citoyens déconnectés de la réalité, cooptés en d'obscurs comités et autres cercles d'influence, sous la tutelle d'élus politiques minoritaires et de conseillers privés ou publics trop rarement en phase avec les besoins du « terrain ». Bien au-delà du seul budget de l'Éducation Nationale et des contrôles institutionnels ou parlementaires plus ou moins bâclés qui laissent carte blanche à l'administration la plus centralisée qui soit, les enjeux principaux et les dimensions pratiques de la fonction éducative doivent être pilotés de façon professionnellement participative grâce aux solutions « néo-syndicales » déjà suggérées dans la section 7 du chapitre 4 de ce même livre, sous le titre des *rouages démocratiques sectoriels*, lesquels doivent associer tous les enseignants,

matière par matière, de façon gratuite, volontaire, ainsi que sur la base de l'expérience de chacun, localement partagée dans le cadre de chaque établissement, ce qui devrait offrir non seulement la garantie de la prise en compte des meilleures initiatives, mais aussi la définition, sans doute très largement majoritaire, des paramètres les mieux ajustés aux besoins éducatifs (et évolutifs) de la population mineure, non sans remotiver au plus haut point des enseignants par ailleurs rétribués à leur juste valeur historique et tempérante, à l'instar de tous leurs concitoyens adultes.

Outre les libertés syndicales habituelles chèrement acquises et leur principe d'adhésion optionnelle, il sera souhaitable de systématiser l'appartenance minimale, égalitaire et conséquemment gratuite, à une forme de syndicat national (en propriété publique) par secteur d'activité ou administration principale, en tant que droit inclus dans tout contrat de travail, à condition que cette forme de « micro-démocratie » fonctionne selon les principes délodistes, dans le but d'améliorer constamment les aspects humains et techniques des métiers correspondants, voire, dans le contexte éducatif ici étudié, de participer à la co-définition des objectifs et des contenus, équilibrant ainsi tous les flux des pouvoirs descendants *et ascendants* que suppose la libertégalité professionnelle. Il est un fait que les syndicats prétempérants « représentent » les salariés, employés, travailleurs indépendants ou entrepreneurs, sur l'axe socio-économique, dans les mêmes limites objectives de légitimité toute relative que celle des partis politiques sur l'axe « secondaire », en termes de disproportion de pouvoir institutionnel minoritaire et de distorsion du portrait réel des travailleurs et citoyens correspondants, ce qui ne permet jamais à ces structures de respecter l'équilibre des droits et devoirs sous-jacents aux rapports socio-économiques et/ou culturels en jeu. La preuve en est, en matière professionnelle, que l'institutionnalisation des syndicats n'a pas empêché une surexploitation globale des salariés publics et privés de l'ordre de 50% à 100% en termes de salaire horaire, selon ce qui a pu être observé au fil de ces *Réflexions*, en particulier via les tares induites par le principe électoral commun aux contextes syndicaux et politiques, doublé des risques de fraternisation intéressée entre élus carriéristes de tout bord.

Les chantiers de démocratisation professionnelle des principales administrations publiques devront donc équilibrer les flèches des deux pouvoirs complémentaires, ascendant et descendant, et surtout favoriser enfin la libre expression de tous ceux qui se situent au contact direct de la réalité, ainsi que la prise en compte des meilleures idées, initiatives et autres solutions en provenance de la base, par adhésion pétitionnaire et référendaire interne sur les sites et argumentaires professionnels propres aux diverses filières ou administrations concernées, ce qui contribuera à pacifier définitivement les relations entre rectangle et triangle, en évitant au passage les situations d'abus de pouvoir, de fraude et de corruption si souvent constatées, tandis que le résultat, en matière d'Éducation, alliera un taux de réussite -authentique- maximal à l'efficacité logistique d'une gestion humaine, financière et matérielle sans gaspillage.

Le principe de Justice ou d'équité, jusqu'à présent sous-entendu par la devise républicaine française, suppose donc de faire exister cette forme de démocratie professionnelle, s'agissant au moins de l'État et de ses administrations de hauteur pyramidale *totale*, pour que les acteurs concernés, ici l'ensemble des personnels éducatifs, (re)trouvent le sens commun de leur rôle sociétal primordial, et donc la motivation de nature qualitative qui doit aller de pair avec la juste réévaluation des salaires. De cette façon, les principes démocratiques seront vécus et pleinement ressentis au sein même de chaque fonction, induisant comme on le sait l'implication maximale des personnels concernés via l'épanouissement symétrique de leur *devoir moral* de bien faire, condition du bonheur au travail.

Par contagion positive, il en sera de même des élèves, puisque leurs enseignants et personnels d'encadrement ne seront plus écartelés par le moindre hiatus mensonger entre principes et réalité, résolvant peu à peu tous les malentendus qui opposent ces professionnels à leur propre hiérarchie, comme aux élèves et parents d'élèves. Les enseignements et leurs pendants symétriques d'apprentissages ne peuvent donc fleurir et porter leurs meilleurs fruits qu'en contexte biéconomique et délodiste

pour que chacun puisse enfin exercer son métier ou s'impliquer dans ses études en se sentant sécurisé par la Justice et la Paix sur les deux axes complémentaires de l'édifice commun, ce dernier n'étant autre que la condition environnementale de l'épanouissement équilibré de chaque pyramide individuelle. S'agissant de la citoyenneté, le cadre tempérant favorisera la pratique démocratique dans le quotidien de la vie de classe et d'établissement, en tant qu'illustration active des valeurs universelles de la néo-instruction civique, sans qu'aucun enfant ou adolescent ne se sente exclu par la faute de la société, dès lors que tous les adultes de sa propre famille seront des citoyens à part entière. Il va sans dire qu'une telle évolution, en supprimant les frustrations vitales et autres jalousies « existentielles », en même temps que les discriminations ou inégalités infondées, éradiquera la quasi-totalité des violences comportementales et situations d'indiscipline, tant entre élèves que vis-à-vis des multiples autorités éducatives, tandis qu'enfin ramenés à leur seule proportion incompressible d'exceptionnalité, les vrais « délinquants » seront privés de toute excuse ou prétexte face à une sévérité objectivement légitimée, approuvée, et mieux encore préventivement autogérée par une classe sur laquelle ils n'auront plus aucune prise.

Dans ces conditions sociétales « tempérisées », les principes de la République, française en l'occurrence, se confondront avec la réalité, jusqu'au travers des finalités et méthodes d'apprentissage via l'*égalité* devant le programme universel et obligatoire de l'Éducation Commune, laquelle sera dépassable par la *liberté* d'assimiler plus de savoirs en fonction des capacités et des chances historiques relatives de chaque élève, tandis que la *fraternité* revêtira la forme d'une solidarité mise en pratique via l'entraide ou l'assistance pédagogique des uns envers les autres au gré des faiblesses et points forts de chacun face à telle ou telle matière, la *responsabilité* individuelle se trouvant quant à elle garantie par une insistance méthodologique incontournable sur l'apprentissage autonome par rapport à l'enseignement-animation, grâce à des méthodes logiques, totalement progressives et par-dessus tout *actives*, impliquant le *savoir-faire* et l'autocorrection sécurisée comme modes d'acquisition définitive et émancipatrice des savoirs.

La traduction pédagogique des principes tempérants et surtout de la *responsabilisation* citoyenne qui en découle aura tendance à redéfinir le rôle professoral, en tant que formulation explicite d'objectifs ou de séquences éducatives étalonnées en fonction du programme, distribution et ajustement constant des outils individuels permettant à chaque élève de progresser à sa propre vitesse en ayant les moyens de s'auto-corriger, (quitte à sécuriser ou inversement développer l'apprentissage en binôme ou mini-groupe), assistance individualisée à la demande des élèves en situation de blocage, observation révélatrice d'obstacles rendus jusqu'à présent insoupçonnables par les méthodes *pédagogistes* centrées sur la mémoire pavlovienne et passive du « par-cœur », vérification du sérieux des autocorrections, puis contrôle périodique des acquis définitifs. La reformulation et le brassage actif écrit ou oral assurés par l'élève, sans mémorisation mentalement stérile et si fastidieuse, intensifiés par la *sur*-activation des éléments de chaque étape jusqu'à atteindre la maîtrise créative du bagage culturel visé, sont la condition de toute absorption mentale volontaire et durable, de l'appropriation cérébrale intérieure qui revient à chaque élève, en complément de ce que ses yeux, ses oreilles et ses mains peuvent respectivement voir, entendre et faire, ou mieux encore : regarder, écouter et écrire.

Cela veut dire que l'enseignement, en tant qu'animation ou cours magistral devant des élèves passifs, au mieux télécommandés de temps à autre par le maître depuis son bureau, doit être réduit dans sa durée hebdomadaire, au profit de travaux pratiques assimilables à une étude surveillée spécialisée, supervisée par l'enseignant mais activant *tous* les élèves présents dans des conditions de concentration mentale, d'égalité de moyens et de disponibilité professorale sans commune mesure avec les aléas des devoirs à la maison, permettant dès lors d'alléger ceux-ci et de leur procurer une valeur éducative complémentaire, facilitée par la solidité accrue des néo-apprentissages. Selon les principes d'équilibre physico-temporel mis en évidence par l'approche pyramidale, la binarité ou dualité fonctionnelle entre enseignement et apprentissage, propre à la relation entre maître et apprenti, implique la parité absolue de 50% du

temps scolaire disponible pour chacune des deux flèches énergétiques qui forment le pont optimal de la transmission éducative, quitte à limiter la surface exagérée de programmes découverts et *survolés*, ou parfois même le *détaillisme* inutile à tout non-spécialiste, au profit des savoir-faire universellement indispensables.

Cet équilibrage pédagogique en faveur des élèves n'est autre que la réalisation, au cœur de chaque classe et établissement scolaire, de la vie démocratique dans son équilibre tempérant, procurant aux intéressés la conscience, par la pratique, d'être membre d'une même communauté citoyenne éducative, et le port uniforme -mais uniquement *intra muros*- d'une blouse minimale décorée de quelque écusson local, communal ou spécifique à chaque école, collège ou lycée, suscitera plus encore un réel sentiment d'appartenance micro-républicaine, tout en gommant comme il se doit les artifices commerciaux de différences sociales qui n'ont pas leur place dans ce cadre sanctuarisé. Du point de vue de l'enseignant, le but ne sera plus de briller devant ses élèves en ne s'adressant qu'à un sur dix d'entre eux, ni de déverser un programme trop ambitieux sans jamais procurer les moyens d'y accéder de façon intelligente et active, ni de plaire aux élèves par démagogie au point de les tromper sur leur vrai niveau, ni de prétendre tout savoir quand n'importe quel élève peut accéder à Internet, car, bien au contraire, c'est en transmettant le *savoir-faire* et la liberté qu'il procure que l'enseignant apportera ce que l'élève ne saurait trouver nulle part ailleurs, c'est-à-dire l'acquisition d'un tout nouveau pouvoir, d'une nouvelle *capacité* manuelle et/ou intellectuelle développant la conscience et la science de chacun. Or le verbe faire dans le couple verbal *savoir-faire* ne peut concerner que l'élève ou apprenant dans son intériorité mentale et physique, ce qui rend l'apprentissage *de facto* prioritaire sur l'enseignement au cœur de tout contact éducatif.

Être un enseignant tempérant, c'est se passionner pour les plus petits progrès de chaque élève, en cherchant activement les moyens les plus simples et efficaces de les susciter, en les encadrant sans les servir « tout cuits », en ciblant les 80 à 90% d'élèves « centraux » typiques de toute distribution statistique usuelle, en prévoyant de quoi laisser les 5 à

10% les plus doués se former plus avant, et surtout en démultipliant les exercices et leur progressivité pour les 5 à 10% qui s'avèrent le plus en difficulté, sachant toutefois que cette répartition statistique « naturelle » est précisément exclue en situation prétempérante, la réalité des échecs actuels reflétant dans les résultats scolaires, ou dans les contrastes entre établissements, très précisément les mêmes processus d'exclusion, de précarisation et autre creusement de fossé d'injustice que sur chacune des autres faces pyramidales de l'entité sociale. Mieux vaut donc réduire si nécessaire la taille encyclopédique de certains programmes, pour se concentrer sur l'essentiel via l'acquisition définitive des *compétences* fondamentales et de leurs savoirs minimaux, sachant qu'ainsi chaque apprenant de l'Éducation Commune sera intellectuellement équipé pour s'approprier, durablement et tout au long de sa vie, des connaissances et des compétences évolutives, par le biais d'une curiosité aussi exacerbée qu'inassouvie. L'Éducation Nationale ne devrait plus avoir la prétention de gaver les jeunes de moins de dix-huit ans de *tous* les savoirs alourdis par chaque génération, mais l'ambition réaliste de leur servir l'apéritif et l'entrée en matière qui les rendront aptes à bien sélectionner le plat de résistance de leur spécialisation ultérieure et le dessert de leur diplôme, afin que chacun sache concocter par lui-même la recette personnelle de son unique expérience d'adulte. L'apprentissage actif de la « pédagogie tempérante » assure la construction de l'armature pyramidale de chaque enfant ou adolescent, armature sur laquelle se grefferont et s'activeront sans aucune difficulté toutes les découvertes culturelles aimantées par la motivation qu'aura procurée une éducation équilibrée, et pour tout dire, citoyenne.

Les personnels enseignants, démocratiquement impliqués au sein de leur espace sectoriel vertical, devront être constamment associés aux décisions triangulaires pour définir et faire évoluer les programmes des connaissances et des compétences indispensables à tous, ainsi qu'un parcours d'Éducation Commune *incontournable*, balisé de façon aussi rationnelle et progressive que possible, et surtout techniquement conçu pour que le maximum de manettes et d'outils soient aux seules mains des apprenants, en prenant soin de prévoir un dosage ou une densité de

pratique et de réactivation centrée sur les élèves les plus faibles, afin de n'exclure personne, tout en laissant chacun moduler sa propre vitesse de progression en « gagnant » alors sous forme d'approfondissement, (les enseignants ayant par ailleurs la possibilité de mélanger les niveaux -en développant alors le tutorat ou l'assistance entre élèves- ou de définir les classes selon lesdits niveaux). Car après tout, plus on est doué pour une matière, plus il est motivant de se spécialiser à l'avance en *étendue* de connaissances, sachant ici que les compétences supplémentaires, « hors-programme » car non-universelles, pourront s'acquérir par passion en dehors du milieu scolaire, et plus encore ultérieurement, en filière de spécialité. Symétriquement les 5 à 10% d'élèves en grande difficulté, du moins au sein d'un contexte tempérant *accompli*, pourront faire l'objet d'aménagements pédagogiques dûment ciblés et dans des proportions technico-budgétaires enfin gérables, quitte à devenir le cas échéant, en tant qu'exceptions statistiques et bien malgré eux, autant que malgré la société, de futurs citoyens « minimaux » et dépendants, mais tout aussi dignement intégrés que les autres jusqu'au palier libertégalitaire. Cette architecture nationale d'auto-instruction commune et *responsabilisante* correspond au contenu précis, total et déjà suffisant de l'apprentissage en situation de « travaux pratiques semi-dirigés », à hauteur de 50% du temps hebdomadaire disponible, et permettra de fait à *tous* les élèves d'être simultanément actifs, même dans le cas d'un nombre conséquent de participants, ce qui soulagera les enseignants de l'animation abusive, guignolesque et souvent policière que leur impose le *pédagocentrisme*. Ainsi seulement, la responsabilisation individuelle de toute étude sous sa forme la plus autonomisée, l'égalité minimale d'un même parcours indispensable, la liberté d'approfondir ses connaissances, et la fraternité de l'assistance « aspiratrice » qu'implique toute supériorité ou avance relative, seront vécues, ressenties et appréciées au fil de chaque journée d'étude, forgeant l'identité commune d'une même citoyenneté scolaire plus solidement que les vains discours de pseudo-civisme prétempérant inaudibles au public stressé, lésé et infantilisé de l'actuelle Éducation Nationale française.

Autant dire que les 50% de temps de cours « professoral » qui alterneront avec de telles conditions d'apprentissage en seront en tout point révolutionnés, en termes d'implication spontanée et de curiosité des élèves, d'autodiscipline et de respect envers un enseignant dès lors perçu comme un transmetteur passionné de science ou de patrimoine culturel, mais aussi, sans aucun hiatus comportemental, de conscience humaniste et citoyenne déjà visible dans la scolarité quotidienne, tandis que l'équilibrage tempérant, en raison même de sa fondation physico-temporelle universelle, aura enfin partagé ou réparti à égalité la binarité de la relation pédagogique, libérant à l'avenir les enseignants de toute la responsabilité qui ne relève que de leurs élèves, et les autorisant dès lors à personnaliser librement leur animation de classe, seuls ou en équipe d'établissement, pour développer, enrichir et muscler efficacement *la* charpente éducative enfin commune aux enfants et adolescents d'une même nation. C'est en ce sens que les découvertes et pratiques du cours professoral, et plus encore les activités para ou extra-scolaires, pourront faire le lien définitif entre les savoirs explorés et les spécificités propres à chaque région, commune ou localité, et ce, d'autant plus facilement que la « productivité » de l'enseignement sera multipliée par la solidité de l'apprentissage partagé par tous les citoyens, puisqu'au moins 80 à 90% des apprenants absorberont les programmes sans difficulté. C'est aussi en ce sens que la revalorisation du travail des enseignants via leurs salaires ne pourra se doubler de la ré-estimation sociétale de ce si beau métier que grâce à cet équilibrage pédagogique tempérant en faveur de l'apprentissage, tant il est vrai que, pour l'essentiel, « l'échec scolaire » dérive simultanément de l'exploitation économique des enseignants et de l'inadéquation croissante des méthodes qui leurs sont imposées. D'où la nécessité absolue d'équilibrer la liberté-responsabilité professorale, et ses effets sur la *remotivation* des personnels et des élèves, avec le suivi « à la lettre » d'un même parcours éducatif citoyen collectivement établi de façon enfin démocratique, à parité de pouvoir entre les décideurs du triangle et les exécutants du rectangle, au sein de cette micro-démocratie sectorielle, tandis que les TP ou travaux pratiques dirigés concrétiseront dans chaque classe les conditions matérielles de l'égalité semi-partagée,

justifiant par la même occasion le rôle moteur des apprenants et le rôle booster des enseignants.

Sur la base nationale des acquis assurés par ces apprentissages *intra-muros* et leurs stricts encadrements professoraux, la liberté et la créativité responsables de chaque professeur ou équipe pédagogique sur les 50% de temps restants pourront fleurir, innover et faire varier une infinité d'approches quant aux meilleurs moyens de transmettre le côté « adulte » du programme, et surtout de développer une mise en commun portée par l'enthousiasme très largement majoritaire d'élèves enfin en situation de réussite, sans plus jamais faire encourir à ceux-ci le moindre risque de loterie totale et culturellement vitale en fonction de tel ou tel enseignant, tandis que la responsabilisation effective de chaque adulte deviendra propice au respect du bon sens le plus utile, en relation directe avec les spécificités de chaque public scolaire local, stimulant d'autant des rapports de collaboration confiante avec les parents d'élèves, sur fond d'estime et de gratitude envers l'ensemble du personnel éducatif. Car au sein d'une hiérarchie légitime et équilibrée par ses deux flèches énergétiques complémentaires, la responsabilité qu'engendre la liberté de l'implication professorale ne se mesure ou ne se juge qu'en fonction des résultats obtenus, selon des objectifs nécessairement généralisés par le sommet, mais à la seule condition que le ministère et le gouvernement deviennent démocratiques, via une constitution délodiste doublée de sa sub-démocratisation syndico-professionnelle.

Il est donc ici possible d'anticiper le paysage scolaire *et citoyen* d'une Éducation Nationale *tempérisée* par le délodisme biéconomique, pour mieux apprécier les conséquences pacificatrices de la « réforme systémique » à accomplir prochainement, en contraste révélateur avec les injustices croissantes du gaspillage éducatif actuel et de ses résultats déplorables, via le mensonge éhonté des réussites à un Baccalauréat qui ne vaut plus grand-chose pour près de la moitié de ses diplômés. Les objectifs futurs de l'Éducation nationale, rendus enfin transparents grâce à la démocratisation de leur définition, pourront dès lors s'appuyer sur le couple équilibré d'un unique « Parcours Citoyen d'Apprentissage »,

strictement encadré par les enseignants sans aucune variation possible (de la découverte des « contenus » à l'évaluation finale de leur maîtrise), associé à la totale liberté pédagogique, créative et locale des personnels quant à la meilleure façon de développer et d'enrichir, en pratique de groupe tout comme individuellement, les bagages et autres capacités propres à chaque matière, sachant que des statistiques nationales seront nécessairement mises en place par et pour la démocratie professionnelle correspondante afin d'apprécier les résultats conjoints des élèves, des enseignants et des établissements, ainsi que des méthodes *communes* et de leurs protocoles d'application.

Cet authentique tronc commun national indispensable impliquera -et favorisera de façon constante- une approche quasi scientifique, voire militaire (!) car d'abord civique, des multiples paramètres du Parcours Citoyen d'Apprentissage, ainsi que du cadre éducatif commun à tous les établissements scolaires, tandis que cette stricte uniformisation effective à 50%, en tant qu'équivalent culturel et éducatif du Revenu Universel socio-économique ou du droit de vote égalitaire et politique, permettra de rationaliser autant que possible les tenants et aboutissant de chaque apprentissage en mutualisant nationalement les meilleures innovations pratiques. En plus de cet équilibrage pédagogique tempérant, le civisme sera parallèlement et activement vécu par chaque élève, via la rotation des tâches d'utilité commune de chaque classe et établissement éducatif, à l'instar des responsabilités assurées par les élèves japonais en matière de rangement, de nettoyage et d'entretien du cadre de vie commun. De plus, comme déjà évoqué précédemment, le même équilibre d'égalité et de liberté se retrouvera dans la nécessité de solidariser de façon visuelle l'apparence des élèves -voire des enseignants- via, par exemple, le port d'une « blouse-uniforme » par ailleurs écologiquement protectrice des vêtements de chacun, ce qui n'exclura pas la liberté de s'identifier plus localement par quelque devise, décoration ou couleur spécifique pour maximiser un effet psychologique avéré de micro-famille citoyenne, et pourquoi pas, en allant même jusqu'à la définition par chaque classe, ou niveau de classe, d'un détail supplémentaire sujet à votation annuelle en guise de rodage des participants à la vie démocratique.

L'approche scientifique du Parcours National d'Apprentissage consistera à observer toujours plus finement les intérêts et difficultés des apprenants en situation d'autonomie, par le biais de statistiques à la fois quantitatives et qualitatives, mais de nature didactique et fonctionnelle, indépendamment de la compilation habituelle des résultats sous forme de notes et autres commentaires. Il s'agira-là d'associer chaque *prof* en tant que chercheur actif et collecteur d'observations mutualisées dans l'intérêt de tous, concernant les aspects les plus *objectifs* qu'il se peut de tout apprentissage, dans le but d'ajuster la progressivité et la densité des étapes et autres séquences éducatives, et surtout des exercices qui les composent, sachant que dans la plupart des cas de figure, la pratique de l'*écrit* sera aussi indispensable à l'auto-apprentissage que celle de l'*oral* à l'enseignement et à la pratique de groupe. Puisque le but prioritaire de l'encadrement d'un apprentissage est de maximiser l'efficience de celui-ci via la chronologie des étapes à franchir, et son efficacité par la nature et le volume de pratique nécessaire à chaque étape, les bonnes questions à se poser, s'agissant du Parcours Citoyen d'Apprentissage, découlent du bon sens dicté par l'*observation* de tous les élèves en séance de TD, ce qui est la condition d'une pédagogie altruiste et empathique comme il se doit. De ce fait, la contrainte absolue et nécessaire d'encadrement des séances d'apprentissage sera vécue par chaque enseignant comme une fonction d'assistance, d'observation et d'évaluation commune de tous les élèves, doublée du partage entre collègues des conclusions fournies par ces TP ou TD, tandis que parallèlement, leur liberté-responsabilité la plus individuelle laissera leur passion professionnelle s'exprimer devant des élèves rendus aptes à susciter et recevoir les meilleurs contenus qui correspondent à chaque matière. De leur point de vue pédagogique et adulte, les enseignants tempérants vivront donc la double nature d'une même et unique condition égalitaire de tuteur d'apprentissage, avec le droit-devoir de participer en mutualisant toutes les données du Parcours National ou Citoyen d'Apprentissage, en alternance paritaire avec une liberté ou responsabilité totale en matière de « cours professoral » face à leurs élèves *et* parents d'élèves, sachant que la répartition binaire de la double nature éducative ou scolaire aura son symétrique du côté desdits

élèves, de par l'obligation incontournable d'assumer individuellement le Parcours d'Apprentissage Universel, équilibrée par la libre possibilité de l'approfondir ou de l'accélérer, et mieux encore, de participer plus ou moins intensément aux heures d'enseignement et de pratique de groupe.

Il va de soi que les étapes à faire franchir et les moyens *ad hoc* constituent déjà les préoccupations clés des responsables pédagogiques, mais il est sûr que la démocratisation tempérante, tant professionnelle ou sectorielle que socio-économique, libèrera les énergies-implications les plus positives d'enseignants ainsi doublement remotivés, et aboutira à la mise en place de séquences et de méthodes enfin ajustées aux *vrais* besoins des 80 % d'apprenants qui sont du strict point de vue statistique modérément ou *normalement* prédisposés à progresser peu ou prou sur le même rythme, et dès lors selon les mêmes contraintes volumétriques de programme scolaire annuel, moyennant, bien sûr, les aménagements pédagogiques précisés plus haut pour leurs camarades en situation de sur-dispositions ou de sous-dispositions extrêmes. Ce recentrage typique du raccommodage sociétal tempérant illustrera la soudure et la justice caractérisant l'équilibrage biéconomique et délodiste, dans la dimension culturelle la plus fondamentale dont dépendent le *bien-être-ensemble* de chacun et l'équité vécue qui laissent aussitôt s'épanouir le devoir moral du meilleur comportement possible.

Mieux encore que le simple équilibrage des paramètres usuels de toute relation pédagogique grâce au nouveau contexte sociétal, les outils et pratiques -d'apprentissage en particulier- pourront être affûtés en rationalisant, par l'observation statistique factuelle, la mise au point des exercices les plus basiques, dont les données et compétences sont si souvent court-circuitées, survolées par excès de découvertes et manque de réactivation autonome, et surtout superficiellement apprises par cœur via une approche globale et pédagocentrique uniquement profitable aux deux ou trois élèves les plus « doués » de chaque groupe, hors cas de regroupement artificiel par niveau. Combien d'occurrences d'utilisation, et plus encore de *production* par l'apprenti, de tel terme de vocabulaire, de telle structure ou construction, de tel effort intellectuel ou physique,

de telle manipulation technique, écrite, ou orale, assurent l'intégration des compétences actives indispensables et la mémorisation, dès lors utilisable et définitivement acquise, des savoirs correspondants, sachant par ailleurs qu'il y a inévitablement trois catégories ou publics d'élèves, et qu'une Éducation Nationale quasi parfaite, à l'instar du plein emploi maximal, ne doit pas tolérer plus de 5% à 7 % de cas d'échec *relatif*, en tant que qu'exceptions accidentelles confirmant toute règle distributive de grand nombre ? Voilà précisément la question cruciale à se poser constamment, en observant le parcours autonome des élèves en situation d'apprentissage, puisque l'appropriation mentale *active* des savoirs et savoir-faire relève au final de la responsabilité de chaque apprenant pour lui-même, de son implication « physico-cérébrale », tandis que sa volonté, sa motivation et son adhésion par devoir moral impliquent le juste dosage de son effort via la méthode et son discret encadrement pédagogique, pour exactement 50% du temps scolaire hebdomadaire, et ce, s'agissant de la quasi-totalité des matières.

Enfin l'évaluation des progrès par les corrections professorales, et l'obtention des certificats et diplômes recherchés par les élèves seront plus pertinentes et justifiées que jamais, en correspondant au niveau *réel* de chacun, de façon aussi objective et nationalement équitable qu'il se peut, sans laisser aucune place à la démagogie hypocritement tolérante face aux insuffisances et erreurs basiques qui plombent les premières années d'études supérieures ou de spécialisation en imposant de vaines révisions, et suivent la carrière de générations sacrifiées, à la façon d'un boulet honteux. Car l'efficacité de l'équilibrage éducatif tempérant fera digérer chaque programme annuel par la quasi-totalité des apprenants, libérant d'autant les enseignants de la plupart des besoins de révision en cours, et dans les mêmes proportions, des corrections et annotations qui n'ont rien à voir avec le niveau de la promotion, puisque faisant partie des programmes précédents. Autant dire que dans de telles conditions, le travail d'évaluation des apprenants par leurs enseignants s'en trouvera grandement facilité et réduit, en cours comme hors établissement, en se concentrant sur le contrôle quantitatif et le commentaire qualitatif du seul programme de l'année, à quelques exceptions près, démontrant au

passage que les sur-corrections, sur-révisions et notations démagogiques sont à l'Éducation ce que les gaspillages palliatifs et autre assistances faussement charitables sont au contexte socio-économique.

Cette approche de bon sens sera la seule façon de supprimer le risque si typique d'un enseignement magistral accéléré se satisfaisant de la compréhension passive du moment d'exposition, tant il est vrai que l'enseignant, étant par définition surdoué dans sa matière, a les pires difficultés à se placer en position d'élève « normal », et a fortiori peu ou pas doué du tout, ce qui revient à favoriser les 10% d'élèves privilégiés qui n'ont aucun besoin de pratique pour immédiatement, sans effort et même à leur propre insu, intégrer les capacités actives et mémoriser de façon opérationnelle les bagages déversés depuis le bureau professoral, tandis que l'écrasante majorité des autres sauve vainement les meubles via les apparences d'un par-cœur stressant et décourageant, car fugitif et stérile, hélas encouragé par les « méthodes » pédagocentriques. D'où la nécessité urgente du rééquilibrage tempérant dans ce domaine culturel et éducatif crucial, et la pertinence de cette solution en tant que seul moyen de faire vivre la vraie démocratie libertégalitaire à travers toute activité impliquant finalement n'importe quelle entité *sub-sociétale*. Il apparaît en effet, à travers cet exemple éducatif, que la recette tempérante et son approche pyramidale équivolumétrique pourront servir les néo-citoyens de l'avenir dans de nombreuses situations, à la façon d'un thermostat ou régulateur d'équilibre apaisant et clarifiant toutes les relations duales, en rendant leurs éléments complémentaires grâce à la parité du principe de partition-répartition et sa dynamique symétriquement proportionnée.

Cette refondation scolaire, ou ce *reset* fondamental, se situe donc au cœur du problème existentiel de notre double nature, ignoré ou évité jusqu'à ces *Réflexions* via tous les rafistolages des réformes partielles et partiales opérées par chaque nouveau ministre de l'Éducation, avec les résultats déplorables que l'on sait, alors qu'une fois installé le *contexte* tempérant, délodiste et biéconomique, la réaction en chaîne des énergies ainsi positivées évitera au *mammouth* de l'Éducation nationale française de se « tromper » de but, ou de chemin pédagogique, ce qui se traduira

avant longtemps par la réussite -cette fois-ci effective et assurée- d'au moins 80 à 90% des élèves de l'Éducation Commune, par la pacification de la vie de classe et d'établissement via l'autodiscipline sans laquelle la soumission ne recouvre que la moitié de la réalité d'un cadre injuste, et plus encore par la saine libération et remotivation des enseignants, dont les cours « d'animation de groupe » verront leur productivité qualitative accrue dans des proportions insoupçonnables, largement supérieures à la réduction du temps jusqu'à présent consacré auxdits cours, au profit de l'*auto*-apprentissage encadré.

Dans ces conditions, le strict domaine de chaque matière pourra être dépassé, permettant à l'enseignant de transmettre, outre sa passion désormais partagée pour sa spécialité, toute l'humanité et la citoyenneté que véhiculent en filigrane les contacts enfin noués et les émotions enfin partagées avec la quasi-totalité de ses élèves, lesquels vivront en tant que *groupe* les privilèges concrets d'une microsociété tempérante, à leur niveau scolaire du moment, et déjà sur les quatre faces d'une pyramide mutualisée par vingt à trente, voire quarante *pré-citoyens* par classe, et c'est ainsi que, par la pratique vécue, bien plus encore qu'en récitant de beaux principes civiques et républicains, les enfants et les adolescents intègreront spontanément le fameux « vivre ensemble » et *s*'agrègeront les uns aux autres en une société d'humains responsables et solidaires, car déjà visiblement égaux sur l'essentiel, ce qui maximisera les chances de les rendre moralement et sciemment intègres pour le restant de leur existence, en particulier face aux équilibres libertégalitaires.

Tout se jouant le plus profondément dans les années de vie qui précèdent l'âge adulte, il est facile de comprendre que la *tempérisation* de l'Éducation Commune enclenchera mécaniquement l'équilibrage des formations ultérieures dites spécialisées, supérieures ou continues, tant concernant les programmes que la façon de les suivre et de les valider, a fortiori dans la mesure où l'application effective de la démocratie, sous forme de vie scolaire et extra-scolaire, développera chez les jeunes le sens de la responsabilité, la conscience de l'existence et la confiance en soi, conditions optimales d'une créativité et d'un esprit critique propices

à une vie d'adulte ou de citoyen émancipé, autrement dit à l'édification de pyramides individuelles et collectives plus équilibrées et souveraines que jamais. Ce sera d'autant plus le cas que tout citoyen majeur, donc de seize ans et plus, pourra -et devra- poursuivre ses études en travaillant déjà. Pour approcher constamment cet idéal éducatif tempérant de façon précoce, l'instruction civique jouera naturellement son rôle majeur, mais gagnera à être complétée par l'initiation à un questionnement éthique, philosophique, laïc et *multi*-religieux adapté à chaque âge scolaire, de préférence greffé sur la vie et la réflexion autonome qu'elle suscite, afin d'ouvrir les œillères de chacun et de stimuler une tolérance bienveillante à l'égard de tout mode de vie culturel ou cultuel, moral ou physique qui respecte la Justice et la Paix caractérisant la nouvelle société, ces deux derniers piliers ayant systémiquement remplacé la violence des pseudo-sociétés précédentes. Autrement dit, en développant dans les meilleures conditions « pédagogiquement démocratiques » les connaissances et les savoir-faire de la quasi-totalité de la jeunesse, on crée les conditions *in vivo* de l'expérience précoce de la Justice scolaire et de la Paix qu'elle garantit, et l'on procure à chacun les moyens d'exercer sa propre raison pour apprécier les règles objectivées de la tempérance sociale, en totale correspondance avec la réalité vécue. Ainsi la disparition définitive d'un hiatus éducatif si souvent remarqué fera-t-elle adhérer chacun, dans son propre intérêt de citoyen parmi d'autres, aux découvertes et innovations de l'équilibrage tempérant, biéconomique et délodiste, en procurant enfin à tous les apprentis-citoyens de l'avenir les moyens de maîtriser au mieux chaque pyramide individuelle et de faire le tri entre les multiples influences et contacts extra-scolaires qui font partie de chaque parcours. Force est donc de rappeler que l'Instruction Civique devra logiquement inclure, dans un langage adapté à chaque âge ou niveau scolaire, la prise de conscience des principes tempérants, puisque le résumé des présentes *Réflexions* sera *de facto* devenu indissociable de la future Constitution.

Le résultat de l'Éducation Commune tempérante s'appréciera par l'avènement d'une population d'adultes toujours plus équilibrés et plus aptes au *bien-être humain*, pleinement conscients de leur double nature d'élément social et d'individu unique, dont les compétences solidement

acquises exacerberont une curiosité pratique et intellectuelle dans tous les domaines culturels imaginables, bien qu'au gré des préférences et de l'histoire de chacun, tandis que la Justice ainsi vécue tout au long du Parcours Citoyen d'Apprentissage aura précocement entraîné les jeunes aux comportements pacifiques (et aux valeurs universelles et objectives qui sous-tendent ces derniers) en cours d'animation professorale comme en vie de groupe et d'établissement, récréation comprise.

Enfin, grâce au portrait de la Pyramide Tempérante hiérarchique objectivée par les nombreuses observations qui ont précédé, l'Éducation Civique, devenue nécessairement quadrifaciale, démontrera à chacun que pour une même valeur humaine vitale et universelle, on peut être ou devenir « dominé» ou « dominant » dans le sens ici objectif de citoyen moteur ou booster, mais en termes socio-économiques réducteurs qui n'empêchent aucunement d'inverser les rôles sur d'autres échelles ou dans d'autres contextes de relations, sachant que *toutes* les portes de la liberté individuelle resteront désormais ouvertes ou franchissables avec la même clé citoyenne semi-égalitaire, selon les capacités individuelles, le tempérament, la volonté et le mérite de chacun, et pour une identique accessibilité au bien-être de l'équilibre choisi entre le temps et l'argent, entre l'être et l'avoir, sans plus jamais risquer d'être *sur*-dominé ou *sur*-dominant.

3 - Du Média Commun, ou Site Officiel, à la Créativité Responsable.

L'équivalent de l'Éducation Commune pour les citoyens *adultes* n'est autre que le nouveau média des Sites de Proposition Citoyenne, dont la propriété collective garantira de façon transparente l'égalité, la liberté et la responsabilité minimales d'*expression* auxquelles chaque citoyen doit avoir droit, seul ou en tant que membre de quelque structure que ce soit, selon des contenus et finalités de messages qui pourront être de nature sociale, économique, culturelle ou politique, au gré des faces pyramidales principalement concernées, sachant que des incidences plus indirectes affecteront toujours quelque peu les autres dimensions de la

société devenue tempérante. De la même façon qu'il y a un droit de vote universel (déjà reconnu bien que détourné en devoir d'élire) ainsi qu'un droit légitime au Revenu Universel et à l'Éducation Commune, établi de façon désormais objective ou scientifique par ces *Réflexions*, la liberté-responsabilité culturelle -et plus encore politique- des adultes implique que chaque citoyen puisse s'exprimer dans un cadre démocratiquement réglementé, transparent et égalitaire, grâce aux nouvelles technologies de communication, quitte à concevoir un réseau public spécifique à cet effet, façon intranet local, micro-régional et national.

Il faut en effet laisser un vrai choix aux citoyens, en désamorçant les dangers et abus du réseau « libre » Internet (lequel est en réalité plus privé et commercial que libre) par la création parallèle et concurrente du média public et citoyen cité plus haut, sachant que la gestion des Sites Officiels afférents sera démocratiquement assurée par des Communes, des Départements ou Régions de proximité, et même un État, devenus propriétés publiques des citoyens tempérants via leur constitution enfin délodiste. La transparence requise sur ces Sites Officiels citoyens, avec l'accès automatique et gratuit de chaque adulte, l'identification toujours possible des utilisateurs de pseudo, et la réservation de cet espace en tant que seul « média collectif » et source de proposition, de pétition par adhésion spontanée, de débat d'opinion via l'Argumentaire et même de votation quasi-référendaire, constituera une heureuse et utile alternative face à l'outil mondial et plus ou moins incontrôlable qu'est devenu le réseau Internet, dont les conditions d'exploitation privées -tant par les plateformes que par les internautes- font la part trop belle aux violences verbales et autres débilités observables par tout un chacun.

En l'absence des Sites Officiels ou du Média Commun proposé dans ces pages, la mauvaise monnaie chasse la bonne et la folle quête du *buzz* favorise commercialement les pires infos, blogs et autres chaînes privées ou personnelles, aux dépens des contributions les plus positives et novatrices, mais aussi du respect et de l'honnêteté intellectuelle que supposent les débats de fond indispensables à la vie démocratique sur sa face culturelle, et ce, d'autant plus que le Web est devenu la poubelle

malodorante des humeurs de trop d'internautes, le réceptacle réactif et anti-culturel des injustices et violences socio-économico-politiques de la *prétempérance*, au point de voir ce formidable lien potentiel se muer en chaîne-défouloir enferrant la liberté d'expression responsable. Dès lors, la garantie nationale et officielle d'un média commun minimal en libre accès égalitaire attirera tous ceux qui ont une contribution sérieuse à faire, une légitime doléance à exprimer, voire quelque autre suggestion d'intérêt public à transmettre en responsabilité, ce qui favorisera le tri spontané des contenus respectifs du Web global et des Sites Officiels, ces derniers étant exclusivement réservés aux citoyens, apaisant ainsi le sens et la formulation des propos échangés, y compris sur le Web pour tout ce qui concernera la nation considérée. Car c'est l'absence de prise en compte -ou de prise au sérieux- des opinions et attentes citoyennes qui alimente les abus caricaturaux, l'agressivité verbale croissante, voire la dégénérescence provocante de tant de vidéos, publications et autres commentaires sur Internet, tandis qu'à l'inverse, l'apaisement vital et prochain du contexte socio-économique, associé à la mise à disposition d'un moyen d'expression « rectangulaire » égalitairement accessible à tous les citoyens, supprimera les ressentiments et les contre-violences culturelles induites par les injustices prétempérantes. Dans un contexte devenu concrètement équitable de façon quadrifaciale pour les aspects vitaux d'une digne existence, les besoins de défoulement sous forme d'extrémisme idéologique, d'expression violente, de provocation ou de fuite nihiliste en tout genre se verront en effet réduits à leur minimum incompressible de déficience psychique accidentelle ou de délinquance délictueuse délibérée, sans plus aucun effet d'*entraînement* sur au moins 80% de la population, induisant seulement les traitements médicaux ou judiciaires démocratiquement jugés appropriés, et dans des proportions de logistique administrative aussi réduites qu'aisément -et localement-gérables.

Á la différence de la situation présente, qui paradoxalement finit par museler l'expression citoyenne en la noyant dans un océan de liberté informe, avec pour seule alternative éventuelle le recours à des médias professionnels de plus en plus monopolisés en pensée unique *de facto*

minoritairement téléguidée, la valeur librement contributive de chacun prendra tout son sens dans le cadre du réseau local, régional et national des Sites Officiels et de leur mode de fonctionnement uniformément réglementé, procurant enfin à chacun une égale modalité d'expression minimale, à l'image de toutes les garanties publiques individualisables de facon *optionnelle* situées au-dessus du pointillé subdivisant le socle parallélépipédique de la pyramide sociétale sur le schéma introductif de ce chapitre (et donnant ici directement accès au palier médian culturel, puis au triangle booster correspondant, le cas échéant).

Cet outil public de communication entre citoyens d'une même nation républicaine autorisera l'expression en direct des opinions et des tendances culturelles en proportion exacte de leur importance relative, permettant dès lors aux idées et autres suggestions les plus pertinentes, c'est-à-dire les plus en phase avec l'attente majoritaire, d'être repérées et appuyées par les citoyens eux-mêmes, à chaque étage de la pyramide sociétale, avec l'avantage supplémentaire de libérer le débat proprement républicain des influences extérieures ou étrangères souvent véhiculées par la Toile, ces dernières n'étant en aucune façon supprimées ni même interdites aux citoyens, mais simplement filtrées, car déconnectées des débats et libertés d'expression internes propres aux futurs Tempérants d'une démocratie ainsi consolidée dans sa souveraineté. La libération « vitale » des citoyens dans leur existence socio-économique grâce à la partition-répartition du Revenu Universel, et plus encore au libre choix physico-temporel qu'elle induit, se prolongera donc logiquement sur la face pyramidale culturelle sous la forme mutualisée *et* optionnelle du Média Citoyen des Sites Officiels, en complétant ainsi la *partition* de cette troisième face entre Domaines Public et Privé, ce qui émancipera chacun de la confusion culturelle absolue d'Internet et de la concurrence déloyale que ce réseau exacerbe en tant que marché de fait mondialisé, quasiment sans régulation libertégalitaire possible. L'existence même d'un égal droit d'expression partagé, formellement encadré par les Sites Officiels, libèrera donc les citoyens en les réunissant nationalement sur un espace de communication spécifique et protégé, un préau ou cœur pyramidal culturel qui les rendra par ailleurs aptes à juger l'intérêt très

variable des contenus du Web, à trier positivement le meilleur de cette extraordinaire instrument sans plus se faire piéger par les excès et autres manœuvres contraires aux principes de Justice, de Paix et de Tolérance, principes dont ils savoureront désormais le privilège dans la réalité de leur vie la plus quotidienne. Ainsi la dimension culturelle de l'édifice sociétal, en tant que droit (et devoir ou intérêt moral) de s'informer, de continuer de se cultiver en adulte, et plus encore de s'exprimer comme citoyen, devra-t-elle inclure et définir le cadre enfin égalitaire desdits Sites Officiels de Proposition Citoyenne, seule solution universelle pour respecter a minima la libertégalité pyramidale. Dans de telles conditions sociétales, au sens explicitement semi-fusionnel de cet adjectif, il ne fait aucun doute que, peu à peu, les citoyens délaisseront spontanément tous les contenus négatifs, injustes, partiaux, agressifs et à plus forte raison si débilitants de la Toile, pour s'exprimer librement, car en responsabilité, sur le réseau communalisé et nationalisé de ces Sites Officiels, ce qui suppose effectivement, non seulement l'apaisement socio-économique de l'axe pyramidal primaire, mais en prime, pour tout citoyen adulte, le libre usage passif ou actif de ce nouveau média collectif et égalitaire.

Les principales modalités pratiques, déjà suffisamment explorées dans de précédents chapitres, serviront d'utiles repères sub-pyramidaux pour que les futures majorités tempérantes, assistées par les spécialistes, ingénieurs et techniciens de chaque discipline concernée, puissent fixer, puis faire évoluer le cas échéant, tous les mécanismes nécessaires à cette nouvelle institution culturelle, sachant qu'il s'agit-là d'assurer ni plus ni moins le trait d'union indispensable entre l'axe socio-économique et la face politique active ou décisionnelle proprement dite, autrement dit la Constitution, au sens fonctionnel du terme. Ce rôle d'interface politique sera d'autant plus novateur que c'est par le biais des Sites Officiels et de leur Média Public que les citoyens, les médias professionnels, ainsi que les partis politiques et autres think-tanks pourront enfin se retrouver sur la même face culturelle, sur le pied d'*égalité minimale* qui leur a fait si cruellement défaut jusqu'à présent. Car non seulement tous les adultes pourront s'exprimer à tout moment, initialisant ainsi constamment des embryons de « référendums pétitionnaires » au devenir légitime variable

en fonction de leur pertinence historique réelle, mais de plus, comme il a été remarqué, les rôles respectifs des médias et des partis politiques s'en trouveront transformés, légitimés dans ce qui les rend positivement nécessaires, tout en perdant *de facto* leur puissance monopolistique dans sa seule proportion abusive, en même temps que l'influence néfaste, car antidémocratique, qui va de pair.

Par l'accession des citoyens au droit d'expression égalitaire et minimal des Sites Officiels, tous les médias et leurs journalistes seront incités faire leur véritable métier de libre investigation, d'information et d'animation de débats *sur le fond*, et surtout de prise en compte toujours plus objective de la réalité socio-économique *et* culturelle, telle qu'elle se révèlera elle-même via son média citoyen, ce qui obligera la presse écrite et audio-visuelle à en respecter les proportions historiques réelles, au lieu d'en déformer l'image, volontairement ou non, comme c'est trop souvent le cas en contexte prétempérant. La représentativité des publics et des tendances à travers les articles, interviews et autres émissions en sera nécessairement équilibrée dans les meilleures conditions, traduisant via les médias professionnels le portrait sociétal le plus précis possible, tout en participant au repérage des idées, projets et propositions promus par les Citoyens, sur la base statistiquement observable en direct de la libre adhésion populaire qui pourra en résulter. Inversement, les médias malintentionnés, accaparés par tel ou tel but lucratif ou idéologique aux dépens de l'intérêt général, se verront automatiquement démasqués, puis « royalement » ignorés par le nouveau forum culturel *libéral* ainsi créé, ce dernier étant lui-même équilibré grâce à la participation de plus en plus désintéressée des citoyens au fur et à mesure de leur émancipation, car la pérennité de tout libéralisme positif ne peut être garantie que via l'existence paritaire d'une égalité semi-partagée, selon les principes qui ont pu résulter des trois livres précédents de ces *Réflexions*. Dès lors les Propositions, idées et projets suscités, abrités et le cas échéant promus par ces Sites Officiels seront autant d'embryons de RIC, ou référendum d'initiative citoyenne, en continu, dont le devenir ne dépendra plus que de l'utilité commune culturo-politique de chaque contenu.

Il en sera naturellement de même pour les lobbies, think-tanks et autres partis politiques, puisque tous ces regroupements d'opinions ne pourront désormais susciter l'adhésion citoyenne qu'en fonction directe de leur utilité commune, au sens démocratique de correspondance avec les attentes du peuple et de promotion de Propositions spécifiques sans doute plus étayées que celles de nombreux citoyens isolés, sachant que la Constitution délodiste, en cantonnant le rôle des partis politiques à la seule face culturelle via la suppression du carriérisme politicien et de la personnalisation des pouvoirs démocratiques, suscitera l'avènement de néo-partis dépourvus d'ambitions égoïstes maladives, d'intérêts privés, sectaires et mafieux, pour promouvoir au contraire de nouveau leaders charismatiques, spontanément suivis ou collégialement désignés en tant qu'initiateurs d'idées et de projets dignes de l'intérêt général. Á l'instar de ce qui se produira dans n'importe quel autre domaine ou contexte, les dominants qui émergeront en démocratie tempérante et quadrifaciale seront *librement* soutenus sur la base de leurs qualités personnelles et des innovations qu'ils auront déjà su apporter à leurs contemporains en matière d'entreprise économique ou *culturelle* socialement respectueuse de la libertégalité, ce qui les fera dûment remarquer en bien, tant par les citoyens qu'au sein des médias et des autorités collégiales du moment, Assemblée Gouvernementale comprise.

Dès lors, ces leaders authentiques, aux compétences attestées par l'expérience de leur vie passée, indépendants ou intégrés à telle ou telle structure sociale, économique ou culturelle (et donc politique), pourront se voir proposer des responsabilités de Chargé de Mission Ministérielle dans le but d'atteindre des objectifs précis, mais aussi des rôles d'expert ou des positions administratives supérieures leur permettant d'intégrer la direction collégiale correspondant à leur domaine de compétence, et pour une période spécifique, selon le principe de rotation des pouvoirs. Enfin, comme cela sera par ailleurs le cas dans n'importe quel domaine culturel ou socio-économique pour toute personnalité particulièrement populaire et correspondant à l'idée que les néo-citoyens se feront d'un Président incarnant la nouvelle République Tempérante, ces néo-leaders politiques pourront *aussi* se trouver désignés comme pré-candidat invité

à concourir pour le rôle suprême d'incarnation symbolique de la volonté nationale, en particulier vis-à-vis de l'étranger et auprès des institutions d'envergure planétaire, sachant qu'en acceptant de représenter le peuple en tant que Président, ils n'auront qu'un pouvoir personnel très limité, en stricte collaboration avec l'Assemblée Gouvernementale et selon les choix majoritaires de cette dernière, validés de façon semi-référendaire par les Citoyens Délégués du Congrès des Départements, au point que le privilège de présider une république tempérante désormais autogérée par les citoyens deviendra la juste récompense d'un parcours individuel exceptionnel dans son exemplarité, coïncidant au mieux avec les valeurs humanistes de cette néo-démocratie universelle.

Ainsi peut-on apprécier à quel point la mutualisation d'un média collectif organisé, connectant la réalité socio-économique à la volonté d'action politique de la quatrième face pyramidale, apaisera les formes et contenus des débats en isolant le sérieux du futile, le bon du mauvais, en favorisant les initiatives unificatrices et rassembleuses plutôt que les provocations sectaires et leurs divisions manipulatrices, selon le même effet de filtration et d'inversion des rôles prédominants que ce qui a déjà pu être observé à maintes reprises. Ces dernières réflexions aident donc à comprendre qu'en l'absence des Sites Officiels en question et de la partition-répartition culturelle qu'ils concrétisent au sein de la troisième face pyramidale, la quasi-totalité des citoyens n'a aucun accès véritable à la liberté d'expression *utile* que suppose tout débat de fond à visée peu ou prou sociétale, ce qui laisse le champ libre aux abus de pouvoir *de facto* mono-systémiques des minorités de citoyens que sont les médias et les partis politiques ou leurs équivalents, avec tous les risques induits de déformation de l'identité nationale ou commune et de ses préférences majoritaires, puisque cela aboutit toujours à la promotion artificielle, car non populaire, de minorités et individus en situation de *sur*-domination culturellement illégitime, tandis que par réaction, la contre-violence et le défoulement des citoyens ainsi muselés se déversent sur Internet, pour le plus grand profit des plateformes et autres influenceurs improvisés, non sans favoriser dans ce cas les récupérateurs les plus malintentionnés.

La seule façon de *trier* la confusion caractéristique de tous les systèmes prétempérants en matière culturelle, pour favoriser l'honnêteté intellectuelle, la tempérance formelle, la créativité et surtout la Justice minimale entre les citoyens, consiste à clarifier la division paritaire entre l'égalité et la liberté grâce à la partition verticale des domaines Public et Privé que sont les deux volumes de la Pyramide Tempérante, sachant que l'étage « inférieur » mais prioritaire du Bien Commun contiendra et garantira la propriété « collective » et égalitairement individualisable de l'Éducation Commune des jeunes et des Sites Officiels des adultes de part et d'autre du fameux pointillé intra-rectangulaire, complétée par de nombreuses autres richesses culturelles de nature également indivisible et optionnelle, telles que les musées et le patrimoine historique, ou toute autre forme de créativité publique, au-dessus du même repère.

Dans un tel environnement, chaque citoyen aura les moyens de se former, de se cultiver, de débattre et de s'exprimer en assumant une liberté créative sans précédent, à tout âge de sa vie d'adulte, tandis que le bon sens sociétal ainsi promu par l'équilibrage pyramidal quadrifacial stimulera sa curiosité en direction de l'émancipation véritable, c'est-à-dire responsable, car de fait égalitairement citoyenne *et* individuelle. De plus, enfin apaisé par la pacification collective des nécessités matérielles socio-économiques via le libre choix constant entre le temps et l'argent, le même citoyen pourra s'épanouir culturellement au contact des autres, de leurs us et coutumes, de leurs idées comme de leurs œuvres, tout en exprimant son propre miel inimitable (et non plus son fiel victimaire ou son mal-être individuel) via maintes créations artistiques ou artisanales, d'abord en qualité d'amateur solitaire, familial ou associatif, puis, le cas échéant, en professionnel pleinement reconnu pour une utilité commune sans limite, la liberté correspondante étant dépourvue de toute nocivité sociétale par le respect des principes tempérants. Les natures et formes des créations qui en résulteront s'en trouveront régénérées de fond en comble, célébrant ainsi la joie de vivre d'une société enfin qualifiable d'*humaine*, ou *tempérante*.

Dans la mesure où la face pyramidale culturelle de chacun est le lieu privilégié de l'intégration-compréhension de toute expérience plus ou moins récente, procurant des moyens accrus et de nouvelles idées à mettre en pratique par (ré)action peu ou prou « politique » dans le sens le plus élargi d'*empowerment* individuel ou associé, la *tempérisation* assurée par l'Éducation Commune et la liberté de participer aux Sites Citoyens Officiels, complétée par un accès constant à créativité via le temps personnel désormais libérable de chacun, pourra occasionner des découvertes et inventions dans des proportions insoupçonnables, ce qui boostera les initiatives socio-économiques et culturo-politiques dans le sens de progrès rendus toujours plus qualitatifs, humains et écologiques, grâce aux nouveaux équilibres sociétaux. Ce que l'on appelle « l'art de vivre à la française », pour notre cas d'école, sera devenu *sociétalement* cohérent, en écho aux plus nobles idéaux humanistes des Lumières, en logique et pacifique aboutissement de la Révolution de 1789, tandis que la seule « philosophie sociétale » correspondante, de validité ou d'utilité universelle et intemporelle, ne saurait être que tempérante, tolérante et non-violente, induisant, via les découvertes et innovations des présentes *Réflexions*, la réorganisation et le développement des savoirs et savoir-faire selon ces nouveaux éclairages, du moins s'agissant de l'ensemble des sciences et disciplines les plus essentielles, comme c'est le cas de chaque évolution majeure. D'où le *Great Reset* authentique mentionné à juste titre au début de ce chapitre, sous la forme d'un *New Deal* éducatif et culturel auto-entretenu, car respectueux de la parité libertégalitaire.

4 - Modalités et Chantiers de Nature Constitutionnelle et d'Échelon Local ou Communal.

Sur le même axe « secondaire » ou culturo-politique finalisant chaque strate de la construction pyramidale, la face ultime à considérer est ici de nature institutionnelle, et dès lors constitutionnelle, au sens architectural des rouages collectifs et des procédures nécessaires à toute prise de décision démocratique et majoritaire, et les citoyens tempérants, en tant que Constituants, auront à définir le cadre optimal permettant

d'équilibrer les flèches ascendante et descendante des pouvoirs, selon les trois domaines essentiels du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, en respectant scrupuleusement les principes libertégalitaires établis et les garanties de Justice et de Paix qui vont de pair. Du point de vue des citoyens, le premier échelon à considérer est naturellement communal, au plus près de leur vie quotidienne, via la démocratie directe qui peu à peu transformera les plus motivés d'entre eux, toujours plus nombreux, en « conseillers municipaux » de fait, via le Site Officiel correspondant, s'agissant en particulier des initiatives, propositions et débats, tandis que tous les citoyens adultes et locaux seront périodiquement invités à voter les décisions finales sortant du cadre de la gestion municipale routinière.

Il faudra donc faire très distinctement la part des choses entre les périodes, champs d'application et modalités de nature *pétitionnaire* qui permettront à la population locale d'exprimer en direct ses souhaits ou ses besoins via les Propositions Citoyennes d'une part, et les moments plus spécifiques de prise de décision localement *référendaire* finalisant ces débats pétitionnaires face aux propositions citoyennes (ascendantes) et municipales (descendantes) d'autre part. De plus, la politique étant de fait l'art de choisir et surtout de « prioriser », le rôle de gestionnaire et d'animateur démocratique endossé par les Délégués Municipaux tirés au sort parmi les citoyens *triangulaires* consistera à évaluer collégialement tous les coûts et les moyens disponibles pour compléter les informations utiles du Site Officiel, voire à proposer une votation de priorisation en cas de doute ou autre égalité pétitionnaire concernant deux ou plusieurs Propositions Citoyennes, de sorte que la majorité populaire locale puisse valider une programmation chronologique desdites priorités, s'agissant en tout cas des Propositions et projets les plus largement soutenus.

De même faudra-t-il déterminer à partir de quelle pourcentage de soutien pétitionnaire telle ou telle Proposition citoyenne devra se voir prise en compte par la Municipalité, c'est-à-dire évaluée et finalisée lors du prochain référendum local périodique, le cas échéant. Combien de Conseillers ou Délégués Municipaux seront nécessaires au pilotage de la vie communale, sachant qu'en quelque sorte, ces « élus du sort » seront

devenus collégialement l'équivalent des maires d'aujourd'hui et de leurs proches conseillers supposément « majoritaires » ? Sera-t-il encore utile d'élire un Maire, à travers quelque concours de popularité, sachant que la « présidence » du Conseil Municipal pourra être assurée soit par vote interne audit conseil, soit par rotation de représentativité, puisque le rôle correspondant sera devenu collégial, tandis que la majorité citoyenne directe, à redéfinir de son côté comme absolue, relative ou minimale, finalisera obligatoirement les décisions les plus cruciales ? En situation de démocratie locale directe, ne serait-il pas préférable de supprimer une personnification municipale obsolète si aisément remplaçable par une rotation délégative plus appropriée ? Toutes ces questions ne sauraient trouver réponse qu'en fonction des préférences évolutives des Citoyens Tempérants à venir, au fil d'une indispensable expérimentation. Il sera même envisageable de reproduire partiellement à l'échelon communal la solution technique intermédiaire de la démocratie nationale semi-référendaire propre aux Congrès Départementaux, ici via des Comités locaux ou Commissions locales, s'il s'avérait impossible d'intéresser suffisamment de citoyens pour que les débats et réflexions soient assez aboutis (ce qui sera fort peu probable à long terme dans un contexte tempérant accompli, ne serait-ce qu'à 80%). En effet, pour le cas où l'implication citoyenne ferait défaut, rendant les votations locales et référendaires inopérantes en proportion et par trop incomplètes sur les débats de fond, il serait toujours possible de tirer au sort un nombre jugé suffisant de citoyens rectangulaires acceptant de siéger ponctuellement de façon sérieuse et dûment informée, et d'autant plus volontiers qu'ils seront motivés par les questions à débattre ou les décisions à finaliser, sachant par ailleurs qu'à l'échelon local, le besoin d'une représentativité socio-professionnelle se trouve dépourvu de sens ou d'intérêt, et que les enjeux restent des plus limités.

D'un point de vue plus technique, l'organisation matérielle des Sites de Proposition, déjà entrevue sous certains aspects, devra assurer la même accessibilité et les mêmes contraintes formelles pour tous les citoyens d'une même nation, tout en sécurisant les conditions d'usage de ce Média Commun, quitte à en doubler l'expression sous forme plus

classique de papier, de registre disponible en Mairie, voire d'affichage systématique dans chaque Village sub-communal. Les solutions les plus affûtées d'identification sécurisée seront les bienvenues, ce qui pourra compléter la vigilance de chaque citoyen concernant le contenu de ses participations au Site Officiel local, tandis qu'il sera toujours possible de s'exprimer par d'autres voies auprès de la Mairie, ne serait-ce qu'à l'intention des citoyens en situation de handicap. Les (longues) périodes réservées aux propositions et adhésions pétitionnaires auront l'avantage de permettre à chacun de trouver le temps de participer activement en tant qu'initiateur de suggestion, débatteur, suiveur ou contradicteur, en prise directe avec ses concitoyens, sachant que l'évolution continue des tendances majoritaires sera visible sur l'écran, et que chacun pourra se joindre à tel ou tel regroupement « partisan » infiniment variable selon chacune des questions à débattre, préservant de la sorte une totale liberté culturo-politique individuelle, assise sur l'égalité d'un même processus d'expression, de proposition et de votation, dès cet échelon local. Ainsi, d'une certaine façon, les Sites Officiels feront vivre le parti unique des citoyens universels, moteurs et boosters confondus, mais en garantissant à chaque citoyen le libre choix de susciter une majorité spécifique pour chaque enjeu, à la différence du quasi diktat idéologique des structures partisanes de la prétempérance et de leur embrigadement culturel.

Il serait utile de ménager un rythme annuel approprié entre les mois consacrés aux libres propositions et débats pétitionnaires ou autres argumentaires, et les périodes plus courtes qui finaliseront les pétitions sous forme de votation formelle et officielle sous la responsabilité de la Municipalité, obligeant les citoyens à se décider à date fixe, une, deux, voire trois fois par an, au maximum. Á titre d'exemple, après quelques mois de débats et de libre formulation citoyenne, toute proposition ayant atteint un certain seuil d'intérêt général pétitionnaire devrait se finaliser sous forme municipale officielle et être donc soumise à un référendum périodique invitant toute la population locale à se déterminer, tandis qu'ici également, une période de votation assez confortable (sur deux à quatre semaines, par exemple) permettrait aux citoyens de trouver le temps de participer, quitte à devoir doubler leur décision sur site d'une

preuve sur papier dûment sécurisée en Mairie, voire en utilisant un duplicata conservé par l'intéressé. Compte tenu de la périodicité de ces « votations », il va de soi que toutes les questions validées au travers de la période pétitionnaire précédente pourront faire l'objet de votes au même moment référendaire, selon des modalités déjà largement utilisées dans certaines (pseudo-)démocraties. De même, il serait important que citoyens et municipalités puissent s'appuyer sur des sécurités tangibles, pourquoi pas de façon « parallèle » via quelque système traditionnel de carton à souche avec perforation ou d'affichage exhaustif des résultats, rendu anonyme par le biais d'une identification à usage unique, entre autres possibilités de garantir encore plus de fiabilité que les habituels dépouillements d'urnes électorales, et compte tenu ici de l'étalement des périodes de votation.

Ainsi peut-on voir que nombre de détails indispensables, mais uniquement dépendants des préférences majoritaires à venir, en fonction de la maturité culturelle et des moyens techniques propres aux nations tempérantes, constitueront le chantier local de la face politique, ou plus précisément constitutionnelle, sans laquelle aucune démocratisation de nature équitable ne saurait être possible, l'essentiel étant de respecter les équilibres libertégalitaires de l'architecture pyramidale et hiérarchique. Les modalités pratiques devront viser la simplicité et l'efficacité dans la transparence la plus totale, comme cela devrait être le cas en matière de Bien Public, en incluant et rappelant sans cesse la triple règle du jeu de la tolérance vis-à-vis des opinions d'autrui, de l'argumentation sereine des idées que l'on souhaite promouvoir, et du respect que suppose toute expression en public, en bannissant et en pénalisant financièrement la moindre insulte ou violence verbale à l'encontre de citoyens individuels ou regroupés. Plus positivement, les Sites Officiels seront construits et introduits de façon à guider les visiteurs et participants vers l'autonomie et la responsabilisation en insistant sur les précautions méthodologiques élémentaires que suppose une expression utile, un raisonnement mis en perspective entre cas particuliers et proportions statistiques générales, pour encourager la curiosité citoyenne via la recherche d'informations et de données correspondant aux préoccupations du moment, voire jusqu'à

l'évaluation des conséquences qualitatives et quantitatives de chaque suggestion, et en particulier des coûts impliqués, afin que chacun puisse constamment améliorer sa maîtrise relative des tenants et aboutissants de toute contribution et développer ainsi ses compétences de jugement, de réflexion, en même temps que son degré de conscience sociétale.

Ainsi les Tempérants seront-ils incités à participer toujours plus positivement aux améliorations communes nécessaires, à l'image des exemples entrevus chez les citoyens de Délodie-les-Verne, et la moindre initiative solitaire historiquement utile pourra susciter une libre adhésion et participation de suiveurs actifs, propice au perfectionnement optimal de la suggestion initiale et à la prise en compte de tous les aspects de la proposition concernée, ce qui est la définition même d'un forum abouti. Localement, et donc à l'échelon communal, les initiatives groupées qui pourront en découler favoriseront l'entreprise sociale ou associative, en tant qu'expérience d'abord bénévole, puis, le cas échéant, autogérée et financièrement équilibrée soit par service payant, soit par le biais d'une subvention d'utilité publique, sans même compter les nombreux projets privés et lucratifs qui s'en trouveront stimulés, tandis que les *villageois* et néo-urbains partageant ces initiatives pourront retisser les liens locaux détricotés par la mondialisation ultralibérale et connaître l'expérience directe d'une liberté solidaire que leur égalité vitale aura rendu indemne de tout abus sociétal. L'existence même des Sites Officiels, en tant que démocratie locale quasiment continue, multipliera les contacts les plus profitables entre des personnes complémentaires ou ressemblantes qui s'ignorent encore dans la jungle actuelle et enracinera les innovations du futur sur le terreau des trop fameux territoires oubliés de la République, soudant humainement un premier maillon d'initiatives progressivement élargies, via l'échelon départemental, jusqu'à l'envergure nationale de lois et autres règlements dès lors plus cohérents que jamais. C'est enfin par ce biais institutionnel que les citoyens vivront la démocratie locale et sa libertégalité, en pouvant apprécier visuellement, physiquement et psychologiquement les résultats concrets de leurs propres initiatives sur leur environnement le plus immédiat, via un mode de vie politique et local devenu participatif. Cet *empowerment* individuel et partagé, aux

avantages quadrifaciaux encore insoupçonnables, nourrira donc le temps libéré de contacts empathiques et de convivialité élargie, bien au-delà des cercles sociaux habituels de chacun, en ouvrant ces derniers tels des spirales ascendantes par promotion et imitation des meilleures solutions, tout en motivant l'implication subséquente des citoyens tempérants aux échelons géographiquement « supérieurs » des régions de proximité que sont les Départements français, ainsi que de l'État républicain et de son Assemblée Nationale Gouvernementale, le cas échéant.

D'autres aspects du chantier institutionnel local concerneront les processus de programmation, de délibération, de répartition des rôles et des responsabilités, ainsi que de vote, concernant l'*exécutif collégial* des nouvelles Municipalités, sans oublier les salaires publics et indemnités que mériteront les citoyens concernés en fonction du temps requis pour bien assumer leur délégation de pouvoir. De même la durée des mandats municipaux sera à reconsidérer, quitte à conserver les habitudes déjà prises si tel est le choix majoritaire, mais un certain raccourcissement desdits mandats serait peut-être souhaitable pour multiplier les citoyens triangulaires concernés, l'essentiel étant plutôt d'introduire une forme de renouvellement par tiers (ou par moitié ?) des « élus » du tirage au sort, afin de fluidifier la participation démocratique, tout en assurant la transmission en douceur des savoirs et savoir-faire correspondants, ainsi que la continuité des dossiers ou des politiques engagées. Cela dit, il va de soi que de nombreux mécanismes fonctionnels et décisionnels déjà mis en place par les assemblées pseudo-démocratiques pourront se voir transposés tels quels, les ajustements ou remplacement de ces réglages procéduraux ne concernant que les rouages avérés incompatibles avec les nouveaux équilibres démocratiques de la Pyramide Tempérante.

La transparence comptable des affaires publiques méritera quant à elle la mise en place des dispositions techniques afférentes, sous forme de publication en continu de tous les mouvements financiers concernant la Municipalité, de sorte que les administrés locaux puissent contrôler *en direct* les données financières du Domaine Public et comprendre par la même occasion les contraintes de la gestion des budgets municipaux,

tout comme ils leur est déjà possible d'assister aux débats et de prendre connaissance des multiples décisions du Conseil Municipal. Un exécutif réellement démocratique, a fortiori local, ne saurait en effet avoir quoi que ce soit à cacher face à des citoyens adultes, quel que soit le volume ennéaédrique auquel ceux-ci peuvent historiquement correspondre. De plus, à titre de sécurité démocratique maximale, la Constitution devrait prévoir, via le Site Officiel, la possibilité d'une procédure citoyenne de référendum local révocatoire en cas d'abus de pouvoir, de corruption ou même d'incompétence patente de la Municipalité, à condition de réunir des quotas suffisants de votes exprimés *et* de participation, à fixer au gré de la majorité des Constituants, par exemple sur la base des deux tiers des « suffrages » exprimés, sur un minimum des deux tiers des citoyens adultes ou « inscrits », bien que dans un contexte dûment *tempérisé*, une telle situation de dérive triangulaire paraisse techniquement impossible, en particulier en raison de la transparence institutionnelle et comptable précitée.

Suivant le principe tempérant, son ancrage territorial local et la priorité ascendante attribuée à la flèche du pouvoir citoyen via ses flux d'initiatives, tous les ingrédients principaux des responsabilités d'ordre régalien techniquement compatibles avec l'échelle communale devront être localement présents et supervisés par la Municipalité, en particulier concernant les situations habituelles d'éducation, de santé, de police et de justice, dans la mesure où ces fonctions collectives indivisibles (donc situées au-dessus du pointillé intra-parallélépipédique) doivent devenir la propriété et la responsabilité communes des citoyens locaux qu'elles concernent, pour ne plus jamais être ressenties par ceux-ci comme les antennes administratives anonymes d'un État trop lointain, dont on doit subir la gestion erratique ou que l'on peut voler à loisir. Au contraire, la « communalisation » d'un maximum de services public sera le meilleur moyen de faire intérioriser le Bien Public par chaque citoyen en tant que richesse partagée utile à tous, au plus près des besoins spécifiques de la micro-démocratie locale, de sorte que toute atteinte à ce précieux trésor sociétal sera comprise comme une violence à l'encontre de ses proches, méritant une action policière et judiciaire aussi immédiate que sévère,

car pleinement légitimée par la responsabilisation libertégalitaire et son absence totale de hiatus ou contradiction spatio-temporelle. Dans un tel contexte, toutes les administrations essentielles seront *d'abord locales* aux yeux des citoyens, sur un échelle humaine optimale par laquelle les administrés et les fonctionnaires se connaîtront et se *re*connaîtront en tant que concitoyens logés à la même enseigne, ce qui réduira d'autant les soucis et impossibles rattrapages (anti)sociétaux de la centralisation anonyme et prétempérante, grâce à la prochaine *positivation* des moyens aujourd'hui dilapidés en vain, en particulier sous la forme d'un Revenu Universel libérateur de temps autant que d'angoisse vitale.

Toutes les données essentielles et quadrifaciales de la pyramide nationale se trouvant installées et localement gérées sur chaque espace communal (agrandi), et déclinées plus finement encore via l'échelon des Villages ou quartiers, la conscience citoyenne et sociétale de chacun ne pourra que fleurir en totale libertégalité, assurant un mode de vie locale désormais équitablement et majoritairement cogéré entre les citoyens des deux volumes sociétaux, attestant l'apparition historique du pouvoir politique universel d'une démocratie enfin directe sur le rez-de-chaussée de chaque territoire, en conséquence logique de la « collégialisation » de l'exécutif national prétempérant par l'Assemblée Gouvernementale et de la démocratisation semi-référendaire du pouvoir législatif assumé par le Congrès National Interdépartemental, les citoyens rectangulaires et triangulaires ayant partout remplacé les politiciens professionnels d'un présent bientôt révolu. En quelque sorte, le Conseil Municipal deviendra tout entier l'exécutif des actuelles majorités prétempérantes et de leur Maire, sous le contrôle majoritaire de l'ensemble des citoyens adultes locaux, eux-mêmes devenus politiquement actifs et réactifs, sous forme de conseil municipal élargi jusqu'au référendum, en particulier grâce au processus pétitionnaire d'un même Site Officiel Communal.

Le délodisme tempérant tire son nom de la démocratie locale et directe qui fonde les bonnes habitudes sociales dans le creuset de la vie communale, associant également la jeunesse, certes tout d'abord via un cadre familial et villageois apaisé par l'égalité vitale, ainsi que grâce au

partage d'un même parcours d'Éducation Commune et minimale, mais aussi du fait que tous les citoyens mineurs pourront participer à tour de rôle aux étapes démocratiques périodiques (par exemple en matière de tirage au sort) et très logiquement se voir réserver un espace *ad hoc* sur les Sites Officiels locaux, ne serait-ce que par l'intermédiaire sécurisant de leur établissement scolaire, en étant peu à peu formés à l'utilisation des outils démocratiques dans le cadre d'une Instruction Civique ainsi mise en pratique. En apprenant à observer leur vécu de façon critique, à s'informer pour stimuler leur imagination ou créativité sous forme de proposition, puis à débattre sur leur vie scolaire *et* extra-scolaire au sein des espaces réservés du site d'établissement ou du site communal junior, les jeunes citoyens s'ouvriront progressivement, et de façon motivante, aux multiples dimensions de leur société locale, au lieu d'en subir les contradictions et les violences comme c'est hélas le cas jusqu'à présent. On peut ainsi imaginer la scène d'un tirage au sort impliquant à tour de rôle plusieurs adolescents retirant chacun un chiffre de 0 à 9 dans des urnes séparées, afin de former un numéro complet identifiant un citoyen précis, voire tournant chacun une roue numérotée pour aboutir au même résultat aléatoire, entre maintes autres possibilités, soit mécaniques, soit électroniques, l'essentiel étant ici de sociabiliser chaque individu en une *personne* assumant sa double nature terrestre, condition incontournable de son émancipation libertégalitaire.

Enfin, la Loi constitutionnelle assurera aux Communes le droit *et le devoir* de transmettre systématiquement à leur Département toutes les Propositions ou décisions citoyennes et locales dûment validées par les voies pétitionnaire et référendaire, en fonction d'une majorité minimale et d'une proportion de participation à définir nationalement, sitôt que l'objet afférent dépassera le cadre strictement communal en concernant soit la Région de Proximité, soit l'ensemble de la République, filtrant ainsi la flèche ascendante desdites initiatives et Propositions citoyennes.

Le rez-de-chaussée directement et universellement démocratique de la Commune Tempérante, une fois mis en œuvre et dûment complété par les préférences majoritaires à venir, sera donc le premier maillon de

la Paix sociale et de la Justice positive que celle-ci suppose, assurant la rectitude verticale des parois parallélépipédiques en direction de l'étage central que constitue chaque département français en tant que traduction historique optimale de la Région de Proximité et palier politiquement équivolumétrique soudant le local au national.

5 - Modalités et Chantiers de Nature Constitutionnelle et d'Échelon Départemental (ou de Proximité Régionale).

Étant situé au beau milieu de la pyramide sociétale nationale, à cheval sur le « palier médian » fonctionnel propre à la face politique, le Département ou la Région de Proximité endosse une *double* nature qui, comme on l'a observé, obligera à différencier techniquement sa fonction de gestionnaire régional, voire interdépartemental « de voisinage », de ses toutes nouvelles responsabilités législatives nationales par le biais du Congrès des Départements, ce dernier rôle incluant aussi -et surtout- la filtration-promotion des initiatives et Propositions Citoyennes s'avérant d'intérêt général ou « universel », en provenance de n'importe quelle Commune du territoire correspondant (filtration par l'obligation légale de soumettre la nouveauté aux autres Communes du Département pour évaluation majoritaire minimale, relative ou absolue, puis promotion, le cas échéant, par formulation et inscription *automatiques* sur l'agenda du Congrès des Départements).

Dans la mesure où un maximum de responsabilités pratiques et de services publics se situeront désormais au plus près des citoyens sous leur propre contrôle via leurs néo-Communes tempérantes, le premier rôle cité plus haut devrait être aussi limité que possible, ne procurant au Département que l'épaisseur minimale d'une interface entre le national et le local, ou l'État et les Communes, dans des proportions comparables à la finesse de la pulpe qui soude les deux côtés principaux d'une feuille d'érable, ce qui doit limiter le rôle départemental à la gestion de certains besoins communs à toutes les communes régionalement concernées, au gré des préférences majoritaires à venir. Pour faire face à ces fonctions

classiques, et compte tenu de la sécurisation démocratique transparente du rez-de-chaussée communal, les citoyens auront le choix entre la mise au point de « fonctionnalités départementales » de nature triangulaire ou rectangulaire, c'est-à-dire impliquant soit les seules municipalités entre elles, soit l'ensemble des administrés départementaux, selon les enjeux financiers et les domaines concernés, mais le champ d'action limité des Départements, ainsi que la fréquence dès lors très faible des décisions à prendre ou des budgets à valider, justifient de préférence une démocratie aussi directe et citoyenne qu'à l'échelon communal. Cela paraît même objectivement légitime, dans la mesure où tout ce qui ne concerne pas l'échelon national se situe en dessous du palier médian, et devrait donc logiquement correspondre à ce type de fonctionnement universel. Pour autant, tout dépendra principalement de l'implication citoyenne, et il sera possible de prévoir une soupape de sécurité fonctionnelle, activée ou non selon la proportion effective de participation.

Par exemple, si la section départementale des Sites Officiels ne regroupe pas assez de participants actifs ou votants, sans donc atteindre une proportion constitutionnellement définie, il peut être très judicieux de prévoir la prise en charge du débat et de la décision départementale par les seules Municipalités, puisque cette éventualité signifierait que la population ne se sentirait pas suffisamment concernée, laissant dès lors le choix final aux citoyens triangulaires des communes correspondantes. En tout état de cause, les enjeux resteraient non seulement limités, mais à tout moment contrôlables par l'ensemble des citoyens en cas nécessité. Cette formule de soupape démocratique rectangulo-triangulaire, idéale au niveau intermédiaire de cet entresol politique, permettra l'implication libre et progressive des citoyens jusqu'au niveau départemental, plus particulièrement durant la période de rodage des nouvelles institutions et de conversion délodiste propre à une « Sixième République française » provisoire, le cas échéant, ce qui veut dire que la démocratie directe, en tout point obligatoire pour la Commune, pourra rester « facultative » à l'échelon départemental (outre la troisième possibilité plus conséquente de réunir périodiquement une assemblée départementale de Citoyens Délégués sociologiquement représentatifs, dûment tirés au sort et bien

sûr volontaires, afin de valider ou non les décisions régionales). Ainsi les solutions et modalités pratiques ne manqueront-elles pas pour ajuster au mieux l'agrégation politique des néo-Communes en Départements et autres Régions de Proximité à coup sûr plus démocratiques que tout ce qui résulte des systèmes prétempérants, électoraux et partisans.

Cela dit, le rôle le plus novateur de cet étage constitutionnel est directement lié à la position centrale du Département (français) entre la Commune et l'État, doublée d'une proximité géographique vis-à-vis des Citoyens propice aux meilleures conditions de participation. La fonction *nationale* de cet ennéaèdre régional, à cheval sur le palier médian, lui confèrera un double rôle crucial, d'une part de filtration-promotion des idées, innovations et initiatives locales ou régionales d'intérêt universel au sens citoyen du terme, comme déjà mentionné en début de section, et selon des procédures techniques peu ou prou identiques à celles qui se verront choisies pour l'échelon communal, et d'autre part, d'Assemblée ou Congrès National dont la vocation législative et semi-référendaire impliquera simultanément l'ensemble des Départements, pour remplacer une Assemblée Nationale (ou un Parlement central) devenu le lieu d'un Gouvernement collégial libéré des influences partisanes politiciennes et de leur personnalisation carriériste, si propices à l'entre-soi corruptif. Il ne s'agit donc plus de démocratie directe absolue, mais semi-directe car toujours citoyenne, grâce à un échantillonnage démographique et socio-professionnel, voire le cas échéant culturel, d'une taille statistiquement aussi fiable que n'importe quel référendum national, mais d'une valeur référendaire *qualitative* largement supérieure à ce que conditionnent les consultations populaires classiques, sans même compter les avantages en termes de coûts et de contraintes logistiques. Rappelons en effet que les Délégués Législatifs Régionaux des périodiques Congrès Nationaux seront des citoyens en tout point représentatifs de la population, tirés au sort pour une session unique, auxquels seront fournis les moyens et le temps de s'informer aussi complètement que possible, de débattre et de faire leur choix dans des conditions idéales de responsabilisation, à la manière de conventions réellement autonomes et dépassionnées, en lieu et place des (rares) référendums consentis du sommet, de leur caricature

de médiatisation clanique ou politicienne, et de leur public citoyen peu ou prou indifférent ou manipulé, faute de temps libre pour s'impliquer un minimum en se préservant des a priori et des émotions si savamment entretenus par ceux qui ont intérêt à le diviser. Les citoyens tempérants, informés pour l'occasion et pour la plupart libres de toute appartenance partisane, s'avèreront d'autant plus intègres et motivés qu'ils seront bien trop nombreux, et à chaque occasion trop différents, pour être manipulés par quelque lobby que ce soit, tandis qu'aucune carrière politicienne ne sera associée à leur responsabilité éphémère. Il en résultera une qualité d'approfondissement exhaustif et de liberté décisionnelle incomparable à ce dont font preuve la plupart les députés et autres sénateurs partisans des systèmes politiques prédélodistes, a fortiori si toutes les procédures tempérantes impliquent l'audition d'expertises et de conseils dûment contradictoires, donc gratuits autant que rémunérés, associatifs autant qu'individuels, publics ou administratifs autant que privés, et surtout en totale transparence médiatique et citoyenne. Dans de telles conditions, il est certain que les décisions prises correspondront exactement à ce que le peuple entier aurait majoritairement finalisé en ayant eu le temps et les moyens humains et matériels de s'informer et de débattre, tandis que l'intense rotation citoyenne assurée à chaque Congrès rendra volontaire et ponctuel ce nouveau droit législatif enfin universalisé, en donnant l'occasion d'une expérience inoubliable à toute la population adulte, du moins potentiellement, au gré du tirage au sort.

Les compétences requises seront acquises pour chaque occasion de participation, en fonction directe du ou des sujets abordés, dans des conditions d'impartialité favorisées par l'absence de toute représentation partisane *fonctionnelle*, et le jugement des consciences à l'œuvre sera ancré sur la réalité intégrale et proportionnelle de toutes les expériences socio-économiques et culturelles vécues, au lieu d'être perverti par les intérêts de l'ambition individuelle et de la dépendance clanique, sur leur fond de manœuvres et autres « stratégies » électorales prétempérantes. Enfin, grâce à la diffusion citoyenne du pouvoir législatif ainsi assurée, la volonté majoritaire s'exprimera sans plus aucun risque de corruption systémique, et toutes les procédures qui découleront de l'appropriation

populaire du droit de vote décisionnel s'en trouveront frappées du sceau de la simplicité, de la transparence et de l'efficacité maximale.

Les chantiers techniques qui ajusteront les nouveaux rouages de la démocratie tempérante ne sauraient être menés que majoritairement par les prochains Constituants et nécessairement avalisés à l'occasion du référendum fondateur de l'ère délodiste, et les choix correspondants, au travers des lois constitutionnelles et organiques, en particulier s'agissant des procédures législatives, de leurs étapes et délais, de la fréquence des votes semi-référendaires, du nombre optimal de leurs participants, de la formation et des indemnités de ces derniers, ainsi que des budgets de fonctionnement, parmi tant d'autres considérations pratiques évolutives, laisseront une marge de liberté organisationnelle sans aucune incidence sur l'architecture de la face pyramidale politique, ni sur l'émancipation libertégalitaire collective qu'assureront les Départements ou Régions de Proximité, en faisant ainsi descendre à moins d'une heure de transport des citoyens le pouvoir de légiférer, de proposer, et surtout d'approuver ou non la teneur des flux ascendants et descendants de la démocratie, assurant de cette manière le bon fonctionnement du quatrième ascenseur sociétal, tout en en légitimant majoritairement le contenu.

L'avènement du délodisme politique sur la face institutionnelle aura donc le mérite de simplifier grandement les rouages en rendant peu ou prou inutile la multiplication des instances de contrôle censées veiller à un impossible équilibre entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, la fameuse usine à gaz qui engendre tant de carrières aussi privilégiées que fictives ou honorifiques, puisqu'à tout moment, et sur les trois étages de la pyramide nationale (rez-de-chaussée compris), la volonté citoyenne, rectangulaire *et* triangulaire, s'exprimera sans contrariété ni même abus de pouvoir possible, ce qui relativisera d'autant la nécessité faussement sécurisante de recourir à certaines hautes autorités judiciaires, et réduira à tout le moins chez celles-ci les risques symétriques de dépendance vis-à-vis du pouvoir politique, ou inversement de sur-domination poussant la justice à outrepasser son rôle via quelque idéologie minoritaire. Car même s'agissant des citoyens boosters ou triangulaires politiquement

mandatés par tirage au sort pour une durée à définir non renouvelable, la règle délodiste puisera ses « élus » dans un vivier de milliers, dizaines de milliers, centaines de milliers, voire millions d'adultes triangulaires selon les critères de compétence ou niveau de formation majoritairement retenus, ainsi qu'en fonction de « l'étage » communal, départemental ou national concerné, ce qui, conforté par la transparence institutionnelle, garantira une juste égalité au sein même du triangle de la quatrième face et supprimera tout risque d'abus de pouvoir minoritaire.

Le fonctionnement desdits triangles que formeront les nouvelles assemblées départementales, en tant que gouvernement micro-régional, fera certainement l'objet des mêmes précautions procédurales et autres ajustements techniques qu'au sein des Municipalités, pour assurer une délibération collégiale et une répartition des tâches exécutives propres à cet échelon intermédiaire, sachant qu'en plus, il faudra baliser de façon limpide le nouveau rôle national central de cette autorité, en sa qualité de filtre régional et de co-organisateur du Congrès National Législatif ou Congrès des Départements. Ainsi devront être prévues les procédures de réception des propositions et autres initiatives citoyennes de teneur régionale ou nationale potentielle en provenance des Communes, de validation départementale de ces suggestions par leur soumission aux citoyens des autres Communes du territoire correspondant, puis enfin d'inscription-formulation des innovations ou doléances *confirmées* au programme des futurs débats interdépartementaux, dans l'optique d'une possible généralisation législative nationale à l'occasion d'une session des Congrès périodiques. Tout comme les Communes dont ils auront la charge coordinatrice habituelle, les Conseils Départementaux pourront repérer et promouvoir non seulement les lois et autres règlements jugés pertinents par les majorités citoyennes communales, mais également les initiatives socio-économiques et culturelles les plus profitables et donc dignes d'être invitées à prendre l'ascenseur jusqu'au troisième et dernier étage collectif, moyennant validation par le Congrès National.

Par ailleurs, chaque département représentant l'ensemble de ses communes de référence, il va de soi que toute initiative ou Proposition

provenant directement de l'Assemblée exécutive départementale devra être soumise à la votation majoritaire minimale, relative ou absolue de l'ensemble des citoyens « communaux » avant de pouvoir être discutée, puis adoptée ou non, par le Congrès National des Départements. Enfin, les procédures de classification entre citoyens universels rectangulaires et citoyens boosters triangulaires, sur la base factuelle et évolutive des revenus, salaires, rentes, intérêts, dividendes et profits déclarés au titre de la précédente année civile -et plus contrôlés que jamais- associeront étroitement les trois étages vitaux de la République démocratique pour informer annuellement chaque citoyen adulte de sa situation pyramidale ou parallélépipédique.

Les plannings, rythmes et durées des mandats « triangulaires », comme des délégations et votations citoyennes de nature congressiste et/ou départementale, feront aussi partie des ajustements à finaliser très librement, ainsi qu'à faire évoluer au gré de l'expérience démocratique et de l'évolution sociétale quadrifaciale, en différenciant ce qui relève de la relative immuabilité constitutionnelle nécessaire, et ce qui peut ou doit évoluer de façon ponctuelle, voire annuelle, sans remettre en cause l'équilibre libertégalitaire pyramidal. Quant aux appellations définitives des principales institutions induites par le délodisme tempérant, il va de soi que seuls les Citoyens Constituants seront à même de définir leur préférence majoritaire, sachant tout de même qu'il serait plus cohérent de qualifier de départemental (ou régional), ainsi que de communal, tout ce qui fonctionne en dessous du palier médian subdivisant la pyramide départementale, puisque ce palier coïncide en tout point avec celui de la pyramide sociétale, ce qui suppose de préciser comme nationaux tous les rouages *de facto* supérieurs à ce niveau. Ainsi les citoyens prendront conscience de participer à leur propre espace d'identité locale ou micro-régionale en qualité de *voteur* universel en démocratie directe, voire en tant que Délégué Départemental, tandis que leur éventuel tirage au sort comme Délégué Législatif National les impliquera ponctuellement au service de la République toute entière, au sein d'un Congrès National, Congrès Législatif ou autre Convention Législative Nationale dûment

démocratisée, et selon le poids géo-démographique caractérisant chaque Département.

6 - Modalités et Chantiers de Nature Constitutionnelle et d'Échelon National ou Étatique.

Le dernier échelon républicain de cette pyramide hiérarchique (simplifiée par la démocratisation logique de l'étage gouvernemental et présidentiel personnalisé hérité de la Monarchie, grâce à la collégialité de la future Assemblée Nationale en tant que nouveau pouvoir central exécutif), inclura désormais le niveau départemental juste au-dessus de la médiane faciale politique, en illustration de l'appropriation citoyenne rectangulaire (et donc universelle) du pouvoir législatif, tandis que son nouveau vis-à-vis triangulaire sera au sein de la capitale, sous la forme d'un gouvernement collectif, réparti en Commissions Ministérielles qui n'auront plus besoin de figure de proue médiatique ou de star politique, ni de protocole ostentatoire aussi ruineux que désuet, caractéristiques de l'actuelle monarchie républicaine française, entre tant d'autres exemples de par le monde. Si la Présidence de la République, troisième élément de la pyramide nationale, situé en son sommet, nécessitera bien toujours la parure minimale d'un certain faste en représentation *symbolique* de la République Tempérante, en particulier vis-à-vis des nations étrangères, la réalité fonctionnelle et le pouvoir désormais démocratique des « élus du sort » gouvernementaux que seront les citoyens boosters mandatés au plus haut niveau n'engendreront que les dépenses de fonctionnement et d'apparat jugées utiles par la majorité des citoyens Délégués Législatifs du Congrès National, ce qui devrait éviter tout excès et autre gaspillage somptuaire indécent, et ce, d'autant plus facilement que les nouveaux volontaires seront motivés par l'intérêt général et dûment récompensés pour exercer le privilège de servir leur pays, au lieu de *se* servir entre copains ayant le pouvoir exorbitant de voter leurs propres rémunérations et avantages en tout genre, tout comme leur prolongement à vie une fois leur mandat terminé. Cela participera de l'assainissement indispensable des mœurs politiques, en proportion de l'élargissement des opportunités

au maximum de citoyens « triangulaires » en capacité de gouverner, et réduira au minimum nécessaire la taille des entourages, à l'instar de ce qui s'observe déjà chez certains pays exemplaires, en particulier nord-européens. Car du simple fait que les futurs parlementaires proviendront de *toute* la population proprement pyramidale, elle-même reconnectée à ses concitoyens parallélépipédiques via la nécessité du vote majoritaire, l'avenir délodiste ne pourra que proportionner les dépenses étatiques de fonctionnement à la réalité des niveaux et modes de vie de l'ensemble sociétal, évitant à coup sûr l'indécent séparatisme des élites nationales et leur gaspillage somptuaire aujourd'hui encore si criant.

Dans la mesure où tout contenant doit épouser la forme de son contenu, il est bon de rappeler que le rôle intérieur de l'État et de ses trois composantes législative, exécutive et judiciaire consiste avant tout à rationaliser les équilibres nationaux, ce qui impliquera désormais, en plus des tâches régaliennes usuelles (peu à peu sensiblement réduites au fur et à mesure de la *tempérisation* sociétale) l'obligation toute nouvelle, et en réalité prioritaire, d'assurer la péréquation biéconomique entre les revenus citoyens et l'unique impôt-contribution libertégalitaire propre à la partition-répartition, en tant que condition sociale et matérielle de la Justice et de la Paix. Dès lors, les modalités et chantiers les plus utiles consisteront à parfaire la collecte de la contribution citoyenne des 50% brut (au sens interdomanial ajustable à chaque situation citoyenne), pour la distribuer sous forme de Revenu Universel individuel dans le cadre des droits et des devoirs de la Garantie Citoyenne d'une part, et de Bien Public ou Commun indivisible d'autre part. La constitution devra donc régler toutes les modalités législatives et exécutives en fonction de cette priorité, afin que la détermination des contenus et volumes subséquents soit négociée chaque année entre le Triangle et le Rectangle étatiques, (autrement dit Assemblée Gouvernementale et Congrès National), sous la responsabilité et la garantie du contrôle institutionnel présidentiel, au gré de l'évolution socio-économique et des circonstances nationales et internationales, le devoir *premier* de l'État étant de maintenir l'équité de l'égalité minimale et semi-partagée entre tous les citoyens adultes, en

temps de prospérité comme en période de crise, ce dernier cas devenant plus rare que jamais, une fois l'évolution tempérante accomplie.

Ici encore, le chantier constitutionnel devra régler les relations de pouvoir et les procédures reliant l'Assemblée Gouvernementale au Congrès National, en particulier pour faire évoluer sans cesse -et surtout qualitativement, par souci écologique- la teneur tant socio-économique que culturelle du Revenu Universel, ainsi que pour canaliser les flux respectivement ascendants et descendants des Propositions Citoyennes, communales ou départementales, et gouvernementales, en finalisant les détails déjà mentionnés dans la section précédente au sujet de l'échelon « régional ». En prenant soin d'anticiper autant que possible l'ensemble des situations imaginables, ne serait-ce que sur la base des expériences prétempérantes pour en conserver les bons processus et en éliminer les aspects incompatibles avec le délodisme, les Constituants pourront fixer les nouvelles « règles du jeu de Loi », surtout s'agissant du nombre et de la répartition ministérielle des Délégués Exécutifs Nationaux, du mode de fonctionnement des Commissions afférentes, de la durée des mandats et de la rotation de ces derniers (de préférence partielle et régulière). Il sera également nécessaire de fixer le mode de présidence de ce nouveau corps national, soit par élection interne, soit par rotation systématique entre les Commissions Ministérielles, puisqu'il ne s'agira que de gérer les débats selon des règles grandement simplifiées par l'absence de tout parti constitué sur cette face pyramidale. Il serait même fort souhaitable que le Président de la République, voire un représentant de son choix, puisse librement assister aux débats et votes sans pouvoir aucunement y participer, dans la mesure où il n'y aura désormais plus aucun risque de conflit politique, ni même d'arrière-pensée concurrentielle ou électorale, entre les citoyens des deux institutions impliquées.

De façon assez comparable à ce qui est à prévoir aux échelons de la Commune et du Département, les modalités démocratiques assureront les meilleures conditions d'information, de réflexion, d'échange de vues en débat et de prise de décision majoritaire, en raison même de l'égalité et de la diversité des participants individuels, en contraste flagrant avec

les blocages, les obstructions, les langues de bois et autres manœuvres à vocation bassement médiatico-électoraliste qui caractérisent les luttes partisanes des contextes prédélodistes. Car, même si ce haut niveau de responsabilité suppose un minimum de compétences, inévitablement lié à de longues études ainsi qu'aux diplômes correspondants, ou quelque équivalence, les citoyens désormais concernés par ces hautes fonctions ou ces mandats deviendront de fait innombrables en comparaison des cercles claniques ultra-minoritaires d'aujourd'hui, lesquels se renvoient inlassablement un ascenseur social bloqué sur le même étage, au point de le transformer en un *train* de vie illégitime et ruineux pour la Nation. Il en sera de même pour les nominations administratives supérieures sur la base d'un réel consensus de l'Assemblée Gouvernementale, voire en mettant en place un système de présélection par niveau de compétence et d'expérience, avec ou sans candidature volontaire préalable, doublé d'un tirage au sort entre les très nombreux finalistes avérés d'aptitude comparable, pour éviter les travers de copinage et de réseau observables jusqu'à présent, faute de transparence tempérante.

Les modalités de surveillance, de vérification de légalité, ainsi que de sollicitation ou d'appel à l'autorité judiciaire ne pourront quant à elles qu'évoluer en conséquence, et sur les trois échelons géographiques de la face pyramidale politique, avec pour caractéristique une précieuse simplification des procédures et la réduction spectaculaire du nombre d'institutions de supposé contrôle des équilibres entre les trois pouvoirs usuellement distingués, en raison de l'absence assurée de discontinuité sociétale, particulièrement visible tout au long de la flèche ascendante du pouvoir citoyen rectangulaire, donc du Peuple tout entier des adultes moteurs *et* boosters. Cela ne pourra qu'alléger la constitution *utile* de bon nombre de chapitres et d'articles formant l'usine à gaz déjà décrite concernant la Cinquième République française, sans oublier la majeure partie des hautes autorités, directions et autres comités multipliés au fil des improvisations politiques, en vaine -ou fausse- réponse médiatique aux contradictions prétempérantes, voire opportunité de caser et recaser une nomenklatura désœuvrée, ce que traduit l'empilement des rapports et des livres blancs dans les placards verrouillés des palais républicains.

Dans la mesure où les citoyens des *deux* volumes sociétaux, en tant que Délégués Voteurs semi-référendaires représentatifs, accèderont au pouvoir législatif via les Congrès Nationaux de leur département, la volonté majoritaire d'un même et unique « parti populaire » de citoyens universels sera enfin entendue et respectée en toute circonstance, sans nécessiter la lourdeur d'un labyrinthe institutionnel propice aux brumes de l'entre-soi et à l'inflation d'avocats-conseils au seul service des plus puissants, ce qui se traduira aussi bien par la transparence et le contrôle citoyen d'un strict minimum d'instances juridiques nationales, que par la réactivité locale et régionale des tribunaux de proximité, tandis que le barème évolutif des peines encourues sera démocratiquement déterminé et que l'application de ces dernières, sous forme de travail obligatoire et de formation plus que d'isolement carcéral aliénant, se verra autant que possible *localement* gérée. Car le besoin de réprimer toute déviance vis-à-vis de la Loi commune deviendra peu à peu d'autant plus rare que la véritable justice positive de la libertégalité éducative, socio-économique et culturelle aura remplacé la violence systémique de la prétempérance. Ainsi les professionnels de la Justice, en tant qu'experts, pourront-ils à la fois guider sur le plan procédural et responsabiliser face aux principes d'équité les jurys d'assises et les Délégués Législatifs, tout en ayant le devoir d'appliquer strictement la loi et de respecter les limites de chaque fourchette pénale, lors de leur jugement, solitaire ou partagé, au nom du Peuple.

Á ce même niveau des pouvoirs et devoirs nationaux législatifs, exécutifs et présidentiels, les modalités référendaires se verront ajustées, compte tenu de la représentativité démocratique directe -car citoyenne- des Congrès Nationaux, même si techniquement, cette modalité ne peut fonctionner que de façon semi-directe (par délégation), et dès lors, semi-référendaire. La prise en main du pouvoir législatif par l'ensemble des Départements en tant que Congrès totalement représentatif de la réalité socio-économique et culturelle de la nation, en tenant grand compte des pondérations démographiques de chaque micro-région, transformera peu ou prou la routine législative en référendum de fait, assurant la prise en

compte de toute la population adulte et l'équilibrage parfait des flèches ascendantes et descendantes respectives des Citoyens et de l'État. Dans ces conditions, même si les risques d'abus de pouvoir ou de déviance dictatoriale avoisinent le zéro absolu en rendant la moindre tentative de « privatisation minoritaire » instantanément repérable, il sera seulement nécessaire de prévoir la *possibilité* réciproque de référendums nationaux exceptionnels suggérant une situation de sauvegarde ou d'urgence, outre le cas très particulier, car historique, de l'instauration de la constitution tempérante fondatrice.

L'initiative de ces consultations universelles devrait logiquement procéder de l'Assemblée Gouvernementale, ou des Congrès Citoyens et Nationaux, du moins pour avoir une chance d'être prise au sérieux, mais le respect de cette liberté doit aussi permettre l'éventualité d'un RIC ou référendum d'initiative citoyenne, dont la prise en compte découlera, à l'instar de n'importe quelle Proposition, des adhésions suscitées sur les Sites Officiels, selon une procédure majoritairement définie. De plus, l'équilibrage généralisé des pouvoirs d'initiative référendaire, et même de destitution ou de dissolution seulement via cette procédure, pourra aussi concerner le Président de la République, en tant qu'initiateur, ou même personne « ciblée », sans que ces multiples sécurités sur toute la hauteur de la face politique ne risquent de paralyser la vie démocratique, du fait de la pacification des mœurs politiques induite par la démocratie tempérante. Il en résulte que les Constituants pourront prévoir toutes les éventualités d'annulation des mandats pluriannuels, collectifs ou même individuels, caractérisant les pouvoirs politiques de nature triangulaire, selon des délais décisionnels qui devraient inclure la rapidité nécessaire aux cas d'urgence, sachant qu'en tout état de cause, il faudra passer par l'approbation populaire majoritaire pour tout référendum d'envergure classique. Il n'en reste pas moins vrai que, comme déjà précisé au cours de ces *Réflexions*, ces sécurités extrêmes n'auront plus grand intérêt en contexte tempérant, au point que, compte tenu de l'universalisation du pouvoir législatif dans le cadre des Congrès Nationaux (au pluriel, car impliquant à chaque nouvelle session des citoyens fort différents) il sera amplement suffisant de prévoir, particulièrement en cas d'urgence ou de

crise, la consultation ou convocation des congressistes du moment, ce qui s'avèrera à coup sûr plus démocratique que la situation prédélodiste d'un pilotage présidentiel et personnel à (courte) vue, par ordonnances, articles 49-3 ou 44-3, et autres « conseils de défense » en totale opacité. En résumé, un réel droit de *proposition* de destitution ou de dissolution réciproque entre l'Assemblée Gouvernementale et la Présidence pourra s'établir, à condition que l'arbitrage provienne du Congrès Législatif, et selon une majorité élargie à définir, dépassant sans doute les deux tiers des Délégués Congressistes, lesquels pourront également et encore plus directement s'auto-saisir à l'encontre de l'une au l'autre des insitutions nationales précitées. Dans un contexte aussi équilibré que la tempérance délodiste, les initiatives de sanctions référendaires pourront en quelque sorte s'entre-équilibrer sur toute la hauteur de la face politique propre à l'ennéaèdre sociétal, et leur seule possibilité ou éventualité jouera un rôle mutuellement dissuasif, tandis que la parfaite continuité majoritaire et transparente des échelons de pouvoir les rendra *de facto* inutiles.

Enfin, pour couronner cette République Tempérante en tant que démocratie aboutie et stabilisée, ou monument pyramidal plus durable que jamais, car indestructible de l'intérieur et surtout auto-émancipateur pour chacun de ses éléments, la fonction sommitale de Président de la République et de représentant suprême face au monde extérieur traduira la conversion de la violence en Paix, et de l'autorité en Justice, sous la forme d'une incarnation symbolique, dépourvue de pouvoir exécutif au sens gouvernemental du terme, et pour autant plus respectée que par le passé, en raison de la toute nouvelle *nature* affective et morale, pour ne pas dire spirituelle, qui « présidera » logiquement au choix populaire de la personnalité représentant au mieux la société pacifiée, pour la période historique concernée.

Point de parti ni de candidat, mais des individualités révélées par leur parcours peu ou prou exemplaire, leur capacité optimale à assumer ce que les citoyens considèrent comme le nouveau rôle d'un Président tempérant ou d'une Présidente tempérante, sur la base d'une popularité effective acquise grâce à une implication personnelle durable au sein de

la « vraie vie » et des actes et comportements qu'elle implique et traduit, qu'il s'agisse d'entreprise matérielle, sociale, culturelle ou intellectuelle, ce qui ouvrira potentiellement les portes de la Présidence républicaine à toute personnalité reconnue positivement influente, et correspondant au mieux à l'attente majoritaire, comme incarnation idéale des principales valeurs humaines -et plus encore universelles- du Peuple. Sans illusion de perfection concernant ces influenceurs de l'Histoire, en particulier quant à leur vie privée, il va de soi que la probité et le respect de la Loi feront partie des conditions minimales de présélection citoyenne, tout comme les compétences et le niveau d'éducation qui seront nécessaires à l'endossement pratique des responsabilités afférentes, en qualité de miroir de la Nation face aux citoyens, comme de portrait de celle-ci aux yeux de l'étranger. En tout état de cause, la popularité préalablement acquise, puis confirmée via le parcours de présélection concernant les « nominés » invités à concourir, *puis* se déclarant volontaires à cet effet, doublée de l'absence de responsabilité ou de pouvoir pratique, fera de la présidence tempérante et de son incarnation le lien charnel, le véritable trait d'union psychologique, entre tous les citoyens, de par sa neutralité *fonctionnelle* entre minorité et majorité face à chaque situation de débat, ou son impuissance à imposer politiquement son point de vue, ce qui ne doit en aucune façon empêcher ce citoyen particulier d'avoir sa propre opinion et de l'exprimer ou non, selon sa préférence, car il serait pour le moins injuste que le citoyen le plus populaire soit privé par les autres de sa liberté d'opinion et d'expression. Au contraire, sa position désormais hautement morale, et non plus intéressée au sens nombriliste du terme, procurera à la personnalité correspondante un véritable rôle de gardien des institutions, propice au respect de la personne et de sa fonction, sans aucun besoin de cultiver quelque image médiatique artificielle, ni aucun intérêt à communiquer autrement que sur le fond. Autant dire, dès lors, que la parole présidentielle ne manquera pas d'influence positive, et ce, d'autant plus que les néo-citoyens, devenus tempérants, émancipés et plus conscients que jamais, sauront faire le tri de ce qui dévierait un tant soit peu de l'axe pyramidal recentré, à l'instar des stigmatisations et des divisions caricaturales portées par tant de discours présidentiels passés et actuels, aux accents partisans exacerbés par des visées électoralistes.

En endossant le rôle présidentiel qui transcende l'individu, ou le costume d'un Roi désormais choisi par « son » peuple, indépendamment de toute carrière politicienne révolue, la personnalité intégralement élue (et non plus désignée ou autoproclamée) qui incarnera la Nation auprès des institutions internationales et des pays étrangers, en compagnie du ou des Délégués Exécutifs de l'Assemblée Gouvernementale convenant aux circonstances, sera également respectée par ses homologues en tant que dépositaire de la volonté majoritaire des citoyens et messager de la souveraineté nationale correspondante, et son impuissance à contredire le peuple qu'elle représentera la libèrera de toute influence extérieure plus ou moins néfaste, pour au contraire encourager, via le rayonnement de l'exemplarité démocratique, l'application de la Justice et de la Paix dans les relations internationales, puisque les principes tempérants et le calcul minutaire dicteront la diplomatie de chaque nation délodiste. Il en résultera que la politique internationale pourra enfin mettre ses actes en conformité avec les discours humanistes proclamés, tandis que l'aura de chaque nation tempérante forcera le respect dont jouissait la France à l'époque gaullienne, en dépit des tares systémiques qui condamnaient d'avance cette république à la déplorable situation actuelle.

Arrivé au faîte de l'exploration des modalités et chantiers induits par l'évolution délodiste, il apparaît on ne peut plus logiquement que la tempérance politique, grâce à la parité libertégalitaire de son ensemble républicain et au schéma « sub-pyramidal » de chaque étage communal, départemental et national, aboutira au centrage optimal et définitif de cette quatrième face sur le palier médian départemental ou régional de *proximité*, en tant que solution d'équilibre entre la verticalité abusive de tout pouvoir centralisé et l'horizontalité inconstructive du seul niveau communal, s'agissant de la quasi-totalité des sociétés humaines, sachant que seuls de rares micro-états-cités (historiquement artificiels du point de vue quadrifacial des interdépendances vitales) peuvent fusionner les niveaux communal et étatique, en tant qu'exceptions confirmant -hélas « en creux »- les conditions universelles de la Justice et de la Paix, car

nécessairement via une forme de sur-dépendance ou de sur-domination selon la face pyramidale concernée et ses divers degrés ou étages.

7 - De l'Équilibrage jusqu'au Sommet.

Loin de prétendre à l'exhaustivité, ni à l'expression de quelque compétence professionnelle spécialisée, les multiples pistes de réflexion qui viennent de survoler les deux axes pyramidaux depuis le chapitre 6 induisent seulement que, s'agissant d'établir les nouvelles règles du jeu, de nombreux chantiers techniques de finition devront être menés jusqu'à leur terme par des Constituants libres de préférer majoritairement telle solution à telle autre, étant entendu que désormais, seuls les principes tempérants, biéconomiques et délodistes sauront baliser l'axe à suivre pour respecter l'équilibre libertégalitaire et quadrifacial de l'architecture pyramidale, en tant que condition minimale de Justice et de Paix, donc d'établissement des droits et devoirs objectivement hiérarchisés -et dès lors légitimés- de *tous* les citoyens, tant moteurs que boosters. Pour peu que ces contraintes minimales et équitables entre liberté et égalité soient enfin respectées, les choix historiques et leurs formes organisationnelles pourront s'actualiser et évoluer en totale transparence, au gré de cultures elles-mêmes assainies car ainsi libérées de toute *sur*-domination. Cette (r)évolution pacifique sans précédent dans l'Histoire planétaire laissera s'épanouir les initiatives sociales, économiques, culturelles et politiques les plus vertueuses, au sens laïc *et* spirituel d'un progrès humaniste de valeur universelle, *tempérisé* par la conscience de ses propres « limites » biaxiales, les unes matérielles et écologiques vis-à-vis de la Terre, de ses innombrables et si fragiles formes de vie, de ressources et d'énergie, les autres, intellectuelles, philosophiques, morales ou religieuses, face aux secrets et dimensions inaccessibles d'un Mystère Suprême si justement qualifié de « Divin ».

Au fond, les choses sont plus simples à résumer qu'il n'y paraît, puisque par le double équilibrage vertical *et* horizontal de la partition-répartition sur chacune des faces pyramidales observées, la continuité

sociétale hiérarchique sera enfin fixée sur sa base libertégalitaire, c'est-à-dire de parité absolue entre liberté et égalité, soudant définitivement le tissu social de la base au sommet, et lissant d'autant les aspérités indues de toute atteinte aux droits vitaux et universels des citoyens, comme des membres de n'importe quelle communauté sub-sociétale. Le chapitre 6 a déjà permis d'établir que sur l'axe physico-matériel, la découverte des principes tempérants et biéconomiques permettra de procéder à la seule péréquation viable possible pour définir et partager objectivement les droits et devoirs vitaux, universels et légitimes des citoyens, quels que soient les aventures et aléas de leurs innombrables parcours individuels, ou les circonstances sociétales et extra-sociétales de chaque époque et lieu. Le chapitre 7, qui se termine ici, permet de constater, sans surprise compte tenu de la chronologie du « talochage sociétal », que ces mêmes innovations équilibreront orthogonalement l'axe secondaire ou culturo-politique en accolant les deux volumes hiérarchiques sociétaux, d'une part via l'Éducation Commune et l'accès garanti au média public des Sites Officiels de Proposition Citoyenne sur la face culturelle (le second et nouvel outil assurant enfin et canalisant la flèche ascendante du droit d'expression de tous les citoyens, sans discontinuité entre la base et le sommet), et d'autre part grâce à la toute nouvelle accession des citoyens universels, moteurs *et* boosters, au palier médian du pouvoir politique, en tant que Délégués Législatifs des Congrès Nationaux périodiques et semi-référendaires, cette fonction politique démocratique se trouvant de la sorte parfaitement centrée sur le palier médian, en fidèle portrait de la société et trait d'union inaltérable entre ses deux volumes objectifs.

En prime, à la façon d'une cerise sur son gâteau, cet équilibrage biaxial *et* hiérarchique aura pour effet bienvenu de fluidifier, de répartir et de *tempériser* également le *mouvement* de chaque histoire sociétale, à travers les énergies et inerties impliquées, à tout le moins d'un point de vue *qualitatif* concernant la liberté d'initiative et la représentativité des faces sociale et culturelle jusqu'à leur traduction économico-politique. En ce sens, et malgré l'aspect nécessairement plus structurant des faces aboutissantes, le *talochage* « en huit » déjà observé sera lui-même lissé dans son intensité, traduisant l'apaisement spatio-temporel et physico-

spirituel de l'ensemble pyramidal. Car les différences de force et autre inertie par trop excessives entre les faces, les axes et les angles de nature *tenante* ou *aboutissante*, exacerbées par les sociétés mono-systémiques, pseudo-démocratiques ou dictatoriales, s'équilibreront dans leur nature qualitative en proportion directe de la future tempérisation quadrifaciale, à l'image des schémas ci-dessous, les flèches « économico-politiques » anormalement élargies par les injustices et autres violences d'un passé révolu perdant la *sur*épaisseur de leur négativité et ne conservant que l'exacte importance de leur utilité objective, tandis qu'enfin, les maigres influences passées, si réactives et minoritaires du social et du culturel se muscleront et se réactiveront dans la juste et légitime proportion d'une libre créativité optimale, doublement *éco*-logique, sereine et qualitative, émancipée des tensions vitales de l'injustice prétempérante, et promue par adhésion volontaire, en lieu et place de toute forme de soumission. (Voir Schéma 2 en page suivante).

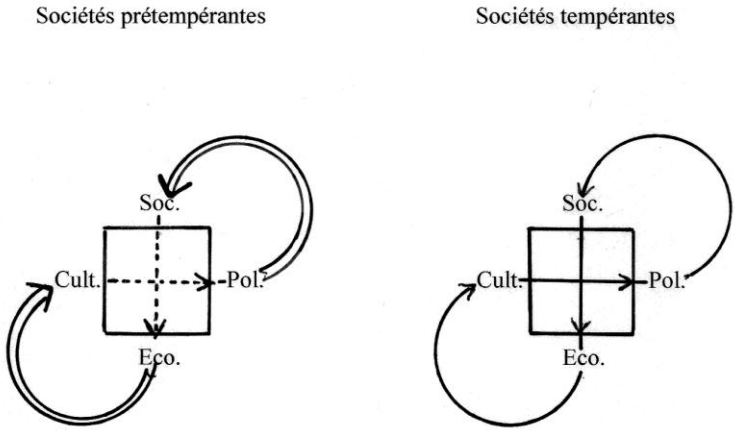


Schéma 2 : Effet tempérant d'équilibrage généralisé sur le cycle sociétal octoïde sous l'aspect qualitatif des libertés d'initiatives et de leur représentativité directe interfaciale (En pointillé : influences et inerties actives objectivement insuffisantes, en double trait : influences et inerties actives objectivement abusives, en simple trait : influences et inerties actives objectivement optimales).

Ainsi la face sociale deviendra-t-elle l'expression juste et fidèle d'une hiérarchie économique dûment *tempérisée* via la répartition sous forme principalement individualisable d'une contribution minutairement universelle représentant 50% brut de toutes les énergies sociétales et des revenus infiniment variables qui en résultent, les citoyens acquérant en retour une égale liberté d'entreprendre en pleine responsabilité, au sein d'un marché libéral pérennisé et tout aussi local que mondial, avec la garantie d'un équilibre individuel constamment choisi entre le temps et l'argent, tandis qu'orthogonalement, les opinions, idées et initiatives de la face culturelle pourront légitimement se hisser jusqu'au sommet d'un pouvoir politique intégralement démocratique, sur la base filtrante d'une

authentique adhésion populaire, peu à peu majoritaire, voire universelle à chaque occasion de pertinence scientifique avérée, et sans déformation de proportionnalité ni discontinuité possible.

Mais au juste, par quoi faut-il commencer, pour concrétiser dans l'Histoire et son proche avenir les principes, découvertes et innovations tempérantes ? Comment faire pour régler le « thermostat sociétal » à la température optimale, de façon directe, simple et surtout définitive, sans figer la liberté des individus sous la chape de plomb d'un égalitarisme excessif, ni laisser surchauffer l'injustice et ses gaspillages écologiques aux dépens de la société et de l'équité vitale que cette dernière se doit de garantir à chacun ? Est-il possible de situer le niveau précis du pointillé répartissant le Domaine Public entre la Garantie Citoyenne individuelle et la richesse commune indivisible ? En respectant la juste proportion de la liberté d'entreprendre, est-il nécessaire de décréter l'augmentation des salaires ou revenus objectivement insuffisants jusqu'à la possibilité d'un doublement ? Faut-il imposer une telle augmentation, en tant que moyen d'équilibrer la société, ou plutôt la récolter sous forme de résultat ou de conséquence, en s'appuyant dès lors sur un autre paramètre sociétal plus pertinent ? Quelle est l'amplitude des rattrapages de salaire ou de revenu qu'autorisera *au final* la partition-répartition, s'il s'avère indispensable de garantir à chacun l'*équi*-liberté d'usage de la moitié intrinsèquement individuelle de son existence en société, et à plus forte raison en prenant en compte les richesses communes indivisibles caractérisant la moindre « nation » viable ? Quels secrets, ou autres proportions objectives plus subtiles, se cachent encore dans l'opacité du monument pyramidal qui s'est imposé en tant que modèle tout au long de ces *Réflexions* ? Quelle observation ultime et révélatrice faut-il développer sur ce schéma d'ores et déjà si cohérent, tel qu'il s'est révélé pour comprendre les sociétés humaines au cours de trois volumes de circumnavigation réflexive, puis pour en déduire, depuis ce Livre IV, le seul mode de construction semi-fusionnelle, juste et pacifique de toute entité composite, du moins dans le sens social et sociétal qui guide cette recherche depuis la révolte de ses premières pages ?

Encore un dernier effort, et l'approche imminente du sommet ne pourra qu'éclairer le paysage dans sa totalité panoramique, car déjà se laisse entrevoir la luminosité particulière et grisante d'un aboutissement en touchant l'altitude maximale autorisée par les postulats de l'intuition de départ et le raisonnement pourtant encore incomplet et si laborieux de ces *Réflexions* solitaires, signe que le moment est bel et bien venu de cueillir le fruit mûr et savoureux d'une honnête recherche obstinément motivée par la quête rationnelle de la Justice et de la Paix.

Août 2022

Réflexions Géométriques 8

D'Eurêka !... à C.Q.F.D.

1 - Bornage Préliminaire.

En guise de reprise de souffle avant le dernier élan des quelques pas qui séparent la réflexion du sommet qu'elle s'était fixé, sous l'effet grisant d'un curieux mélange d'air raréfié et de lumière panoramique approchante, les étapes et autres images clés du parcours déjà accompli défilent en accéléré, comme lorsqu'on se sent défaillir en quelque forme de malaise, tandis que le temps et l'espace se résument à l'essentiel, au moment même où la mèche de la frêle bougie investigatrice de toutes les anfractuosités monofaciales explorées peut enfin s'éteindre, soufflée par les vents d'altitude au profit d'une saine clarté propre à simplifier l'ensemble de la pyramide gravie, en en résumant les quatre faces à leur unique point sommital. Dans la mesure où l'on ne cerne un problème qu'en en faisant d'abord le tour, il a fallu naviguer au travers de trois livres de réflexions horizontales pour comprendre à quel point l'obstacle à surmonter *est* pyramidal, et sa teneur existentielle forcément *socio-*

économique, avant d'en déduire l'unique mode de construction apte à faire société en respectant à part égale la liberté et l'égalité pour enfin inclure la Justice et la Paix dans la dynamique historique de l'Humanité.

S'en est suivi une ascension quadrifaciale aussi universaliste et objective que possible, corroborant le principe pyramidal dans sa seule version historique et hiérarchique optimale, tout autant que le délodisme biéconomique qui en équilibre les proportions bivolumétriques, et grâce aux concepts, innovations et instruments ainsi élaborés, il a été possible d'une part, de comprendre l'Histoire et ses violences sous un éclairage nouveau pour y procéder au tri conscient de l'universel, du juste et du légitime face aux incohérences induites par l'ignorance d'une certaine pesanteur ou double nature, et d'autre part, d'anticiper l'évolution future du processus d'humanisation par la connaissance et de visualiser ainsi les innombrables avantages quadrifaciaux à venir, par-delà le brouillard épais ou l'obscurité enfumée des injustices prétempérantes. Á ce stade, il est à espérer qu'aux yeux du lecteur, les présentes *Réflexions* auront acquis une valeur démonstrative non seulement conceptuelle, et dès lors philosophique, mais aussi *quasi*-scientifique, de par leur connexion aux sciences et connaissances « objectives » déjà accumulées par le passé, en particulier s'agissant des physiques classique et quantique, assurant déjà aux découvertes tempérantes d'être l'étape suivante incontournable de toute pacification sociétale, et conséquemment planétaire. De plus, chaque lecteur, par simple résonance avec son propre vécu individuel et l'intuition universelle que dictent les ressentis de justice et d'injustice, ne pourra que mieux comprendre les conditions sociales de l'existence et adhérer aux moyens tempérants d'approcher l'idéal d'une Humanité supérieure, « équitablement civilisée », si l'on ose ce pléonasme.

Or il apparaît, en réalité depuis le milieu du chapitre précédent, que l'unique point de rencontre des quatre faces pyramidales au faîte de l'édifice, ou de cet Himalaya réflexif, va permettre de résoudre, et plus encore de synthétiser en une formule cette fois-ci *scientifique*, l'énigme sociétale envisagée dès le premier volume de cette recherche, car avant d'atteindre ce point final de jonction et de hauteur maximale, au sens du

moins terrestre du modèle idéal, on s'est trouvé contraint de grimper au gré des obstacles et autres difficultés, d'une face à l'autre, peu ou prou agrippé à la paroi, le nez sur les aspérités de la roche et l'œil attentif sur son piolet, sans avoir le loisir de contempler le paysage, et encore moins la possibilité d'inclure la vision à 360 degrés que seul autorise le point culminant.

Mais avant le choc d'un tel éclaircissement -lequel est tout sauf une illumination déjantée, compte tenu des laborieuses étapes franchies par raisonnement humaniste et universaliste, via une observation aussi neutre que possible des pré ou pseudo sociétés humaines- s'imposent les schémas apéritifs de trois situations collectives impensables, car de fait absolues et pour ainsi dire « antidéales » au point de ne jamais avoir pu exister (ce qui est fort heureux !), sachant que la considération de telles aberrations aidera à mieux positionner la Pyramide Tempérante en tant que modèle, objectif historique à approcher au plus près, « phare à onde collective », étalon scientifique de mesure sociétale et par là même, outil d'évaluation de tout progrès objectif national, ainsi que de comparaison internationale.

La première situation fictive, ou borne extrême, à peine évoquée jusqu'à présent, concerne le cas d'une « jungle individualiste » *absolue*, dans laquelle, sur un territoire donné, vivraient des Robinson totalement solitaires (au point de naître par génération spontanée, sans la moindre société familiale ou clanique), soit parfaitement isolés les uns des autres, soit se combattant jusqu'à la mort à chaque rencontre éventuelle. Dans un tel contexte, force est d'observer que la surface sociétale potentielle ressemble à un tapis de fakir, dont les individus, à l'image de clous, ne sauraient être que rares et de hauteur existentielle fort peu variable car très limitée, chacun se trouvant inexorablement contraint par un vécu d'animal solitaire, à peine amélioré par quelque embryon de conscience entièrement dicté par l'immédiateté du besoin de survivre sous la toute-puissance d'un environnement trop rarement favorable (Voir schéma 1).

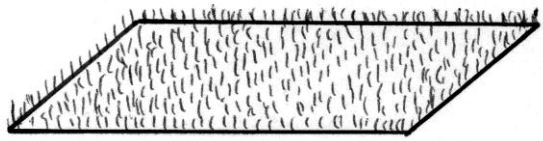


Schéma 1 : La jungle absolue théorique.

Cette situation 100% a-sociétale et théorique traduit l'absence de toute interdépendance, sous forme de « micropyramides individuelles », telles des matériaux de construction éparpillés sur autant de territoires personnels, sans le moindre cumul, ni la moindre élévation possible des êtres ainsi concernés, hors l'expérience éphémère et intransmissible de chacun, tandis que précarité maximale et violence absolue condamnent respectivement l'existence de ces humains et leurs éventuels contacts.

Dans la réalité, et c'est heureux, on ne saurait exister sans naître ni vivre en société minimale d'envergure familiale ou clanique, via une dépendance quasi-totale jusqu'à l'âge adulte, laquelle se réduit ensuite *objectivement à 50%,* comme on a déjà pu l'observer, mais au travers de relations socio-économiques et culturelles toujours plus complexes dont l'élargissement n'a pour ainsi dire pas de limite, et la multiplication de ces rapports d'interdépendance aboutit aux pseudo-sociétés déjà décrites comme prétempérantes, c'est-à-dire toutes relatives, car soumises à une force inverse que l'on peut faire apparaître ici en considérant un autre cas de figure volontairement aberrant. Il suffit pour cela de supposer non plus une jungle théorique, mais plutôt une anti-société absolue, au sein de laquelle les relations interindividuelles *ne* seraient *que* violence

ou abus de pouvoir total, dépourvues de la moindre quête d'équilibre tendanciel bisphérique, par absence de tout secteur ou domaine public solidarisant les individus, selon le rêve ultralibéral le plus totalitaire que l'on puisse imaginer, la « liberté » individuelle n'ayant aucune limite, au point de ne laisser aucune place à l'embryon d'égalité que représente la mise en commun de quelque énergie ou richesse. Dans ce cas théorique extrême, les *sur*-dominations individuelles et leur conséquence induite de dépendance intégrale, donc d'esclavagisme pire encore que tout ce qui a pu exister historiquement, aboutiraient à des relations d'inégalité telles que seuls les filaments individuels les plus proches des angles du socle pyramidal pourraient croître en termes de puissance existentielle ou de pouvoir, et il s'agirait alors d'un faux accomplissement, puisque de fait, l'injustice absolue les éloignerait au maximum possible de l'axe central définissant l'équilibre, sur lequel se situe le centre de gravité de l'édifice sociétal potentiellement constructible par cette population sur son territoire. De plus, les fragiles quarts de pyramide angulaires que l'on obtiendrait là ne pourraient s'ériger que verticalement et sur deux demi-côtés, respectant de la sorte les contraintes de toute consolidation minimale, pour éviter que ces quatre tours trop étroites et trop hautes ne s'effondrent sur elles-mêmes, le processus final d'ensemble ne laissant aucune possibilité aux arêtes ainsi construites de se rejoindre au plus près de la verticale centrale, seul lieu d'équilibre collectif possible.

En résulterait donc bel et bien, du point de vue architectural, le portrait exact d'une anti-pyramide séparée en quatre quarts de pseudo constructions angulaires qui dessineraient en creux, et en leur milieu, un vide sociétal absolu en forme de pyramide à l'envers, ce qui s'avèrerait naturellement aussi impensable que la situation du schéma précédent, bien que selon des modalités différentes. En lieu et place d'une société élémentaire, les quatre pseudo-édifices ne tenant chacun debout que sur deux demi-côtés ou demi-faces, le *non*-sens de leur incomplétude ne saurait aboutir qu'à quatre formes inévitables de surexploitation et de sur-dépendance absolues : socio-culturelle à l'angle nord-ouest, socio-politique au nord-est, économico-culturelle à l'angle sud-ouest, et pour

finir économico-politique dans l'extrême sud-est du schéma habituel en survol centré. (Voir schéma 2).

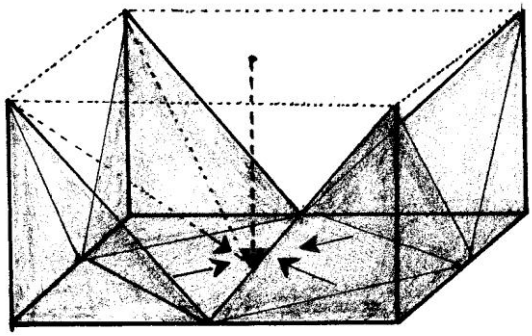


Schéma 2 : L'anti-société libertaire absolue, avec sur-domination et sur-dépendance totales (ou sans aucune interdépendance mutualisée).

Cette anti-pyramide éclatée, dont l'effet est en quelque sorte de construire une anti-société intégrale, exprime précisément les forces les plus négatives, destructrices, ou plus précisément anti-constructives qui dérivent de la liberté *absolue*, en l'absence totale de toute mutualisation minimale, ce qu'exprime la flèche descendante remplaçant l'axe central, en témoignage de l'inexistence sociétale d'une population intégralement soumise à sa pesanteur historique ultra-libertaire. L'intérêt de ce schéma est de faire visualiser le résultat d'un rapport atteignant 100% / 0% entre individu et société, liberté et égalité, ou privé et public, ce qui aide à mieux comprendre à quel point toute construction sociétale est en réalité un duel, et dans le meilleur des cas un compromis, entre les aspirations positives à la Paix via la Justice qu'expriment en particulier les secteur et Domaine publics, et l'indispensable liberté individuelle, dont hélas la tendance historique « spontanée » est de dépasser la limite de l'égalité objective, déséquilibrant ainsi d'autant les deux plateaux de la balance

sociétale libertégalitaire, entraînant les conséquences déjà explorées au cours de ces *Réflexions*, en particulier concernant le décentrage de l'axe pyramidal par débordement interfacial, l'évidement de chaque face par rapport à sa médiane, et le dépassement des limites écologiques et inter-sociétales, pour aboutir aux architectures si bancales qui caractérisent la violence et le gaspillage de l'Histoire prétempérante.

Quant à la troisième balise sociétale extrême à envisager, on se doute qu'il s'agit de l'excès inverse, tout aussi théorique et impossible, de l'égalitarisme le plus absolu, supprimant dès lors la moindre liberté ou autonomie individuelle, avec pour résultat visuel garanti un bloc monolithique en forme de parallélépipède faisant carrément disparaître les filaments individuels, devenus des clones en tout point identiques et interchangeables. Dans ce dernier cas limite, puisqu'aucun espace n'est laissé à la liberté, la hauteur maximale atteignable ne saurait même pas approcher celle de la « médiane » potentielle de la pyramide tempérante correspondant à ce territoire, pour cause d'absence totale de structure pyramidale, comme il sera précisé plus loin dans ce chapitre, et tous les filaments individuels s'arrêteraient peu ou prou au niveau du pointillé intra-parallélépipédique dans le meilleur des cas, témoignant ainsi de la faiblesse et de la stagnation mécaniques du niveau de développement, et plus encore d'épanouissement commun vertical, d'une telle société par rapport à son « potentiel minimoptimaximal », et a fortiori pyramidal. De fait, au cours de l'Histoire, les sociétés humaines les plus proches de cette solution extrême ont l'avantage de parvenir à survivre au sein d'un environnement hostile ou avec de très faibles ressources, ce qui s'avère certes préférable à la jungle guerrière et mortifère de la toute première situation, mais cela ne peut correspondre qu'à des populations réduites et isolées de type clanique, dont la vie est presque entièrement rythmée par la Nature, sans que ces microsociétés aient la taille démographique autorisant une évolution significative, celle-ci dépendant principalement d'une liberté d'initiative individuelle encore bien trop limitée dans un tel contexte. (Voir le schéma 3).

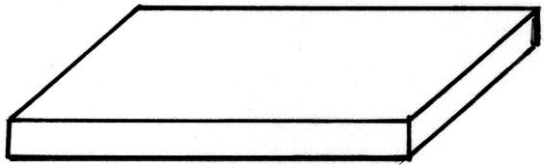


Schéma 3 : L'anti-société égalitaire absolue, avec interdépendance mutualisée totale, sans aucune forme de liberté ou d'autonomie individuelle.

Si l'on quitte comme il se doit ces considérations fictives et leurs trois schémas pour observer le panachage sociétal inévitable qui est à la base de ces *Réflexions*, force est de constater qu'en réponse au besoin d'équilibrer les rapports entre liberté et égalité ou individu et société, les populations humaines un tant soit peu consistantes et souveraines n'ont pu se coaguler et se développer qu'à travers la mutualisation, forcée ou volontaire, d'une richesse commune via quelque impôt-participation et la répartition ou l'utilisation indivisible de cette énergie *sociétalement* vitale entre des individus conséquemment devenus « citoyens », sachant que l'Histoire prétempérante n'a pu que très confusément improviser les ponctions et les répartitions afférentes en raison même de l'absence de la seule solution objective de péréquation possible que l'on sait, outre l'ambiguïté dérivant d'un devoir social de répartition qu'assume de fait un pouvoir jusqu'à présent exercé par des *sur*-dominants principalement illégitimes. Qu'il s'agisse donc de la récolte de cet impôt-participation, ou de son utilisation et répartition, les réflexions des livres précédents ont révélé à quel point la complexité ingérable des mécanismes jusqu'à présent bricolés et accumulés cache autant l'injustice des formes et taux de prélèvement que l'accaparement minoritaire et le gaspillage croissant

des mannes financières correspondantes, sur fond d'usine à gaz propice aux pires corruptions systémiques chroniques entre Public et Privé.

Pour autant, le principe de l'impôt-participation est inséparable de la moindre existence sociétale et corrobore la nécessité de tempérer la dualité individu-société, ou liberté-égalité, en essayant de répartir tant bien que mal la quasi moitié du gâteau dérivant des interdépendances socio-économiques, en particulier privées, suivant la loi tendancielle de l'équilibre bisphérique historiquement observable, et ce, même en dépit d'apparences faussement différentes d'un pays à l'autre, du moins d'un point de vue objectif et minutarisé. Or on sait désormais que la liberté caractérisant les aventures individuelles, dont l'addition démographique constitue la « grande » Histoire de chaque société humaine à travers ses évolutions quadrifaciales, ne peut trouver sa juste limite, sa légitimité et sa positivité, tant individuelle que collective, qu'en s'équilibrant le plus parfaitement qu'il se peut avec l'égalité vitale ou minutaire du travail, et financière des besoins universels, caractérisant telle époque et tel lieu, l'équilibre libertégalitaire ainsi créé assurant la pérennité et la viabilité de ladite société, ce que seule pourra permettre et garantir la partition-répartition biéconomique. Dans la mesure ou la liberté comportementale *sociale* ne peut être que subjective et inégalitaire du tout au rien en ce qui concerne les rapports de production de tous les biens et services, de distribution-évaluation des revenus correspondants, et de consommation ou satisfaction finale, tant matérielle que psychologique ou spirituelle, la fonction de l'État est précisément d'associer la *juste* part des énergies via l'impôt-participation, pour *faire* société, à l'image de n'importe quel organisme, entreprise ou association mutualisant moyens et avantages, et pour rationaliser socialement la *re*distribution égalitaire et minimale rendue indispensable à chaque tour de talochage pyramidal, ce qui est justement le rôle de la collecte et de l'utilisation de l'impôt-contribution, la Justice optimale ne pouvant « lisser » chaque cycle qu'en situation de démocratie quadrifaciale, délodiste et biéconomique, comme le montre dernier schéma du chapitre précédent. Cela fait ressembler le chantier de la construction pyramidale à une machine-outil ingénieusement conçue pour à la fois araser les *excès* et combler les *manques* cycliques de l'axe

primaire ou socio-économique, en respectant la proportion universelle, légitime et objective des 50% *brut* d'impôt-contribution universel, via l'installation définitive d'une plaque ou d'un « rouleau modérateur » de fonction semi-égalisatrice, ou égalisatrice à mi-volume, situé sur la face politique, sachant que les procédures d'évaluation, de collecte et de redistribution pourront y être rythmées annuellement, semestriellement, voire trimestriellement. La rationalisation sociétale ainsi obtenue est la seule garantie de construction équilibrée, par semi-lissage *minimal* de chaque strate nouvelle ajoutée au fil des cycles octoïdes qui font ainsi s'élever le monument sociétal sans aucun risque de désaxage. Nul doute que la fixation de cette seule et unique modalité d'impôt-péréquation, sous la forme d'un simple calcul universel de proportionnalité paritaire (laquelle sera donc indifférente aux libres évaluations contingentes du travail, des revenus et des biens et services), ne pourra que simplifier les rouages sociétaux à venir de façon aussi permanente que spectaculaire, économisant d'autant les énergies et les ressources, pour le plus grand bien des humains et de la planète, en réponse simultanée et systémique aux besoins de justice sociale et de sauvetage écologique.

Les Domaine et secteur Publics concrétisent l'existence sociale, la valeur et l'utilité de tous les citoyens adultes, en légitimant ainsi leur « constitution » physico-matérielle, pour de la sorte garantir la fondation et entretenir l'évolution d'une identité commune de destin respectant et favorisant chaque liberté individuelle sur les quatre faces pyramidales cycliques ainsi *tempérisées*, ce qui est la définition même de la Justice et de la Paix sociales, quelles que soient les circonstances historiques ou géographiques de la société concernée, ainsi que sa hauteur pyramidale du moment. Cela dit, après avoir considéré ci-dessus les trois situations théoriques a-sociétales ou même anti-sociétales pour les contraster avec les progrès encore trop relatifs des pseudo-sociétés prétempérantes, il ne reste plus qu'à découvrir et explorer autrement la Pyramide Tempérante hiérarchique en tant que modèle historique idéal d'équilibre social, en en considérant d'abord les proportions extérieures, avant de tenter d'en explorer les derniers secrets.

2 - La Pyramide Tempérante Hiérarchique, en tant que Modèle ou Idéal Historique.

Suite à l'ensemble des réflexions précédentes, à travers la juste critique constructive des sociétés humaines passées et présentes sous le prisme universel des principes tempérants, des analyses pyramidale et minutaire, ainsi que des solutions innovantes que procurent d'une part la partition-répartition minimoptimaximale sur l'axe socio-économique de l'espace, et d'autre part la constitution républicaine délodiste sur l'axe culturo-politique du temps, le seul monument sociétal dûment équilibré et indéfiniment viable grâce au respect de la parité libertégalitaire revêt les caractéristiques suivantes, sur la base d'un exemple territorial carré de 10 cm de côté, indépendamment de tout lieu, de toute époque ou de toute population en situation d'autonomie environnementale suffisante (en valeurs à trois chiffres après la virgule) :

Concernant le demi-volume parallélépipédique :

- Surface de base carrée de 10,000 cm de côté, soit 100,000 cm²
- Longueur de chaque côté ou arête du socle 10,000 cm
- Hauteur de chaque côté du parallélépipède : 1,178 cm
- Surface de chaque rectangle latéral : 11,785 cm²
- Volume du parallélépipède : 117,851 cm3

Concernant le demi-volume pyramidal :

- Surface de base carrée de 10,000 cm de côté, soit 100,000 cm²
- Hauteur de la partie pyramidale : 3,535 cm
- Côtés des triangles latéraux : 10,000 cm et deux fois 7,905 cm
- Surface des triangles latéraux : 30,618 cm²
- Volume de la partie pyramidale : 117,851 cm3

Concernant l'ensemble ennéaédrique (parallélépipède + pyramide) :

- Hauteur totale : 4,714 cm
- Volume total : 235,702 cm3
- Dimensions et surface de la base et du palier médian : carrés de 10,000 cm de côté, soit 100,000 cm²
- Hauteur du palier médian : 1,178 cm

Concernant certaines proportions-clés de cette Pyramide Tempérante ou ennéaédrique, donc indépendamment de toute taille chiffrée :

- La surface de chaque triangle latéral représente par rapport à celle de chaque rectangle la proportion de 2,59807, soit 259,807 %
- La surface de chaque rectangle latéral représente par rapport à celle de chaque triangle la proportion de 0,38490 soit 38,490 %
- La hauteur de la partie pyramidale représente 50% de celle de la pyramide équilatérale d'équivalence volumétrique totale et de base identique à celle de l'ennéaèdre finalisé.

Concernant la pyramide équilatérale totale de même base :

- Surface de base : carré de 10,000 cm de côté, soit 100,000 cm²
- Hauteur totale : 7,071 cm
- Volume : 235,702 cm3
- Surface de chaque triangle : 43,301 cm²
- Côtés des triangles latéraux : 10,000 cm chacun.

Les *proportions* précises entre les valeurs ci-dessus, basées sur un exemple ayant pour socle un carré de dix centimètres de côté, donc une surface de 100 cm², sont *de facto* transposables à n'importe quelle dimension d'objet physique ou de construction architecturale, en tant qu'expression de la parité bivolumétrique garantissant l'équilibre *social* entre égalité et liberté, ou les rapports de proportionnalité de la Justice et de la Paix concernant n'importe quelle entité sociétale objectivement stabilisée, sous la forme de *semi-fusion* composite impliquant des êtres biologiquement autonomes, en continuité optimale avec les contraintes physiques s'appliquant à la matière constitutive de l'Univers et à tous les équilibres dynamiques afférents. Pour formuler enfin une définition *exhaustive*, on peut ici décrire la Pyramide Tempérante comme étant en réalité un ennéaèdre de base carrée, ainsi que verticalement bi- et équi-volumétrique, incluant l'équivalence équilatérale, ce qui concerne toute figure géométrique, objet, design, proportion ou autre architecture telle que pouvant résulter de la division d'une pyramide équilatérale (donc de côtés de base carrée et arêtes de même longueur) en deux sous-volumes égaux et superposés via un palier médian, suivie de la transformation du volume inférieur en un parallélépipède de même base carrée, et donc de moindre hauteur, puis de celle du volume supérieur en une pyramide isocèle de hauteur et d'angles de base avec ledit palier consécutivement réduits, ce palier étant de mêmes dimensions et surface que la base de l'ennéaèdre complet, et la hauteur de la seule partie pyramidale valant dès lors la moitié de celle de la pyramide équilatérale partant de la base dudit parallélépipède. Cette Pyramide ennéaédrique est ici qualifiée de *tempérante* en tant qu'expression visuelle, géométrique, esthétique et philosophique de l'équilibre binaire-paritaire optimisant tout organisme composite ainsi que les interdépendances entre ses éléments constitutifs, et symbolise à cet effet la Justice et la Paix concernant les êtres vivants, tout comme la justesse des équilibres statiques autant que dynamiques concernant la matière, sur quelque échelle que ce soit.

En résumé, cette pyramide ennéaédrique se construit sur la base d'un parallélépipède de socle carré, dont le rapport de hauteur vis-à-vis

de la longueur de chaque côté est de 0,178 (ou 17,8%), complété par une pyramide isocèle d'une hauteur assimilable à *trois fois* cette valeur.

La forme résultante, sur le schéma 4 qui suit, révèle une sorte de « perfection relative », dans le sens *historique* du terme, c'est-à-dire le modèle ou « l'idéal » qui correspond à la hauteur maximale accessible compte tenu des limites terrestres de l'existence, tant du point de vue de l'espace et du matériel que de celui du temps et du spirituel, ou de la conscience et de la science, la hauteur et les surfaces devant être ici comprises en tant que *degré d'accomplissement* existentiel maximal, indépendamment des contingences historico-géographiques chiffrables. Autrement dit, le schéma pyramidal tempérant permet de visualiser les *proportions* de l'équilibre idéal, acquérant ainsi une fonction d'étalon de « mesure de proportionnalité » et d'objectif historique tendanciel en relation directe avec le degré d'humanisation et d'épanouissement, tant individuel que collectif, de chaque population, et optimisant toutes les données calculables d'ordre *socio*-économique, comme il sera montré plus loin.

Il va de soi qu'à l'instar de tout modèle idéal, ou de toute limite théorique historiquement concevable, la Pyramide Tempérante ne peut que rester inaccessible *dans l'absolu des 100%* de sa réalisation, de par l'existence inévitable d'une proportion incompressible d'exceptions ou autres déperditions accidentelles, inférieure à 5 à 7 % du côté négatif de n'importe quel échantillon statistique un tant soit peu consistant, comme déjà observé avec la courbe de Laplace-Gauss, mais en tant qu'étalon ou instrument universel et objectif de mesure des futurs progrès sociétaux sur les quatre faces pyramidales, dont la hauteur historique *mesurable* dépend entièrement de l'axe socio-économique, cette pyramide sociétale indiquera désormais la seule direction positive à suivre, en procurant les moyens analytiques et pratiques de s'approcher au mieux de la parfaite situation d'équilibre ainsi exprimée, et il suffira largement d'en réaliser 80 à 90% du parcours et des applications historiques pour ressentir déjà *tous* les bienfaits de la Justice et de la Paix, le palier technique minimal se situant très certainement vers 75%, comme il apparaîtra plus loin. Par

ailleurs, dans la mesure où toute relation statistique cohérente se trouve orientée du *moins* vers le *plus* par le biais des axes de sa représentation graphique, seuls les 5 à 7 % de cas extrêmes situés du « mauvais » côté doivent être pris en compte, ce qui permet d'envisager à plus long terme une approche de « quasi-perfection » terrestre avoisinant les 95%.

Le croquis correspondant aux proportions et mesures d'exemple précédemment définies, et plus encore les photos suivantes de la toute première maquette artisanalement réalisée, dévoilent un monument aux lignes apaisées, aux pentes pyramidales adoucies, au socle optimal de stabilité en juste proportion esthétique envers l'ensemble ennéaédrique, attestant l'équilibre en tout point serein, sobre, modéré, mesuré et assagi d'une architecture *terrestre* construite du bas vers le haut, à la différence du modèle équilatéral, inaccessible tel quel, symbolisant l'absolu d'un rayon de Lumière descendant du ciel et baignant l'Univers tout entier, et dont les arêtes nettement plus tranchantes et la pointe trop aiguisée ont la rectitude géométrique et mono-volumétrique d'une perfection « extra-historique », car intemporellement *ante* et *post*-historique. (Voir schéma 4 et photos ci-après, sur les deux pages qui suivent).

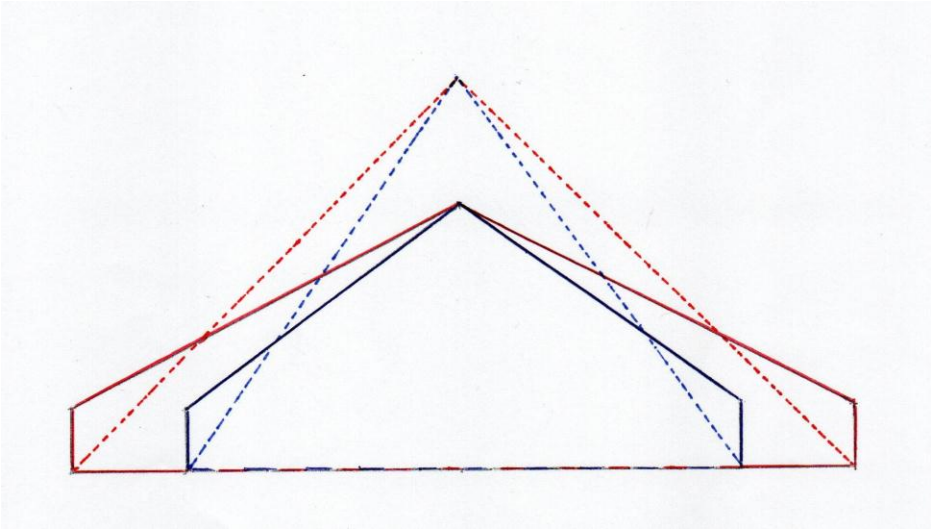
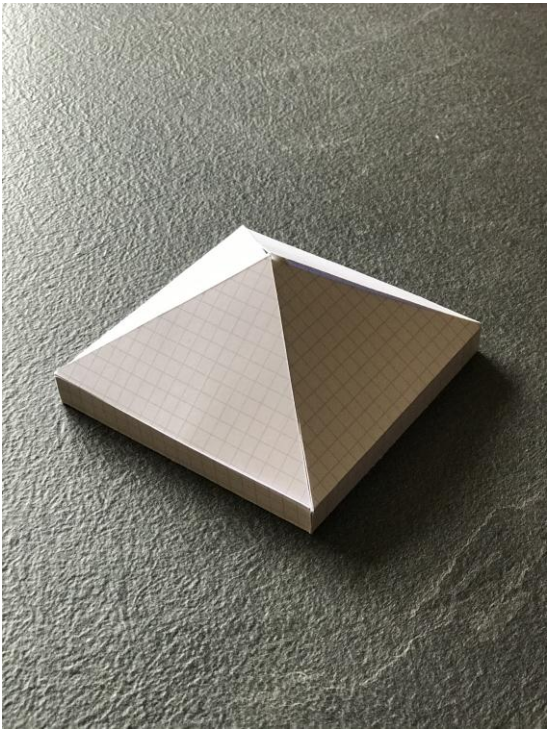
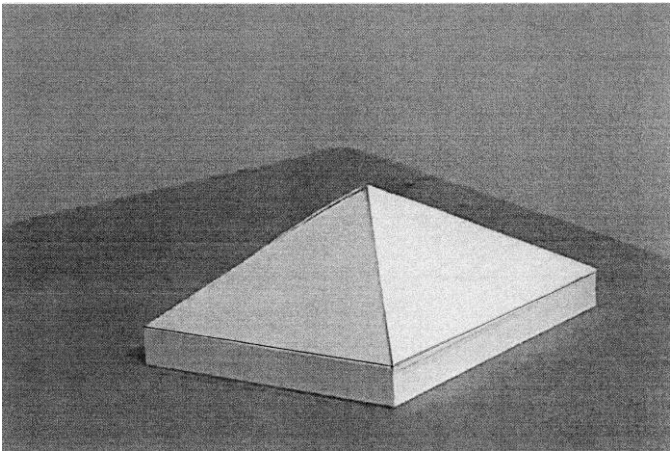


Schéma 4 : Pyramide Tempérante. En bleu : profil de coupe centrale et orthogonale aux côtés de la base carrée en leur milieu, (en pointillé, équivalence équilatérale) En rouge : profil de coupe diagonale d'angle à angle de la base carrée (avec en pointillé, l'équivalence équilatérale correspondante).





Sur le schéma 4, comme sur les deux photos, les lignes, surfaces et hauteurs extérieures, sont à comprendre comme la *moyennisation* de toute réalité historique, sachant que les *proportions* -ici tempérantes- en constituent la version ou schématisation idéale, puisque précisément, les sociétés passées et présentes n'ont pas encore atteint, ni suffisamment approché, ce modèle d'équilibre. Visiblement, au premier coup d'œil, il s'agit d'emblée d'une *pyramide* qui semble particulièrement stable sur un socle pourtant identique à celui de l'équivalence équilatérale, ce qui fait ressortir *de visu* le parallélépipède en tant que « fondation au grand jour », et l'on ne peut qu'être étonné de réaliser que la finesse esthétique de cette base équivaut en volume à la partie pyramidale surplombante.

Il ressort de l'observation de cet objet une double impression de solidité et de Paix, de stabilité à toute épreuve, de « *force tranquille* » plus pertinente qu'un certain slogan mitterrandien, de puissante sérénité propre à optimiser le volume équilatéral de l'épanouissement maximal à titre de modèle, dans la pleine conscience des limites existentielles de tout organisme biologique ou association d'êtres vivants. Car il faut bien observer cette double structure comme l'expression, non seulement de l'équilibre sociétal idéal historiquement approchable à 95%, mais aussi, par liaison « osmotique » entre l'ensemble et ses éléments constitutifs, comme « l'autoportrait » pareillement équilibré de chacun des citoyens appartenant et participant à la communauté correspondante, et ce, quelle que soit la hauteur existentielle atteinte par chaque filament, du moins sur le plan psychologique de la conscience d'une double existence ou nature citoyenne *et* individuelle. Il ne s'agit aucunement en cela de taille physique ou de puissance matérielle, mais du degré d'accomplissement personnel, d'équilibre ou de bien-être conscient atteignable par chaque citoyen, à n'importe quel niveau de concrétisation historique dépassant le stade de la survie organique.

En effet, à l'échelon individuel de chaque vie, la pyramide qui est accessible à tel ou tel citoyen compte tenu de ses propres contraintes et circonstances historiques personnelles, de ses capacités potentielles

innées ou acquises, comme de son environnement immédiat, n'a aucun besoin d'atteindre le sommet du monument sociétal tout entier pour se centrer, s'équilibrer et s'épanouir au maximum de ce qui constitue *son* bien-être ou bonheur, car grâce à la péréquation biéconomique, chacun pourra *se* placer à son juste niveau existentiel optimal *et* maximal, à la fois humainement et matériellement accessible, révélant dès lors, et à n'importe niveau d'élévation possible, le même portrait responsable et librement mérité d'une micro-pyramide tempérante dont les proportions pourront enfin être identiques à celles de l'ensemble sociétal, du fait de l'auto-conscientisation d'une « double existence ». Ainsi réunie en une juste proportion paritaire par le dénominateur commun de la partition-répartition minimoptimaximale, la population adulte et active jouira des *mêmes garanties* d'épanouissement quantitatif et qualitatif *vital* formant la base objective de la *vraie* Justice, comme du sentiment d'appartenir à une même société humaine supérieurement accomplie, non point dans le sens puéril d'une vaine compétition internationale, mais dans celui de promouvoir autant qu'il se peut l'élévation sociale et quadrifaciale des humains, quelles que soient les contingences historico-géographiques. Il en résulte que l'essentiel à viser n'est autre que la droiture ou verticalité qui maximise la hauteur existentielle de chacun et de tous en optimisant simultanément le centrage de l'ensemble des surfaces ennéaédriques, le reste constituant la texture intrinsèquement unique et irremplaçable de chaque entité individuelle, en termes de contenus et de parcours de vie.

Á bien observer cette architecture bi-volumétrique, aussi parfaite que possible d'un point de vue *terrestre*, sa concordance technique avec les conditions du seul équilibre binaire physiquement viable a pour effet de placer toutes les verticalités filamentaires exactement dans *l'axe* du Bien, du Bon, du Juste, du Vrai et du Beau, quel que soit l'emplacement utile des citoyens concernés, puisque la même orientation d'équilibre, aussi verticale que possible, de droiture aussi parallèle qu'il se peut vis-à-vis de l'Axe vital du progrès et de sa Flèche mystérieuse, concernera l'ensemble des filaments associés, les plus « centraux » et élevés d'entre eux ayant seulement l'opportunité et/ou la volonté, désormais *objectives* et *légitimes*, d'accomplir un parcours individuel effectivement rarissime,

en qualité de citoyen *sur*-booster ou leader particulièrement responsable. Car la hauteur maximale située au centre de la Pyramide Tempérante ne sera toujours justifiée qu'historiquement et géographiquement de façon empirique, sur la base d'un mixage peu ou prou paritaire d'autant de chance que de mérite dans un contexte apaisé de justice quadrifaciale, l'essentiel étant pour chacun d'être aussi *parallèle* qu'il se peut vis-à-vis de cette unique direction et recette d'équilibre, en assumant pleinement son propre parcours initiatique au cours d'une vie enfin *sociétalement* équitable. Cela étant précisé, en considérant le schéma 4 et les photos ci-dessus, le plus surprenant à l'œil observateur consiste à comparer la hauteur de l'ensemble sociétal par rapport à son socle de citoyenneté universelle, ainsi que les rapports de surface résultant de la péréquation biéconomique et délodiste.

Les hauteurs et surfaces en question mesurent très précisément le degré d'épanouissement existentiel des individus et de leur société, et le contraste de taille entre les deux volumes sociétaux pourtant identiques, ainsi qu'entre les aires respectives des rectangles et triangles latéraux, montre que la juste contrainte de l'égalité paritaire fixée par la partition-répartition ménagera un maximum de place ou d'espace à l'*élévation* pyramidale, tant pour la future société que pour chacun de ses citoyens. On observe ainsi que, concernant les côtés ennéaédriques, qui expriment physiquement la *matérialité* des êtres et de l'entité sociétale, chacun des rectangles ne représente en fait que 38,49% du triangle correspondant, et plus encore qu'en matière d'élévation ou verticalité, exprimant quant à elle la conscientisation ou *spiritualité* des mêmes « organismes », la hauteur du sommet de l'ennéaèdre vaut factuellement *quatre* fois celle du parallélépipède de la juste contrainte libertégalitaire (4,714 cm contre 1,178 cm, soit à peine plus que le quadruple, à 0,002 cm près).

Cela signifie qu'à volume équivalent, l'obligation rationnelle de la péréquation biéconomique (et délodiste, par appropriation universelle du pouvoir législatif), bien que requérant la moitié des énergies, socio-économiques en particulier, ne mutualise en réalité qu'un maigre *quart* des « amplitudes d'épanouissement », tant collectives qu'individuelles,

rendues ici mesurables par la hauteur monumentale, et ce, sur les quatre « co-dimensions » sociale, économique, culturelle et politique de toute entité pyramidale. Autant dire que dans sa globalité existentielle, l'effort à produire pour se *tempériser* et le sacrifice de (fausse) liberté réflexe objectivement nécessaire à consentir pour pacifier la Vie laissent trois fois plus d'espace libre aux quatre dimensions citées en en transformant radicalement la nature et la saveur dans le sens le plus positif qui soit, tant sur le plan des relations humaines de travail et de loisirs que des points de vue psychologique, culturel et démocratique résultant d'une interdépendance dès lors rendue bénéfique pour tous. De plus, on sait que les contenus sociétaux du parallélépipède s'en trouveront tout autant positivés au travers du vécu le plus quotidien, dès lors que la résolution des besoins vitaux grâce aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne libèrera chacun de tout souci primaire, au sens *sociétal* du terme, ainsi que des violences du tout ou rien qui sévissent plus que jamais en cette période si critique de l'Histoire de l'Humanité. D'où la pertinence de cet ennéaèdre tempérant afin de rendre compatibles, et même mutuellement consolidatrices, les deux composantes de prime abord contradictoires de l'équation sociétale propre à notre bi-naturalité, et montrer à quel point la justesse technique et scientifique des données factuelles régulant l'axe primaire socio-économique doit être la source de la justice morale et spirituelle que le temps fait irrésistiblement évoluer sur l'axe secondaire culturo-politique dans sa quête de bonheur et de Paix, sauf, précisément, aux époques si violentes des décadences et autres effondrements mono-systémiques, en raison des tares prétempérantes désormais élucidées.

Le rôle d'un État démocratique au sens *quadrifacial* du terme est donc, en tout premier lieu, d'établir simultanément l'existence même de la société *et* celle du citoyen, via l'égalité minimale et semi-partagée du Revenu Universel et des droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, en tant que *préalable* de la répartition des impôts nécessaires -et habituels- destinés à la fourniture des Biens Communs Indivisibles, ce que montre, sur le schéma pyramidal, la superposition chronologique des deux demi-volumes parallélépipédiques, vus sous l'angle sociétal (R.U + B.C.I.). Sans ces rationalisation et *citoyennisation* généralisées par la priorité de

la péréquation biéconomique, l'État n'est pour l'essentiel qu'un simple instrument de *sur*-domination minoritaire politique résultant avant tout des *sur*-dominations socio-économiques, et conséquemment culturelles, et le pouvoir national se trouve alors en perpétuelle contradiction entre les intérêts privés d'une caste illégitime en proportion du dépassement de l'équilibre libertégalitaire, et le besoin de gérer les conséquences des abus privés au travers de gaspillages palliatifs toujours plus inopérants face à l'aggravation inévitable des inégalités vitales, injustices criantes et autres violences systémiques, par effet cumulatif au fil des années.

En lieu et place de ces impossibles rattrapages ou colmatages a posteriori, la solution tempérante équilibrée de la partition-répartition ne pourra que rendre le rôle de l'État enfin efficient dans la priorisation du travail minimal, de la valeur universelle et objective de toute activité, et donc des revenus afférents, en tant que définition et garantie matérielle de la citoyenneté, rendant de la sorte efficaces et positives toutes les dépenses requises par des Biens Communs Indivisibles enfin ajustés à leur volume sociétal optimal (sans doute équivalent au volume total du Revenu Universel), ce qui entraînera par ailleurs une ré-industrialisation ou revitalisation locale et définitive des territoires, en adéquation avec les besoins *réels* de la population et en cohérence totale avec le bon sens ou l'intelligence écologique.

Mais, si les hauteurs et les surfaces de la Pyramide Tempérante expriment bel et bien les proportions existentielles minimoptimaximales et libertégalitaires de chaque société humaine, conditions *sine qua non* d'un épanouissement individuel *authentique* en tant que citoyen *et* libre individu, encore faut-il en percer tous les secrets sans se contenter de la contemplation extérieure de cette construction en tout point idéale, si esthétiques et apaisantes que soient ses proportions universelles. Or il manque encore quelque chose d'essentiel pour pouvoir cueillir le fruit de tant d'efforts réflexifs, en savourer la pulpe jusqu'à satisfaire la noble soif de compréhension des conditions de la Justice et de la Paix civiles, et surtout pour finaliser le procédé le plus simple et universel possible par lequel ces concepts idéaux deviendront réalité, ne serait-ce que dans

la limite déjà consentie des 5 % d'imperfection incompressible propres à ce bas-monde.

Que faut-il donc faire de cet « objet théorique » représentatif de la réalité afin d'en découvrir le mystère *intérieur* ? Où se trouve la clé de l'entrée si bien cachée, pour accéder au couloir de la compréhension et atteindre le secret trésor de la chambre funéraire, dont l'emplacement propice sert de trait d'union entre la Nuit et la Lumière ? L'impatience ou la curiosité exacerbée du lecteur n'a d'égal que le frisson fébrile de l'auteur à ce stade crucial des *Réflexions*, car la solution, imminente, ne s'est imposée que très tardivement, seulement à mi-parcours du chapitre qui a précédé celui-ci, pour enfin laisser s'épanouir scientifiquement la découverte intuitive du Livre II de cette recherche fondamentale.

3 - Les Derniers Secrets de la Pyramide Tempérante.

L'atteinte toute récente du sommet a révélé la clarté typique d'un panorama complet permettant d'apprécier les proportions d'ensemble de la Pyramide Tempérante, en tant que montagne ou somme de réflexions laborieuses déjà largement explicatives des forces en jeu au travers de l'Histoire humaine, mais la véritable Lumière est celle qui *traverse* les apparences matérielles de la « réalité » observable par les yeux ou tout autre sens mis à la disposition de chacun, et l'Eurêka de ce chapitre ne consiste qu'à regarder la même pyramide par transparence, à la façon de Tintin lorsque le génial Hergé lui fait superposer trois parchemins trop énigmatiques face à une lampe (!) dans *le Secret de la Licorne*. Le sens profond des choses et des êtres transperce et transcende l'opacité de leur épaisseur historique, et le seul mérite des poètes et artistes *positifs*, des philosophes, scientifiques ou autres religieux *bien* intentionnés, comme des visionnaires avérés les plus *utiles* à la société, ne consiste qu'à voir *au-delà* du présent et de ses frustrantes limites, pour filtrer intuitivement ou rationnellement l'universalité des lois transhistoriques, lesquelles ne peuvent être justes, dans les deux sens de ce qualificatif, qu'en suivant au plus près le *bon* sens, commun car universel, du perfectionnement

existentiel. Voir par transparence est donc la clé de la *lucidité* et de la conscience éclairée qu'exprime justement la racine étymologique de ce mot lumineux, et met chaque bonne volonté en lien direct et simultané avec son tréfonds de potentialités et le Mystère des origines précédant le flash éblouissant du Big Bang, ce que résume en un seul mot l'*intuition*.

Il suffit donc ici de prendre en main la Pyramide Tempérante, de l'élever devant quelque « lumière » supposée, pour traiter en lecture simultanée les faces axiales deux à deux, soit par simple transparence en se méfiant des déformations prismatiques éventuelles, soit en décidant de « plier » cet objet, en le pinçant au niveau optimal de son palier médian, pour accoler en priorité logique les côtés socio-démographique et économique, afin d'en superposer les composantes. Car il est grand temps de mettre les intuitions, postulats, principes et autres proportions précédemment établis à l'épreuve-test de l'Histoire, quitte à commencer par un exemple chiffré d'intérêt d'abord pédagogique pour en compléter les données objectives et en vérifier aussitôt la pertinence, quel que soit l'assortiment de valeurs historiques imaginable.

En supposant comme données de base une « population active » dont les variantes de définition, historiquement subjectives, sont sans aucune incidence *de principe* sur l'analyse qui suivra, ou encore plus précisément une population d'*adultes-actifs* au sens tempérant du terme, c'est-à-dire incluant tous les citoyens majeurs en capacité minimale de fournir un travail, et un PIB dont la valeur, exprimée en euros pour notre exemple, représente une richesse produite et moyennée *mensuellement* (par simple commodité de relation avec la perception la plus courante des salaires et autres revenus), et s'agissant d'un pays pour le moment modélisé, matériellement souverain et cohérent comme l'était encore la France avant de se voir dépourvue de sa substance par la mondialisation ultralibérale, on peut superposer les deux faces de l'axe primaire socio-économique pour obtenir le schéma 5 qui suit, sur la base chiffrée d'un PIB *mensuel* de 3 millions d'euros pour une population active de 1.000 adultes (afin d'illustrer un chiffrage correspondant au Revenu Universel des 1.500 € de notre supposition de départ concernant le cas français).

Pour bien comprendre l'intérêt de ce schéma, il faudra parallèlement raisonner en termes de valeurs historiques ou euros *et* de proportions ou pourcentages, l'intérêt étant d'établir le tout premier portrait pyramido-ennéaédrique « chiffré » fixant les détails constitutifs de cette référence théorique en tant que grille de lecture comparative face à *toute* réalité historique. On obtient le schéma 5 ci-dessous, permettant, entre autres révélations, de positionner très précisément le fameux pointillé intra-parallélépipédique qui distinguera le Revenu Universel (et son transfert répartitif) des Biens Communs Indivisibles (correspondant quant à eux à l'impôt citoyen proprement dit), puisque la citoyenneté suppose *d'abord* l'égalité minimale des droits et devoirs socio-économiques *vitaux*.

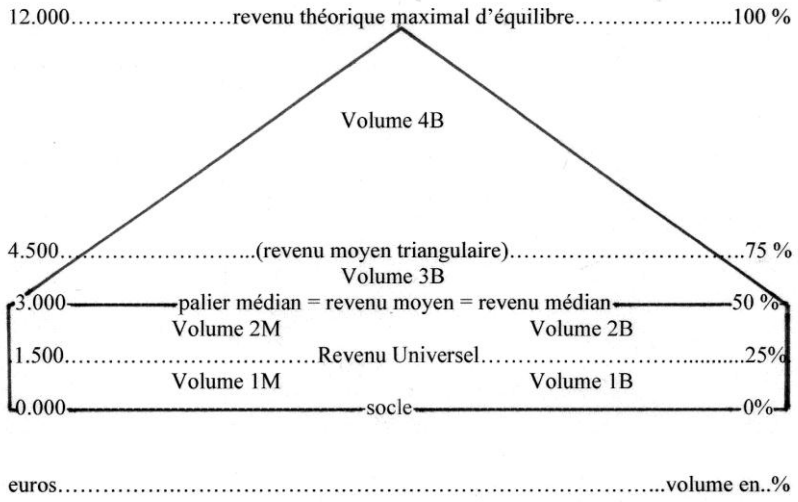


Schéma 5 : Pyramide Tempérante en lecture bifaciale socio-économique chiffrée sur la base d'un Revenu Universel de 1.500 €, d'un PIB mensuel de 3.000.000 € et d'une population de 1.000 adultes, en schéma de principe. (M comme « Moteur » et B comme « Booster »).

De prime abord, on ne peut qu'être stupéfait de constater à quel point la pyramide tempérante théorique et hiérarchique obtenue dans le cas français, du moins en tant que modèle de proportionnalité ou étalon d'équilibre idéal, se trouve démentie par la réalité historique du pays en question, tant les situations d'injustice vitale prétempérante font paraître comme normales, voire objectives, les *conséquences* comportementales d'une certaine pesanteur. Car ce schéma chiffré, dont les proportions se verront bientôt confirmées comme universellement pertinentes grâce à l'exploration qui va suivre, révèle que, s'agissant de notre cas d'école français, la valeur *objective* moyenne de tout travail ou statut de temps complet s'établit aux 3.000 € mensuels du palier médian, ce qui suggère que tout salarié percevant 1.500 € pour un emploi à plein temps se fait surexploiter à 100% (dont 50% de façon *vitale* au sens historiquement évolutif de ce terme, comme il sera prochainement constaté). De même, lorsqu'on sait que, selon l'INSEE, les salaire et revenu *médians* de 2022 sont respectivement de 2.091 € et de 1.930 € mensuels, et que seuls 10% des salariés gagnent entre 3.000 et 4.000 €, la comparaison de ces sous-valeurs et pourcentage par rapport à la médiane objective de 3.000 € fait comprendre que tous les citoyens sub-médians et la majorité de leurs concitoyens supra-médians ou pyramidaux sont également surexploités, car sous-rétribués au seul profit d'une infime proportion historiquement *supra*-pyramidale de personnes physiques ou morales *sur*-dominatrices. Qui plus est, le contraste avec la réalité historique française se trouve aggravé par plus de 30 % d'adultes inactifs reconnus par l'INSEE (voire plus près de 50% au sens tempérant des classes d'âge minimalement activables), sans oublier les millions de demandeurs d'emploi ou autres adultes précarisés et assistés faisant partie ou non des statistiques selon chaque catégorie. Enfin, d'un point de vue plus sociétal, une partie de la richesse commune se trouve nécessairement mobilisée sous forme de Biens Communs Indivisibles, et les réflexions à venir auront aussi pour but d'en définir la juste proportion en matière de gestion macro-socio-économique. Il ne faut dès lors plus se laisser abuser par l'habitude des aliénations et flagrantes injustices prétempérantes, mais tout au contraire considérer ce schéma-modèle comme le *premier* révélateur objectif des

violences vitales socio-économiques induites par la pesanteur à vaincre dans le double intérêt de la Justice et de la Paix, pour le cas français en termes chiffrés des valeurs historiques prises pour cet exemple, comme pour toute autre population du point de vue des principes et proportions de ce résumé sociétal géométrique.

De ce décalage guère surprenant entre la situation critique de la société française d'aujourd'hui et le modèle d'équilibre de la pyramide ennéaédrique tempérante découlera également une autre conséquence, à savoir l'indispensable prise en compte, dès la période intermédiaire de tempérisation, de la médiane historique *effective* pour définir et répartir les équi-populations entre citoyens moteurs et boosters, en particulier en ce qui concernera les rôles et autres statuts sociétaux de chaque volume, indépendamment des calculs de péréquation qu'impliquera l'équilibrage de la partition-répartition biéconomique. Par exemple, si la tempérance et la démocratie socio-économique avaient eu cours dès l'an 2022, tout citoyen adulte-actif ayant un revenu-salaire d'environ 2.000 € et plus aurait été de statut pyramidal, dans le sens objectif et culturo-politique de ce terme, et ce, même en étant encore citoyen parallélépipédique ou submédian s'agissant de la péréquation biéconomique et primo-axiale. Cela étant dit, et le caractère aussi disruptif que révélateur du schéma 5 ayant été dûment souligné, quels utiles enseignements peut-on récolter de l'observation de ce tout premier modèle ennéaédrique tempérant ?

Le portrait ainsi dressé, sur la base de l'assertion selon laquelle le Revenu Universel français devrait correspondre à 1.500 €, révèle que la partition-répartition de principe, déjà usuellement utilisée à travers la notion si courante de médiane statistique, fait correspondre en tout point cette dernière avec la moyenne *générale* des revenus-salaires supposés dans cet exemple dûment simplifié. Le PIB mensuel des deux volumes sociétaux est en effet de 3.000.000 € pour 1.000 citoyens, soit 3.000 € par adulte actif dans le modèle tempérant idéal ou absolu, en supposant pour l'instant un équivalent-travail à temps complet. La différence ainsi observée par rapport à la réalité historique prétempérante, qui révèle que le salaire-revenu moyen est de plus de 20% supérieur au médian si l'on

en croit les chiffres officiels de l'INSEE, représente en partie la mesure la plus directe et générale du niveau des inégalités sociales en France. S'il s'agit-là d'une affirmation qui peut paraître péremptoire, désireuse de faire cadrer à tout prix l'Histoire avec la théorie, il faut ici se départir des habitudes de pensée dérivant des mœurs prétempérantes, puisque les explications formulées pour « justifier » la différence entre les niveaux moyen et médian observés en matière de salaire ou revenu (à savoir le fait que la moyenne exagère l'amplitude des hauts revenus et que ceux qui sont situés sous la médiane sont statistiquement plus concentrés car limités par le plancher du niveau zéro) ne font que corroborer la thèse tempérante, en acceptant comme normale une situation déséquilibrée révélatrice des inégalités *vitales*, même si l'impôt sur le revenu est censé réduire l'ampleur de ces injustices, hélas sans grande efficacité en raison des prélèvements indirects qui pèsent plus lourdement sur les citoyens les plus fragiles, entre autres distorsions fiscales et effets cumulatifs ou multiplicateurs.

Dans le schéma tempérant, modèle issu du principe d'évaluation minutaire et de partition-répartition équivolumétrique, la médiane et la moyenne générales ou sociétales ne peuvent à terme que se rapprocher du même niveau pyramidal défini par le palier médian, et cela, quelles que soient les valeurs de PIB et de population que l'on utilise, tout écart historique avec cette situation traduisant un grave déséquilibre social, un écrasement préjudiciable du parallélépipède au profit d'un décollage abusif et décentré du volume pyramidal, avec l'apparition d'un fossé grandissant au niveau du palier médian, l'établissement et l'aggravation constante d'une violence systémique légale mais illégitime, subjective car *intégralement* soumise à des comportements historiques individuels ou regroupés irrespectueux de l'égalité objective et paritaire qui définit la stabilité dynamique vitale de tout organisme. Sur cette face socio-économique primordiale, cela se concrétise, via le travail et l'emploi, les salaires et profits, les priorisations de production et autre consommation, ainsi que concernant la qualité physiologique des vies, et matérielle des produits (à l'instar de l'ensemble des paramètres socio-économiques), par les nombreuses aberrations décrites tout au long du Livre II**,** et dont

chacun peut constater les effets destructeurs garantis. Sachant que l'axe primaire conditionne son complément secondaire, il va de soi que tous les déséquilibres précités aboutissent, au fil du talochage, aux mêmes conséquences délétères sur les faces culturelle et politique, au travers des différents types de « déformation pyramidale » recensés par ces *Réflexions*, pour aboutir à l'impasse actuelle des contradictions sociales et, via leur internationalisation, au double péril des ruptures écologiques planétaires et de la guerre totale.

Comme il sera vu plus loin dans ce chapitre, à l'échelon sociétal, tout en incluant l'équilibrage des salaires et de l'impôt et en autorisant les justes disparités de revenu entre les deux volumes sociétaux, palier médian, médiane et moyenne, rendus historiquement aussi identiques que possible en termes physiques et mesurables de PIB et de population active, constituent le critère majeur de l'équilibrage tempérant universel, de la justesse économique, de la justice sociale et de la paix civile pour optimiser l'équilibre paritaire entre l'individu et la société. Il ne s'agit-là en aucune façon de contraindre la liberté historique des comportements, tout comme des évaluations empiriques entre activités, salaires et autres tarifications de biens ou services *dans leur seule proportion légitime et objective*, ni encore moins de limiter les revenus au maximum théorique d'équilibre de 12.000 € révélé par le schéma 5 de l'exemple ci-dessus (bien que cela atteste qu'en moyenne, les plus grands écarts *équilibrés* de revenu entre les citoyens rectangulaires et triangulaires devraient être effectivement de 1 à 4 concernant les emplois à temps complet), car les différences de revenu individuel pourront toujours être bien supérieures en fonction des subjectivités de chaque époque et lieu. En clair, c'est par la péréquation biéconomique *via* l'unique rapport de 50% brut d'impôt-participation universel que tout pourra s'équilibrer promptement en se *tempérisant* sous la forme de justice historique et de justesse de gestion en termes de proportionnalité. Pour autant, et fort heureusement, cette régulation sociétale fera toute la différence en limitant comme il se doit l'expression historique des divers paramètres socio-économiques à leurs valeurs objectivement légitimes, mais par effet de simple *conséquence* logique, grâce à la suppression des *sur*-dominations et de la *sur*chauffe

quadrifaciale qui détruisent les sociétés humaines autant que la planète. Il en résultera bientôt un apaisement et un équilibrage matériellement et démocratiquement contrôlés de l'ensemble des tenants et aboutissants socio-économiques, propres à résoudre définitivement le hiatus sociétal, la contradiction existentielle de la double nature humaine.

La *moyenne générale* s'établit donc, dans le modèle tempérant, au même niveau que la médiane séparant la population en deux volumes égaux, ce qui rend horizontal le plan théorique reliant respectivement la médiane sociale et la moyenne économique sur les faces nord et sud de la Pyramide, à la différence de la dangereuse inclinaison permanente et croissante de ce plan de liaison en situation prétempérante, laquelle est la preuve du débordement indu de l'économique sur le social (et donc du déséquilibre de force entre les flèches du mouvement de talochage octoïde impliquant ces deux côtés). Il n'y a dès lors pas d'autre solution que la péréquation biéconomique pour éviter le décentrage pyramidal en ce qui concerne ces deux faces si essentielles, car ensemble initiatrices des équilibres -ou hélas des déséquilibres- de l'axe orthogonal culturo-politique. On peut donc visualiser à quel point l'inclinaison pyramidale engendrée par les injustices et violences systémiques prétempérantes va de pair avec le déséquilibre des proportions au point d'atteindre, puis de dépasser fatidiquement le rapport 75% - 25% qui déclenche à coup sûr l'effondrement sociétal (pour peu que les analystes tiennent bien compte de tous les paramètres en jeu).

Le schéma général de cette pyramide est à comprendre comme le *résumé essentiel moyenné* des données historiques de départ en contexte tempérant abouti, et chaque point des traits dessinant cette forme est en quelque sorte la « moyenne tendancielle » de hauteurs filamentaires ou citoyennes d'une infinie variété s'agissant de la réalité historique. En effet la vision pyramidale correspond à l'objectivation théorique de la nature quadrifaciale de toute vie élémentaire, de chaque être vivant ou organisme biologiquement autonome, qu'il s'agisse des êtres humains, de la faune ou de la flore. Pour autant, même si la moindre individualité implique un degré relatif d'existence physico-démographique, d'activité

de survie et de sécurisation matérielle, de conscientisation-apprentissage au fil de l'expérience et de liberté décisionnelle plus ou moins créative, suivant les quatre faces rendues pyramidales par la nécessité de limites existentielles, on ne croise visuellement aucune pyramide sur pied dans les trois « règnes » précités. Il en va de même pour notre édifice sociétal dont le schéma présenté plus haut rend compte d'une réalité complexe, et dont les deux volumes, *soudés* par la médiane, distinguent le peuple tempérant entre citoyens moteurs et citoyens boosters.

Selon le point de vue séparatif suggéré par la médiane-moyenne générale, on peut définir en dessous de ce repère les citoyens moteurs ou *uniquement* universels, dont les revenus « historiques » dictés par les mœurs socio-économiques se trouveront complétés par la péréquation biéconomique, du moins au prorata de chaque situation, (voire garantis à hauteur de 1.500 € via un *emploi* ou *service citoyen* à mi-temps dans le cadre communal), tandis qu'au-dessus de ce même palier médian, les citoyens boosters verront leur revenu historique amputé de la juste et légitime proportion minimoptimaximale leur permettant d'assumer leur participation minutaire, dans la limite extrême et dès lors rarissisme de quasi 50%, toujours en stricte proportion de l'ensemble de leurs revenus annuels « individuels », au sens de personne physique, le même principe étant dûment transposé -non sans être adapté- aux personnes morales.

Qu'il soit bien clair que la garantie du Revenu Universel n'est pas une distribution généralisée de la valeur historique correspondante de 1.500 € par citoyen (dans le cas d'espèce français), laquelle aurait pour effet l'aberration totale d'équivaloir à la médiane (1.500 € x 1.000 = 1.500.000 € !), car il ne s'agit-là que d'une péréquation entraînant un revenu supplémentaire, vital, légitime et gradué au prorata pour les seuls citoyens qui se situent *en dessous* du palier médian, et donc a fortiori du pointillé parallélépipédique, ce qui ne peut représenter, en équivalence et dans le pire des cas, que la moitié de la population des 500 adultes strictement moteurs, du moins une fois le modèle tempérant installé. On peut donc ici parler plus précisément de Revenu Universel positif, ou « R.U.+ » en termes de transfert, ce qu'il conviendra désormais de sous-

entendre pour la suite et la fin de ces *Réflexions*. Quant au « R.U.- », de volume équivalent par symétrie, il ne s'agit que d'une soustraction du même montant par rapport aux 50% de principe, puisque, par définition tous les citoyens pyramidaux se procurent déjà ce revenu garanti grâce à leur positionnement dans la réalité historique précédant la péréquation.

Pour compléter le tableau en osant à présent un angle d'examen encore différent, on peut constater aussi que les deux espaces sociétaux superposés représentent d'une certaine façon les deux Domaines Public (inférieur) et Privé (supérieur), bien qu'il faille ici garder constamment à l'esprit qu'en réalité, chaque filament individuel impliquant la moindre activité socio-économique se subdivise de lui-même horizontalement et à égalité minutaire entre les deux domaines en question, y compris donc sur toute la hauteur de la base universelle. Le volume parallélépipédique représente donc en un sens le Domaine Public de la *partition* sociétale à 50% brut d'impôt-participation, sur la base d'une stricte et constante égalité universelle en termes de calcul minutaire vital, et selon cette autre lecture possible, on peut dire que ce volume se partage en deux parties nécessairement égales, à savoir, à sa base, le Revenu Universel individuellement disponible à chaque adulte (et donc en déduction des 50% brut, le cas échéant), et au-dessus de ces 1.500 €, la proportion, de même valeur ou pourcentage, correspondant à tous les Biens Communs Indivisibles que constituent les services publics et autres infrastructures essentiels à toute société. Il faut remarquer que le Revenu Universel ne peut pas dépasser le seuil des 50% de la hauteur parallélépipédique, puisque au-delà de ce taux, un déséquilibre se ferait aussitôt ressentir, certains citoyens triangulaires se trouvant alors « rectangularisés » par l'absence d'impôt effectif jusqu'à hauteur du doublement du Revenu Universel, ce qui reviendrait à décaler vers le haut le palier médian et à rompre la parité inter-domaniale. Par exemple, si le Revenu Universel était fixé à 2.000 €, les citoyens *pyramidaux* sous la barre des 4.000 € n'auraient aucun impôt de transfert historique à payer, alors qu'ils font déjà partie des boosters triangulaires. Il faut logiquement en inférer que, dès lors qu'il est indispensable de garantir à chaque citoyen adulte le Revenu Universel le plus consistant qu'il se peut, ainsi que la libération

(optionnelle) de l'exacte *moitié* d'un temps complet d'activité, le niveau historique du Revenu Universel ne pourra jamais dépasser les 50% du parallélépipède, soit très précisément le quart du P.I.B. total (en incluant de ce fait les volumes R.U.+ et R.U.-). Autrement dit, la part maximale d'émancipation égalitaire autorisée par une société devenue tempérante *peut et doit* atteindre le quart du PIB sous la forme d'un Revenu citoyen Universel, lequel se trouve complété (jusqu'à hauteur du palier médian) par la mutualisation indivisible des services publics et infrastructures indispensables à tous. Pareillement, cela induit que toutes ces richesses et énergies *indivisibles* se réduisent au quart du PIB dans un contexte « tempérisé », et que tout dépassement de cette proportion révèlera des formes de gaspillages humains et écologiques au prorata de la différence observée, en relation de causalité directe évidente avec des déséquilibres socio-économiques croissants, comme en témoignent les vaines « *sur*-dépenses » palliatives ruinant la société, dont les effets contreproductifs sont d'infantiliser et de démotiver socialement les « sous-citoyens » du volume 1M, aux ressources nulles ou inférieures au minimum vital du Revenu Universel.

Comme on peut le constater, le rapprochement des deux faces pyramidales occasionne deux, voire plusieurs décryptages possibles des entrailles de cette pyramide, selon que l'on raisonne de façon séparée, ou au contraire verticalement cumulative, entre les volumes, ou même les sous-volumes sociétaux, comme entre les catégories de population ainsi définies, les pourcentages, ou les valeurs historiques en euros. Il peut en résulter un certain vertige, ou une impression de paradoxe due à l'aspect peu conventionnel de cette analyse pourtant nécessaire, faisant courir le risque de confondre les modalités de lecture, et ce d'autant plus qu'il ne s'agit que de moyennes traduites en architecture, puisque dans la réalité historique, n'importe quelle hauteur filamentaire est possible, même très largement en dessous du niveau du Revenu Universel, dans un contexte encore *pré*-tempérant et vitalement injuste.

Pour poursuivre la logique de toute construction monumentale en se concentrant toujours sur le parallélépipède, force est de constater

qu'à ce niveau de la pyramide, en lecture cumulative ou « verticalisée », *l'entière* population des 1.000 adultes actifs se trouve rassemblée pour profiter égalitairement de l'ensemble du Domaine Public, c'est-à-dire, individuellement, du même Revenu Universel historiquement acquis ou socialement garanti, et plus collectivement, d'un égal et libre accès aux Biens Communs Indivisibles des services publics et aux infrastructures d'échelon national, régional ou local. Au sens « étroit » du terme, ledit Revenu Universel correspond dès lors à la satisfaction *individuelle* des besoins vitaux politiquement définis par la majorité citoyenne, mais en réalité, la description exhaustive du *vital* doit aussi recouvrir la moitié supérieure du parallélépipède, en tant volume complémentaire des biens et services *collectivement* indispensables, bien qu'indivisibles, et chaque citoyen doit avoir conscience qu'il en possède une part égale sous forme de « copropriété », ce qui double son propre Revenu Universel d'autant d'avantages plus ou moins optionnels. Il est donc important de prendre conscience que la véritable Garantie Citoyenne *inclusive*, dans le sens social, rejoint la hauteur du palier médian, à la différence de la Garantie Citoyenne *exclusive*, propre à chacun des citoyens, limitée quant à elle au seul Revenu Universel.

Toujours s'agissant du parallélépipède, il faut aussi noter qu'en lecture cumulative des revenus, la moitié de sa population est constituée de citoyens triangulaires qui font d'abord partie des citoyens universels, *largo sensu*, ce qui implique ici une analyse plus approfondie qui peut surprendre par ce qu'elle va révéler, du moins pour tout esprit encore imprégné d'aberrations prétempérantes intégrées comme normales. En effet, on sait que le revenu moyen *apparent* de ce volume sociétal est de 1.500 €, mais que le revenu moyen effectif sera tendanciellement plus proche des 3.000 €, ou au minimum à mi-chemin entre ces deux valeurs, du moins *après* partition-répartition, alors même que si l'on additionne les populations comme il se doit, la moitié des citoyens concernés est de nature triangulaire, ce qui signifie ici qu'en moyenne, parmi les 1.000 adultes actifs de cet espace universel, 500 dépassent le palier médian et font logiquement partie du volume pyramidal supérieur. Il peut paraître étrange de constater que, de ce point de vue très spécifique, les citoyens

boosters ont le privilège de cumuler -à eux tous- la moitié du P.I.B. 2parallélépipédique et l'ensemble du PIB pyramidal, ce qui leur procure donc un total de 75% du PIB « national », ne laissant aux 500 citoyens sub-médians que 25% des richesses « ennéaédriques » (1.500.000 € / 2 = 750.000 € + 1.500.000 € = 2.250.000 € récoltés par citoyens boosters, contre 750.000 € concernant les citoyens exclusivement rectangulaires, c'est-à-dire « moteurs » *stricto sensu*). Tout en relativisant dûment cette constatation, puisque la réalité autorise une infinité de configurations et hauteurs filamentaires individuelles, il faut bel et bien en déduire ici, du moins en termes d'équivalence « moyenne » ou de résumé schématique d'équilibre général chiffré, que le revenu moyen des citoyens boosters s'établit à 4.500 € (2.250.000 € / 500 = 4.500) et que le revenu moyen des citoyens exclusivement parallélépipédiques se cantonne quant à lui aux 1.500,00 € déjà observables hors partition-répartition, ce qui révèle le contraste d'une amplitude inégalitaire de 1 à 3 entre deux populations concernées, dans le sens vertical ascendant.

On subodore déjà qu'un tel écart de répartition « naturelle » ne saurait satisfaire à la condition de l'équilibre vital équivolumétrique et moyen assurant la justice objective, puisque la seule inégalité légitime et viable (ou hiérarchie *positive*) entre les populations des deux volumes requiert un rapport ascendant global de 1 à 2, compte tenu du fait que les adultes pyramidaux ou boosters sont deux fois moins nombreux que l'ensemble des citoyens parallélépipédiques (moteurs + boosters), ce qui supposera de rapprocher les deux moyennes précitées via la partition-répartition biéconomique. Autant dire que les réflexions de la prochaine section s'avèreront en tout point cruciales pour explorer ce qui constitue le cœur même de la pesanteur socio-économique afin de pouvoir fixer la proportion nécessaire et suffisante du transfert correspondant au travail et au revenu que définit la citoyenneté économique ou sécurité vitale de chaque adulte, condition individualisée de la pérennité juste et pacifique de l'ensemble sociétal.

Il est intéressant de noter par ailleurs qu'à l'intérieur même du parallélépipède, les parts respectives du Revenu Universel et des Biens

Communs Indivisibles s'équilibrent parfaitement, en tant qu'expression de la binarité-parité qui définit au sein de ce sous-ensemble géométrique la même relation entre individu et société que ce qui a d'abord justifié l'équi-partition objective de la pyramide-ennéaèdre. Dans la mesure où l'on sait désormais que chaque citoyen dépend de la communauté en proportion identique de sa propre liberté, il serait impossible d'imaginer quelque autre répartition sans nuire à l'équilibre simultané des agrégats socio-économiques sur l'axe primaire, comme de la Justice et de la Paix culturo-politiques sur l'axe secondaire, ce qui corrobore les observations faites plus haut concernant la proportion optimale de 50% de Revenu Universel agrégé par rapport au palier médian. Les Revenu Universel et Biens Communs Indivisibles requièrent donc chacun très précisément le *quart* des énergies sociétales disponibles, telles qu'exprimées par le PIB, mais seulement le huitième de la hauteur ennéaédrique totale, en termes d'enrichissement et autre rayonnement psychique ou culturo-politique, individuels et collectifs, ce que reflète le contraste si flagrant entre les hauteurs et surfaces respectives des deux figures géométriques formant l'ennéaèdre tempérant, ou même l'écart séparant les revenus de 1.500 à 12.000 € dans le cas français.

Enfin, cet équilibrage intra-parallélépipédique révèle le degré de responsabilisation minimoptimaximale de chaque citoyen vis-à-vis de la société, ainsi que l'égale liberté d'usage des contenus de ces richesses « rectangulaires », sachant que tout adulte pourra désormais en profiter sans plus aucun souci existentiel ou vital, tandis que la teneur en réalité quadrifaciale de la Garantie Universelle, déjà suffisante pour jouir d'une vie libre, coresponsable et sereine sur la moitié permanente de chaque existence, laissera enfin le temps d'*être*, sur la quatrième dimension du *temps*, selon le rythme optimal de chacun. Rappelons au passage que les citoyens de tout âge qui ne seraient pas assez « matures » pour gérer leur travail ou leurs dépenses perdront localement la liberté totale qui va de pair avec la responsabilité, en étant plus strictement encadrés, tant en ce qui concerne le Service Citoyen qu'en recevant leur Revenu sous la forme de produits et services plutôt que d'argent, du moins au prorata de la gravité de leur situation. Quoi qu'il en soit, la véritable émancipation

que procure le travail, via le brassage social motivant qui l'accompagne, permettra à ces citoyens de retrouver, avec la dignité à laquelle ils ont droit, le goût incomparable d'une liberté assumée via la justice sociale.

Vue sous un autre angle de lecture rendu possible par ce schéma pyramidal, l'égalité volumétrique des deux espaces parallélépipédiques suggère non seulement que les sommes d'argent public nécessaires, et enfin équitablement réparties, seront équivalentes, mais encore, compte tenu de la péréquation vitale bi-systémique, que les salariés ou employés de la fonction publique représenteront idéalement 25% de l'ensemble des actifs, soit un adulte sur quatre, en incluant bien sûr les quatre faces sociale, économique, culturelle et politique de la société tempérante. Les différences historiques actuellement observables, en moins ou en plus, par rapport à cette proportion et selon chaque pays -et qu'il s'agisse de tâches assumées par le secteur public ou « déléguées » au secteur privé- traduisent dès lors soit une compression anormale, car déséquilibrante, du nombre d'acteurs impliqués, soit, inversement, un relatif gaspillage de ressources aux dépens d'autres priorités sociétales sous-estimées, à savoir surtout, à hauteur de 50% de ce volume inférieur, l'instauration, socialement si vitale pour la Justice et la Paix, d'un véritable Revenu Universel équitable et optimal. Quant aux biens, et surtout aux services fournis par l'État ou les collectivités, les mêmes écarts, en faisant varier la part respective de ce qui représente le Revenu Universel et les Biens Communs Indivisibles dans un système tempérant, révèlent en pleine lumière les inégalités et les injustices vitales qu'implique la confusion croissante de tous les mono-systèmes, autrement dit l'impossibilité de garantie minimale et d'équité universelle face à l'utilisation des impôts et autres dépenses publiques.

C'est ainsi que la nature et l'orientation mêmes d'une part sans cesse croissante desdites dépenses publiques deviennent négativement palliatives, en essayant vainement d'étayer un monument sociétal déjà condamné, à travers tous les effets boomerang, pervers ou *de palier* que ce genre de traitement superficiellement symptomatique entraîne, ce qui ne fait qu'aggraver la véritable injustice systémique et infantiliser une

grande partie des citoyens, tandis que par ailleurs les investissements les plus positifs sont récupérés par un marché privé devenu monopolistique. Á l'inverse de la jungle administrative inextricable qui résulte de cet état de choses, en contexte tempérant, la plus grande place possible se trouve égalitairement offerte à chaque adulte-actif via les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne et le Revenu Universel maximisé que les ressources sociétales du moment autorisent, assurant l'inclusion et l'émancipation individuelles face à l'ensemble des besoins universels et déjà suffisants, et limitant conséquemment les impossibles récupérations d'équilibre a posteriori, tandis que même le secteur privé s'en trouvera pareillement débarrassé des disproportions atteintes par les typiques « faux marchés » opportunistes du pseudo-sauvetage, et dès lors apte à innover utilement. D'où les économies insoupçonnables d'énergies et de ressources, tant humaines qu'environnementales, que l'on est en droit d'attendre de la prochaine réforme systémique tempérante.

Ce portrait sociétal est déjà historiquement réaliste, puisque les citoyens, employés ou salariés « minimaux » des classes laborieuses et ouvrières d'antan constitueront *de facto* le peuple de base de tout édifice socio-professionnel complet, situation qui correspond le plus souvent à un parcours éducatif minimal, lequel deviendra déjà suffisant à travers les apprentissages offerts par l'Éducation Commune tempérante, tandis qu'en matière de politique, l'inclusion intégralement proportionnelle de cette moitié de la population totale, associée à la moitié triangulaire des boosters, se concrétisera par des droits et devoirs identiques en tant que voteur et/ou Délégué Semi-Référendaire, donc détenteur à part égale du pouvoir de suggérer ou de décider. On peut ainsi voir à quel point la cohérence du cycle pyramidal, fondée sur le Revenu Universel et ses devoirs, aboutira à la prise de pouvoir proportionnée de cette population oubliée et abusée, selon ses multiples nuances socio-professionnelles, ce qui motivera l'ensemble de ses membres à participer au débat politique le plus constructif et démocratique qui soit, entre autres via la libération de leur expression et la prise en compte de cette dernière sur la troisième face pyramidale (et culturelle), grâce au média enfin commun des Sites Officiels de Proposition Citoyenne.

S'agissant à présent du volume sociétal en forme de pyramide dont l'autre moitié de la population fait forcément partie par la grâce de la médiane et du principe de partition équivolumétrique hiérarchique, il est aussi intéressant d'observer que le revenu *moyen* des 500 citoyens boosters, en s'établissant à 4,500 €, s'avère en parfaite symétrie avec le pointillé intra-parallélépipédique mesurant le Revenu Universel, si l'on considère le palier-médian comme axe de référence. La partition et son principe tempérant de parité absolue induit donc logiquement le même effet de subdivision de chacun des deux principaux volumes sociétaux en deux sous-espaces ou sous-ensembles eux-mêmes idéalement égaux, le principe d'équilibre et donc de symétrie ainsi respecté ne pouvant que corroborer la *mi-hauteur* du pointillé inférieur (en vis-à-vis logique de ce pointillé « supérieur ») en tant qu'idéal de positionnement du Revenu Universel. Notons toutefois qu'il s'agit-là de valeurs, pourcentages et autres volumes dont la symétrie effective n'est pas aussi évidente à l'œil sur l'ennéaèdre observé en *trois* dimensions, en raison des différences de géométrie entre les deux volumes superposés.

Compte tenu du principe d'équilibre symétrique il apparaît aussi que la moyenne des revenus entre les boosters aura également tendance à devenir leur propre médiane, et ce, en dépit de la liberté laissée de fait à chaque filament-citoyen individuel au sein de ce volume, puisque la forme pyramidale supérieure ne représente qu'une moyenne sans être un plafond absolu, à la différence du palier médian vis-à-vis de l'ensemble des citoyens universels du parallélépipède. Cela traduira historiquement, le degré d'équilibrage, d'apaisement et de pacification caractérisant ce volume pyramidal *en conséquence* de la stabilisation proportionnelle et définitive du volume parallélépipédique, ou autrement dit, la réduction, puis disparition de la surchauffe systémique consécutive aux *sur*profits et *sur*-dominations objectivement illégitimes, et dès lors la disparition des si déplorables *gaspillages* humains, socio-économiques, culturels, politiques, et conséquemment écologiques, caractérisant hélas toutes les sociétés prétempérantes. Car s'il est vrai qu'individuellement, les super-leaders socio-économiques resteront toujours aussi libres d'atteindre des

sommets de réussite certes extraordinaires à leur façon, la *tempérisation* pyramidale *moyenne* induite par la partition-répartition sera la meilleure façon de restreindre lesdites réussites à leur seule légitime proportion et de réduire d'autant l'empreinte carbone et la pollution engendrées par les sociétés humaines, autrement dit les *abus* de pouvoir quantitatifs -et qualitatifs- de celles-ci sur l'environnement. Ainsi peut-on constater que c'est par l'égalité minimale assurée grâce au volume sociétal du bas que celui du haut alliera bientôt liberté et tempérance, ou émancipation et juste modération, tandis que les « excroissances » et autres déformations pyramidales qui ont été explorées précédemment ne seront plus qu'un mauvais souvenir des ères prétempérantes.

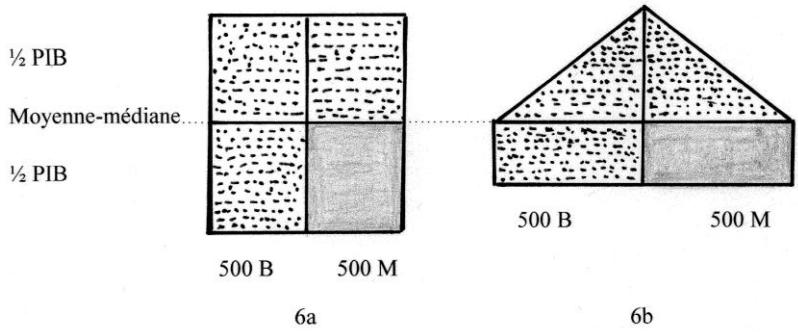
Á bien observer la symétrie parfaite entre les pointillés inférieur et supérieur, mais à condition de séparer les deux populations de cinq-cent citoyens concernées et de raisonner ici sur l'*ensemble* des transferts requis par l'équilibrage sociétal entre les deux volumes superposés, on peut remarquer que le sous-volume triangulaire correspond en valeur et proportion aux dépenses concernant les Biens Communs Indivisibles assurés à tous en complément du Revenu Universel. Nonobstant le fait que, via la partition-répartition, *tous* les citoyens participeront à égalité au calcul mettant en commun les ressources du Domaine Public, cette équivalence symétrique démontre que les Biens Communs Indivisibles seront toujours principalement financés par les citoyens pyramidaux, puisque l'on sait que ceux qui sont uniquement parallélépipédiques ont des ressources trop limitées, car *objectivement* insuffisantes jusqu'à la médiane, laquelle représente aussi l'équilibre partitif équivolumétrique et minimoptimaximal. Il n'y a là rien de surprenant, car, dès lors que le Revenu Universel, *avec* les biens et services indivisibles, correspond au minimum *sociétalement* vital du moment, il revient nécessairement aux boosters pyramidaux de faire face au devoir de fournir -et surtout de financer- l'essentiel des richesses communes indispensables à la paix sociale, en fonction de besoins qui se sont progressivement étoffés au cours des siècles, au gré de l'élévation de l'ensemble monumental. Cela rappelle à nouveau les fameux villages ouvriers et paternalistes des plus grandes manufactures de l'ère industrielle, au temps où certains patrons

responsables avaient pleinement conscience de leur rôle social, (et sans doute également de leur intérêt bien compris !) en fournissant les biens et services communs à tous leurs ouvriers ou employés, en complément de salaires trop bas. De même c'est encore le cas de nos jours, d'une manière différente, dans toutes les sociétés du monde actuel, à travers le financement des services publics et autres Biens Communs Indivisibles d'usage plus ou moins facultatif selon le cas, malgré le fait que certaines taxes indirectes défavorisent les citoyens les plus modestes, et que ceux qui financent l'essentiel des dépenses afférentes soient issus des classes moyennes supérieures, à l'avantage d'une micro-minorité concentrée au faîte d'une pseudo-pyramide additionnant toutes les tares architecturales déjà décrites.

Les deux sous-volumes en symétrie par rapport au palier médian révèlent aussi très précisément la proportion et la valeur du transfert ou de l'impôt historique -toujours *moyen*- que doivent assumer l'ensemble des citoyens boosters, au prorata de la hauteur filamentaire économique de chacun d'entre eux, afin de respecter l'égalité minutaire des 50% brut d'impôt-participation de type *répartitif*. Cet apparent sacrifice, du moins par rapport aux habitudes prétempérantes, subjectives et illégitimes, est donc intégralement nécessaire pour enfin respecter l'équilibre paritaire qui va de pair avec l'égalité *vitale* universelle, et lisser chaque cycle de talochage en effaçant les différences objectivement abusives qui mettent en péril chronique les sociétés mono-systémiques. Or ce rôle crucial et précisément *responsable* des boosters pyramidaux représente moins du tiers de leur revenu total et le quart de la hauteur émancipatrice de leur partie pyramidale, et même moins du cinquième de leur hauteur la plus complète, en intégrant leur existence également parallélépipédique. De plus, comme il sera démontré plus loin, l'essentiel de cette participation concernera les revenus supérieurs à la moyenne strictement pyramidale, cette dernière n'induisant que 16,66 % d'impôt pour 4.500 € de revenu, en termes de proportion et de transfert de valeur historique, toujours sur la seule base des 50% brut de l'équilibre minutaire universel.

4 - Du Paradoxe des 3/4 - 1/4 à l'Équilibrage Tempérant.

L'égalité entre la médiane et la moyenne ennéaédriques sur le modèle pyramidal tempérant induit une constatation qui peut paraître paradoxale s'agissant d'une architecture supposée idéale pour respecter concrètement les conditions de la Justice et de la Paix, du moins pour le stade actuel des réflexions de ce chapitre, mais il est pourtant inévitable, et techniquement logique, que les relations entre ces deux valeurs, et en particulier leur différence quasi permanente à l'avantage exclusif de la moyenne, s'avèrent aussi révélatrices de l'état historique spontanément inégalitaire de toute société. On a déjà vu que l'histoire prétempérante se caractérise par la nette supériorité de la moyenne sur la médiane, et ce, à plus de 20% près s'agissant de la France selon l'I.N.S.E.E., ce qui témoigne d'un degré d'inégalité historique qui paraît contredire le cas du modèle tempérant, pour lequel ces deux valeurs fondamentales se rejoignent sur le palier médian, ou se rapprochent systémiquement au plus près de ce dernier. Le paradoxe tient au fait qu'en situation *équi-volumétrique* de répartition d'une population par le biais d'une médiane devenue simultanément la moyenne générale, les revenus, à l'instar de n'importe quel paramètre imaginable, se répartissent *de facto* selon le ratio de 3/4 - 1/4 ou de 75 % - 25 % entrevu plus haut, comme l'illustre le double schéma suivant sous forme de volumes supposés « cubiques » transposables en volumes « ennéaédriques ».



Schémas 6a / 6b : Répartition équivolumétrique naturelle de rapport 3/4 - 1/4 ou 75 % - 25 % en situation d'égalité entre médiane et moyenne. (En pointillés : Citoyens Boosters – En grisé : Citoyens Moteurs).

En lecture cumulée et croisée entre population et revenus, et en raison du caractère *équivolumétrique* de la description par médiane *et* moyenne générale, c'est-à-dire répartissant le même volume de la valeur considérée en dessous et au-dessus de ces deux limites dès lors réunies, on obtient ici une population de mille personnes sous le palier médian-moyen, qui se partagent deux volumes sur les quatre, donc à raison d'un seul pour chaque « moitié » de 500 personnes, tandis qu'au-delà dudit palier, une seule moitié cumule les deux autres volumes restants, ce qui aboutit au rapport de 3/4 - 1/4 ou 75 % - 25 % qui peut paraître pour le moins paradoxal, même en situation d'égalité théorique parfaite entre la médiane et la moyenne de l'ensemble sociétal considéré, mais ce qui n'empêche nullement les moyennes *respectives* des deux catégories de citoyens d'être radicalement différentes. La Pyramide Tempérante se révèle donc historiquement tout-à-fait réaliste dans sa structure de type hiérarchique inévitable, et ce, tout en assurant l'équilibre général entre les deux volumes sociétaux, comme il sera vu plus loin. Ce paradoxe

traduit l'inégalité historique spontanée de toute société, autrement dit avant toute rationalisation sociétale, même lorsque ladite société atteint les proportions effectives idéales de la Justice et de la Paix, ce qui ancre concrètement l'ennéaèdre tempérant sur le roc de la réalité universelle observable, et induira avant la fin de ce chapitre la prise en compte de cette contrainte particulière pour formuler la péréquation répartitive et pouvoir ainsi distinguer le volume d'inégalité objective sociétalement nocive d'une part, et les différences justifiées ou légitimes respectant la liberté de chacun d'autre part, autrement dit, pour déterminer la nuance cruciale entre la *sur*-domination et la domination intégralement positive, dans le sens d'émancipatrice, ou de hiérarchie *équilibérale*.

La « révélation » cruciale ici en cause tient au fait que pour être objectif, il faut respecter la loi d'équilibre de la binarité-dualité paritaire et sa contrainte vitale en se positionnant sur l'*équi*-répartition *médiane et moyenne* des deux faces de l'axe socio-économique, ce qui implique la subdivision paritaire de la population adulte-active au nord du schéma pyramidal habituel, *et* sa correspondance avec la moyenne économique des revenus sur la face sud, en tant que repères universels respectant la transposition verticale et sociale de la double nature élémentaire de tous les individus concernés, ce qui fait aussitôt apparaître le paradoxe des 3/4 - 1/4 ou 75% - 25% comme une évidence, alors qu'en se basant sur des sociétés empiriques, on ne peut que prendre pour repères des valeurs historiquement biaisées par les incohérences comportementales, dès lors en se laissant peu ou prou aveugler par les habitudes prétempérantes. Il faut donc se garder de prendre pour données « objectives » les résultats des aberrations dictées par notre incompréhension de la pesanteur socio-économique, et raisonner à partir de l'équation-molèle ennéaédrique à tester, faute de quoi l'on se condamne à décrire, accepter et confirmer ladite pesanteur sur la seule base des *dégâts* qui en découlent, car dans le cas présent, ce sont précisément les écarts entre moyenne et médiane (et les délétères disproportions socio-économiques *visibles*) qui cachent à l'entendement général les tenants et aboutissants de la Loi naturelle physique -et même physico-spirituelle- sous-jacente.

Cette « vision paradoxale » de répartition hiérarchique n'est pas seulement statistique, car elle traduit ici une réalité *naturelle* touchant à l'inégalité dictée par la fameuse pesanteur socio-économique, résultat de de la liberté comportementale historique, fondation si déterminante des rapports culturo-politiques, et cause principale -au travers de ses seuls *abus*- des malheurs, violences ou autres injustices sociales passées et actuelles. Or les choses s'avèrent plus subtiles encore, car cette donnée incontournable doit bien sûr être respectée, au sens de prise en compte, à l'instar de la loi de la gravitation dans le domaine de l'aéronautique, mais pour pouvoir en dépasser la contrainte contraire à notre processus d'humanisation et à la condition d'équilibre de la parité libertégalitaire, autrement dit pour en éviter les débordements tout aussi spontanés que systémiques, tout le mérite de l'Humanité étant précisément d'améliorer *sa* nature via la culture ou la science. Le modèle tempérant définit bel et bien un palier médian horizontal qui devrait permettre une construction « centrée » de l'édifice quadrifacial, comme le montre le schéma 7 qui suit, mais uniquement à la condition minimale d'équilibrer la balance libertégalitaire grâce à la partition-répartition, pour précisément combler -a posteriori et donc via l'impôt redistributif- l'inégalité minutaire que cette situation naturelle entraîne immanquablement, autrement dit pour assurer le respect de l'équilibre minimoptimaximal, sans lequel aucune équité vitale, justice sociale ou légitimité objective n'est possible.

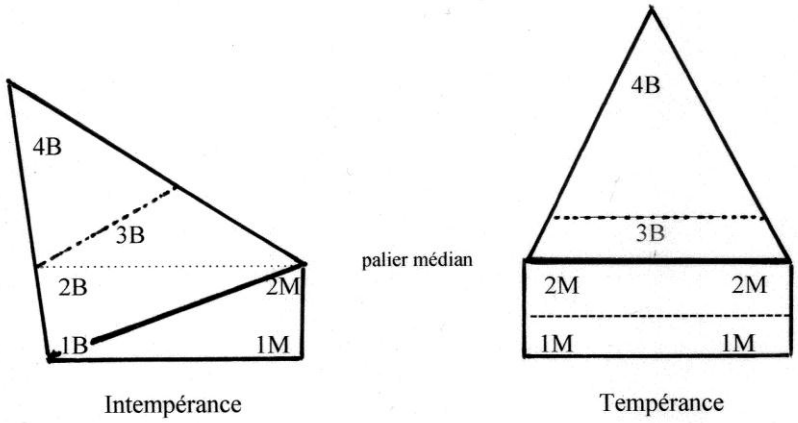


Schéma 7 : Situations pyramidales prétempérante et déséquilibrée puis tempérante et équilibrée, vues depuis la face culturelle, les côtés gauche et droit de chacune de ces deux pyramides correspondant respectivement aux faces sociale et économique. (M comme moteur, et B comme booster).

Le rapport de valeur historique de 3/4 contre 1/4, ne respecte pas l'égalité objective minimale correspondant à la nature grégaire et sociale de chaque individu, et il s'en faut précisément de 25% de l'énergie et des ressources sociétales pour rétablir cet équilibre et garantir l'égalité vitale à laquelle chacun a droit en tant que citoyen d'une même nation. Cet écart, que seule peut combler la rationalisation sociétale, du moins dans une proportion nécessaire et suffisante, correspond en valeur aux volumes 2M+2B, lesquels sont équivalents au volume 3B, en termes de proportion, ou de valeur financière des transferts d'impôt-péréquation. Il peut être observé, sur le schéma 7, que *sans* ce transfert du haut vers le bas, ou des citoyens boosters vers les citoyens moteurs *stricto-sensu* et les Biens Communs Indivisibles, et peu ou prou à hauteur de 25% du P.I.B., le « palier central » s'effondre en ne faisant plus correspondre les revenus moyen et médian, entre autres symptômes d'inégalité dès lors croissante, écrasant la face « sociale » sous le poids déséquilibrant des

injustices économiques, et induisant, via tant de paramètres intimement corrélés, les débordement orthogonaux de la face politique sur son vis-à-vis culturel, avec pour ultime conséquence le décentrage inévitable de l'axe sommital toujours plus loin vers le « nord-ouest » du schéma en survol centré, jusqu'à l'effondrement architectural de cette *inviabilité* pseudo-pyramidale.

En valeur historique, il est visible que cette portion de transfert sociétal de 25% représente en moyenne générale -et en brut- 33,33% des revenus gagnés par les citoyens boosters, soit exactement le tiers de leur enrichissement annuel, à hauteur de 750.000 € s'agissant du schéma 5 de l'exemple choisi. Dans la mesure où ces observations synthétisent des volumes et des moyennes, cela ne signifie en aucun cas que *tous* les citoyens boosters doivent payer 33% d'impôt brut en transfert de valeur historique résultant du calcul minutaire, mais simplement qu'au prorata de chaque revenu situé au-delà du palier médian, l'équité libertégalitaire justifie objectivement l'impôt, tant pour participer au financement des besoins collectifs que pour redistribuer la juste et légitime proportion de l'égalité minimale qui définit toute citoyenneté. Il ressort donc de cette observation qu'en situation de modèle tempérant accompli, l'ensemble des impôts, taxes et autres prélèvements obligatoires à stricte vocation de *redistribution* grevant les sociétés habituelles peut se résumer en une seule et unique formule de calcul progressif impliquant tous les citoyens via la péréquation biéconomique, dont l'effet sera de permettre et de *doser* de façon définitivement objective, légitime et optimale le transfert de valeur historico-financière indispensable à l'équilibre libertégalitaire de la Justice et de la Paix, en tant que *dette objective* des boosters envers leurs concitoyens strictement moteurs. En situation sociétale *idéale* telle que celle du modèle décrit plus haut, et compte tenu de ce que l'Histoire empirique assure déjà peu ou prou, il suffit donc de mutualiser et gérer démocratiquement 25% du PIB pour établir et pérenniser définitivement les conditions socio-économiques d'un équilibre collectif dynamique et proportionné, avec la conséquence directe de bientôt réduire à néant les gaspillages, tant humains qu'écologiques, découlant des contradictions prétempérantes. Mais l'idéal théorique n'étant jamais réalisé à 100 %, il

sera indispensable, dans la suite de ce chapitre, de préciser la proportion exacte, nécessaire et suffisante, à l'intérieur de ces 25% de volume déjà identifiés, qui permettra de garantir à chaque citoyen adulte le Revenu Universel en tant que richesse individuelle directement obtenue de façon historiquement autonome, ou via la péréquation biéconomique et sociale le cas échéant (et toujours bien sûr, moyennant un minimum garanti et obligatoire d'activité-emploi à mi-temps).

Autant dire que, même si tous les citoyens dont il est question se différencient en fonction de leur position vis-à-vis du palier médian, en percevant un complément de revenu s'ils se trouvent en dessous, ou en payant un impôt de péréquation s'ils se situent au-dessus, l'équité entre les deux sous-groupes se verra suffisamment respectée, aboutissant à un taux d'imposition supra-médian ne pouvant dépasser 16,666% en tant que *moyenne* de contribution obligatoire du sous-ensemble pyramidal, comme il pourra être constaté plus loin, aussi paradoxal que cela puisse paraître à ce stade des *Réflexions*. Enfin, sachant que le taux *maximal* d'imposition pourra avoisiner les 50% du revenu « historique » initial, force est ici d'observer que les citoyens *sur*-boosters, ou dignes d'être considérés comme l'*élite* socio-économique, au sens du moins subjectif et relatif du terme, assumeront un éventail plus large de taxation allant de 16,667 % à 49,999 % le cas échéant, selon l'écart de leur situation individuelle par rapport au pointillé supérieur qui représente le revenu pyramidal moyen (ces pourcentages anticipés devant être confirmés par les prochaines sections de ce même chapitre).

Les libertés socio-économiques, mais aussi culturelles et même politiques, qui tissent la trame de l'Histoire, ont le défaut, voire la tare existentielle, de n'offrir aucune garantie de respect de l'égalité vitale qui constitue la nature sociale ou sociétale de chaque individu, ni même des valeurs objectives subséquentes ou des proportions adéquates propres à susciter et maintenir le moindre équilibre dynamique, et l'on peut voir à quel point seule la péréquation de la partition-répartition biéconomique pourra bientôt résoudre l'équation proposée au début de cette recherche. La loterie historique qui favorise tel métier par rapport à tel autre, qui

exploite les uns ou exclut les autres, qui surmène jusqu'au *burn out* ou abandonne au désœuvrement le plus nocif, ou qui dicte empiriquement les prix et les marges commerciales sur le versant de la sous-traitance et de la consommation, ne peut acquérir une utilité commune et pacifique qu'en mutualisant égalitairement la moitié collective et dès lors grégaire de notre double nature, (en incluant ici les 25% submédians que procure déjà l'Histoire) et cela en différé-parallèle, grâce à une unique formule d'impôt universel *de péréquation*, ce que seule permettra l'innovation tempérante de la partition-répartition biéconomique, dont l'équilibrage minutarisé respectera la valeur objective et identique de toutes les vies humaines, tout autant que le caractère historiquement unique de chacune d'entre elles. Mieux encore, c'est aussi *la* condition *sine qua non* d'une liberté d'esprit enfin indemne de la moindre culpabilité, et d'une justice socio-économique concrétisant la solidarité citoyenne, autrement dit la sécurité proprement *socio*-logique dont chacun a besoin afin de pouvoir s'émanciper en tant qu'individu irremplaçable. Ces dernières réflexions aident à comprendre que l'on naît socialement dépendant de tous les autres citoyens, que l'on en reste *objectivement* dépendant à 50%, même une fois devenu adulte, et ce, bien que notre chère liberté historique et comportementale n'offre hélas spontanément aucun repère permettant de respecter *individuellement* cet équilibre indispensable, en raison de la complexité, de la subjectivité et de l'anonymat des interdépendances socio-économiques. Dès lors, seule la société peut agréger les éléments en un tout cohérent, en pleine connaissance des données cumulées, afin de procéder à la péréquation universelle qui doit rétablir et maintenir la parité absolue entre nos besoins aussi vitaux d'égalité-sécurité et de liberté aventurière. Ainsi, au cœur même de la Pyramide Tempérante, la péréquation sera-t-elle garante de l'horizontalité généralisée entre palier médian, moyenne, médiane et proportion fixe de l'équilibre optimal, au point d'émanciper bientôt, à travers leur dénominateur commun vital, toutes les classes sociales ou catégories de citoyens que cette description nouvelle révèle de façon plus objective que jamais, en contraste avec les honteuses discriminations exacerbées par les marchés ultralibéraux à l'anglo-saxonne, dont les abus font tant de tort aux progrès humains que paralysent encore artificiellement des pseudo-démocraties occidentales

pourtant censées être plus avancées que bien d'autre systèmes. La mise en lumière du paradoxe des 3/4 - 1/4 ou 75% - 25% grâce au modèle de l'ennéaèdre tempérant révèle ici à quel point l'injustice naturelle de nos comportements individualistes, aggravée par l'effet cumulatif tu temps, est contraire à l'équilibre vital de la binarité-dualité induite par la *double* nature des individus et de leur société. Cela s'avère même contraire aux contraintes de la moindre architecture *durable*, physique ou biologique, à l'instar d'un numéro de cirque de « portée acrobatique » qui obligerait un seul porteur à encaisser la charge de *trois fois* son propre poids, ce qui ne saurait se prolonger sans conséquence gravissime.

L'exemple de chiffrage choisi précédemment ne doit surtout pas être confondu avec le *modèle* tempérant en tant que proportions, lequel est effectivement d'une portée universelle, car l'évaluation du revenu citoyen minimal à hauteur de 1.500 € n'est que la supposition intuitive de ce qu'il est possible d'obtenir dans le cas français, pour peu que l'on tienne compte de *tous* les paramètres, sachant que cela reste à vérifier et constituera à l'avenir la tâche exaltante des économistes, sociologues, démographes et autres savants techniciens, sans oublier tous ceux qui se passionneront pour la chose commune, ou *res publica*, dans l'acception désormais quadrifaciale de cette antique appellation.

En considérant les données françaises disponibles, il faudra donc comparer la réalité historique observable par rapport au schéma idéal et universel exploré plus haut, quitte à affiner ce dernier en subdivisant les volumes déjà définis, par exemple par moyenne de décile, ce qui aura pour avantage de révéler les écarts de répartition historique affectant la société française à tel ou tel niveau de la pyramide analytique. En tenant compte des paramètres constitutifs de la population active, du PIB, des salaires, des profits, de la durée du travail, bref, de toutes les statistiques significatives en la matière, on constatera très certainement que les sous-emplois, *mésemplois* et gaspillages actuels offrent *déjà* les moyens de garantir 1.500 € de Revenu Universel via la péréquation biéconomique, ce que laisse bel et bien espérer l'actuel PIB de ce pays particulier par rapport à sa population active (incluant pourtant trois à six millions de

demandeurs d'emploi !), ou à plus forte raison l'évolution à venir de ce PIB sachant que plus de 30% des citoyens « activables » ne travaillent pas, sans oublier la multiplication exponentielle des emplois précaires ou discontinus, et la non prise en compte des « seniors » au-delà de 64 ans. Autant dire qu'un tel gâchis d'anti-répartition réserve peu ou prou 50% d'énergies potentiellement inemployées, lesquelles seront bientôt toutes *minimalement* impliquées par égalisation vitale constitutionnelle, ce qui rendra d'autant plus plausibles l'incitation systémique écologique et l'évolution comportementale vers un travail à mi-temps *optionnel*, en tant que mode de vie périodique ou permanent susceptible d'encourager nombre d'activités et d'initiatives gratuites, conviviales et solidaires.

L'inertie de l'habitude fait qu'il peut paraître prétentieux de fixer le revenu médian français à 3.000 €, dans la mesure où les inégalités et retards d'évolution, des salaires en particulier, plombent l'histoire de ce pays en situation prétempérante. Pourtant, comment expliquer autrement le désintérêt croissant des Français pour le travail, sinon par le fait que celui-ci est systémiquement sous-rétribué et déconsidéré, et par ailleurs honteusement aliénant en termes de rythme ou de productivité, face aux possibilités d'émancipation offertes par les progrès techniques ? Sans oser répéter inutilement les réflexions déjà développées à ce propos, le moins que l'on puisse dire est que le système historiquement spontané et hélas dévoyé de l'ultralibéralisme tourne en rond dans sa cage, faute de répartir les ressources de travail et d'emploi, de biens et de services, et surtout, au final, de temps et d'argent, de façon libertégalitaire, ce qui se traduit par la jungle quadrifaciale de la France actuelle, en lieu et place d'une société juste et apaisée. Dans la folle et fausse concurrence qui résulte des marchés volontairement mondialisés et monopolisés, il n'est certainement pas du ressort illégitime de quelques *sur*-dominants socio-économiques de faire supposément ruisseler d'insultantes miettes de survie en guise de charité privée, car il revient en premier lieu à l'État démocratique de faire respecter la nouvelle Loi du partage légitime et de la répartition objective que supposent la Justice et la Paix sociales. En situation d'injustice systémique, ladite charité des *sur*-dominants n'est qu'un pouvoir supplémentaire usurpé et déguisé en devoir moral, et si,

comme on pourra le développer, la stabilité de la Pyramide Tempérante induit un rapport historique de 75 % - 25 % tout en égalisant les deux paramètres fondamentaux de cette section, la différence observable de plus de 20 % entre la moyenne et la médiane françaises suggère une situation de déséquilibre historique largement supérieure à ce ratio, à la façon d'un baromètre annonciateur d'une météo sociale pour le moins explosive, sauf à pacifier urgemment cette société traditionnellement rationaliste et éprise de l'idéal humaniste le plus universel qui soit.

Le pari des 1.500 € de Revenu Universel en péréquation est donc tout sauf une utopie, et sera d'autant plus facile à obtenir qu'il s'agira de la redistribution objectivée à 50% de ce qui fonde l'égalité vitale au sein de toute société digne de ce nom, en laissant libre cours à un marché de la sorte *tempérisé* et assaini face à ses excès actuels, et ce procédé aura l'avantage de partager -et en juste proportion socio-économique- ce qui sera effectivement gagné lors de chaque cycle annuel, voire semestriel, tout en stimulant par la même occasion la réévaluation historique du travail à hauteur de sa valeur objective, sans aucun risque de mettre en péril des entreprises elles-mêmes sécurisées par une règle du jeu enfin devenue cohérente, rationnelle et immuable en termes de proportion. On a peine à imaginer ici la transparence, la clarification et la simplification qui en résulteront dans le paysage socio-économique, via le dégraissage du labyrinthe des impôts, taxes et autres prélèvements obligatoires qui ponctionnent tant d'entreprises et de particuliers au travers de situations fiscales aussi injustes que complexes, tandis que progressivement, seuls des libres choix individuels en matière d'assurance complémentaire et d'épargne *utile* traduiront la liberté et la responsabilité personnelle des Citoyens Tempérants, dans le cadre du travail ou de la sphère privée. Si le principe d'une participation citoyenne propre à couvrir les dépenses publiques concernant les indispensables Biens Communs Indivisibles ne saurait être remis en cause, l'essentiel de la redistribution doit *d'abord* assurer le respect de l'égalité minimale des revenus du travail, en tant que condition première de toute citoyenneté, et c'est ce rééquilibrage, pour ainsi dire préalable à l'impôt citoyen habituel, qui fournira tous les moyens nécessaires à une participation complémentaire équitable, en

libérant le potentiel socio-économique des citoyens, et principalement de ceux qui se situent très en dessous du palier médian, ou a fortiori de la moyenne parallélépipédique, le plus souvent bien malgré eux.

Le challenge est donc ici réaffirmé en ce qui concerne la France, en attendant les vérifications et débats que cet enjeu spécifique devrait susciter, mais après tout, peu importe le résultat dès lors que l'on pourra constater que l'application de la partition-répartition biéconomique et des principes tempérants transformera l'actuel chantier de démolition en une pyramide de plus en plus ressemblante au modèle universel exposé plus haut dans ce chapitre. Dans le pire des cas, comme en situation de crise occasionnelle causée par quelque circonstance *externe* à une néo-société devenue tempérante, la valeur historique du Revenu Universel, comme de tous les autres paramètres pyramidaux, pourra décroître très temporairement sans aucunement remettre en cause les proportions de la Justice et de la Paix sociales, à la différence des aggravations d'inégalité si caractéristiques des crises passées et présentes, lesquelles résultent par ailleurs de tares *intra*-sociétales, nationales puis internationalisées, dans la quasi-totalité des cas.

Pour lever ici le moindre doute sur la faisabilité des 1.500 € de Revenu Universel garanti à chaque Français adulte, et à titre d'exemple le plus récent, il suffit de considérer les chiffres de l'INSEE concernant le PIB français de 2022, dont la valeur, au moment précis de l'écriture de ce chapitre, est très officiellement estimée à 2.352 milliards d'euros, par rapport aux 30,1 millions de citoyens que représente la population active concernée. En divisant ce PIB par 2 afin de déterminer la valeur du Domaine Public (sub-médian), puis à nouveau par 2 pour évaluer la richesse effectivement distribuable en Revenu Universel, du moins au prorata de chaque situation individuelle, ensuite par le nombre d'actifs pour pouvoir individualiser le résultat annuel, et enfin par douze pour connaître la valeur mensuelle finale, on obtient la somme de 1.627,90 € par personne, laquelle dépasse déjà bien assez largement les 1.500 € du pari établi, confirmant toutes les valeurs choisies pour le schéma 5 de la section précédédente. Au passage, il ne faudrait surtout pas déduire de

ce calcul l'idée qu'une manne magique permettrait la distribution de 1.500 € à chaque citoyen de façon démagogique, puisqu'il ne s'agit que de compenser les déséquilibres objectifs des situations individuelles au prorata d'un réelle activité, et que d'autre part, la moitié des citoyens universels *mélangés*, en tant que boosters, ne percevront le prorata dudit Revenu Universel que sous la forme d'une déduction par rapport à leur impôt brut. Certes manque-t-il au besoin de cette analyse une proportion supplémentaire de quasiment 30% d'adultes encore non pris en compte dans la situation prétempérante actuelle, puisqu'à ce jour la population active ne représente que 70% des classes d'âge concernées, proportion à laquelle on peut par ailleurs ajouter l'effet de l'allongement des années de semi-activité bien au-delà de 64 ans comme caractéristique du bien-être des citoyens seniors dans le contexte d'une société à venir devenue universellement « inclusive », mais ces précieux compléments d'énergie seront les bienvenus et ne pourront qu'augmenter le PIB, en particulier via maintes formes de services, tout en rendant d'autant plus accessible à tout moment la généralisation d'un temps libérable optionnel, lequel fera ralentir la croissance matérielle au profit du *bien-être* social et humain qui aurait dû aller de pair, à tout le moins depuis la Révolution Industrielle.

Il faut noter au passage qu'une fois les 2.352 milliards du PIB de l'exemple ci-dessus divisés par deux pour obtenir la valeur du Domaine Public, puis encore par deux pour en extraire la richesse redistribuable sous forme de Revenu Universel minimal garanti, il restera un montant de 588 milliards disponible pour les Biens Communs Indivisibles, donc les dépenses consacrées aux fonctions régaliennes de l'État, lesquelles seront allégées des nombreux gaspillages palliatifs et contreproductifs résultant des injustices systémiques prétempérantes, puisque les besoins « citoyens » de rattrapage des inégalités (et de leurs effets qualitatifs si néfastes sur les modes de vie) seront réduits à terme à néant, ce qui se traduira, en matière de santé, de sécurité, de justice et d'assistanat, par de spectaculaires économies, en contraste avec les puits sans fond de ces dernières décennies. L'amélioration qualitative des services nécessaires pourra s'ajuster sur la base optimale d'un actif sur quatre en fonction

publique et éviter les gaspillages matériels trop souvent encouragés par un marché privé de fournisseurs en situation quasi monopolistique, car l'attention pourra se porter sur les relations humaines impliquées, ainsi que sur le strict contrôle des conditions de fabrication des équipements et de construction des infrastructures *utiles*, par des citoyens conscients de la valeur de chaque euro dépensé pour *leur* Bien Commun.

La vérification chiffrée qui précède (même encore synthétique) des valeurs historiques applicables au cas français ci-dessus, mise en relation avec l'étalonnage pyramidal des revenus de cet exemple précis sur le modèle universellement proportionné du schéma N°5, ne fait que corroborer le retard, voir le recul de l'écrasante majorité des salaires par rapport à leur valeur objective, ce qui revient à dire que, si la société en question était socio-économiquement cohérente, ainsi que juste, morale et pacifiée sur son axe transversal culturo-politique, les plus bas salaires s'établiraient *paradoxalement* au plus près du niveau médian, tandis que les revenus des cadres moyens pourraient s'approcher des 4 500 € qui définissent le pointillé supérieur, « preuve intuitive », mais déjà assez étayée, que les injustices les plus graves proviennent, comme chacun peut le deviner, des accaparements et fuites d'énergie sociétale propres aux dominants *supra*-pyramidaux et aux structures qu'ils dirigent. Le côté « paradoxal » de cette affirmation, qui tient au fait que de pareils rattrapages profiteront à *toutes* les valeurs sous-évaluées, de même qu'à leurs moyennes, ne fait que mesurer l'effet peu ou prou « miraculeux » ou « incroyable » de toute invention notoire, tout comme l'on peut être abasourdi de voir un avion de plusieurs dizaines de tonnes capable de s'envoler contre les lois de la pesanteur, ou un voilier progresser contre le vent. Car le propre des innovations tempérantes sera précisément de rehausser artificiellement, donc par l'intelligence de la science humaine, *l'entière* surface du plancher ou du socle pyramidal (au point que la moyenne du pointillé inférieur ne sera plus que « théorique », car très largement dépassée par l'effet élévateur du Revenu Universel), ce qui entraînera automatiquement la revalorisation de tous les emplois dont les salaires sont jusqu'à présent indûment comprimés. Pour autant, il n'y a là aucune magie, puisque la maximisation de la Garantie Citoyenne et

des Biens Communs Indivisibles sera le résultat de la participation enfin objectivée et minutairement égalitaire de *tous* les citoyens, à commencer par ceux qui se trouvent aujourd'hui en situation, volontaire ou non, de délinquance socio-économique, principalement au sommet de l'édifice sociétal, et accessoirement (car de fait consécutivement) au plus bas des pseudo-pyramides prétempérantes, s'agissant-là de certains citoyens se laissant délibérément assister sans contrepartie.

Force est donc de constater qu'à travers son architecture et ses proportions universelles, la Pyramide Tempérante du schéma 5 permet une lecture comparative pertinente et réaliste de toute situation sociétale historique, puisque, quelles que soient les ressources disponibles, tant de façon naturelle via l'environnement, que de façon plus artificielle via le travail, aucune société humaine ne pourra s'équilibrer et se pacifier, en pleine justice sociale, exactitude économique et tempérance écologique, sans respecter au plus près qu'il est possible le modèle en question.

5 - *Le* Couteau-Suisse Pluridisciplinaire.

Bien plus qu'un « objet » esthétique et symbolique, la Pyramide Tempérante deviendra indispensable en tant qu'instrument de pilotage sociétal, ou véritable boussole technique de gestion *politique*, dans le sens le plus authentique du qualificatif, puisque, outre la responsabilité de garantir le respect des contraintes libertégalitaires, ainsi que la juste évaluation historique des ressources sociétales, l'État pourra enfin se concentrer sur les choix de priorisation concernant les contenus concrets du Revenu Universel et des Biens et Services Indivisibles qui forment le Domaine Public, et ce, sur chacune des faces pyramidales, fonction qui ne saurait être accomplie de façon cohérente avec la partition-répartition biéconomique que via la structure politique délodiste qui lui correspond. Cela dit, le simple fait de garantir la péréquation minimoptimaximale en réglant automatiquement la « pièce maîtresse » du moteur sociétal ne pourra que recadrer l'ensemble des paramètres économiques usuels en optimisant constamment les « courroies de transmission » qui les relient,

et le plancher crucial du palier médian restera dès lors horizontal tout en s'élevant, de cycle en cycle du talochage en huit, vers la maximisation des potentialités d'épanouissement collectif, sous forme de croissance aussi tempérée que qualitative, ce qui offrira dès lors à chaque citoyen le cadre de vie sociale le plus favorable à l'équilibrage responsable de sa propre pyramide.

Par sa transparence et sa simplicité, voire grâce à son pouvoir de visualisation en 3D, cet outil a toutes les chances de favoriser nombre de recherches et de découvertes utiles dans les disciplines qui traitent de tel ou tel aspect sociétal ou individuel, en fonction de la face pyramidale concernée, y compris s'agissant de psychologie et de philosophie, et si la pertinence historique des innovations tempérantes se vérifie au travers de l'Histoire, via une indispensable expérimentation sociétale, il ne fait aucun doute que des avancées encore insoupçonnables en découleront, pour le plus grand avantage d'une Humanité supérieure, consciente de ses limites, mais désormais *apaisée* pour la suite de son évolution.

Ainsi les économistes pourront-ils s'appuyer sur une vision plus exhaustive de leur spécialité en développant des études ne perdant plus jamais de vue la nature éminemment sociale de leur science, gagnant au passage des outils de comparaison, géographique entre régions, pays ou continents, et même historique entre périodes passées, situation présente et autre simulation prospective, avec l'avantage de posséder désormais *la* référence objective de tous les équilibres techniques et humains qu'ils ont le devoir d'optimiser, en tant que chercheurs ou conseillers auprès des futurs décideurs. Mieux encore, les innovations tempérantes seront autant d'étalons de mesure, en particulier minutaire, autorisant la prise en compte systématique de la réalité humaine et temporelle cachée sous le terme de *valeur*, tandis que les méthodes d'analyse qui en découleront s'appliqueront aussi bien à la macro-économie des nations qu'à la néo-gestion des futures entreprises tempérantes, lesquelles seront également libérées des contradictions schizophréniques liant leurs responsabilités économiques *et* sociales, ainsi que des risques du *tout* ou *rien* propres aux jungles industrielle, commerciale et financière prétempérantes. Au

final, l'instrument pyramidal tempérant, en rassemblant les données de nature biéconomique *et* délodiste en une architecture enfin exhaustive et cohérente, répond techniquement à l'attente de tous ceux qui trouvent le P.I.B. trop restrictif ou partiel en tant que marqueur de progrès humain, en attestant désormais que l'équilibre de toute société dépend beaucoup plus de la justesse harmonieuse de ses proportions que de son poids et de son volume historiques, pour le *bien-être-ensemble* de ses citoyens.

De la même façon, les sociologues et les démographes auront un étalon de mesure d'une efficacité pratique sans précédent pour explorer comparativement les données ainsi plus objectivées de leur science, et ajuster au mieux les définitions de classe sociale ou de catégorie socio-professionnelle, tout en conservant -à volonté- une vision d'ensemble cohérente et exhaustive reliant les innombrables sous-domaines que le besoin de précision statistique leur impose de séparer. Ces spécialistes pourront aussi -et surtout- observer l'évolution des catégories sociales objectivement définies par les quatre étages de la Pyramide Tempérante, puisque la disparition de la pauvreté et de la précarité coïncidera avec la redéfinition d'une classe moyenne qu'il sera rigoureusement impossible d'éroder à nouveau, tant elle sera devenue le ciment inaltérable d'une société stabilisée dans ses proportions vitales. Á terme, l'éradication de l'indignité citoyenne de la sur-domination d'en haut, comme de la sur-dépendance d'en bas, évoluera de pair avec l'avènement d'une classe moyenne prédominante en contact direct avec la médiane de l'ensemble néo-sociétal, attestant le libre accès de chacun au choix et aux sacrifices volontaires que suppose l'élévation pyramidale au-delà de ce repère (en termes d'équilibre entre le temps et l'argent) et aux multiples formes de « pouvoir boostant » que cette ascension légitime peut recouvrir, au gré de la face sociétale concernée.

Chaque lecteur attentif de cette saga réflexive ne manquera pas l'occasion de *voir* les êtres humains (comme de *se percevoir*) à la façon de micro-pyramides en interaction permanente, en se plaçant par réflexe au sommet de son monument, quelle qu'en soit la hauteur du moment, via une conscience aiguisée et plus lucide que jamais du besoin vital

d'équilibrer ses quatre faces existentielles et de respecter les conditions de toute fusion micro-sociétale en couple, entre amis, entre collègues ou membres de quelque association. Car le comblement du fossé qui sépare l'individu de la société, grâce aux innovations tempérantes, résoudra en même temps le fameux hiatus opposant les idéaux universels enfouis au tréfonds de chacun à leur contexte sociétal, cette contradiction étant la première cause du mal-être psychologique, comme de tant de troubles comportementaux. Les psychologues, psychiatres et autres « coaches » d'équilibre personnel ou de comportement relationnel, n'en seront que mieux outillés face à des patients ou clients désorientés par tel ou tel accident douloureux de la vie, car les causes proprement sociétales des troubles observés jusqu'à présent de façon statistiquement exponentielle auront définitivement disparu du paysage humain en l'espace de deux ou trois générations, et l'essentiel des *blocages* qui en résultent se verra gommé dès les premières années de tempérance.

Les effets positifs sur la vie politique, déjà largement exposés au travers de ces *Réflexions*, résoudront le même hiatus dans leur propre dimension sociétale, grâce à la résolution finale du conflit caricatural entre la droite et la gauche, si artificiellement exacerbé par les pseudo-démocraties via leur mode de fonctionnement partisan et électoral. Il ne s'agira plus que de décisions majoritaires concrètes en lieu et place de tout diktat minoritaire faussement déguisé, tandis que les quatre faces de l'édifice commun rationaliseront les débats sous forme d'échanges et de points de vue *raisonnés*, consolidés par l'exhaustivité réaliste de l'outil pyramidal et les explorations analytiques qu'il suscitera, et surtout, enfin libérés des passions réactives et maintes incompréhensions parcellaires résultant des injustices prétempérantes. La gestion collective et apaisée des besoins sociétaux propres au Domaine Public pourra se pratiquer en ne débattant plus que sur le *fond* des sujets abordés, ainsi que sur la base de données plus transparentes que jamais, et ce, grâce à la promotion désormais *systémique* d'innovations minoritaires déjà rendues probantes par leur expérimentation locale et régionale. Bien au-delà de la mise à niveau libertégalitaire du Revenu Universel, la richesse *sociétalement* équivalente des Biens Communs Indivisibles et son équilibrage parfait

avec le socle de la dignité citoyenne socio-économique complèteront la semi-fusion collective d'une identité républicaine enfin effective, en tant que garantie du centrage permanent de l'axe pyramidal au-dessus de la médiane, permettant à l'espace des libertés et créativités « boostrices » de s'épanouir au maximum de sa hauteur historique, sans plus jamais se (dé)construire via la moindre violence objective.

Quant à la même face politique au sens institutionnel du terme, force est de remarquer que les trois étages délodistes expriment le plus logiquement du monde la transposition de cette « démocratie » socio-économique (enfin objectivement hiérarchisée et semi-égalitaire) propre à l'axe primaire, sur la face aboutissante de l'axe secondaire, via le strict prolongement de la fameuse médiane équivolumétrique. Ainsi la visible simplification ou descente d'un étage de l'ensemble des pouvoirs et des structures politiques, complétée par l'ascension symétrique des citoyens universels jusqu'à leur niveau législatif des Congrès semi-référendaires, traduit en tout point, orthogonalement, leur élévation socio-économique au plus près qu'il est possible du palier médian, ou leur accession enfin garantie à la décence vitale, elle-même accompagnée de la disparition des *sur*-dominations objectives au faîte d'une pyramide rabaissée dans ses seules proportions viables. En d'autres termes, sur chacune des deux faces les plus cruciales des cycles pyramidaux, un double mouvement ascendant et descendant de rapprochement des citoyens en direction de la médiane soudera définitivement la société via la densification de ses classes moyennes, attestant la solidité sans précédent de l'édifice apaisé. Corrélativement, les actuels *sur*-dominants (toujours dans la proportion objectivement illégitime de leur pouvoir historique) auront là l'occasion de se « tempériser » en citoyens boosters *positifs* et pleinement assumés, justifiant l'admiration de tous par leurs mérites, tandis que les citoyens exclus et sur-dépendants seront assurés, voire obligés le cas échéant, de se responsabiliser à la hauteur minimale du Revenu Universel, ce dont sans doute 25% de la population adulte se contentera volontairement, tout en ayant un libre accès constant à l'étage supérieur adjacent. C'est aussi pourquoi, du côté politique, le carriérisme partisan cèdera sa place à la dépersonnalisation et déprofessionnalisation des pouvoirs exécutifs

au profit d'une collégialisation et d'une rotation sans cesse plus élargies des pouvoirs décisionnels, s'agissant-là des « mandats » politiques aussi bien que des hautes fonctions administratives, et pourquoi l'équilibre fonctionnel de la tempérance politique et institutionnelle se traduira par autant de propositions provenant du socle ennéaédrique que d'initiatives pyramidales « descendantes », les unes et les autres étant identiquement soumises à l'arbitrage final congressiste, législatif et semi-référendaire du palier médian interdépartemental.

Enfin, d'un point de vue plus philosophique, voire mystique face aux limites et au Mystère de l'Existence, il faut ici rappeler que la forme spécifique de la Pyramide Tempérante et sa différence par rapport à son équivalence équilatérale traduisent visuellement l'intérêt sans précédent des innovations biéconomiques et délodistes, en tant que maximisation des contraintes physico-psychiques et spatio-temporelles afférentes aux deux axes complémentaires, tant s'agissant de chaque individu que de la société, et donc de l'Humanité toute entière. Comme peut le rappeler le schéma 8 suivant, d'un certain point de vue, la pyramide équilatérale est l'expression de la Lumière absolue en provenance du Big Bang, et donc de l'insondable Mystère qui a précédé et causé ce dernier en tant que source d'une forme de « volonté », projet ou plan *sensé*, puisque toutes les interactions qui en découlent à l'infini, matérielles et anti-matérielles ou spirituelles, attestent la présence d'une quête perfectionniste, dont le sens se révèle universellement unique et précis, en dépit des violences qu'implique le moindre écart, du moins *cumulé*, par quelque forme de rééquilibrage tout aussi douloureux qu'inévitable. L'unique Flèche à la fois spirituelle et temporelle étudiée au cours du Livre III semble donc suggérer -sans jamais l'imposer- *une* direction ou orientation *certaine* à la réalité minérale, végétale, animale, ainsi qu'humaine, définissant UN « axe » ou flux universel qui autorise pour autant toute forme ou tout niveau historiquement relatif, s'agissant du moindre élément d'atome, de chaque organisme vivant, comme des galaxies et de leurs planètes, l'essentiel étant en fait d'être aussi *parallèle* qu'il se peut à cet Axe et à ses lois vitales, pour rester dans la meilleure progression possible, celle qui maximise l'épanouissement vécu et ressenti, en tant que verticalité

ennéaédrique. L'équilatéralité descendante exprime la parfaite Pyramide inaccessible dont l'incandescence éblouissante s'écoule vers le supposé *bas*-monde de la matérialité existentielle, jusqu'au point d'éclairer la totalité de l'Univers équivalant ici à tout *socle*, voire d'inspirer le cas échéant ceux qui font leur possible pour recueillir un seul photon de compréhension, bonheur pourtant accessible à tout un chacun, sans la moindre science ni richesse, par l'écoute et l'observation de ce monde visible, la méditation la plus sincère sur l'invisible, et la reconnaissance contemplative qui en découle face au Mystère de la Vie, autrement dit en suivant le chemin aussi direct qu'incomplet vers l'horizon toujours fuyant de la Sagesse. Il est vain de prétendre en dire plus sur ce propos touchant à la conscientisation la plus intime de chacun, mais largement suffisant de reconnaître ici l'*existence* du Mystère en question pour se sentir à sa juste et petite place de poussière d'étoile. (Voir schéma 8 ci-après).

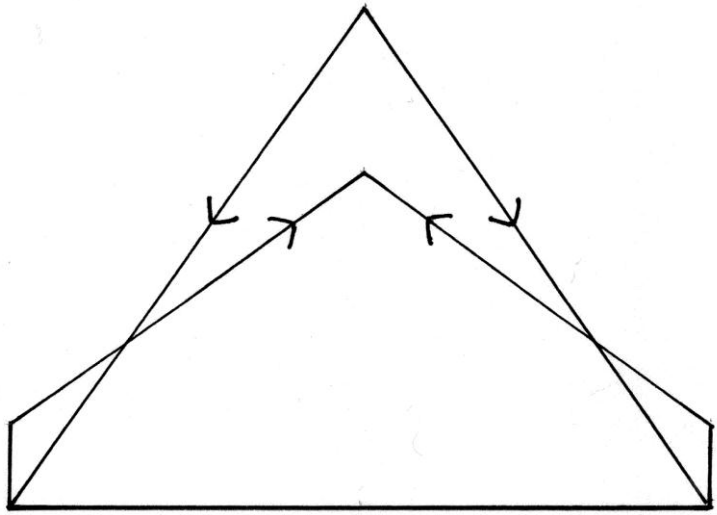


Schéma 8 : Pyramide Equilatérale descendante et Pyramide Tempérante ascendante.

Conséquemment, tout ce qui se *construit* au cours de chaque vie unique, et via l'accumulation et la transmission de millions et milliards de vies sous forme de société et d'interdépendance croissantes, ne peut que *tendre* vers cet inaccessible sommet équilatéral en suivant la même orientation, seule façon d'optimiser et maximiser à la fois son envergure existentielle, matérielle *et* spirituelle, mais dans la *limite* de ce qu'une construction allant de bas en haut peut atteindre, ce qui, s'agissant des sociétés humaines, correspond au mieux au seul modèle de la Pyramide Tempérante. En effet, on a pu constater que la condition de viabilité et de pérennité de toute société suppose le respect de l'équilibre *paritaire* agrégé entre ses éléments constitutifs, via la péréquation du rapport vital entre égalité et liberté, selon la double nature propre à tout organisme *de facto* incapable d'exister en solitaire. Or, s'agissant du moindre contact, de la moindre association entre individus, cette loi d'équilibre s'oppose à la pesanteur existentielle telle qu'observée sur l'historicité du rapport 75%-25% que révèle toute médiane, obligeant la pyramide potentielle à se *tempériser* sur son socle parallélépipédique, et rabaissant d'autant son sommet, ce qui constitue le maximum idéalement possible, et sans doute seulement approchable à 95%, de ce que les contraintes terrestres nous permettront d'accomplir, à l'image d'un avion, qui, bien que vainqueur de sa pesanteur, ne peut voler que jusqu'à une certaine limite d'altitude.

Pour autant, le modèle de la Pyramide Tempérante n'en devient que plus pertinent en exprimant l'acceptation philosophique des bornes de l'existence, ou de la surface de son aquarium, au point de se résumer à l'image d'un jeu de quatre cartes à jouer offertes à chaque être vivant, lesquelles seraient de forme rectangulo-triangulaire, avec pour challenge stimulant de les faire tenir debout, de façon pyramidale, hors l'artifice d'une colle, et non sans les plier partiellement au niveau médian de leur ensemble quadrifacial, en se *tempérisant* soi-même face à la contrainte minimale de l'équilibre sociétal. Ainsi le skieur maladroit d'une image lointaine de ces *Réflexions* aura-t-il définitivement dominé son premier et si stupide réflexe par la Raison en comprenant *la cause primordiale*

de ses propres chutes à répétition, profitant dès lors judicieusement de sa douloureuse expérience.

Or, il se trouve à présent que d'une pente skiable à une courbe universelle d'impôt-contribution il ne reste plus qu'un pas à franchir, afin d'asseoir les sciences économiques et la philosophie politique sur le socle objectivé d'un calcul universel de proportionnalité, et de répondre quasi *scientifiquement* aux interrogations encore insatisfaites qui ont pu conclure le chapitre précédent.

6 - De la Pyramide Tempérante au Tableau Universel de Péréquation de la Partition-Répartition Biéconomique.

La section qui précède a permis d'illustrer de façon déjà chiffrée les grands équilibres sociétaux en termes de volumes et sous-volumes sur les quatre faces ennéaédriques, dont les deux principales, du moins chronologiquement, révèlent les toutes premières équations préalables, de partition-répartition *agrégée*, sous une forme résumée aussi simple que fondamentale. Ainsi peut-on établir, en suivant les grands traits de l'architecture pyramidale tempérante et de ses deux frises en pointillé, que :

$$\underset{\text{Domaine Public}}{D.P} = \frac{P.I.B.}{2} = \underset{\text{Revenu Universel}}{50\%\ R.U.} + \underset{\text{Biens Communs Indivisibles}}{50\%\ B.C.I.}$$

… « équation » dans laquelle, en valeur historique, R.U = B.C.I. = V3, ou le Volume 3 compris entre le palier médian et le pointillé supérieur représentant le revenu moyen, et à plus long terme médian, des *seuls*

citoyens boosters, sachant que cette moyennisation descriptive « cache » le fait que, du point de vue des pourcentages d'impôt-contribution de péréquation, la plus grande partie de la redistribution concernera très logiquement les plus riches citoyens et structures ou personnes morales du sommet pyramidal, en réalité historiquement bien au-delà du Volume 4 (dont la limite de 12.000 euros n'est que schématique), c'est-à-dire les citoyens et entités morales objectivement les plus proches de la limite des 50% d'impôt-contribution, pour cause de disproportion historique maximale des revenus correspondants face à l'équilibre libertégalitaire respectivement individuel et collectif du citoyen *et* de la société.

Par ailleurs il est bon de rappeler que les médiane et moyenne générales s'équilibrent sur le palier médian, du moins en situation idéale de modèle pyramidal, et définissent par leur niveau de valeur historique la proportion constante, historiquement évolutive, du Domaine Public.

Quel que soit le PIB d'un pays précis et suffisamment autonome, ou apte à équilibrer sensiblement ses interdépendances internationales, et quelle que soit la définition « culturellement » choisie de population active ou d'emploi à temps complet, ces proportions synthétiques fixes demeurent pertinentes pour définir et garantir les partition et répartition équilibrées des revenus (et profits) historiques dérivant de toute activité -ou statut social- en concordance avec la Loi de fusion sociétale repérée et décrite par les présentes *Réflexions*, en tant que condition vitale de la pacification entre les individus et entités grégaires formant société (via la résolution par péréquation de la double nature dès lors impliquée), ainsi que garantie d'efficacité maximale de gestion socio-économique, et par conséquence, écologique (au sens *sociétalement* endogène de ce dernier terme, ou d'écosystème proprement humain).

Le principe de la péréquation biéconomique consiste à assurer à chaque *adulte-actif*, moyennant le minimum incompressible d'un travail à mi-temps, la sécurité citoyenne d'un même Revenu Universel et déjà suffisant en fonction du niveau de développement historique du pays considéré, c'est-à-dire couvrant la satisfaction des besoins jugés vitaux

et communs à l'ensemble desdits citoyens (même par le biais de biens et de services spécifiques, le cas échéant, et quels que soient les secteurs public ou privé concernés), grâce à un unique calcul effectué au prorata de la situation historique de chaque adulte en termes de revenus, avec pour conséquence légitime et nécessaire le transfert *proportionné* d'une partie des revenus historiques strictement pyramidaux en direction des citoyens exclusivement parallélépipédiques, ces derniers bénéficiant par symétrie du complément de revenu objectivement indispensable pour équilibrer le partage du quart des ressources de l'ensemble sociétal, afin de respecter la traduction historique de la valeur objective de tout travail ou statut, donc de l'équivalence minutaire vitale entre les citoyens, et de lisser ainsi tous les excès et autres manques de ressources dérivant de la liberté des comportements historiques individuels ou collectifs, chaque évaluation annuelle ou semestrielle se basant sur la période précédente sous la forme d'un calcul universel de péréquation minimoptimaximale aux résultats dès lors symétriques entre les moitiés parallélépipédique et pyramidale de l'ennéaèdre tempérant.

Le seul raisonnement fonctionnel correspondant à ce principe de péréquation implique donc les paramètres et modes de calcul suivants :

- Le *Revenu Historique Individuel Total* (ou R.H.I.T.) perçu par chaque citoyen adulte, (autrement dit l'historique cumulé de toutes les formes de salaires ou autres revenus perçus pendant la période annuelle initiale, ici la période 1 de première référence).

- Le *Revenu Citoyen* (dit R.C), ou Proportion du Domaine Public, qui correspond, selon le principe de parité entre les deux natures sociale *et* individuelle de chaque adulte-actif, aux 50% brut du R.H.I.T. ou Revenu Historique Individuel Total, ce qui définit simultanément un *Revenu Privé* (R.P.) -ou Proportion du Domaine Privé- dès lors strictement personnel, de 50% également, tout cela ne servant qu'à titre de calcul intermédiaire.

- Le *Différentiel Social Individuel*, (ou D.S.I) résultant quant à lui de la soustraction et différence entre le Revenu Citoyen et le montant du Revenu Universel, et déterminant soit un pourcentage de Revenu Social de Péréquation (ou R.S.P.), intégral ou complémentaire selon le cas, s'agissant des citoyens situés au-dessous du palier médian, soit un pourcentage d'Impôt Transfert de Péréquation (ou I.T.P.) pour tous ceux qui se situent au-dessus de ladite médiane. Notons que celle-ci annule le résultat de la péréquation, le cas échéant, pour les seuls citoyens percevant le Revenu Historique Individuel Total *médian*, ou double exact du Revenu Universel de la même période, du moins s'agissant ici de la seule *répartition* minimoptimaximale. Il est important de préciser que, le cas échéant, donc pour tous les citoyens dont le Revenu Historique Individuel Total est inférieur à la médiane, le Différentiel Social Individuel observable sera ajouté *mensuellement* au R.H.I.T. de la période comptable suivante, sous forme de Revenu Social de Péréquation (ou R.S.P), quelle que soit l'évolution du revenu historique en période 2, tout en n'étant jamais comptabilisable en tant que nouveau R.H.I.T. lors du calcul suivant de la péréquation universelle.

La formule de péréquation consiste donc à évaluer le Revenu Historique Individuel Total de chaque année civile par exemple, puis à diviser ce montant par deux pour identifier à égalité de 50 % la part de richesse gagnée en tant que citoyen, et celle qui est seulement perçue à titre strictement privé. La différence alors observable entre les 50% du revenu « citoyen » et le montant du Revenu Universel (qui représente quant à lui le quart du P.I.B. divisé par le nombre d'adultes-actifs) est alors constitutive soit d'un Revenu Social de Péréquation ou R.S.P. au bénéfice des citoyens sub-médians, soit d'un I.T.P. ou Impôt-Transfert de Péréquation dû par les citoyens supra-médians en tant que devoir de compensation libertégalitaire, autrement dit, dette historique envers les équilibres sociétaux de la justice objective due à chaque citoyen adulte.

Il ne s'agit-là que du rééquilibrage vital concernant le travail, le statut et et les revenus de chaque citoyen, ou « agent socio-économique » en tant que personne physique ou morale, donc de la rationalisation minimale qu'implique l'équilibre de la libertégalité semi-partagée, préalablement à toute participation complémentaire logiquement nécessaire pour le financement des Biens Communs Indivisibles. De plus, c'est de cette façon que le moindre *abus* de pouvoir primo-axial ou socio-économique définissant la « délinquance historique », volontaire ou non, ou la *sur*-domination au sens objectif de ce terme, se verra définitivement gommé car *compensé* de chaque période comptable sur la suivante, sans dès lors restreindre la liberté *légitime* des comportements quotidiens individuels ou regroupés, pour ne plus autoriser et encourager systémiquement que la saine concurrence, le leadership authentique et la hiérarchie positive de l'équilibéralisme tempérant.

Les pourcentages déterminés par le Différentiel Social Individuel se traduisent par le prélèvement ou la perception des sommes dues sous forme de valeur historique (en euros, pour l'exemple français), puis par la distribution, mensualisée sur la période suivante, des parts de Revenu Universel de Péréquation légitimement et objectivement dues à chaque citoyen exclusivement parallélépipédique, en complément des revenus de cette nouvelle période, ce transfert d'équilibrage ne concernant (au plus) que le quart de la richesse ennéaédrique totale (et en réalité deux fois moins au seul titre de la péréquation, comme il sera constaté plus loin). Un décalage technique pourra s'opérer et perdurer entre chaque période de référence et la période suivante de répartition libertégalitaire et vitale, le temps de pouvoir procéder aux évaluations et péréquations afférentes, (sauf solution de prélèvement continu en amont) tandis que, comme il a été précisé plus haut, chaque calcul du Revenu Historique Individuel Total (ou R.H.I.T) pour les périodes suivantes exclura toute somme précédemment perçue au titre du Revenu Social de Péréquation, pour ainsi ne tenir compte que des seuls gains, salaires ou autres revenus *historiques* de la nouvelle période de référence. D'où découle le Tableau Universel de Partition-Répartition Biéconomique ci-après :

Tableau Universel de Partition-Répartition Biéconomique en Pourcentages.

(Illustré sous forme de revenus mensuels, sur la base d'un PIB mensuel de 3.000.000 €, d'une population de 1.000 adultes-actifs, d'une médiane-moyenne générale de 3.000 €, et de 1.500 € de Revenu Universel)

R.H.I.T. (hors R.S.P)	% / revenu moyen et médian	R.C. (50%)	D.S.I (R.S.P. ou I.T.P)	% / R.H.I.T . taux de péréquation
Par tranche de 500 €……				
0 €	0,00 %	0 €	+1.500 €	3/3 Serv. Cit.
500 €	16,66 %	250 €	+1.250 €	2/3 Serv. Cit.
1.000 €	33,33 %	500 €	+1.000 €	1/3 Serv. Cit.
1.500 €	**50,00 %**	**750 €**	**+750 €**	**-50 %**
2.000 €	66,66 %	1.000 €	+500 €	-25 %
2.500 €	83,33 %	1.250 €	+250 €	-10 %
3.000 €	**100,00 %**	**1.500 €**	**0 €**	**0 %**
3.500 €	116,66 %	1.750 €	-250 €	+7,14 %
4.000 €	133,33 %	2.000 €	-500 €	+12,50 %
4.500 €	**150,00 %**	**2.250 €**	**-750 €**	**+16,66 %**
5.000 €	166,66 %	2.500 €	-1.000 €	+20,00 %
5.500 €	183,33 %	2.750 €	-1.250 €	+22,72 %
6.000 €	200,00 %	3.000 €	-1.500 €	+25,00 %
6.500 €	216.66 %	3.250 €	-1.750 €	+26,92 %
7.000 €	233,33 %	3.500 €	-2.000 €	+28,57 %
7.500 €	250,00 %	3.750 €	-2.250 €	+30,00 %
8.000 €	266,66 %	4.000 €	-2.500 €	+31,25 %
8.500 €	283,33 %	4.250 €	-2.750 €	+32,35 %
9.000 €	300,00 %	4.500 €	-3.000 €	+33,33 %
9.500 €	316,66 %	4.750 €	-3.250 €	+34,21 %
10.000 €	333,33 %	5.000 €	-3.500 €	+35,00 %
……..				
12.000 €	**400,00 %**	**6.000 €**	**-4.500 €**	**+37,5 %**
…….....				
Par tranche de 10.000 €……....				
20.000 €	666,66 %	10.000 €	- 8.500 €	+42,50 %
30.000 €	1.000,00 %	15.000 €	-13.500 €	+45,00 %
40.000 €	1.333,33 %	20.000 €	-18.500 €	+46,25 %
50.000 €	1.666,66 %	25.000 €	-23.500 €	+47,00 %
60.000 €	2.000,00 %	30.000 €	-28.500 €	+47,50 %
70.000 €	2.333,33 %	35.000 €	-33.500 €	+47,85 %
80.000 €	2.666,66 %	40.000 €	-38.500 €	+48,12 %
90.000 €	3.000,00 %	45.000 €	-43.500 €	+48,33 %
100.000 €	3.333,33 %	50.000 €	-48.500 €	+48,50 %

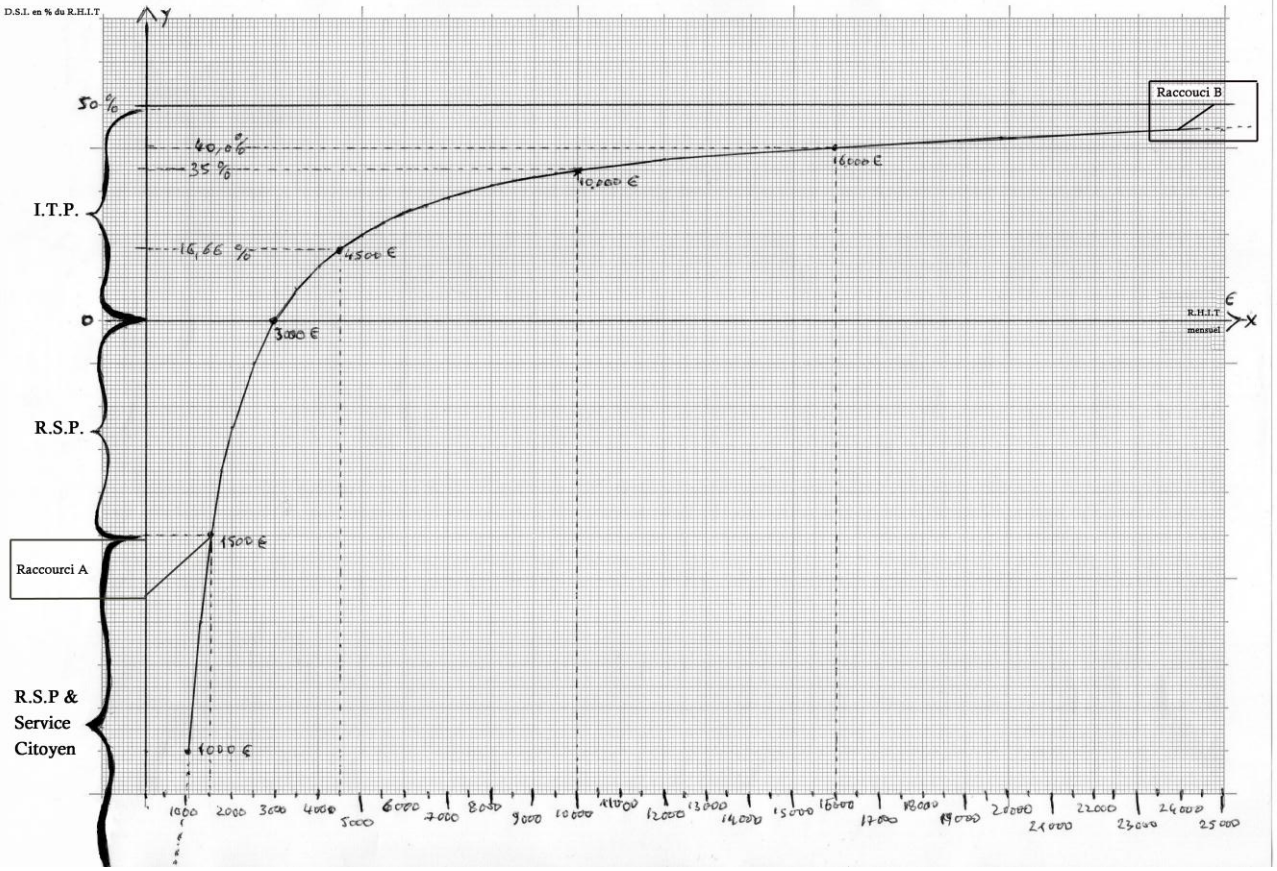
Par tranche de 100.000 €…….

200.000 €	6.666,66 %	100.000 €	-98.500 €	+49,25 %
300.000 €	10.000,00 %	150,000 €	-148.500 €	+49,50 %
400,000 €	13.333,33 %	200.000 €	-198.500 €	+49,62 %
500,000 €	16.666,66 %	250.000 €	-248.500 €	+49,70 %
600.000 €	20.000,00 %	300.000 €	-298.500 €	+49,75 %¨
700.000 €	23.333,33 %	350.000 €	-348.500 €	+49,78 %
800.000 €	26.666,66 %	400.000 €	-398.500 €	+49,81 %
900.000 €	30.000,00 %	450.000 €	-448.500 €	+49,83 %
1.000.000 €	33.333,33 %	500.000 €	-498.500 €	+49,85 %

et ainsi de suite…

Le tableau ci-dessus, que l'on peut affiner au cas par cas, et tant pour les citoyens individuels que pour les structures les regroupant en personnes morales (moyennant la transposition du même principe à ces dernières), établit définitivement les *proportions* d'équilibre, de Justice et de Paix qui font défaut à l'Humanité depuis son apparition sur Terre, et peut naturellement se représenter sous forme de courbe graphique, ce que la page suivante permettra au lecteur d'observer, suggérant dès lors une fonction aussi universelle que précise, exception faite de ses valeurs extrêmes ici schématisées par les « raccourcis » des cadres A et B. (Voir page suivante).

COURBE DE PEREQUATION DE PARTITION-REPARTITION BIECONOMIQUE



Avant même de commenter le tableau et la courbe graphique ci-dessus exposés, il est à préciser qu'en raison de leur caractère *universel*, les proportions et pourcentages de péréquation-répartition ici obtenus correspondent non seulement à l'équilibrage pacifique et vital de chaque nation en matière de justice sociale, mais pareillement aux conditions de partage gradué concernant toute forme de mise en commun de moyens impliquant les citoyens à titre complémentaire, et plus encore les États au sein des multiples institutions internationales ou planétaires, compte tenu des données historiques caractérisant les participants et des écarts désormais observables et compilables grâce à la puissance de calcul des outils digitaux, et ce, quitte à transposer le principe de cette découverte afin d'assurer la participation équitable de chaque entité élémentaire. Ainsi, à partir de n'importe quel budget à réunir pour tel ou tel objectif commun, les mêmes conditions démocratiques vitales seront réunies en appliquant cette unique recette de proportionnalité, ce qui ne pourra que promouvoir l'apaisement des relations internationales sous leur aspect diplomatique, en complément de la démocratisation des institutions en question et de l'équilibrage minutarisé des échanges interfrontaliers au fur et à mesure de la *tempérisation* des sociétés concernées. Enfin, cette courbe et ce tableau pourront de même être utilisés avec garantie totale de justice objective pour définir et graduer certains prix et volumes de consommation concernant des biens et énergies d'intérêt vital universel dans le cadre de la Garantie Citoyenne, au gré des majorités citoyennes à venir.

Sur le Tableau Universel de Partition-Répartition biéconomique, et s'agissant ici du cas d'école français, les lignes en gras correspondent successivement aux repères-clés du Revenu Universel (donc du revenu moyen historique propre au parallélépipède, de 1.500 €, du moins en période initiale ou « pré-péréquationnelle »), du revenu moyen-médian ennéaédrique, de 3.000 €, puis du revenu moyen pyramidal, de 4.500 €, et enfin du revenu *théorique* maximal d'équilibre correspondant aux 12.000 € situés au sommet de l'ennéaèdre chiffré en début de section 3. Notons que tous les degrés intermédiaires entre les lignes et les valeurs

listées ici sont repérables et calculables avec autant de précision, ainsi que n'importe quelle possibilité de revenu supplémentaire bien au-delà du dernier R.H.I.T. mentionné dans ce tableau, et le même principe de barème proportionnel devra s'appliquer aux entreprises, associations, administrations et autres personnes morales, moyennant les précautions de transposition de l'équivalent du Revenu Universel déjà mentionnées en section 5 du chapitre 6 de ce livre. Si les chiffres en euros ne sont valables que pour l'exemple français ici proposé, tous les pourcentages sont *universels* via leur relation de proportionnalité vis-à-vis du revenu moyen-médian, que fixe précisément le Palier Médian ennéaédrique. La première colonne liste les revenus historiques servant de base à chaque calcul de péréquation. La deuxième colonne, exprimée en pourcentage, précise la proportion de chaque revenu par rapport au revenu moyen-médian de l'ensemble sociétal, et peut plus facilement se comprendre en décalant la virgule de deux chiffres sur la gauche. Par exemple le revenu historique totalisant 6.000 € correspond à 200,00 % du revenu moyen et médian de 3.000 € et vaut donc deux fois (2,0000) ce dernier, tandis qu'un revenu de 70.000 € aura pour vis-à-vis en deuxième colonne la valeur de 2.333,30 % soit en réalité 23,3333 fois le revenu moyen-médian de 3.000 € (s'agissant bien entendu de revenus mensuels).

La troisième colonne du tableau de péréquation permet d'isoler les 50% brut de tout revenu en tant que Revenu Citoyen, tandis que la quatrième colonne, affichant le Différentiel Social Individuel, mesure la différence observable entre le Revenu Citoyen et le montant du Revenu Universel, ici de 1.500 €. Le résultat de cette opération aboutit soit à un Revenu Social de Péréquation, ou R.S.P. (de signe positif) distribuable mensuellement au citoyen concerné pendant toute la période comptable suivante, à la place ou en complément de son Revenu Historique de fait objectivement nul ou insuffisant selon le cas, soit à un Impôt-Transfert de Péréquation (de signe négatif) dûment proportionné et légitime, car objectivé par le strict respect de l'équilibre minimoptimaximal *sociétal*, ou libertégalitaire, et exprimé en pourcentage universel dans la dernière et cinquième colonne du même Tableau. Il n'est ici aucun besoin d'une sixième colonne -laquelle permettrait pourtant d'ajouter, le cas échéant,

le Revenu de Péréquation au nouveau R.H.I.T. de la période suivante- dans la mesure où ce dernier peut évoluer très librement en fonction de circonstances sociétales et individuelles, et ne saurait donc être précisé d'avance. Cela n'empêche pas de constater par exemple qu'à revenu strictement identique d'une année sur l'autre, un salarié gagnant 2.000 € en période 1 percevra 25% de plus en période 2, soit 2.500 € mensuels, dont 500 € à titre de complément ou Revenu Social de Péréquation, simplement pour ainsi respecter a posteriori son droit vital à l'égalité minimale que la réalité sociétale historique de la période précédente n'a pas su lui garantir.

On retrouve dans ce Tableau les situations caractéristiques que l'analyse tempérante permet d'objectiver malgré la complexification si déroutante des improvisations historiques quadrifaciales, et surtout ici primo-axiales, s'agissant de socio-économie. La toute première ligne est donc celle du citoyen exclu -ou parfois s'excluant- de toute autonomie minimale ou participation aux droits et devoirs universels et existentiels qui conditionnent la vie en société, requérant une prise en charge et un apprentissage simultanément assurés *et* imposés par la Commune, avec pour résultat 100% de Service Citoyen *à mi-temps*, afin de respecter la proportion d'implication sociale minutairement étalonnée qui résulte de l'équilibrage libertégalitaire et de la double nature propre à tout individu en société. Les deux lignes suivantes correspondent aux cas de citoyens historiquement trop « précaires » pour s'assurer l'équivalent du Revenu Universel de la période considérée, ce qui peut être typique de ceux qui ne trouvent que des « jobs » très occasionnels et autres petits boulots, à l'instar de tant d'étudiants, ou d'adultes, même âgés, par trop malmenés par l'indifférence anonyme des sociétés prétempérantes. Au prorata de chaque situation vis-à-vis du minimum vital que représente le Revenu Universel, ces citoyens seront complémentairement pris en charge par leur Commune pour obtenir leur droit -et faire face à leur obligation- d'assumer l'équité citoyenne du minimum universel d'égalité vitale. Le point commun de ces situations individuelles peu ou prou « basiques », volontairement ou non, sera donc de s'acquitter d'une dette sociale sous forme de travail ou d'emploi non choisi, car imposé par la Commune ou

la Région de Proximité, en même temps que de profiter ainsi des atouts de la Garantie Citoyenne et de la vie décente et déjà sécurisée que cette dernière assurera, non sans avoir par-là l'occasion concrète de se former en tant que citoyen et individu dignes de ce nom. En proportion exacte du temps de service dû à la société locale, les aménagements d'horaire et de rythme ou de période tiendront compte des contraintes de l'activité partielle ou insuffisante de chaque citoyen concerné, toutes choses très facilement contrôlables localement par chaque Commune et « Village ».

Ceux qui retirent de leur situation historique du moment, soit le Revenu Universel, soit un revenu supérieur jusqu'à hauteur (exclue) du fameux palier médian, percevront (toujours en différé annuel) la juste proportion du Revenu Social de Péréquation qui leur revient de droit, en toute légitimité objective, dans la mesure où le calcul afférent leur aura fait participer au même principe unique de mise en commun de 50% des richesses acquises. En effet, déduire par calcul 750 € de Domaine Public sur un montant de 1.500 historiquement gagnés de façon autonome peut paraître considérable, s'agissant précisément du niveau de base vital que permet d'obtenir la situation historique nationale. Mais cela se trouvera compensé par l'ajout mensuel de la même proportion aux revenus de la période suivante, lesquels s'ils restent historiquement identiques, seront de 1.500 € + 750 €, soit un total de 2.250 € mensuels correspondant au rééquilibrage de *toutes* les valeurs historiques sous forme minutaire et libertégalitaire, non seulement concernant le citoyen en question, mais aussi indirectement les conditions sociales de son activité, par exemple en tant que salarié ou indépendant, ce qui lissera parallèlement (et dans la seule proportion de la justice objective), les différences historiques si empiriques qui contrastent les salaires et les conditions de viabilité des entreprises et carrières de toute nature. Pour tous les autres cas de ce sous-volume sub-médian déjà supérieur au Revenu Universel, plus on s'approchera de la médiane, plus le pourcentage et la somme perçus au titre de R.S.P. ou Revenu social de Péréquation se réduiront, ce qui n'est que logique. Enfin il va de soi qu'à situation équivalente de 1.500 € de revenu, seuls les citoyens historiquement *autonomes* pourront percevoir le complément social de 750 € de péréquation mentionné plus haut, ce

qui stimulera d'autant les personnes communalement dépendantes -en plus de la réduction de leur liberté de choix quant à l'activité de Service Citoyen correspondante- à tenter leur propre chance en s'impliquant socio-économiquement sur le marché enfin *tempérisé* de l'Histoire, sans aucun risque vital, ni pour eux, ni pour qui que ce soit d'autre.

Au-delà du cas limite des seuls citoyens percevant exactement deux fois le Revenu Universel, pour lesquels le même calcul s'effectue tout en s'annulant dans sa traduction financière historique, les situations individuelles (ou collectives et donc transposées des personnes morales) se caractérisent par une proportion objectivement ajustée et progressive d'Impôt Transfert de Péréquation (I.T.P), en tant qu'évaluation précise de ce que chaque adulte pyramidal doit à ses concitoyens, comme à lui-même en qualité de membre sociétal, afin de s'enrichir *librement* dans le strict respect de la justice sociale vitale, ainsi que, s'agissant aussi des entreprises ou de leurs équivalents, en concordance avec la cohérence technique de l'équilibre économique durable que seule la rationalisation sociétale tempérante permet de préciser par le calcul biéconomique et la répartition équilibrée des valeurs historiques matérielles et chiffrables. Le moindre écart de transfert chronique, et dès lors cumulatif, vis-à-vis des pourcentages et paramètres de ce récapitulatif universel de partition-répartition, tant par la sous-évaluation des revenus historiques que par la distorsion -même légale- des impôts, subventions ou autres allocations *biéconomiquement* infondées entre catégories de citoyens individuels ou « associés » en personne morale, n'est que violence objective, injustice illégitime et traduction socio-économique d'une *sur*-domination dès lors minoritaire, aux dépens d'une majorité sans cesse croissante de citoyens surexploités ou exclus, précarisés par la paupérisation jusqu'à la misère et la révolte, ainsi que de TPE et PME aux activités *déviabilisées* et aux charges disproportionnées, le tout s'aggravant inexorablement en crises de contradictions systémiques de plus en plus fréquentes, hélas tôt ou tard soldées par la guerre, après de multiples niveaux intermédiaires de décadence sociétale quadrifaciale.

Pour ne pas être en situation de délinquance socio-économique et/ou de *sur*-domination illégitime, chaque citoyen pyramidal doit donc s'acquitter, selon son R.H.I.T ou Revenu Historique Individuel Total, d'un impôt *net* au taux précis ici correspondant, tel qu'exprimé dans la cinquième colonne du tableau établi plus haut, tandis qu'en contrepartie, la valeur *entière* du Revenu Universel se trouve déduite via le calcul de péréquation, en juste compensation de cette obligation proportionnée. Si un citoyen ou une entreprise ne respecte pas cette proportion, soit en occultant des revenus, soit en « bénéficiant » légalement de la moindre réduction du taux d'Impôt-Transfert de Péréquation qui correspond à sa situation au vu du tableau précité, apparaît aussitôt un abus de pouvoir, un réel délit ou crime social (selon l'amplitude) propre à voler l'argent d'autrui autant que la richesse commune du Domaine Public, induisant la dissémination d'un déséquilibre non seulement « anonymisé » par la complexité des interdépendances socio-économiques, mais qui plus est aggravé et démultiplié par la répétition des cycles annuels, et ce, faute de respecter le seul procédé de lissage sociétal libertégalitaire désormais disponible.

Il ne s'agit pas de prendre l'argent -parfois durement gagné- des citoyens pyramidaux pour le distribuer démagogiquement aux citoyens sub-médians, mais de mutualiser périodiquement la même proportion de de 50% brut d'égalité semi-partagée que tous les autres citoyens, tout en *remboursant* au passage la proportion qui est excessivement appropriée par l'absence d'autoréglage minutaire spontané des libertés historiques et comportementales élémentaires, tant individuelles que regroupées, et le tableau universel dévoilé plus haut permettra enfin à chaque élément sociétal, individu ou entreprise, de connaître simultanément la valeur de son propre capital privé disponible et « accumulable » en patrimoine, et la *proportion* de son capital social ou sociétal objectivement due en contrepartie des opportunités et sécurités procurées par la Société avec un S majuscule, ce qui, pour la plupart des citoyens pyramidaux, sera très largement en dessous des 50% de leur revenu historique ou R.H.I.T. (jusqu'au point d'être même inférieur à 16,66 % pour la *première* moitié d'entre eux, du moins en termes de chronologie verticale ascendante !).

Les richesses acquises par les citoyens pyramidaux et leurs entreprises éventuelles ne sauraient être produites ni gagnées sans la participation *principale*, directe ou indirecte, des citoyens sub-médians, comme on a pu le remarquer de la manière la plus éclatante qui soit lors de la crise du Covid 19, et le moins que l'on puisse dire est que le taux moyen d'Impôt-Transfert de Péréquation de 16,66% sur un Revenu Historique Individuel Total mensuel s'établissant déjà à 4.500,00 € s'avère aussi idéalement raisonnable que techniquement juste en laissant, après 750 € de prélèvement, un revenu objectivé de 3.750 €, avec garantie de justice sociale et de dignité humaine incluse.

Le lecteur peut donc se rassurer en observant que le principe des 50% d'impôt-participation brut réservés au Domaine Public n'est en fait qu'heureusement théorique, en tant que simple élément de calcul, à tout le moins pour l'écrasante majorité des citoyens et de leurs entreprises par rapport à leurs revenus ou autres bénéfices, puisque 16,66 % d'I.T.P correspondront au revenu pyramidal *moyen* du modèle ennéaédrique. Seules les personnes et les structures les plus riches ou économiquement *surdominantes* constateront que leur taux d'impôt-participation avoisine les 50% brut, à l'exemple du tout dernier cas du tableau ici exploré, qui fait très logiquement participer un millionnaire *mensuel* à hauteur de 49,85%, ce qui n'est que justice et justesse -désormais objectives- pour un Revenu total ou R.H.I.T équivalant à plus de trois-cent trente-trois fois un revenu moyen-médian de l'ensemble sociétal atteignant déjà les 3.000 € ! (et plus de six-cent soixante-six fois le Revenu Universel !).

Sur la pyramide chiffrée en début de section 3, le cas limite d'un Revenu Historique Individuel Total de 12.000 € (quatrième et dernière ligne en gras sur le tableau), vaut la peine d'être commenté en tant que limite optimale d'équilibre historique, à hauteur de quatre fois le revenu moyen-médian, ou huit fois le Revenu Universel vital, si tant est que la liberté historique pouvait spontanément correspondre au schéma idéal du modèle tempérant, ce qui ne saurait être la réalité, comme on le sait, puisque rien ne peut empêcher les subjectivités et les comportements empiriques de dépasser au cas par cas ce plafond de pur principe. Il n'en

reste pas moins que, même à ce niveau *théoriquement* maximal, le taux d'imposition-contribution nécessaire ne s'établit qu'à 37,5%, face à un revenu ici quatre fois équivalent au repère moyen-médian de l'ensemble ennéaédrique. En tant que limite théorique d'équilibre, cela signifie que tout revenu historique dépassant ce niveau précis est objectivement une aberration technique par rapport aux équilibres socio-économiques de la population et de l'époque considérées, soit ici le cas français, a fortiori lorsque ce revenu s'accompagne, comme c'est hélas si souvent le cas s'agissant des plus hauts salaires, dividendes ou autres profits, d'un taux d'imposition effectif qui ne correspond en rien au tableau de Partition-Répartition biéconomique. S'agissant des personnes physiques, la petite minorité des richissimes citoyens concernés ne saurait se voir interdire de gagner « x » fois 12.000 €, mais à la seule condition légitime que chacun assume son dû envers la société, via le taux d'impôt-contribution correspondant à son R.H.I.T. sur le tableau (ou plutôt bien au-delà, en l'occurrence !), tandis que le fait de s'acquitter de cette dette envers la société, tout comme envers soi-même en qualité de citoyen, ne pourra réduire la croissance de la fortune, du patrimoine, comme du pouvoir socio-économique, qu'à hauteur des *excès* objectifs et de l'accumulation de ces derniers au fil des années, ce qui aura logiquement pour effet de tempérer, ou plutôt « tempériser » les écarts par trop excessifs de leur situation par rapport au repère des 12.000 € de revenu, et de rapprocher tendanciellement les revenus moyen et médian *pyramidaux* entre eux, à l'instar du modèle tempérant proportionné. Ainsi, tant sur le plan de l'objectivité socio-économique que sur celui de la décence morale qui se fonde déjà psychologiquement en chaque être *humain* sur « l'intuition » d'un équilibre libertégalitaire indispensable pour la Justice et la Paix, la vraie mesure de la « réussite » des milliardaires, et la fierté que ces rares citoyens pourront en retirer en tant que personnalité influente ou leader d'utilité commune historiquement « exceptionnelle », s'identifieront au privilège d'assumer un impôt-contribution *péréquationnel* approchant les 50%, selon le même principe de calcul que ce qui s'applique à leurs concitoyens les plus modestes. La péréquation de la partition-répartition biéconomique permet donc de préciser, de quantifier universellement en termes de pourcentage historiquement évaluable, la fameuse *limite* de la

justesse technique, de la valeur comme de la *légitimité objective* de tout enrichissement personnel ou groupé, et donc aussi de la décence et de l'honnêteté, limite seulement calculable en différé périodique grâce à la *totalisation* des revenus historiques, ce qui, corrélativement, permettra désormais d'évaluer le moindre dépassement ou abus de pouvoir socio-économique, en tant que délit ou crime empiétant sur les droits vitaux d'autrui, violence discriminatoire, et délinquance chronique aux effets *auto*destructeurs, tant pour la société entière que pour le *sur*-dominant concerné, sous la forme de « pétage de plombs » ou autre décadence de mœurs. On comprend dès lors à quel point, sous couvert de libéralité et de bonne conscience auto-publicitaire, la charité des multimilliardaires s'assimile à une seconde réalité d'abus de pouvoir, un double privilège, comme il existe des « doubles peines » en d'autre cas, en ce sens que le superpouvoir de distribuer une part de fortune selon son humeur et son bon vouloir ne provient que la part de richesse due à des concitoyens trop souvent surexploités au travers des salaires et conditions de travail, du diktat des prix monopolistiques payés par les consommateurs, et de la proportion d'impôt à laquelle les plus grandes fortunes et entreprises échappent indûment en deçà comme au-delà de l'optimisation fiscale. D'où l'intérêt sans précédent du tableau universel de péréquation exposé plus haut, pour permettre à chacun de connaître son devoir sociétal, de l'assumer et de pouvoir ainsi se regarder avec une authentique fierté face au miroir de la conscience, tant il est avéré qu'en affaires comme en sport, une victoire ou célébrité construite sur la tricherie empoisonne jusqu'à son propre auteur, à plus forte raison sitôt que les moyens d'en détecter la preuve sont publiquement disponibles.

En situation devenue tempérante, la formule de calcul individuel de péréquation permettra à chacun de se positionner socialement de la façon la plus fiable et transparente qui soit, d'anticiper sans le moindre risque ni la moindre incertitude la nature et la valeur historique de son dû ou de sa dette sociale selon le cas, sur la simple base du repère que fourniront les évolutions historiques proportionnellement corrélées de la Moyenne-Médiane et du Revenu Universel, a fortiori si les transferts et versement afférents s'opèrent à la source de chaque revenu, salaire ou

toute autre forme de gain, que cela soit par le biais, des entreprises, des banques, ou de l'administration locale autant que nationale. Enfin, via l'apaisement généralisé des relations socio-économiques, la valeur des réussites futures s'en trouvera désormais compatible avec la quête d'une transparence contagieuse depuis le secteur public jusqu'au cœur même des relations professionnelles du marché privé, à l'inverse des glauques ingérences ou interférences observables aujourd'hui plus que jamais, et en témoignage quadrifacial d'une néo-Nation et d'un Peuple fièrement civilisés.

S'agissant des plus pauvres et des plus riches citoyens résultant des caprices de l'Histoire, hors la régulation tempérante de la courbe, les encadrés visibles sur le graphique, propres à ces cas limites ou extrêmes, se permettent de court-circuiter les asymptotes grâce à deux raccourcis, afin de résumer les situations historiques les plus absolues, sachant que le cadre A de la précarité citoyenne est hélas une réalité trop fréquente, tandis que le cadre B extrapole la situation théorique d'un seul individu s'accaparant toute la richesse sociétale, ce cas particulier corroborant au passage la puérile utopie d'une foi aveugle envers la « main invisible » d'un marché intégralement monopolisé. Le cadre A décrit en trois tiers (correspondant à la graduation par 500 € choisie) la proportion *ad hoc* de Service Citoyen Communal remplaçant ou complétant selon le cas le revenu historique, tandis qu'à l'inverse, un souverain socio-économique absolu se verrait obligé (!) de concéder la moitié du P.I.B. au reste de la population adulte, afin de respecter a minima l'équilibre biéconomique vital, à défaut d'assumer l'équité délodiste qui doit aller de pair.

Cela dit, les revenus *résultant* de la péréquation universelle lors de chaque période comptable suivante révèlent l'effet équilibrant propre à la partition-répartition biéconomique puisque, concernant les citoyens situés sous la moyenne *et* médiane ennéaédrique, il suffira d'ajouter le Revenu de Péréquation positif au Revenu Historique Individuel Total de la nouvelle période en cours, ce qui garantira de rétablir l'équité due sur la période précédente, tandis que les citoyens situés au-dessus du palier précité auront déjà payé leur proportion d'I.T.P. (ou d'Impôt-Transfert

de Péréquation) en fin de période 1, sans que les prélèvements induits ne réduisent leur *nouveau* Revenu Historique Individuel Total de période 2, en raison du décalage annuel du calcul de péréquation, et plus encore du respect annuellement renouvelé d'une totale liberté privée ou publique de nature historique. De plus, la clarté et la fixité définitives des taux de péréquation simplifieront le paysage socio-économique pour l'ensemble des citoyens adultes-actifs et de leurs entreprises, tandis que par ailleurs les modalités pratiques correspondantes deviendront aussi automatiques qu'un prélèvement à la source ou une TVA personnalisée, permettant à chacun de connaître ou de calculer à l'avance l'exacte proportion de son revenu personnel ou privé effectivement disponible en totale liberté, auquel s'ajoutera, sous la forme d'un complément ou d'une déduction, et donc y compris pour les citoyens boosters, la proportion objectivée et individualisée de Revenu Universel afférente.

Pour ne pas perdre de vue la signification de ces chiffres, et plus encore de ces *pourcentages*, il faut rappeler qu'il ne s'agit-là, en aucun cas, de quelque redistribution arbitraire de type socialiste, communiste, ni même dérivant si empiriquement d'États-providence simultanément ultralibéraux et pseudo-démocratiques, car le tableau de péréquation ci-dessus ne reflète que les proportions *objectives* de *tout* équilibrage vital aux sens individuel *et* sociétal du terme, en laissant -et plutôt même en garantissant enfin- à chacun toute sa part de *réelle* liberté d'initiative ou responsabilité historique, dans la seule proportion paritaire possible de 50%, outre la sécurisation définitive et universelle d'une égale existence *citoyenne* assurée par la jouissance du Revenu Universel et des Biens Communs Indivisibles. C'est aussi la mesure exacte, et individuellement proportionnée, de la dette de chacun des citoyens envers la société qui les unit et leur assure tous les avantages historiques accumulés par les générations passées et présentes, via la traduction financière et évolutive de cette dette d'une période comptable sur la suivante sous la forme du Différentiel Social Individuel, les transferts de valeur entre les citoyens pyramidaux et parallélépipédiques mesurant précisément le degré de rééquilibrage nécessaire au respect de la *libertégalité vitale*. Il est par ailleurs remarquable de constater que, s'agissant du Revenu Universel,

l'établissement par calcul de ce dénominateur commun ne représente en transfert sociétal que la moitié du Domaine Public, le quart des richesses ou ressources sociétales totales, et seulement le huitième de la *hauteur* monumentale intégrale, en termes de contrainte minimale vis-à-vis de l'épanouissement existentiel maximal de la nation considérée et de ses citoyens, ce qui est directement visible sur le tableau de bord pyramidal.

La Pyramide Tempérante, complétée par le tableau ici exploré, permettra enfin aux économistes, sociologues, statisticiens, comptables publics et autres démographes de comparer la réalité historique avec le schéma d'équilibre objectif qui lui correspond, par décile ou centile de la population adulte et active ou des entreprises, en matière de revenus ou profits et de fisc (redistributif), en faisant ainsi clairement apparaître les écarts, injustices et autres distorsions si préjudiciables aux équilibres sociétaux, malgré -ou plutôt même à cause de- l'inextricable complexité de toutes les formes de prélèvement obligatoire, d'allocation, de niche fiscale et de subvention caractérisant les sociétés actuelles. Précisément, l'effet ultra-simplificateur de la partition-répartition fixée par ce tableau universel rassemblera en un seul agrégat enfin exhaustif et cohérent les principales manettes de la responsabilité sociétale de l'État, garantissant ainsi le minimoptimaximum vital de démocratie socio-économique, sans aucune discontinuité comptable entre chacun des citoyens et le pilotage national de l'ennéaèdre tempérant, lequel deviendra donc l'authentique tableau de bord biaxial d'une rationalité politique sans précédent. Grâce à une comptabilité nationale distinguant très logiquement les citoyens et toutes leurs *entreprises*, dans le sens de personnes morales, les richesses produites par période (annuelle) se trouveront rassemblées en un seul calcul universel, actualisé en valeur historique constamment évolutive, apte à supprimer les ingérables complications et rafistolages accumulés par des siècles d'improvisation, et dans ces conditions, tout complément éventuel d'imposition citoyenne plus « classique » pourra se répartir en totale équité objective, sans aucun besoin d'émiettement administratif sub-sociétal, garantissant dès lors un maximum constant d'efficacité et de simplicité fonctionnelles. En d'autres termes, c'est seulement *après* chaque péréquation universelle annuelle et le transfert objectif de valeur

historique qu'implique le Différentiel Social Individuel, sous forme de R.S.P. (Revenu Social de Péréquation) ou d'I.T.P (Impôt-Transfert de Péréquation) suivant le cas, que pourra et devra se répartir la proportion des impôts habituels concernant les Biens Commmuns Indivisibles, (ou plus précisément leur moitié complémentaire, comme il sera démontré plus loin), ce qui constituera le « second » devoir de la néo-démocratie tempérante sur son axe culturo-politique, quant aux contenus et autres priorisations. Du point de vue du citoyen, comme de l'entreprise au sens le plus large possible, « l'aberrant labyrinthe » des subdivisions fiscales ou contributives, dont la complexité s'avère si propice à l'enfumage des uns au seul profit du magouillage des autres, n'aura plus aucune raison d'être face à la clarté, à la transparente simplicité du pourcentage précis d'impôt-contribution individualisable désormais établi par ce tableau de péréquation-répartition, celui-ci représentant ainsi autant qu'il se peut le barème scientifiquement proportionné, car universel, de l'équité fiscale en matière de répartition *vitale* des revenus.

Cela n'empêchera aucunement les autorités d'informer tous les citoyens salariés, indépendants ou entrepreneurs, sur le dispatching des ressources ainsi mutualisées, dans les seules limites proportionnelles du rééquilibrage de chaque période historique annuelle, en particulier quant aux priorités évolutives des dépenses publiques indivisibles, ni même les citoyens -et leurs structures- de compléter les garanties communes d'assurance s'agissant ici de santé, de justice, de sécurité ou de retraite, entre autres (et selon leurs préférences), mais on ne peut qu'apprécier la simplification que cette rationalisation sociétale tempérante induira dès l'année suivant celle de sa prochaine mise en œuvre, tandis que l'État assumera son rôle de protecteur et garant de la démocratie quadrifaciale au bénéfice de *tous*, super-élites comprises. Dans un tel contexte, les débats et choix culturo-politiques ne seront plus jamais le triste reflet des injustices vitales socio-économiques, car une commune existence citoyenne et solidaire garantira celle d'une civilisation humaine enfin digne de ce nom, dont la « science » et la conscience auront permis de transcender à jamais les contraintes universellement identifiées de la pesanteur sociale existentielle. Ce n'est pas à l'État de fixer les salaires

et autres revenus en tout genre de façon péremptoire et arbitraire, *sauf* s'agissant du *Revenu Universel* en tant que référence objective fondée sur l'équilibre libertégalitaire désormais établi en *proportionnalité*, car la raison d'être d'un gouvernement, sa légitimité et donc son autorité, se résument au devoir d'assurer périodiquement, et le plus fréquemment qu'il se peut, l'équilibrage des deux plateaux de la balance sociétale inter-domaniale, des deux natures, sociale *et* individuelle, de l'équation au cœur de cette enthousiasmante recherche de Justice et de Paix. Toute autre solution n'est que violence appelant une contre-violence, et donc déchirure transformant une cordée en un fatal « tire à la corde » faute de connaître ou de respecter le fondement objectif et le calcul légitime de l'équilibre libertégalitaire.

7 - La Dynamique Bi-Cyclique Tempérante à Effet Immédiat.

Les réflexions qui précèdent amènent à formuler le dernier détail concernant le cycle octoïde qui associe chronologiquement les quatre faces pyramidales de la société, puisque l'on peut constater que, d'une façon ou d'une autre, le propre de la moindre socialisation, ou plutôt *sociétalisation*, est de se construire en deux temps complémentaires ou deux périodes distinctes, dont chacun ou chacune implique un circuit complet en huit, ou par convention de regroupement annuel, une série périodique de circuits complets en huit. Il faut donc mentalement ajouter à la vision du mouvement octoïde et quadrifacial, déjà si parlante, le fait historiquement vérifiable que, même si la collecte des contributions en tout genre s'opère en continu, la connaissance administrative *totale* par le pouvoir politique du P.I.B. périodique, et dès lors de la proportion de richesse requise pour la société, car indispensable pour son « pilotage », ne peut intervenir qu'*au terme* d'un « premier huit annuel », pour que les moyens résultants soient prioritairement utilisés ou répartis au cours d'un second huit, non sans chevaucher une nouvelle période équivalente propre à servir de premier huit par rapport à la suivante, et ainsi de suite, ce qui n'est pas sans rappeler l'image d'une Histoire « diagonale » en forme de spirale, telle que mentionnée dès le Livre II de ces *Réflexions*.

Ce rythme fondamentalement *bi-cyclique* n'est en rien une découverte tempérante, mais tout simplement le constat historique du nécessaire décalage, habituellement annuel, que la moindre comptabilité collective suppose en pratique, selon une logique « alternance » qui vaut la peine d'être ici analysée et prise en compte.

En termes de structuration sociétale, chaque *première* période revêt une nature principalement historique et empirique, au point d'être avant tout *économique* sur toute la longueur du circuit correspondant, en raison même du caractère vitalement prioritaire de l'axe primaire ou physico-matériel, comme si la société commençait par avancer sa jambe droite, ou si un coureur cycliste du Tour de France appuyait d'abord sur la pédale de droite, tandis qu'au terme de ce premier cycle octoïde, la capitalisation sociétale, via la face ou la phase politique, son besoin de cohérence collective ou unitaire et son effet collecteur d'énergie, a pour conséquence d'induire un *second* cycle à visée nettement plus *sociale*, plus structurée sur l'axe culturo-politique, en supplément, complément ou mieux encore, chapeautage à tendance plus ou moins pyramidale du tout nouveau premier temps de la période bi-cyclique suivante. Par cet étonnant mouvement alternatif, tout se passe comme si la jambe gauche d'un marcheur, voire le pied gauche du coureur cycliste, prenait une fois sur deux le dessus pour simplement rattraper et *compenser* de son côté le mouvement initial du cycle précédent, afin de maintenir l'équilibre dynamique optimal, et de conclure, de gérer et de digérer socialement ce qui est initié économiquement. Ainsi sans doute se justifie la distinction entre la droite et la gauche, comme entre l'économique et le social, aux sens objectifs et complémentaires de ces termes, en dépit des caricatures politiciennes manœuvrières dérivant du carriérisme partisan. Il apparaît dès lors clairement que ces deux temps rythmiques sont *également* et *alternativement* indispensables pour assurer un talochage ou un lissage *optimal*, à condition de se trouver en contexte démocratique effectif et quadrifacial, ce qui implique la solution du délodisme biéconomique.

En matière de « fisc », qu'il s'agisse de sur-dominants autocrates personnels et autres dictateurs-présidents-à-vie, ou de castes économico-

politiques au sommet de pseudo-démocraties, force est de reconnaître que tous les gouvernants assument déjà ce rôle alternatif de catalyseur sociétal, mais les dominations minoritaires, économiques et politiques ont pour effet de multiplier les contradictions et d'aggraver sans cesse la complexité des improvisations, ce qui se traduit par le biais d'inégalités croissantes de revenus et d'imposition, directe et indirecte, sans jamais résoudre les équilibres sociétaux de façon objective et rationnelle, tandis que l'accumulation d'une année sur l'autre de ces injustices salariales et fiscales bloque ou retarde tout rattrapage ou lissage en douceur, ce qui désaxe d'autant l'édifice condamné par ses propres incohérences, au prorata de l'éloignement et des décalages des salaires, revenus et autres prélèvements obligatoires par rapport à la Pyramide Tempérante et à la courbe dérivant du Tableau Universel de Partition-Répartition. Dans ces conditions, actuellement exacerbées en France, comme dans la plupart des pays *développés*, est-il possible de comparer les proportions idéales de la Pyramide Tempérante chiffrée avec la réalité statistique déplorable que révèle l'INSEE année après année, lorsqu'on sait qu'en 2022, 50% de la population française active gagne moins de 1.770 € par mois, alors que la moyenne -ou la médiane- d'une activité à temps complet devrait atteindre 3.000 € pour respecter l'équité vitale et libertégalitaire de cette population, compte tenu de son P.I.B. ?

C'est pourtant précisément là tout l'intérêt du modèle tempérant en sa qualité de révélateur objectif et unique (par peuple et par an) des inégalités et du degré d'aberration qu'elles ont fini par atteindre, cause première de la dislocation sociétale explosive du cas d'école qui vient d'être cité, et c'est justement par la péréquation qu'expose le Tableau Universel de Partition-Répartition que la *tempérisation* et l'équilibrage de cette société deviendront une réalité historique, pour peu qu'une volonté politique démocratique, dès lors majoritaire, ait enfin la liberté constitutionnelle de s'exprimer (ce qui, vu la proportion des citoyens floués et la preuve universelle des injustices subies, ne saurait tarder à advenir). Mais le plus surprenant est encore de constater que la solution technique à appliquer sera nettement plus simple et douce que ce que l'on pouvait prévoir -ou craindre- avant ce chapitre, en raison même du

tableau universel qui vient d'être finalisé dans ces dernières pages, joint au rythme bi-cyclique du lissage équivolumétrique.

Car, découverte au fil des présentes *Réflexions* en prolongement des lois d'équilibre et de symétrie dynamique impliquant toute *relation* d'interdépendance entre éléments ou entités, minérales ou biologiques *et* psychiques ou spirituelles, du subatomique jusqu'à l'intergalactique, la Pyramide Tempérante Hiérarchique a justement été qualifiée de modèle *historique*, de par ses proportions bi-volumétriques spécifiques, en tant que construction de nature *terrestre* de bas en haut, dûment respectueuse des contraintes d'équilibre et de leur traduction humaine libertégalitaire, en contraste *formel* par rapport à son équivalence équilatérale, dont la « perfection » descendante de principe est historiquement inaccessible. Bien qu'étant seulement approchable à 95 % en tant que « modèle », à l'instar de tout idéal historicisé, en raison du minimum incompressible d'exceptions et autres accidents confirmant toute distribution statistique de grands nombres, la Pyramide Tempérante est *elle-même* historique, précisément parce qu'elle est hiérarchique, donc parfaitement réaliste, puisqu'elle va jusqu'à respecter les inégalités ou plutôt les différences *objectives* entre citoyens parallélépipédiques et citoyens pyramidaux, en incluant même sa propre distribution historique de la règle des 3/4 - 1/4, ou des 75 % - 25 %. Or, on peut constater ici que les proportions de la pyramide-ennéaèdre correspondent à une réalité historique stabilisée de façon paradoxalement dynamique ou évolutive mais seulement en tant que *première phase* constante du dynamisme bi-cyclique, ou première période peu ou prou réitérée selon le même équilibre hiérarchique, sans empêcher l'évolution des contenus matériels et humains propres aux quatre faces sociétales, ni même la taille croissante *iso-proportionnée* du monument ainsi érigé, puisque l'on sait désormais que l'équilibrage pacifique et fonctionnel optimal de toute entité semi-fusionnelle n'est précisément qu'une seule question de proportionnalité.

Dès lors, c'est en observant ce que devient cette pyramide dans sa *seconde* période bi-cyclique que l'on peut apprécier l'*effet* tempérant des découvertes -respectivement socio-économique et culturo-politique-

de la partition-répartition biéconomique et du délodisme républicain. Il suffit pour cela d'observer, sur la pyramide en question, ce qu'il advient des moyennes sub-volumétriques par rapport à la médiane-et-moyenne ennéaédrique du palier médian. Sur l'exemple français chiffré en euros, on remarque sans surprise que la toute *première phase*, dans sa nature rythmique historique, économique, libertaire et individualiste, pourvoit le citoyen pyramidal *moyen* d'un revenu de 4.500 €, tandis qu'au sein du parallélépipède, son concitoyen doit se contenter d'un revenu moyen de 1.500 €, ce qui corrobore les disproportions naturelles et objectives qui viennent d'être rappelées, lesquelles respectent les droits vitaux de la *liberté* individuelle et de la subjectivité comportementale propres à chaque lieu et époque. Mais la *seconde* phase du rythme bi-cyclique, de par sa nature historique sociétale et sociale, et surtout *vitalement* semi-égalitaire via la partition-répartition annuelle, a pour effet nécessaire de promouvoir techniquement à hauteur *de 50%* le rééquilibrage des deux plateaux (superposés !) de la balance, puisque le citoyen pyramidal est objectivement redevable, au cours ou au terme de la période précédente, d'un impôt-participation mensuel de 16,66 % ou 750 €, proportion et montant qui correspondent à la *moitié* du « volume manquant » sous le palier médian pour respecter *la* condition objective vitale de l'équilibre généralisé. Cette moitié du chemin à accomplir correspond à ce que les boosters pyramidaux doivent objectivement *rendre* à leurs concitoyens parallélépipédiques, ce dont ils sont effectivement redevables envers la société pour respecter leur juste part de rééquilibrage, donc également à ce que lesdits boosters *se* doivent *à eux-mêmes* en tant que citoyens mutualisant l'unique proportion universelle et minutarisée qui définit l'*égalité* vitale de toutes les existences précisément *individuelles*. Il est même très rassurant de constater que cette émancipation citoyenne, ou légitimation totale de la liberté historique de ces boosters, n'impliquera que la moitié du chemin de l'égalisation *intégrale* à parcourir, ce qui en l'occurrence s'exprime à travers le taux modeste de 16,66 % d'I.T.P sur le revenu pyramidal moyen de 4.500 € en contexte historique *tempérisé*, pour le cas d'école concerné.

Le double résultat du calcul de partition-répartition permet donc simultanément, sur l'ensemble de la période bi-cyclique, et sur la base d'un P.I.B. supposé être équivalent en seconde période, d'aboutir à un revenu historique net de 3.750,00 € mensuels pour le citoyen pyramidal moyen, en tant que juste et légitime revenu libertégalitaire privé, enfin émancipé de toute *sur*-domination, tandis que symétriquement le revenu moyen de son concitoyen « sub-médian » sera augmenté de 750 € pour s'équilibrer, et ce, dès la seconde période du tout premier parcours bi-cyclique, à hauteur de 2.250 €, du moins au sens d'un calcul mixant ici l'ensemble des situations individuelles. Ainsi la péréquation sociétale aboutira-elle à ces niveaux de revenus effectivement disponibles durant chaque période suivante de P.I.B. et de population comparables, sauf ajustement à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution de ces deux paramètres fondamentaux. Pour autant, sans changement visible de P.I.B. et de population adulte, on notera que chaque seconde période bi-cyclique se caractérisera -*avant* la péréquation- par un nouveau revenu historique et mensuel de 4.500 € pour le citoyen pyramidal moyen et de 2.250 € pour le citoyen parallélépipédique moyen en lieu et place de seulement 1.500, transformant ainsi le rapport de *sur*-domination de 3 sur 1 en un rapport objectif de légitime domination ou supériorité de 2 sur 1, déjà rendu compatible avec l'équilibre libertégalitaire et *vital* des revenus entre les deux populations concernées.

L'effet tempérant le plus immédiat et systémique de la partition-répartition biéconomique sera donc de rapprocher -symétriquement- les moyennes semi-volumétriques en direction du palier médian sociétal, dont la valeur historique, en situation de croissance et de progrès enfin *dynamiquement stabilisés*, coïncidera tendanciellement avec la moyenne de l'ensemble ennéaédrique, ce qui attestera le gommage des excès d'en haut pour les manques d'en bas et le renforcement constant de l'édifice sociétal sur la soudure de ses classes moyennes, avec pour conséquence la garantie d'une justice et d'une pacification visibles des revenus ainsi *partiellement socialisés*, afin de rationaliser uniquement la proportion vitale des libertés historiques subjectives, et ce, faut-il le rappeler, dès la seconde période du tout premier parcours bi-cyclique, instaurant ainsi la

tempérisation immédiate en garantissant à *tous* les citoyens français de cet exemple, et en particulier aux adultes parallélépipédiques, le revenu minimal de 1.500 € (cette somme n'étant plus la moyenne rectangulaire signifiant que la moitié des citoyens moteurs se trouvent très en dessous, mais désormais le plancher universel du revenu vital incompressible de l'*équi*-citoyenneté socio-économique).

Dans la mesure où chaque nouveau P.I.B. recréera le troisième quart différentiel des citoyens pyramidaux sur la base de la continuité des rapports socio-économiques, la liberté historique de chaque nouvelle première période n'en sera aucunement affectée sur l'*essentiel*, à savoir sa légitimité objective initiatrice, inventive et créative, mais seulement sur sa stricte proportion de superflu, de violence et d'injustice vis-à-vis de l'égalité vitale de tous, de la liberté des citoyens parallélépipédiques et de l'équilibre sociétal évolutif, car sans le « lissage » périodique que seule permet équitablement la péréquation biéconomique et tempérante annuelle, le défaut d'équilibre des inégalités historiques, dans leur seule proportion objectivement excessive, s'accumule et s'aggrave avec effet multiplicateur au fil des ans, jusqu'aux pires ruptures que sont les crises et les guerres observables à travers toute l'Histoire prétempérante. Ainsi la liberté propre aux *individus*, seuls ou associés, se trouvera-t-elle enfin équilibrée avec l'égalité vitale et objective tout aussi essentielle pour ces mêmes *citoyens*, ces deux identités étant enfin rendues compatibles et complémentaires au cœur même de notre double nature. D'où le terme enfin paritairement soudé de *libertégalité*.

Cet effet tempérant quasi immédiat a de plus l'avantage d'être *sociétalement* indolore en termes de risques financiers et autres dangers de déstabilisation des activités et des entreprises, comparé à toute forme d'ingérence excessive et surtout *cycliquement* prématurée, touchant aux salaires et profits de façon trop directe ou étatique, ce qui ne peut, soit dit en passant, que rassurer l'auteur et le lecteur, preuve que l'évolution tempérante, loin d'être une révolution façon 1789, n'est rien d'autre que les réorganisation et simplification rationnelles des sociétés humaines, lesquelles sont devenues, au fil de leurs improvisations, comparables à

de monstrueux ordinateurs hyper-segmentés, en mal de réinitialisation. Même via le Revenu Universel de la Garantie Citoyenne, objectivement établi grâce à la Pyramide Tempérante et actualisé en valeur historique, il n'est aucun besoin, désormais, d'imposer *d'emblée* un doublement du salaire minimum, à temps complet, comme à mi-temps, en risquant les conséquences que l'on a pu envisager précédemment, jusqu'au chapitre 6 de ce même livre. Il suffira en effet, une fois l'entrée en tempérance culturellement et politiquement décidée par la majorité démocratique, de procéder au tout premier cycle annuel de la nouvelle ère, en parfaite connaissance collective et individuelle de la règle du jeu enfin équitable correspondant aux proportions et pourcentages du Tableau Universel de Partition-Répartition, sur la base déjà assez prévisible de la répétition du P.I.B. précédent, pour que chaque personne, physique comme morale, puisse se « préparer » en anticipant l'équilibrage de ses droits et devoirs citoyens durant les douze premiers mois, ladite péréquation devenant totalement effective dès la période ou année suivante, sous la forme de Revenu Social de Péréquation ou d'Impôt-Transfert de Péréquation, quels que soient les us et coutumes socio-économiques du moment, et dans les mêmes proportions de rééquilibrage périodique mentionnées ci-dessus.

8 - La Dynamique Bi-Cyclique Tempérante à Effet Différé.

L'effet de tempérisation et d'équilibrage qui vient d'être décrit, immédiat, car techniquement opéré via les rapports sociétaux objectifs liant enfin rationnellement les revenus à leur taux de péréquation ou de compensation libertégalitaire, accomplira la première moitié du chemin nécessaire, de façon spectaculairement rapide, et dans une proportion d'augmentation déjà substantielle du revenu moyen parallélépipédique, à savoir 50% (ce qui, pour la France est urgemment indispensable pour éteindre l'actuel incendie social) tout en n'impliquant pour le citoyen pyramidal *moyen* qu'un taux d'impôt-contribution de 16,66 %, ce qui est sans doute nettement moins lourd à supporter que l'ensemble des contributions obligatoires actuellement appliquées sur 4.500 € de revenu

pour peu que l'on tienne compte de toutes les formes de prélèvements, directes, comme indirectes. Or, il restera un bout de chemin équivalent à accomplir, si l'on en croit le modèle de la Pyramide Tempérante, dont le revenu moyen « de temps complet » devrait se stabiliser à terme aux environs des 3.000 € médians, s'agissant du moins du pays qui sert ici de contexte chiffré. Si l'on imagine une quasi-stagnation, ou même une progression modeste du P.I.B., ce qui paraît réaliste, la simple répétition périodique de la partition-répartition ne saurait induire *par elle-même* la suite du rattrapage pourtant indispensable. Dès lors, la question qui se pose ici pour poursuivre l'analyse conjointe de la Pyramide Tempérante et de son Tableau trouve sa réponse dans le décalage élargi résultant de la structuration *biaxiale* du monument sociétal érigé, dans la mesure où la suite dudit « rattrapage » n'interviendra que plus progressivement, sur plusieurs circuits bi-cycliques équivalant peu ou prou à une décennie, sous la forme d'une progression, certes induite par « l'effet immédiat » socio-économique qui vient d'être exploré, mais forcément décalée dans le temps car impliquant l'évolution des *mœurs* culturo-politiques et leurs propres conséquences sur la libre marche de l'Histoire, via les réactions en chaîne, tant socio-économiques que culturelles, qui modifieront *tous* les rapports humains de la population concernée, dans un cadre sociétal enfin apaisé sur l'essentiel.

Ce complément d'évolution, devant aboutir à l'évaluation d'un emploi à temps complet à hauteur de 3.000 € pour le cas français, sera le résultat de l'équilibrage technique et primordial autorisé par la partition-répartition et l'instauration des 1.500 € de Garantie Citoyenne (d'emploi à mi-temps) qui vont de pair, via l'émancipation des comportements et des mentalités individuelles, et collective, puisque la valeur du travail se verra enfin reconnue, spontanément ajustée au niveau le plus objectif possible de chaque période historique, et annuellement *péréquationnée*, ce qui incitera les premiers de cordée à mieux partager, en réponse aux exigences nouvelles d'employés plus libres que jamais, voire aussi pour payer un moindre taux d'impôt redistributif, tandis que les citoyens les plus modestes seront systémiquement stimulés à être autonomes par le biais du travail, en toute sécurité de péréquation minimoptimaximale.

De plus, le caractère à la fois vital, mais aussi évolutivement suffisant, des garanties quadrifaciales universelles, en laissant à chaque citoyen le libre choix du panachage le plus approprié entre le temps et l'argent, ou l'être et l'avoir, rendra le travail d'autant plus précieux, et rare comme il se doit en proportion des multiples progrès sociétaux accomplis, tout en étant universellement réparti en tant que droit et devoir simultanés de la moindre citoyenneté. Le sens même de chaque activité, en tant qu'utilité commune, (re)trouvera sa raison d'être avant tout sociétale, eu égard à l'interdépendance positivée qui découlera des nouvelles relations socio-économiques, pacifiées par la « dé-vitalisation » des enjeux, tandis que le rythme et la productivité horaire du travail ne seront plus assujettis aux excès esclavagistes, ni aux gaspillages humains et matériels, ni aux folles accélération et fuite de temps *vécu* qui sont les marques fatidiques de toute *sur*-domination. En se densifiant de plus en plus autour de son palier médian et moyen, la pyramide sociétale et sa partition-répartition biéconomique répondront aux impatiences actuelles des sociétés les plus développées, dont les citoyens attendent l'émancipation et les progrès culturo-politiques qui sont encore interdits ou pollués par l'extrémisme socio-économique prétempérant et ses multiples traductions politiques pseudo-démocratiques. La « grande démission » de nombreux employés et cadres lassés de leur *bullshit jobs*, voire engloutis jusqu'au *burn out* dans le tourbillon d'un rythme de fou, tout comme, au bas de l'échelle sociale, le refus, ou la colère, de travailler à plein temps et à un rythme insoutenable pour des salaires de misère, au point de préférer la fausse solution de l'assistanat le plus passif, sont déjà les symptômes évidents des besoins de tempérance et de justice auxquels ce long chapitre vient de répondre aussi scientifiquement qu'il est possible, en l'état actuel des connaissances.

Ainsi, le lissage annuel, enfin juste, exact et légitime, assuré par la péréquation, laissera toute sa place à une croissance sobre, utile et raisonnable, car fondée sur une créativité librement approuvée par des citoyens-consommateurs armés de l'esprit critique que procure le temps de vivre et son rythme optimal, et tous les progrès, quantitatifs comme qualitatifs, dériveront exclusivement du mûrissement de chaque période

annuelle nouvelle, enrichie par les fruits publics de la précédente sous la forme quadrifaciale des Garanties Citoyennes de chacun et des Biens Communs Indivisibles, offrant la sécurité universelle d'une construction enfin centrée au plus près de l'axe idéal de sa verticalité maximale, en traduction visuelle de la rectitude de mœurs que suppose une civilisation supérieurement pacifiée. En effet, en l'espace de quelques parcours bi-cycliques supplémentaires, soit plus ou moins une dizaine d'années de transition, la restitution *moyenne* des 750 € mensuels objectivement dus au citoyen parallélépipédique de la part du (sur-)dominant pyramidal, s'accompagnera, par effet de miroir ou de vases communicants, d'autant de progression de valeur vers la médiane, mais en provenance de la base et du citoyen exclusivement universel, en tant que conséquence directe de sa propre émancipation, de la garantie de l'équité socio-économique vitale et d'un accès enfin constamment ouvert à ladite médiane. Ces 50% complémentaires d'espace ou d'énergie sociétale *de rattrapage*, ces 12,5% de hauteur ou ces 16,66% de valeur restante pour obtenir à terme le rééquilibrage le plus complet du quart ennéaédrique (ou du tiers des richesses pyramidales cumulées) vis-à-vis du palier médian, donneront la mesure de l'autonomie socio-économique nouvellement acquise par tous les citoyens parallélépipédiques, et dès lors garantie à la totalité des adultes-actifs, supprimant peu à peu les *abus* pyramidaux périodiques *secondaires*, tout comme l'aspect cumulatif, voire exponentiel, de leurs multiplication et concentration prétempérantes. Ainsi l'ascenseur social sera-t-il définitivement réparé et mis à la disposition de *chaque* citoyen adulte en fonction directe de ses seuls mérites, sur l'unique base semi-égalitaire qui fonde l'identité citoyenne.

Le travail étant systémiquement revalorisé, et la garantie d'un Revenu Universel *sociétalement* optimal offerte à chacun sous forme de droits et devoirs minimaux et vitaux égalitairement assumés via la clarté et l'universalité du calcul minutaire, la liberté d'entreprendre propre au *vrai* libéralisme sera socialement partagée et rendue accessible à toute période de l'existence, comme en tout lieu du territoire national, et dès l'échelle de l'auto-entrepreneur, en concurrence avec le choix du temps et de sa valeur au moins équivalente à l'argent, ou aux biens et services

que ce dernier peut procurer. Il ne fait aucun doute que la sécurité et la Justice ainsi assurées à *tous* les citoyens stimuleront les exclus et les exploités d'aujourd'hui à s'impliquer socio-économiquement en pleine conscience de leurs choix, de leurs équilibrages individuels ou associés, au point de rejoindre la valeur d'une médiane de temps complet le cas échéant, non sans trouver le moyen d'aboutir au même résultat sans sacrifier tout leur temps potentiellement disponible. Car, à la différence de l'aliénation actuelle qui découle de toute surdomination, sur fond de surtravail *financièrement* productiviste, l'imagination et la créativité s'orienteront spontanément vers la *qualité de vie* et la valorisation enfin prioritaire du temps libre et des liens sociaux sur l'argent et son boulet matérialiste de surconsommation écologiquement si dévastatrice. Cette nouvelle liberté, universalisée par la sécurité de l'égalité vitale adéquate, donnera donc aux citoyens rectangulaires de la face économique un égal pouvoir de se responsabiliser à travers un travail ou une activité choisie, et non plus subie, en partenariat avec des leaders socio-économiques et autres dominants triangulaires devenus en tout point respectables, et ce, d'autant plus que les futures grandes fortunes de ceux-ci proviendront désormais de leur utilité commune *effective* via leur apport historique, au lieu des surprimes à la délinquance de la concurrence déloyale et du dumping social qu'encourage encore l'*ultra*libéralisme et ses monopoles mondialisés, à l'instar de tout mono-système prétempérant.

Le cœur des injustices ou violences sociétales sur l'axe le plus vital des relations socio-économiques réside entièrement dans l'aspect répétitif, cumulatif et dès lors multiplicateur de la seule part d'inégalité objective contenue dans chaque période initiale bi-cyclique, du moins faute d'avoir pu établir la bonne échelle de partition-répartition et ainsi garantir autant l'égalité vitale que la liberté universelle de la dépasser. Le lissage annuel de la seule moitié *excessive* des inégalités résultant de la subjectivité des valeurs historiques, ici complété par l'assagissement comportemental consécutif des « boosters pyramidaux » et l'implication symétriquement accrue de la majorité de leurs concitoyens sub-médians, suffira amplement pour éviter les accumulations *indues* de fortune ou de pouvoir socio-économique, et surtout pour libérer d'autant les énergies

potentielles des adultes-actifs appartenant au parallélépipède, car l'effet de miroir ou de symétrie de toute relation binaire équilibrée assurera à chaque « côté vertical » de la médiane un égal pouvoir (et devoir moral au sens tempérant) de se rapprocher du palier équilibrant l'architecture ennéaédrique selon une tendance techniquement entretenue de soudure osmotique, de fusion optimale et constante des deux volumes sociétaux superposés, aux antipodes des fossés qui caractérisent l'évolution à long terme des sociétés prétempérantes. En situation de liberté d'équilibrage binaire entre les deux natures qui définissent à égalité chaque *individu social*, le palier médian-moyen sera l'aimant quasi irrésistible du cœur pyramidal, dont l'attraction assurera le contact permanent et désormais interchangeable, sur la seule base du mérite ou de la volonté, entre les citoyens des deux volumes sociétaux. S'agissant de la répartition des *revenus*, il n'est dès lors aucun besoin de prendre une plus grande part de gâteau au booster *moyen* pour la donner à son concitoyen sub-médian par quelque ambiguë « charité publique », à plus forte raison sachant que cela induirait une injustice asymétrique qui pénaliserait les libertés pyramidales, via un taux moyen d'I.T.P. pouvant atteindre jusqu'à deux fois celui de la courbe et du Tableau Universel de Partition-Répartition. Bien au contraire, il faut ici compter uniquement sur l'effet tempérant *différé* pour *compléter* le déclic historique de l'effet tempérant *immédiat* analysé plus haut. La moitié dite immédiate du rééquilibrage correspond dès lors objectivement à la proportion de *sur*-domination périodique ou annuelle qui *impose* le transfert du *sur*-revenu correspondant sur toute la période comptable suivante à destination des adultes-actifs se trouvant historiquement *sur*-dominés (en évitant ainsi les effets multiplicateurs de cette injustice vitale accumulée au fil des années), tandis que l'autre moitié de ce rattrapage ou équilibrage, plus progressivement accomplie, mais tout aussi automatiquement renouvelée une fois établie, exprimera l'adéquation finale culturo-politique à la nouvelle donne sociétale, l'axe secondaire propre à la psychologie individuelle ainsi qu'à la mentalité collective requérant toujours plus de temps d'adaptation, via son délai de conscientisation spirituelle, que l'axe socio-économique des relations physico-matérielles.

C’est seulement au terme cumulé de ces deux effets tempérants que la société en question évoluera et se stabilisera dynamiquement au plus près du modèle pyramidal, en particulier en termes d’équivalence tendancielle de plus en plus effective entre la moyenne et la médiane, non seulement du point de vue ennéaédrique ou national, tel qu’apparaît déjà le schéma général de la Pyramide Tempérante tout en respectant le rapport historique de 75 % - 25 % (du moins à chaque première période bi-cyclique), mais aussi, au travers du second temps alterné, concernant les sous-moyennes *intra*-volumétriques, la première, parallélépipédique, ayant donc systémiquement tendance à se hausser en direction du palier médian, en particulier via la juste revalorisation du travail, et la seconde, pyramidale, étant légitimement contrainte à se « tempériser » à hauteur de sa seule proportion objective de domination historique, en particulier grâce à l’assagissement du volume pyramidal sommital, tandis que ces deux mouvements s’accompagneront de solutions techniques et autres us et coutumes propres à généraliser et préserver un maximum de temps libre, ou à justifier volontairement le sacrifice de ce dernier, sur la seule base d’une liberté individuelle enfin respectueuse de l’équilibre social et sociétal. On retrouve là un *bicentrisme* ou « recentrage médian », ici de nature socio-économique, comparable au résultat du délodisme culturo-politique, dont l’effet unificateur sur le niveau central du Département ou de la micro-région garantira la même force ou intensité d’attraction mutuelle et de soudure osmotique entre les deux volumes sociétaux, ce qui se traduira immanquablement par la revitalisation locale de tous les territoires, autant que par la *re-viabilisation* de toutes les échelles utiles d’activité socio-économique ou culturelle.

Le lissage périodique tempérant et biéconomique des injustices historiques supprimera pour de bon la *sur*-domination et ses violences vitales les plus bêtement primaires, en libérant le travail du capital pour équilibrer ces deux co-énergies sociétales au sein d’un rapport gagnant-gagnant, car les fortunes économiques se feront *socio*-économiques et responsables comme il se doit, et le succès des futurs leaders ne pourra plus jamais se fonder sur l’exploitation vitale d’autrui via les salaires, du moins au travers de l’évaluation bi-cyclique objectivement légitime que

permet le Tableau Universel de Partition-Répartition, ce qui favorisera justement les entreprises -de toute taille- les plus *pertinentes*, et dès lors le plus localement possible, sur la seule base de la qualité et de l'utilité des biens et services proposés sur un marché libéral enfin ouvert à tous. Ainsi, à terme, les us et coutumes historiques en matière de revenu et de partage des énergies sociétales via les salaires et les impôts finiront par s'équilibrer au plus près du palier médian et de sa moyenne, laquelle correspondra *de facto* à l'optimisation du bonheur de vivre en société, en jouissant d'autant de temps libérable et de lien social que de confort ou sécurité matérielle, ce qui est la condition collective incontournable pour devenir écologiquement raisonnable et positivement soucieux de son cadre de vie. Qui plus est, la péréquation biéconomique *tempérisera* aussi efficacement les abus résultant de prix et autres intérêts excessifs, grâce au même Tableau Universel de Partition-Répartition, puisque ce dernier s'applique *de facto* à toutes les formes de revenu ou de profit. La Tempérance biéconomique crée donc les conditions pérennes de l'*équi*-libéralisme, ce qui ne s'obtient qu'en garantissant simultanément l'*équi*-socialisme semi-égalitaire qui conditionne la paix civile, en réconciliant ainsi nos deux natures existentielles.

Le rôle de l'État n'est certes pas de dicter des salaires et autres revenus dont l'évaluation historique est nécessairement empirique, mais de rationaliser annuellement le partage sociétal objectif et légitime qui fonde et maintient la Paix civile par la Justice sociale la plus directe, ce que seul le tableau de bord tempérant de la partition-répartition assure en *toute* circonstance, et c'est en assumant ce rôle sociétal unique que la puissance publique trouvera sa légitimité en la faisant coïncider avec la légalité, tout en supprimant systémiquement -et symétriquement vis-à-vis du palier médian- les abus de pouvoir des uns et la misère des autres. Mais une telle fonction suppose le corollaire d'une constitution et d'une pratique politique devenues délodistes, en cohérence quadrifaciale avec l'éco-démocratie semi-égalitaire de cette péréquation biéconomique. En réglant ainsi, à la source des énergies socio-économiques, le dilemme de l'équation liant l'individu à la société, toutes les complications fiscales, administratives, culturelles et politiques ne pourront que disparaître dans

les « oubliettes » de l'Histoire prétempérante, permettant de cette façon d'économiser de précieuses ressources humaines et environnementales, et de développer en couleur la suite du film noir et blanc jusqu'à présent déroulé par le temps. Aucun autre « reset » n'est nécessaire et toutes les réformes qui s'accumulent en aval de ce réglage systémique primordial sont vouées à l'échec, à l'inefficacité palliative, ainsi qu'à l'aggravation chronique des injustices et des gaspillages, faute de s'attaquer à la seule pièce maîtresse du moteur sociétal. L'État tempérant et ses Communes, devenus propriété publique de *tous* les néo-citoyens via leur plus large majorité démocratique possible, seront alors qualifiables de toutes les couleurs du spectre *culturel*, tant politique, que philosophique, artistique ou religieux, en proportion fidèle de la richesse des opinions citoyennes, associant et assumant en parfaite complémentarité le rôle de régulateur objectif d'un marché privé enfin devenu intégralement et constamment *libéral* (ainsi que de nature et d'échelle humaine), en même temps que le rôle plus social et protecteur d'un Domaine Public assurant à chacun les droits et devoirs d'un minimum vital lui aussi librement évolutif. Á l'opposé de l'aliénation impliquée par les mono-systèmes exclusifs, en parfaite souplesse et continuité, les futures autorités locales et étatiques, articulées sur leur interface départementale ou micro-régionale, seront le cas échéant communalement socialistes en démocratie locale directe *et* vis-à-vis des citoyens réellement dépendants, mais surtout garantes des légitimes libertés historiques individuelles ou associées d'un marché devenu universellement *équilibéral*, s'agissant-là des adultes-actifs déjà autonomes, tandis que tous ces progrès historiques sans précédent iront politiquement de pair avec une société de culture républicaine sous la seule forme équilibrée de la démocratie *citoyenne* et semi-référendaire, faisant fusionner équitablement -à 50%- l'ensemble des adultes-actifs en une civilisation enfin apaisée par la partition-répartition biéconomique et son immuable équilibre libertégalitaire.

Ainsi se solutionne pacifiquement l'équation sociétale à l'origine de ces *Réflexions*, par la raison fondée sur l'observation, plutôt que par celle du plus fort, sans renier la réalité historique incontournable d'une population objectivement divisible à égalité statistique entre dominants

et dominés, ou leaders et suiveurs, dans les sens objectifs et *également* respectables de ces termes, sachant précisément qu'en contexte devenu tempérant, l'équilibre et le bonheur existentiel de chacun ne dépendront plus de la moindre loterie du *tout* ou *rien*, ni même de l'accession au volume pyramidal, puisque l'essentiel et le suffisant seront déjà assurés par la Garantie Citoyenne, son Revenu Universel et les devoirs qui vont de pair, et que par ailleurs toute progression pyramidale déséquilibrée ou trop mono-faciale se paie aux dépens d'une autre dimension, le plus important étant de s'impliquer pour des ambitions justifiant leur coût, sans plus faire endosser ce dernier par autrui. Le Tableau Universel de Partition-Répartition et sa courbe de péréquation fournissent l'unique *interface* reliant l'individu à la société, tout comme le Privé au Public, pour ainsi rendre à la fois compatibles et parfaitement complémentaires des rationalités micro- et macro-économiques historiquement opposées, en réconciliant les besoins de liberté de choix et d'égalité de chance en parfaite continuité, du citoyen individuel jusqu'à l'État, non seulement entre les deux Domaines sociétaux, mais tout autant s'agissant des deux volumes pyramidaux au travers de leur réalité historique bi-cyclique. La solution sans précédent de la partition-répartition biéconomique peut s'apparenter à une redistribution minimale et régulière des cartes du *Jeu de Société*, un *New Deal* annuel indispensable pour éviter le *viol* ou le dépouillement des joueurs encore trop novices par la suraccumulation d'atouts au seul profit des plus rusés, ces derniers étant historiquement favorisés par une chance ou des moyens en provenance directe de la société toute entière, précisément à hauteur de 50% de l'existence et des revenus de chacun. La péréquation de la tempérance biéconomique se présente enfin comme la seule recette équitable pour rendre la liberté d'entreprendre parfaitement compatible avec les équilibres sociétaux et individuels vitaux et pour assurer la complémentarité osmotique entre la légitime quête privée de revenus ou autres profits et l'intérêt général de la Justice et de la Paix, en plaçant l'intelligence collective durable au-dessus de la myopie égoïste du court-termisme.

En prenant quelque distance visuelle, l'alternance bi-cyclique, et diagonale en raison du chevauchement de chaque nouvelle période par

la péréquation de la précédente, fait ressembler l'évolution sociétale à une série de huit inclinés à 45° et régulièrement enchâssés de la sorte, tel un super-talochage dynamique sur la ligne du temps, chaque boucle sud-ouest d'un huit résumant une première période à travers sa liberté d'improvisation historique, et sa correspondante nord-est assurant ainsi la cohérence et cohésion sociale du lissage dont profite l'étape suivante, comme si on étirait dans le temps les strates pyramidales à la façon d'un double ressort afin de mieux en saisir la nature dynamique, l'essentiel étant de maintenir cet équilibre en direction du soleil levant, sans plus aucun risque sociétal vital en raison de l'appui des boucles supérieures sur la réalité ainsi augmentée, et par avance amortie, des comportements historiques, la taille parfois variable desdites boucles ne résultant plus que de causes *extérieures* aux rapports sociaux, comme au cadre sociétal précité (Voir schéma 9).

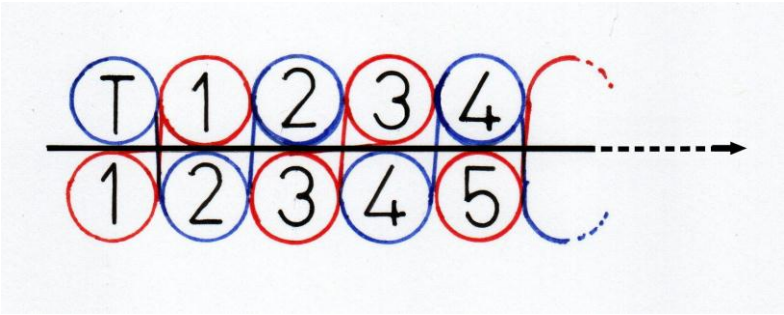


Schéma 9 : Les bi-cycles octoïdes enchâssés sur la flèche temporelle de l'Histoire.

Il suffit d'imaginer en diagonale, à la place des deux numéros de chaque cycle, le mot largement réparti de libertégalité, (liberté en bas à *gauche*, égalité en haut à *droite*, assez paradoxalement !) pour apprécier l'effet tempérant permettant de chapeauter chaque nouvelle période de cycle de la juste proportion d'égalité vitale et suffisante, aux variations

près du PIB d'une année l'autre, mécaniquement ajustées sur la phase bi-cyclique suivante.

9 - De la Proportion de Sur-Domination Objective à la Résolution du Paradoxe de l'Équivalence entre Médiane et Moyenne.

Les *premiers* 16,66% équivalant à un sixième (1/6°) du Revenu Historique Individuel Total (ou R.H.I.T.) primo-périodique du citoyen pyramidal *moyen* constituent la proportion objective de sur-domination historique, d'injustice ou autre violence sociétale annuellement additive justifiant, y compris en situation tempérante dynamiquement stabilisée, le transfert de la valeur correspondante au citoyen parallélépipédique moyen. C'est la condition objective minimale et immédiate pour que ce dernier se trouve enfin respecté dans son intégrité « socio-individuelle », et qu'il puisse librement *décoller* de la limite vitale réduite au niveau du Revenu Universel et être rémunéré à la juste valeur de son travail, à plus forte raison s'agissant d'emploi à temps complet. Ce transfert minimal dote donc le citoyen parallélépipédique moyen d'un dû complémentaire de 50% en guise de Revenu Social de Péréquation et en compensation indispensable du déséquilibre historique incompressible, seule façon de respecter a minima l'équilibre libertégalitaire. Du point de vue collectif, la situation d'équilibre absolu suppose bien *théoriquement* la répartition paritaire, donc à 50/50, du P.I.B. entre les deux volumes sociétaux, pour égaliser aussi les moyenne et médiane « nationales », tel que cela pourra se réaliser à 90-95 % grâce au complément de l'effet tempérant différé, mais l'on sait par ailleurs que la réalité historique inévitable de toute répartition par médiane « équivolumétrique » aboutit au fameux rapport social primo-périodique de 3/4 - 1/4 ou 75 % - 25 %, ce qui explique le caractère *spontanément* incompressible des inégalités excessives ou des abus de pouvoir socio-économiques propres à chaque *première* période bi-cyclique (même en contexte sociétal durablement *tempérisé*) et ce, en tant que condition inévitable du respect naturel des libertés historiques individuelles ou associées. D'où l'intérêt primordial de la péréquation biéconomique annuelle pour réduire, dans sa proportion la plus injuste,

illégitime et déséquilibrante, l'accumulation de sur-domination ou autre richesse pyramidale *stricto-sensu*, car c'est précisément ce tout premier demi-volume différentiel qui fonde tous les fossés sociétaux, qui sape et détruit l'équilibre commun si vital en interdisant *de facto* à un nombre toujours croissant de citoyens parallélépipédiques (ou peu à peu devenus tels à force de déclassement) de se hisser d'eux-mêmes jusqu'au palier médian. De plus, chacun sait désormais que le revenu moyen du volume sociétal « inférieur », en contexte *pré*tempérant, correspond à n'importe quelle situation individuelle possible, sans la moindre garantie citoyenne d'être sécurisé au niveau crucial du Revenu Universel, tant en matière de salaire que d'emploi, ce qui condamne plus ou moins la moitié des adultes de ce volume à se situer statistiquement en dessous du minimum vital, en devenant socio-économiquement « inexistants » par exclusion.

Le modèle pyramidal tempérant, dans son réalisme historique et hiérarchique, joint au Tableau de Partition-Répartition qui en découle, permet donc de repérer plus finement deux strates volumétriques en tout point cruciales, en symétrie par rapport au palier médian ennéaédrique, puisque la part moyenne d'I.T.C. (ou d'Impôt-transfert de Péréquation) requiert de fait le sixième du revenu pyramidal moyen (16,66 %), alors que la différence totale à *péréquationner* -à terme- pour équilibrer les deux volumes superposés est d'un tiers, soit 33,33 %. Cela définit donc une demi-proportion de sur-domination objective, soit, dans le schéma suivant, les 16,66% du sous-volume « B » situés au sommet du revenu pyramidal moyen, qu'il est vital de lisser à chaque première période bi-cyclique, et dont la strate correspondante -et symétrique- est le sous-volume « A », ou plutôt l'absence de ce sous-volume juste au-dessus du Revenu Universel. On pourrait être tenté de croire que le fossé sociétal débute au plus près de la médiane, mais ce serait oublier l'absence de la moindre garantie citoyenne vitale (ou partition-répartition) en situation prétempérante, ce qui fait que du seul point de vue technique *moyenné*, là se situe précisément la tare initiale qui condamne les constructions collectives déficientes de notre Humanité, au cœur de ce volume A qui interdit l'accès au palier médian via le volume A', suscitant dès lors une discontinuité qui affecte non seulement les citoyens parallélépipédiques

de façon vitale, mais également, par « tassement contagieux », la moitié inférieure -voire à terme jusqu'aux deux tiers- des citoyens supposément pyramidaux, en raison de l'effet pluriannuel cumulatif et multiplicateur des déséquilibres induits. En contraste avec cette constatation, il s'avère évident que seule la péréquation biéconomique chiffrée en pourcentage au cours de ce chapitre crucial pourra ouvrir l'accès de *tous* les citoyens parallélépipédiques à la médiane définissant la Justice et la Paix, en tant que choix individuel sciemment assumé et parcours socio-économique individuellement mérité. (Voir le schéma 10 ci-après).

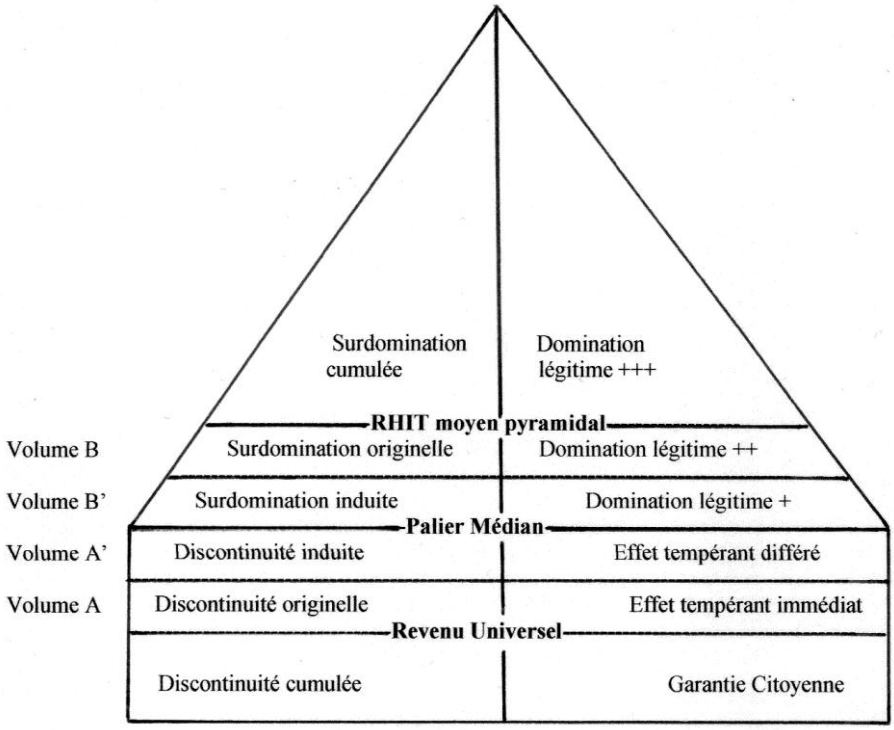


Schéma 10 : La discontinuité sociétale (ou les fossés socio-économiques) résultant de l'Histoire prétempérante (à gauche), et les effets tempérants immédiat et différé (à droite).

Compte tenu de la logique de toute construction monumentale, la première obligation d'un État *juste* et dès lors *rationnel* est donc, via ses Communes, d'établir la péréquation de la partition-répartition pour fixer la base proportionnée de son socle d'adultes-actifs et citoyens face aux garanties vitales de l'égalité minimale *et* à la liberté tout aussi minimale de les dépasser, ce qu'assureront précisément, et selon le cas de chacun, les pourcentages de R.S.P. (Revenu Social de Péréquation) ou d'I.T.P. (Impôt-Transfert de Péréquation) en tant que condition *sine qua non* de l'appartenance à une même communauté socio-économique. Sans cette péréquation annuelle, enfin objectivement définie, répartissant comme il se doit les droits et devoirs universels, vitaux et individualisables, une proportion toujours croissante de citoyens n'a plus accès aux volumes « A » et « A' » et la valeur historique du travail s'effondre par rapport à sa valeur objective *minutarisée*, tandis que du point de vue sociétal, tous les éléments constitutifs du sous-volume supérieur adjacent, concernant les B.C.I. ou Biens Communs Indivisibles, sous le même palier médian ennéaédrique du Domaine Public, s'en trouvent biaisés, rendus négatifs dans leur nature empiriquement palliative, et dès lors constamment plus complexes au fil des années, au point d'en devenir contreproductifs et d'induire indirectement maintes formes d'inégalités aggravées, et ce, sur les quatre faces d'une pyramide sociétale déformée, à l'instar de ce qui a pu être amplement observé dans les trois livres qui ont précédé celui-ci.

En période intermédiaire de tempérisation sociétale, ou Sixième République française du cas de figure pris pour illustrer cette recherche, et en fonction du degré d'inégalité vitale ou d'injustice constaté et rendu calculable entre autres choses via l'analyse minutaire, le volume d'I.T.P. moyen dû au parallélépipède (et donc consacré en priorité absolue à la péréquation minimale des revenus) laissera sans doute plus ou moins de moyens disponibles à la prestation des garanties communes que sont les administrations régaliennes et autres méga-infrastructures définissant les Biens Communs Indivisibles, a fortiori tant que le rattrapage du revenu moyen parallélépipédique de 1.500 € ne sera pas complété en utilisant toutes les modalités déjà répertoriées dans ces *Réflexions*. S'il manque

des ressources durant les premières périodes bi-cycliques d'ajustement sociétal, suite à la péréquation prioritaire, pour faire face à toutes les dépenses budgétaires correspondantes (mais dont l'ampleur et la nature seront respectivement allégée et positivée, précisément grâce à ladite péréquation, sans oublier les avantages notoires induits par l'activation économique universelle et minimale de tous les citoyens majeurs), il suffira, temporairement, de se baser sur la nouvelle échelle des revenus annuellement *tempérisée*, pour compléter les besoins communs soit au prorata des revenus historiques primo-périodiques, soit en fonction des nouveaux moyens de chacun après péréquation, selon des critères de progressivité fiscale plus objectifs et des processus de recouvrement plus démocratiques que jamais. Cela dit, il ne s'agirait-là que d'une période très provisoire, dans la mesure où l'effet tempérant immédiat et moyen de 50 % d'augmentation du revenu « rectangulaire » boostera les citoyens parallélépipédiques en direction du palier médian, tandis que le Revenu Universel comblera d'une année sur l'autre les manques vitaux du rez-de-chaussée sociétal, entraînant aussitôt une implication socio-économique généralisée et une augmentation des activités ainsi que du pouvoir d'achat, propres à hausser rapidement la moyenne des revenus rectangulaires, selon une tendance qui se verra par ailleurs confortée à moyen et à long terme par l'effet tempérant différé, la conséquence de tout cela étant de réduire d'autant les besoins de péréquation pour en affecter le volume aux seuls Biens Communs Indivisibles. Qui plus est, cette auto-consolidation, pour ne pas dire cette véritable « renaissance sociétale », ne pourra qu'intervenir en douceur sur chaque période bi-cyclique initiale puisqu'elle concernera les revenus *effectifs*, sans nuire à leur liberté historique, tout en permettant à celle-ci d'évoluer enfin dans le meilleur sens de la juste valorisation du travail, du temps libre et des progrès qualitatifs. Cette (r)évolution systémiquement sécurisée aboutira d'une part à la suppression définitive de la pauvreté, de l'exclusion ou de toute forme d'exploitation vitale, et d'autre part, au fur et à mesure de la *médianisation* tendancielle du revenu moyen parallélépipédique *péréquationné*, à l'adéquation finale des 16,66 % d'I.T.P. à la moitié des ressources réservées aux Biens Communs Indivisibles, à l'image des volumes correspondants sur le schéma pyramidal tempérant qui sert de

référence universelle et hiérarchique. Autrement dit, en approchant du terme de la période provisoire de *tempérisation,* les besoins de transfert concernant les revenus des citoyens se réduiront en libérant les moyens financiers correspondants pour les seuls Biens Communs Indivisibles, dans leur juste proportion sociétale de 25% du P.I.B. Il suffira d'aller dans cette direction incontournable, suscitée par la réforme délodiste et biéconomique, pour se sentir instantanément sur le meilleur chemin de la Justice et de la Paix, et être assuré d'approcher cet idéal sociétal à 90, voire 95 %, probablement en l'espace d'une décennie, et même si le gommage *total* des scories et blessures prétempérantes, en particulier socio-culturelles, doit s'étaler sur deux ou trois générations, force est de reconnaître qu'un tel délai ressemblera à un éclair historique après tant de millénaires de violence, d'injustice et autre inhumaine misère.

D'une certaine manière, en regardant la pyramide sociétale via le prisme de la dualité verticale induite par sa médiane, en conséquence de l'approche bi-volumétrique à laquelle toute réalité historique se prête, il faut remarquer que la vision d'une répartition 50/50 entre la pyramide et sa base parallélépipédique ne saurait être absolue sans remettre en cause le dynamisme indispensable de l'Histoire. Si la photographie *statique* de la société suppose en théorie l'équilibrage complet des deux géométries d'un même ennéaèdre, c'est-à-dire, pour un portrait exhaustif résumé, la suite *verticalisée* des deux sous-volumes parallélépipédiques, suivie de celle de leurs équivalents pyramidaux de part et d'autre de leur moyenne supérieure, on doit aussi observer que la mobilité verticale ascendante ou descendante, tout comme la liberté d'évolution qui forge l'aventure collective au travers de millions de parcours individuels ou regroupés, implique tout autant le *mouvement osmotique* minimal des deux strates en contact *direct* avec le palier médian (décrites par les volumes A' et B' sur le schéma 10 ci-dessus), ce qui explique pourquoi la péréquation biéconomique peut se satisfaire objectivement de la moitié du rattrapage volumétrique absolu. Il suffira qu'en tant que *source* de tous les fossés socio-économiques, le tout premier volume des 16,66 % correspondant à l'I.T.P. moyen soit réparti par la péréquation biéconomique, pour que le second volume de rattrapage, de pourcentage identique, *s'active* enfin

en toute liberté, en instaurant une saine concurrence minimale, loyale et suffisante entre les deux étages essentiels de la pyramide ennéaédrique, lesquels seront maintenus en contact effectivement osmotique, sans plus aucun danger de violence vitale individuelle ou collective. Il en résulte que lesdits volumes A' et B' du schéma 10 peuvent -et doivent !- rester « ouverts », le volume supérieur jouant dès lors un rôle de domination d'utilité commune historique devant constamment se justifier face à la concurrence saine et directe du volume adjacent inférieur, puisqu'il y a désormais un contact permanent sur toute la surface impliquée entre les citoyens de ces deux espaces, grâce à la disparition du fossé sociétal injuste et violent, illégitime et subjectif, qui déconnecte toujours plus les humains prétempérants. Il s'agit certes là d'un résumé par raisonnement sur moyenne, mais il est aisé de comprendre que dans les sociétés de type mono-systémique, une fois le premier fossé créé, puis entretenu et élargi au fil des années, les strates sociales s'effondrent les unes après les autres, y compris au sein de la partie pyramidale inférieure, au profit d'une minorité socio-économique progressivement monopolistique dont la seule traduction politique possible ne peut être qu'une quasi dictature déguisée en pseudo-démocratie, de fausse alternance en ultra-centrisme. Enfin, dans ces cas si typiques d'évolution prétempérante, l'absence de contact due au fossé initial transforme également l'espace « B'» en un second volume de sur-domination, en tant que conséquence inévitable de la désactivation de la fonction sociétale fondamentale caractérisant les volumes A et B. En résumé, la péréquation cruciale des volumes A et B via le Tableau Universel de Partition-répartition suffit à équilibrer les revenus moyens des deux volumes sociétaux pour aussitôt permettre la libre activation concurrentielle des volumes A' et B' directement au contact du palier médian.

La péréquation biéconomique, via son tableau de pourcentages universels et sa courbe graphique, agit donc sur la *définition* des revenus objectifs périodiquement lissés a minima, en assurant non seulement le minimum vital de la Garantie Citoyenne et de son Revenu Universel, ainsi que l'inclusion -et l'implication- de tous les adultes par un travail dûment valorisé, mais aussi, et également pour la première fois, l'accès

potentiel généralisé à l'émancipation que représente le second volume parallélépipédique, en direction de la médiane, ce que traduit le revenu moyen *rectangulaire* rehaussé de fait à 2.250 € dans le cas du chiffrage français, exprimant conséquemment le rapprochement entre les valeurs de la médiane et de la moyenne ennéaédriques, en proportion directe de l'équilibrage ou de la pacification généralisée. Car si, d'un point de vue sociétal ou collectif, L'I.T.C. peut aussi satisfaire les Biens Communs Indivisibles, du moins pour moitié à ce stade de l'analyse, l'effet quasi immédiat de la péréquation induira, du point de vue socio-économique, la progression logique et adéquate du revenu parallélépipédique dans la proportion citée plus haut, tandis que l'implication minimale de tous les citoyens adultes et leur légitime hausse de pouvoir d'achat boosteront le P.I.B., et surtout sa juste répartition, dans des proportions équivalentes, en réduisant d'autant les besoins palliatifs *indus* et autres gaspillages caractérisant si piteusement les dépenses publiques des mono-systèmes prétempérants, ce qui traduira historiquement la nécessaire inversion des priorités *éco-démocratiques* propre à l'impôt-contribution en contexte tempérant. Ainsi les présentes *Réflexions* se confirment-elles en tant que moyen technique, objectif et rationnel de stabiliser dynamiquement les proportions ennéaédriques dans le respect des libertés historiques *et* de l'égalité minimale que suppose la moindre société civilisée, en jouant sur les deux temps, à la fois alternés et enchâssés, de chaque talochage bi-cyclique. Il n'y a donc aucune remise en cause de la pesanteur socio-économique, ni de sa loi « physique » incontournable dans un premier temps, mais bien au contraire utilisation, dépassement, ajustement et rationalisation de cette contrainte existentielle *naturelle* dans l'intérêt supérieur et bien compris de l'Humanité, grâce aux progrès *culturels* tempérants ici proposés, ce qui constitue la définition même de toute l'Histoire, du moins chaque fois que celle-ci va dans le bon sens d'une certaine Flèche déjà maintes fois entrevue, laquelle ne fait qu'indiquer la façon dont l'humanisation peut nous *désanimaliser*.

Ainsi donc, si l'on isole mentalement chaque temps bi-cyclique, la moyenne parallélépipédique de période 2 sera de 50 % supérieure à celle de période 1, et les « chevauchements » bi-cycliques réitéreront ce

schéma rythmique, aux seules variations près d'aléas historiques *extra*-sociétaux. De plus sous l'effet différé de l'innovation tempérante, cette moyenne « ajustée » se consolidera en direction de la médiane, tout en dépendant de moins en moins de la péréquation des revenus, par le biais de la *tempérisation* symétrique des excès pyramidaux, et l'I.T.P, ou son équivalent de ressources, pourra peu à peu ne concerner principalement que les seuls Biens Communs Indivisibles, lesquels se réduiront à leur véritable utilité publique en se libérant des gaspillages palliatifs actuels. S'agissant donc de moyenne et de médiane, le rapprochement de ces deux valeurs mesurera précisément le niveau d'équilibrage des sociétés tempérantes à venir, ce qui pour autant n'empêchera pas les moyenne et médiane des citoyens *boosters*, au sein de leur propre espace pyramidal, de différer toujours en fonction des écarts « individuels », qu'il s'agisse-là de personnes physiques ou morales. Car, autant la cohérence générale d'une néo-société tempérante se traduira par l'assurance d'une moyenne parallélépipédique largement supérieure au minimum vital, grâce aux garanties d'un plancher citoyen universel toujours fixe en proportion mais évolutif dans son contenu, autant les libertés historiques, désormais accessibles à *tous* au travers des deux espaces médians concurrentiels de l'équilibéralisme biéconomique, autoriseront des parcours exceptionnels toujours plus justifiés, puisque devant passer par le filtrage d'un palier médian régulant enfin les conditions d'une concurrence intégralement *loyale* entre les citoyens d'une même nation.

Le schéma 11 ci-après résume au final le portrait d'une société dûment *tempérisée*, mais plus vivante, créative et stimulante que jamais, définitivement équilibrée par la recette biéconomique dérivant des lois physico-spirituelles de la matière, en particulier organique, faisant ainsi ressembler l'édifice commun à une sorte de volcan autorégulant tous les flux énergétiques d'ordre socio-économique en jeu, sachant que de ces derniers dépendent les équilibrages quadrifaciaux des êtres élémentaires et de leur système d'interdépendance. Grâce à la sécurisation absolue de la péréquation biéconomique, des droits -et des devoirs !- de la Garantie Citoyenne et du Revenu Universel, *tous* les adultes jouiront d'un libre accès à l'étage constamment ouvert des volumes A' et B' via l'escalier

crucial que représente le volume A, en tant que nouvel « espace de libre accès universel » à partir du minimum vital garanti, ce qui devrait très logiquement concerner la moitié supérieure des citoyens exclusivement parallélépipédiques, lesquels, s'il faut en croire le niveau rehaussé de la moyenne de ce volume, s'émanciperont effectivement jusqu'au seuil du palier médian, l'autre moitié de ces citoyens se contentant sans doute du Revenu Universel pour des raisons aussi diverses que les innombrables aventures individuelles, ou plus vraisemblablement pour cause d'études, d'enfants en bas âge ou de « semi-retraite », entre autres réorientations professionnelles, l'important étant ici que chacun conserve le libre choix d'une permanente égalité de chance d'accéder au volume A du premier dépassement, et cela, à n'importe quelle période de sa vie d'adulte.

Au-dessus des « trois quarts » de la hauteur parallélépipédique, se situe le véritable espace concurrentiel sub-médian, en contact direct avec son symétrique d'espace concurrentiel supra-médian, ledit contact osmotique exprimant le fair-play, la loyauté ou la *légalité légitime* de la nouvelle règle du jeu, aux antipodes des concurrences prétempérantes si injustes qui se fondent *d'emblée* sur un fossé sociétal, empiétant sur les droits et besoins vitaux dès la base pyramidale, puis décalant à vitesse exponentielle les strates et les faces socio-économiques, y compris au-dessus de la médiane générale, au *sur*profit d'une dictature quadrifaciale dont les conséquences humaines et écologiques catastrophiques sautent aux yeux de tout citoyen un tant soit peu lucide.

Enfin, ce schéma ne montre que les mouvements *ascendants* des énergies sociétales en jeu et leur cycle complet, dans la mesure où l'on sait que les initiatives de pilotage triangulaire ou pyramidal ne jouiront de l'autorité hiérarchique de leurs flèches *descendantes* qu'avec l'aval majoritaire de tous les citoyens rectangulaires ou parallélépipédiques, ce qui impliquera de la part des responsables la prise en compte constante de l'intérêt général des adultes moteurs et boosters *réunis*. Ainsi les néo-leaders culturels et socio-économiques n'attireront-ils de libres suiveurs qu'à condition de respecter leurs attentes, tandis que politiquement, les trois triangles exécutifs superposés ne pourront gouverner et orienter

l'avenir commun qu'avec l'agrément majoritaire du rectangle législatif correspondant et de son dernier mot, référendaire ou semi-référendaire selon le cas. (Voir schéma 11).

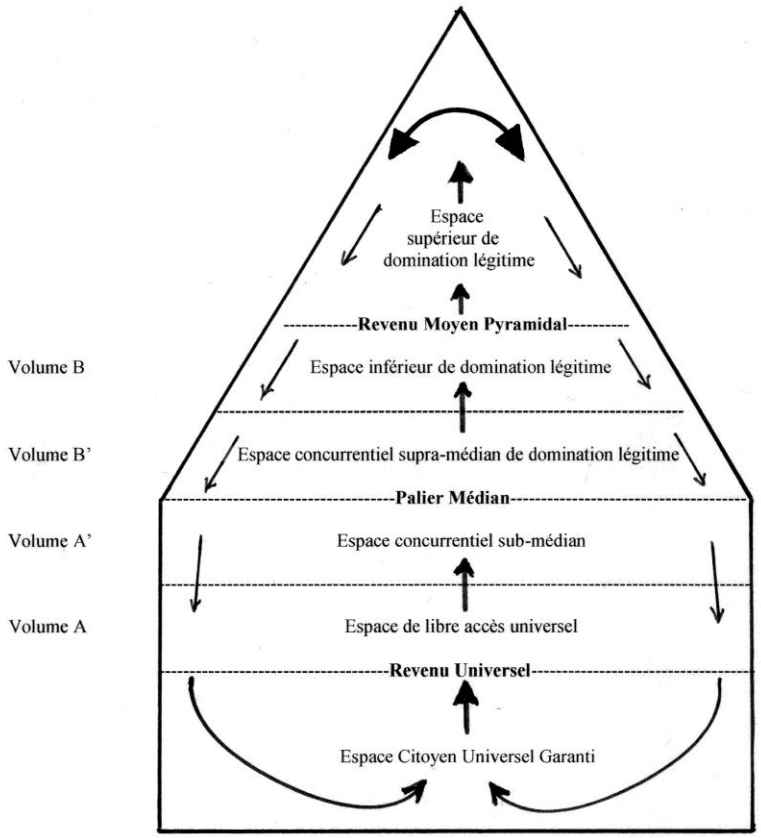


Schéma 11 : La circulation concurrentielle des énergies socio-économiques à travers le filtre du palier médian en contexte tempérant finalisé.

Profitant de la répartition objective et minimale des *revenus* en contexte tempérant, les flèches ascendantes et descendantes du schéma 11 suivent la logique d'une société apaisée, enfin dotée d'un tissu socio-économique en totale continuité d'interdépendance équilibrée entre les volumes et sous-volumes correspondants, témoignant de la solidité et de la pérennité des étages définis et objectivés par la partition-répartition biéconomique, *ce* mode opératoire bi-cyclique étant l'unique solution de lissage dynamique minimal et suffisant pour désamorcer toute violence sociétale. Dans un tel contexte, le palier médian, activé sur son entière surface historique (et dont l'effet filtrant sera systémiquement entretenu par le respect de l'équilibre libertégalitaire) attirera vers le haut toutes les initiatives socio-économiques, mais également culturo-politiques, les plus en phase avec l'axe central des besoins et autres attentes sociétales du moment, en particulier en provenance du parallélépipède universel, à la façon d'une cheminée canalisant le flux permanent de chaleur et de lumière des meilleures initiatives -en réalité quadrifaciales- lesquelles, après avoir dûment contribué à élever le monument sociétal ou parfaire sa consistance qualitative, refroidiront peu à peu en se marginalisant sur les côtés ou les arêtes pyramidales, laissant place aux nouveaux progrès que leur succès -souvent temporaire- n'aura pas manqué de susciter. Á l'image de l'expérience physique du ludion, ou des populaires lampes à lave si décoratives du commerce, les têtes filamentaires individuelles (ou regroupées en entreprise de toute nature) seront comme des micro-ludions, toujours libres de s'émanciper créativement et utilement en un mouvement quasi perpétuel enfin apaisé par l'*assurance-vie-commune* des droits et des devoirs du Revenu Universel, la Garantie Citoyenne correspondante étant le plancher ou le butoir minimal, incompressible bien qu'évolutif, de la Justice sociale et de la Paix civile.

Ainsi se présentera la société tempérante à venir, telle une sorte de chaudière réchauffant les cœurs et les âmes sans plus aucun risque d'emballement ni de surchauffe explosive, telle une centrale nucléaire enfin sécurisée, fondée sur l'équilibre d'une semi-fusion du corps social sans cesse enrichie par la fission *tempérée* des libertés individuelles ou

regroupées. Chaque personne physique adulte, comme chaque personne morale de quelque envergure utile qu'elle soit, pourra exister et évoluer sans risque vital, avec le luxe aujourd'hui interdit de pouvoir aussi se *stabiliser* à n'importe quel niveau de son filament potentiel, à n'importe quelle échelle jugée optimale, ce qui est la condition pour accorder les violons du socio-économique et de l'écologique, via la revalorisation du temps, libre comme travaillé, et la juste appréciation des ressources de la planète, comme de ses si fragiles équilibres. Il en résultera une société *légitimement* hiérarchisée car désormais constamment ouverte à tous ses citoyens, une démocratie socio-économique physiquement fondée sur la Justice et la Paix que représenteront d'une part la Garantie Citoyenne du Revenu Universel, et d'autre part le juste partage des Biens Communs Indivisibles, en s'appuyant sur une répartition plus objective que jamais des contributions que ces *deux* fonctions sociétales vitales nécessitent.

10 - Quid des Biens Communs Indivisibles ?

De même que, s'agissant des individus devenus citoyens, ou des nombreuses entreprises les regroupant librement au gré de l'Histoire, le fameux volume A' qui jouxte la médiane, ainsi que son symétrique B', doivent rester des espaces « ouverts » en totale osmose bi-volumétrique, afin de respecter le dynamisme -désormais tempéré ou *tempérisé*- de la liberté *privée* concernant exclusivement les nouveaux revenus, comme les nouvelles créations de richesse propres à chaque première période bicyclique, la « navigation sociétale » responsable d'une République devenue démocratique (et donc délodiste) implique la liberté collective, ou *publique*, de gérer le demi-volume restant des ressources concernant les Biens Communs Indivisibles, autrement dit d'ajuster au mieux la proportion d'impôts des 16,66 % restant pour compléter en souplesse la péréquation libertégalitaire, non plus répartitive mais *intervolumétrique*, et conserver une marge de manœuvre à la fois minimale et suffisante du gouvernail sociétal, la limite de cet espace symétrique précis permettant justement d'éviter de s'éloigner du cap de croisière idéal aux dépens de l'équilibre général. On sait que la péréquation biéconomique équilibrera

indifféremment et automatiquement tous les revenus *objectifs* ainsi que la part *libertégalitaire* minimale des ressources publiques couvrant en fait seulement la moitié des B.C.I. ou Biens Communs Indivisibles, soit l'équivalent du volume A, du moins en vision sociétale, et a fortiori une fois les abus prétempérants dûment gommés par les premières phases bi-cycliques de ladite péréquation. Le reste du chemin fiscal à parcourir, que représente le volume A' sur les deux derniers schémas, n'est donc rien d'autre que la proportion *objective* d'impôt véritablement *citoyen* ou « post-péréquation vitale », devant être démocratiquement dispatchée entre les diverses catégories sociales révélées par l'analyse tempérante au travers de ses étagements pyramidaux. Pour rappel, et sauf à obtenir un contexte *intégralement tempérisé* pouvant assurer à très long terme, spontanément (et donc avant même une péréquation dès lors « blanche » ou de contrôle) un revenu de temps complet du niveau précis du palier médian-moyen, il est logique que la moitié des impôts soient de nature redistributive, en équivalence avec la moitié du total des B.C.I. ou Biens Communs Indivisibles (mais alors seulement sur le quart du P.I.B. ou la moitié du parallélépipède !) et cela, en tant qu'expression de la double nature déjà observée au sein même du volume sociétal inférieur, et plus encore, garantie d'*équi*-répartition vitale de l'ensemble des revenus ou nouvelles richesses annuelles. C'est en effet la même *bi*-naturalité qui répartit pour moitié la péréquation sociétale entre un Revenu Universel de nature ou usage individuel et des infrastructures communes et autres services d'intérêt collectif nécessairement mutualisés.

S'il revient bel et bien à l'État tempérant de gérer l'ensemble des dépenses publiques indivisibles des volumes A *et* A', en priorisant leurs contenus de façon enfin démocratique, c'est-à-dire en accord permanent avec le parallélépipède universel des citoyens moteurs *et* boosters, le degré de liberté de répartition de la *charge* des B.C.I. ne concerne que la moitié du demi-volume parallélépipédique, soit seulement l'espace A', en particulier une fois la phase « transitoire » terminée et les proportions pyramidales stabilisées dans leur dynamique historique. Ainsi, dans le respect de l'équilibre libertégalitaire qui doit faire primer la péréquation biéconomique sur la répartition du reste des impôts finançant les Biens

Communs Indivisibles, la liberté publique de chaque majorité citoyenne pourra s'exprimer par des choix plus éclairés que jamais via le modèle de la courbe de péréquation, complété par l'architecture *optimale* de la Pyramide Tempérante en tant que principal instrument de bord sociétal. Dans la mesure où, suite à la péréquation prioritaire -car annuellement vitale-, toute la population adulte sera effectivement devenue *citoyenne*, au sens égalitaire minimal et suffisant du terme, il paraîtra sans doute logique de faire participer par principe l'ensemble des citoyens selon un prorata s'appuyant sur la réalité historique nette, c'est-à dire de seconde période bi-cyclique, impliquant, suivant le modèle objectif et transposé de la courbe graphique dictée par l'équilibre vital, une participation très symbolique des adultes économiquement fragiles ou dépendants, tandis qu'il s'avèrera équitable d'imposer modérément le reste de la population sub-médiane, puis plus lourdement les dominants objectifs du moment, a fortiori ceux situés au-delà de la moyenne supérieure ou strictement pyramidale, afin de rester au plus près de l'équilibrage qui doit corriger la proportion d'inégalité historique abusive de chaque première période bi-cyclique (de 3/4 - 1/4 ou 75 % - 25 %). Autrement dit, cette seconde et donc dernière imposition, universelle et spécifiquement concernée par le volume A' des Biens Communs Indivisibles, pourra fort utilement s'inspirer de la Courbe de Péréquation, tout en la *transposant* au mieux pour faire participer l'ensemble des citoyens, sauf s'il paraît préférable, et sans doute plus logique, d'exonérer de tout impôt complémentaire les 1.500 euros de la Garantie Citoyenne universelle et vitale, auquel cas la courbe de péréquation pourra s'appliquer telle quelle sur les revenus post-péréquationnels. Il s'agit-là d'une liberté collective d'interprétation éthique nécessaire, pouvant s'ajuster en fonction des circonstances et de l'évolution des mentalités, lesquelles ne manqueront pas d'être enfin apaisées par les nouvelles conditions de vie commune caractérisant la Tempérance.

On notera au passage que ce demi-volume des B.C.I., ou Biens Communs Indivisibles, ne saurait désormais concerner que les citoyens adultes en tant que personnes physiques, et non plus les structures sub-sociétales les regroupant en quelque personne morale que ce soit, dans

la mesure où les entreprises de toute taille (y compris individuelle) ne participent qu'à la péréquation socio-économique correspondant à leur nature intrinsèquement « libertaire » sur le seul axe primaire ou physico-matériel, en l'absence de toute existence culturo-politique propre à ces libres constructions historiques « utilitaires ». N'ayant pas la nature de citoyen au sens complet impliquant le moindre droit objectif à l'égalité vitale minimale, lesdites personnes morales se trouvent très logiquement exemptées de toute participation à la moitié « socio-complémentaire » des impôts finançant les Biens Communs Indivisibles, corroborant ainsi la pertinence du principe tempérant de parité binaire. En quelque sorte, leur participation ne se borne qu'aux besoins -principalement- matériels et infrastructurels de l'axe pyramidal socio-économique, alors que les citoyens doivent satisfaire autant de besoins supplémentaires concernant leur dimension culturo-politique spécifique.

Dans l'exemple illustratif et chiffré du cas particulier français, et s'agissant toujours des B.C.I., la somme que représente le volume A' en question s'élève à 375.000 € pour 1.000 citoyens adultes, soit en fait une *moyenne* de 375 € par personne ou contribuable, ce qui représente ici (et théoriquement) 12,5 % du revenu médian, et laisse donc une marge de graduation permettant d'alléger la charge des adultes les plus modestes, quitte à devoir s'approcher un peu plus des 50% d'I.T.P pour les super-citoyens-boosters de la pointe pyramidale, chez lesquels, de toute façon, le Revenu Universel ne représente quasiment plus rien en proportion de leur richesse. C'est là une question d'arbitrage négociable au gré des Tempérants de l'avenir, et dont les enjeux seront grandement simplifiés et dédramatisés par les effets immédiats et différés de la seule réforme systémique utile que constitue la péréquation biéconomique, à plus forte raison dans la mesure où la permanence effective de la justice fiscale tempérante rendra chaque citoyen intégralement conscient de la double nature individuelle *et* sociétale de ses responsabilités. Car acquitter une contribution justifiée, déjà proportionnée par l'équilibre paritaire entre l'égalité et la liberté minimales du travail et des revenus, relèvera d'un devoir moral rendu réflexe par la disparition de tout hiatus existentiel entre l'individu et la société, au sein d'un système qui pourra enfin être

et *rester* transparent, et l'impôt correspondant aux ressources utiles aux Biens Publics « complémentaires » ne sera équitablement réparti qu'en suivant d'aussi près que possible le modèle « transposé » de la courbe universelle de péréquation biéconomique.

S'agissant, pour conclure ce propos, de la période « transitoire » -et aussi brève qu'il se peut- que requièrent de toute urgence les crises sociétales et planétaires d'aujourd'hui, au travers de leurs insupportables dégradations humaines et écologiques, et entre bien d'autres modalités déjà développées dans les chapitres précédents, les Citoyens Tempérants pourront éventuellement utiliser le biais fiscal d'une forme d'imposition exceptionnelle permettant de maintenir et surtout d'ajuster les dépenses publiques au curseur des effets, tant immédiats que différés, de la future Réforme Tempérante, mais on peut parier que la prochaine mobilisation générale pacifique qu'induira la construction commune de la société humaine la plus juste qui soit, sur la base technique, voire scientifique, la plus transparente que l'on puisse imaginer à ce jour, se concrétisera plus facilement qu'il n'y paraît, en partant cette fois-ci très logiquement du « rez-de-chaussée » citoyen universel et vital qui a fait si cruellement défaut jusqu'à présent, car toutes les ressources sociétales qui se verront libérées et orientées dans la meilleure direction possible, complétées par de consistantes économies sur les contreproductives dépenses palliatives d'aujourd'hui, compenseront largement les divers obstacles pratiques et autres besoins de financements complémentaires propres à la période transitoire urgemment indispensable, sachant par ailleurs que, dûment réparti par une volonté majoritaire éclairée pouvant désormais s'appuyer sur les exactes proportions de l'équilibre pyramidal et sur l'universalité de la valeur minutaire, « l'effort collectif » exceptionnel correspondant s'avèrera insignifiant face aux surcoûts, tant sociaux que financiers, et au bout du compte, écologiques, endurés jusqu'à présent -et de façon toujours plus inégalitaire !- par la faute de l'ultralibéralisme mondialisé. Enfin, même si, une fois établie la pulsation tempérante, la proportion globale d'impôt *péréquationné*, puis librement complété par ajustement majoritaire, n'équilibre pas parfaitement les deux volumes sociétaux de la pyramide-ennéaèdre à 50%, comme le requiert l'incomplétude d'une

marge de manœuvre minimale associant la souplesse de toute mobilité à l'équilibre mutuel, mais aussi *fluctuant*, des corps impliqués, (à l'image des volumes ouverts adjacents au palier médian), force est de constater qu'à l'opposé des ères prétempérantes, ce sont précisément la Justice et la Paix qui feront *toute* la différence !

La tempérisation des sociétés humaines consiste donc à répartir les énergies socio-économiques, mais aussi culturelles et politiques, le plus rationnellement possible, face aux complications et enfumages qui résultent de l'empirisme historique prétempérant, et l'on sait désormais combien le dernier schéma pyramidal est transposable sur l'axe culturo-politique, en totale cohérence avec les principes délodistes. Au final, il apparaît que le cœur pyramidal de la Justice et de la Paix correspond au parallélépipède du Domaine Public, en tant que capitalisation commune, cristallisation ou mutualisation des progrès de l'Histoire, en équilibre dynamique avec les libertés individuelles de chaque filament citoyen, du socle parallélépipédique jusqu'au faîte pyramidal, tandis que le contact enfin intégral entre les deux volumes sociétaux révèle l'indispensable incomplétude que suppose tout équilibrage ouvert et vivant, à l'instar du déséquilibre minimal et suffisant indispensable à la bonne marche d'un promeneur, comme à l'incessante mobilité de l'Histoire. En respectant, via la formule de péréquation, la parité optimale entre liberté et égalité, le transfert vertical et descendant des *sur*-valeurs socio-économiques de chaque première période bi-cyclique n'est d'abord qu'à moitié réalisé, puis se trouve ensuite complété par la juste proportion de participation universelle aux Biens Communs Indivisibles qu'impose de son côté l'équilibre inter-volumétrique, mais seulement une fois la péréquation libertégalitaire dûment effectuée et l'existence citoyenne minimale ou vitale de chacun ainsi garantie. Par la solution d'équité tempérante que définissent les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne établissant la proportion objective *et fixe* du Revenu Universel grâce à la formule de péréquation correspondante, le formidable bouillonnement historique de nos comportements socio-économiques se verra enfin culturellement et politiquement tempéré de 50% du *tiers en trop* pyramidal *stricto-sensu* (ou du *quart en trop* ennéaédrique) si caractéristique de toute statistique

moyennée-médianisée, se trouvant ainsi annuellement libéré de ses seuls débordements primo-périodiques les plus nocifs (ceux-là mêmes qui ont pour illégitime conséquence l'interdiction de l'égalité minimale *vitale* et l'apparition simultanée d'un fossé sociétal, d'abord sub-médian, puis élargi jusqu'à la partie inférieure du volume pyramidal). Cet ajustement, aussi objectivement fondé que possible, car corrigeant universellement les tares historiques inhérentes à chaque société, constitue la condition de la Justice et de la Paix sociales, y compris à travers le second temps de la participation complémentaire de tous les néo-citoyens à la moitié restante, et donc proprement collective, des ressources indispensables au co-financement des Biens Communs Indivisibles. Cela montre que seul l'établissement *préalable* et annuellement réitéré de la Justice objective du travail et de ses revenus, grâce à la solution biéconomique, fondera les proportion et graduation optimales de l'impôt citoyen restant, tout en supprimant, en même temps que les violences vitales, les innombrables gaspillages sociétaux actuels, ainsi que leur cohorte de conséquences écologiques internes et externes. De ce point de vue-là, la Tempérance ne consiste qu'à *réduire* le feu de l'Histoire sous la « casserole » dans laquelle doit se concocter la juste recette sociétale, afin d'éviter qu'un débordement n'éteigne une flamme qu'il est de fait chaque fois plus dur et douloureux de rallumer, quand il ne s'agit pas carrément de l'incendie de son fragile contenu, lequel finit par être périodiquement carbonisé à force de surchauffe.

Le principe d'équité *semi*-égalitaire du délodisme biéconomique ne fige donc par l'Histoire humaine, ni son infinie liberté créative, dans quelque cadre artificiel sclérosant, à la façon d'un socialisme ou d'un communisme centralisé et dictatorial, ni ne laisse s'emballer sans limite *objective* et *proportionnée* un capitalisme *ultra*libéral contredisant la liberté au point de s'extrémiser en éco-dictature, car l'originalité sans précédent des deux solutions tempérantes axiales que sont la partition-répartition biéconomique et le délodisme politique est précisément de couper la poire en deux, selon la philosophie de la binarité-parité et de l'équilibre de complémentarité qui imprègne ces *Réflexions* depuis leurs premières pages. L'équilibrage nécessaire et suffisant des deux volumes

formant l'ennéaèdre sociétal, ou leur équivalence d'ajustement optimal entre la moyenne et la médiane au plus près du palier médian, semble se réaliser pour moitié via les revenus élémentaires *péréquationnés*, et pour moitié sous forme d'impôt citoyen d'utilité indivisible, chacune de ces moitiés exprimant respectivement l'individualisable ou le privé d'une part, et le « socio-collectif » ou le « commun » d'autre part, tout cela en illustration et respect absolu de la double nature verticale caractérisant le socle citoyen parallélépipédique de part et d'autre de sa subdivision en pointillé.

Plus précisément, il apparaît ici qu'au sens objectif, *exhaustif* et universel qui sied à notre thèse, l'impôt-contribution qui va de pair avec la moindre société humaine équilibrée revêt -sans grande surprise- une double nature dictée par les deux axes existentiels de n'importe quel organisme *composite*, dual ou pluriel, en raison même des contraintes naturelles de la pesanteur économique et de sa loi des 3/4 -1/4 ou 75-25%. L'impôt a d'abord une fonction répartitive vitale de nature primo-axiale ou socio-économique dont les conditions d'équilibrage physico-matériel se trouvent désormais scientifiquement établies par la courbe de péréquation biéconomique, en termes de proportions fixes toujours individualisables et calculables sous forme de valeur historique et donc financière, avec pour effet bi-cyclique l'établissement d'un juste rapport hiérarchique de 1 à 2 (au lieu de 1 à 3) entre les *moyennes* historiques des volumes inférieur et supérieur, cet équilibrage assurant par ailleurs la moitié pour ainsi dire *physique* des ressources nécessaires aux Biens Communs Indivisibles. L'égalité semi-partagée qui en résulte assure dès lors l'inclusion, la citoyenneté et la sécurité de chaque adulte en tant que membre à part entière d'une démocratie socio-économique équilibérale universellement ouverte à la liberté individuelle maximale sur *toutes* les échelles démographiques et géographiques de la société concernée, en particulier grâce à la libération universelle et optionnelle de la moitié du temps d'activité de chacun. Même en situation de tempérance *accomplie* à plus long terme par adaptation des mentalités et autres revenus primo-périodiques ne nécessitant plus de péréquation vitale, la première partie des B.C.I. ainsi couverte correspondra toujours aux contraintes socio-

économiques *matérielles*, impliquant surtout des infrastructures et biens concrets plutôt que des services, du moins du point de vue du citoyen-usager. La seconde nature de tout impôt-contribution, au sens désormais positivement *culturo-politique* du terme, concerne quant à elle (et donc sur l'axe orthogonal) le complément paritaire des ressources nécessaires aux Biens Communs Indivisibles, en mutualisant, sous la forme d'une liberté collective assainie et apaisée par la science primo-axiale, toutes les évolutions psycho-temporelles majoritairement considérées comme indispensables aux citoyens, et plus spécifiquement les *services* publics d'intérêt « culturel » (*largo sensu*) et surtout régalien (éducation, police, santé, justice, patrimoine, institutions, etc.) à travers les administrations et personnels correspondants.

Cela étant ainsi précisé, il reste une marge constante de liberté publique d'ajustement final tempéré et limité s'agissant du financement complémentaire des Biens Communs Indivisibles, en particulier une fois que les effets immédiats et différés de la péréquation biéconomique se réitéreront d'une période bi-cyclique à la suivante par la seule force de l'émancipation parallélépipédique -et même pyramidale inférieure- que la Garantie Citoyenne du Revenu Universel aura entraînée.

11 - Tempérance Minimale et Tempérance Maximale.

Selon le choix démocratique touchant à la répartition de l'impôt citoyen proprement dit ou de nature « post-péréquationnelle », on pourra parler de deux niveaux possibles de tempérance, le premier *minimal*, et dès lors relatif, bien qu'en réalité déjà amplement suffisant pour la cause pacifique de la Justice objective, via la démocratie socio-économique libertégalitaire ainsi garantie, et le second en conséquence *maximal*, ou absolu, car impliquant en plus l'équilibrage des deux volumes sociétaux sur le palier médian. Si, après péréquation annuelle, *tous* les citoyens en âge d'être actif se trouvent effectivement sollicités pour participer au financement *complémentaire* des B.C.I., à l'instar de ce qui vient d'être envisagé plus haut, et donc sur la base d'une graduation d'imposition

incluant également le Revenu Universel (indifféremment dépendant ou autonome), ou même si les citoyens submédians se trouvent sollicités seulement au-delà de la Garantie Citoyenne, on se trouvera en situation de *tempérance minimale* (dans le sens d'indispensable ou vitale pour les garanties de Justice et de Paix), mais relative puisque l'équilibre inter-volumétrique général ne sera pas complet, laissant un léger avantage aux boosters pyramidaux, relativisé toutefois par leur participation très largement prédominante à l'impôt citoyen, laquelle découlera du modèle transposé de la Courbe de Péréquation.

Cette première solution tempérante garantira non seulement le Revenu Universel d'égalité vitale avec la juste répartition minimale de travail ou d'activité d'utilité commune à mi-temps que cela suppose en termes de dignité, de sécurité et d'émancipation citoyennes, mais aussi l'ajustement garanti de la valeur-travail historique, et donc des revenus, en proportion de l'évolution sociétale en toute circonstance, l'assurance d'un dosage individualisé entre le temps et l'argent, ainsi que la liberté effective d'accès à l'équilibre médian pour tous les adultes désireux de s'approcher de ce palier ou de le dépasser, sans plus être bloqué par le moindre fossé de discontinuité, grâce au « marchepied » démocratisé du volume A, qui s'avère si crucial à cet effet. La tempérance minimale, en faisant disparaître la misère, la pauvreté et la précarité, tout comme l'injustice cumulative et la sur-domination de chaque première période bi-cyclique, sera en fait dans l'intérêt le plus direct des trois quarts de la population, sinon plus, puisqu'en situation prétempérante, les injustices en matière de valorisation du travail et des salaires touchent également les citoyens pyramidaux dont les revenus sont inférieurs à la moyenne de ce volume, voire encore au-delà, sans oublier la vie sur-stressante qui mène tout droit nombre de ces derniers jusqu'au *burn out*. Cela signifie que l'adoption de cette solution de tempérance minimale, via la réforme biéconomique, profitera directement à 75 % de la population adulte *au bas mot*, tant en termes de revenu effectif que de diminution relative des prélèvements obligatoires ou de libération du choix entre le temps et l'argent, ce qui permet d'augurer l'adhésion d'une très large majorité de citoyens en faveur de cette (r)évolution historique, socio-économique et

politique, aussitôt que la conscientisation culturelle correspondante aura éveillé la majorité des esprits en faisant partager une nouvelle mentalité collective enfin juste et pacifique, en réponse aux frustrations actuelles de la quasi-totalité des humains et en écho aux idéaux universels enfouis au plus profond de l'être, si souvent extériorisés en vains défoulements à force de se voir contredits par *le* hiatus existentiel désormais élucidé. Grâce à la Justice déduite de l'objectivation des rapports sociaux vitaux, même les *sur*-dominants minoritaires d'aujourd'hui bénéficieront d'une proportion en tout point équivalente de mieux-être, non plus sous forme de richesse matérielle et financière *abusive*, car synonyme de violence authentique plus ou moins consciente, directe, ou anonyme, mais sous forme de dignité morale de par la fierté méritée découlant d'un parcours individuel devenu pacifiquement exceptionnel « en son genre », faisant légitimement de ces super-boosters socio-économiques ou culturels les vrais influenceurs positifs de l'Histoire, via l'approbation majoritaire de citoyens *égalitairement* libres de tracer leur propre chemin.

La solution tempérante *maximale* ou absolue, quant à elle, moins probable historiquement, du moins de façon sociétalement endogène, ne peut ajouter à la situation précédente que l'équilibrage total, en seconde période bi-cyclique, entre les deux volumes sociétaux superposés, ce qui supposerait, pour financer cette *seconde* moitié des dépenses publiques relatives aux Biens Communs Indivisibles, de ne solliciter que les seuls boosters, dès lors seulement à partir du palier médian. Ce serait la seule solution pour finaliser l'équilibrage inter-volumétrique le plus complet possible, en induisant pour conséquence un « tassement maximal » des revenus nets sur le palier médian, ainsi qu'autour de celui-ci, à tel point qu'au travers de l'exemple du modèle déjà chiffré, le revenu pyramidal *moyen* de 4.500 € se retrouverait au plus proche de ce repère central, à savoir 3.000 €, tandis que, vu sous l'angle « socio-éthique », seule la moitié pyramidale des citoyens assumerait le financement de ces B.C.I. Même en graduant la répartition entre les citoyens pyramidaux, cela induirait forcément, pour ces derniers, la suppression du montant total du revenu universel (ou de son prorata pour les revenus pyramidaux de moins de 4.500 €), ce qui contredirait inéluctablement l'universalité du

mode de calcul péréquationnel et n'en ferait bénéficier dès lors que la moitié des citoyens, exclusivement parallélépipédiques. Enfin, même s'il peut être techniquement possible d'appliquer cette solution, force est de constater que cela supposerait une majorité démocratique des plus improbable, voire *de facto* impossible à trouver, puisque devant inclure l'accord de citoyens pyramidaux contre leur propre intérêt « objectif », et l'on peut en conclure ici que seules des circonstances exogènes, de nature par exemple écologique, pourraient imposer « majoritairement » une telle option fiscale, à la façon d'un réglage au strict minimum du thermostat d'ambiance, ou du feu le plus doux qu'il est possible sous la « casserole » illustrative de la précédente section.

Ces dernières considérations montrent à quel point la tempérance *minimale* pourra amplement suffire à équilibrer dynamiquement tous les rouages du moteur-booster sociétal, tout en ménageant la juste marge de manœuvre ou de liberté publique d'ajustement déjà mentionnée, ce qui n'est pas sans corroborer la loi selon laquelle toute solution terrestre, si idéale soit-elle dans l'*absolu* de ses principes, ne peut qu'être approchée tendanciellement au travers de l'expérience historique, tant il est avéré que la perfection n'est décidément pas de ce monde. Pour autant, c'est précisément l'application *minimale* de la Tempérance qui s'offre à tous les humains comme solution *accessible*, réaliste et urgemment vitale en tant qu'institutionnalisation pérenne de la Justice, de la Paix et de l'éco-démocratie, sans lesquelles aucune modération écologique, ni sérénité humaine, ne saurait être garantie. Les solutions universelles du présent chapitre transmettent comme sur un plateau les modalités pratiques les plus essentielles pour enfin franchir le cap définitif de l'humanisation tempérante, en conscience aussi objective qu'il est possible des enjeux correspondants, et surtout en douceur démocratique et *technique*, tandis que le cas illustratif français, certes très synthétique à titre d'exemple chiffré, peut résumer à lui seul l'intérêt sans précédent des innovations proposées. Car ce vieux pays, ou cette nation universellement associée aux « Droits de l'Homme et du Citoyen », pourtant caractérisée par une proportion de prélèvement obligatoires de 47,50 % en 2020 au dire de l'agence Eurostat, sans pour autant que cela corresponde aux Domaines

Public et Privé dans l'acception tempérante de ces deux termes, illustre parfaitement les contradictions mono-systémiques induites par l'absence de péréquation biéconomique et de démocratie *citoyenne*, ou délodisme, via une désintégration sociétale irrécupérable sans changement radical de règle du jeu, ainsi que le cercle vicieux, voire pire encore, la spirale descendante, de toutes les formes imaginables de vains gaspillages, sur fond d'injustice et de violence croissantes, résultats aussi effarants que directs de la *sur*-domination socio-économique, culturelle et politique de l'*ultra*libéralisme et de *son* mode de mondialisation si déplorable depuis plus de cinquante ans. Mais sans doute fallait-il en arriver là, à ce stade ultime de l'aberration, pour susciter, entre autres via la crise des Gilets Jaunes, la coïncidence entre la conscientisation récente de l'Humanité et les solutions tempérantes ici proposées, et qui oserait dire que la Justice et la Paix sociales, prématurément proclamées par la devise nationale de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, pourraient patienter plus longtemps sans être garanties dans les *faits*, pour ne plus faire mentir le droit et ses beaux et bons principes ?

Pré-Conclusion

La mystérieuse pesanteur socio-économique, et conséquemment culturo-politique, cause majeure du hiatus sociétal, des contradictions et autres aberrations comportementales qui ont jusqu'à ce jour empoisonné l'Histoire des humains, se trouve enfin élucidée et dépassée par la raison tempérante, via la démonstration désormais irréfutable de sa Loi et de la seule façon d'en humaniser les conséquences dans l'intérêt vital de toute population d'individus interdépendants, sachant que c'est précisément à travers cette pesanteur fondamentale et *équi-réciproque* que la société corrompt les individus en exacerbant leurs pires instincts et que ceux-ci construisent trop bancalement leur communauté, aux dépens d'un triple besoin de sécurité, de justice et de paix aussi essentiel à l'ensemble qu'à chacun de ses éléments. Certes une société ne peut exister que grâce aux individus qui la composent, mais chacun de ceux-ci ne saurait « faire le poids » face à la prédominance du contexte sociétal, hors l'équilibrage optimal de la péréquation biéconomique et de son délodisme politique, et le tour de force des découvertes et innovations tempérantes consistera à transformer le mariage forcé des deux échelles vitales à tout individu grégaire en une union définitivement amoureuse, suivant en cela le seul procédé de tout perfectionnement naturel dicté par le sens d'une certaine Flèche, puisque la Vie ne *progresse* que par la domination du *Bien* sur le *Mal*, de l'associatif sur le concurrentiel, de l'union sur la division, ou du complémentaire sur l'incompatible.

La constatation conclusive qui s'impose pour définir et maîtriser la pesanteur en question peut se résumer en quelques mots, à savoir que du point de vue vital des relations socio-économiques, toute population consistante d'individus interdépendants, constamment descriptible par le biais de la médiane des citoyens adultes concernés, ainsi qu'observable par moyennisation des deux sous-volumes subséquents, a naturellement tendance à répartir ses richesses et revenus en tout genre dans un rapport de 1 à 3 entre ses moitiés inférieure et supérieure, ce qui est contraire à l'équilibre durable, tant socio-économique qu'écologique, de l'ensemble sociétal et de ses éléments, à hauteur de 50% de la disproportion induite vis-à-vis du rapport d'équilibre absolu de 1 à 2, s'agissant des revenus et activités devant être individualisés a minima. Le dépassement humain et culturel de cette loi implique le transfert redistributif moyen de 16,66% des revenus de la population des adultes supra-médians en tant que dette vitale péréquationnelle envers leurs concitoyens sub-médians, ainsi que la constitution délodiste correspondante sur l'axe culturo-politique de la pyramide sociétale, par-là même devenue ennéaédrique. Et c'est la mise en place de cette dernière, en tant qu'équation géométrique, qui a permis de révéler et de mesurer la pesanteur en cause de façon aussi probante, la violence primaire et illégitime de toute forme de *sur*-domination s'en trouvant désormais objectivement repérable et effaçable.

En tant qu'unique solution, aux effets quadrifaciaux équilibrants et définitifs tout-à-fait compatibles avec la dynamique de l'Histoire, la prochaine et incontournable Tempérance, ou *tempérisation* volontaire et majoritaire des sociétés humaines, attestera les progrès culturels d'une compréhension supérieure des enjeux individuels et collectifs *objectifs*, de l'universalité des lois sociales par-delà les variantes culturelles que justifient pleinement certaines contraintes terrestres, via l'émancipation enfin raisonnée des individus et des *peuples*, de leur conscience comme de leur mentalité, face à toute forme de *sur*-domination discriminante, d'injustice, de violence ou de division à l'encontre d'une seule et même espèce humaine. La Tempérance s'offre désormais comme un régulateur optimal, un modérateur de croissance, de progrès et de développement dont le principe technique permet de réduire à la bonne température la

surchauffe chronique de l'Histoire en en conservant la seule proportion positivement dynamique, et il suffira au lecteur de repenser à toutes les réflexions et observations des livres et chapitres précédents pour saisir à quel point la justice sociale quadrifaciale, ainsi que l'équilibre sociétal pyramidal, établis par tous les raisonnements qui précèdent, forment la condition *sine qua non* de la tempérance *écologique*. Tous les mono-systèmes prétempérants, biaisés selon le cas par quelque surdomination socio-économique déguisée en pseudo-démocratie, une brutale dictature politique assise sur la violence physique la plus primaire, voire encore une théocratie s'auto-justifiant par embrigadement culturel, naissent en dépassant la limite libertégalitaire, puis ne subsistent qu'en augmentant sans cesse leur volume historique aux dépens de l'Humanité et de la vie terrestre sous toutes les formes biologiques ou organiques de celle-ci, ce qui revient à dire que sans la Justice désormais techniquement établie par les solutions tempérantes, aucun apaisement humain *ni écologique* ne sera systémiquement garanti. Cela n'est qu'une évidence de pur bon sens, car comment serait-il possible d'imaginer le moindre équilibrage écologique général et pérenne sans que l'espèce dominante de la planète ne s'autorégule *d'abord* dans les proportions optimales, en *se* respectant *d'abord* en tant qu'écosystème interne, via la Justice et la Paix ?

En effet, tout ce qui s'avère anti-écologique ou préjudiciable à la Nature, à ses équilibres existentiels comme à sa dynamique d'évolution, correspond aux erreurs *culturelles* dérivant de l'ignorance (ou du non-respect) des lois spatio-temporelles et physico-spirituelles qui régissent le sens unique du perfectionnement vital de l'écosystème universel dont nous faisons partie, ainsi qu'aux violences et injustices observables sur le plan social, à l'illégitimité objective des actes et des statuts afférents, et à l'immoralité des finalités correspondantes, du point de vue spirituel ou philosophique. La recherche que conclut ce chapitre technique révèle finalement que le remplacement de la violence par la Paix dépend de la *réduction-répartition* de la moitié du déséquilibre « naturel » du fameux tiers-en-trop supra-médian, laquelle, associée aux droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, équilibrera bi-cycliquement les revenus moyens des deux volumes ou géométries superposées, en garantissant une jonction

concurrentielle osmotique, puisque constamment ouverte à l'ensemble des citoyens adultes de part et d'autre du palier médian ennéaédrique. La dynamique historique impliquée par la pesanteur socio-économique entretient un déséquilibre périodique de 25% ou d'*un quart* de *chaque* côté de l'axe optimal de verticalité (et du palier horizontal) définissant l'épanouissement ou le perfectionnement maximal de l'individu et de la société, ce qui impose la violence permanente du zigzag exagéré d'un d'un très mauvais skieur, selon le mouvement pendulaire si typique des extrémismes sociétaux induits par la confuse architecture des pseudo-pyramides prétempérantes. Il suffira de tempérer cette disproportion de *moitié*, à hauteur de 12,5% d'espace ou de volume de part et d'autre des divers axes et paliers d'équilibre, pour skier aussi confortablement que possible, en douceur et sans limite d'endurance, ce qui correspond aux 16,66% de péréquation pyramido-parallélépipédique moyenne, le reste s'ajustant mécaniquement sous la forme d'heureuses conséquences aussi *assainissantes* qu'inéluctables, tant publiques s'agissant de l'équilibrage du financement complémentaire des Biens Communs Indivisibles, que privées à travers l'évolution subséquente des mœurs socio-économiques en l'espace de seulement cinq périodes bi-cycliques.

Il ne s'agit donc là que de réduire de moitié les excès naturels de la dynamique sociétale pour se libérer ensemble -et définitivement- de la seule proportion nocive, car abusive, de nos comportements innés, et devenir écologiquement sain via l'heureux équilibre de la Justice et de la Paix. Ce huitième d'amplitude historique, ces petits 12,5% de volume sub ou supra médian que constituent les 16,66% de transfert redistributif moyen, sont la clé d'accès au bonheur d'une randonnée contemplative rendue endurante par l'optimisation de son effort minimal, en contraste avec la violence physique de quelque course à pied effrénée ou autre sprint éphémère. Dans le premier cas, le rythme s'ajuste à la respiration naturelle d'*auto*récupération, en alternant les membres gauches et droits, non sans laisser s'incliner l'axe de verticalité selon un juste et mesuré déséquilibre pouvant approcher sans fatigue indue les 12,5%, soit 22,5° sur terrain plat entre le talon du pied arrière et le front du randonneur, tandis que le sprinteur du second cas, en suivant pourtant la même Loi,

mais de façon intempérante, doit se projeter en avant jusqu'à la limite des 45°, au risque de chuter, et sur un rythme intenable sans nuire à sa santé. Il apparaît dès lors que la Tempérance définit la philosophie de l'*écologisme* optimal à travers le bi-minimalisme, comme le délodisme en établit la dimension constitutionnelle et politique, et le biéconomisme les conditions sociales et matérielles incontournables.

La thèse des Tempérants est en réalité doublement attirante pour l'écologiste *sincère* qui sommeille en chacun de nous, en apaisant des rapports sociaux enfin libérés de leur concurrence économique vitale sur l'axe nord-sud de la pyramide commune, avec pour résultat la libération du temps et des liens humains dans la proportion maximale du social par rapport à l'individuel et la promotion d'un minimalisme matériel *choisi* propre à éviter tout gaspillage, mais aussi en assurant, via les principes délodistes, la transparence de l'expression la plus largement majoritaire -et de la créativité minoritaire- sur l'axe culturo-politique du débat, ainsi que le bon sens commun qui en découlera en matière décisionnelle, ce qui interdira tous les *abus* privés, lobbyistes et minoritaires si néfastes à la Nature comme à l'Humanité d'une même biosphère universelle.

D'un point de vue architectural, la violence et l'injustice, c'est se prendre pour une pyramide équilatérale, voire plus haute encore, ce qui est le cas des prétendus dieux sur Terre que sont les *sur*-dominants de chaque face monumentale, en ignorant jusqu'à l'existence de la moindre base citoyenne universelle, via la lutte -ou guerre- vitale du *tout* ou *rien*, tandis que la *juste* Paix, en abaissant le sommet politique du seul étage illégitime hérité des monarchies de droit divin, en correspondance avec la *tempérisation* des personnes physiques et morales sur leur axe socio-économique suite à l'aboutissement de ces copieuses *Réflexions*, créera et pérennisera l'équilibre sociétal grâce au socle d'un parallélépipède dûment verticalisé sur -seulement- le quart de la hauteur ennéaédrique, en équi-proportion écologique envers l'espace naturel, ce que traduisent de façon universellement pertinente les divers étages du monument qui vient de révéler ses principaux secrets. Car l'*ennéaèdre* tempérant est la seule architecture terrestre *éco*-logiquement réaliste et donc durablement

viable, et la moindre prétention d'étirement supérieur non péréquationné ne peut qu'en déchirer le tissu social, via le primo-séparatisme des *sur*-dominants.

Tous les déséquilibres sociétaux déjà observés, historiquement visibles sur les *quatre* faces des systèmes prétempérants, résultent de la non-compensation rationnelle et universalisée (ou de la compensation fiscale et redistributive insuffisante) de la loi des 3/4-1/4 ou 75%-25% dans la proportion naturellement abusive de cette dernière, s'agissant en particulier de la répartition vitale du travail et des revenus et richesses qui en découlent, ce que traduisent les gaspillages de ressources, de vies et d'énergies de toute sorte, entre autres via la fuite en avant des dettes publiques et privées sous l'effet cumulatif, multiplicateur et accélérateur du temps ainsi que des espaces concernés, tandis qu'orthogonalement, sur l'axe secondaire et culturo-politique, le pourrissement des relations citoyennes se nourrit de violences verbales ou physiques croissantes, de vains débats réactifs, d'alourdissements procéduraux et administratifs et de colmatages techniques impossibles dont le point commun est de ne s'attacher qu'aux conséquences *ultimes* de la pesanteur enfin élucidée, sans jamais en tempérer l'effet *primordial* en en respectant le principe. D'où la nécessité démocratique, et donc délodiste, de constitutionnaliser la partition-répartition biéconomique en tant que péréquation sociale et universelle fondant la citoyenneté vitale, la Justice objective, et assurant la gestion la plus économe de *toutes* les énergies impliquées, condition d'un vécu dûment ressenti de Paix et de Fraternité.

On dit souvent que la société n'est qu'une fiction collective, un discours partagé ou autre récit commun, *de facto* indispensable au côté grégaire de notre double nature, à travers les progrès historiques encore si relatifs dictés par la loi de l'équilibre bisphérique tendanciel, laquelle s'oppose précisément à la pesanteur socio-économique régissant le côté individuel des éléments et sous-ensembles concernés (via l'implacable loi des 3/4-1/4 ou 75%-25%). Or, de ce duel physico-organique découle historiquement l'aspect hélas encore *fictif* des constructions sociétales résultantes, c'est-à-dire la proportion d'incomplétude ou d'imperfection

vitale de ces périodiques proclamations de bonnes intentions aux espoirs si promptement déçus, suscitant et aggravant le délétère hiatus, écart ou mensonge tant de fois observé, et c'est en comblant ce fossé existentiel que les deux solutions tempérantes redresseront très bientôt le cours de l'Histoire et libèreront l'Humanité de ses propres limites *naturelles* pour lui faire savourer le bien-être de la Paix. Cela ne saurait se fonder que sur la Justice objective, ou justesse écologique *largo sensu*, que procure chaque avancée culturelle universelle -et aussi certaine que perfectible !- de la Raison.

Les communautés prétempérantes ne sont que des *demi*-sociétés improvisées sur la base d'individus qui se croient entiers, car censément indivisibles, alors que les livres II et IV de ces *Réflexions* ont bel et bien démontré le contraire puisque notre double nature fait de nous des *demi*-individus qui s'ignoraient jusqu'à présent, donc des êtres objectivement *inexistants* en tant que tels sur l'exacte *moitié continue* de leur parcours. D'où le mouvement symétrique de la tempérance et de ses innovations, dont l'intérêt est de donner naissance -simultanément- à la société *réelle* et *semi*-fusionnelle de l'égalité vitale, en assurant *à chacun* sa *réelle* part d'authentique liberté individuelle, pour donner corps et âme aux moitiés fictives ou factices de ces deux « natures organiques », ce que traduit la soudure de la Liberté et de l'Égalité en un seul concept de Libertégalité. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, et parce qu'individu et société ne sauraient exister l'un sans l'autre, à parité vitale de 50%, on peut oser dire que chacun d'entre nous n'est qu'un « *dividu* » auto-contradictoire, confusément tiraillé par sa binaturalité d'être grégaire, et ne parviendra à se compléter en *in*dividu qu'en devenant *citoyendividu*, en se « triant » distinctement selon la double essence de cette identité si fondamentale (laquelle est le profond dénominateur commun et supra-culturel de notre Humanité), faute de quoi le moindre *mélange* outrepasse aussitôt l'équi-proportion vitale libertégalitaire et ce faisant, n'affecte pas seulement le dépassement consécutif, mais la *nature* historique et le *volume* entier de chaque existence individuelle et sociale concernée, puisqu'à l'instar de l'Univers, nous sommes simultanément -et donc parallèlement- onde *et* particule. C'est bien pourquoi notre demi-grégarité, enfin assumée par la

mutualisation délodiste et biéconomique de l'égalité semi-partagée, sera l'accoucheuse de notre pleine et entière *indivi*dualité, en équi-proportion pacifiée. Car sans cette rationalisation déterminante pour la Justice et la Paix, être grégaire nous vaut l'*indivis* duel de notre indivi*dualité.*

Force est donc de constater, grâce aux révélations de ce chapitre, à quel point la main secrète, supposément magique et auto-régulatrice du marché libéral reflète l'ignorance de sa propre pesanteur économique et sociale par absence toute limite objective et vitale, qu'il s'agisse de libéralisme absolu ou de libéralisme d'état par privatisation politique de ce dernier, tandis que seul l'*équi*libéralisme tempérant permettra bientôt de doser et d'universaliser les justes partage et « ruissellement » d'une démocratie devenue quadrifaciale et bivolumétrique, en accord avec la double nature de chacun et de *tous*. Autant dire que les théoriciens de l'ultra-capitalisme devront évoluer et s'adapter à la nouvelle donne culturelle tempérante pour ne plus se limiter à la puérile transposition macro-sociétale de leur étroite rationalité micro-économique, dont les résultats se mesurent en termes de surendettement structurel chronique et de misère sociale sur l'axe socio-économique, et de pourrissement des rapports culturo-politiques jusqu'à l'ensauvagement généralisé sur la dimension orthogonale nos sociétés.

Ainsi la boucle démonstrative semble-t-elle bel et bien soudée, reliant la double nature humaine à son environnement terrestre, et à vrai dire universel, grâce aux apports réflexifs -et déductifs- cruciaux de ce chapitre 8 du Livre 4 des *Réflexions Tempérantes*, avec un quatre en clin d'œil aux faces pyramidales de chaque édification organique ou multi-organique, et un huit rappelant opportunément les cycles logiques du talochage quadrifacial qu'implique toute expérience historique, de l'*être* au *faire*, du *faire* au *savoir* et du *savoir* au *pouvoir* mieux *être*, sans que 16,66 % de pesanteur excessive, (équivalant au huitième, donc à 12,5%, de la hauteur ennéaédrique), joints à la confusion systémique du public et du privé, comme de l'individu et de la société, ne puissent plus jamais

attenter à l'intégrité vitale de chacun ni de *tous* s'agissant de ce qui est objectivement nécessaire et suffisant, grâce aux indispensables butoirs de sécurité tempérants du biéconomisme et du délodisme, seuls à même de pondérer enfin le balancement dynamique de l'Histoire à sa juste et légitime amplitude. C.Q.F.D. !

Septembre-Octobre-Novembre 2022

Réflexions Géométriques 9

Accueil et Greffe Historiques de la Tempérance

Après trois volumes d'observations rendues pertinentes grâce au schéma pyramidal devenu ennéaédrique, puis l'ascension de cet édifice représentatif de la réalité, dont le modèle tempérant résout les conditions d'équilibrage de la Justice et de la Paix, il ne reste plus qu'à redescendre du sommet qui vient d'être atteint pour envisager, à titre de conclusion, l'indispensable greffe historique du délodisme biéconomique, cap précis -et ô combien crucial- que les sociétés humaines devront bientôt doubler afin de concrétiser la réunification libertégalitaire de la binaturalité dont chaque individu social est paritairement constitué. Or, pour la première fois sans doute, ce retour à la réalité historique ne s'apparente plus au réveil brutal d'un rêveur idéaliste soudainement confronté à l'irréalisme de sa trompeuse utopie, car la pensée tempérante, en se construisant de bas en haut, de façon quadrifaciale et résolument universaliste, a permis de conserver intact le fil directeur reliant la base au sommet, le bon sens terrestre à une perspective complexe et aussi exhaustive que possible en

l'état des connaissances de son auteur, évitant de la sorte, face aux abus socio-économiques, culturels et politiques des sociétés prétempérantes, le miroir (aux alouettes) réactif, extrémiste, et dès lors symétriquement défectueux des antithèses et autres contre-théories « artificielles », façon communisme et socialisme purs et durs, fausses solutions en tout point aussi monopolistiques ou centralisées que le mondialisme financier de l'ultralibéralisme. D'où la pertinence, quasi-scientifique car universelle, des observations et démonstrations qui précèdent, dont l'éclairage face à toute actualité sociétale ne pourra que satisfaire la soif d'une nouvelle compréhension de l'Histoire, en suscitant le besoin d'en greffer les deux innovations principales sur le tronc redressé d'un arbre sociétal sauvé de justesse, et dont les fruits pulpeux et sucrés auront enfin perdu l'âpreté de la violence et l'amertume de l'injustice, pour ne plus conserver que la pointe subtile d'acidité spécifique à un terroir épuré de la sueur, du sang et des pesticides indûment versés jusqu'à ce jour prochain.

1 - Accueil et Greffe d'Ordre Macro-Sociétal.

Le chapitre qui vient de précéder confirme l'intérêt de la pensée tempérante et de ses solutions axiales, respectivement biéconomique et délodiste, en tant qu'explication la plus rationnelle possible des causes premières de toute violence ou injustice et condition incontournable de la pacification des mœurs socio-économiques, culturelles et politiques, dans le respect enfin objectivement maîtrisé et légitimement partagé de la dynamique historique, de sa pesanteur existentielle et de l'équilibre libertégalitaire qu'impose la double nature de tout individu *en* société. Il est à espérer qu'après avoir lu et compris ce quarante-septième chapitre des *Réflexions*, les derniers doutes sur la pertinence et l'urgente utilité de la pyramide ennéaédrique seront enfin levés, pour laisser s'exprimer le besoin d'agir en conséquence sur toutes les échelles de la vie à venir, tant individuelle que collective, et surtout profiter de l'apport essentiel qu'une société civilisée digne de ce nom se doit de garantir à chacun, à savoir la sécurité vitale et quadrifaciale de l'égalité semi-partagée, en parfaite parité avec la liberté, celle-ci se trouvant enfin légitimée par le

gommage approprié de la moindre *sur*-domination cumulative. De plus, il a été démontré que ces progrès conditionnent la libération du temps et sa revalorisation vis-à-vis de l'argent ou des richesses, en particulier via les salaires et autres revenus sur l'axe primaire ou socio-économique, pour précisément savourer, sans violence ni fossé, la valeur supérieure, socio-culturelle et politique des liens empathiques et d'échelle humaine que ce même temps doit procurer, sachant ici que l'apaisement vital de chacun pourra satisfaire l'*être* avec un optimum d'*avoir*, au gré d'un curseur individuellement maîtrisable à chaque période de la vie, et que la vraie valeur écologique de toutes les ressources naturelles nécessaires pourra enfin être prise en compte sans distorsion ni injustice, la qualité durable, comme le respect et l'appropriation psychologique et affective de tout objet, se trouvant ainsi *systémiquement* encouragée à remplacer les honteux gaspillages qualitatifs et quantitatifs actuels.

Au vu du précédent chapitre, force est de constater que la clé de l'équilibrage bi-cyclique primo-axial tient à la partition-répartition (via la courbe de péréquation biéconomique et l'impôt citoyen additionnel) du *tiers en trop* dérivant de la loi de pesanteur historique des 3/4 -1/4, ce qu'assure déjà quasiment la première solution tempérante (minimale) et plus particulièrement le déclencheur crucial d'émancipation des fameux 16,66 % d'Impôt-Transfert de Péréquation devant s'appliquer au revenu pyramidal moyen, associés au *volume A* parallélépipédique qui comble de son côté l'essentiel du fossé économique en sécurisant un libre accès universel à la double strate intervolumétrique située de part et d'autre du palier médian. Il en résulte, comme déjà souligné s'agissant du cas de figure français chiffré, et dès le premier chevauchement bi-cyclique, un effet de *moyennisation* volumétrique des revenus dans un rapport global de 1 à 2 au lieu de 1 à 3 entre les deux géométries superposées, puisque l'injustice anti-libertégalitaire de 4.500 € de revenu contre seulement 1.500 €, propre à chaque première période bi-cyclique, devient équité socio-économique de 4.500 € face à 2.250 € en seconde période (compte tenu de la réitération historique toujours spontanée de la pesanteur des subjectivités inhérentes aux comportements individuels et associés), soit précisément *le* rapport d'équilibre ennéaédrique minimal, au-delà même

du Revenu Universel de 1.500 € et de l'emploi à mi-temps se trouvant universellement garantis. Or, si ce rapport d'équilibre hiérarchique est *vital* à ce point, c'est en raison directe du principe universel de binarité-dualité paritaire s'appliquant à la *double* nature des individus grégaires, ce qui ne définit que deux volumes, et non pas trois, en ne regroupant à l'étage supérieur que la *moitié* de la population totale. La domination intervolumétrique moyenne de rapport 2 à 1 résultant de cet équilibrage tempérant sera donc objectivement légitime, autrement dit dépourvue de la moindre violence cumulative *déconstructive* ou anti-constructive, et toutes les énergies sociétales s'en trouveront aussitôt positivées, dans la seule limite, usuelle, accidentelle -et hélas incompressible- des quelque 5% d'exceptions confirmant tout échantillonnage statistique pertinent. De plus, et a fortiori si l'on tient compte de l'effet tempérant différé, cet équilibrage, complété par l'autre « moitié » de participation concernant les ressources requises pour les Biens Commun Indivisibles, approchera tendanciellement les 25 % du P.I.B soit le « tiers en trop » des citoyens boosters pyramidaux, tant grâce à l'implication de tous les adultes-actifs et à la revalorisation tendancielle du travail jusqu'au niveau minutaire historiquement possible, que par la péréquation d'*abord* indispensable pour enclencher la juste *tempérisation* immédiate, tandis que les deux repaires volumétriques techniques de 16,66% et de 25 % se trouvent ici symétriquement corroborés par les observations historiques de l'INSEE et leur vingt et quelques pourcents de différence observables entre les revenus moyens et médians concernant le cas français. Autrement dit, et à tout le moins en termes de relations volumétriques moyennées, la *sur*-domination objectivement illégitime apparaît sitôt que l'on s'éloigne à la fois périodiquement et cumulativement d'un rapport de 1 à 2 entre les deux volumes sociétaux, situation ici redressée qui pourtant n'empêche potentiellement aucun « écart » interindividuel professionnel ou socio-catégoriel historiquement justifié par la subjectivité des mœurs, sous condition de respecter la courbe de péréquation biéconomique ainsi que le pourcentage d'I.T.P. propre à chaque Revenu Historique Individuel Total supérieur à celui du palier médian-moyen révélé par le modèle ennéaédrique applicable à la population et au P.I.B. concernés. Ainsi la péréquation, si indispensable dans le tout premier temps d'un processus

de *tempérisation* pluriannuelle, voire décennale, deviendra un simple cran de sécurité sociétale indépassable, un mécanisme garantissant la Justice et la Paix, qu'il sera de moins en moins nécessaire d'utiliser dès lors que l'effet tempérant différé aura établi la moyenne et la médiane au niveau même du palier médian d'un ennéaèdre enfin proportionné et aussi *auto*-centré que possible sur son point culminant, ce qui devrait constituer la tendance à long terme d'une société tempérante dûment *accomplie*, intégrant dans ses mœurs socio-économiques la pacification rationnelle propre à ce contexte sociétal « intelligemment humanisé ». Dans ces conditions, les seuls transferts et impôts finiront un jour par ne concerner que les ressources utiles aux Biens Communs Indivisibles, à l'exception d'une proportion tout aussi négligeable qu'incompressible d'accidents statistiques de nature purement privée, dès lors sans aucune causalité sociétale ou systémique. Cela dit, en attendant cet inévitable assagissement, l'effet tempérant immédiat suffira aussi longtemps que nécessaire, en assurant le niveau de revenu du palier médian à *toute* la moitié supérieure des citoyens parallélépipédiques, garantissant ainsi la continuité indéchirable du tissu socio-économique des fameuses classes moyennes (entre autres bienfaits équivalents transmis jusqu'au coeur de la population pyramidale).

Á l'échelon sommital de la société et de son gouvernement, il faut en déduire que le premier rôle d'un État démocratique méritant ce qualificatif, c'est-à-dire tempérant et délodiste, consiste à instaurer, puis à pérenniser la citoyenneté socio-économique incluant *tous* les adultes via les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne (et leur gestion locale communale indispensable), sachant que grâce au lissage bi-cyclique de la péréquation biéconomique, la partition-répartition garantira à tout moment l'équilibre sociétal le plus juste et rationnel qui soit, puisque les manquements et excès du libre cours de l'Histoire socio-économique se trouveront automatiquement compensés pour respecter l'égalité vitale minimale qui forge l'identité commune en même temps que la Paix. En effet, il ne sert à rien de proclamer des droits et des devoirs de nature culturo-politique sur l'axe secondaire psycho-temporel tant qu'aucune garantie physico-matérielle ne fait d'abord *exister* chaque citoyen en

tant qu'adulte-actif, et toute l'Histoire humaine montre qu'à défaut de commencer par démocratiser le premier axe du talochage pyramidal, l'injustice des rapports socio-économiques s'érige en système culturo-politique biaisé d'avance par des intérêts de plus en plus minoritaires au fil du temps, jusqu'à chaque écroulement périodique. Tout au contraire, l'établissement institutionnel des deux solutions axiales tempérantes ne fera pas que compenser les errements comportementaux de l'Histoire et de ses abusives libertés (ce qui sera pourtant son premier rôle à travers la période urgente et immédiate de la *tempérisation*), car en installant ces garanties sociétales, par exemple dans le cadre d'une France enfin cohérente avec ses nobles idéaux, la Sixième République *tempérisante* et *curative*, après avoir soigné les plaies de précédentes républiques si vainement *palliatives*, laissera bientôt place à une Septième République enfin *préventive*, en situation de tempérance dynamiquement stabilisée, une fois les us et coutumes dûment ajustés à ce nouveau contexte de justice quadrifaciale, ce qui ne saurait manquer de se produire à terme avec l'évolution plus progressive des mentalités. Ainsi l'introduction de la justice objective dans le cours de l'Histoire et la fixation définitive de son équilibre de *proportionnalité* favoriseront-elles systémiquement la sagesse comportementale de chacun, le fameux tri ou effet de filtration déjà maintes fois remarqué, certes entre le temps et l'argent, mais aussi et tout d'abord entre les infinies différences de nature et d'envergure d'innombrables vies individuelles interdépendantes, désormais reliées et solidarisées par l'égalité semi-partagée qu'impose l'équilibre paritaire entre la liberté et l'égalité, tel qu'exprimé par la *libertégalité*. Étant donc une affaire de justes proportions, l'équilibre obtenu et maintenu laissera une amplitude ou une souplesse d'évolution et de capitalisation sociale comparable au slalom efficace et éblouissant d'un skieur alternant les portes droites et gauches de son parcours curieusement bi-cyclique, car alternatif, sans plus jamais outrepasser l'angle si critique au-delà duquel il gaspillerait son énergie, perdrait un temps précieux, voire risquerait la sortie de piste, et il s'avère que les 16,66 % de part et d'autre du palier médian, ou 12,5% en volume historique, ici convertis en degrés d'angle d'approche de chaque porte, soit 22,5° (ou symétriquement le huitième

de 180°) correspondent pour ce sportif à la recette idéale d'une médaille d'or bien méritée !

Ce rôle primordial -et donc prioritaire- de régulateur, ou semi-égalisateur vital socio-économique, doit être stipulé et défini selon les principes tempérants au sein même de la Constitution, pour enfin inclure les deux faces de l'axe manquant si cruellement à l'identité citoyenne, et instaurer le minimum de démocratie sociale et matérielle correspondant à la finalisation délodiste d'un talochage devenu horizontal et centré, apte à profiter du leadership des vrais et légitimes dominants propres à chaque époque et face pyramidale, en s'émancipant corrélativement des dirigeants nocifs de toute nature que sont ou deviennent, parfois même malgré eux, tant de *sur*-dominants prétempérants. C'est à cette double condition désormais établie, biéconomique et délodiste, qu'une société humaine deviendra légitime autant qu'équitable, économiquement bien gérée en même temps qu'écologiquement réunie à sa précieuse et fragile planète, et que toutes ses formes de pouvoir ou d'autorité, tant publiques que privées, se feront alors spontanément respecter par le devoir moral qu'induit le respect réciproque entre des citoyens moteurs et boosters devenus constamment interchangeables en fonction principale de leur mérite individuel et des progrès historiques, authentiquement *positifs* et majoritairement *utiles*, auxquels ils pourront contribuer. C'est aussi -et uniquement- par cette *quadrifacialisation* verticalement semi-égalitaire que la Constitution délodiste sera *légitime* aux sens objectif et universel de ce terme, et que la légalité historique des lois qui en découleront sera incontestable, indépendamment de la pertinence variable de leur propre contenu. Autant dire que désormais, chaque population constituée en un peuple suffisamment consistant et autonome sur l'essentiel, ou le vital, est en droit d'exiger de son gouvernement et de ses classes dirigeantes la constitutionnalisation et l'application pratique des deux innovations tempérantes que sont d'une part la partition-répartition biéconomique et sa péréquation annuelle de l'ensemble des revenus et profits, et d'autre part la démocratie locale directe et semi-référendaire, et principalement par ce biais le pouvoir législatif de proposer, de débattre, de contrôler et de décider ou valider en matière de politique, et ce, quel que soit le sens

hiérarchiquement ascendant ou descendant de l'initiative des lois et des projets envisagés. Ce double besoin de Justice, universellement légitime de par la fondation objective et donc irréfutable des solutions précitées, est par ailleurs dans l'intérêt le plus direct des trois-quarts (sinon même des quatre-cinquièmes) de chaque population concernée, conditionnant, avec la Paix, le sauvetage écologique de la planète Terre.

Á cette même échelle macro-sociétale, la disparition du hiatus existentiel et quadrifacial jusqu'à présent causé par les contradictions d'une double nature qui a si longtemps empoisonné l'équation obligée entre individu et société aura pour effet d'instaurer une transparence généralisée par la conscientisation des limites de proportionnalité à ne plus dépasser, dans une intégrale continuité depuis l'échelon individuel jusqu'aux agrégats de la comptabilité nationale, et fera conséquemment tomber les masques de l'hypocrisie et du mensonge, de la manipulation et des doubles discours, par le seul fait que la réalité sera devenue plus limpide que jamais, et objectivement mesurable en incluant le vécu et le social dans le calcul minutaire, selon l'unique valeur constante de toute vie humaine, tout le reste n'étant qu'ajustement, actualisation de nature historique en fonction du lieu et de l'époque, sans rien changer à la Loi universelle mise au jour, utilisée et dépassée par la synthèse pyramidale tempérante. Les discours, comportements et autres prétextes fallacieux s'en trouveront aussitôt repérés et trahis aussi facilement que l'approche d'un cambrioleur sous l'effet d'un spot halogène, grâce à la clarté ou à l'éclairage constant d'une réalité devenue aussi simple que logique, au point que les instruments de contrôle et de pilotage, démocratiquement partagés, deviendront la *sécurité* de chacun, sans plus induire la moindre crainte de détournement ou d'abus de pouvoir. Cette évolution sera en particulier le résultat culturo-politique différé de la partition-répartition primo-axiale, en conséquence inévitable de l'ordre chronologique de chaque talochage octoïde, prouvant à quel point la réforme tempérante et son *reset* systémique se doivent de commencer concrètement par le socio-économique, et ce, bien que le « préalable historique » à une telle (re)construction suppose d'abord une prise de conscience majoritaire sur la face culturelle, suivie de l'établissement d'une constitution politique

adéquate. Car si un déclic philosophique, scientifique et politique doit forcément précéder la première période bi-cyclique de *tempérisation* sociétale via la constitution d'une république enfin démocratique, et dès lors délodiste, la solution *constructive* ne saurait débuter autrement que sur un axe socio-économique définitivement assaini par la péréquation correspondante, en fonction des valeurs contingentes du moment choisi pour redresser les torts de l'Histoire. D'où l'indissociabilité des deux solutions tempérantes, délodiste et biéconomique.

Ce rééquilibrage par le travail, l'emploi et les revenus se verra à la fois complété et favorisé par la disparition symétrique des impôts, taxes, contributions et autres prélèvements obligatoires de nature ou de disproportion *palliative*, autrement dit de l'usine à gaz qui résulte des improvisations prétempérantes touchant au vain rattrapage des inégalités injustifiées (voire au racket étatique de richesses parfois détournées de leur prétexte de collecte), ce qui concernera donc également la majeure partie des cotisations salariales et entrepreneuriales, cette simplification aboutissant à terme à une solution d'assurance universelle *publique* en matière de santé et de retraite, librement complétée par la responsabilité de chacun sous forme d'adhésion volontaire à tout surplus de garantie dépassant le Revenu Universel et les prestations offertes au travers des Biens Communs Indivisibles. De plus, le concept de *retraite* évoluera selon ce qui a pu être pressenti et décrit au cours des livres et chapitres précédents, en termes d'activités mieux adaptées, mais aussi d'horaires, de rythme, de périodes et autres saisons dûment modulables au gré de citoyens « seniors » stimulés à rester en lien social d'échange et d'utilité avec toutes les générations, même en ayant le libre choix de se retirer très progressivement, puis de s'arrêter, sans doute le plus tard possible, au lieu de dépérir prématurément à cause de l'isolement, de l'oisiveté ou de la précarité qu'impose le *tout* ou *rien* du mono-systémisme. Car la future société tempérante ira de pair avec un rythme de *vie* au travail et une proportion de temps libérable individuellement maîtrisés à longueur d'existence.

En cohérence totale avec l'équilibrage primo-axial assuré par la partition-répartition, et en préalable historique décisionnel inévitable, la constitution délodiste sera garante des débats politiques de fond propres à la face *culturelle*, associant les trois étages institutionnels (communal, « départemental » et national), ainsi que tous les citoyens individuels ou regroupés en associations, partis ou lobbies, aux fins de faire évoluer la conscience collective majoritaire des enjeux présents et à venir, et ce, en parfaite transparence et représentativité proportionnelle, sans plus aucun risque de déformer le portrait complet, majoritaire *et* minoritaire, de la société tempérante. Le côté culturel de cette pyramide ennéaédrique sera plus que jamais le « terreau naturel » des initiatives d'intérêt général, le « parlement universel » apte à préparer le terrain des débats et réflexions approfondis, ainsi que des décisions finalisées, qui seront du ressort des citoyens délégués semi-référendaires et exécutifs « élus » par le hasard égalitaire de chaque tirage au sort, sans aucune possibilité de carriérisme politique individuel ni d'appropriation clanique ou partisane. Il va de soi que la néo-démocratie transparente qui en découlera ne sera plus jamais sujette aux corruptions systémiques qui empoisonnent les relations entre les secteurs et domaines publics et privés, et deviendra enfin un exemple irrésistiblement attractif pour tous les peuples de la planète, une réalité historique dépourvue de la relativité, de l'ambiguïté et de l'incohérence caractéristiques des pseudo-démocraties prétempérantes, en particulier en matière d'image extérieure et de politique internationale.

Si l'Occident est à juste titre remis en cause en tant qu'exemple depuis des décennies, si ses « démocraties » toutes relatives finissent par être exécrées en leur sein même via les extrémismes opportunistes du populisme, du gauchisme wokiste, ou du communautarisme ethnique et cultuel, c'est uniquement en raison de l'incomplétude désormais patente des mécanismes prétempérants improvisés, au regard des principes et idéaux supposément proclamés, autrement dit, à cause du fameux hiatus mensonger que véhicule toute *semi*-démocratie électorale et partisane, puisqu'au fil des années, les déséquilibres explorés dans ces pages ont transformé ces sociétés en systèmes peu ou prou aussi antilibéraux que les dictatures politiques qu'ils prétendent concurrencer, exportant leur

virus d'injustice par le biais d'un néo-colonialisme complice avec les pires autocraties, sous couvert d'un théâtre diplomatique grotesque, non sans profiter de crises multifaciales devenues permanentes pour risquer jusqu'à la guerre totale, par ignorance des limites de proportionnalité et de justice à respecter. Aux antipodes de ces contradictions croissantes, le délodisme biéconomique, de par sa justice interne *organisée*, assurera simultanément la transparence et la cohérence entre les paroles et les actes, jusqu'au niveau international d'un humanisme exemplaire aussi indépendant que respectueux de la souveraineté de chaque peuple. Ainsi *le* politique pourra-t-il se dédramatiser, se *citoyenniser*, se normaliser, ou se vulgariser au sens pédagogique le plus noble de ce terme, en lieu et place de *la* politique professionnelle, de ses calculs politiciens, de sa démagogie électoraliste et de ses discours si trompeurs ou discriminants, car le rôle principal des débats et options politiques de l'ère Tempérante consistera à définir et prioriser les contenus quadrifaciaux du Domaine Public, de manière à la fois complémentaire et concurrentielle vis-à-vis du Domaine Privé, au travers d'une quasi-parfaite égalité de puissance historique entre ces deux sphères (l'une politique, l'autre économique), illustrée par le positionnement du palier médian ennéaédrique, condition du bon équilibre pour assurer la Justice et la Paix en même temps que la gestion rationnelle et écologiquement minimaliste de tous les besoins humains. C'est donc l'absence de démocratie quadrifaciale et la fausse appellation des mono-systèmes prétempérants qui entachent l'image de l'Occident à travers son rôle indu de *sur*-dominateur, au point de faire le lit des pires violences intra, inter, ou même trans-sociétales.

Il devrait donc y avoir un « avant » et un « après » la lecture de ces *Réflexions*, en ce sens qu'au sortir du chapitre 8 de ce volume IV, il n'est plus possible de se prétendre ignorant des tenants et aboutissants de la Justice et de la Paix, et moins encore de la cause première de toute violence historique. Dès lors que l'on *sait* d'où vient le fossé opposant l'individu à la société, que l'on peut « minutairement » mesurer le poids déséquilibrant de la pesanteur historique et le visualiser sur les volumes de la pyramide-ennéaèdre aussi facilement que sur un tableau de bord, que l'on dispose enfin de la partition-répartition biéconomique et de sa

courbe universelle de péréquation, il ne reste aucune excuse rationnelle à opposer pour prolonger plus longtemps les désastres prétempérants, ce qui doit interpeller chaque citoyen, et plus particulièrement les super-leaders et autres *sur*-dominants pyramidaux, quelle que soit la face de leur principal pouvoir d'influence historique.

Cela étant dit, s'il s'avère que la pensée tempérante, avec son diagnostic universaliste et ses solutions bi-axiales, trouve l'écho qu'elle mérite au chevet des sociétés moribondes du temps présent, en suscitant l'adhésion à la fois intellectuelle et spirituelle de ses lecteurs, l'impact historique des découvertes et autres innovations soumises au jugement des contemporains de cette étude si concluante soulève un minimum de « questions conclusives » dont les réponses devraient faire apprécier les progrès sans précédent de l'apaisement individuel et de la pacification sociale que l'avenir promet désormais. De quelle façon chaque citoyen peut-il recevoir, comprendre et utiliser les résultats de cette recherche, d'abord en tant qu'individu unique ou « micro-pyramide » organique et élémentaire, physique et psychique, mais aussi -et surtout- en tant que personne et selon la position qui est la sienne dans la société actuelle ? Quelles conséquences élargies découleront de l'adhésion majoritaire aux deux solutions tempérantes, le cas échéant ? Quels chemins possibles s'offriront aux citoyens pour construire le monument sociétal adéquat et donc établir la Constitution délodiste, avec le pilotage biéconomique et bi-axial de la pyramide-ennéaèdre qui correspondra ? Il ne saurait être question d'imposer quoi que ce soit en réduisant la liberté d'action des Tempérants à venir, mais principalement d'anticiper les effets les plus probables de cette évolution culturelle ainsi que les possibles obstacles qui pourraient en ralentir ou perturber les applications politiques, socio-économiques et culturelles, sachant ici que tout progrès historiquement radical secoue le joug des habitudes et risque de susciter des réactions hélas précisément réactionnaires, même de la part d'esprits supposés (ou autoproclamés) « progressistes ».

2 - Accueil et Greffe d'Ordre Individuel et Universel.

Á l'échelon de chaque citoyen adulte, il a déjà été remarqué que la pensée tempérante et sa visualisation pyramidale ou ennéaédrique ne peuvent que contribuer à une conscientisation supérieure des enjeux de la Vie, en offrant une description et une formulation enfin explicites de nombre de ressentis intérieurs et extérieurs à toute individualité, ce qui s'avère déjà propre à apaiser d'emblée certaines contradictions néfastes à l'équilibre ou au bien-être de chacun. L'intériorisation culturelle, aussi personnelle que possible, des principes tempérants aide à se situer dans l'existence au sein des contraintes terrestres, en pleine conscience de ses limites comme de son potentiel, de l'identité de valeur unissant toutes les formes de vie, autant que du caractère unique et irremplaçable de son propre parcours individuel, tandis que l'équilibrage variable des quatre faces constitutives de tout être vivant, faune et flore incluses, gagne à se laisser mentalement « dominer » par le positionnement sommital de la conscience afin de pouvoir se piloter, se sentir vivre et se voir évoluer sur les 360 degrés et les deux axes complémentaires de son organisme *animé*, au sens d'habité par une âme, ou parcelle de Lumière.

Cette vision du *soi*, de son *moi* et de son *je*, devrait permettre à chacun de mieux maîtriser les éléments de personnalité, de caractère ou de tempérament qui colorent la toile de fond de toute expérience vécue, que ces derniers soient « innés », congénitaux, génétiquement hérités, ou forgés dès la plus petite enfance, pour se connaître et *re*connaître au travers de ses penchants « naturels » sur chaque face micro-pyramidale, soit dans l'optique de mobiliser son énergie pour ce que le ressenti peut confirmer comme authentiquement épanouissant dans le sens tempérant, du terme, c'est-à-dire pour soi-même *et* pour autrui, soit au contraire pour contrecarrer sciemment, ou dépasser par l'autodérision, une nature caractérielle problématique, et recentrer -ou *faire* avec- tel ou tel défaut de constitution physique ou psychique que la vie révèle plus ou moins contraire à l'épanouissement personnel *et* social. Se placer au sommet

de sa pyramide ennéaédrique personnelle, c'est inclure en tant que socle le respect des autres comme condition première de sa propre identité d'individu (puisque ce dernier ne se forge qu'en devenant une personne *en* société), comme si les parois verticales de chaque parallélépipède empêchaient judicieusement de déborder indûment sur les pyramides adjacentes de ses entourages familiaux et socio-professionnels, pour au contraire en maximiser la zone de *contact* sur toute la hauteur citoyenne, au lieu de se piétiner sur ce niveau si vital, ou de se limiter à l'atrophie d'un côte-à-côte angulaire aussi symbolique qu'une étroite ligne d'arête, en l'occurrence au ras du sol. L'effet tempérant, au sens psychologique, moral ou spirituel du terme, corrobore donc les enseignements les plus positifs, tant philosophiques que religieux, littéraires, ou artistiques, via le portrait pyramidal verticalement équivolumétrique, dont la logique superposition résume la chronologie et la répartition existentielle d'une double vie en société, et démontre ainsi que l'épanouissement individuel n'est authentique et viable qu'en étant *et restant* paritairement profitable à chacun comme à tous, tandis que la pyramide qui en exprime si bien la Liberté ne saurait donc dépasser la proportion volumétrique du socle sur laquelle elle peut enfin se fonder, du parallélépipède de l'Égalité vitale et universelle qui en conditionne l'équilibrage pacifique et le centrage optimal, pour ainsi atteindre une hauteur ou qualité historique maximale d'épanouissement personnel. D'où la forme également *ennéaédrique* de chaque pyramide individuelle dûment conscientisée.

Libre à chacun de faire évoluer son propre monument organique, en conscience des enjeux d'équilibrage dynamique constant, périodique ou alternatif que cela suppose, au gré des besoins et autres priorités des diverses tranches de vie, dès lors que l'auto-vision tempérante, depuis le sommet de chaque chantier individuel, permettra de se voir vivre, de se sentir *être*, *(ré)agir* et *mûrir* en toute indépendance ou souveraineté du point de vue psychologique, et plus encore de s'émanciper enfin de la *sur*-domination d'autrui, tandis que le contexte tempérant aura favorisé une telle évolution en n'entraînant plus aucune contradiction, plus aucun hiatus polluant la vie privée par la vie sociale, ou vice versa. Loin d'être un discours théorique, cette toute nouvelle perspective aura un impact

quotidien des plus pratique, en donnant à chacun les moyens d'évaluer consciemment, en termes physico-psychiques, les coûts et les bénéfices *réels* et vécus du moindre décentrage pyramidal, volontaire ou non, comme si l'unique point sommital de la conscience était un levier de commande aéronautique désormais pris en main à *volonté*, plutôt que télécommandé ou constamment en pilotage automatique, tandis que la vision à 360° propre à cette hauteur de vue nous garantira de savourer le paysage, en alternance avec le contrôle panoramique des deux axes et des quatre faces notre « aéronef », sachant que toute figure acrobatique maîtrisée suppose de se stabiliser par un rétablissement périodique vital, et que l'on a intérêt à rester en-deçà des limites du décrochage, ce qui va de pair avec la sage conscience des possibilités et de l'état technique de l'appareil que l'on pilote !

Sitôt que l'on privilégie une face aux dépens des trois autres, ou un axe vis-à-vis de son pendant orthogonal, le risque est grand de payer le prix fort en allant, de façon à la fois constante et cumulative, au-delà des limites vitales concernant les autres dimensions de l'être, comme si l'on en écrasait le palier médian ou le sous-espace vital, ce qui est bel et bien le cas lorsque telle ou telle « passion », voire tel ou tel défoulement réactif, devient une addiction ou obsession aveugle, induisant quelque négligence, détérioration ou dégénérescence d'ordre culturel, mental, physique, alimentaire ou a fortiori social, au point de nuire à la santé, d'entretenir un mal-être, ou d'empêcher de vivre au sein de la société immédiate, toutes choses hélas aggravées par les contextes foncièrement violents et injustes des sociétés prétempérantes. Or il a été largement démontré, du moins faut-il ici l'espérer, que les principaux déséquilibres des tempéraments, des comportements, caractères, et autres « modes de fonctionnement individuels », dérivent principalement des conditions de la vie sociale par le biais des niveaux et modes de vie, non sans effet cumulatif génétique et héréditaire, induisant de nombreuses blessures psychologiques, voire psychiatriques, au hasard d'accidents de la vie trop souvent induits par l'injustice et ses innombrables graduations de violence, le caractère « de base » de chacun étant alors déterminant pour rebondir ou non face à la résilience que suppose la vie, puisque dans la

même situation les uns s'en sortent par eux-mêmes quand les autres ont besoin d'assistance. L'auto-vision tempérante et pyramidale pourra dès lors servir à toute personne désirant s'aider elle-même, qu'il s'agisse des exclus ou autres « cas sociaux » de la *base* parallélépipédique, ou des sur-dominants de l'extrême pointe pyramidale, trop souvent grisés de succès au point d'en perdre tout bon sens *commun*. Cet outil à la fois philosophique et psychique, en lien pourtant direct avec la vie concrète, pourra sans aucun doute compléter -sinon souvent remplacer- la riche panoplie des coachings et des thérapies nécessaires à trop de citoyens finalement victimes des conditions de vie imposées par les « jungles organisées » prétempérantes, en en plaçant les manettes indispensables dans les propres mains de celui ou celle qui en a besoin, et en permettant enfin de *se* responsabiliser sans culpabilisation, puisque la rassurante compréhension qui devrait en découler excusera les erreurs passées dues à l'ignorance de la recette d'équilibre, et fournira simultanément les clés de la bonne réaction à venir, en même temps que l'énergie nécessaire au rebond vers la surface.

Cette solution technique d'émancipation induira également une évolution sensible des conditions d'assistance et de suivi psychologique et même psychiatrique, dans la mesure où la chronologie indéniable du talochage pyramidal démontre que seul le travail ou l'activité *en société* (adaptée ou usuelle selon le cas) peut construire et donc *re*construire un équilibre psychologique en même temps que la dignité humaine qui va de pair, avec l'avantage supplémentaire de libérer l'intéressé(e) de la *sur*-dépendance médicamenteuse et de l'enfermement oisif, via la saine fatigue et le bon sommeil que procure une journée décemment remplie. Dans la plupart des cas, en effet, les pannes et chocs psychologiques ont tendance à bloquer le processus dynamique et énergétique du patient sur son axe culturo-politique, et plus précisément sur sa face « culturelle » au sens de réflexive et analytique, mais en déconnexion totale avec la suite du mouvement octoïde indispensable à tout progrès, dès lors que la personne concernée se trouve totalement assistée et dispensée de toute obligation socio-économique, de toute contrainte ou autre contact utile et responsable avec la société *réelle*, (ce qui ne saurait être justifié que

pour les cas gravissimes induisant un risque vital et réciproque), et les conséquences paralysantes d'une telle situation ne font que s'aggraver avec temps, par l'effet bloquant et dévitalisant d'un plâtre appliqué trop longtemps sur quelque membre cassé. Or il apparaît nettement que les injustices et violences prétempérantes des pseudo-sociétés humaines en phase de décadence et d'écroulement multiplient les « cas sociaux » en tout genre, favorisant maintes situations de mal-être, voire de trouble psychologique, qui ne sont le plus souvent que des effets individuels de dépression sociétale ambiante, bien au-delà des vrais cas gravissimes et exceptionnels, proprement médicaux, dont la proportion incompressible ne saurait être supérieure à 2 ou 3 % en contexte sociétal *équilibré*.

Il faut en inférer que l'*obligation* d'une activité régulière à mi-temps, dans le cadre de la Garantie Citoyenne et en atelier communal quotidien (spécialement adapté le cas échéant), constituera la meilleure réponse aux accidents comme aux handicaps physiques ou psychiques de tout adulte conservant *la moindre* aptitude, et surtout que seule la société locale a le pouvoir légitime de contraindre ce dernier dans son propre intérêt, à la différence de l'impuissance bien compréhensible des proches, comme de l'entourage médical ou rééducatif, à défaut de quoi on développe sans aucune limite un assistanat indigne, infantilisant et auto-aggravant, en même temps qu'un « réseau professionnel » parallèle inévitablement hors sol du point de vue socio-économique si vital pour le rééquilibrage souhaité, et hélas tout aussi inefficace que ruineux, car de nature continuellement palliative, voire addictive, en lieu et place de l'inclusion active, motivante et formatrice de ces citoyens fragiles au sein même de leur société. De ce point de vue responsable et tempérant, le « statut » d'adulte handicapé ne saurait dispenser d'être actif au sens vital et minimal de la Garantie Citoyenne, ce qui va entièrement dans le sens exemplaire de tant de personnes souffrant de handicap, lesquelles ne demandent qu'à vivre comme tous leurs concitoyens (apparemment) valides, moyennant le strict minimum indispensable d'aménagements appropriés. Autrement dit, hormis les situations d'incapacité pour cause d'hospitalisation à temps plein, un encadrement médical physiologique, psychologique ou psychiatrique *profitable* à son patient se doit d'être

associé aux droits et devoirs minimaux de la Garantie Citoyenne, ou à la permanence d'un mi-temps professionnel habituel, le cas échéant, et il va de soi que la même recette vitale s'applique au contexte de la justice pénitentiaire, et plus encore extra-pénitentiaire, s'agissant des citoyens devant s'acquitter d'une dette envers la société. Ainsi la pertinence du modèle pyramidal et de son mode logique d'élévation permettra-t-elle aux citoyens tempérants non seulement de vivre enfin *ensemble* dans un contexte sociétal juste et apaisé, mais aussi de devenir individuellement plus autonomes, conscients et auto-équilibrés que jamais, et de pouvoir *se* sortir du fossé en cas d'accident de parcours, en s'activant tout autant que des structures d'assistance rendues *curatives* par l'intégration des modalités de la Garantie Citoyenne du patient ou du délinquant au sein même de son processus de soins, de guérison ou de réhabilitation. Tout comme les deux solutions tempérantes axiales s'avèrent scientifiques, car valables quels que soient le lieu et l'époque s'agissant de la société, les avantages individuels de la conscientisation pyramidale seront de nature universelle, en devenant accessibles à chaque citoyen pourvu de la raison minimale du bon sens.

L'intériorisation de la philosophie tempérante et de ses principes actifs, délodiste et biéconomique, permettra à chacun de *s'identifier* au modèle de la pyramide-ennéaèdre décrite au chapitre 8, à tel point que cet « objet » deviendra plus intensément symbolique encore que tous les logos, slogans, supports ou autre designs exprimant la Paix universelle, et il suffira individuellement, en cas de stress imminent, de penser à ce schéma géométrique apaisant pour se (re)placer aussitôt en son sommet et reprendre, en même temps que son souffle, le joystick de son aéronef, offrant l'autonomie de jugement de sa micro-souveraineté personnelle. Ainsi ne sera-t-il pas surprenant de voir cette pyramide-ennéaèdre de la tempérance orner le cadre de vie des futurs citoyens, sur quelque étagère ou bureau intime, en tant que porte-bonheur ou matérialisation de soi-même, quitte à s'en fabriquer un exemplaire unique (et hors commerce afin de s'économiser tout droit d'auteur éventuel !), décoré en fonction de chaque parcours individuel. Sur la base des proportions du modèle, le choix quasi illimité de la taille générale, des matériaux, des illustrations

faciales, devises et couleurs, pourrait servir d'expression concrète de la propre conscience de chacun, voire de la définition de soi-même en tant qu'élément sociétal toujours évolutif au gré de circonstances propices à l'ajustement de tel ou tel détail, tandis que par ailleurs les psychologues et psychiatres pourraient en aménager certains « ateliers » pour d'autant mieux observer et soutenir leurs patients. Enfin, répondant à la probable adoption généralisée de ce nouvel objet-symbole universel d'Humanité pacifiée, il faut même souhaiter ici que les artistes, artisans, architectes et autres bijoutiers s'en inspirent au travers de leur génie créatif, ce qui ne pourrait que conforter la conscience commune de tous les citoyens partageant désormais les idéaux et la double solution de la Justice et de la Paix. Il est en effet dans la nature de l'humain de véhiculer quelque forme de langage symbolique physique, et les deux axes ennéaédriques, équilibrés via leur équivolumétrie verticale, résument exhaustivement la recette du bien-être simultané de l'individu *et* de la société, autrement dit du *bonheur*, qui selon Aristote, n'est pas le résultat de la Paix, mais la Paix elle-même.

3 - Accueil et Greffe d'Ordre Catégoriel et Socio-Économique.

Quelle que soit la situation individuelle de chaque citoyen adulte prenant connaissance directe ou indirecte de la pensée tempérante, de son diagnostic et de ses prescriptions, une prise de conscience de nature plus catégorielle se fera aussitôt jour, induisant sans doute des réactions fort diverses, mais entre autres regroupées en fonction d'une inévitable appartenance à tel ou tel groupe, communauté, caste ou classe sociale, dont le centre de gravité peut être principalement économique, culturel ou politique, selon le cas. Du point de vue tempérant, tous les individus et leurs regroupements sont assujettis aux mêmes lois sociétales dérivant de la pesanteur ou binaturalité désormais élucidée et ne pourront donc s'équilibrer et s'apaiser dans leurs interrelations qu'en appliquant tôt ou tard les solutions axiales du délodisme biéconomique, et les différences justifiées, ainsi que les inégalités illégitimes qui les séparent avant leur prochaine tempérisation, ne sont que le résultat d'une loterie historique

dans laquelle tous les rôles peuvent être inversés, sans jamais *garantir* le moindre équilibre pérenne de proportionnalité, de Justice et de Paix, ni la sécurité vitale de chaque citoyen. Il en résulte un vaste imbroglio de situations individuelles et agrégées suscitant l'apparition de dominés et de dominants absolus ou relatifs, de profiteurs et de spoliés, de leaders et autres « suiveurs », au gré des improvisations mono-systémiques déjà décrites, mais aussi de plus subtiles variantes d'injustices paradoxales, volontaires ou non, à n'importe quel étage de la pyramide sociétale, et selon les faces et axes concernés.

Grâce au critère désormais précis de la Tempérance, et s'agissant d'abord des droits et devoirs socio-économiques qu'implique l'équilibre libertégalitaire, on peut affirmer sans crainte d'erreur que tout adulte se trouvant « bi-cycliquement » en décalage d'équivalence travail-revenu-I.T.P / R.S.P. face à la courbe universelle de péréquation biéconomique s'avère selon le cas responsable *ou* victime d'une injustice ou violence objective inévitablement cumulative à terme, d'un délit ou crime socio-économique (au sens pour ainsi dire *supra-légal* du terme), induisant les si nombreuses conséquences quadrifaciales, individuelles et collectives déjà décrites au cours de ces *Réflexions*, sachant que potentiellement, n'importe qui peut se trouver en situation effective de surdépendance ou d'agression, de soumission vitale ou d'abus de pouvoir, par le seul biais des comportements réflexes historiques et du gravissime déséquilibre distributif inter-volumétrique découlant de la loi des 3/4 -1/4, ou 75 % - 25 %, entre autres risques de nature plus psychologique affectant chaque relation interindividuelle intime, familiale, amicale ou associative, selon les mêmes contraintes de binaturalité pyramidale.

Comme les sociologues, démographes et économistes peuvent déjà le constater, il n'est guère étonnant que cela confirme un portrait de population adulte nationale peu ou prou subdivisé en trois « blocs » fort inégaux, voire carrément séparés par les fameux fossés sociétaux. Sur le *socle* pyramidal survivent des citoyens « assistés » en situation -parfois volontaire- de dépendance intégrale, sans aucune contrepartie d'activité d'utilité commune digne et décente, lesquels pourront enfin -et devront

le cas échéant- équilibrer leur statut tempérant par l'emploi garanti, dans les meilleures conditions de justice sociale et de valeur horaire objective du travail. La deuxième catégorie, majoritaire, est constituée des actifs parallélépipédiques, *et* pyramidaux « inférieurs », qui forment le vaste éventail des classes moyennes au sens le plus synthétique de ce terme, ces citoyens étant de fait systémiquement les plus exploités en contexte prétempérant, en raison de la compression de leurs salaires ou revenus, des disproportions d'impôts et taxes qu'ils subissent *principalement*, et des violences légales dont ils font l'objet, s'agissant de leurs conditions de travail en sous-effectif chronique, de l'accélération et de la surcharge des tâches imposées, et du harassement, voire harcèlement, physique et moral qui en découle jusqu'au *burn out*, en passant par tous les stades de la démotivation professionnelle. Enfin, au plus près du sommet, les élites *sur*-dominantes, soit de statut quasi-héréditaire ou clanique, soit promues à tout moment par quelque opportunisme débrouillard souvent associé aux évolutions technico-culturelles les plus récentes, s'avèrent *de facto*, consciemment ou non, responsables du devenir sociétal et par là-même des pires injustices observables, tout autant que du premier et principal séparatisme, y compris vis-à-vis de citoyens pyramidaux de statut inférieur, dont les revenus, pour le cas d'école français, peuvent même être en dessous des 3.000 € médians du modèle potentiellement réalisable. La révolution tempérante et ses innovations culturelles autant que techniques offriront aux élites individuelles et entrepreneuriales une occasion historique de se responsabiliser socialement en devenant des dominants légitimes, de justes leaders exemplaires enfin respectueux de l'équilibre sociétal vital, autrement dit, ni plus ni moins, des Droits de l'Homme et du Citoyen, en concordance transparente avec les discours *libéraux* qu'ils tiennent à la moindre occasion médiatique, faute de quoi ils se trahiront comme délinquants socio-économiques et réactionnaires opposés à l'établissement rationnel de la Justice et de la Paix.

Il résulte de ce portrait qu'au moins 70 à 80 % des citoyens ont désormais de bonnes raisons *objectives* de se sentir exclus ou exploités, de façon clairement mesurable et factuellement illégitime, tant du point de vue humain et moral qu'en termes purement techniques de rationalité

socio-économique, quel que soit le degré d'injustice légalement toléré jusqu'à présent, ce que prouve l'évolution de toute société intempérante en direction de sa décadence, à travers la multiplication des violences et des incivilités et la paupérisation d'un nombre croissant de laissés pour compte, entre tant d'autres conséquences délétères déjà explorées sur les quatre faces des pyramides sociétales passées et actuelles. Sur ce plan socio-économique et comptabilisable en valeur historique minutarisée et péréquationnée, le Revenu Historique Individuel Total -et mensuel- de chaque citoyen permet de savoir précisément si l'on est en situation de sur-domination indue, d'équilibre, ou de soumission tout aussi indue, ce dernier cas étant hélas très largement majoritaire, ce qui ne devrait pas manquer d'induire des exigences nouvelles de justice et de respect, à travers de *vraies* revendications, propres à faire évoluer les sociétés trop éloignées du modèle tempérant. En effet, jusqu'à présent, les écrasantes « majorités silencieuses » du monde ont été forcées de se plaindre par la négative, en refusant plus ou moins violemment ou maladroitement les décisions imposées d'en haut par quelques sur-dominants politiques et économiques toujours plus minoritaires et exigeants, sans hélas jamais pouvoir proposer une alternative crédible, c'est-à-dire techniquement et humainement *supérieure* à la loi du marché *prétendument* libéral. D'où les impasses à répétition des manifestations de fortune, des sournoises récupérations politiciennes et des choquantes répressions policières, sur fond de savante et caricaturale désinformation, et surtout l'impossibilité pour les exploités de démontrer et de mesurer le degré d'injustice ou de violence systémique qu'il subissent.

Or, grâce aux innovations propres à la pensée tempérante, et à leur validité universelle, voilà qu'il devient désormais possible, et même facile pour chaque citoyen lésé, d'identifier et de mesurer la violence vitale ou *illibertégalitaire* qu'il subit, la privation de liberté, de temps et de moyens, mais aussi de qualité vécue ou de mode de vie, qu'imposent directement ou non tous ceux qui sont symétriquement les délinquants objectifs des sociétés prétempérantes, ceux-ci ne pouvant plus prétendre ignorer leur situation de *sur*-domination et leur *dette* envers la société, selon le barème précis (au point d'être individualisable) du Tableau de

Partition-Répartition. S'agissant du cas français habituellement suivi, et pour peu que les études biéconomiques en confirment les données les plus essentielles, le citoyen qui travaille à temps complet pour un salaire de 1.500 € se trouve exploité à 100 % au vu de la tempérance à moyen ou long terme, (du moins paritairement sous la double forme d'un vol de de temps et d'argent) et concrètement victime d'une violence *vitale* de 50% qu'il est urgent de faire cesser par péréquation, soit précisément le rattrapage de l'effet tempérant immédiat, puisque, même si son maigre salaire équivaut au minimum vital du Revenu Universel, en l'occurrence pour un *mi-temps*, les premiers 750 euros mensuels qui lui font défaut correspondent au fameux volume A manquant et interdisant à ce citoyen tout accès au volume A' du palier médian, tout décollage pleinement mérité, en termes de pouvoir d'achat, voire d'investissement utile ou de sécurité minimale (sans même parler de prêt bancaire ou autres facilités quelconques). Le pire est que cette situation discriminante se double du vol de la moitié de son temps de travail, lequel devrait être soit libéré à salaire identique, soit rémunéré comme il se doit, ce qu'interdisent les pratiques historiques empiriques du marché prétendument libéral sans rationalisation sociétale universelle. Tous les adultes payés au smic pour un temps de travail complet, au sens légal du terme, et a fortiori ceux -et celles- qui ne perçoivent même pas cette somme, sont désormais en droit d'exiger la justice socio-économique en pouvant s'appuyer sur la démonstration factuelle de leur degré d'exploitation, et cette justice ne pourra *d'abord* leur être garantie que via la péréquation sociétale, ce qui suppose l'instauration majoritaire de la constitution délodiste qui va de pair, afin que chaque adulte actif ainsi abusé devienne simultanément citoyen socio-économique et culturo-politique. Car c'est bien l'absence de cet équilibrage qui condamne tous les « sur-dominés », tant absolus que relatifs, à rester indéfiniment enfermés sur l'axe socio-économique, ainsi réduits au rôle de consommateur et/ou travailleur dans une prison exclusivement matérialiste atrophiant d'autant le sens et le temps de leur propre dimension culturo-politique et émancipatrice, via la dépression de l'exclusion ou le quasi *burn out* de la surexploitation.

Si le *vital*, au sens purement citoyen, peut déjà se résumer à un revenu de 1.500 € pour un travail à mi-temps dans le cas français, cette notion est tout aussi pertinente s'agissant du temps volé, de l'existence indûment appropriée par autrui, sitôt qu'un adulte travaillant à temps complet ne perçoit pas le prorata de revenu correspondant sur le schéma d'équilibre tempérant, et ce, a fortiori concernant la *première* moitié du différentiel observable, car cela équivaut à un asservissement physique et psychologique, à une forme à peine atténuée d'esclavage, réduisant, avec la liberté, la vie même de l'être humain ainsi *sur*exploité, en termes de durée disponible et de qualité émancipatrice, ce qui est typiquement le cas des sociétés actuelles, puisque leur développement s'accompagne d'une interdiction de péréquation entre le temps et l'argent, ainsi que d'une constante et usante intensification-accélération de la productivité, associée à la compression des revenus, sauf pour la minorité de ceux qui *sur*-profitent, sciemment ou non, de la confusion mono-systémique. Or il est *naturellement* impossible que chacun s'autorégule spontanément pour cause d'ignorance des données sociétales agrégées, mais désormais *culturellement* et techniquement possible (et indispensable !) d'obtenir cette juste *tempérisation* via la rationalité collective que seule permet la péréquation biéconomique, en reliant de façon enfin objective les flux d'énergie circulant entre des millions de citoyens rendus mutuellement anonymes par l'interdépendance croissante caractérisant chaque société. Ne pas assurer un tel équilibrage, enfin accessible et réalisable en toute transparence via les multiples apports de ces *Réflexions*, reviendrait à prôner ouvertement la violence et l'injustice, puisque réduire la liberté, la durée de vie disponible du moindre citoyen, équivaut de fait à le tuer (à la tâche) au prorata de son exploitation, chaque minute de ladite vie en-deçà de l'équilibre libertégalitaire n'étant qu'une minute de « mort relative » au quotidien, à jamais irrécupérable. Qui plus est, les mêmes abus de surprofit s'opèrent sur le dos de la consommation, à travers les prix imposés par des situations quasi monopolistiques, en particulier en ce qui concerne les denrées, produits et énergies les plus indispensables, et il est fort heureux d'observer que la péréquation biéconomique aura mécaniquement la même efficacité quel que soit le « côté » d'origine du

moindre déséquilibre vital -salaires sous-évalués ou prix surévalués- dès lors qu'elle s'appliquera à la totalité des revenus effectifs.

Sachant que tout équilibre architectural dépend logiquement de la qualité de sa base, les injustices socio-économiques s'appliquant aux plus faibles citoyens et structures morales ont systémiquement tendance à décaler vers le bas l'ensemble des salaires forcés et autres conditions de profit des TPE et PME dépendantes, créant en conséquence les fossés tristement observés, au seul avantage de la minorité socio-économique *sur*-dominante et de ses mégastructures, avec pour effet quantitatif la surconcentration démographique de quelques villes, dont le pendant est la désertification des territoires, et pour effet qualitatif la décadence ou déshumanisation comportementale de la quasi-totalité des citoyens, et surtout des segments « extrêmes » de la population. Cela se concrétise sociétalement sous forme de santé physico-psychique régressive sur la face *nord* du schéma pyramidal en survol, de misère et de paupérisation croissantes ou d'enrichissement toujours plus indécent sur la face *sud*, de régression culturelle éducative et de radicalisation, tant idéologique que religieuse ou artistique, sur la face *ouest*, et de corruption entre les sphères publique et privée, sur fond de *dictaturisation* sécuritaire, sur la face *est.*

Le rappel de ce portrait sociétal ultralibéral n'est utile que pour responsabiliser les citoyens les plus influents dans leurs réactions face aux deux innovations de la pensée tempérante, à commencer par ceux et celles qui tiennent les rênes de l'économie, s'agissant ici du premier axe pyramidal. Il revient en effet aux grands entrepreneurs, actionnaires, et autres propriétaires de multinationale de savoir désormais *se* priver des seuls *excès* de pouvoir socio-économiques objectivement illégitimes qui les ont jusqu'à présent indûment enrichis, en s'acquittant de l'I.T.P. ou Impôt-Transfert de Péréquation correspondant au R.H.I.T. ou Revenu Historique Individuel Total de chacun, ce qui, pour ces personnalités si fortunées, équivaut à une *dette* sociale frôlant la limite libertégalitaire des 50%, attestant-là le niveau quasi-maximal de leur réussite selon les critères empiriques de valorisation propres à leur époque. Cet apparent

sacrifice de proportionnalité (en comparaison des abus prétempérants) n'est que la restitution d'un argent qui ne leur appartient pas, et dont ces citoyens n'ont que faire compte tenu de la part de richesse leur restant après leur péréquation, sinon précisément du « mal » sous la forme de violence objective envers les équilibres sociaux et écologiques. Si cette participation en tout point libertégalitaire, résultat de leur comportement socio-économique spontané ou délibéré, leur paraît excessive en termes de valeur historique financière, ce ne peut être qu'en raison du pouvoir dont ils abusent en imposant à leurs contemporains des salaires trop bas, tout comme des prix ou intérêts trop élevés, ainsi que des détournements volontaires ou non de flux, d'énergie sociétale et surtout d'argent vital, au travers de bulles spéculatives et modes thésaurisantes, voire de fuites de capitaux en quelque paradis fiscal offshore. Il suffira aux principaux responsables désireux de diminuer le volume historique de leur impôt-participation d'enclencher la mode d'une répartition enfin plus juste des salaires et des marges vis-à-vis des employés, consommateurs et autres sous-traitants ou fournisseurs, et ce sera autant de gagné sur le besoin de péréquation biéconomique annuelle, tout en sachant que mécaniquement cela réduira aussi la valeur historique de leur propre moitié (légèrement prépondérante) de revenu privatif *stricto-sensu*, par rapport à leur passé prétempérant.

Les leaders et les stars qui « font fortune » auront en fait toujours intérêt à gagner autant d'argent que possible, ce qui sera une obsession respectable sitôt que ces citoyens assumeront leur part de responsabilité sociétale, démontrant que leur mentalité intègrera l'égalité fondamentale régissant leur *double* existence et la conscience que leur enrichissement dérive pour moitié de la société toute entière, de par la loi objective de l'équilibre *binaturel* propre à tout être vivant grégaire, autrement dit que leur génie créatif de valeur historique, dans le sens individuel et dès lors privé du *mérite*, ne produit ou recouvre que 50% de tous les gains qu'ils se procurent, ce qui est aussi la condition, sur leur axe transversal, d'une digne fierté sans orgueil et d'un bien-*être* sans culpabilité. C'est aussi de cette seule façon que leur épanouissement proprement pyramidal pourra s'étaler sur les quatre côtés de leur micro-monument individuel, et plus

encore de l'édifice commun tout entier, car ils deviendront un exemple enfin enviable de réussite pour ceux qui partagent les mêmes ambitions, et de dignes boosters aptes à conscientiser utilement leurs concitoyens en assurant la progression centrée et proportionnée de la société qui les enrichit plus que les autres, et dont ils orienteront alors *positivement* les évolutions, puisqu'ils seront désormais librement suivis et promus par leurs employés, clients ou autres fans en raison d'une utilité commune devenue *objectivement légitime*.

L'effet de filtration propre à la clarification et à la rationalisation tempérantes permettra donc aux dominants individuels ou regroupés de se bonifier qualitativement en se délestant des abus de pouvoir objectifs qui dépassent les limites d'abord matérielles de l'*honnêteté*, puisque la science ou compréhension des lois de l'Existant fait forcément évoluer la conscience, en tant que qualité *morale*, chaque fois qu'une découverte suscite une innovation avérée cruciale. L'équilibre libertégalitaire induit une définition concrète de la Justice, de l'équité, donc de l'honnêteté au sens effectivement moral, ces valeurs universelles se trouvant pour la première fois greffées, enracinées sur le socle de l'axe physico-matériel en fusionnant définitivement le social et l'économique, sur la base la plus mesurable et fiable qui soit d'une unique valeur minutaire, égale en tout temps et en tout lieu, en tant qu'étalon d'identité vitale universelle, enfin indépendant de la moindre relativisation historique. Il en résultera, pour les leaders socio-économiques l'occasion inespérée, au travers de l'effet tempérant différé, de mieux gérer leur pouvoir et de s'assagir peu à peu sous la pression bi-cyclique de la péréquation biéconomique et de son effet « périodiquement immédiat », ce qui assurera la filtration déjà observée en maintes occasions entre les bonnes et mauvaises initiatives de chaque dominant, au sens simultanément moral et socio-économique de ces termes, et favorisera par voie de conséquence les leaders les plus respectueux de leurs concitoyens, les plus en phase avec la tempérance sociale, sociétale (au sens systémique) et au bout du compte écologique, que ces *Réflexions* proposent.

Les *vrais* leaderships seront donc systémiquement promus, et qui plus est suscités en *chaque* citoyen, consacrant la réelle supériorité de ceux qui seront -plus librement que jamais- suivis pour leur véritable utilité commune (et ne se verront plus si déloyalement concurrencés par les promoteurs de la surexploitation et du dumping socio-économiques), tout en jouissant totalement de la juste proportion de liberté, de pouvoir et d'initiative qui définit objectivement, et dès lors légitimement, le seul et véritable *esprit d'entreprise*, en contraste désormais flagrant, puisque détectable et mesurable, avec la violence et l'injustice vitales, tandis que cette évolution profitera tout autant aux T.P.E. et P.M.E. qu'aux adultes-actifs en leurs qualités de travailleur et de consommateur. Cela signifie que même au sommet de la pyramide ennéaédrique, l'effet filtrant de la partition-répartition ne pourra qu'être approuvé par les leaders les plus honnêtes ainsi que par tous les surdominants *involontaires*, et ne saurait être redouté, voire combattu, que par les escrocs et autres délinquants en col blanc d'aujourd'hui.

La « richesse », dans le sens strict d'augmentation pyramidale de volume existentiel individuel, ne peut être une réelle jouissance qu'en étant bien acquise, à l'image d'une victoire sportive remportée sans la moindre tricherie envers les autres, ou sans le moindre dopage, ce dont il est désormais possible de s'assurer, collectivement, par la péréquation biéconomique. De la même façon, l'autorité et le pouvoir usuels, sur l'axe socio-économique, ne forcent le respect, selon l'effet symétrique d'un devoir moral d'adhésion, qu'en ménageant l'équilibre vital de tous les partenaires impliqués en matière d'emploi, de travail, de production et de consommation, faute de quoi la domination utile du leadership se laisse intégralement infecter, pour cause de confusion systémique, par les disproportions sans borne de la *sur*-domination, ce qui fait aussitôt assimiler le pouvoir ou l'autorité à une violence croissante, une injustice suscitant au mieux les contre-violences d'une inversion des rôles, tout aussi illégitime dans ses abus. La puissance ou la force authentique d'un vrai leader socio-économique ne se mesure donc qu'à travers le partage *équitable*, hiérarchique mais vitalement égalitaire, des ressources et des richesses mobilisées *et* acquises, induisant par là-même une supériorité

reconnue, approuvée et même encouragée dans l'intérêt de tous, ainsi qu'un rôle inévitable de guide et de protecteur pleinement mérité, tandis que la forte personnalité ainsi forgée devient à sa manière une référence historique d'envergure pour tous ses concitoyens, au-delà même de sa spécialité. La force ou la puissance n'est donc une preuve de hauteur et d'intelligence qu'en « consolidant » la justice ou l'équité en proportion directe (et de fait paritaire) du succès atteint, faute de quoi elle devient le portrait pitoyable d'une bêtise et d'un égocentrisme toujours associés à un pathétique déraillement psychologique, à une surpression mentale et morale de *fausse élite*, en tout point symétrique à la dépression des citoyens exclus ou surexploités.

Ainsi, lorsque les millionnaires et milliardaires d'aujourd'hui seront (re)devenus des citoyens *effectifs* en assumant leur proportion de péréquation universelle au sein de la démocratie socio-économique qui va de pair avec une République juste et pacifiée, permettant de ce fait à tous les « sous-citoyens » de cet axe primaire, relatifs ou absolus, d'en faire autant, leurs discours ou initiatives extra-professionnelles seront applaudies, car enfin dépourvues du moindre hiatus mensonger, de toute ambiguïté ou contradiction patente entre les paroles et les actes, qu'il s'agisse des stars individuelles, des héritiers-V.I.P. et autres « grands de ce monde », ou, a fortiori, des entrepreneurs, financiers et actionnaires de niveau multinational. Car leur charité et leurs largesses royalement octroyées, tout comme leurs opinions souvent judicieuses, n'ont de vraie valeur qu'*au-delà* de leur devoir citoyen objectif, c'est-à-dire *une fois* la libertégalité vitale pleinement satisfaite, en devenant alors sincèrement désintéressées, ce qui revient à dire que l'on ne saurait être charitable ou altruiste que sur la partie proprement privée de sa richesse personnelle, historique et *post*-péréquationnelle, voire également, le cas échéant, sur son propre Revenu Universel.

Il sera donc instructif, pour ne pas dire passionnant, d'observer les réactions et opinions, tant individuelles que regroupées, des citoyens les plus puissants de l'axe socio-économique, ce qui sera l'occasion de faire tomber certains masques plus étanches que ceux qui protègent du

Covid 19, en espérant que la majorité des leaders prétempérants seront assez lucides et fair-play pour se *tempériser*, non sans devenir aussitôt les garants et les piliers principaux d'une pyramide-ennéaèdre dûment redressée. Ces dernières réflexions font comprendre à quel point, de par l'absence de péréquation biéconomique sur l'axe vital dont dépendent tous les cycles octoïdes de l'Histoire, aucune société humaine et apaisée n'est encore apparue, dans le sens démocratique et quadrifacial que cela suppose, puisque, aussitôt qu'il y a un *abus* de pouvoir minoritaire, ni la minorité sur-dominante, ni la majorité dès lors directement ou non lésée, ne peuvent être citoyennes, et pour tout dire humaines, au sens supérieur ou complet de ces termes, ce qui se paie aussitôt à un prix constamment plus prohibitif et douloureux sur la double dimension axiale de l'édifice. D'où l'intérêt ou l'apport sans précédent des innovations tempérantes, et l'obligation des citoyens les plus fortunés, tant morale que financière, de s'acquitter enfin de leur devoir désormais *psychologiquement* vital, en juste et exacte proportion de leur domination historique, en raison de la conscientisation qu'autorisent ces *Réflexions*. Les privilèges et autres avantages qui seront toujours les leurs au sein de l'ennéaèdre tempérant hiérarchique leur seront enfin doublement *propres*, puisque plus jamais souillés du sang ni de la sueur vitale d'autrui, sachant que les multiples degrés de violence qui mènent jusqu'aux pires délinquances et guerres totales procèdent en tout premier lieu des injustices socio-économiques enfin élucidées et dépassées grâce à cette recherche.

4 - Accueil et Greffe d'Ordre Socio-Culturel.

Il ne saurait être question ici de répéter inutilement l'essentiel de ce qui définit le délodisme, en tant que système enfin démocratique, et unique solution politique pour la Justice et la Paix, en transposition la plus directe qui soit de l'équilibrage ennéaédrique socio-économique sur l'axe culturo-politique, mais plutôt de considérer l'impact historique à venir de la Tempérance, à travers l'accueil qui pourra lui être réservé sur les faces correspondantes à cet axe cyclique « aboutissant », si essentiel pour la structuration sociétale, à commencer chronologiquement par la

face culturelle. En s'introduisant dans l'Histoire sur ce côté crucial et conscientisant de l'Humanité, en tant que conséquence inéluctable des cycles octoïdes passés et présents, les innovations tempérantes induiront à coup sûr des actions ou réactions d'abord visibles sur cette face ouest, suscitant débats et commentaires avant la moindre institutionnalisation permettant d'apaiser définitivement cette dimension, tant individuelle que collective, puisque l'on sait que c'est surtout par le côté *aboutissant* et structurel de chaque axe que son côté *tenant* peut substantiellement évoluer. D'où l'intérêt ici de bien distinguer l'*avènement* culturel de la Tempérance des conséquences, elles aussi culturelles, de son application délodiste par le biais de l'organisation politique, lesquelles ont déjà été suffisamment décrites.

La prise de conscience individuelle et la redéfinition des enjeux sociétaux, pour ne pas dire la redécouverte du monde et d'une bonne partie de la Vie sous l'éclairage tempérant, induiront bientôt, outre les effets psychologiques si positifs détaillés en section 2 de ce chapitre, la ou les réactions propres aux citoyens culturellement les plus influents que sont tous les penseurs, scientifiques, journalistes, commentateurs, écrivains, religieux et autres artistes, et ce d'autant plus qu'à l'instar de ce qui se produit à chaque avancée majeure de l'Humanité, l'ensemble des domaines culturels se trouve concerné. La responsabilité personnelle des citoyens précités, en raison même de leur substantielle visibilité au cœur du paysage médiatique en particulier, leur confère un rôle essentiel dans la transmission élargie et l'efficace vulgarisation des réflexions et innovations tempérantes, sachant qu'à la différence des dominants et sur-dominants socio-économiques et de leurs entreprises, la plupart de ces personnalités « culturelles » au sens large ne seront financièrement concernées par la Tempérance qu'au prorata de revenus certainement plus raisonnables, assortis d'un taux d'Impôt-Transfert de Péréquation d'autant plus éloigné de la limite des quasi 50%. Mais, si l'enjeu fiscal concernant ces personnalités a des chances d'être limité, leur prochain positionnement face à l'heureuse « révolution culturelle » du délodisme biéconomique, dont l'universalisme descend en droite ligne des apports attribués aux Lumières, sera déterminant et instantanément révélateur du

type de domination ou *sur*-domination dont ces intellectuels profitent, car la Tempérance n'est que la stricte continuation et conclusion, enfin pacifique et objectivée de façon quadrifaciale, matérielle et culturelle, des idéaux républicains et démocratiques de la Révolution Française de 1789, autrement dit la concrétisation effective des droits de l'Homme et du Citoyen.

En matière de culture, sur l'axe immatériel constituant la société, la différence entre domination et *sur*-domination n'est plus une question de revenu ou de richesse matérielle, mais de contenu ou de sens objectif, c'est-à-dire cohérent ou non avec les équilibres socio-économiques qui prévalent chronologiquement, de par la priorité de la survie physique et matérielle sur tout *développement* culturo-politique, individuel comme collectif. Plus précisément, ce qui permettra bientôt de trier les bonnes ou mauvaises influences culturelles, en particulier du point de vue des « suiveurs », adeptes et autres partisans trop souvent abusés, sera avant tout le respect ou non, la compatibilité ou non, des opinions émises vis-à-vis des principes universels d'équilibrage pacifique désormais établis plus clairement que jamais par la pensée tempérante et ses innovations. Car l'effet filtrant, classifiant, de la clarification biéconomique et de son corollaire délodiste s'appliquera aussi aux relations culturelles, de façon *qualitative*, dans la mesure où les discours et autres opinions induisant l'asservissement, la division, la violence et la haine seront trahis par leur incohérence patente face à l'universalité des lois sociétales objectives de la Justice et de la Paix, puisque celles-ci précèdent matériellement et socialement la moindre intériorisation ou extériorisation culturelle, et il deviendra difficile, pour ne pas dire impossible, de contredire les deux apports fondamentaux de la pensée tempérante, sans se révéler peu ou prou promoteur ou profiteur culturel d'injustice. En quelque sorte, c'est l'absence de développement des principes démocratiques universels, en particulier sur le socle concret de l'axe socio-économique, qui a favorisé jusqu'à présent les pires abus, violences et contre-violences psychiques de sur-domination intellectuelle avec leur inévitable cohorte d'erreur par incomplétude, de mensonge, de manipulation et de stigmatisation, sur la face « culturelle » d'un faux débat, d'une évolution dévoyée, car *in fine*

récupérée et exacerbée par les pouvoirs socio-économiques, à travers la structuration politique et pseudo-démocratique correspondante.

Or l'excuse de l'ignorance des tenants et aboutissants objectifs et primo-axiaux de la Justice et de la Paix ne tient plus désormais, grâce aux innovations proposées au sortir de ces *Réflexions*, ce qui promet de *tout* changer pour les leaders d'opinion, en ce sens que ces personnalités auront à se déterminer face à la nouvelle donne intellectuelle induite par le présent ouvrage, et leurs précieux apports dépendront directement de leur liberté d'opinion, au sens de leur capacité à s'adapter, et même à se remettre en cause si nécessaire, en réponse au cap historique franchi par la Tempérance. Cela n'est pas une mince affaire, car la dégradation des débats et la violence intellectuelle de prises de positions de plus en plus caricaturales et intolérantes, induites par l'effondrement systémique des sociétés actuelles, ont fait perdre à nombre de ces citoyens influents le sens de l'universel, et le risque est conséquent pour chacun de ne se positionner qu'en fonction des autres, contre telle ou telle personne par pur réflexe prétempérant ou inertie des exacerbations passées, voire de rester arc-bouté sur des convictions qui ne seraient qu'en partie fondées, au vu de l'unification biéconomique et délodiste. Sans doute plus que tout autre catégorie de citoyens, en raison de leur rôle spécifique et de leur impressionnante culture le cas échéant, ces « intellectuels » de toute spécialité et de tout bord auront grand intérêt à se placer mentalement au sommet de leur propre pyramide, mais aussi -et surtout- de l'ennéaèdre sociétal, afin de s'émanciper des micro-débats confinés à telle ou telle aspérité d'une face ou d'une autre, autant que des formules à l'emporte-pièce qui font enfler la mousse médiatique au jour le jour et désintègrent la conscience et la mentalité *collectives*, à l'opposé de tout ce qui réunit les humains en citoyens.

En s'appuyant sur la philosophie tempérante qui considère que le plus souvent, une partie de vérité « objective » réside de part et d'autre de tout débat sérieux, et plus encore en reconsidérant leur œuvre passée et leur compréhension du monde à l'aune des apports de cette recherche et de sa vision géométrique, ces leaders, pédagogues envers les autres,

seront les mieux armés pour trier le meilleur, non seulement de ce qu'ils auront lu dans les quatre livres de ces *Réflexions*, mais tout autant de ce qui aura constitué leur « carrière » ou production intellectuelle jusqu'à cette lecture, en espérant qu'ils auront trouvé cette dernière révélatrice de nouvelles idées et vérités propres à stimuler leur créativité au service de la Justice et de la Paix, unique obsession « verso-recto » de l'auteur de ces lignes. Sur ce versant de l'ennéaèdre, tout comme précédemment s'agissant de l'axe primaire et concernant les plus riches citoyens, tous les influenceurs laïcs ou religieux listés plus haut endosseront donc une responsabilité historiquement rarissime, comme à chaque occasion de progrès majeur, et si leur souci de pérennité intellectuelle positive est prioritaire sur leurs attaches prétempérantes négatives, ils pourront se prémunir du ridicule de toute erreur ou autre condamnation péremptoire, telle que celle d'une très lointaine Eglise Catholique Romaine face à un Galilée, toute proportion gardée, naturellement !

Il ne fait bien sûr aucun doute que sur les quarante-sept chapitres des présentes *Réflexions*, nombres de critiques utiles et constructives se verront apportées, en particulier s'agissant de sous-domaines survolés, de détails et autres modalités techniques qui ne forment pas l'essentiel de l'objet visé, mais il est pour autant certain que la remise en cause des principes et de l'utilité vitale des solutions biéconomique et délodiste, en tant que telles, serait révélatrice d'un positionnement réactionnaire induisant le soutien de la violence et de l'injustice, ultralibérale ou autre, ce qui serait pour le moins choquant de la part d'intellectuels censés être au plus près de l'axe universel de la Vie et donc au-dessus de toutes les contingences monofaciales de hauteur (ou bassesse) intermédiaire. D'où l'occasion inespérée pour chaque citoyen culturellement influent, suite au présent ouvrage, d'opérer puis de diffuser un véritable *reset* intégrant les apports tempérants, quitte à devoir reclasser ses idées, en déclassant celles qui dérivaient d'une vision des choses désormais caduque, et le moins que l'on puisse dire est qu'il y a matière, comme jamais depuis très longtemps, à stimuler tous les cerveaux et les cœurs, sans mélanger réflexion et émotion en noyant le fragile vaisseau de la première dans l'océan tumultueux de la seconde.

Il est souhaitable que l'accueil culturel de la Tempérance induise d'abord la libération de chaque intellectuel, seul ou en école de pensée, vis-à-vis d'éventuels a priori ou autres préjugés, puis le décryptage des apports novateurs de cette étonnante perspective, en relation avec l'état des lieux philosophique et scientifique du moment, autrement dit le fond et la forme des principaux débats en cours, et il faut surtout espérer que cette réception historique suscite les développements, améliorations, et autres perfectionnements nécessaires, de préférence à la caricature d'un jugement aveuglément positif ou négatif, au travers d'une opinion ou prise de position précipitée par le moindre intérêt psycho-hiérarchique, voire socio-économique ou idéologique. Sinon, il est à craindre que la réception des principes et innovations exposés au fil de ces *Réflexions* soit biaisée par la position d'autorité morale, technique ou scientifique de telle ou telle éminence grise, du seul fait que cette recherche et ses résultats ne proviennent pas du sérail et risquent de remettre en cause une proportion de certains travaux passés, tant il est avéré que toute idée novatrice commence par déranger. Les certitudes additionnelles qui se sont développées au cours de cette étude, pour imparfaites, incomplètes et évolutives qu'elles soient, devraient pour autant s'imposer tôt ou tard dans l'Histoire humaine puisqu'il est patent qu'elles correspondent aux besoins vitaux de notre époque tourmentée, à tel point que c'est aussi et d'abord sous la pression des simples citoyens lecteurs de ces pages que peu à peu tous les dominants culturels influents devront se positionner, et ce sera tant mieux pour la Justice et la Paix si ces derniers pressentent le sens de l'évolution en partageant les thèses difficilement critiquables de la Tempérance, pour en devenir les plus ardents promoteurs.

Car la vraie critique, à l'instar des efforts réflexifs de ces quatre livres vis-à-vis de l'ultra (et donc anti-) libéralisme ambiant, suppose la proposition constructive d'une solution nettement supérieure à celle que l'on réfute, ou a minima d'une alternative au moins aussi crédible que ce à quoi l'on s'oppose, et le « pari » est ici renouvelé que le délodisme biéconomique constitue bel et bien *la* solution universelle à toutes les violences et injustices passées et actuelles, en filtrant l'eau de la Vie dès

la première source qui génère ces malheurs humains. Enfin, plus utile et révélatrice encore que la critique, l'expérience pratique sera toujours le moyen imparable d'apprécier la pertinence *trans*historique de chaque découverte, et historique de chaque invention, et l'impasse évidente du temps présent, humaine autant que planétaire, ne pourra que dicter cette double solution *clé en main* en tant qu'urgentissime bouée de sauvetage sociétale, institutionnelle et conséquemment écologique. D'où l'intérêt majeur de connaître bientôt les avis experts et opinions argumentées des citoyens culturellement boosters, indépendamment de l'appropriation universelle d'un ouvrage accessible à tout lecteur « quantitativement » courageux.

En toute logique, pour répondre à la parution de ces *Réflexions*, les réactions intérieures à l'esprit de chaque lecteur -comme les débats populaires qui s'ensuivront ou les apports approfondis des intellectuels et autres spécialistes en tout genre- seront centrées sur les quatre faces et les deux axes d'une vision pyramidale qui a déjà fait ses preuves au long de ces quarante-sept chapitres, c'est-à-dire déclinées en considérations touchant essentiellement aux rapports socio-économiques et politiques, via une phase culturelle incluant l'éducatif et l'idéologique, non sans autoriser au passage la « filtration » généralisée des débats intra comme interreligieux. Tout cela devrait contribuer à une conscientisation plus universaliste que jamais, enfin respectueuse des différences culturelles (et cultuelles le cas échéant), en induisant comme il se doit la tolérance envers la liberté d'expression et tous les modes de vie respectueux des principes tempérants, en tant que terreaux d'une diversité apaisée par la compréhension de ce message de Justice et de Paix *raisonnées*, puisque se trouve enfin démontrée, autant qu'il semble possible jusqu'à ce jour, l'universalité d'une seule et même Humanité, grâce à la résolution des contradictions de sa binaturalité existentielle. S'agissant par ailleurs de l'accueil culturel des apports tempérants par l'ensemble des citoyens, et à plus forte raison des leaders d'opinion, cette évolution certaine et ces prises de position inévitables seront d'autant plus rapides et motivées que les deux innovations axiales du délodisme biéconomique éclaireront d'un jour nouveau tous les enjeux intra et inter-sociétaux du moment,

autorisant une compréhension élargie et plus objective, car universelle ou *trans*-historique, des problèmes et des solutions, et libérant l'opinion de chacun de la surface écumante des humeurs et autres émotions. Car après avoir lu et intégré les apports tempérants, la compréhension de la moindre actualité sociétale s'éclaircira en prenant instantanément une hauteur de vue révélatrice des origines prétempérantes de tout enjeu de violence et de division.

La longue expérience de l'Histoire ne fait que corroborer, hélas en creux, la pertinence et l'utilité des thèses tempérantes quadrifaciales, puisque la situation actuelle de toutes les nations du monde (y compris les exceptions des microsociétés artificielles qui servent précisément de paradis fiscaux) démontre plus que jamais la triple impasse sociétale du capitalisme, du socialo-communisme et de la solution mixte, confuse car mono-systémique, d'une forme ou une autre de « social-démocratie » ou pseudo-centrisme, ces trois solutions étant identiquement plombées par les mêmes tares historiques, désormais observables par tout un chacun. Il serait dès lors surprenant, pour ne pas dire révélateur de malhonnêteté intellectuelle, que les leaders d'opinions de la troisième face pyramidale n'apprécient pas les innovations de la pensée tempérante, ni la logique de ses solutions biaxiales, et se refusent à les inclure pour les prolonger à leur façon afin d'en compléter utilement les modalités d'application, puisque la *quatrième* option sociétale du délodisme biéconomique, via ses clarification et simplification bi-systémiques, couronnées par le bi-centrisme politique de deux domaines sociétaux enfin étanches face à tout risque de corruption, ne peut qu'être un progrès universel, un bond en avant spectaculaire en direction de la démocratie « intégrale », dans le sens de quadrifaciale, et donc de la Justice et de la Paix. Autant dire qu'en matière d'opinion, de pensée argumentée, et de recherche en tout domaine culturel, l'accueil réservé à ces *Réflexions* permettra de révéler les esprits les plus positifs et de faire tomber les masques de ceux qui profitent d'une supériorité morale ou intellectuelle pour manipuler leurs « suiveurs » contre leur propre intérêt objectif, en particulier s'agissant des enjeux de nature philosophique, idéologique ou religieuse, outre le

positionnement de chacun face aux apports scientifiques indéniables de la Tempérance s'agissant de gestion politique et socio-économique.

Enfin, au-delà des débats indispensables, et une fois la mentalité collective majoritairement acquise aux deux innovations tempérantes, il sera nécessaire de formuler une sorte de *reset* culturel collectif, même indépendamment de la proclamation explicite des principes, structures et méthodes d'application du délodisme biéconomique qui définiront la première constitution quadrifaciale de l'Histoire. Le cap sans précédent qui sera franchi impose en effet de s'assurer que tous les citoyens soient simultanément mis au courant de leurs nouveaux droits et devoirs socio-économiques, culturels et politiques, à titre *individuel*, en français, mais avec traduction en de multiples langues disponibles, moyennant la juste obligation d'une forme de « signature » attestant la *réception* de ce tout nouveau -et enfin complet- contrat social, à titre de complément d'une carte d'identité ou de séjour, voire de tout autre document équivalent, afin de responsabiliser chaque personne adulte face à l'application de la triple devise républicaine, et française en l'occurrence, puisque nul n'est censé ignorer la Loi, a fortiori s'agissant de la plus fondamentale. Par ailleurs, la brève période techniquement nécessaire pour cette diffusion légale et officielle devrait être mise à profit pour occasionner le plus large éventail possible de conférences et affichages d'information, ainsi que de micro-formations facultatives ou obligatoires, avec la précieuse participation des Municipalités et des médias territoriaux publics, tandis que ce moment à tous égards unique de l'Histoire justifiera une priorité exceptionnelle au sein des établissements scolaires et universitaires via l'éducation civique ou tout autre enseignement connecté à l'Histoire ou au Droit. Ainsi la prise de conscience individuelle et collective du *New Deal* sociétal de la Tempérance attestera l'ajout de la Responsabilité à la trilogie de la célèbre devise nationale des Français, en instituant le Bien Commun du délodisme biéconomique en tant que contrat social et pacte républicain enfin authentiques et exhaustifs, dignes d'être adoptés par tous les peuples désireux de s'émanciper des surdominations passées et actuelles, pour que légalité et légitimité coïncident en tout point, sans le moindre fossé ni hiatus possible.

5 - Accueil et Greffe d'Ordre Socio-Politique.

En considérant, toujours dans l'optique du présent chapitre, les seules conditions et conséquences pratiques de la *tempérisation* sur telle ou telle catégorie sociale, comme si l'on plaçait la loupe réflexive sur le moment très précis de la réforme sociétale correspondante et de la mise en œuvre de la première constitution dûment « économico-politique » de l'Histoire, force est de constater que tous les citoyens *commenceront* à exister au sens complet et objectif de ce terme, puisque l'on ne saurait être et rester citoyen sans égalité effective de droits quadrifaciaux, du moins jusqu'à hauteur du palier médian que dicte l'équilibre paritaire, et donc libertégalitaire, entre deux volumes sociétaux aux populations dès lors objectivement hiérarchisées. Aucun citoyen digne de ce nom n'a donc jusqu'à présent existé sur la planète, dans la mesure où les pseudo-sociétés prétempérantes n'ont produit que des majorités de surdominés politiques ou *sous-citoyens*, menées par des minorités de surdominants politiques ou *sur-citoyens*, aboutissant aux situations toutes relatives de confuses pseudo-démocraties dérivant logiquement vers quelque forme (déguisée ou non) de dictature, au sens de monopolisation des pouvoirs, que celle-ci soit d'habillage extrémiste ou centriste, tandis que même les premières « démocraties » de la Grèce antique ne concernaient qu'une petite partie de leur population en excluant les femmes et les esclaves. De ce point de vue, l'équilibrage tempérant de la « quatrième face » fera enfin apparaître au grand jour *la* citoyenneté universelle, tout comme la parité des deux volumes sociétaux complémentaires du législatif et de l'exécutif, selon une juste hiérarchisation objectivement fondée entre les citoyens moteurs et boosters, agrémentée des conditions de compétences afférentes aux « mandats » des trois niveaux exécutifs, et plus encore de la transparence intégrale de l'ensemble institutionnel.

Pour le commun des mortels, la citoyenneté deviendra enfin une réalité, directe à l'échelon communal, voire micro-régional, et indirecte, ou plus précisément *semi-référendaire* à celui de la Nation toute entière

via les Congrès Législatifs, car dans ces deux cas, ce seront de simples citoyens universels, moteurs et boosters mélangés, et statistiquement en tout point représentatifs, qui useront du pouvoir proprement politique de proposer, de débattre et de voter, grâce aux principales institutions et modalités définies au fil de ces *Réflexions*. Autrement dit, chaque adulte jouira du libre droit d'exister et de s'exprimer enfin dans sa dimension culturo-politique intégrale, ce qui est la moindre des choses pour ne plus faire mentir les droits jusqu'à présent théoriques de la vraie démocratie, tandis que *le* politique deviendra une activité noble, normale et régulière à longueur d'année au fil des périodes de proposition-consultation-débat ou de décision, en lieu et place des kermesses ou théâtres tragicomiques et démagogiques d'élections prédélodistes seulement occasionnelles, sur fond de double langage caricatural et minoritaire. En acquérant ainsi le même droit à l'expression politique que les minorités prédélodistes, via le média commun et républicain des Sites de Proposition pétitionnaires, chaque citoyen de l'écrasante majorité jusqu'à présent réduite au silence aura enfin un double intérêt individuel *et* social à se responsabiliser, à s'impliquer, en même temps qu'une chance égale de participer au Bien Commun à son juste niveau législatif et/ou exécutif. Autant dire que la Tempérance induira l'apparition de la citoyenneté la plus équilibrée et la plus complète qui soit, à la fois en tant que condition *et* résultat de la Justice et de la Paix civiles, dont découlera mécaniquement, entre toutes les nations peu à peu *tempérisées*, l'équilibrage mondial et écologique d'une Humanité supérieure, au plus proche de l'aboutissement effectif de ses idéaux les plus universels, lesquels passeront de l'inconscient au conscient via des principes devenus réalité.

Face au progrès émancipateur sans précédent de l'accession de *tous* les citoyens à leurs droits et responsabilités politiques, et donc à la disparition de la *sous*-citoyenneté, il va de soi que la *sur*-citoyenneté des actuels surdominants politiques, promue par les modalités partisanes et électorales, se verra gommée de l'Histoire en se *tempérisant* sur la seule face culturelle, ce qui correspondra à la disparition des carrières et autre personnalisation ou accaparement clanique des fonctions et pouvoirs législatifs, exécutifs, de même que supra-administratifs, tout comme des

réseaux rendus systémiquement corrompus -et corruptifs- par les tares inhérentes aux mono-systèmes pseudo-démocratiques. Á la différence des leaders socio-économiques, dont la position et le pouvoir historiques ne seront que proportionnés aux exigences libertégalitaires objectives de la Justice et de la Paix, ou des dominants culturels, dont le rôle ne sera principalement modifié qu'en termes de « contenu qualitatif », les sur-dominants politiques ne pourront se *tempériser* en dominants légitimes qu'en cédant leur place pour ne la partager qu'au titre de citoyen apte à être choisi par tirage au sort, à titre ponctuel et temporaire, et seulement en fonction du niveau de leurs compétences, à l'instar de milliers ou de millions d'autres citoyens de statut équivalent. Comme déjà précisé lors des *Réflexions* correspondantes, l'évolution notoire du cap tempérant, à l'instar de chaque découverte ou innovation d'envergure entraînant la perte d'utilité commune de telle ou telle catégorie socio-professionnelle, aura ici pour effet de remettre en cause le *métier* ou *statut* de politicien et par conséquent l'insupportable politique politicienne, ses obsessions de concurrence stratégique, ses basses manœuvres d'intérêts financiers égoïstes, sa délinquance d'abus de pouvoir, sur fond de copinage, de fonctions fictives, et autres subtils va-et-vient entre les sphères publique et privée. En tant qu'ambitieux carriéristes, les politiciens d'aujourd'hui cèderont enfin la place aux vraies personnalités politiques qui pourront désormais influencer le cours de l'Histoire en matière culturelle, (par le biais des associations ou entreprises de fait que sont les partis politiques, lobbies et autres think-tanks), quelle que soit leur cause ou motivation, et leur importance ou célébrité ne dépendra plus que de la pertinence de leurs propositions face aux attentes majoritaires *et* minoritaires, au sein d'un débat devenu citoyen, respectant le portrait statistique typiquement contrasté de chaque peuple. Autrement dit, les vraies personnalités de la politique seront toujours professionnellement actives, avec une passion intacte, car désintéressée, et seront même plus utiles que jamais dans la sphère *culturelle* du débat citoyen, en particulier grâce à la démotivation des faux leaders aux ambitions égoïstes et aux méthodes douteuses, car la transparence des nouvelles mœurs politiques incitera ces derniers à s'amender en devenant politiquement des citoyens comme les autres, ou

à quitter une scène désormais dûment intégrée à la seule troisième face de l'ennéaèdre sociétal.

La fonction politique, législative ou exécutive, n'est donc pas un métier, mais un droit citoyen aussi universel que possible, dans le sens d'être partagé par des millions d'adultes, à tour de rôle, sur la seule base équitable d'un tirage au sort accepté et selon le statut parallélépipédique ou pyramidal de chacun, complété par l'exigence d'un niveau minimal de compétences, voire de spécialisation, démocratiquement défini, et moyennant formation et information suffisantes des « élus du sort » à chaque session ou autre début de mandat. En atomisant ainsi l'accès aux deux responsabilités politiques entre des millions de citoyens, via un roulement constant de participation, dûment sécurisé par la transparence financière et budgétaire absolue du Domaine Public, les derniers restes bancals des monarchies républicaines pseudo-démocratiques rejoindront les musées de l'Histoire prétempérante, car non seulement les tares de l'électoralisme partisan auront disparu des paysages politiques à venir, mais la nature, la substance même du pouvoir politique, du leadership propre à l'exécutif, se sera qualitativement *tempérisée* en s'équilibrant avec le pouvoir législatif parallélépipédique et universel. En descendant d'un étage pour devenir collégiale en Assemblée Gouvernementale, sans plus aucune personnalisation présidentielle ni ministérielle politique, au sens de pouvoir individuel quasi absolu et autres super-privilèges auto-gratifiés, la souveraineté citoyenne deviendra enfin universelle et directe à l'échelon de chaque Commune, indifféremment directe ou indirecte pour la gestion des Régions de Proximité (ou Départements français), et constamment semi-référendaire par les Congrès Législatifs s'agissant du niveau national, ce qui rendra dès lors les carrières individuelles et leurs réseaux d'intérêts minoritaires prédélodistes *de facto* inexistants sur la face politique décisionnelle, sauf indirectement par la juste influence qui pourra toujours être exercée via les véritables débats de fonds de la face culturelle, celle-ci se trouvant enfin universellement partagée grâce au média commun des Sites Officiels de Proposition Citoyenne, et par la même occasion, dûment libérée des humeurs et autres excès bassement pécuniaires ou commerciaux du réseau Internet.

Á l'instar de maintes professions rendues inutiles par les progrès de l'Histoire, la classe, ou caste des politiciens professionnels devra se recycler (sans doute très facilement compte tenu des compétences de ses membres et de leurs si précieux carnets d'adresses), soit dans le secteur public en tant que (haut) fonctionnaire, non sans désormais s'habituer à gérer ou accepter des prises de décisions collégiales, ainsi qu'un degré certain de démocratie sectorielle publique, et toujours sous l'autorité des Commissions Ministérielles de l'Assemblée Gouvernementale, soit en rejoignant le marché classique du secteur privé, à titre d'indépendant, de cadre supérieur salarié ou de manager. Cette indispensable reconversion ou adaptation de carrière ne fait que correspondre aux besoins de Justice et de Paix politiques que les actuels systèmes électoraux par candidature partisane sont incapables de satisfaire, et dont l'équilibre objectif dérive directement des contraintes de la libertégalité, en tant qu'aboutissement rationnel de la réforme systémique tempérante et transposition axiale des conditions de l'équité vitale socio-économique. C'est aussi, par la même occasion, la découverte de l'authentique *légitimité* conforme à la parité-binarité de la double nature caractérisant tout être vivant grégaire, flore et faune comprises, légitimité vitale comme condition de viabilité durable, et donc supérieure à toute légalité historique qui ne respecterait pas ledit équilibre, ce qui au bout du compte, permet de faire progresser, en les objectivant, les notions de bien et de mal, de bon ou de mauvais, au sens sociologiquement moral, mais aussi économique et écologique de ces termes, sur la base géométriquement observable des proportions de la pyramide-ennéaèdre tempérante.

Ces rappels ont dès lors pour but d'interpeller les sur-dominants politiques des dictatures et autres pseudo-démocraties prédélodistes, a fortiori compte tenu du fait que dans ces systèmes, le moindre statut individuel, pérenne ou non, de nature politique, constitue en lui-même une position surdominante objective, une situation sociale illégitime au sens *supra-légal* du terme, y compris indépendamment du moindre abus de pouvoir historiquement illégal. Car l'électoralisme partisan équivaut à usurper le droit de vote universel sous la forme d'un devoir d'élire, et

si par ailleurs nombre d'élus professionnels ou quasi-professionnels sont sans doute honnêtes, leur poids dans la balance sociétale de l'évolution politique est rendu négligeable par la prédominance systématique des leaderships véreux, selon la réalité fatidique qui veut que « la mauvaise monnaie chasse la bonne », ce qui sera hélas le cas aussi longtemps que ces violences ou abus historiques naturels ne seront pas préventivement rendus impossibles grâce à l'équilibrage institutionnel tempérant.

D'où l'intérêt majeur de savoir comment l'innovation *délodiste* sera accueillie par les actuels dominants politiques, et de connaître leurs réactions face à l'ensemble des principes tempérants, solidement assis sur leur base de biéconomisme. Il est très possible que certains leaders et leurs partis soient mieux à même d'apprécier et de valider les apports de cette recherche motivée par la quête de Justice et de Paix, ne serait-ce que parce que le rééquilibrage social induit par ces *Réflexions* tempère de fait une loi du marché libéral elle-même trahie par l'*ultra*libéralisme, mais l'on peut également craindre qu'en tant que professionnels ayant jusqu'à présent profité de la « semi-royauté-semi-démocratie » dérivant d'une évolution incomplète depuis les Lumières, tous les sur-dominants politiques soient opposés à l'idée de partager *équitablement* les pouvoirs de la quatrième face pyramidale avec leurs concitoyens. Autant dire que les débats très bientôt consécutifs à l'apparition historique de la pensée tempérante donneront l'occasion de tester les partisans politiques, leurs si nombreux élus, et plus encore leurs leaders d'envergure nationale, en révélant au grand jour la véritable idée qu'ils se font de la démocratie.

S'opposer à la *citoyennisation* ou démocratisation des droits et des rôles politiques, législatifs et exécutifs en particulier, revient à dire que l'on se satisfait de la situation actuelle, autrement dit, s'agissant du cas français, de la V° République et de son mode de fonctionnement peu ou prou monarchique, à tel point que son Président, très minoritaire au sens tempérant de sa représentativité populaire, peut gouverner à coup de jupitériennes ordonnances, d'opaques conseils de défense et autres Articles 49-3 à répétition, avec l'assentiment faussement offusqué d'une assemblée ingérable, dont les opposants fuient le risque d'un retour vers

les électeurs en cas de dissolution, sous couvert de ne pas « s'associer » avec tel autre parti, alors qu'une motion de censure implique *seulement* l'idée d'une désapprobation en votant contre un projet gouvernemental jugé crucial de part et d'autre.

Face à l'impatience et à l'écœurement de tous les citoyens non encartés, lassés des politicailleries parlementaires et gouvernementales, dont les petites phrases médiatiques et autres provocations personnelles témoignent du manque de vision, de hauteur et de conscience des enjeux collectifs, les dominants politiques se trouveront prochainement placés au pied du mur par la disponibilité des solutions tempérantes et de leur innovation délodiste, sachant que si cette dernière se voit ouvertement et globalement refusée ou réfutée par la classe politique, ce sera la preuve de la collusion d'une caste qui profite de l'incomplétude de l'évolution vers la démocratie, de l'exclusion de l'immense majorité silencieuse des citoyens en matière de libertégalité institutionnelle, et dès lors l'aveu de la domination des obsessions minoritaires, financières et « sociétales », aux seuls dépens de l'intérêt général. Dans la mesure où, s'agissant de la France, tous les dominants de la quatrième face pyramidale se vantent d'être aussi républicains que démocrates, il faut espérer une approbation unanime du monde politique prétempérant, en réponse à la proposition de la prochaine réforme délodiste, avec, à la clé, toutes les conséquences pratiques répertoriées plus haut, faute de quoi le masque de l'hypocrisie individuelle ou clanique des politiciens tombera de lui-même, suivant l'effet de mise en lumière et de filtration propre à la conscientisation dérivant de chaque progrès culturel sensible. D'où l'indispensable *rétro-glissement* de cette catégorie de citoyens de la face politique vers la face culturelle.

En prenant pleinement conscience des innovations tempérantes et, symétriquement, des torts, volontaires ou non, causés à la démocratie par l'absence de solution délodiste jusqu'à ces *Réflexions*, les *sincères* républicains démocrates ne pourront qu'encourager l'évolution positive de la Justice et de la Paix et pourquoi pas, saisir l'occasion unique de cette nouvelle ère pour participer activement, comme n'importe quel

citoyen motivé, ou a fortiori en tant que leader d'opinion, à la mise en place de la Constitution correspondante, dans le seul cadre des débats culturels et des processus constituants qui s'établiront tôt ou tard sous la pression des indissociables urgences sociétales et écologiques. Par cette occasion inespérée de se racheter une conscience et d'acquérir enfin une image de légitime respectabilité au sein de l'opinion publique, la classe politique éclairée et *tempérisée* pourra faire profiter de son expérience en matière institutionnelle, tout en s'adaptant pour adopter et respecter les principes délodistes en en complétant les détails techniques, sachant que cela devrait aboutir à la simplification spectaculaire de l'usine à gaz procédurale improvisée au fil de tant de crises politiques, via les vains déguisements pseudo-démocratiques hélas si typiques des précédentes constitutions. C'est donc en passant de la surdomination institutionnelle politique à la domination *culturelle* et librement représentative du débat idéologique que les leaders d'opinion, idéologues, actuels militants de partis politiques et élus en tout genre seront simultanément légitimes et respectables, désormais suivis pour leur pertinence ou utilité commune dans le débat public, tandis que celui-ci ne pourra que se désidéologiser, se libérer des tragi-comédies caricaturales du passé, en s'appliquant sur le *fond* de chaque enjeu, pour persuader par adhésion au lieu d'imposer quoi que ce soit aux citoyens, ce que garantira techniquement le média culturo-politique commun et républicain des fameux Sites Officiels.

La langue de bois étant vouée à disparaître de par la transparence et la responsabilisation généralisées propres au *délodisme* à travers ses secteur et Domaine publics, les débats politiques ne seront plus jamais de nature schizophrénique entre droite et gauche, puisque désormais, le double système tempérant sera localement socialiste envers les citoyens les plus précaires ou « minimaux » et constamment *équilibéral* envers les citoyens « autonomes », tandis que chaque question ou enjeu mis à l'ordre du jour sera promu en fonction de son importance historique du moment, en absolue et fidèle continuité de représentation du portrait réel et évolutif de *toute* la société. Ainsi, sur l'axe culturo-politique, grâce à l'équilibrage socio-économique de l'axe orthogonal physico-matériel, la Tempérance réalisera, à n'importe quelle échelle sociétale, un équilibre

supérieurement stable de proportionnalité inter-domaniale, tout autant qu'intervolumétrique, c'est-à-dire les conditions d'une solidarité vitale respectant la liberté individuelle en stricte parité. En ce sens, la double solution du délodisme biéconomique permettra de retrouver et surtout de préserver indéfiniment l'entraide, le lien et la grégarité spontanément caractéristiques des *microsociétés* les plus précaires, en y ajoutant, du point de vue enfin libertégalitaire de l'équilibre équitable et pacifique, la proportion maximale *possible* d'émancipation individuelle et de liberté, historiquement typique des sociétés de grande envergure répondant au nom de *civilisation*.

Face au progrès qualitatif d'un tel bond en avant, les impasses actuelles, non seulement sociétales et quadrifaciales, mais mondialisées, ne sauraient pas plus satisfaire les dominants politiques que les citoyens, du seul fait que les premiers revendiquent des responsabilités publiques maximales à travers leur course obsessionnelle au pouvoir suprême. En étant ainsi aux manettes décisionnelles de la cohérence locale, régionale, nationale, et même internationale via maintes institutions continentales ou planétaires, la classe politique n'aurait aucune excuse en ignorant le train de l'Histoire, et ses rôles actuels, aux divers échelons décisionnels, l'obligent moralement à participer à la reconstruction urgentissime de l'édifice commun ainsi qu'à la réparation de ses propres errements et autres opportunismes avant qu'il ne soit trop tard pour la planète et la civilisation, ce qui vaut bien le sacrifice de quelques privilèges devenus désormais injustifiables. Car même avant l'avènement historique de la pensée tempérante à travers ces pages, c'est d'abord et surtout l'absence patente de courage politique et de conscience de l'intérêt général qui a permis au libéralisme de se radicaliser et fourvoyer en *ultra*-libéralisme, avec la bénédiction et le soutien souvent actif des minorités politiques au pouvoir, aux seuls dépens de la Justice et de la Paix, jusqu'au point de faire douter simultanément des avancées encore toutes relatives de l'Occident et des idéaux universels de la *vraie démocratie*, compatible avec les Lumières qui en ont enfanté les principes désormais complétés par l'architecture « quadrifaciale » de la pyramide-ennéaèdre.

6 - Accueil et Greffe d'Ordre Écologico-Spirituel.

Qu'il s'agisse de la prise de conscience culturellement partagée des principes tempérants, préalable à toute évolution sociétale concrète, ou des effets si positifs de la greffe historique qu'il faudra tôt ou tard -et pacifiquement- pratiquer, l'incidence ultime et *symétrique* des progrès issus de ces *Réflexions* se finalisera par la jonction-intrication des deux extrémités existentielles que forment le socle terrestre, en tant que base « pyramidale » et territoire humanisé, et l'épanouissement maximal de l'esprit ou de la conscience philosophique face à la Vie et son Mystère, sachant que le lien et la clé d'équilibrage transcendant tous les étages intermédiaires de la Pyramide Tempérante ne sont autres que le *temps* et sa libération enfin devenue effective sous forme de choix conscient tout au long de chaque existence individuelle. C'est en effet par ce biais que la *tempérisation* sociétale du *mode* et du *rythme* de vie garantira, en même temps que les proportions maximales d'égalité et de liberté, la jouissance du bonheur d'*être* et le respect émerveillé de la Nature, entre autres via les précieuses ressources qu'elle procure à l'Humanité, même si, bien sûr, la distinction entre ces deux « mondes » n'est que fictive en dérivant précisément de la conscience. Car grâce au *temps*, substantif dont la sonorité française résonne fort à propos avec la Tempérance, les valeurs et besoins de l'axe culturo-politique prendront le dessus sur les données et finalités socio-économiques, en tant qu'aboutissement d'une quête de bien-être enfin proportionnée à l'échelle humaine, locale avant tout, qu'il est vain de prétendre dépasser au quotidien sans une véritable raison librement déduite du pesage exhaustif des *pour* et *contre* de toute décision responsable, selon une « priorisation » qui, pour être efficiente, gagne toujours à se laisser guider par le bon sens. Or ledit bon sens ne provient que de la proximité immédiate et du contact constant avec le milieu environnant, naturel autant que sociétal, ce qui explique pourquoi les enjeux sociaux et écologiques ne font qu'un, et vont de pair avec le localisme, sous forme de souveraineté pratique aussi quadrifaciale que possible, cela n'excluant aucune envergure supérieure au local sitôt que

celle-ci fédère des énergies respectant précisément les deux critères de l'équilibrage tempérant, à savoir, la partition-répartition biéconomique et le délodisme culturo-politique.

Concrètement, grâce à la *re-territorialisation* des énergies socio-économiques, tout comme spirituellement, via la libération du véritable esprit (auto)critique qu'offre le loisir de réfléchir, ou de se voir et sentir vivre, le temps désormais réévalué, « gagné » et libéré par l'équilibrage délodiste et biéconomique, pourra satisfaire les humains dans de telles proportions psychologiques et affectives au travers des nouveaux liens villageois et *équi-urbains* retrouvés après tant d'éprouvantes décennies d'atomisation anonyme, individualiste, et « ultra-métropolisée », qu'il deviendra possible et facile pour chaque citoyen, quel que soit son statut social évolutif, de savourer pleinement la valeur spontanée des moindres instants de la vie quotidienne, et d'accéder ainsi à la sagesse que procure le contact direct avec la Terre, ce qui aboutira, pour l'immense majorité des citoyens, au juste redimensionnement de leurs besoins *réels*. Il en résultera, à plus forte raison par le biais de la réévaluation objective des ressources naturelles, du travail humain et des innombrables services et produits, intermédiaires ou finis, que celui-ci procure, un respect moral spontané envers les infinis bienfaits qu'offre l'Existence, ainsi qu'une Histoire commune enfin réorientée, via la Justice et la Paix, en direction d'une humanisation supérieure, laquelle ne peut qu'avoir pour corollaire simultané une croissance écologiquement *tempérisée* et optimale. Par la maîtrise aussi effective que vécue du temps individuel et collectif que le délodisme biéconomique rend désormais « libérable en société » au gré d'un *rythme* approprié, le gouffre entre Nature et Culture se trouvera dès lors tout autant comblé que celui séparant les deux volumes sociétaux, pour le plus grand « bonheur » possible (équitablement partagé !) d'une Réconciliation généralisée, fruit mûr de la résolution de l'équation de binaturalité, et preuve que l'esprit et l'âme humaine ne sauraient être émancipés qu'en comblant les espaces béants de leur ignorance sur la trame temporelle de leur tissu historique, a fortiori lorsque celui-ci est le drapeau national de l'identité républicaine et démocratique, exprimant

un super-individu collectif ou « Léviathan » identiquement respectueux de ses homologues *et de la Nature*, dont la première échelle est locale.

L'enjeu final de la tempérisation de l'Histoire humaine dépasse donc très largement la taille intermédiaire et si précaire des individus au sein de l'Existant, ainsi que de leurs structures communes à consolider durablement le plus tôt qu'il se pourra, car il en va de la redécouverte du *lien* primitif de notre animalité première avec la Nature (grâce aux sens physico-psychiques de l'être biologique), mais dûment augmenté, filtré et équilibré par les innovations tempérantes et leur degré sans précédent d'humanisation, puisqu'il est désormais avéré que la pacification interne des sociétés humaines est la condition de leur équilibrage *avec* la Terre et sa biosphère. D'où l'universalité des principes et solutions délodistes et biéconomiques, en adéquation avec la double nature transhistorique propre à la totalité des corps physiques, règnes et espèces en interaction dynamique spatio-temporelle, et la pertinence desdits principes bien au-delà de la planète bleue. C'est en ce sens que, sans être formulable dans le langage des sciences dures, la Tempérance n'en est pas moins valable ou transposable en tout lieu et à toute époque, et que son ample toiture pyramidale pourra protéger l'ensemble de son socle terrestre en pleine responsabilité, tant s'agissant des espaces indispensables à l'Humanité que des immenses régions encore « sauvages » du monde à préserver. Les brûlantes questions écologiques et leurs enjeux vitaux ne pourront dès lors trouver leur issue salvatrice qu'en appliquant les deux solutions tempérantes aux sociétés actuelles, à la façon d'un filtre purifiant le flot de l'évolution future, en retenant dans le passé les crasses et le calcaire si impropres à satisfaire la soif universelle -et ô combien légitime !- de Justice, de Paix et de transparence de l'onde commune.

Ce *lien* cohérent prochainement rétabli entre le socle terrestre et les constructions propres aux civilisations humaines exprime, du point de vue philosophique et épistémologique, le fait que l'espèce dominante de la planète ne peut *bien* se développer, au sens quadrifacial, et surtout psychologique de la sensation de plénitude dans son accomplissement, qu'en conscientisant les lois existentielles de la nature pour les dépasser

« artificiellement », par la puissance de la Raison, de sa culture et de sa science, seule et unique manière d'augmenter son « pouvoir de mieux-être » *en restant connecté* aux contraintes vitales de sa lointaine (mais toujours présente) condition animale. L'échec patent de plus de quarante années d'ultralibéralisme financièrement obsessionnel, en aboutissant à la construction d'un Titanic mondial disproportionné et fragilisé par la gestion à courte vue et antisociale du *lean management*, du dumping social, du « zéro-stock » et autres flux tendus ou délocalisations, ne fait qu'attester l'ignorance des lois de l'équilibre quadrifacial, que cela soit par incomplétude de savoirs, incompétence notoire, ou bien pire encore, cupidité aveugle et criminelle des *sur*-dominants politico-économiques. Or c'est principalement par le moyen d'une rationalisation authentique et aussi objective que possible qu'une civilisation stabilisée apparaît et s'épanouit, en laissant la libre créativité de l'imaginaire, technologique autant qu'artistique, indemne des incohérences et autres pollutions de l'imperfection historique, et que les moyens et finalités se trouvent alors orientés, « ortho-axés » vers le meilleur, au lieu d'être détournés vers le pire. La Tempérance et ses deux innovations axiales marquent un cap historique particulier, en ce sens qu'elles viennent enfin compléter les utiles progrès scientifiques et techniques, ainsi que leurs progénitures économico-politiques, par la rationalisation des dimensions humaines et sociétales dans ce qu'elles comportent d'objectivement descriptible, non sans induire des avancées culturelles majeures à venir sur bien d'autres plans plus spécifiques. Le bénéfice ultime, ciblé depuis le début de ces *Réflexions*, n'est autre que la disparition définitive de la violence et de la misère qu'induit toute injustice vitale, et l'avènement subséquent de la Paix civile sans laquelle il n'est aucune sécurité locale, nationale, ou internationale.

Enfin, le fil du bons sens terrestre étant de la sorte renoué dans sa continuité vitale pour l'équilibre pérenne, *de facto* indissociable, de la planète *et* des ennéaèdres sociétaux qui s'y établiront, la Tempérance aura pour incidence la distinction entre force et violence, domination et *sur*-domination, comme entre puissance et injustice, ce qui ridiculisera comme pathologique, primaire et digne d'un attardé tout comportement

induisant un abus de pouvoir objectif, toute violence rendue plus visible que jamais grâce aux équilibres pyramidaux et à la vision consciente qui en découle, y compris donc s'agissant du ressenti des relations usuelles d'échelle interindividuelle. La force, la puissance, ou la richesse, tout comme n'importe quelle supériorité mono ou pluri-faciale, en tant que taille ou envergure existentielle accrue, ne devient respectable et source de juste fierté qu'en étant équitablement protectrice de la faiblesse toute relative d'autrui, via la dette libertégalitaire de chacun envers la société, et plus encore en exprimant son degré d'intelligence par la retenue et la douceur, à l'image de l'effet émotionnel que procure une chanteuse à la voix puissante et capable de monter au plus haut des aigus, lorsqu'elle retient son potentiel sonore en une note caressante et modulée. Alors la supériorité devient grandeur, noblesse ou exemple, propre à aspirer vers le haut tous ceux qu'elle « touche » précisément par l'absence d'abus et la sobriété qui doivent la caractériser, sachant qu'en contexte tempérant, les avantages acquis, sur quelque face que ce soit, ne seront plus jamais des privilèges, au sens abusif du terme, et s'en trouveront proportionnés à leur juste volume historique, tandis que collectivement, la Nation ainsi créée acquerra l'aura incomparable, car enfin *qualitative*, d'une société apaisée, dont l'impact international d'exemplarité irrésistible pour les autres peuples sera très supérieur aux stupides atours de surpuissance et autre ingérence dont se targuent encore les surdominants de tout pays, au risque récurrent de faire détester leurs peuples encore soumis. Ainsi faut-il comprendre à quel point la continuité et la cohérence du lien vital unissant la Terre à l'Humanité ne peuvent induire la construction d'une pyramide sociétale pérenne et heureuse qu'en respectant les équilibres de *proportionnalité* repérés par la pensée tempérante, puisque c'est par l'Esprit d'une Raison respectueuse des lois objectives de l'Existant que le *bon sens* terrestre peut être entretenu, constamment maintenu du socle environnemental jusqu'au sommet de l'ennéaèdre correspondant, tout comme d'un bout à l'autre de chacun des filaments individuels.

Une autre façon de résumer le lien écologico-spirituel unissant le milieu environnant, ou Existant extérieur, au juste épanouissement de l'être, ou Vivant intérieur, selon une forme ou une autre de « société »,

consiste à opérer la distinction entre l'*associativité* et la *compétitivité* des relations impliquées, à condition de comprendre le second terme au sens large de concurrence aboutissant à quelque hiérarchie. Le propre de l'associativité est d'être à vocation *sociale*, puisqu'il s'agit avant tout d'une libre agrégation d'énergies individuelles ou élémentaires, d'une adhésion volontaire fondée sur l'intérêt commun des associés, sachant que ladite association ne peut fonctionner et perdurer que si ce qui unit ses membres est très nettement supérieur aux inévitables concurrences secondaires et internes qu'implique la diversité constitutive de chaque ensemble, et l'on peut donc dire que l'associativité est intrinsèquement d'ordre culturo-politique, en faisant précisément évoluer la conscience et la moralité sociales. Cela suppose une démocratie fonctionnelle aussi complète et transparente que possible, laquelle ne pourra devenir réalité qu'en appliquant l'intégralité des principes et rouages délodistes à toutes les structures officiellement associatives locales, régionales, nationales ou internationales, tant publiques que « privées », et à plus forte raison à l'association suprême que constitue la République, à défaut de quoi on obtient les scandales à répétition des abus de pouvoir quotidiennement observables, en proportion quasi directe du volume financier des enjeux correspondants, qu'il s'agisse de culture, de sport, de politique, ou de regroupements d'intérêts économiques. Ainsi la recette tempérante du délodisme, via son équilibrage technique entre le législatif et l'exécutif, émancipera les associations, les coordinations, les partis politiques et autres instances internationales, ou même planétaires, des manipulations minoritaires affectant les quatre faces des pseudo-pyramides actuelles.

Si, à l'instar de l'inversion des proportions *relatives* entre onde et particule remarquée par la physique quantique, un certain degré de compétition permet -aussi- de faire vivre et évoluer les associations, à condition de respecter à l'avenir les principes délodistes pour ne pas en faire, comme c'est encore trop souvent le cas, des entreprises en réalité lucratives et déguisées pour le seul intérêt des membres dirigeants, il en va de même, mais de façon inversée, s'agissant de la *compétitivité* ou concurrence primo-axiale propre au marché privé, laquelle organise une hiérarchie imposée qui se passe, du moins principalement, de toute idée

d'adhésion libre ou volontaire, et encore moins spontanément égalitaire ou respectueuse des conditions de l'équilibre vital individuel *et* collectif, en raison même de l'inique loi de pesanteur des 3/4 - 1/4 ou 75% - 25%, des « distorsions » historiques appliquées au principe libéral de l'offre et de la demande, en particulier pour cause d'appropriation des ressources et des moyens de production, et de subjectivité empirique totale quant aux valeurs impliquées, précisément faute de rationalisation sociétale ou partition-répartition. D'où la nécessité anthropo-écologique, s'agissant de l'axe primaire ou socio-économique et de la matérialité, d'appliquer la péréquation biéconomique pour rester dans la continuité de l'équilibre vital et naturel présidant à l'évolution du socle terrestre tout entier et de sa richissime biodiversité, afin d'en respecter les lois et contraintes de viabilité et de constant perfectionnement, cette solution offrant dès lors l'*interface* insécable et idéale entre ledit « socle » et le point culminant d'une finalisation culturo-politique sans précédent. En réunissant ainsi en parfaite progressivité la fondation territoriale ou environnementale de la société tempérante au sommet de son aboutissement spirituel, via les solutions axiales biéconomique et délodiste, dûment respectueuses des lois universelles de tout équilibre vital, la Tempérance ne peut donc que réconcilier l'Humanité la plus développée que l'on puisse imaginer avec ses plus lointaines origines naturelles, ce qui est ici la condition de toute pacification collective ou Culture aboutie, en symbiose avec la Nature, en harmonie avec le mythe d'un paradis perdu, en réalité à venir. Pour une société supérieurement humanisée, c'est-à-dire *aussi* consciente de ses propres limites terrestres face à l'horizon inatteignable du Mystère Absolu, les apports et progrès de la Tempérance reviennent à réunifier le passé et le présent en une cohérence intégrale, à la façon d'un adulte authentiquement épanoui qui doit pour cela digérer ses origines et son passé pour les transcender en en éliminant le pire pour en préserver, et surtout en *développer* le meilleur, sans trahir ses rêves d'enfance ou de jeunesse, ni leur imaginaire, ni leur créativité, sous forme de cauchemar et autre frustration de pseudo-adulte. C'est en cela que la Tempérance, via une adhésion volontaire et lucide à ses deux innovations axiales, offrira à chacun la garantie de devenir simultanément adulte et citoyen, *responsable* de la jouissance individuelle *et* collective des trois piliers

sociétaux que sont la Liberté, l'Égalité, et la Fraternité, en conclusion (tardive) de l'évolution induite par les Lumières, tandis que la rationalité des progrès accomplis attestera que, s'agissant de tout acquis de valeur universelle, la *Culture objective* se résume à l'intégration des lois de la Nature par la conscience, chaque fois que sciences et connaissances se trouvent *confirmées* par l'expérience.

7 - Les Circonstances de la Greffe Tempérante.

La prise de conscience d'abord *culturelle* des avancées propres à la pensée tempérante, en tant que description pertinente des aberrations prédélodistes et mono-systémiques, et surtout proposition des solutions que la Justice réclame afin de filtrer la source première des violences vitales pour enfin *faire* la Paix, aura pour effet de mettre en présence une très vaste majorité citoyenne, incontournable avant longtemps, et le pouvoir *de facto* solitaire et sommital d'un « surdominant alpha », en la personne d'un président, d'un monarque, ou de quelque dictateur laïc ou religieux, puisque tout système politique prédélodiste, même pseudo-démocratique, finit par dépendre d'un seul individu et de sa minorité de courtisans-ministres, en connexion directe avec les surdominants socio-économiques du moment, même en cas d'élection surprise d'un leader populiste plus ou moins charismatique. De plus, ce face-à-face entre la majorité populaire des surdominés et le clan ultra-minoritaire de ces décideurs tout-puissants aura pour cadre, pour décor de la pièce à jouer, (dont le titre pourrait être « *La Greffe* »), un ensemble de circonstances quadrifaciales, ou principaux enjeux propres à ce moment très précis de l'Histoire (du moins dans leur forme et leur acuité), ainsi qu'un édifice pseudo-pyramidal qui, loin d'être équilibré, cumulera précisément les nombreuses tares visuellement décrites sur maints schémas précédents, illustrant douloureusement tous les soucis sociétaux débattus, lesquels ne seront donc que les conséquences des improvisations prétempérantes. Enfin, juste au-delà du décor et dans les coulisses, interviendront aussi des éléments extérieurs à incidence intérieure sur la tragi-comédie jouée en continu, par le biais des circonstances et influences extra-sociétales

dérivant de la situation internationale de la société mise en scène, et de ses liens passés ou présents, forgés entre autres par l'Histoire, ses traités et autres alliances évolutives.

Pour la France qui sert ici d'illustration, ô combien *par défaut* !, les principaux enjeux sociétaux actuels finissent par concerner les quatre faces d'un édifice national hélas largement vidé de sa substance, de plus en plus effondré et de moins en moins commun, et il suffit dès lors de se remémorer la liste quasi infinie des aberrations, injustices et violences systémiques flagrantes décrites au cours de ces quatre livres réflexifs pour apprécier l'intérêt des propositions tempérantes, quelle que soit la face pseudo-pyramidale concernée. Qu'il s'agisse de bien-être physico-psychique individuel, familial et social au *nord* du schéma en survol, de travail, de production, de revenus et salaires ou de consommation au *sud*, d'éducation, de culture et de liberté d'expression à l'*ouest*, ou de démocratie citoyenne, d'équité politique, de souveraineté, tout comme de santé publique, de sécurité, de police et de justice à l'*est*, tous les voyants proprement intra-sociétaux sont passés au rouge écarlate après plus de quarante années de gestion financière et politique au service des minorités surdominantes, au détriment de la majorité silencieuse. Á cela faut-il encore ajouter les éléments connexes au décor immédiat, dont les deux évolutions les plus conséquentes sont d'une part une immigration délibérément incontrôlée sous forme de mondialisation à domicile, aux seules fins d'un dumping socio-économique et culturel visant à effacer tous les accomplissements *positifs* du passé commun, et d'autre part le carcan « européiste » et ultra-libéral d'une Commission de technocrates-financiers et d'un Parlement pseudo-démocratique au sens tempérant du terme, impuissant sur l'essentiel et encerclé par une forteresse de lobbys le plus souvent en contradiction et disproportion flagrante d'influence par rapport aux attentes de l'immense majorité des citoyens.

Pour caricatural que cela puisse paraître en résumé, telle est la situation actuelle du « pays des Droits de l'Homme », dont le Président en cours de mandat tire les rênes en souverain autocrate de fait, après tant d'années de dérives dans l'interprétation politique d'une incomplète

constitution, laquelle supposait l'intégrité, l'honnêteté intellectuelle et la conscience de l'intérêt général propres à son *seul* fondateur. Il y a donc à prévoir la mise en présence d'une responsabilité d'abord individuelle, et accessoirement clanique, face à une très large majorité populaire qui n'attendait plus que la Tempérance et ses deux innovations axiales pour revendiquer son dû, non plus en s'opposant seulement à la continuation obstinée du démantèlement des acquis sociaux qui ont reconstruit cette nation, mais en proposant, puis en imposant majoritairement la double solution du délodisme biéconomique, pour peu que le Peuple français, plus épris de Justice et de Paix que toute autre communauté nationale, fasse siens les tenants et aboutissants des présentes *Réflexions*.

Car le choix enfin clairement posé sur le parcours historique de *tous* les peuples de la Terre, et particulièrement de celui dont fait partie l'auteur de ces pages, peut se résumer ici en deux options de toute façon plus « responsabilisantes » ou « responsabilisatrices » que jamais. Soit on se satisfait majoritairement de la situation présente, par paresse ou manque de courage et de volonté, et l'on se trouve condamné aux mono-systémisme actuel du *tout* ou *rien*, à la loterie absolue des injustices et des violences socio-économiques, culturelles et politiques, et dès lors ledit peuple, a minima pour les trois quarts ou les quatre cinquièmes de sa population, devient la victime désormais *sciemment consentante* de son asservissement, en cachant temporairement sa décadence avec du pain et des jeux sur le dos de l'étranger ou en sacrifiant sang et sueur au profit de quelques-uns, jusqu'aux crises à répétition qui sonnent le glas de l'effondrement et dont l'issue n'est que la violence collective d'une guerre civile ou internationale, soit on se décide enfin à devenir adulte *et* citoyen, émancipé en plein équilibre libertégalitaire et quadrifacial, pour profiter *ensemble* de la sécurité, de la Justice et de la Paix qui fondent une société humaine définitivement *durable*, dans le sens à la fois vital, fonctionnel et *écologique* de ce terme. Quoi qu'il advienne de l'avenir, l'introduction de la pensée tempérante à ce stade de l'Histoire, par sa simple formulation et les débats enfin rationnels que cette dernière ne peut que favoriser, rend chacun plus conscient et responsable que jamais de la suite de sa propre vie, sociale et citoyenne autant que personnelle.

Les circonstances nationales et internationales du cas français se caractérisent par un état de crise(s) sans précédent en termes de gravité, d'échelle et surtout de quasi-continuité, et l'on pourrait croire, à plus forte raison sous l'influence médiatique d'une communication officielle visant à faire peur, que cette période historique n'offre pas le meilleur contexte à la mise en place du délodisme biéconomique. Or il n'en est rien, puisqu'au bien au contraire, lesdites crises *ne* sont *que* le résultat des violences et injustices prétempérantes, tandis que les victimes de ce gâchis humain n'ont désormais plus rien à perdre étant donné le degré indécent des inégalités creusées depuis des décennies et aggravées par la crise du Covid 19, puis par les tensions d'un système mondial incapable de redémarrer sans inflation *spéculative*, suivies d'une guerre tout aussi illustrative des affres de la sur-domination antidémocratique. De plus, comme il a pu être maintes fois précisé, les principes tempérants, de par leur caractère universel, sont applicables à toute société, quel que soit son niveau de développement ou son état de santé conjoncturel, pour précisément garantir à chacun de ses citoyens un même cœur pyramidal de justice vitale, en *toute* circonstance. La seule nuance possible entre des sociétés humaines plus ou moins « développées » ne s'exprime qu'à travers la proportion modulable de « socialisme » local et de libéralisme régulé que l'équilibrage libertégalitaire de la partition-répartition permet d'ajuster objectivement en parfaite souplesse. Aux antipodes des peurs et des divisions extrémistes entretenues à dessein, les deux solutions tempérantes constituent le seul traitement structurel et radical des crises et la condition universelle de leur dépassement définitif, faute de quoi toute autre politique équivaut à de l'immobilisme ou du conservatisme opportuniste, à la façon d'un traitement uniquement symptomatique ou palliatif s'appliquant à une maladie désormais totalement guérissable.

Face à la situation explosive de la société française, les pouvoirs économiques et politiques actuels font preuve d'un désopilant mélange d'impuissance et de fébrilité, impuissance car leur lien avec la réalité des citoyens est rompu sur les quatre faces de l'édifice sociétal, par le biais de leur propre séparatisme de surdomination, initiateur de tous les

éclatements communautaires et claniques dont le wokisme est le dernier avatar, et fébrilité, de par le réflexe suicidaire de s'*en mettre plein les poches* en intensifiant le rythme des méthodes ultralibérales, autrement dit la saignée à blanc d'un patient maintenu toujours plus malade. Or il est fort peu probable que les profiteurs de la jungle exacerbée par les dérives prétempérantes se remettent en cause en acceptant *spontanément* les découvertes et innovations du délodisme biéconomique, et dès lors plus réaliste de respecter le sens du talochage pyramidal en comptant sur le réveil d'une prise de conscience majoritaire et populaire pour sonner la fin de la récréation sur une cour indûment privée de tout préau, puis de passer du culturel au politique en instaurant la constitution délodiste de la première démocratie digne de ce nom, en préalable et cohérence logique avec l'*application* de la péréquation biéconomique.

Les sur-dominants et leurs porte-paroles sur la face culturelle ne manqueront sûrement pas d'arguments pour dénigrer les propositions de ces *Réflexions*, en considérant ces dernières comme utopiques, ou trop idéalistes face à la réalité historique d'un monde *naturellement* violent, mais une telle attitude équivaudrait à nier la réalité désormais comprise et objectivée par la pensée tempérante, sans proposer autre chose que l'injustice de la *sur*-domination, alors même que le propre de la moindre découverte, comme de la moindre innovation subséquente, est justement de comprendre et de dépasser une situation naturelle en respectant les principes de ses lois, mais non plus leurs conséquences humaines, ce qui constitue la définition même des progrès de l'Humanité et de sa propre humanisation par la Raison et la Culture. On en serait encore au temps des cavernes préhistoriques en suivant une telle logique de résignation, à l'opposé des formidables prouesses scientifiques et techniques de ces derniers siècles, dont seules les tares prétempérantes et leurs finalités injustes ont jusqu'à aujourd'hui entaché l'image par les détournements nocifs et égoïstes de leur *utilisation*. Le fait que le monde ait été violent depuis toujours, bien que graduellement de moins en moins par certains côtés, ne justifierait donc en rien de s'en satisfaire, ni de se cantonner à la fausse solution des improvisations habituelles et de leurs colmatages contreproductifs par défaut du seul réglage universel et quadrifacial, en

conservant hélas intacte la source de tous les déséquilibres sociétaux, pour un gaspillage maximal d'énergies et de ressources, tant humaines qu'environnementales.

Un autre argument, plus typique encore des discours dominants, consiste à prendre l'extérieur ou l'étranger pour prétexte d'immobilisme et d'impossibilité du moindre changement notoire (ce qu'alimentent de fait les interdépendances artificielles et si *abusives* de la mondialisation via l'Europe du néolibéralisme s'agissant de la France et de ses voisins continentaux) en insistant sur l'isolement, en réalité très temporaire, que toute expérience sociétale nouvelle peut induire, ce qui est exactement la transposition spatiale ou géographique du prétexte historique analysé au paragraphe précédent, puisque cela revient à dire que si telle ou telle nouveauté n'existe nulle part ailleurs, c'est forcément la preuve qu'elle est inutile. Il n'est guère besoin de réfléchir pour mesurer l'inanité de ce genre de justification, dont la contradiction patente avec toute l'Histoire des humains démontre simultanément l'absence de contre-proposition et la malhonnêteté intellectuelle. Car si les idées novatrices, découvertes et autres inventions attestées utiles par leur adoption peu à peu généralisée apparaissent à tout *moment* de l'Histoire, elles se concrétisent d'abord en un *lieu* précis et donc limité, à l'instar des meilleurs acquis, pourtant si incomplets, de la Révolution française de 1789, et de leur diffusion particulière, européenne, puis quasiment planétaire.

Il faut en déduire que si un peuple digne de ce nom, c'est-à-dire souverain, décide majoritairement d'accomplir quelque réforme jugée indispensable, nul autre pouvoir ne peut s'y opposer, ni légalement, ni légitimement, selon le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tandis que les tenants et aboutissants des conséquences de la réforme voulue, en termes de relations extérieures quadrifaciales (y compris politiques concernant les traités), doivent précisément faire l'objet de débats, tant préalables que consécutifs à ladite réforme, sur l'axe culturo-politique de la pyramide sociétale concernée. Les gouvernants, qui n'ont que le mot de réforme à la bouche, mais dans le sens que l'on sait, ne peuvent que respecter la volonté populaire sitôt que celle-ci *s'avère* majoritaire,

en n'ayant que le choix (et le devoir) de l'accompagner ou de la subir, tandis que les pouvoirs extérieurs, sur quelque face que ce soit, devront s'adapter en fonction de ces nouvelles données historiques. S'agissant des progrès tempérants du délodisme biéconomique, autrement dit de la simple continuation-application, voire *conclusion*, des idéaux universels hérités des Lumières, et compte tenu du fait que tous les gouvernements prédélodistes, y compris étrangers, seront quelque peu bousculés par le passage de ce cap Horn historique, les Tempérants à venir devront peut-être faire face à l'inertie d'une résistance conservatrice, ainsi qu'à une forme ou une autre de contre-offensive plus ou moins répressive, visant à punir le peuple qui secouera son joug, preuve dès lors supplémentaire de la nature antidémocratique et surdominatrice desdits pouvoirs, et de leur collusion de classe mondialisée aux dépens des populations. Cette réaction sera d'autant plus probable que certaines minorités puissantes voudront décourager leur propres citoyens de se (et plus encore de *les*) *tempériser*, en compliquant et retardant les étapes nécessaires autant que possible, à l'instar de ce qui s'est produit pour la Grande-Bretagne dans son bras de fer face à l'Union Européenne au moment du Brexit. Pour autant, si un peuple spécifique souhaite enfin s'émanciper des violences et injustices du passé et du présent, via l'application des deux seules solutions axiales possibles que l'on sait, on peut être assuré que rien, ni aucune minorité surdominante, ne pourra à long terme s'y opposer, ne serait-ce que sous la pression simplement culturelle, et donc morale, de l'adoption populaire des principes tempérants, outre le fait que la visible correspondance de ces deux innovations techniques avec les besoins et attentes vitales de toute population ne pourra que multiplier les peuples *simultanément* candidats à la réforme systémique qu'impose par ailleurs l'urgence écologique planétaire.

Les désapprobations, logiquement *réactionnaires*, incluront sans doute la désinformation par déformation et caricature, voire l'absence de toute tribune sur le plan culturel, si ce n'est même le dénigrement de l'auteur de ces pages ou sa disqualification via quelque « barbouzerie » (en l'occurrence inutile s'agissant d'un citoyen isolé ayant déjà transmis ses découvertes et ne s'impliquant plus avant d'aucune manière), mais

ces possibles manigances ne sauraient contrer la liberté et la spontanéité d'organisation que permettent les nouveaux moyens de communication populaire. S'agissant d'un point de vue plus économique, il se peut aussi que la fuite ou grève de *certains* milliardaires investisseurs ait pour but de déstabiliser, d'affaiblir le système industriel, commercial et financier en représailles contre l'émancipation citoyenne légitimement réclamée. Les *sur*-dominants économiques qui réagiront de la sorte ne feront que se priver d'un très vaste marché pourtant toujours rentable, en laissant leur place à une multitude de concurrents potentiels, tandis que tous les citoyens, *actifs* et redevenus producteurs de l'essentiel de leur biens, ne pourront qu'apprécier, en tant que néo-consommateurs, de favoriser les produits locaux qui créent de l'emploi, quitte à voir se réduire à sa juste mesure le nombre toujours plus indécent de références qui encombrent les supermarchés via une pseudo-diversité mondialisée -et surfaite- de produits dont la qualité reste incontrôlable. Pour autant, il faudra bien s'attendre à reconstruire une autonomie maximale en concordance avec la cohérence localiste, écologique et démocratique, en se libérant de la surconsommation et du gaspillage, voire d'une petite partie du pouvoir d'achat *moyen*, si nécessaire, mais pour l'avantage incomparable de la justice sociale, d'une solidarité citoyenne retrouvée et d'une valorisation des ressources enfin effective, en réduisant ainsi la voilure excessive du *niveau* de vie pour redresser d'autant la coque du *mode* de vie dans des proportions de juste et dynamique stabilité qui ne laisseront plus jamais tomber les matelots à la mer et économiseront les énergies de l'équipage autant que les précieux matériaux de la caravelle commune. La faillite socio-économique, culturelle et politique des surdominations actuelles a rendu tous les peuples plus épris de Justice, de Paix et de temps libre que jamais, ces néo-valeurs ayant enfin pris le dessus psychologique et moral qu'elles méritent face aux avoirs matériels, lesquels devront tôt ou tard se modérer en devenant « suffisants », à condition précisément d'être dûment semi-partagés selon la pyramide tempérante, seule base objective instituant le dénominateur commun de la citoyenneté vitale. Les dirigeants actuels ne semblent décidément pas avoir encore compris qu'une évolution historique décisive et irréversible s'est accomplie dans l'esprit de la plupart des gens et que l'obsession financière du sonnant et

trébuchant sonne faux comme une cloche fêlée et trébuche désormais en continu, ce qui a préparé une très large majorité de citoyens désabusés, en particulier des vieux pays supposés développés, au meilleur accueil imaginable de la pensée tempérante. Les nouvelles générations et leurs jeunes adultes n'adhèrent plus, dans leur immense majorité, à la pseudo-société de leurs aînés, tandis que nombre de ceux-ci démissionnent ou rêvent de le faire, pour repartir sur des bases diamétralement opposées à la pensée unique condamnée par l'Histoire, témoignant de la recherche d'un équilibre peu ou prou déjà tempérant, et cette mue spontanée des mentalités révèle une maturité mondialement visible à travers maintes révoltes ou révolutions hélas limitées au simple rejet des oppressions, prouvant à quel point les besoins de Justice et de Paix sont devenus prioritaires sur les réflexes primaires ou immatures de l'individualisme *ultra*libéral. La coïncidence des impasses écologique et mondialiste ne laisse plus aucune autre « option » possible que l'application *urgente* du délodisme biéconomique, et il faut donc ici espérer malgré tout que les surdominants s'avèreront assez intelligents, en plus de surdoués à leur manière, pour sentir souffler le vent de l'Histoire et comprendre que la prometteuse orientation de ce fiable alizé découle, en parfaite synthèse chronologique de par sa pertinence universelle, et donc transhistorique, de l'expérience même des quatre dernières décennies. Il ne s'agit après tout que du seul rattrapage de tout ce que le développement économique aurait déjà dû assurer, en particulier quant à l'axe culturo-politique du temps libre, de l'épanouissement de l'être et de sa spiritualité, si l'axe primaire socio-économique et matériel avait pu se *tempériser* plus tôt. La chose étant désormais possible, et la cause des erreurs passées enfin élucidée, il est du devoir moral des leaders surdominants, qui tiennent la barre du vaisseau, d'accompagner le redressement des torts passés et actuels, à tout le moins en adoptant un juste *laissez-faire* politique et en assumant leur libertégalité socio-économique via la courbe universelle de péréquation.

Selon la situation historique de chaque nation ou peuple, et plus encore la réaction des pouvoirs face aux exigences d'émancipation que les innovations tempérantes susciteront inévitablement, tel un nouveau

produit ultra-pertinent éveillant aussitôt le besoin correspondant, il va de soi que les modalités d'introduction historique des changements requis seront d'une infinie variété, et induiront tous les degrés possibles quant à la manière dont chaque population, devenue majoritairement désireuse de Justice et de Paix, autrement dit de Tempérance, finira par imposer sa volonté. On ne peut que souhaiter une greffe indolore et pacifique dans sa forme et son processus culturo-politique, compte tenu des idéaux qui viennent d'être cités, et le rôle des pouvoirs en place n'en sera que plus fondamental, en termes de responsabilité directe. Dans la mesure où les innovations tempérantes, grâce à leur niveau d'objectivation sociétale nettement supérieur à tout ce qui a pu précéder, surpassent et comblent les traditionnels fossés d'incompréhension opposant les citoyens d'une même nation, il faut ici espérer que cette science additionnelle, bien que perfectible, rassemblera les consciences sur la réalité indéniable qu'elle décrit et dépasse via les deux solutions que l'on sait. Sinon, bien sûr, il est probable que tous les modes de communication, d'échange, voire de lutte frontale plus ou moins conflictuelle, risqueront de dramatiser et de retarder inutilement l'avènement d'un double progrès désormais inscrit comme inéluctable dans le proche avenir de l'Humanité, puisqu'il s'agit de la seule et ultime bifurcation possible avant le mur fatal, planétaire et écologique, d'une impasse aveuglément suivie, pied au plancher, depuis plus de quarante années.

Il serait dommage qu'à défaut d'être entendue et satisfaite par les leaders surdominants du moment, l'inévitable prise de conscience des distorsions mesurables concernant les droits et devoirs de la citoyenneté, quasiment vérifiables *de visu* par chaque adulte sur les quatre faces de la pyramide sociétale, aboutisse aux traditionnels modes de protestation qu'assurent les grèves, manifestations, actions militantes, désobéissance civile passive ou active et autre lutte salariale, sectorielle ou générale, car la Tempérance mérite mieux que ces tensions et gagnera à s'imposer sur la raison du plus fort par la force de la Raison et la puissance sereine et pacifique qui procède du seul *nombre*, en privilégiant constamment la *non-violence* qui va de pair. Cela devrait donc impliquer de nouvelles formes d'associations citoyennes, aussi spontanées que le mouvement

populaire français des Gilets Jaunes à son tout début, sur la base la plus locale possible de libres initiatives dont l'aboutissement agrégé pourrait être un « collectif national », à condition de respecter *déjà* les principes délodistes dans leur forme démocratique et aussi directe que possible, à travers l'instauration d'un système surtout pétitionnaire, dans le but de réclamer un référendum national préalable à toute initiative centralisée, pour vérifier et démontrer l'existence d'une volonté majoritaire *absolue* en faveur d'une constitution délodiste et biéconomique. En effet, selon le principe logique de la construction pyramidale, il est souhaitable que les premières initiatives historiques en direction la *tempérisation* des sociétés futures proviennent de la base des citoyens, condition minimale pour que les responsables locaux, régionaux et nationaux en assument les conséquences, chacun à son niveau de compétence. Á la demande éventuelle des citoyens ainsi spontanément mobilisés, les Communes et leur Municipalité pourraient jouer un rôle majeur pour transmettre les données statistiques et leurs contenus aux préfectures et jusqu'à l'État tout au long de cette étape primordiale, tandis que les médias, bien que plus ou moins libres, ne manqueraient pas de s'intéresser à leur façon au vif et pacifique bouillonnement du débat citoyen « ressuscité » par la perspective des solutions tempérantes, et que, plus techniquement, les principes de délégation par tirage au sort, de collégialité décisionnelle, de rotation systématique et autre transparence propres à ce mouvement citoyen décourageraient le moindre détournement politicien. Il ne s'agit là bien sûr que d'une suggestion ou anticipation possible et probable, afin de favoriser la Justice et la Paix dès l'embryon de cette nécessaire évolution sociétale, sachant naturellement que l'avenir appartient aux citoyens de chaque nation, selon les aléas et opportunités de l'Histoire, et au gré de circonstances tenant, entre autres choses, aux personnalités impliquées aux divers échelons géo-démographiques. L'essentiel, avant tout, est que chaque population majoritairement conquise par la pensée tempérante, ses découvertes et ses innovations, ait l'occasion d'imposer l'équivalent d'un référendum d'initiative populaire, même concédé sous pression par les surdominants minoritaires du moment, afin de franchir ce cap historique.

Si le modèle délodiste est censé être suivi, ce qui paraît pour le moins logique, le niveau national de la mouvance tempérante devrait dès que possible nécessiter une représentation individuelle symbolique via une forme de leadership précurseur de la future présidence, afin de pouvoir exprimer la parole majoritaire, ainsi que négocier selon celle-ci face à telle ou telle autorité nationale prétempérante, ou même devenir la personnalité nationalement déléguée auprès de mouvements peu ou prou identiques se développant à l'étranger, le cas échéant. Cela mène tout droit à une réflexion concernant la finalisation politique nationale de la Tempérance, sachant que, pour le cas français, le système électoral et présidentialiste de la V° République imposera sans doute le préalable d'une candidature spécifiquement tempérante (et dès lors *désignée* par invitation populaire librement acceptée), dans le contexte habituel d'une élection présidentielle et sur la base du *collectif citoyen* en sa qualité de majorité potentielle, avec pour seul programme la mise en place urgente du référendum fondateur, puis de la Constitution quadrifaciale délodiste et biéconomique, suivie de la remise en jeu du leadership national sitôt le nouveau système installé, sauf si, sous la pression intense de citoyens majoritairement trop impatients au point de ne plus pouvoir supporter l'ancien système, pour ne pas dire l'Ancien Régime, les élus en place et la présidence décident d'anticiper le tempo de l'Histoire et d'encadrer eux-mêmes -ou plus exactement eux aussi !- l'instauration du délodisme biéconomique.

Outre les solutions prometteuses offertes par ces *Réflexions*, le formidable espoir qui va de pair avec l'objectivation des relations socio-économiques et politiques devrait induire, d'abord culturellement, une quasi-unanimité de réactions positives et d'adhésion mobilisatrice, qui sera propice à changer la mentalité collective dans de telles proportions que la greffe historique de ces progrès paraîtra très bientôt aller de soi, permettant dès lors une transition en douceur aussi rapide et pacifique que possible. Á ce stade crucial de crise généralisée, la tempérance est la bouée de sauvetage qu'il faut saisir *in extremis*, et de préférence avant qu'une troisième guerre mondiale ait tout détruit, sachant que c'est au sein de chaque société humaine que prennent naissance -et peuvent donc

se résoudre ou se dissoudre- les injustices et violences fondamentales. Le fameux « monde d'après », que tant de populations désorientées se lassent d'attendre n'est pas à rechercher ailleurs que dans les solutions tempérantes, lesquelles sont le mode opératoire du véritable *reset* peu ou prou imaginé par les élites mondiales, dans une recherche de cohérence qui impose désormais l'intégration du délodisme biéconomique. De ce point de vue, la lecture de ces quatre livres et la transmission aussi large que possible de leur contenu procurent une occasion unique de *faire* la Paix par la seule force de la Raison, d'une rationalisation qui reclasse, associe et transcende la dualité des individus et de leur société grâce à la parité vitale de tout équilibre, enfin rendue techniquement applicable. Il ne s'agit, ni plus ni moins, que de donner corps aux fameux concepts de contrat social et de pacte républicain.

Dans ces conditions d'opportunité intellectuelle sans précédent depuis l'époque des Lumières, il faut donc espérer que les récalcitrants (ou délinquants désormais volontaires) seront tellement minoritaires et mis devant le mur de leurs contradictions qu'ils seront obligés, sinon de se rallier à la cause de la Justice et de la Paix, du moins de laisser place au cours obligé de l'Histoire sans en entraver la greffe tempérante, et ce d'autant plus qu'ils conserveront leur juste supériorité historique, enfin légitimée, en ne concédant que les seuls devoirs objectifs qui vont de pair. Á la différence de tant d'idéologies exclusives et autres sectarismes laïcs dépeçant l'universalisme, voire religieux dévoyant la foi, la pensée tempérante compte sur le raisonnement de chacun, sur la base du bon sens commun accessible à tout être humain mentalement apte, pour se sentir membre d'une seule Humanité, égalitairement sur le plan *vital* propre à chaque société, et différemment quant aux aspects culturels qui dérivent surtout des conditions environnementales, géographiques plus encore qu'historiques. Qui plus est, la validité universelle des solutions tempérantes va s'avérer bientôt propice à réveiller de leurs peurs et de leur torpeur tous les peuples de la Terre, chacun à sa manière selon les circonstances, car en intégrant mentalement les apports de cet ouvrage, on comprend en même temps que l'intempérance prédélodiste et mono-systémique se résume à un déséquilibre vital de *verticalité*, entre *sur-*

dominés et *sur*-dominants, dans tous les domaines de la société, et non pas, comme ses seules conséquences discriminantes détournant si bien l'attention, entre communautés de suiveurs abusés et manipulés par leur propre leaders, pour s'en prendre à d'autres sur-dominés. Ainsi les TPE et PME sont-elles en réalité plus opprimées par les multinationales et leurs pouvoirs financiers que concurrencées par leurs équivalents, tout comme les élus locaux sont paralysés dans leur liberté d'action par la domination centralisatrice d'une trop lointaine capitale. Quel que soit le côté macro-sociétal concerné, l'absence de *tempérisation* ennéaédrique aboutit à une situation fonctionnelle anti-démocratique, par laquelle la concurrence saine et légitime, à tous les niveaux inférieurs au sommet, se trouve biaisée, faussée, sous forme de division, d'exclusion, et autre stigmatisation, selon le trop fameux principe qui suggère de diviser pour régner. D'où la nécessité absolue, pour chaque leader individuellement interpellé par l'irruption historique de la pensée tempérante, de réfléchir avant d'en condamner les principes et innovations, et de se positionner, intelligemment autant qu'humainement, dans le bons sens retrouvé des progrès sociaux et sociétaux correspondant aux besoins universels de la présente époque.

8 - Une Greffe par Concession-Accession Supra-Idéologique.

Selon chaque situation historique sociétale, la greffe tempérante pourra s'opérer plus ou moins facilement ou pacifiquement au moment particulier où la majorité populaire, dûment convaincue de l'intérêt des solutions biaxiales tempérantes et stimulée par l'effondrement mérité du pseudo-modèle *ultra*libéral, exigera la réforme quadrifaciale propre au délodisme biéconomique, et tout dépendra dès lors, pour improviser la pièce inédite de l'Histoire sur la scène de chaque territoire national, des actions et réactions de l'ensemble des acteurs en jeu, à commencer par les leaders individuels de ce moment crucial, soit déjà en place au lever de rideau, soit apparaissant aussitôt après en tant que représentant de la mouvance universelle tant attendue, sachant qu'en fait la représentation de l'œuvre a déjà débuté depuis l'inspiration des Lumières, et que l'acte

second promet d'être plus abouti que le premier, grâce à l'apparition sur scène de la Justice et de la Paix, dont les deux formulations tempérantes manquaient encore au scénario.

Un coup de théâtre consisterait à voir les surdominants en place, tant politiques qu'économiques, *se tempériser* d'eux-mêmes en assurant le « pilotage » de la transition (rapide) nécessaire, ce qui supposerait une réelle reconversion de leur part, et, plus difficilement encore, une toute nouvelle et peu probable confiance des citoyens sur le plan politique. Pourtant on peut s'arrêter un instant sur cette éventualité, ne serait-ce que pour réfléchir aux apports tempérants en matière de gouvernement, ou gouvernance *sociétale*, en ce sens qu'à la différence des recettes du machiavélisme politique et de la loi du plus fort s'imposant surtout par la contrainte, la crainte ou la manipulation, au sein d'empires fragilisés en proportion directe de leur *sur*-expansion, la tempérance introduit une nouvelle force vitale au cœur des rapports sociaux en ne cantonnant plus le pouvoir à la seule quatrième face architecturale, via quelque stratégie prédélodiste violente, puisque la nouvelle cohérence systémique devient quadrifaciale en même temps qu'*associative* et verticalement équilibrée, créant ainsi les conditions d'une solidité à toute épreuve et permettant de se passer de « monarque » ou de tout autre équivalent plus ou moins *autoproclamé*. Car la nouvelle personnalité *choisie* pour représenter la future République démocratique tempérante verra son pouvoir accru, et plus encore maximisé au sens moral, en même temps que dépourvu des habituels privilèges indus propres à la surdomination, acquérant de la sorte une légitimité et une popularité garanties par adhésion majoritaire, sans commune mesure avec le rapport de soumission qui asservit encore les peuples prétempérants à quelque *sur*-dominant. Par cette évolution cruciale dans l'Histoire de l'Humanité, la force, en tant qu'équivalent de violence et d'injustice, disparaîtra de la surface du globe au profit de l'autorité légitime et bienveillante, et d'une représentativité puissante, car impossible à infléchir puisque n'étant plus que le miroir fidèle de la volonté majoritaire la plus anonyme qui soit, en particulier s'agissant du contexte des relations internationales. C'est seulement de cette manière que la figure et la personne du souverain ou de la souveraine du moment

deviendront incorruptibles, d'autant plus que les conditions d'accession à cette fonction sommitale ne pourront qu'interdire -ou décourager en les révélant au grand jour- les comportements si arrivistes et malsains des leaders politiques typiques des ères prédélodistes. La cohérence des futures sociétés tempérantes fera donc la démonstration historique sans précédent du lien logique entre solidité et solidarité, ou force morale et justice, condition interne de toute fierté partagée au point de se défendre contre la moindre sournoiserie intérieure ou ingérence extérieure, avec une détermination aussi indomptable que celle des Résistants français de la Seconde Guerre Mondiale, ou des Ukrainiens d'aujourd'hui.

La bonne gouvernance de la transition tempérante dans ses tout premiers moments d'établissement constitutionnel suppose dès lors la *concession* par le sommet des droits politiques indûment *usurpés* (au sens délodiste, universel et donc objectif du terme) à l'ensemble de la population et à sa majorité, dont la très large proportion statistique a été jusqu'à présent occultée par tant de divisions idéologiques et partisanes, l'essentiel de cette concession reposant donc sur l'écoute et le respect des citoyens rassemblés par une même soif de tempérance, s'agissant du processus fondateur majoritairement souhaité, tandis que l'*accession* au pouvoir des oubliés de l'Histoire prédélodiste, incluant tous les adultes -parallélépipédiques *et pyramidaux*- libérés et responsabilisés dans leur expression culturo-politique, à leur juste place hiérarchique du moment, pourra s'opérer *pacifiquement* en suivant le schéma ennéaédrique selon ses trois étages complémentaires. En tant que leaders devant accueillir les transformations sociétales inéluctables qu'imposent la maturité des peuples à ce stade de l'Histoire et les crises systémiques et écologiques dont cette conscientisation procède, les responsables politiques auront un rôle crucial à jouer, afin de garantir la douceur d'une « révolution de velours », au lieu de rejouer la carte des provocations et des violences habituelles, via les subtiles manœuvres de détournement jusqu'à présent opposées aux légitimes, mais encore vaines, manifestations populaires.

En ce sens les propositions tempérantes changent la donne des périodiques crises socio-politiques passées et présentes, dès lors que les

citoyens de toute condition ont désormais les moyens culturels de faire mieux que ce qu'on leur impose -voire qu'ils s'imposent- par défaut, en prenant conscience de détenir *la* solution enfin universelle et inclusive associant en cohérence pacifiée les contradictions existentielles de leur double nature. Le peuple tout entier a donc désormais un système neuf et en tout point prometteur à *se* proposer afin de transcender sa propre pesanteur historique à l'avantage de son besoin, vital et spécifiquement humain, de *mieux*-être. En conséquence, la seule force d'une majorité proprement culturelle a toutes les chances de suffire pour faire bouger les lignes de l'Histoire sociétale propre à chaque pays, car le fait d'avoir une solution supérieure à promouvoir rend inutile la moindre violence à l'encontre des pouvoirs politiques, puisque ceux-ci ne sauraient avoir de meilleure, ni même équivalente proposition à suggérer, ce qui devrait révéler leurs abus de pouvoir à leur propre conscience de surdominant, au point que celle-ci désarmera leur velléité première de résistance en sachant qu'ils ont perdu par avance la moindre légitimité face au *sens* de l'Histoire prochaine et de ses progrès. Dès lors, s'agissant en particulier des présidents se présentant comme des libéraux et démocrates, l'intérêt bien compris de chacun sera d'aller résolument dans le sens de ladite Histoire, et même de profiter de cette opportunité pour s'amender de ses abus prétempérants, volontaires ou non, en pérennisant son nom -et son renom- en tant qu'ultime président de l'ère prédélodiste, et surtout co-initiateur de l'avènement de la Justice et de la Paix, via le processus premier de la transition constitutionnelle. L'objectivation des rapports sociaux, ou leur visualisation quadrifaciale par le biais de la pyramide-ennéaèdre, offrira donc la meilleure garantie de désamorçage des haines passées et actuelles ou de décrispation des émotions par le partage d'un même raisonnement, lui-même « dicté » par une réalité mieux comprise, dans la limite d'innovations actuelles qu'un avenir plus lointain ne fera que confirmer et perfectionner, dès lors que l'expérience historique en aura corroboré la pertinence.

C'est dire l'importance d'une forme de *reset* psychologique ou de *pardon généralisé*, conditionné à l'acceptation de ce progrès, pour ne pas faire durer plus longtemps le va-et-vient mortifère des violences et

contre-violences, sur fond de haine ou vengeance puérile à assouvir, car la seule revanche à gagner ne concerne que notre commune dépendance face aux lois de la pesanteur sociétale, pour garantir leur dépassement définitif, pour atteindre par là-même un palier supérieur et un *mode* de continuation de l'Histoire enfin apaisé, dans l'intérêt de toute la planète et de sa principale espèce dominante, celle-ci s'accordant avec le sens unique d'un perfectionnement aussi vital que tendanciel, dont la finalité semble mystérieusement programmée. La conscientisation culturelle la plus large possible sera donc révélatrice de l'utilité de ces *Réflexions*, non sans garantir avant longtemps la transformation sociétale urgente qu'imposent les échauffements-bouillonnements présents, et l'occasion est décidément trop belle pour ne pas saisir au vol cette chance unique de se *réconcilier* en résolvant ainsi notre hiatus existentiel, sachant qu'à la différence des sempiternelles luttes idéologiques ou religieuses, dont la partialité et les court-circuits émotionnels si caricaturaux démontrent l'inanité, la réconciliation tempérante ici offerte réclame l'universalisme d'un débat transparent sur la base explicite de la pyramide-ennéaèdre et de ses apports « multifaciaux », seule façon de permettre un changement urgemment indispensable, sans violence ni hystérie. Car seule la science -ou connaissance objective- peut susciter une adhésion universelle.

Il n'est pas de *grand sursaut*, ni d'évolution historique majeure, sans le préalable culturel d'une conscience nouvelle, sitôt qu'un progrès d'abord intellectuel permet à la Connaissance, via quelque observation de nature universelle, de jouer son rôle de *bon sens* appliqué aux choses complexes, en continuité totale avec l'ancrage terrestre de l'Existant, en permettant aux êtres humains de comprendre le *comment* du *sens* de la Vie, de l'Axe Fléché de son perfectionnement, et l'on peut ici réaffirmer que chacun pourra ou devra tôt ou tard constater que la double solution tempérante du délodisme biéconomique s'impose comme la prochaine étape à franchir pour *s'*affranchir, le tout prochain cap à passer pour *se* dépasser, face à une pesanteur historique devenue insupportable. De par la mise en évidence des tenants et aboutissants tempérants, il n'est plus possible à quelque surdominant actuel que ce soit d'ignorer l'ampleur de sa responsabilité objective, ni de découpler celle-ci des subjectivités

historiques qui transforment sa légitime domination en *sur*-domination indue, autrement dit en injustice et autre violence de fait, ce qui induit l'acceptation du taux individuel de péréquation correspondant, sachant qu'il en va de même pour les personnes morales regroupant ou associant des partenaires. En raison de la disponibilité des solutions tempérantes, tout autre comportement s'apparenterait désormais à une provocation objectivement mesurable induisant soit la contrainte légale d'une société devenue délodiste et biéconomique, soit la révolte prochaine et légitime d'une large majorité de surdominés devenus plus conscients que jamais de leurs droits vitaux naturels autant que culturels, socio-économiques autant que politiques.

Est-il encore possible pour un citoyen français, sous l'éclairage de cette recherche aboutie, de gagner mensuellement un million d'euros sans en assumer l'équilibre libertégalitaire via la courbe de péréquation, pour simplement respecter *sa* part individuelle de Justice et de Paix et optimiser, en même temps que *sa* pyramide personnelle, le cadre public et sociétal de son épanouissement, alors qu'il ne s'agit que d'assurer à chaque adulte-actif un minimum vital de 1.500 € compte tenu du P.I.B. national, soit 0,3 % seulement du revenu mensuel *après* péréquation de ce richissime citoyen ? La réponse ne saurait être que négative, sauf à se trouver en présence d'un super-délinquant de triste envergure, chaque jour responsable d'un crime contre l'Humanité, et surtout, désormais, en pleine conscience des torts causés à autrui, à la Vie et à la Terre. Il n'est tout simplement plus possible de se voiler la face plus longtemps, ou de faire semblant d'ignorer les conclusions transparentes de ces *Réflexions*, sans s'attirer tôt ou tard des contre-violences hélas dès lors méritées, et force est d'espérer que les leaders socio-économiques et politiques se montreront enfin *responsables* au sens complet et citoyen de ce terme, au point d'accompagner, à leur légitime niveau de booster pyramidal, le progrès historique sans précédent de la Tempérance.

Malgré les critiques adressées à l'encontre du néolibéralisme au travers de ces abondants écrits, grâce à un audit quadrifacial désormais partagé par tout lecteur un tant soit peu lucide, il ne faut pas croire que

la Tempérance est une idéologie de plus, de nature anticapitaliste, tel le déguisement renouvelé de quelque socialisme, communisme ou autre marxisme. La teneur critique très négative des propos tenus envers tous les *sur*-dominants socio-économiques, culturels et politiques s'est de fait cristallisée, via l'observation vécue de l'expérience française, sur le cas de l'*ultra*libéralisme financier dans sa version mondialisée, en tant que négation du libéralisme, ou totalitarisme économique et même pseudo-démocratique, aux dépens de la justice sociale et de l'équité culturelle, faisant inéluctablement basculer chaque société dans les pires déviances analysées tout au long de ces quatre ouvrages. C'est uniquement la *sur*-domination qui est ici mise en cause, mais certes pas le principe de la domination légitime ou des inégalités non vitales, comme différences de statut historique explicables par la subjectivité des mœurs. La relative agressivité ou intempérance verbale utilisée pour dénoncer les abus qui sautent aux yeux de tout être humain n'est due qu'à la nature *de facto* immorale du comportement des surdominants actuels, quelle que soit la face pyramidale concernée. Ce qui est effectivement en cause, en procès intellectuel, c'est l'*ultra*libéralisme à l'anglo-saxonne, si aveuglément adopté par l'Union Européenne (comme par l'ensemble des économies dites *émergentes*) et qui, par absence totale d'autolimitation *morale*, a détruit une à une les sociétés développées et littéralement empoisonné l'écosystème planétaire depuis déjà plus de quatre décennies, non sans tolérer -ou s'associer avec !- les plus oppressantes dictatures, justifiant la révolte verbale parallèle à cette recherche, car même en l'absence des innovations tempérantes, les notions de décence et d'indécence ont une frontière de justice qui peut au moins se deviner, et vers laquelle on peut tendre un minimum en détachant un instant son regard des « tableaux Excel » et de leurs milliards de profits pour partager le dû vital face à la misère du monde, ce qui suppose plus que des miettes de ruissellement. Il revient donc aux surdominants de dominer leurs excès, dès lors que le modèle ennéaédrique de chaque société permet de connaître les limites à ne plus jamais dépasser et/ou les corrections bi-cycliques à opérer.

La force de la pensée tempérante et de ses deux solutions axiales réside dans la nature *trans*-idéologique et *supra*-idéologique dérivant de

sa validité universelle, et en cela même scientifique. Le lecteur aura pu constater que, tout en se forgeant, en se modelant de façon totalement inédite et indépendante, la vision pyramido-ennéaédrique du monde est positivement *inclusive*, en ce sens qu'elle corrobore la seule meilleure part de chacune des opinions divisant l'ensemble des domaines culturels passés et actuels, et surtout s'agissant des idéologies, des philosophies et des religions, en permettant précisément de filtrer, conserver et enfin *sublimer* les apports utiles du moindre élément facial ou quadrifacial, en concordance aussi fusionnelle que possible vis-à-vis de l'axe vital de la Justice et de la Paix. Ce dépassement sans précédent est le fruit d'une nouvelle rationalité universelle, laquelle, au passage, donne forcément raison, ou à tout le moins *des* raisons, de façon partielle (mais non plus partiale) aux idéologies, croyances, opinions et comportements de toute sorte, sur chacune des faces pyramidales, mais en autorisant une vision synthétique de leur co-utilité effective envers l'ensemble sociétal, ce qui précisément relativise à leur juste mesure les apports de chaque élément, de chacun des blocs édifiant l'ennéaèdre commun. D'où l'effet *trans*-idéologique d'une juste réunification des utilités complémentaires par la disparition des fossés et autres clivages béants si typiques des sociétés prétempérantes, autrement dit, la dissolution des violences et injustices inhérentes aux idéologies ou fanatismes mono-faciaux et parcellaires qui ne font qu'oppresser ou discriminer. Cet effet de filtration, observé à maintes reprises en tant que résultat direct des innovations délodiste et biéconomique, n'est rendu possible et certain que par le caractère ainsi *supra*-idéologique ou socio-scientifique de la tempérance, grâce auquel toutes les situations sociétales pourront être décrites -ainsi qu'évaluées minutairement sur leur axe primaire- et, mieux encore, comparées entre époques ou espaces géographiques, au point d'en visualiser le portrait quasi exhaustif sous forme d'ennéaèdre, sachant que l'équilibre optimal n'est qu'une seule question de proportions à respecter. Or cet effet de tri ou de filtration positive ne peut être garanti sur l'axe culturo-politique qu'en raison de sa fondation simultanément physico-matérielle grâce à la péréquation biéconomique, laquelle redresse de son côté la nature, le volume et la valeur de tous les paramètres et agrégats proprement socio-économiques, corroborant l'exhaustivité fonctionnelle de l'architecture

pyramidale tempérante, dont l'inclusivité universaliste et quadrifaciale recoud et dépasse les fractures et déchirures des totalitarismes partiaux et partiels. D'où le dépassement et la résolution-filtration de l'ensemble des idéologies laïques ou religieuses, culturelles ou cultuelles, grâce à la validité universelle des apports tempérants, par le raccommodage enfin définitif des deux volumes sociétaux autour du palier médian, et donc le recentrage subséquent et symétrique des deux situations extrêmes anti-sociétales que sont la *sur*-domination et la *sous*-citoyenneté, sur chaque face pyramidale. Ainsi la vraie sécurité, non plus seulement sociale mais *sociétale*, aura remplacé la peur concurrentielle vitale et ses violences, au profit du temps et du rythme qui conviennent à l'humain, selon une pulsation redevenue compatible avec celle de Dame Nature.

Malgré la relativité et les limites inhérentes aux découvertes et inventions qui font évoluer l'Histoire humaine, la réalité décrite par la vision tempérante du monde et tous les enseignements novateurs qui en découlent s'imposeront tôt ou tard bien au-delà des opinions, de par leur correspondance avec les faits ou les données tant spatio-temporelles que physico-psychiques de l'Existant qui nous englobe, du moins s'agissant des échelles humaines et planétaires de la croûte terrestre, tandis que la pacification qui en résulte sans doute déjà dans l'esprit du lecteur ne fait que souder, réunir, associer et rendre idéalement complémentaire tout ce que la pesanteur existentielle éloigne, divise, oppose et exclut indûment au regard des besoins typiquement humains de surpassement, ou plutôt d'*humanisation*, du naturel par le culturel. La *tempérisation* à venir ne consistera donc qu'à réduire ou « moduler » dans une juste proportion dynamique le développement des êtres physiques et de leur nécessaires prolongements matériels, via une sagesse objectivée permettant à l'axe culturo-politique de rattraper bientôt le retard accumulé depuis tant de siècles d'injustice et de violence, ce qui se traduira concrètement par le redimensionnement adéquat de l'axe ennéaédrique socio-économique à sa taille écologiquement viable, suffisante, et pour tout dire optimale, la croissance future se trouvant désormais associée aux progrès *qualitatifs* et *temporels* qui lui ont tant manqué jusqu'à présent, pour le plus grand

avantage d'une planète enfin respectée à part égale avec l'humanisation de sa principale espèce dominante et responsable.

Si le Peuple français d'aujourd'hui, dans sa nouvelle diversité, se décide majoritairement à reprendre en main le destin qui lui a été volé depuis plus de quarante ans (comme hélas périodiquement depuis 1789), les innovations tempérantes n'attendent plus que la mobilisation de ses citoyens, sans doute via une coordination nationale regroupant toutes les bonnes volontés locales associées, selon le modèle délodiste ascendant, afin d'enclencher la mutation historique nécessaire sur la face d'abord culturelle des débats que susciteront ces *Réflexions*, puis politique du référendum qui devra s'ensuivre, avant qu'une constitution enfin digne des qualificatifs de républicaine, démocratique et tempérante puisse voir le jour dès que possible, compte tenu de la situation d'urgence extrême que connaît cette société en crise systémique. Dans le cadre contraignant de l'actuelle pseudo-république il sera probablement indispensable que tous les tempérants déclarés et dûment fédérés en coordination nationale choisissent la personnalité la plus représentative des nouvelles valeurs sociétales, par votation directe et totalement ouverte, y compris comme « candidat(e) officiel(le) *désigné(e)* » pour l'ultime présidence de la V° République, sur le critère incontournable d'une implication personnelle en qualité de soutien de la pensée tempérante et de ses deux innovations universelles. La coïncidence « historique » entre une volonté populaire exprimée sans contrainte de pré-candidature et la libre acceptation d'une personnalité se déclarant disponible en retour (a fortiori si cette dernière s'est avérée tempérante par nature comme au travers de son expérience longtemps avant la parution-diffusion de la présente recherche), offrira la meilleure garantie de représentativité authentique en vue de la mise en place d'un processus constituant dès lors en tout point respectueux des principes délodistes.

Conclusion

L'avènement prochain de la Tempérance instaurera ce que l'on a déjà dénommé la *démocratie équilibérale*, à comprendre dans le sens quadrifacial de cette expression, en tant que résolution et dépassement de tous les zigzags, encore si douloureux, qui ponctuent l'Histoire des sociétés humaines. Il a pu être souligné que le terme même d'*équilibre* associe la Liberté à l'équité binaire, donc à une forme de Justice dans le respect dynamique de la parité duale, à la façon d'un funambule sur son câble, faisant un minimum de mouvements pour progresser, à condition de respecter l'amplitude-limite à ne surtout pas dépasser, laquelle fait irrémédiablement penser aux 12,5 % d'énergie sociale symétriquement évolutifs autour du palier médian d'un certain ennéaèdre. La démocratie dûment *équilibérale* sur ses deux axes et quatre faces ne peut donc être que politiquement délodiste et socio-économiquement *bi*-économique, condition vitale d'une Liberté égalitairement *accessible* à tous, à chaque période de la vie, car sans l'application des deux recettes tempérantes, le libéralisme, intrinsèquement et naturellement aussi injuste qu'excessif, dérive, dès l'embryon de la moindre reconstruction, vers les pires excès, violences et autres surdominations minoritaires de l'ultra- (et donc anti-) libéralisme, que celui-ci soit principalement socio-économique, tel que le capitalisme financier mondialisé, ou culturo-politique sous forme de pseudo-démocratie électoraliste, et à plus forte raison de dictature. D'où le corollaire, sur l'axe dit « secondaire », d'une démocratie *citoyenne*, ni personnalisée, ni minoritairement professionnalisée par quelque caste, pour associer à égalité, au sein de chacun des deux volumes sociétaux hiérarchisés, ainsi que collégialement et à tour de rôle, l'ensemble des

citoyens adultes correspondant respectivement aux fonctions législatives et exécutives, sachant qu'en *équi*-démocratie, chaque pouvoir exécutif ou triangulaire devra gouverner avec l'accord *explicite* de son rectangle législatif, autant qu'à la demande expresse de ce dernier, seule façon de garantir constamment la verticalité ascendante de la volonté citoyenne. L'appellation de *Tempérance* traduira donc parfaitement -et surtout de manière objectivement fondée- la prochaine modération ou mise au pas d'un libéralisme économico-politique foncièrement *ultra* par pesanteur historique en un *équilibéralisme* social et un *bicentrisme* institutionnel aux vertus écologiques garanties en tant qu'heureuses et urgentissimes conséquences, y compris sous la forme du temps humain ainsi libérable et de son rythme de vie optimal. Sans nullement interdire la variété des situations individuelles, qu'il s'agisse-là de particuliers ou de structures regroupées de quelque envergure que ce soit, il en résultera à terme un équilibrage dynamique et généralisé des valeurs, prix et autres salaires ou revenus, de plus en plus spontanément compatible avec la marge de manœuvre optimale -et *moyenne*- des 16,66% situés de part et d'autre du palier médian, (réduisant d'autant le besoin de péréquation desdits revenus), et tous les agrégats socio-économiques, ainsi que culturels et politiques, s'en trouveront intelligemment tempérés, optimisés et surtout asssainis *en substance*, en concordance vitale avec les lois universelles de l'Existant. Car le droit et *les* droits seront devenus réalité, identifiant la légalité à la légitimité par leur symétrie avec les devoirs quadrifaciaux du citoyen, et la rectitude induite des mœurs tempérantes à venir pourra maximiser la verticalité comportementale caractérisant l'humanisation, chacun ayant les meilleures chances d'élever son monument individuel ennéaédrique au plus haut de ses potentialités d'épanouissement.

Dans la mesure où, sur l'axe primordial du socio-économique, la pacification vitale et définitive des mœurs via les droits et les devoirs du Revenu Universel *stricto-sensu* n'exigera que le quart des énergies et richesses sociétales et seulement le huitième de la hauteur historique maximale de la pyramide correspondante en termes d'épanouissement existentiel moyenné (illustré par le revenu français de 12.000 €), les sept huitièmes restant dès lors à chaque citoyen adulte ne seront que *Liberté*

de choix, *partagée* du pointillé intra et semi-parallélépipédique jusqu'au palier médian, et strictement *individuelle* au-delà de ce repère objectif. Autant dire qu'il serait trop « bête », au sens animal du terme français suggérant une sous-humanité, de ne pas s'imposer ce strict minimum de contrainte *absolue*, car aussi vitale pour l'individu que pour la société.

Une définition synthétique de la Tempérance permet d'affirmer que dès lors qu'une société humaine de dimensions minimales peut être suffisamment autonome, ou équilibrée à travers ses échanges extérieurs, sa *juste pacification* requiert autant que possible la mutualisation de la moitié des richesses créées -et à terme du patrimoine correspondant- en tant que Domaine Public. Celui-ci se répartit pour moitié sous forme de Revenu Universel individualisé en contrepartie de l'inclusion de chaque adulte un tant soit peu valide via le minimum d'un travail à mi-temps, selon la courbe universelle de partition-répartition biéconomique et les droits et devoirs de la Garantie Citoyenne, et pour moitié sous forme de Biens et Services Communs de nature indivisible. La Justice et la Paix socio-économiques qui en résultent vont alors de pair, sur l'axe culturo-politique, avec l'inclusion égalitaire et minimale de tous les citoyens au sein des structures éducatives et communicatives vitales, obligatoires ou optionnelles, de la face pyramidale culturelle, concernant en particulier l'Éducation Commune, Différenciée ou Continue, et le média collectif des Sites Officiels de Proposition Citoyenne, dont l'aboutissement, sur le versant politique répartit les rôles législatifs et exécutifs des citoyens en fonction de l'appartenance évolutive de chacun à l'un ou l'autre des deux volumes sociétaux superposés et ainsi objectivement hiérarchisés en parfait équilibre fonctionnel, à travers les trois étages politiques de la démocratie locale, micro-régionale et nationale. L'édifice sociétal ainsi érigé devient alors historiquement auto-équilibré, car respectueux de son socle terrestre, de ses lois existentielles universelles, en totale continuité ou cohérence écologique interne et externe, pour le plus grand avantage simultané, car foncièrement indiss*ociable*, de l'Humanité et de la Terre, ce dernier qualificatif montrant à quel point l'Univers, au travers d'un unique processus ou « sens » d'évolution, réunit toutes les échelles de l'Existant en une forme de société maximale, ou écosystème exhaustif.

Cela ne peut que rassurer nos esprits encore déboussolés par les amères conséquences de nos erreurs techniques et autres fautes morales, dans le sens objectif de ces défaillances, toujours assimilables à quelque abus de liberté, par ignorance ou par orgueil.

D'un point de vue plus intellectuel, il ne serait pas étonnant que la pensée tempérante, via ses innovations et son approche philosophico-géométrique en *pyramide-ennéaèdre*, stimule grandement la créativité de maints esprits curieux, certes en premier lieu celle des spécialistes en sciences humaines, mais également celle des savants et scientifiques qui s'avèreront aptes à transposer tel ou tel principe dans leurs équations ou autres explorations, car il est apparu que toutes les démarches réflexives suffisamment universelles ont pour point commun de formuler, chacune dans son propre langage, *une seule* recette existentielle nécessairement spatio-temporelle *et* physico-spirituelle. Compte tenu des parallèles qui ont pu être établis entre les sciences physiques et les observations de ces *Réflexions* sur le binôme individu-société, ou plus chronologiquement, société-individu, et s'agissant en particulier des deux challenges urgents que représentent l'unification des sciences physiques et la mise au point d'une source d'énergie propre, silencieuse, et si possible assez compacte pour se passer enfin de réseau logistique complexe et éviter de défigurer la Terre, il est permis d'espérer à nouveau, car l'heureux aboutissement de la recherche tempérante, en validant les intuitions et autres postulats de départ de cette dernière par une observation synthétique, transversale et pluridisciplinaire, ne pourra que booster utilement l'imagination des chercheurs concernés en leur faisant redécouvrir les enjeux et obstacles de leur science sous un angle inédit propre à rendre complémentaires les contradictions les plus déroutantes. Ainsi, à l'image déjà mentionnée de l'énigme des neuf points en un carré de trois lignes, il est probable que nombre de solutions n'attendent qu'un dépassement ou débordement interdisciplinaire pour apparaître à l'esprit souvent trop concentré des hyper-spécialistes. Quoi qu'il en soit, on ne saurait que souhaiter voir chaque domaine de la pensée ou de la connaissance scientifique profiter des avancées tempérantes, dans la mesure où un tout nouveau cap a été franchi, enfin apte à greffer la rationalité sur les dimensions humaines,

sociales et morales sous leur angle mesurable, ce qui s'avèrera on ne peut plus bénéfique à n'importe quelle activité de recherche, médecine, chimie et écologie comprises.

La géométrie pyramidale, voire ennéaédrique, peut-elle résoudre le hiatus séparant le quantique du gravitationnel ? Puisque tout se révèle de façon duale en ne pouvant s'équilibrer, même dynamiquement, qu'en parité relationnelle, faut-il percevoir la subdivision binaire de chaque agrégat d'éléments comme une solution utile ? De même, le changement d'axe de logique constructive, d'horizontal à vertical entre l'individu et son agrégation sociale, ou inversement s'agissant des plans séparant la double nature constamment en cause, constitue-t-il une piste possible ? La moindre « relation » directe ou à distance, continue ou occasionnelle, entre deux et jusqu'à une infinité d'*objets* induit-elle aussitôt quelque condition de (demi)-grégarité ? Le déséquilibre paradoxalement observé des 3/4-1/4 ou 75-25% entre des « *équi*-volumes démographiques » (ou leurs équivalents statistiques au gré de chaque science) est-il révélateur d'une inégalité binaire contournable via une équation ou manipulation technique comparable à la biéconomie pyramidale ou ennéaédrique ? La prise en compte du temps et de sa direction apparemment orthogonale par rapport à la matérialité spatiale peut-elle aider les chercheurs en leur suggérant une nouvelle intuition à l'issue positive ? N'est-il pas quelque peu révélateur d'observer que le point culminant de la pyramide est le seul lieu et lien possible *réunissant* les axes de l'espace et du temps ? Dans ces conditions, peut-on espérer qu'une forme de mise en équation des pyramides équilatérale et tempérante permette de définir certaines caractéristiques de ce point sommital où l'espace et le temps semblent se confondre, ou mieux encore, se *convertir* l'un en l'autre ? De même, la différence de hauteur -en proportion- entre les sommets de ces deux pyramides traduit-elle la limite de vitesse *de facto* indépassable de tout organisme vivant ou « objet matériel » en comparaison avec celle de la lumière ? D'un tout autre point de vue, la considération de l'universalité minutaire (en dépit des « distorsions » historiques observables) peut-elle s'appliquer à tout phénomène ou autre élément d'observation à durée de vie ou d'interaction expérimentalement contrôlable ? Le principe de

demi-fusion verticalisée revêt-il quelque intérêt transposable dans les domaines de la physique, de la chimie, ou même de la technologie ? La proportion volumétrique d'oscillation concurrentielle ou autre transfert équilibrant et ses 16,66% de chaque côté du palier médian (soit au total 33,33% en valeur), ou respectivement 12,5 et 25% en volume, pourra-t-elle aider d'autres disciplines à intégrer la contrainte d'une dynamique optimale en matière d'équilibrage écologiquement ou énergétiquement économe ? Par ailleurs, la temporalité bi-cyclique peut-elle se révéler transposable dans tel ou tel autre contexte théorique ou technique, sous quelque forme nécessairement aménagée, et pour quelle autre finalité d'observation, voire d'intervention ? L'immatérialité de l'axe pyramidal « secondaire » et le principe alterné du talochage existentiel avéré si constructif pourraient-ils rendre compte des discontinuités et des « sauts de valeurs » observables par la physique quantique ? Le magnétisme en physique, mais aussi l'intelligence cellulaire en biologie, voire le très probable psychisme spirituel présent au sein de l'antimatière symétrique au visible, pourraient-ils être extérieurement utilisés dans l'intérêt de la recherche et du progrès sans pour autant que leur limite mystérieuse, car « lumineuse », ne puisse être franchie, (à la façon de la prise en compte et du dépassement de la pesanteur socio-économique) ? Quel pourrait être l'équivalent de l'axe culturo-politique correspondant au minéral ou à l'inorganique en termes de « comportement » ou même d'intelligence ondulatoire et donc adaptative avec le temps, de l'échelle sub-atomique jusqu'aux gigantesques équilibres dynamiques de l'intergalactique ? La forme « elliptique » particulière du cycle en huit pyramidal, en tant que cercle replié sur lui-même, et intégrant sans doute quelque alternance axiale horizontale et verticale grâce au vecteur temps, peut-elle servir de « modèle » utile, en relation avec l'apparence vitale de la structure en double hélice typique de la molécule d'ADN ? La science ne gagnerait-elle pas à inclure, en même temps que le principe de parité duale semi-fusionnelle, la temporalité binaire et alternative qui semble aller de pair, y compris s'agissant des sciences humaines, afin de compléter les études et simulations en y greffant des notions d'alternance ou de périodicité ? La minutée pourrait-elle être transposable à l'écologie en tant qu'unité de mesure et de valeur directe ou comparative interespèces s'agissant de

la faune et de la flore, voire fossile concernant le monde minéral, afin de mieux comprendre -et respecter- les sociétés et ressources si complexes composant notre commune biosphère et son écosystème global ?

Il apparaît en effet qu'en rationalisant pour la première fois les données sociales ou *inter*-organiques -à tout le moins mesurables- via la pyramide-ennéaèdre et ses équilibres de proportionnalité à la fois inter-volumétriques et sub-volumétriques, sur la base de l'universalité d'une valeur minutaire peu ou prou transposable à tout l'Existant, la pensée tempérante devrait faire progresser la notion de binarité-dualité dans le sens d'une agrégation paritaire et semi-fusionnelle toujours valable quel que soit le nombre d'éléments en jeu ou la complexité croissante des interdépendances et interférences qui en découlent immanquablement. Car, en quelque sorte, la binarité « existentielle » qui définit le contraste entre le *zéro* et le *un* semble se compléter enfin par le passage semi-fusionnel et paritaire du *un* au *deux*, ouvrant la voie à une binarité « *co*-existentielle », sociale ou sociétale, dès lors applicable sans limite à une infinité d'éléments, et susceptible d'autoriser une nouvelle approche ou compréhension de la Nature, ce qui revient à dire que l'existence n'est jamais solitaire, mais au contraire intrinsèquement duale et solidaire, car dépendante d'une forme ou une autre de « société » ou pluralité, ce que semble corroborer l'explosion vitale ou l'expansion exponentiellement accélérée de l'Univers depuis son Big Bang originel. En ce sens, alors que la binarité-dualité est souvent perçue comme opposant le + et le -, le néant et l'existant ou tant d'autres « constituants binomiaux » propres à s'exclure radicalement, la parité tempérante s'intéresse aux interactions duales entre éléments objectivement perçus comme identiques, en dépit de leurs différences historiques *apparentes*, pour additionner autant de **1** que nécessaire et en déduire les lois universelles de toute construction sociétale, *composition* viable ou équilibre relationnel, ce qui implique probablement le respect des proportions mises au jour au cours de ces *Réflexions*. Or, force est de constater qu'à la différence des cellules et matières qui ne se multiplient qu'en se divisant, les êtres ou les esprits animés ne se divisent qu'en se multipliant, et il faut donc espérer que la longue recherche qui se termine ici aura pu connecter utilement toutes

les échelles induites par la moindre pluralité ou grégarité existentielle, en incluant enfin l'espace et le temps d'un vécu d'échelle humaine, via la prise en compte de l'équilibrage paritaire de toute binarité-dualité, en tant que condition de la Justice et de la Paix qui assurent la stabilité dynamique des interdépendances mutuellement profitables aux éléments concernés. Cela confirme l'importance fonctionnelle et « vitale » de la binarité-dualité paritaire, à l'instar de l'équilibre divisible des nombres pairs, en contraste flagrant avec l'*imbalance* caractéristique des nombres impairs ou des rythmes ternaires, dont l'utilité naturelle *semble* être de nature esthétique, à titre de finition délibérément gratuite. L'équilibre de parité -ou quasi parité- binaire, statique ainsi que dynamique, s'applique en particulier sur l'axe primaire ou physico-matériel de tout l'Existant, tant individuel que relationnel, et plus clairement encore s'agissant des planètes et minéraux, comme le démontre la physique gravitationnelle, ou le lien d'équilibre unissant la Terre à la Lune, pour ne mentionner ici que notre voisinage immédiat, car ces objets ou entités élémentaires sont de nature quasi exclusivement corpusculaire, et très accessoirement ondulatoire, à tout le moins en termes de développement « psychique » ou « culturo-politique » observable.

L'équilibrage paritaire, sur sa base binaire ou duale, revêt donc un caractère *utilitaire* vital pour la paix et le respect de toute relation, et ne se trouve désormais plus caché à notre entendement dans l'épaisseur historique confuse des « sociétés » impliquant les êtres vivants ou autres organismes biologiquement autonomes qui constituent la flore, la faune et l'Humanité, et ce, précisément grâce aux découvertes partagées par ces *Réflexions*, sur la fondation *biologique* et universelle d'un temps de valeur *de facto* constante, s'agissant du moins de l'échelle planétaire. La parité sociale semi-fusionnelle démontrée n'est donc pas une invention tempérante, mais une découverte de ce qui est, de ce qui régule plus ou moins violemment les déséquilibres dérivant d'une certaine pesanteur socio-économique naturelle, en réalité propre à tous les êtres vivants à travers leurs innombrables interrelations grégaires, selon ce qui a pu être observé au fil de cette recherche, grâce à la synthétisation médianisée de l'approche tempérante. Car l'on pourra aussi observer mieux que jamais

que la Nature elle-même, malgré sa loi de la jungle aux *degrés* et *formes* de violence concurrentielle inacceptables pour l'Humanité dans sa quête de bonheur, de Justice et de Paix, obéit au même besoin d'équilibrage paritaire dynamique via la pesanteur *écologique*, s'agissant de n'importe quelle échelle de coexistence intra ou inter-espèces, mêlant ainsi, peu ou prou en équi-proportions, les liens et comportements de type coopératif, associatif, ou de complémentarité d'une part, et les luttes vitales d'une exclusivité éliminatrice d'autre part, hors les rarissimes exceptions qui confirmeront toujours la norme statistique. Or ce sont précisément les *modes* de régulation spontanés de la Nature et de sa biosphère, leur loi du plus fort si injuste dans sa disproportion *sur*-dominatrice, le *tout ou rien* de l'insécurité vitale, et plus encore l'amplitude des écarts que ces violences impliquent sur les dimensions relationnelles des êtres vivants, qui ne sauraient convenir à la quête humaniste de la Justice et de la Paix en l'absence du rôle *tempérisateur* que seule pourra assurer la solution délodiste et biéconomique, laquelle, en réduisant de moitié les zigzags de l'Histoire, changera la *nature* même des humains par leur *culture*, en y introduisant enfin la juste proportion d'équité-solidarité *objective*.

Le plus paradoxal est d'observer ici que, de cette même binarité primo-axiale ou physico-matérielle correspondant à l'espace, et dont la parité optimale promeut par définition le *pair*, semble découler sur l'axe orthogonal, ondulatoire et plus immatériel du temps, la structuration de l'*impair*, mais en tant que *limites* consécutives, et non plus volumes. En effet, s'agissant des sociétés humaines, la vision paritaire de l'axe socio-économique se satisfait de la confusion historique des comportements sans imposer la moindre structuration étagée, hors le simple *calcul* de médianisation et/ou de moyennisation, tandis que cette partition vitale, mais passablement abstraite ou théorique, aboutit, sur la face finale de l'axe orthogonal culturo-politique, à la réalité des *trois* niveaux concrets d'organisation politique du local, du micro-régional et du national. Ce constat suggère nettement qu'à l'inverse de ce que nos sens usuels nous font accroire, la matérialité est pour ainsi dire *structurellement informe* malgré ses apparences infiniment variées, et ne prend volume et sens, n'acquiert utilité et perfectionnement, qu'au travers d'une immatérialité

spirituelle ou psychique nourrie du *temps*, laquelle s'avère *formellement structurée*, selon le processus de talochage octoïde assurant l'évolution qualitative par l'augmentation de pouvoir que procure la connaissance, ou conscience nécessairement « écologique » des lois de l'Existant. Cela rejoint la constatation unanime des physiciens quant à la prédominance volumétrique de l'apparent *vide* de l'antimatière sur la totalité visible de l'Univers, si l'on peut oser ici une telle formulation (déjà illustrée par l'image révélatrice du dé à coudre), et oblige à remarquer que toutes les apparences physiques ne constituent de fait que la très fine surface de l'immatérialité atomique et lumineuse qui les structure avec le temps, ce qui, philosophiquement parlant, ne peut qu'associer le *vrai* bonheur à la conscience la plus lucide et à la jouissance culturelle de la sagesse ou de la Tempérance, à l'opposé de la vaine suraccumulation-accélération du matérialisme primo-axial, nonobstant la priorité chronologique du vital, dans le sens évolutif de ce terme. Les progrès culturels tempérants ont le mérite de faire comprendre qu'à la différence de la Nature et de tous ses organismes élémentaires, les interdépendances sociales et sociétales qui dérivent de chaque coexistence ne *montrent* hélas rien de spontanément binaire et paritaire, tout en étant foncièrement assujetties à cette même loi fondamentale, par le biais de constants -et souvent très douloureux- rééquilibrages forcés, tandis que l'impair (ou le ternaire) qui en résulte semble en fignoler ou parfaire la *limite*, à la façon végétale de la pointe d'une feuille composée ou autre foliole et de son lobe solitaire. Même l'organisation binaire intrinsèque aux réalités minérales et biologiques *élémentaires* n'est que le résultat d'une indispensable adaptation à cette loi existentielle visant à comprimer « en deux » les trois dimensions de l'espace, l'une de ces dernières devant se réduire au seul profit des deux principales ou vitales, qu'il s'agisse-là de faces ou d'axes, telle la mince tranche unissant les deux côtés d'une certaine feuille d'érable, ce que les gigantesques épaisseurs matérielles de l'univers corroborent à leur façon au travers d'une structuration quasiment plane ou « aplatie » incluant le plan écliptique de notre système solaire en forme de disque arrimé sur l'équateur de notre étoile, et cette évolution vectorisée s'avère dictée par le temps grâce à l'intelligence réactive, sans doute mi-consciente et mi-réflexe, qu'impose cette Loi d'équilibrage vital décidément universelle,

élémentaire *et* sociale, puisque chaque organe est à l'individu ce que ce dernier est à la société. Cela se confirme aussi dans une perspective plus dynamique dès lors que tout mouvement, progrès ou perfectionnement suppose un minimum de déséquilibre, mais sous réserve de maintenir la « parité existentielle » de l'organisme singulier ou pluriel, ce qu'assure précisément, en justes proportions, l'équilibrage tempérant bi-cyclique. Le non-respect de cette demi-parité dynamique, tempérée et minimale, au cœur de n'importe quelle entité individuelle ou collective, équivaut à un suicide écologique interne *et* externe, à une inadaptation explicative de la disparition de tant d'espèces et autres sociétés, selon le principe de la sélection naturelle observée par Charles Darwin, que complètent donc les apports tempérants sous l'angle spécifique de la cohérence sociétale. Ainsi, la pensée et sa conscience cognitive, dont la neurologie explore le vernis de réalité physiologique propre aux neurones et autres synapses à travers leurs ondes électriques, cachent le tréfonds de l'*esprit* cumulatif que procure et enrichit l'expérience dûment intériorisée de la Vie, dans la « dimension immatérielle » d'une onde symétrique et néguentropique, rendue immortelle par l'*inversion* des propriétés matérielles en tant que caractéristique du *temps*, sous la forme d'un progrès authentique, relatif mais définitif, du moins chaque fois que la « raison » des êtres devient intelligence objective en comprenant et en respectant l'Existant dans sa dimension *éco*-logique *et* quadrifaciale. C'est à cette seule condition que la connaissance acquise évite aux organismes vivants les conséquences perverses et autres effets boomerang si douloureux de l'erreur technique et de la « faute morale », et que l'esprit procure la force ou la puissance véritable d'une volonté innovante et à coup sûr bénéfique, en qualité de libre choix ou pouvoir politique accru et pertinent, ce que traduit une célèbre pensée attribuée à Victor Hugo, selon qui « *rien n'est plus fort qu'une idée dont l'heure est venue* ». Dès lors, compte tenu des derniers apports (même en creux ou par défaut) de la physique quantique, ainsi que des progrès proposés par la pensée tempérante via ses innovations délodiste et biéconomique, il semble ici probable que l'*imparité* et la *ternarité* soient le propre de l'axe « culturo-politique » de l'Existant et de son Onde Absolue, non sans évoquer par-là la forme symbolique et minimale d'un triangle équilatéral que vectoriserait le temps, peut-être

en tant que causalité-finalité (tout aussi inaccessible que la vitesse de la lumière) de l'évolution universelle et de sa propension -hélas si souvent contredite- au perfectionnement vital... Sans chercher à développer plus avant ces extrapolantes considérations philosophico-scientifiques, sinon métaphysiques et hors de portée pour l'auteur de ces pages, force est malgré tout d'espérer que cette ouverture finale en point d'interrogation éveillera la curiosité créative des lecteurs motivés par toute recherche utile -et noblement intentionnée- dans l'une des nombreuses disciplines précitées, outre la mobilisation quadrifaciale et individuelle de chacun en tant que citoyen.

La transmission présente du flambeau de la pensée tempérante laisse déjà entrevoir d'innombrables progrès inter et pluridisciplinaires associant désormais les sciences dures et les sciences humaines en une continuité logique sans précédent, tant il apparaît visiblement que toutes les interdépendances socio-économiques et leurs conséquences culturo-politiques sont peu ou prou comparables aux « attractions » et autres violences interférant au sein des « relations » sub-atomiques, chimiques, organiques et à plus forte raison intergalactiques, suggérant l'existence d'une interface reliant l'infiniment petit à l'infiniment grand. Là s'arrête l'extrapolation prometteuse des découvertes et solutions tempérantes, en guise d'ouverture finale à tant d'autres dimensions de la connaissance, et au risque ici assumé que l'auteur paraisse ridiculement ignare en ces matières.

Selon *Les carnets de Léonard de Vinci* (aux éditions Gallimard - 1942 vol.1), la sagesse déjà tempérante du Maître lui faisait affirmer que « *La modération réfrène tous les vices.* » (H 48 v.), ce qui anticipait la thèse soutenue dans ces pages, mais aussi que « *L'inégalité est la cause de tout mouvement local. Il n'est point de repos sans égalité* » (C.A.228 v.a). Si l'on ose additionner ces deux pensées on ne peut qu'être comblé de voir la Tempérance prédite par le plus grand génie de tous les temps, puisque le délodisme biéconomique respecte la complémentarité de ces deux observations au bon sens si raffiné, l'équilibre libertégalitaire étant comme on le sait « bi-cycliquement » entretenu d'une année sur l'autre,

tout en respectant l'amplitude ainsi *modérée* du mouvement historique et de sa pesanteur incontournable, laquelle s'en trouve *humanisée*, au sens de domptée s'agissant de ses conséquences, via la rationalisation et les évolutions techniques que chaque découverte cruciale suscite. Car il n'est pas d'*in*ter*vention* possible sur la nature sans *invention* respectant ses lois, et bien loin d'être une pure création, l'action ou la *ré*-action de l'Homme sur le réel dont il fait partie intégrante n'est qu'un progressif réaménagement de l'Existant, une utile transformation dont la positivité et la neutralité supposent les principes modérateurs du bi-minimalisme tempérant, puisque l'effet (ré)unificateur d'un universalisme retrouvé, plus rationnel, objectif et mesurable que jamais, procurera désormais à notre récente conscience écologique d'une bio-sphère incluant l'humain les moyens pratiques de se concrétiser en tant que conséquence directe de l'apaisement sociétal.

Ainsi la Tempérance ouvre-t-elle la voie aux sciences humaines objectivables, tant via la minutée universelle qu'à travers la loi vitale de l'équilibre de proportionnalité pyramido-ennéaédrique, permettant par là de faire progresser considérablement la définition, en tout temps et en tout lieu, des notions si cruciales de Justice et d'injustice, mais aussi de bien et de mal, de bon ou de mauvais, d'honnêteté ou de malhonnêteté, de domination légitime ou de sur-domination, de juste profit comme de surprofit, et ce, quelle que soit la situation relationnelle concernée, vue sous l'angle socio-économique des contacts physico-matériels directs ou indirects certes, mais avec une pertinence équivalente sur l'axe psycho-temporel des relations de nature culturo-politique. La conscientisation enfin généralisée du besoin de parité vitale donnera à chacun les moyens de vivre en pleine lucidité, de se sentir et de se voir évoluer en personne sociale ou *citoyendividu*, sans plus jamais être l'esclave, ni absolu ni relatif, de qui que ce soit, et moins encore de ses *propres* réflexes les plus primaires.

En conclusion, et pour en revenir ici à la double finalité de ces *Réflexions*, il est bon de rappeler une dernière fois qu'avant d'être un sentiment ou un ressenti peu ou prou formulé, la *Justice* prend sa source

sur l'axe primaire physique ou socio-économique et suppose pour cela l'équilibrage libertégalitaire de la partition-répartition grâce à la courbe de péréquation universelle et à son tableau, tels qu'exposés au cours du chapitre précédent, tandis que la *Paix*, comme ressenti abstrait d'ordre psychique, mental et moral assimilable au bonheur des êtres, n'apparaît sur l'axe culturo-politique qu'en tant que conséquence ou résultat de la Justice, sous la forme structurelle de la démocratie républicaine qui va de pair, ce qui confirme l'indissociabilité des deux innovations axiales induites par la pensée tempérante et garantit la cohérence exhaustive de l'architecture sociétale correspondante, indépendamment du niveau de développement des peuples, ou des circonstances qui conditionnent ce dernier.

Tel l'épanouissement inéluctable et irréversible d'un bel arbre développant autant ses racines que ses branches au point d'en devenir aussi florissant qu'indéracinable, la « révolution » culturelle tempérante, et donc pacifique par définition, conclura pour l'essentiel la formidable mais terrible étape historique de la révolution industrielle qui a précédé, en complétant les apports si prometteurs des Lumières pour en enraciner les plus nobles idéaux dans la vie quotidienne à venir, et il ne tient plus qu'à chaque citoyen lecteur de ce message de faire advenir la Justice et la Paix à l'échelle maximale possible dont chacun est capable, tant il est vrai qu'aucune cause *terrestre* plus enthousiasmante ne saurait épanouir le tréfonds de l'âme humaine, en écho à la Cause Absolue et insondable du Mystère précédant et suivant toute existence. Car, au risque assumé de surprendre quiconque prétendrait ne pas avoir la moindre forme de Foi Universelle, et bien plus encore que l'émotion et la légitime révolte suscitées par tous les abus prétempérants, c'est bel et bien cette énergie inépuisable d'Amour de la Vie, d'émerveillement devant son Mystère, et de passion pour son perfectionnement, qui fut le carburant constant et si éclairant de ces *Réflexions* pour la Paix.

Décembre 2022

P.S. : Voir Postface et Épilogue ci-après.

Postface

Six mois de plus ont été nécessaires pour enfin relire le premier jet de ces ouvrages et inévitablement corriger, élaguer, compléter, voire reformuler les chapitres mensuellement écrits pendant quatre ans, tant la poussière de ce chantier, dans l'étroite galerie de mine stéphanoise de cette exploration, empêchait de regarder derrière soi ou de voir plus loin que chaque section précédente. Six mois pendant lesquels, en France, et en un curieux reflet de la crise des Gilets Jaunes à l'origine de ces écrits, le report violemment imposé de l'âge légal de la retraite à taux plein à 64 ans et la crise sociale et politique qui en a résulté ont définitivement corroboré la thèse des *Tempérants*, dans un contexte aussi notoirement antidémocratique que lors du vote parlementaire congressiste qui annula en 2008 le *non* au référendum de 2005 concernant l'Europe. Six mois de manifestations citoyennes vainement massives, ponctuées de coups de force gouvernementaux hélas constitutionnellement fondés, de postures, procédures et autres stratégies parlementaires partisanes tellement peu représentatives qu'elles ont abouti au rejet majoritaire d'une motion de censure contre l'opinion de plus de 70 % de la population et de 90% des actifs. Six mois de non-débat ou de mascarade pseudo-démocratique en évitant le *fond* du sujet qui tient tout entier dans les descriptions et les démonstrations de la Tempérance, via la double solution du délodisme biéconomique. Autant dire qu'il n'y a désormais plus qu'*un* slogan, *un* concept, et surtout *un* principe pour réclamer, comprendre et respecter le devenir démocratique de notre Humanité, *un seul* terme apte à réunir les innombrables causes parcellaires qui nous divisent encore si bêtement, un *unique* substantif conditionnant la citoyenneté universelle en accord avec notre double nature au point d'en réunir les deux composantes si longtemps exclusives, *un* mot enfin, pour doser la tempérance, et dont le sens équivaut à dire « *bonjour !* » en le pensant vraiment :

Libertégalité !

Juillet 2023

Épilogue

Paris, le 14 Juillet 20??

Un soleil serein illumine ce matin les Champs-Elysées, tout juste rafraîchis par un orage nocturne bienvenu, créant l'effet d'un diffus et délicat sfumato que semblent déjà compléter, sur l'Arc de Triomphe, les premières réverbérations floutées d'une chaleur encore somnolente en ce célèbre jour férié de la Fête Nationale, tandis que, massée derrière les barrières et les lampadaires parés d'une muraille suspendue de drapeaux bleu-blanc-rouge, une foule immense et multicolore attend la première célébration républicaine de l'ère *tempérante*.

Mais que se passe-t-il ? Alors que chacun attend la puissante et virile démonstration de force d'un État français exhibant les muscles de ses grands corps militaires, policiers, pompiers et administratifs, au fil d'une interminable et mécanique marche au pas devant impressionner le monde entier par l'assimilation de la beauté à l'ordre le plus absolu -et au risque chaque année garanti d'endormir ou fatiguer jusqu'à la crampe spectateurs et téléspectateurs à force de monotonie et d'uniformité-, ce sont des échantillons de *tout* le peuple français qui paradent selon leur exacte proportion dans la société actuelle, des *citoyens* regroupés par état, métier, fonction et génération, selon un tirage au sort s'appliquant autant aux personnes qui défilent librement qu'à l'ordre de passage de

chaque groupe social, ces fières délégations rivalisant d'originalité et de créativité pour afficher leur spécificité en arborant les outils, les tenues vestimentaires ou autres créations symbolisant leur irremplaçable utilité commune. Enfants, adolescents, étudiants, adultes-actifs valides comme handicapés, mais aussi retraités et même vieillards, alternent de simples ou subtiles mises en scène aussi surprenantes qu'émouvantes, non sans mixer au passage toutes les origines, couleurs de peau, modes de vies et croyances ou philosophies qui nuancent à l'infini la mosaïque sociétale. Entre quelques passages fort aléatoires des corps nationaux habituels s'étire un pur festival de joyeuse et humoristique compétition, au sein duquel les chars fleuris ont remplacé la quasi-totalité des tanks et autres véhicules blindés, sur un fond sonore de musiques et de rythmes d'une subtile diversité dont la folle magie contagieuse opère en d'irrésistibles démarches dansantes. Les citoyens dits *de la société civile* ne sont plus les spectateurs passifs d'un show militaire assimilant la force aux armes, puisque les voilà aujourd'hui en train de faire *leur* spectacle en tant que peuple universel regroupant les deux volumes sociétaux, sous le regard responsable des Délégués Exécutifs appliquant leurs choix majoritaires. Enfin, pour la première fois, *toutes* les forces vives du pays des droits de l'Homme et du Citoyen déroulent l'authentique et exubérant portrait de la Nation française de métropole et d'outre-mer, corps étatiques et tous services régaliens compris, le Peuple désormais souverain et tempérant s'honorant de lui-même sur les plus célèbres lieux de gloire pour mieux affirmer que la seule véritable richesse, puissance, fierté ou supériorité de toute population ne se mesure qu'à l'aune de sa Justice sociale et de sa Paix civile.

Un instant interloquée par la surprise, la foule agglutinée le long de la plus belle avenue du monde se laisse enivrer par la vision de son autoportrait vivant, chahutant de fierté en une fraternité partagée, tant la diversité des citoyens qui se côtoient fait oublier le formalisme guindé de tous les 14 juillet qui ont précédé, et permet à chacun de comprendre qu'un tel degré d'interdépendance ne peut offrir le trésor de la Paix que via la Justice de la solidarité vitale et de sa fusion semi-égalitaire. Car c'est le *Peuple* français qui pour la première fois défile devant lui-même

en ce jour historique, enfin rendu au parfait diapason de la fameuse date qu'il célèbre, au lieu d'un État national déshumanisé par la vitrine rigide de ses seuls grands corps pour flatter l'*ego* des élites surdominantes du passé à travers leurs spectacles aussi pompeux que ringards. Devant la vaste tribune officielle pavoisée où des Délégués Exécutifs Nationaux représentant la toute première Assemblée Gouvernementale sont dûment assis de part et d'autre de la Présidente en exercice, chaque délégation dévoile, aux témoins comme aux caméras, une « pierre taillée » cubique et symbolique en carton léger, de volume standard mais aux décorations uniques, qui servira tout à l'heure à l'édification d'un grand feu de joie nocturne sous forme de pyramide-ennéaèdre, en guise d'apéritif avant le rituel feu d'artifice de la Tour Eiffel. Puis, tandis qu'aussitôt la tribune dépassée, les innombrables délégations sociales se fondent en une seule onde humaine, à l'autre bout du fleuve ainsi libéré, toutes les barrières latérales s'effacent et s'orientent en corridors pour intégrer le public à cette commémoration enfin citoyenne, populaire et remise à jour sous forme de « Citizen Pride » libertégalitaire. La suite du parcours festif et ponctué de buffets improvisés à travers la capitale finit par rejoindre la place de la Concorde pour conclure l'heureuse déambulation parisienne par l'allocution présidentielle et le symbolique embrasement pyramidal.

Devant la foule arrivée au terme de sa journée itinérante, un bref mais percutant discours de la Présidente permet de rappeler à tout un chacun, non plus seulement les trois principes de la devise républicaine française, mais en y ajoutant celui de *responsabilité*, les droits et devoirs objectifs assurant désormais l'équilibre de la Justice et de la Paix, pour que ces quatre idéaux deviennent et restent une réalité, certes toujours perfectible, mais d'ores et déjà garantie par l'architecture équilibrée de la jeune pyramide constitutionnelle tempérante. Calmement formulé par la première personnalité charismatique *choisie* parmi les Français pour son identification aux valeurs universelles républicaines, démocratiques et laïques, le discours est fait de mots simples, d'images percutantes, sur un ton enfin libre de tout calcul, qui n'a plus rien de commun avec les langues de bois du passé, puisque c'est désormais le peuple lui-même qui *se* gouverne, selon ses propres choix majoritaires, dans une parfaite

continuité de sens ascendant avec la personne qui s'adresse à lui en tant qu'incarnation individuelle d'une *vraie* société, garante d'une cohésion enfin effective, socio-économique, culturelle et politique. Chacun peut dès lors intérioriser l'essentiel du message présidentiel et comprendre que, l'Égalité citoyenne vitale, quadrifaciale et historiquement suffisante étant désormais universellement assurée en parfaite parité de droit avec la Liberté, les distinctions individuelles de valeurs subjectives ne seront plus jamais d'injustes inégalités ou autres privilèges sources de quelque violence, tandis que par le même équilibrage tempérant, les différences restantes de nature culturelle ou touchant au mode de vie, en exprimant le parcours de chacun, autrement dit son degré relatif d'émancipation ou d'épanouissement, imposent le respect d'une patiente tolérance, pour ne plus compter, le cas échéant, que sur la douce et persuasive attractivité de l'exemplarité la plus positive et universaliste qui soit. D'où les vifs applaudissements de la foule, en concordance spontanée et enthousiaste avec l'inhabituelle sincérité et la sereine neutralité du discours qui vient d'être prononcé.

Mais alors que la pyramide-ennéaèdre géante symboliquement construite sur la place commence à s'embraser pour diffuser sa propre *lumière* dansante sur les monuments alentours, apparaît au milieu de l'estrade (et sur de multiples écrans relayés par les télévisions du monde entier) une choriste alto solitaire s'apprêtant à interpréter a capella le *huitième* couplet de la Marseillaise et son refrain, tous deux inédits car tempérants et appelés l'un et l'autre à remplacer les paroles surannées, si guerrières et revanchardes, d'un hymne accédant lui aussi à sa juste maturité après plus de deux siècles d'Histoire chaotique. Á la demande de la Présidente, ces paroles de Justice et de Paix seront chantées deux fois de suite, car reprises par les chœurs installés aux angles de la vaste place, en karaoké républicain avec tous les volontaires de la foule grâce aux écrans qui rapprochent chacun de la sobre scène. Puis la choriste, en enlaçant le drapeau tricolore du bras gauche, entonne son chant d'une voix si claire et si pure qu'on la croirait directement puisée à la source de l'onde commune, pendant que, la main droite sur le cœur, elle semble fixer la pointe de l'obélisque d'un regard franc peu à peu embué d'une

émotion contagieuse. En entendant son hymne national s'apaiser en un couplet-refrain dont il découvre les mots limpides sur écran, le peuple multicolore des citoyens français se surprend à vibrer à l'unisson de son Histoire et de ses plus nobles idéaux, filtrant instantanément le passif et l'actif du passé pour profiter d'une juste Paix individuelle et collective ressentie comme le plus précieux des cadeaux à transmettre aux futures générations, avec la certitude sécurisante d'avoir enfin trouvé le Nord de la boussole sociétale afin de pouvoir s'épanouir *individuellement* dans le bon sens *commun* autant qu'*ensemble* dans le respect de *chacun*, au sein d'une démocratie favorisant désormais le meilleur de l'Humanité, selon l'unique recette nécessaire à tous les peuples de la planète. Et c'est dès lors sans la moindre hésitation que les citoyens présents sur la place de la Concorde expriment à pleins poumons leur commune et pacifique identité en chantant la *Marseillaise Tempérante* :

Nous sommes *la* Dé-mo-cra-ti-i-e

Par vo-lonté d'Hu-ma-nité

Con-tre nos pro-pres ty-ranni-e(s)

D'é-goïsm'et d'a-vi-dité

L'É-gali-té semi-par-tagée

Nous ga-ranti-it la vraie Liber-té

D'ê-ê-tre a-vant tout Ci-toyen

Pour vi-i-vre chacun le Destin

D'un Terrien adult'et respons-a-a-ble

Aux la-ar-mes du passé-é

Succè-è-de l’A-mitié

Mar chon-on-ons, marchon-on-ons

Fie-ers, a-pai-sé-é-és

En pu-ur(e) Frater-nité !

Vive la Paix !

B.G.

Pour rappel, cette œuvre est gratuitement téléchargeable sur le site :

https://www.bernardgarde-lestemperants.com

tandis que commentaires et débats entre lecteurs vous attendent sur

Youtube à l’adresse : @bernardgarde-lestemperants

TABLE

Amarrage 5

Réflexions Géométriques 1
Les Outils, le Terrain
et l'État des Lieux (I)

1 - Un Héritage Délabré. 12
2 - Les Outils disponibles. 14
3 - La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. 21
4 - Le Préambule de la Constitution du 27 Octobre 1946. 42
5 - La Charte de l'Environnement de 2004. 54

Réflexions Géométriques 2
L'État des Lieux (II)
La Constitution Française
du 4 Octobre 1958

1 - Approche en Survol. 59
2 - Une Introduction Problématique (Titre I). 64
3 - La Présidence de la République (Titre II). 71
4 - Le Gouvernement (Titre III). 77
5 - Le Parlement (Titre IV). 88
6 - Les Titres V à XI, ou l'Usine à Gaz. 94
7 - Les Collectivités Territoriales (Titres XII et XIII). 100
8 - Francophonie et Accords d'Association (Titre XIV). 105
9 - De l'Union Européenne (Titre XV). 108
10 - Une Révision à Réviser (Titre XVI). 111
11 - Du Pouvoir à l'Autorité. 116

Réflexions Géométriques 3
Les Conditions Universelles
de la Justice et de la Paix.

1 - Principe Existentiel Objectif de Binarité-Dualité Paritaire. 119

2 - Principe Existentiel Subjectif d'Historicité. 124
3 - Principes de Double Nature et de Proportionnalité Pyramidale. 129
4 - Principe de Localisme Vital. 134
5 - Principe d'Équilibre Dynamique Bi-Axial. 137
6 - Équilatéralité Pyramidale et Équilibre Écosystémique. 151
7 - Principe de Fusion Pyramidale, de Socialisation-Sociabilisation, de Société, ou de Partition-Répartition Libertégalitaire. 160
8 - Portrait Historique et Portrait Hiérarchique de la Pyramide Tempérante, ou Principe de Hiérarchie Libertégalitaire. 167

Réflexions Géométriques 4
De la Pyramide Tempérante Hiérarchique
aux Rouages Démocratiques Universels

1 - Hiérarchie Socio-Économique Historique, Légitime et Objective. 186
2 - Hiérarchie Culturo-Politique Historique, Légitime et Objective. 194
3 - Les Trois Niveaux Démocratiques de Justice et de Paix. 207
4 - Les Rouages Démocratiques Locaux. 214
5 - Les Rouages Démocratiques Régionaux de Proximité. 222
6 - Les Rouages Démocratiques Nationaux ou Étatiques. 238
7 - Les Rouages Démocratiques Sectoriels. 245

Réflexions Géométriques 5
Des Rouages Démocratiques Universels
à la Constitution Quadrifaciale

1 - Point d'Étape. 251
2 - De l'Axe Spatial ou Physico-Matériel à la Loi Constitutionnelle des Droits et Devoirs Socio-Économiques du Citoyen. 265
3 - De l'Axe Spatial ou Physico-Matériel à la Loi Constitutionnelle des Droits et Devoirs Socio-Économiques des Pouvoirs Publics. 278
4 - De l'Axe Temporel Psycho-Spirituel à la Loi Constitutionnelle des Droits et Devoirs Culturo-Politiques des Citoyens et de la Société. 294
5 - De la Fondation à la Clé de Voûte *et* Vice-Versa. 314

Réflexions Géométriques 6
Modalités et Chantiers de l'Axe Primaire
ou Socio-Économique

Introduction. 318

1 - Modalités et Chantiers Socio-Démographiques. 326
2 - Modalités et Chantiers Économiques. 341
3 - Le Casse-Tête du Rattrapage. 353
4 - Démocratie Économique et Marché Libéral. 360
5 - Autres Chantiers Socio-Économiques. 370
6 - Le Temps de l'Efficience Socio-Économique. 385

Réflexions Géométriques 7
Modalités et Chantiers de l'Axe Secondaire
ou Culturo-Politique

Introduction. 387

1 - Modalités et Chantiers Culturels de Nature Éducative en Milieu Familial, Pré-scolaire ou Extra-scolaire. 392
2 - Modalités et Chantiers Culturels de Nature Éducative en Milieu Scolaire via l'Éducation Commune. 397
3 - Du Média Commun, ou Site Officiel, à la Créativité Responsable. 415
4 - Modalités et Chantiers de Nature Constitutionnelle et d'Échelon Local ou Communal. 424
5 - Modalités et Chantiers de Nature Constitutionnelle et d'Échelon Départemental (ou de Proximité Régionale). 434
6 - Modalités et Chantiers de Nature Constitutionnelle et d'Échelon National ou Étatique. 441
7 - De l'Équilibrage jusqu'au Sommet. 450

Réflexions Géométriques 8
D'Eurêka !... à C.Q.F.D.

1 - Bornage Préliminaire. 456
2 - La Pyramide Tempérante Hiérarchique, en tant que Modèle ou Idéal Historique. 466
3 - Les Derniers Secrets de la Pyramide Tempérante. 478
4 - Du Paradoxe des 3/4 - 1/4 à l'Équilibrage Tempérant. 497
5 - *Le* Couteau-Suisse Pluridisciplinaire. 511
6 - De la Pyramide Tempérante au Tableau Universel de Péréquation de la Partition-Répartition Biéconomique. 519
7 - La Dynamique Bi-Cyclique Tempérante à Effet Immédiat. 540
8 - La Dynamique Bi-Cyclique Tempérante à Effet Différé. 547
9 - De la Proportion de Sur-Domination Objective à la Résolution

du Paradoxe de l'Équivalence entre Médiane et Moyenne. 558
10 - Quid des Biens Communs Indivisibles ? 570
11 - Tempérance Minimale et Tempérance Maximale. 578

Pré-Conclusion. 583

Réflexions Géométriques 9
Accueil et Greffe Historique
de la Tempérance

1 - Accueil et Greffe d'Ordre Macro-Sociétal. 593
2 - Accueil et Greffe d'Ordre Individuel et Universel. 604
3 - Accueil et Greffe d'Ordre Catégoriel et Socio-Économique. 610
4 - Accueil et Greffe d'Ordre Socio-Culturel. 621
5 - Accueil et Greffe d'Ordre Socio-Politique. 630
6 - Accueil et Greffe d'Ordre Écologico-Spirituel. 639
7 - Les Circonstances de la Greffe Tempérante. 646
8 - Une Greffe par Concession-Accession Supra-Idéologique. 659

Conclusion 669

Postface 683

Épilogue : Paris, le 14 Juillet 20?? 684

BIBLIOGRAPHIE

Pour les raisons mentionnées dès l'introduction du premier livre, la bibliographie des *Tempérants* se résume aux six ouvrages suivants, classés par année de parution :

Les Carnets de Léonard de Vinci (Tome 1)
Classement et notes d'Edward Maccurdy - Collection Tel - Éditions Gallimard (1942).

J'ai vécu quinze milliards d'années
Jean E. Charon - Albin Michel (1983).

Napoléon Bonaparte - Collection Géants
Citations choisies par A. Folch. - Les Éditions du Huitième Jour (2005).

Constitution française du 4 octobre 1958
La Documentation française - (2016).

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (deuxième édition)
Stéphanie Hennette-Vauchez - Éditions Dalloz (2018).

La Physique Quantique en cinq minutes par jour
Blandine Pluchet - First Éditions (2019).